


# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX**


Date de Publication : 30/07/2021

N° : 2021/216

# **SOMMAIRE**

 **Conseil de Territoire 8 avril 2021** **page 3**

 **Conseil de Territoire du 27 mai 2021** **page 169**

 **Conseil de Territoire du 8 juillet 2021** **page 352**

# Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 Avril 2021

## Institution

### 2021\_CT2\_086

#### **Modification du règlement intérieur du Conseil de Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Règlement Intérieur du Territoire du Pays d'Aix a été approuvé lors du Conseil de Territoire du 8 octobre 2020, conformément aux dispositions de l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales, applicable au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale en application de l'article L.5211-1 du même Code.

Pour permettre la création de la Commission de Consultation des Marchés et l'approbation de son règlement intérieur par un rapport distinct soumis à l'approbation du Conseil de Territoire, il convient aujourd'hui d'apporter des modifications au Règlement Intérieur du Territoire du Pays d'Aix.

Il est en outre proposé d'apporter au Règlement Intérieur des modifications rédactionnelles limitées destinées à assurer la bonne conduite des séances du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-8 et L.5211-11 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2020\_CT2\_129 du Conseil de Territoire du 8 octobre 2020 portant approbation du Règlement Intérieur du Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité d'intégrer au Règlement Intérieur du Territoire du Pays d'Aix des dispositions relatives, notamment, au fonctionnement de la Commission de Consultation des Marchés.

#### **Délibère**

##### Article unique :

Est approuvée la modification du Règlement Intérieur du Territoire du Pays d'Aix, telle que figurant en annexe du présent rapport.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021\_CT2\_087

#### **Création de la Commission de Consultation des Marchés**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.2121-22 du Code général des collectivités territoriales, transposable aux EPCI en application de l'article L.5211-1 du même Code, ouvre la possibilité de créer des commissions thématiques, non dotées de pouvoirs décisionnels, mais qui représentent des instances de débats et de préparation des décisions.

Par délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, pour l'exercice des compétences exercées par celui-ci, la passation

des marchés publics d'un montant inférieur aux seuils européen de procédure formalisée en vigueur.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix est donc désormais également compétent pour la passation et l'exécution des marchés publics de travaux dont le montant hors taxes est compris entre 1 million d'euros et 5 350 000 euros, qui relevaient précédemment du Conseil de la Métropole.

La compétence de signature des actes relative à la passation et à l'exécution des marchés publics de fournitures, services et travaux, nécessaires à l'exercice des compétences déléguées au Conseil de territoire du Pays d'Aix a été déléguée aux Vice-présidents du Conseil de Territoire, pour les thématiques relevant de leur délégation de fonctions.

Toutefois, dans un objectif de transparence des procédures de mise en concurrence et de bonne gestion des deniers publics, compte tenu notamment des sommes en jeu, il apparaît opportun d'instituer une Commission, saisie à titre consultatif, préalablement à l'attribution des marchés publics et accords-cadre de travaux compris entre 1 million d'euros HT et les seuils européens de procédure formalisée, de façon à permettre une collégialité de l'analyse des offres.

Il est ainsi proposé de créer une Commission de Consultation des Marchés qui aura pour mission d'émettre un avis sur l'attribution des marchés publics de travaux du Territoire du Pays d'Aix répondant aux critères ci-avant rappelés.

La Commission pourra également être saisie pour formuler un avis sur :

- L'attribution des marchés subséquents de travaux relatifs à l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, dont le montant est supérieur à 1 million d'euros HT ;

- les projets d'avenant aux marchés visés ci-avant dont la conclusion amènerait à une modification du montant du marché supérieur à 5% de sa valeur initiale HT.

Le Vice-président dont la délégation de fonctions se rapporte au marché public de travaux en cause attribuera donc celui-ci au vu de l'avis de la Commission de Consultation des Marchés, dont l'avis consultatif ne le liera toutefois pas.

Cette Commission sera composée d'un Président désigné par le Président du Territoire du Pays d'Aix, et de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants désignés parmi les Conseillers métropolitains du Territoire du Pays d'Aix.

Les règles de convocation et de fonctionnement de cette Commission seront fixées par un règlement intérieur, annexé à la présente délibération, et soumis à l'approbation du Conseil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

### **Oùï le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- La nécessité d'introduire une collégialité de l'analyse des offres et des décisions d'attribution des marchés publics de travaux compris entre 1 000 000 euros HT et le seuil européen de procédure formalisée en vigueur, pour les compétences déléguées au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la création de la Commission de Consultation des Marchés du Territoire du Pays d'Aix.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le règlement intérieur de la Commission de Consultation des Marchés.

### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 088**

**Election des membres de la Commission de Consultation des Marchés**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commission de Consultation des Marchés a été créée, et son règlement intérieur approuvé, par délibération du Conseil de Territoire du 8 avril 2021.

Cette Commission a pour mission d'émettre un avis sur l'attribution des marchés publics de travaux du Territoire du Pays d'Aix compris entre 1 million d'euros HT et les seuils européens de procédure formalisée. Elle peut également être saisie pour formuler un avis sur :

- L'attribution des marchés subséquents de travaux relatifs à l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, dont le montant est supérieur à 1 million d'euros HT ;

- les projets d'avenant aux marchés visés ci-avant dont la conclusion amènerait à une modification du montant du marché supérieur à 5% de sa valeur initiale HT.

La Commission de Consultation des Marchés est composée :

- D'un Président, désigné par le Président du Conseil de Territoire parmi les Conseillers Métropolitains du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- De 5 membres titulaires et 5 membres suppléants élus en son sein par le Conseil de Territoire du Pays.

En vertu de l'article L.2121-22 du Code général des collectivités territoriales, la composition de cette commission doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée.

L'élection des membres titulaires et suppléants a lieu sur une même liste, sans panachage ni vote préférentiel, à la proportionnelle au « plus fort reste ».

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Les listes candidates doivent être déposées au plus tard la veille de la séance auprès du Service Assemblées du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, par mail à l'adresse suivante : [assemblee.paysdaix@ampmetropole.fr](mailto:assemblee.paysdaix@ampmetropole.fr)

Il convient désormais de procéder à l'élection des représentants titulaires et suppléants de la Commission de Consultation des Marchés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 portant création de la Commission de Consultation des Marchés et approbation de son règlement intérieur.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La création d'une Commission de Consultation des Marchés du Territoire du Pays d'Aix et la nécessité d'en élire les membres.

**Délibère**

**Article unique :**

Sont élus membres de la Commission de Consultation des Marchés :

**Membres titulaires :**

Jacky Gérard  
Guy Barret  
Frédéric Guinieri  
Robert Dagorne  
Christian Delavet

**Membres suppléants :**

Bernard Ramond

Kayané Bianco  
Vincent Desvignes  
Pascal Chauvin  
Jean-François Corno

Ont déclaré candidature :

#### Liste 1

##### Membres titulaires :

Jacky Gérard  
Guy Barret  
Frédéric Guinieri  
Robert Dagorne  
Christian Delavet

##### Membres suppléants :

Bernard Ramond  
Kayané Bianco  
Vincent Desvignes  
Pascal Chauvin  
Jean-François Corno

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	4
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Sont proclamés élus en qualité de titulaires et suppléants de la Commission de Consultation des Marchés suivant les résultats du scrutin ci-dessus totalement retranscrits :**

##### Membres titulaires :

Jacky Gérard  
Guy Barret  
Frédéric Guinieri  
Robert Dagorne  
Christian Delavet

##### Membres suppléants :

Bernard Ramond  
Kayané Bianco  
Vincent Desvignes  
Pascal Chauvin  
Jean-François Corno

#### 2021 CT2 089

#### **Désignation du représentant de la Commune de Fuveau au sein de la Commission thématique « Culture et sports » du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° FBPA 054-9156/20/CM le Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 a délégué, en vertu du II de l'article L.5218-7 du CGCT, un ensemble de compétences au Territoire pour lesquelles ce dernier a souhaité organiser un processus décisionnel qui associe des commissions thématiques dans les domaines de compétences déléguées.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a procédé à la création des Commissions thématiques du Territoire par délibérations n°2016\_CT2\_026 du 21 avril 2016 et n° 2018\_CT2\_110 du 15 mai 2018.

Il constitue à l'occasion de son installation des Commissions organiques permanentes chargées d'étudier les questions soumises au Conseil.

Les Commissions existantes sont les suivantes :

- la Commission « **Développement économique, emploi et agriculture** »
- la Commission « **Mobilité et infrastructures de transports** »
- la Commission « **Environnement, déchets et cycle de l'eau** »
- la Commission « **Habitat, urbanisme et aménagement** »
- la Commission « **Culture et sports** »
- la Commission « **Ressources et moyens** »

Il peut en outre constituer des Commissions spécifiques ou des Comités Stratégiques (COSTRA) au cours de chaque séance pour l'examen d'une ou plusieurs affaires. La durée de vie de ces Commissions est dépendante du dossier à instruire. Elles prennent fin à l'aboutissement de l'étude de l'affaire et de sa réalisation.

Les Commissions comprennent 36 membres élus par le Conseil, parmi ses membres, ou parmi les Conseillers municipaux, représentant chacune des Communes membres, sur proposition des Maires.

Un Conseiller, membre d'une Commission peut demander à être représenté par un autre membre du Conseil.

Tout Conseiller ainsi que tout Conseiller municipal d'une Commune membre, intéressé par l'ordre du jour d'une commission peut y assister à condition d'en avertir auparavant le Président délégué, sur demande du maire.

Suite à la demande de la Commune de Fuveau, il convient de remplacer son représentant au sein de la Commission « Culture et sports ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016\_CT2\_026 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 avril 2016 portant création des Commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°2018\_CT2\_110 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 relative à la modification des Commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°2020\_CT2\_130 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 relative à la désignation des représentants des Communes membres au sein des Commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le règlement intérieur du Territoire du Pays d'Aix.

### Où le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Qu'il convient de désigner un nouveau représentant de la Commune de Fuveau au sein de la Commission « Culture et sports » du Territoire du Pays d'Aix.

### Délibère

#### Article unique :

Est approuvée la désignation de Madame Marielle VEUILLET en qualité de représentante de la Commune de Fuveau au sein de la Commission « Culture et sports » du Territoire du Pays d'Aix.

#### 1. Choix des modalités de scrutin :

Il est proposé de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation du représentant de la Commune de Fuveau au sein de la Commission « Culture et sports » du Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur la proposition :

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire approuve à l'unanimité la proposition et décide de ne pas procéder au scrutin secret.**

#### 2. Désignation du représentant :

La Commune de Fuveau propose que Madame Marielle VEUILLET soit désignée pour la représenter au sein de la Commission « Culture et sports » du Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur la proposition :

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Le Conseil de Territoire a désigné à l'unanimité Madame Marielle VEUILLET en qualité de représentante de la Commune de Fuveau au sein de la Commission « Culture et sports » du Territoire du Pays d'Aix.**

## Ressources – Finances

### 2021 CT2 090

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 93 logements sociaux**

**dénommée Les Grandes Terres située Angle chemin de la Garde au Puy-Sainte-Réparate**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 93 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Les Grandes Terres » située Angle chemin de la Garde au Puy-Sainte-Réparate.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 13 806 277 euros est financée par un emprunt de 9 947 890 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 4 476 550,50 euros et de la commune du Puy-Sainte-Réparate, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 5 471 339,50 euros.

La SA HLM Erilia a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 113712 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Erilia a contracté un prêt d'un montant total de 9 947 890 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 93 logements collectifs locatifs sociaux au Puy-Sainte-Réparate.
- Que la SA HLM Erilia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Erilia.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Erilia.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 9 947 890 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 113712.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 93 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Les Grandes Terres » située Angle chemin de la Garde au Puy-Sainte-Réparate.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de huit logements réservés, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 091**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux dénommée Terre de Cézanne située 962 route Blanche à Gardanne**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux dénommée « Terre de Cézanne » située 962 route Blanche à Gardanne.

Portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 1 902 564 euros est financée par un emprunt de 1 406 549 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 773 601,95 euros et de la commune de Gardanne, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 632 947,05 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 112535 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 1 406 549 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux à Gardanne.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 406 549 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations,

selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 112535.

Ce prêt, constitué de cinq lignes est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux dénommée « Terre de Cézanne » située 962 route Blanche à Gardanne.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 092**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux dénommée Montauray PLS située Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air - Abrogation de la délibération n°FBPA 016-8437/20/BM**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux « Montauray PLS » située Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 octobre 2020 pour l'approbation de cette garantie d'emprunt sur la base de l'offre de prêt n° 106789 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. Des retards dans l'attribution de la garantie par la commune co-garante ont conduit à la caducité du contrat. Aussi, un nouveau contrat de prêt n° 118992 a été signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations. Ainsi la Métropole est-elle appelée à accorder une garantie d'emprunt sur la base de ce nouveau contrat de prêt.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération, d'un montant total de 2 903 805 euros, est financée par un emprunt de 2 171 134 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 977 010,30 euros et de la Ville de Bouc-Bel-Air, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 1 194 123,70 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FBPA 016-8437/20/BM du 15 octobre 2020 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux « Montauray » située Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt n° 118992 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 2 171 134 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux « Montaury PLS » à Bouc-Bel-Air.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

## Délibère

### Article 1 :

La délibération n°FBPA 016-8437/20/BM du 15 octobre 2020 est abrogée.

### Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 171 134 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 118992.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux « Montaury PLS » située Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

### Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

### Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 093

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 67 logements sociaux dénommée Cocoon'age située ZAC de l'Héritière à Ventabren**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 67

logements sociaux dénommée « Cocoon'Age » située Zac de l'Héritière à Ventabren.

Portée par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence, cette opération d'un montant total de 10 663 468 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 8 044 854 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLS n° 118546 de 2 789 245 euros,
- Contrat PLAI-PLUS n°118542 de 5 255 609 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 4 424 669,70 euros et de la commune de Ventabren, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 3 620 184,30 euros.

La Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les

emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de Prêt N° 118546 et N° 118542 en annexe signés entre la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 8 044 854 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 67 logements sociaux à Ventabren.
- Que la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 8 044 854 euros souscrits par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLS n°118546 constitué de quatre lignes, d'un montant de 2 789 245 euros,

- Contrat PLAI-PLUS n°118542 constitué de cinq lignes, d'un montant de 5 255 609 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 67 logements sociaux dénommée « Cocoon'Age », située Zac de l'Héritière à Ventabren.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n°118546 et n°118542 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n°118546 et n°118542 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de sept logements réservés, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de la Ville d'Aix-en-Provence.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est

autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 094**

#### **Décision Modificative n°1 – exercice 2021 - État Spécial de Territoire du Pays d'Aix**

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire a adopté le 16 novembre 2020 le Budget Primitif 2021 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 1 afin de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement.

Le Budget Primitif est un document prévisionnel et il est donc nécessaire d'ajuster les prévisions en cours d'année.

Les dotations de gestion étant figées pour l'année, le financement des dépenses supplémentaires ne peut donc être assuré que par des redéploiements ou des suppressions de crédits antérieurement votés.

#### **1 – Section de Fonctionnement**

Il convient de procéder à des redéploiements ou ajustements de crédits entre chapitres au sein de la section de fonctionnement.

L'essentiel des mouvements opérés consiste en un transfert de crédit du chapitre 011 vers le chapitre 65,

mouvements internes à chaque politique publique, à savoir :

- + 100 000 euros pour le développement économique ;
- + 25 000 euros pour le FISAC ;
- + 272 000 euros pour la culture ;
- + 27 483 euros pour l'enseignement supérieur et la recherche ;
- + 14 000 euros pour la prévention de la délinquance.

Des recettes supplémentaires sont également prises en compte :

- + 12 483 euros concernant les recettes publicitaires sur mobilier urbain des abribus.
- + 15 000 euros pour des redevances d'occupation du domaine public sur les aménagements de zones d'activités.

Ces recettes serviront à financer les besoins de financement supplémentaire.

**La section de fonctionnement de la Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes à :**

**27 483 euros**

## **2 – Section d'Investissement**

Il convient de procéder à des redéploiements ou ajustements de crédits au sein de la section d'investissement.

Il s'agit ici de transférer des crédits d'une opération à une autre suivant l'état d'avancement de ces dernières.

Pour la direction coordination de projets et du foncier :

- 400.000 euros pour la subvention LGV PACA ;
- + 1,8 M d'euros pour la modernisation de la ligne Aix Marseille ;

Pour la direction des bâtiments :

En raison du décalage des plannings des opérations relatives à la rénovation de la piscine Plein Ciel à Aix (-500.000 euros), à la nouvelle pépinière de Pertuis (- 140.000 euros) et à la capitainerie du lac de Peyrolles (- 40.000 euros), il est possible de réaffecter des crédits sur les opérations ci-dessous :

- + 30.000 euros médiathèque de Pertuis ;
- +148.000 euros réhabilitation de la piscine de Pertuis (protocole transactionnel pénalités marché) ;
- + 250.000 euros pour le programme d'entretien et de rénovation du patrimoine bâti de la collectivité sur le territoire.

Pour la direction des sports :

L'opération Stade Maurice David fait l'objet d'un réajustement et voit ses crédits de paiement 2021 réduits de – 1 M d'euros.

Les opérations au titre du PRODAS bénéficient de crédits supplémentaires à hauteur de 10.000 euros.

Pour la direction de la culture :

La Médiathèque de Pertuis sollicite des crédits supplémentaires pour l'acquisition de fonds documentaires à hauteur de 179.120,17 euros.

Pour la direction de la voirie :

L'opération de contournement Aix Est Les Milles nécessite l'inscription d'1 M d'euros supplémentaire sur l'année. Cette augmentation est en partie financée par la restitution de 500.000 euros sur l'opération études et travaux toutes zones.

Pour la direction des entrées de ville, le programme annuel conduit à diminuer les crédits de 1.5 M d'euros sur 2021.

Pour la direction Voiries :

Les opérations nécessitant des crédits supplémentaires sur les zones d'activités sont :

- Aix pôle d'activité route de l'enfant pour 50.000 euros ;
- Aix pôle d'activité rue GG Lauzière pour 3.000 euros ;
- Vitrolles ZA Estroublans tranche 3 pour 50.000 euros ;
- Gardanne ZI Avon pour 30.000 euros ;
- Plan de campagne bassin RD6 pour 20.000 euros ;
- Aix Pioline Piéton pour 10.000 euros ;
- Meyrargues Nord pour 700.000 euros.

Les opérations Aix Pôle d'Activité rue G. Claude (– 300.000 euros) et Plan de Campagne (–463.000 euros) ont pris du retard.

Pour les directions de l'habitat et de la politique de la ville :

Un transfert de crédits d'un montant de 1.1 M d'euros de l'opération « Logement privé » vers l'opération « opération de réhabilitation » est proposé.

Pour la direction du Technopôle de l'Arbois, des mouvements internes sont effectués de la façon suivante :

- ZAC Petit Arbois aménagements :  
+ 150.000 euros
- ZAC Petit Arbois Eaux pluviales :  
– 150.000 euros
- Aménagement durable prototypage :  
+ 90.000 euros
- Développement immobilier entreprises Arbois :  
– 90.000 euros

Pour la direction de l'agriculture, des crédits de l'opération « Aménagements hydrauliques » sont réorientés vers l'opération « Pépinières jeunes agriculteurs Luynes/Pertuis » pour 30.000 euros.

Pour le grand site Saint Victoire, des crédits sont transférés à l'opération « Ste Victoire valorisation territoire » pour 30.000 euros en provenance de l'opération « Valorisation du point d'accueil de Bimont » qui a pris du retard.

Pour la direction ressources, l'opération globalisée relative aux acquisitions foncières est abondée pour un montant de 381.625,73 euros.

### **La section d'Investissement de la Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes à 0 euros**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°2020\_CT2\_225 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG 015-9117/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article unique :**

Est adoptée, par nature, la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2021 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures**

### **2021 CT2 095**

**AVIS - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Bellegarde, Carnot, Cardeurs, Pasteur, Mignet, Méjanes et Signoret à Aix-en-Provence - Semepa**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par contrat de délégation de service public, la commune d'Aix-en-Provence, à laquelle s'est substituée la Métropole en matière de stationnement en ouvrage, a confié à la SEMEPA (Société d'Economie Mixte) l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage Bellegarde, Carnot, Cardeurs et Pasteur, la construction et l'exploitation des parcs en ouvrage Mignet, Méjanes et Signoret ainsi que le stationnement en surface.

Compte tenu du transfert de compétence ci-dessus décrit, la Métropole devient de droit gestionnaire des parcs de stationnement, la Mairie conservant la compétence du stationnement payant sur voirie.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce

rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 29 décembre 1986, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de concession pour l'exploitation des parkings Bellegarde, Carnot, Cardeurs et Pasteur, à la construction et à l'exploitation des parkings Mignet, Méjanes et Signoret ainsi que l'exploitation du stationnement en surface ;
- L'avenant n° 1 du 20 novembre 1987 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 2 du 2 décembre 1987 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 3 du 6 janvier 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 4 du 6 février 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 5 du 24 novembre 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant 5bis du 21 janvier 1991 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant 5ter du 25 octobre 1993 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant 5quater du 14 décembre 1998 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 6 du 22 décembre 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;

- L'avenant n° 7 du 9 juillet 1990 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 8 du 4 juin 1991 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 9 du 2 août 1991 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 10 du 16 novembre 1993 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 11 du 28 octobre 1994 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 12 du 24 avril 1996 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 13 du 27 octobre 1997 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 14 du 1<sup>er</sup> septembre 1999 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 15 du 14 avril 2004 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 16 du 30 août 2004 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 13 du 30 août 2005 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2019 jointe en annexe.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parcs de stationnement Bellegarde, Carnot, Cardeurs, Pasteur, Mignet, Méjanes et Signoret pour l'année d'exercice 2019 a été remis par la Société d'Economie Mixte SEMEPA.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant les parkings Bellegarde, Carnot, Cardeurs, Pasteur, Mignet, Méjanes et Signoret pour l'année 2019, remis par la Société d'Economie Mixte SEMEPA.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 096**

### **AVIS - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Rotonde à Aix-en-Provence – Semepa**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

La commune d'Aix-en-Provence a assuré la gestion de ce parc de stationnement en ayant recours à un contrat de délégation de service public conclu avec la Société d'économie mixte SEMEPA, le 24 octobre 2003. Ce contrat de délégation de service public a pour objet la construction et l'exploitation de l'îlot A du parc Rotonde et l'exploitation de l'îlot D du même parc.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2018, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance. La Métropole est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'aires et parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 24 octobre 2003, portant approbation du choix du délégataire pour la concession du parc de stationnement en ouvrage Rotonde ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2019 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 15 février 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire concernant le parc de stationnement Rotonde pour l'année d'exercice 2019 a été remis par la Société d'Economie Mixte SEMEPA

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant le parking Rotonde pour l'année 2019, remis par la Société d'Economie Mixte SEMEPA.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 097**

### **AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Cityway SAS relatif au marché "Exploitation de la centrale de réservation téléphonique des réseaux de transports à la demande de la Communauté du Pays d'Aix"**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 30 décembre 2015, la société Cityway a été chargée de réaliser l'exécution de services relatifs à la centrale de réservations téléphoniques des réseaux de transports à la demande Pays d'Aix Mobilité, Accessibus et Aix en Bus.

Le marché n°2015M105 était organisé autour d'un nombre annuel forfaitaire de 113 000 réservations et de 20 licences véhicules.

Le marché prévoyait la possibilité d'un dépassement du nombre de réservations et de licences véhicules par l'application d'un Bordereau de Prix Unitaires dans la limite d'un montant de 30 000 € par an.

Dans cadre de la facture de régularisation des années 2017, 2018 et 2019, la société Cityway a fait état d'un dépassement du nombre de réservations de 38 593 pour 2017, de 71 670 pour 2018 et de 92 218 pour 2019. Les licences embarquées ont également été revues à la hausse pour l'année 2018.

Cependant, en l'absence :

- d'alertes par le prestataire,
- de restitution des rapports annuels 2018 et 2019, et l'édition tardive de la part du prestataire des factures annuelles de régularisation, la Métropole n'a jamais émis de bon de commande pour officialiser l'extension des prestations forfaitaires.

De plus, les montants qui ont été facturés sont supérieurs au montant annuel maximum de 30 000 €/an défini dans l'acte d'engagement du marché 2015M105.

Suite au rejet de ces factures, la société Cityway a indiqué qu'en toute bonne foi, elle a poursuivi et assuré sa prestation sans bon de commande afin de permettre aux habitants du Pays d'Aix-en-Provence de se déplacer en réservant un TAD.

Après avoir communiqué le 29 octobre 2020, les rapports d'activités manquants (2017, 2018 et 2019) permettant de vérifier le nombre d'appels (réservations, annulations ....) les services de la Métropole sont en capacité de confirmer que ces services complémentaires ont bien été réalisés dans le cadre de la continuité du service public.

C'est dans ce contexte que les parties, agissant dans un souci de mettre un terme amiable et rapide à la présente affaire, se sont rapprochées et ont convenu de régler le différend qui les oppose par les engagements et concessions réciproques suivants :

- Pour l'année 2018, La Métropole reconnaît sur la base du rapport d'activités qui lui a été communiqué le 29 octobre 2020 que les forfaits de réservations et de licences ont bien été dépassés. Cependant, la Métropole accepte de prendre en charge cette facture dans la limite des 30 000 € HT qui ont été définis initialement dans le cadre de ce marché. En tenant compte de la révision des prix ce montant est réévalué à 30 885,54 € HT.

- Pour l'année 2019, La Métropole reconnaît sur la base du rapport d'activités qui lui a été communiqué le 29 octobre 2020 que le forfait de réservations a bien été dépassé. Cependant, la Métropole accepte de prendre en charge cette facture dans la limite des 30 000 € HT qui ont été définis initialement dans le cadre de ce marché. En tenant compte de la révision des prix et du paiement d'une précédente facture pour le dépassement du forfait des licences véhicules (6 336 € HT) cette prise en charge est limitée à 24 362,52 € HT.

- Pour l'année 2017, le montant maximum des 30 000 € HT défini dans l'acte d'engagement ayant

été atteint, la Métropole ne procédera pas à la régularisation de la facture de 6 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les parties ont décidé de conclure un protocole transactionnel portant concessions réciproques et ayant pour objet de mettre fin au différend qui les oppose.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé avec la société Cityway relatif au marché 2015M105 « Exploitation de la centrale de réservations téléphonique des réseaux de transports à la demande de la Communauté du Pays d'Aix ».

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement, sous politique C210, nature 6718.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 098**

**AVIS - Candidature à l'appel à projets "Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux" lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement**

**relative à l'opération " Extension du BHNS Aixpress d'Aix-en-Provence vers Val-Saint-André-Malacrida"**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans cet objectif, il est proposé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 par l'Etat. Cet appel à projets s'inscrit dans la poursuite du soutien de l'Etat en faveur des transports du quotidien prévu par la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019. Il vise ainsi à promouvoir de nouveaux projets de transport collectif en site propre ainsi que de pôles d'échanges multimodaux.

Le projet d'Extension du BHNS Aixpress d'Aix-en-Provence vers Val-Saint-André-Malacrida répond aux objectifs et critères d'éligibilité de l'appel à projets sus-mentionné.

Ce projet vise à faire évoluer la ligne Aixpress existante pour atteindre l'objectif inscrit au projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU). Mise en service en 2019, cette ligne de 7,3 kilomètres, exploitée avec des véhicules électriques de 12 mètres, a très rapidement atteint des niveaux de fréquentation conséquents avec près de 20 000 voyageurs par jour et une forte montée en charge. Le plein potentiel n'est pas encore atteint et pourtant des signes de saturation sont déjà enregistrés.

L'opération comporte 2 objectifs:

- D'une part prolonger l'itinéraire du BHNS Aixpress sur 2,1 kilomètres comme prévu au Plan de Déplacements Urbains (PDU), vers les quartiers Sud-Est de la ville d'Aix-en-Provence. C'est en particulier dans ce secteur sud de la ville que l'ambitieux projet réalisé dans le cadre du « Plan Campus » se déploie avec une rénovation de grande envergure des installations universitaires, la création de logements étudiants et des installations sportives. Outre l'amélioration de la desserte de cette opération, le projet d'extension permettra de desservir toute la ceinture sud du centre-ville à forte densité de population et de la connecter de façon performante au centre-ville. L'extension du BHNS ajoute 5 nouvelles stations aux 18 stations déjà existantes. Elle offrira également un maillage avec le P+R

Malacrida situé en entrée de ville, en lien avec l'autoroute A8.

- D'autre part améliorer la capacité de la ligne Aixpress dans son ensemble. En effet, le tronçon central de la ligne est très fréquenté et sujet à de nombreuses surcharges, en particulier en heures de pointe et dans le secteur des facultés. Aussi, le projet permettra de déployer des véhicules électriques articulés de 18 mètres supplémentaires, offrant un plus grand nombre de places disponibles sur la totalité de la ligne (115 places contre 85 places pour les véhicules de 12 mètres). Ces véhicules électriques permettront ainsi d'améliorer les échanges en station, le confort des voyageurs et d'offrir la capacité suffisante et à même d'absorber la hausse de la fréquentation progressive de la ligne.

Cette opération respectera le calendrier prévisionnel suivant :

- 2021 : Démarrage prévisionnel des études
- 2021 : Démarrage prévisionnel des travaux pour l'augmentation de capacité de la ligne
- 2025 : Mise en service de la ligne Aixpress prolongée

La volonté affichée dans le PLU d'Aix-en-Provence, approuvé en 2015, est de poursuivre l'apaisement des conditions de circulation dans le centre-ville et les quartiers, tout en permettant leur accessibilité par une offre de transport en commun performante et en encourageant l'usage des transports en commun et des modes actifs. Cette politique de mobilité clairement affichée s'est traduite également par le développement d'une ceinture de parc-relais tout autour de la ville pour capter le plus en amont les voitures :

- Au Nord : Les Hauts de Brunet - 366 places et Route des Alpes - 200 places
- A l'Ouest : Lieutenant- Colonel Jeanpierre - 600 places
- Au Sud : Krypton - 900 places
- A l'Est : Malacrida - 242 places
- Au niveau du Pôle d'activités : Plan d'Aillane - 300 places et Arena – 2101 places

Ces parcs sont sécurisés et combinés avec des navettes de bus fréquentes pour rejoindre le centre-ville avec un tarif de stationnement comprenant un aller-retour en bus pour tous les occupants. L'Aixpress dessert les P+R du Krypton et Colonel Jeanpierre.

Le PLUi du territoire du Pays d'Aix est actuellement en cours de réalisation. Le PADD débattu en novembre 2019 a comme premier objectif d'inscrire « le développement du Pays d'Aix dans une logique de gestion économe de l'espace et de mobilité responsable et partagée... ». On retrouve ainsi plusieurs orientations comme l'intensification des espaces urbains et économiques existants, l'incitation à l'intermodalité dans les déplacements

quotidiens ou encore le développement des réseaux de transport collectif et des modes de déplacements alternatifs à la voiture.

Le PLUI identifie principalement deux secteurs qui répondent à cet objectif de cohérence urbanisme/mobilité, avec la zone UI : « zone urbaine d'intensification qui a pour vocation de favoriser le renouvellement urbain le long des axes structurants en prolongeant le tissu continu... », ainsi que la zone UM : « zone urbaine qui a pour vocation d'optimiser le tissu urbain compte tenu de sa position centrale en termes de desserte et de proximité au regard des grands équipements ». Ainsi, l'arrivée de l'Aixpress s'est accompagnée d'une étude des possibilités de densification autour de son tracé ainsi qu'une réflexion plus large de façade à façade en repensant totalement l'espace public, et notamment l'emprise de la voiture (trottoirs larges, pistes cyclables, aménagement de la place de la Rotonde...). L'objectif est de poursuivre ces principes d'aménagement et les réflexions de densification autour du prolongement vers Malacrida.

Le prolongement vers l'Est s'inscrit dans cette logique, en reliant le parc-relais de Malacrida, mais également le Val de l'Arc qui comprend des établissements d'enseignement secondaire, un important complexe sportif, ainsi que le quartier du Val Saint-André. De même, la réflexion est menée autour des stationnements le long du tracé.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat une majoration du taux de subvention en raison de la desserte de quartiers liés à la politique de la ville en lien avec le projet dans le secteur du Jas de Bouffan et de la volonté de renforcer la densité et la mixité des quartiers. Le projet permettra d'améliorer l'offre de transport disponible pour ces habitants avec le déploiement des véhicules de 18 mètres en plus grand nombre, et leur offrira plus de destinations possibles grâce à l'extension de l'Aixpress au sud-est de la ville. La Métropole Aix-Marseille-Provence constitue le dossier de candidature en conséquence avec l'ensemble des éléments et argumentaires requis justifiant l'obtention d'un bonus financier.

La présente délibération vise désormais à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel en investissement de cette opération est estimé à 25 000 000 euros hors taxe.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération se décompose ainsi :

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Etat « AAP Grenelle 4 »	25 %	6 250 000,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	75 %	18 750 000,00 euros
TOTAL	100 %	25 000 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole relative aux délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Candidature à l'appel à projets "Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux" lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Extension du BHNS Aixpress d'Aix-en-Provence vers Val-Saint-André-Malacrida" ;
- Que le projet s'inscrit dans l'esprit et le cahier des charges de l'appel à projets de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 ;
- Que le projet permet de solliciter le bonus financier proposé dans le cadre de l'appel à projets de l'Etat au titre de la desserte des quartiers liée à la politique de la ville et de la densité et de la mixité des quartiers.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à projets de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles

d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès l'Etat ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe des Transports 2022 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération N°2018103700 - Natures 2031 - 2145 - Sous politique C210.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe des Transports 2022 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1311 - Sous politique C210.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 099**

**AVIS - Candidature à l'appel à projets "Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux" lancé par l'Etat – Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Prolongement du Bus à Haut Niveau de Service Zenibus vers Plan-de-Campagne et vers la ZAC des Florides à Marignane - Phase 2 (Volet Etudes et Travaux) " et " Pôle d'échanges multimodal de transport de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau (Volet Travaux) "**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans cet objectif, il est proposé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 par l'Etat. Cet appel à projets s'inscrit dans la poursuite du soutien de l'Etat en faveur des transports du quotidien prévu par la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019. Il vise ainsi à promouvoir de nouveaux projets de transport collectif en site propre ainsi que de pôles d'échanges multimodaux.

Le projet de ligne de Bus à Haut Niveau de Service Zenibus répond aux objectifs et critères d'éligibilité de l'appel à projet susmentionné.

En saisissant les opportunités de développement à la fois au Sud de Marignane, pôle d'excellence aéronautique, et à l'Est des Pennes Mirabeau, la zone commerciale et de loisirs de Plan-de-Campagne, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de prolonger son Bus à Haut Niveau de Service (BHNS).

Le Zenibus, dans sa forme actuelle, est une ligne de Bus à Haut Niveau de Service mise en service en 2016.

Cette ligne du réseau Métropole Mobilité, longue de 17 kilomètres, dessert 4 communes à savoir : Marignane, Saint-Victoret, Vitrolles et les Pennes-Mirabeau. L'objectif est de desservir des pôles économiques importants grâce à une extension de la ligne initiale du Bus à Haut Niveau de Service. Trois parkings-relais ont été intégrés : Parking-Relais Genevoix et Florides sur la commune de Marignane, Parking-Relais Versailles sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Ce projet de ligne de Bus à Haut Niveau de Service s'inscrit pleinement dans la restructuration du réseau de transport en commun telle qu'elle a été conduite en 2016 avec une hiérarchisation des lignes autour :

- De lignes de liaison entre communes (inter-cités) rapides et cadencées préfigurant les futures lignes du Réseau Express Métropolitain ;
- De lignes structurantes futures lignes Bus à Haut Niveau de Service reliant les pôles générateurs de déplacements aux quartiers d'habitat selon un niveau de service élevé ;
- De lignes de dessertes locales.

Ces projets de lignes Bus à Haut Niveau de Service bénéficieront d'une intermodalité renforcée tant avec les lignes de portée métropolitaine (Réseau Express interurbain et Transport Ferré Régional) qu'avec les lignes de desserte locale au sein des pôles d'échanges du réseau.

L'ensemble de ces projets sont inscrits dans les différents documents de planification que sont l'Agenda de la Mobilité Métropolitain de 2016, dans le Plan de Déplacements Urbains arrêté en décembre 2019, dans le SCOT et le Plan de Déplacement Urbain exécutoire de l'ex-CPA approuvés le 15 décembre 2015. Par ailleurs, d'importants résultats sont attendus en terme de gain de clientèle s'expliquant par l'augmentation de l'offre sur les lignes structurantes du réseau des bus de l'Etang et des futures lignes de Bus à Haut Niveau de Service.

Avec la mise en place de l'extension des infrastructures précitées, la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage la mise en service de 2 lignes de Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS.

- Une ligne ZENIBUS A de 14,5 kilomètres entre le futur pôle d'échanges multimodal

de Plan-de-Campagne et la futur Gare Routière de Cap Horizon ;

- Une ligne ZENIBUS B de 12,1 kilomètres entre le futur terminus au Griffon et le terminus à la ZAC des Florides à Marignane.

Il est donc également prévu des interventions sur un tronç commun de 4 kilomètres environ entre les 2 lignes A et B entre la Gare Routière Cap Horizon et le futur Terminus du Griffon.

Ce projet d'extension sur une distance de près de 7 kilomètres se caractérise par :

- Un prolongement Sud vers le Technoparc des Florides (2,5 kilomètres), sur la commune de Marignane comprenant dans le programme la réalisation de 2 Parkings-Relais (Secteur Genevoix et secteur Technoparc des Florides) ;
- Un prolongement Est vers Plan-de-Campagne (4,4 kilomètres) accompagné d'un Parking-Relais aux Pennes-Mirabeau ;
- Des modifications sur le tracé actuel liées aux conditions futures d'exploitations. Allongement des stations présentes sur le tronç commun aux lignes A et B entre la ZAC Cap Horizon et le futur terminus du Griffon. Amélioration des conditions d'exploitation sur l'avenue de l'Europe à Vitrolles.

Le succès rencontré par la mise en service du Zenibus en 2016, incite à prolonger celui-ci pour desservir les deux pôles sus visés. En outre, le prolongement à l'Est permet la mise en connexion de cette ligne de Bus à Haut Niveau de Service avec la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix au niveau de la future halte ferrée et du pôle d'échanges multimodal de Plan-de-Campagne, offrant ainsi la possibilité aux usagers d'une nouvelle connexion vers ou depuis Marseille.

L'opération respectera le calendrier prévisionnel suivant :

- 2020 : Démarrage prévisionnel des études de faisabilité
- 2021 : Démarrage prévisionnel des études de niveau supérieur
- 2021 : Démarrage prévisionnel des travaux
- Fin 2025 : Mise en service

Le coût global prévisionnel de cette opération, inscrite au PPI sous le numéro 2016800300, est estimé à 18 000 000 euros HT.

Le montant subventionnable de l'opération, sur lequel est appelée la subvention au titre de l'appel à projets Grenelle 4, est estimé à 16 200 000 euros hors taxe (computation de 15 000 000 euros de travaux + 1 200 000 d'opérations induites).

En lien avec le Bus à Haut Niveau de Service

Zenibus, et toujours dans le cadre de sa politique de développement de l'intermodalité, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite également conduire la réalisation du pôle d'échanges multimodal de Plan-de-Campagne.

Ce pôle d'échanges multimodal vise à créer une véritable polarité de transports en commun regroupant sur le site différentes liaisons métropolitaines et renforçant l'attractivité du transport ferroviaire. Il est inscrit dans la directive Territoriale de 2007, en tant que point essentiel d'articulation et d'accès au réseau de transports collectifs, signalé comme priorité dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU) et le SCOT exécutoire de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix en 2015, confirmé par l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en 2016 et inscrit au PDU de la Métropole tel qu'arrêté fin 2019.

Ce projet de pôle d'échanges multimodal est composé :

- D'une gare routière en parallèle à la RD543 au droit de la future halte ferroviaire de plan de campagne (projet MGA2) équipée de 7 quais et 3 arrêts le long de la RD 543 (services urbains et interurbains) ;
- D'un point billetterie (vente, distribution, informations de tires de transport), services et commerces ;
- De la signalétique et information multimodale ;
- De deux parkings en surface de part et d'autre des voies ferrées de respectivement 100 places au sud et 250/300 places au nord et du maintien d'une capacité d'extension au sud et au nord ;
- D'un parvis, de cheminements piétons et d'un espace de stationnement sécurisé pour les deux roues.

Le tracé de l'extension du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Zenibus a été modifié afin que son terminus rejoigne ce pôle d'échanges multimodal de Plan-de-Campagne, avec une possibilité d'extension vers la commune de Cabriès.

Cette opération se déroulera selon le calendrier prévisionnel suivant :

- 2019 et suivants : DUP et acquisitions foncières
- 2021 : Désignation du MOE et démarrage des études de conception
- 2021/2022 : Obtention du PC et consultation des entreprises de travaux
- 2023/2024 : Travaux et mise en service conjointement avec la halte ferrée.

Il convient de noter par ailleurs que l'extension du Zenibus et la création du pôle d'échanges de Plan-de-Campagne ont fait l'objet d'un protocole d'intentions entre l'Etat, la Région et le Département des Bouches-du-Rhône, la commune des Pennes-Mirabeau, la SNCF et la Métropole d'Aix-Marseille-

Provence, pour permettre une coordination des calendriers prévisionnels de réalisation des différents projets connexes à la halte ferroviaire de Plan-de-Campagne.

La présente délibération vise désormais à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel de cette opération (y compris le coût de requalification de la RD543), inscrite au PPI sous le numéro 2019001600, est estimé à 13 050 000 euros HT.

L'assiette subventionnable sur laquelle a été sollicitée la demande de financement auprès du Département des Bouches-du-Rhône se porte à 7 350 000 euros hors taxe correspondant au projet dans sa globalité (volets Etudes et Travaux) hors foncier. Le coût du foncier est estimé à environ 6 000 000 euros hors taxe.

Le montant subventionnable de l'opération, sur lequel est appelée la subvention de l'Etat au titre de l'appel à projets Grenelle 4, est estimé à 6 500 000 euros hors taxe correspondant au volet travaux du projet (hors Foncier et Etudes).

L'objectif du développement de ce réseau est de s'inscrire dans les dispositions de la Loi de Transition Energétique, conformément à la délibération du 14 décembre 2017 prise par la Métropole, et de doter ces lignes de BHNS de véhicules propres, notamment au GNV, étant entendu que des projets de station GNV vont être développés à terme sur ce secteur géographique. Le planning de déploiement des Bus propres sera progressif et se fera sous décision de l'autorité organisatrice.

Ce projet de prolongement du Bus à Haut Niveau de Service s'inscrit dans la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme en cohérence avec le projet de transport concerné.

Le développement de la ligne vers l'Ouest assurera un meilleur accès à la ZAC des Florides et vers l'Est à la zone commerciale de Plan de Campagne, pouvant inciter les entreprises à intégrer cette offre pour les déplacements de leurs salariés. De la même manière, il assurera un meilleur accès aux autres lignes du réseau avec un important travail sur les pôles d'échanges multimodaux (Pierre Plantée, Les Pennes Mirabeau, accès à la gare de Vitrolles depuis Cap Horizon...).

Ce sera également l'occasion de permettre une intensification urbaine autour des stations et pôles d'échanges multimodaux. Par exemple, le centre-ville de Vitrolles est déjà très dense. Mais la réalisation du tracé existant a été accompagné d'un travail de recomposition de l'espace public sur une bonne partie du parcours, associé au projet de rénovation urbaine du quartier politique de la ville Vitrolles Centre (d'autres projets sont d'ailleurs actuellement en cours). Cela a permis de repenser les usages et de favoriser le développement des modes alternatifs à la voiture individuelle par un

traitement qualitatif des cheminements, et de faciliter l'accès au réseau de transports collectifs.

Concernant le nouveau terminus à Marignane, il se trouvera dans la ZAC des Florides qui a vocation à conforter le pôle aéronautique et spatial du territoire. Actuellement, on y retrouve environ 1600 salariés avec des prévisions à 2500 emplois à court terme et 4000 à 5000 emplois à la fin de la commercialisation, ainsi qu'une agence Pôle Emploi dont le territoire d'intervention concerne 4 communes (Les Pennes-Mirabeau, Gignac-la-Nerthe, Marignane et Saint-Victoret) et connaît donc des flux quotidiens.

Les différents services de la Métropole (développement économique, mobilité...) sont impliqués auprès des entreprises désireuses de développer des solutions de mobilité collective. Les deux entreprises les plus grosses pourvoyeuses d'emplois sont engagées dans une démarche en vue d'un Plan de Mobilité Employeur (PDME). Une réflexion est également en cours pour aboutir à terme à la réalisation d'un Plan de Mobilité Inter Employeur (PDMIE). Ces démarches vont dans le sens d'un développement de solutions alternatives à la voiture individuelle, d'autant plus qu'il existe peu de possibilité de stationnement sur les voies publiques de la ZAC. A noter également la présence de la ZAC des Paluns située à proximité et qui pourrait bénéficier de la nouvelle offre de transports collectifs.

Au niveau du terminus des Pennes-Mirabeau à Plan-de-Campagne, le pôle d'échanges multimodal qui sera créé s'inscrit dans un schéma complet d'intermodalité et de développement urbain. En effet, il sera associé à la réalisation de la halte ferrée de Plan-de-Campagne située sur l'axe Aix-Marseille et à l'interface de nombreuses lignes du Réseau Express Métropolitain (REM). Cette accessibilité renforcée servira de socle au développement d'un véritable quartier de gare comprenant une mixité de fonctions avec de l'habitat, des commerces, des équipements et des services. Le programme prévisionnel prévoit la construction de plusieurs centaines de logements (entre 550 et 650 logements), d'une résidence étudiante, de bâtiment accueillant des entreprises du tertiaire et artisanales, ainsi que divers équipements publics : groupe scolaire, équipement sportif, accueil petite enfance, jardins partagés...

D'autres espaces le long du parcours feront l'objet d'une attention particulière sur leurs possibilités de densification, notamment autour des pôles d'échanges multimodaux et au sein de la zone commerciale de Plan-de-Campagne. Elle pourra ainsi profiter du service performant de transports collectifs pour orienter la reconversion de certains secteurs traversés.

La présente délibération vise désormais à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat une majoration du taux de subvention en

raison de la desserte de quartiers liés à la politique de ville / de la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme en lien avec le projet. La Métropole Aix-Marseille-Provence constitue le dossier de candidature en conséquence avec l'ensemble des éléments et argumentaires requis justifiant l'obtention d'un bonus financier.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération :

	Taux	Montant
<b>Financement externe</b>		
Région Provence Alpes-Côte-d'Azur « CRET »	3,00 %	680 000,00 euros
Département des Bouches-du-Rhône « PEM Plan de Campagne Plan Mobilité »	6,60 %	1 500 000,00 euros
Etat « AAP Grenelle 4 »	25,00 %	5 675 000,00 euros
<b>Autofinancement</b>		
Métropole Aix-Marseille-Provence	65,40 %	14 845 000,00 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>	<b>22 700 000,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 005-2329/17/CM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du programme de prolongement du BHNS du réseau des bus de l'étang vers la halte ferrée et son pôle d'échanges associé de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides - Marignane ;
- La décision n° 20/809/D du 13 octobre 2020 Candidature à l'appel à projets "Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux" lancé par l'Etat – Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Prolongement du Bus à Haut Niveau de Service Zenibus vers Plan-de-Campagne et vers la ZAC des Florides à Marignane - Phase 2 (Volet Etudes et Travaux) " et " Pôle d'échanges multimodal de transport de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau (Volet Travaux) " ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : " Candidature à l'appel à projets "Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux" lancé par l'Etat – Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Prolongement du Bus à Haut Niveau de Service Zenibus vers Plan-de-Campagne et vers la ZAC des Florides à Marignane - Phase 2 (Volet Etudes et Travaux) " et " Pôle d'échanges multimodal de transport de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau (Volet Travaux) " .

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à projets de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès l'Etat ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération : 2016800300 et 2019001600 Natures 20131 – 2128 – 2135 - 2145 – 238 – Sous politiques C210 et C240

Les recettes correspondantes seront constatées en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Natures 1311 – 1312 – 1313 - Sous politique C210 et C240.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 100**

**AVIS - Approbation du protocole avec le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône relatif au renforcement de la sécurisation des réseaux de transports en commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L.2261-1 du Code des Transports et par délibération du 28 mars 2019, la Métropole a adopté un contrat d'objectifs pour la sûreté dans les transports, signé le 16 octobre 2019 avec le Préfet de Police.

Ce partenariat stratégique et opérationnel est mis en œuvre dans le cadre de la Police de la Sécurité du Quotidien et des Conseils Locaux de Sécurité dédiés aux transports, déployés depuis mars 2018 dans chaque district Police et compagnie de Gendarmerie.

La Métropole a également instauré début 2020 la gratuité des transports en commun pour les forces de l'ordre et de secours afin de faciliter et développer leur présence et leur circulation dans les transports métropolitains, via la création du Pass Métropole Sûreté.

En application des instructions ministérielles demandant le renforcement de la sécurisation des transports en commun, le Groupement de Gendarmerie a initié en septembre une expérimentation en créant une unité dédiée aux transports.

Ce Groupe de Sécurisation des Transports (GST) opère en renfort et en complément des personnels des compagnies de Gendarmerie déjà mobilisés dans le cadre du Contrat d'Objectifs.

Il s'agit d'une unité de réservistes de la Gendarmerie Nationale, composée de 12 effectifs répartis en 3 brigades sur le territoire métropolitain. Le GST a été mis en service le 24 septembre 2020 et fonctionne 4 à 5 jours par semaine, de 7h00 à 22h00, il est dédié à plein temps à la sécurisation des transports en commun en zones Gendarmerie.

Le GST couvre le réseau routier de transport métropolitain (bus et cars) et le TER. Ses interventions sont ciblées sur les lignes sensibles du réseau en zones Gendarmerie, sur la base des renseignements et besoins transmis par le service Sécurité de la DGA Mobilité, en coordination avec les opérateurs de transport. Elles concernent aussi les abords des établissements scolaires, les gares ferroviaires et les gares routières.

Le GST assure une présence embarquée de façon aléatoire, sensibilise les usagers à la sécurité et assure l'assistance aux contrôleurs lors d'opérations de contrôles combinés.

Les brigades verbalisent les infractions aux mesures sanitaires COVID (port du masque), détention de stupéfiants, infractions au transport en commun (troubles à l'ordre public) et procèdent à la remise auprès de l'Officier de Police Judiciaire (cf. état d'ivresse, mineurs détenteurs de stupéfiants, détenteurs d'armes blanches).

Il est à noter que les interpellations concernent principalement le réseau TER.

Le fonctionnement du GST est pris en charge par le Groupement de Gendarmerie.

En soutien à ce dispositif, la Métropole souhaite contribuer au fonctionnement optimal du GST. Ce soutien pourra prendre la forme d'une cession gratuite de véhicules réformés sur un motif d'intérêt général.

Ce protocole est conclu pour une durée de deux années, renouvelable ensuite un an par tacite reconduction à la date anniversaire de sa signature, sauf dénonciation par l'une des parties à tout moment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- Le Code de la Sécurité Intérieure ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- La loi n°2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs ;
- La loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 28 mars 2019 approuvant le contrat d'objectifs de la sûreté dans les transports avec le Préfet de Police des Bouches du Rhône.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les brigades du Groupement de Sécurisation des Transports de la Gendarmerie Nationale apportent un soutien significatif à la sûreté du réseau de transports métropolitains.
- Que la Métropole souhaite participer au fonctionnement optimal du GST.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole avec le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône relatif au renforcement de la sécurisation des réseaux de transports en commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexé.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 101**

**AVIS - Candidature à l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Aménagement d'un Transport à Haut Niveau de Service entre la gare de Vitrolles Aéroport Marseille Provence et l'Aéroport Marseille Provence de type transport par câble "**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans cet objectif, il est proposé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 par l'Etat. Cet appel à projets s'inscrit dans la poursuite du soutien de l'Etat en faveur des transports du quotidien prévu par la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019. Il vise ainsi à promouvoir de nouveaux projets de transport collectif en site propre ainsi que de pôles d'échanges multimodaux.

Le projet de Transport à Haut Niveau de Service entre la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) et l'Aéroport Marseille Provence (AMP) répond aux objectifs et critères d'éligibilité de l'appel à projets sus-mentionné.

Compte tenu des enjeux économiques du secteur aéroportuaire, de la complexité de la desserte de ce bassin et des nombreux projets de développement économique en cours ou à l'étude, il y a lieu de créer les conditions nécessaires à l'amélioration de la desserte de ce secteur dans sa globalité, en développant largement le report modal vers les transports en commun, en particulier ferroviaire eu égard à la localisation de la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP).

Le transport ferroviaire propose une offre de bonne qualité à l'échelle des déplacements métropolitains depuis les corridors marseillais et salonnais, mais aussi à l'échelle régionale, depuis Avignon, Arles et Montpellier, pour les besoins de l'Aéroport. Pour autant, la qualité de cette offre de service est mise à mal par une accessibilité à la gare plus qu'insuffisante.

L'enjeu de desserte du secteur repose ainsi prioritairement sur la gare Ferroviaire Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) et passe par l'amélioration de son accessibilité, autant vers le secteur des Estroublans et le centre-ville de Vitrolles, séparés de celle-ci par une falaise de 35 mètres de dénivelé, que vers l'Aéroport et Airbus Helicopters, en l'absence de liaison routière directe avec la gare.

Jusqu'à fin novembre 2020, la desserte entre la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) et l'aéroport était assurée par ce dernier, avec un service gratuit de navettes aux 12 minutes. Parallèlement, Airbus Helicopters organisait le transfert de ses salariés par un service de cars à une fréquence de 6 minutes en Heure de Pointe. Chacun était intéressé pour substituer ces services privés par un service public de voyageurs, dont l'intérêt est avéré, au-delà de la desserte de ces deux établissements.

La crise sanitaire a ainsi accéléré ce transfert et, depuis le 1er décembre 2020, une ligne publique de transport par car a été mise en place pour desservir l'aéroport ainsi qu'Airbus Helicopters. Cette ligne reste cependant peu performante en terme de temps de parcours et de fiabilité car soumise aux aléas du trafic, et sous capacitaire en terme de places offertes, dans la perspective du retour à une situation économique d'avant-crise.

Le projet consiste donc en la réalisation de ce transport public en site propre et à Haut Niveau de Service, avec une liaison par câble, entre la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP), Airbus Helicopters et l'Aéroport Marseille Provence.

Après analyse et étude visant à définir le mode de transport collectif en site propre le mieux adapté, il s'avère qu'une liaison par câble satisfait aux exigences du niveau d'offre attendu, de régularité, de fiabilité et répond aux contraintes du site en terme de topographie.

- Le projet consiste à installer 3 stations sur un parcours d'1 kilomètre entre la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence

(VAMP), Airbus Helicopters et l'Aéroport jusqu'au terminal T1. Ce projet comprend trois cabines en ligne, en capacité de transporter jusqu'à 1200 personnes en heure de pointe du matin (1050 personnes avec bagages). Il est accessible aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR), quai à quai avec les trains express régionaux en arrivée sur Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) et connecté au T1 devant le nouvel-aérogare de l'Aéroport actuellement en projet. Le trajet est réalisé en 6 minutes et présente l'avantage de ne pas obérer d'éventuels projets routiers nécessaires à l'aménagement de nouvelles zones économiques ;

- Parallèlement, d'autres projets doivent être réalisés :
  - une étude cofinancée par la Région, la Métropole et la Commune de Vitrolles a été réalisée en 2018 pour assurer la connexion entre le haut et le bas de la Cuesta, afin de relier le futur Pôle d'Echange Multimodal (PEM) de Cap Horizon à la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP). Cette connexion vient conforter l'accessibilité des Vitrollais au bassin d'emploi des Estroublans, d'Airbus Helicopters et de l'Aéroport. Une liaison mécanique assurera cette fonction, en intermodalité directe avec la liaison par câble jusqu'à l'aéroport ;
  - une restructuration des infrastructures du réseau viaire dans le périmètre aéroportuaire avec l'objectif d'assurer une meilleure liaison entre l'Aéroport, Airbus Helicopters et la gare de Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP), d'améliorer la lisibilité et fluidité des circulations et déplacements, d'optimiser les emprises occupées par les voiries et d'assurer la sécurité du secteur en cas d'évacuation d'établissements.

Le coût d'exploitation de cette liaison par câble est évalué à 1 274 000 euros par an.

L'étude de faisabilité pour la partie transport collectif en site propre a été réalisée.

Cette opération de Transport à Haut Niveau de Service entre la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) et l'Aéroport Marseille Provence respectera le calendrier prévisionnel suivant :

- Engagement des études opérationnelles en 2022
- Démarrage prévisionnel des travaux : 2024

- Mise en service : 2026

La présente délibération vise désormais à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel en investissement de cette opération est estimé à 31 000 000 euros HT. Le montant subventionnable de cette opération, sur lequel est appelée cette subvention de l'Etat au titre de l'appel à projets Grenelle 4, est estimé à 25 599 000 euros hors taxe correspondant au volet travaux du projet (hors études).

Le plan de financement prévisionnel de cette opération se décompose ainsi :

	TAUX	MONTANT
<b>Financement externe</b>		
Etat « AAP Grenelle 4 »	15 %	3 839 850,00 euros
Fonds européens	65 %	16 639 350,00 euros
<b>Autofinancement</b>		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	5 119 800,00 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>25 599 000,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Candidature à l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Aménagement d'un Transport à Haut Niveau de Service entre la gare de Vitrolles Aéroport Marseille Provence et l'Aéroport Marseille Provence de type transport par câble ".
- Que le projet s'inscrit dans l'esprit et le cahier des charges de l'appel à projets de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à projets de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès l'Etat ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement sur le budget Annexe Transports 2022 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération 2019003300.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget Annexe Transports 2022 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1311 - Sous politique C210.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération, sous réserve que soit ajouté dans la délibération qui sera adoptée par le Bureau de la Métropole un développement relatif à la nécessité de poursuivre le projet de restructuration des infrastructures du réseau viaire dans le périmètre aéroportuaire figure.**

### 2021 CT2 102

**AVIS - Présentation du rapport d'activité 2019 de la Régie Départementale des Transports (RDT) pour l'exploitation du service de transport public**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Lors du Conseil de décembre 2015 le Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) de la Régie Départementale des Transport a été approuvé.

Dans le cadre de ce COSP établi en application des dispositions du Règlement CE n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, la Régie Des Transports, en sa qualité d'opérateur interne, a pour objet de réaliser toute prestation de service pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence relevant de cette réglementation à titre principal, complémentaire ou connexe.

Conformément à l'article 1.13.1 du Contrat d'Obligation de Service Public, la RDT remet chaque année à l'Autorité Organisatrice un rapport présentant l'exécution des services de l'année écoulée et les données financières s'y rapportant.

L'examen du rapport 2019 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce dernier a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 011-1386/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Départementale des Transports (RDT) ;
- La délibération TRA 013-2069/17/CM du 18 mai 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au contrat d'Obligation de Service Public avec la RDT ;
- La délibération DTUP 007-883/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat d'Obligation de Service Public avec la RDT ;
- La délibération DTUP 012-3250/17/CC du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au contrat d'Obligation de Service Public avec la RDT ;
- La délibération TRA 030-5120/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation de l'avenant n°4 au contrat d'Obligation de Service Public avec la RDT ;
- La délibération TRA 008-6413/19/CM du 20 juin 2019 relative à l'approbation de l'avenant n°5 au contrat d'Obligation de Service Public avec la RDT ;
- La délibération TRA 041-7879/19/CM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation de l'avenant n°6 au contrat d'Obligation de Service Public avec la RDT ;
- La délibération MOB 002-9272/20/CM du 17 décembre 2020 relative à l'approbation de l'avenant n°7 au contrat d'Obligation de Service Public avec la RDT ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel d'activités pour l'année 2019 a été remis par la Régie Départementale des Transports.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel d'activités pour 2019, remis par la Régie Départementale des Transports, titulaire du contrat d'obligation de services publics n°16/0802 relatif à l'exploitation des services de transports publics de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 103**

**AVIS - Candidature à l'appel à projets "Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux" lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Réalisation du pôle d'échanges multimodal de Pierre Plantée à Vitrolles"**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans cet objectif, il est proposé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 par l'Etat. Cet appel à projet s'inscrit dans la poursuite du soutien de l'Etat en faveur des transports du quotidien prévu par la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019. Il vise ainsi à promouvoir de nouveaux projets de transport collectif en site propre ainsi que de pôles d'échanges multimodaux.

Le projet de requalification de la gare routière de Pierre Plantée à Vitrolles, positionnée au cœur de la Ville, qui a vocation à transformer celle-ci en un véritable Pôle d'Echange Multimodal, répond aux objectifs et critères d'éligibilité de l'appel à projets sus-mentionné. Il est inscrit au projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole arrêté en décembre 2019 et constitue un des pôles d'échanges du réseau express métropolitain (REM), en intermodalité avec les Bus à Haut Niveau de service « Zenibus ».

Il s'inscrit non seulement dans le cadre du déploiement du réseau express métropolitain (REM) mais aussi dans le cadre du projet de requalification urbaine du centre-ville de Vitrolles, en tant que pôle d'attractivité majeur dans un espace urbain à requalifier. Avec l'extension du Zenibus et l'arrivée des lignes REM son organisation doit être revue et adaptée pour insérer ces nouveaux services dans un PEM présentant toutes les fonctionnalités intermodales.

Ce projet s'inscrit dans la continuité du mail piéton existant sur l'avenue Salyens, qui sera prolongé vers le futur « mail capable » identifié dans le plan guide des aménagements urbains du centre-ville.

Le pôle d'échanges de Pierre Plantée comprend la requalification de la gare routière existante, l'aménagement d'une gare routière scolaire sur l'avenue Yitzhak Rabin et d'un parking-relais de 150 places sur la place centrale pouvant faire l'objet d'un projet mutualisé avec un parking de centre urbain. Son dimensionnement intègre 12 quais et des arrêts de passage afin d'accueillir 3 lignes du réseau express métropolitain (REM) : Vitrolles – Aix-en-Provence, Marseille – Vitrolles, Salon – Vitrolles mais aussi 7 lignes du réseau urbain, ainsi que deux lignes du Bus à Haut Niveau de Services (BHNS) Zenibus Est-Etang de Berre, positionnées au cœur du PEM.

Il prévoit d'intégrer de nouveaux équipements (local vélos sécurisé, parking relais, information voyageurs, espaces d'attente...), mais aussi de répondre aux enjeux de sécurité et de saturation du site actuel. Les aménagements de voirie comprendront notamment la suppression du giratoire devant la gare routière, et l'aménagement d'un carrefour à feux en lieu et place.

Cette opération respectera le calendrier prévisionnel suivant :

- Rédaction du programme : 2021
- Etudes complémentaires : 2022-2023
- Début des travaux : 2024
- Mise en service : Fin 2025

La présente délibération vise désormais à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre de l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel en investissement de cette opération est estimé à 8 800 000 euros hors taxe ainsi réparti :

Coût des travaux : 7 340 000 euros hors taxe  
Coût Maîtrise d'ouvrage et Maîtrise d'œuvre : 1 460 000 euros hors taxe

Le montant subventionnable de l'opération est estimé à 7 340 000 euros hors taxe.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération se décompose ainsi :

Financement externe		
Etat « AAP Grenelle 4 »	10 %	734 000,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	90 %	6 606 000,00 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>7 340 000,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Candidature à l'appel à projets "Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux" lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Réalisation du pôle d'échanges multimodal de Pierre Plantée à Vitrolles" Que le projet s'inscrit dans l'esprit et le cahier des charges de l'appel à projets de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à projets de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès l'Etat ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget 2021 et suivants de la Métropole. Code opération N°2018103700 - Natures 2031 – 2135 – 2145 – 238 Sous politique C240.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 104**

### **AVIS - Approbation de modifications tarifaires sur les réseaux de transports collectifs en vue d'une harmonisation progressive de la gamme tarifaire métropolitaine**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire.

A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transports publics. Aussi, il est proposé d'apporter un certain nombre de modifications tarifaires visant à simplifier, ajuster et tester les produits tarifaires métropolitains suivants :

#### **Mise en conformité de la tarification scolaire métropolitaine au regard de la réglementation relative à la complémentaire santé solidaire (CSS).**

Conformément à la réglementation en vigueur, des tarifs solidaires pour les bénéficiaires de la Complémentaire Santé Solidaire (CSS) sans participation financière (anciennement CMU-C) sont créés dans les gammes tarifaires scolaires sur présentation des justificatifs adéquats :

- une réduction de 50% est octroyée aux bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire sur les abonnements scolaires annuels. Dans ces conditions, le titre « Pass scolaire Zones 1 et 2 Boursiers » devient « Pass scolaire Zones 1 et 2 Boursiers/CSS » au tarif de 110€/an et le titre Pass scolaire Zone 2 Boursier » devient « Pass scolaire Zone 2 Boursier / CSS » au tarif de 30€/an).

#### **Conditions particulières d'utilisation du réseau RTM par les élèves lors de déplacements scolaires.**

En dehors des heures de pointe et sous réserve d'acceptation préalable par les services de la RTM, les élèves des établissements primaires situés sur le territoire de la Ville de Marseille pourront emprunter gratuitement le réseau de lignes régulières exploitées par la RTM à partir de la rentrée 2021, et à condition de voyager en groupe avec un titre valide encadré par un enseignant dans le cadre d'activités scolaires et périscolaires.

A cette fin, la Métropole mettra à disposition de la Ville de Marseille, dans le cadre d'une convention spécifique pour l'année scolaire 2021/2022, un quota annuel de titres de transports, dédiés à cet usage exclusif, et calculé sur la base de l'usage actuel constaté.

Le coût de cette mesure est estimé à 112 000€ sur la base de 100 000 titres distribués.

Cette facilité est strictement limitée, en vertu des limites de la compétence métropolitaine, à l'utilisation des lignes régulières, selon les horaires en vigueur et dans la limite des places disponibles. Il est rappelé que l'organisation de transports spécifiquement dédiés aux sorties scolaires est du ressort des établissements, avec le soutien éventuel de la municipalité.

### **Simplification de la gamme tarifaire des réseaux Aix en bus et pays d'Aix Mobilité**

Dans une logique de simplification de la gamme tarifaire des réseaux Aix en bus et pays d'Aix Mobilité, pour une harmonisation métropolitaine, il est proposé, à partir du 05 juillet 2021, de :

- supprimer les 6 titres spécifiques réservés à l'usage des seules lignes Diablines et réseau Urbains de proximité de Gardanne et Pertuis :
- le ticket «1 voyage Diablines, à 1,00€ et 1 voyage réseaux urbains de proximité (Pertuis et Gardanne) à 1,00€
- le ticket «10 voyages Diablines à 8,00€, et 10 voyages réseaux urbains de proximité (Pertuis et Gardanne) à 8,00€,
- l'abonnement mensuel Diablines, 15,00€ et l'abonnement réseaux urbains de proximité (Pertuis et Gardanne) » à 20,00€

Et rendre désormais ces lignes de proximité accessibles avec tous les titres de la gamme tarifaire Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus et ainsi permettre les correspondances en passant de ces lignes à une autre ligne, sans achat de titre supplémentaire.

Cette mesure est sans impact financier car ces titres représentent une part minime des recettes (1,3% des recettes 2019 et encore moins en 2020 du fait du confinement). Elle facilite l'usage du réseau et simplifie grandement la compréhension de la gamme tarifaire pour l'utilisateur.

#### **Tarifs promotionnels visant à promouvoir l'usage des réseaux de transports collectifs métropolitains**

Afin de promouvoir l'usage des transports publics sur le périmètre de la Métropole, dans le cadre de sa stratégie de conquête clientèle, cette dernière se donne la possibilité, à l'occasion d'actions de marketing promotionnel et de communication, menées à l'initiative des services de la Métropole, de distribuer à titre gratuit des « Pass Métropole Découverte » dans la limite de 1110 forfaits par an soit :

- 500 Pass Métropole Découverte 24h,
- 500 Pass Métropole Découverte 7 jours,
- 100 Pass Métropole Découverte mensuels,
- 10 Pass Métropole Découverte annuels.

La valeur de ces titres est estimée à 28 000€.

Par ailleurs, il est proposé, suite à la crise sanitaire et à la baisse massive de fréquentation des transports en commun enregistrée ces derniers mois, d'organiser à l'occasion de la rentrée de septembre prochain une campagne métropolitaine de « reconquête » de la clientèle.

A cette occasion, la Métropole et ses opérateurs organiseront des opérations commerciales en proposant des produits tarifaires attractifs visant à reconquérir des clients ayant résiliés leurs abonnements en 2020 et à fidéliser des clients occasionnels.

A ce titre, une opération Grand Public sur une période courte d'un mois sera organisée sur le réseau RTM en septembre. Les usagers pourront bénéficier d'un Pass 7 jours acheté + 3 jours offerts et d'un Pass 30 jours + 15 jours offerts.

Par ailleurs, des opérations ciblées sur les clients de la RTM qui ont résilié leurs abonnements annuels ou leur Pass Permanent seront également réalisées. Ces clients pourront s'ils souscrivent à un pass permanent durant le mois de septembre, bénéficier d'un mois offert.

Les opérateurs en charge de l'exploitation des réseaux Aix en Bus et Bus de l'Etang proposeront également à cette occasion des opérations commerciales poursuivant le même objectif de reconquête et fidélisation de leur clientèle.

Enfin, la gamme tarifaire ne permet pas à ce jour de faire de geste commercial aux usagers en cas de dysfonctionnement du système billettique, des cartes de transport, de l'application de vente en ligne « La Métropole Mobilité » par exemple. Aussi, il est proposé d'autoriser la distribution gratuite de pass découverte 24h au titre de gestes commerciaux lorsque la situation l'impose pour indemniser les clients victimes de dysfonctionnements des services « la Métropole Mobilité ». Le recours à cette tarification ne sera possible que sur validation expresse de l'Autorité organisatrice de la mobilité.

Il convient donc par la présente délibération d'approuver l'ensemble de ces mesures tarifaires reportées dans l'annexe tarifaire jointe.

Par ailleurs, le déploiement en cours d'un système billettique métropolitain harmonisé nécessitera, pour des raisons techniques, d'adapter la structure tarifaire du réseau interurbain métropolitain Cartreize/leCar au début de l'année 2022.

Dans ces conditions, une étude visant à restructurer la tarification du réseau Cartreize/leCar et plus largement à définir à terme une stratégie tarifaire métropolitaine des transports collectifs sera conduite par les services métropolitains tout au long de l'année 2021.

L'objectif poursuivi sera de simplifier au maximum ces gammes tarifaires actuellement extrêmement complexes pour faciliter l'accès des usagers à ces services et ainsi lever un frein majeur à l'utilisation des transports collectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération TRA 001-5725/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la gamme tarifaire métropolitaine des transports en commun ;
- La délibération MOB 013-8340/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant la gamme tarifaire métropolitaine des transports en commun ;
- La délibération MOB 012-8339/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant le règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2020-2021 ;
- La délibération MOB 006-8333/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant les nouvelles modalités d'occupation et loi tarifaire des pôles d'échanges et Parcs Relais (P+R) de la Métropole hors Marseille RTM ;
- La délibération MOB 007-9646/21/CM du 18 février 2021 approuvant la création d'un abonnement gratuit RTM 30 jours à destination des habitants des logements évacués de la Ville de Marseille.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'apporter un certain nombre de modifications tarifaires visant à simplifier, ajuster et tester les produits tarifaires métropolitains ;
- Qu'il convient de mettre à jour l'annexe tarifaire métropolitaine générale.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la gamme tarifaire métropolitaine mise à jour, ci-annexée.

**Article 2 :**

Sont approuvés, à l'occasion d'une opération de promotion des services de transport urbain sur le réseau de la RTM, les titres suivants :

Pour une période maximum de 2 mois à partir de la rentrée 2021 :

- Pass 7 jours XL acheté + 3 jours offerts
- Pass 30 jours XL+ 15 jours offerts

Pour une période de 3 mois à compter de septembre 2021 :

- Pass permanent : nouvelles souscriptions ou mutations, premier mois offert

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 105**

**AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement TER Modernisation Aix-Marseille**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La seconde phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence (MGA2) actuellement en travaux, doit conduire à une amélioration significative de l'offre en Transports en Commun et à sa fiabilité, à compter de 2022. Pour rappel, l'offre sera augmentée de 3 à 4 TER/h/s en heure de pointe, avec un cadencement au quart-d'heure entre les principaux pôles : Aix-en-Provence, Gardanne, Simiane, Marseille (Saint Antoine, Saint Charles).

Afin de satisfaire aux exigences en matière d'amélioration de la qualité de l'air, sujet particulièrement sensible sur le Territoire métropolitain, répondre aux attentes de la population et aux préoccupations des acteurs locaux, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'autorité organisatrice des transports ferroviaires, s'est engagée dans la recherche de solutions alternatives aux trains diesel et s'oriente vers l'électrification partielle de la ligne Marseille-Aix-en-Provence. La solution retenue, de substituer les rames bi-modes diesel-électrique par des rames électriques-batterie, accompagnée d'une électrification partielle de la ligne, conduirait à une réduction significative de près de 94 % de nos impacts en émission carbone.

Les partenaires (État, Région, Métropole Aix-Marseille-Provence et Département des Bouches-du-Rhône) ont exprimé leur volonté de voir aboutir ce projet d'électrification frugale de la ligne Marseille-Aix-en-Provence et dans un délai permettant de bénéficier des fonds FEDER à hauteur de 10M d'euros.

Par décision n° 20/394/D de la Présidente de la Métropole du 29 mai 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a acté sa participation financière aux études d'avant-projet et projet pour l'électrification frugale de la ligne, en approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence.

Parallèlement, la Région vient d'approuver la convention définissant les modalités de sa participation financière à la réalisation d'une rame prototype à batterie avec SNCF Mobilité et le constructeur Bombardier, pour une livraison mi-2023. A compter de cette date, l'expérimentation en situation réelle pourra être engagée, s'agissant d'un préalable nécessaire pour valider le choix de la technologie.

Ainsi, si l'expérimentation est concluante, ce sont neuf trains équipés de rames bi-modes qui assureront le service opérationnel sur la ligne à l'horizon 2024. Le Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020 a approuvé le lancement de la première phase de travaux en vue de l'électrification frugale de la ligne Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence. Afin de garantir le respect des objectifs du calendrier lié aux fonds FEDER, il était effectivement nécessaire d'engager dès à présent une première phase d'approvisionnement de fournitures et de travaux pour un montant de 15M d'euros HT, constituant la première phase de travaux sur un montant total estimé à ce jour à 28M d'euros HT.

La participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour cette première phase d'élève à 2,5 M d'euros TTC qu'il convient d'affecter dans l'opération DI662AP2, qui comprend déjà le financement des études et travaux de la 2ème phase de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TRA 004-1926/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant la convention relative au financement des travaux de la 2ème phase de modernisation de Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence, signée le 29 août 2017 ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de la compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°MOB 004-8331/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020,

portant Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement TER Modernisation Aix-Marseille sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°MOB 004-8940/20/BM du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020 portant approbation de la convention de financement d'une première phase de réalisation de travaux et de commandes de matières pour l'électrification frugale de la ligne Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence ;
- La décision n°20/394/D de la Présidente de la Métropole du 29 mai 2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence, pour la réalisation des études d'avant-projet et de projet en vue de l'électrification frugale de la ligne.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation d'un montant de 2 500 000 euros TTC de l'opération d'investissement DI662AP2 TER Modernisation Aix-Marseille.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

#### Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI662AP2 TER Modernisation Aix-Marseille d'un montant de 2 500 000 euros TTC portant le montant total de l'opération à 32 136 000 euros TTC.

#### Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Montant initial de l'AP : 29 636 000 euros TTC

Révision de l'AP : + 2 500 000 euros TTC

Montant final de l'AP : 32 136 000 euros TTC

Déjà financé : 24 014 18,93 euros TTC

CP 2021 : (après DM1): 4 436 000,00 euros TTC

CP 2022 : 2 014 341,00 euros TTC

CP 2023 : 1 297 659,10 euros TTC

CP 2024 : 373 818,97 euros TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55

Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

#### 2021 CT2 106

**AVIS - Clôture de la convention d'aménagement de la gare routière d'Aix-en-Provence - Quidus de la mission confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2010\_B372 du 22 juillet 2010, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (substituée depuis par la Métropole Aix Marseille Provence) a approuvé la conclusion d'une convention avec la Société Publique Locale « Pays d'Aix Territoires » afin de lui confier la réalisation d'une opération de réaménagement de la gare routière d'Aix en Provence.

Cette opération avait pour objectif de réaliser un nouvel équipement sur l'ancien site de la Gare routière du centre d'Aix-en-Provence en vue d'améliorer la sécurité des usagers, et les conditions de fonctionnement pour les usagers et transporteurs, ainsi que de soulager le trafic sur les voies publiques périphériques tout en diminuant les nuisances pour les riverains.

Cette gare routière se situe entre les avenues des belges et de l'Europe au centre d'Aix-en-Provence.

Le programme prévoyait :

- La réalisation de la gare routière : voiries et 20 quais permettant d'accueillir les transports en commun (1900 mouvements par jour) ainsi que les bâtiments d'exploitation et d'accueil du public et des voyageurs ;
- Une liaison piétonne avec la gare ferroviaire ;
- Des travaux de réaménagement routier autour de la Gare routière pour permettre un bon fonctionnement de la Gare et le bon acheminement des véhicules de transport en commune jusqu'à la gare routière ;

- Une gare routière provisoire pendant les travaux à la fois sur le site de la Gare routière et sur l'Avenue Mouret.

La gare routière a été mise en service en avril 2014. La dernière phase de travaux qui concernait l'avenue de l'Europe entre l'Avenue Mouret et la Gare routière a été livrée en 2019 en coordination avec les travaux du BHNS Aixpress.

Le plan de financement initial de cette opération a été ainsi arrêté :

- Métropole Aix Marseille Provence + Communauté du Pays d'Aix : 7 500 000 € HT
- Conseil Régional PACA : 7 500 000 €
- Conseil Départemental 13 : 6 000 000 €

Soit un coût total de 21 000 000 € HT (22 500 000 € TTC)

La mission étant terminée, la SPLA « Pays d'Aix Territoires » sollicite donc le quitus de l'opération. Conformément à l'article 13 de la convention, la décharge de la responsabilité de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pourra être délivrée après exécution complète des missions suivantes :

- Réception des ouvrages et levées des réserves de réception ;
- Mise à disposition des ouvrages ;
- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- Remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs relatifs aux ouvrages ;
- Etablissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par la Métropole.

La SPLA « Pays d'Aix Territoires » s'est acquittée de ces obligations et le maître d'ouvrage a accepté le bilan général et définitif de l'opération.

Le bilan de clôture de la convention en date du 15 décembre 2020 laisse apparaître un montant global de dépenses de 25 020 878,89 € TTC comprenant :

- Les dépenses réalisées pour l'exécution de l'opération : 19 865 092,41 € HT
- La rémunération de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » : 985 640,00 € HT

TOTA 20 850 732,41 € HT

D'autre part, le montant total des recettes s'élève à 25 294 214,60 € TTC décomposée comme suit :

- Les versements de la Métropole AMP – Territoire du Pays d'Aix : 20 924 806,67 € HT
- Les produits financiers de l'opération 137 427,69 € HT
- Les autres produits : 16 277,80 € HT

Il apparaît donc un solde en faveur de la Métropole s'élevant à 227 779,75 € HT soit 273 335,70 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2008\_A045 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 portant approbation du programme général du pôle d'échanges de la gare routière d'Aix en Provence ;
- La délibération n°2010\_B372 du Conseil communautaire de la CPA du 22 juillet 2010 portant approbation de la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre de l'opération d'aménagement de la gare routière d'Aix en Provence ;
- La délibération n°2012\_A046 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 15 mars 2012 approuvant la convention de partenariat tripartite entre la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône et la CPA pour le financement de la gare routière d'Aix en Provence.
- La délibération N°TRA004-3430/18/BM du 15 février 2018 portant approbation de l'avenant n°5 modifiant le programme et la durée de la convention de travaux d'aménagement pour la gare routière d'Aix-en-Provence entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la SPLA "Pays d'Aix Territoires" BHNS l'Aixpress ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la mission confiée à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » est terminée ;
- Qu'il y a lieu de lui donner quitus pour sa mission et approuver la reddition des comptes.

## Délibère

### Article 1 :

Est donné quitus à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre de la convention d'aménagement n°LZ02 pour l'aménagement de la gare routière d'Aix en Provence.

### Article 2 :

Est approuvée la reddition des comptes de l'opération ci-annexée, laissant apparaître un solde en faveur de la Métropole s'élevant à 227 779,76 € HT.

### Article 3 :

La recette sera constatée au Budget Annexe des Transports de la Métropole – opération 2017263000 – Sous politique C240 – Nature.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 107

**AVIS - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Rotonde à Aix-en-Provence, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Rotonde à Aix-en-Provence, avec deux heures de stationnement gratuit les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la SEMEPA afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 34 203,50 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du parc de stationnement Rotonde à Aix-en-Provence, ayant pris effet le 24 octobre 2003 ;
- La délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre deux heures gratuites de stationnement dans le parc Rotonde à Aix-en-Provence pendant la période des fêtes de fin d'année 2020 ;
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant SEMEPA, causant un préjudice financier à ce dernier ;

- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités ;
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire SEMEPA consécutivement à la mise en œuvre de deux heures gratuites de stationnement en décembre 2020 sur le parc Rotonde à Aix-en-Provence.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 34 203,50 euros TTC.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2021 de l'état spécial du territoire du Pays d'Aix - chapitre 011 -Nature 6288 Fonction 020.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 108

**AVIS - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde à Aix-en-Provence, portant sur la mise**

## **en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde à Aix-en-Provence, avec deux heures de stationnement gratuit les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la SEMEPA afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 48 793,50 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de DSP pour l'exploitation des parcs de stationnement Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde ayant pris effet le 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 1 du 20 novembre 1987 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 2 du 2 décembre 1987 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 3 du 6 janvier 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 4 du 6 février 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;

- L'avenant n° 5 du 24 novembre 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant 5bis du 21 janvier 1991 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant 5ter du 25 octobre 1993 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant 5quater du 14 décembre 1998 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 6 du 22 décembre 1989 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 7 du 9 juillet 1990 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 8 du 4 juin 1991 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 9 du 2 août 1991 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 10 du 16 novembre 1993 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 11 du 28 octobre 1994 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 12 du 24 avril 1996 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 13 du 27 octobre 1997 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 14 du 1<sup>er</sup> septembre 1999 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 15 du 14 avril 2004 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 16 du 30 août 2004 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n° 13 du 30 août 2005 à la convention de concession du 29 décembre 1986 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

## Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre deux heures gratuites de stationnement dans les parcs Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde à Aix-en-Provence pendant la période des fêtes de fin d'année 2020 ;
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant SEMEPA, causant un préjudice financier à ce dernier ;
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités ;
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

### Délibère

#### Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire SEMEPA consécutivement à la mise en œuvre de deux heures gratuites de stationnement en décembre 2020 sur les parcs Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde à Aix-en-Provence.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 48 793,50 euros TTC.

#### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2021 de l'état spécial du CT2 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 109**

**AVIS - Approbation du programme fonctionnel pour la réalisation et l'exploitation d'une station d'avitaillement Gaz Naturel pour Véhicules à Vitrolles, secteur de l'Anjoly, pour les besoins du dépôt des Bus de l'Etang**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du Conseil n°16/2355/CM, du 15 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé son Agenda de la Mobilité Métropolitaine incluant le projet de construire un dépôt de bus pour les Bus de l'Étang à Vitrolles initié auparavant par le SMITEEB.

Puist, par délibération n° TRA 008-2747/17/CM, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, conformément aux objectifs de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV), acté le principe d'avitaillement en GNV du dépôt de bus de l'Anjoly.

Par délibération n° TRA 022-5112/18/CM, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ensuite approuvé le principe d'une délégation de service public (DSP) relative d'une part à la création et à l'exploitation, sur un terrain mitoyen au dépôt de bus, d'une station GNV (Gaz Naturel pour Véhicules) ouverte au public et assurant l'avitaillement du dépôt de bus, et d'autre part à l'aménagement et à l'exploitation d'un parking poids-lourds et des services associés.

A l'issue de la phase de négociation, la seule société dont la candidature avait été sélectionnée ayant retiré son offre et renoncé au marché, la procédure de DSP a été déclarée infructueuse par délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.

La Métropole a souhaité aujourd'hui relancer la procédure sous forme de marché public (et non plus de DSP) en retirant de l'objet de ce marché l'exploitation du parking poids-lourds, élément qui semble avoir dissuadé plusieurs candidats à répondre à la DSP, en limitant l'aménagement du parking poids lourds à une réfection de l'existant et en phasant comme suit la réalisation de la station GNV :

- Réalisation de la station GNV permettant d'avitaillement, à partir de septembre 2022, les 70 bus GNV du délégataire chargé de l'exploitation du réseau du réseau de transport.
- Après septembre 2022, augmentation de capacité de la station GNV et réalisation d'une station GNV ouverte au public en charge rapide

Et a décidé de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires, en application des dispositions des articles 3,4 et 5 de la Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, un mandat de maîtrise d'ouvrage portant sur la construction et l'exploitation à sa mise en service et durant 5 ans d'une station GNV située quartier de l'Anjoly sur la commune de Vitrolles.

Cette convention de mandat qui a été notifiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires le 29 juillet 2020 prévoit qu'à l'issue d'une phase d'études, le programme fonctionnel détaillé de la station, son mode d'exploitation et éventuelle modification de l'enveloppe financière soient arrêtés par les instances décisionnaires de la Métropole Aix Marseille Provence.

L'arrêt du programme de la station et des travaux de réhabilitation du parking au Nord du dépôt de bus entraîne des modifications dans la description du programme de l'opération figurant à l'Art 2 qui seront repris dans un avenant N°1 à la convention de mandat.

Par ailleurs, l'enveloppe financière qui était initialement arrêtée au mandat de 5 854 300 € HT soit 7 025 160 € TTC a été ramenée au montant de 4 584 300 € HT soit 5 501 160 € TTC. Une délibération créant l'opération en investissement a été approuvée par le Conseil Métropolitain de février 2021.

Il convient donc de modifier par cet avenant :

- l'article 2.2 de la convention ainsi que les annexes 1 « décomposition de l'enveloppe financière » et 3. « Plan de financement prévisionnel et échéance prévisionnel des dépenses ».
- son annexe 2 « planning prévisionnel ». (La mise en œuvre du nouveau programme ne modifie pas le délai global de la convention mais modifie l'ordonnancement des tâches à l'intérieur de ce délai)

Enfin, il convient de clarifier la rédaction de l'article 2.4 « délai de réalisation » en précisant dans le 4<sup>ème</sup> engagement de la SPLA Pays d'Aix Territoires que celui-ci concerne le « suivi de l'exploitation maintenance de la tranche 1 » et non « d'assurer l'exploitation maintenance de la tranche 1 ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Le programme fonctionnel pour la construction et l'exploitation d'une station d'avitaillement Gaz Naturel pour Véhicules à Vitrolles, secteur de l'Anjoly, pour les besoins du dépôt des Bus de l'Etang est approuvé.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 110**

**AVIS - Approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2021-2022**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ;

- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

75 000 élèves pourront être pris en charge par la Métropole.

Dans la perspective d'harmoniser l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il est proposé un règlement des Transports scolaires applicable sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la rentrée scolaire 2021/2022 applicable à tous les scolaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce règlement définira :

- Les ayants droit et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Les conditions de création et d'organisation des services spécialisés assurant la desserte des établissements d'enseignement pour le transport des élèves.
- Les modalités d'inscription aux transports scolaires.
- Le rôle des différents acteurs (Métropole Aix-Marseille-Provence, Transporteurs, Organismes Locaux).

Il précisera les règles de discipline et de bonne tenue des élèves, à la montée, à la descente et à l'intérieur des véhicules affectés aux services de transport scolaire.

Ce règlement est joint en annexe.

La Métropole a pour objectif de maintenir le niveau de services assurés aux usagers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L311-8 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'approuver le règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le Règlement des transports scolaires métropolitain applicable pour l'année 2021-2022.  
Il annule et remplace tous les précédents.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2021 et suivants de la Métropole : Sous-Politique C220 Chapitre 011 Nature 6287 et Chapitre 70 Nature 7061

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 111

**AVIS - Approbation de la convention tripartite à conclure entre la Métropole, le Concessionnaire et La Banque Postale Leasing & Factoring**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le contrat Concession de service Public sous forme de délégation de service public en vue de l'exploitation du Réseau de transport la Métropole Mobilité - réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues avec le Groupement composé de TRANSDEV SA et la Caisse des dépôts et consignations, auquel s'est substituée de plein droit la société dédiée Transdev Alpilles Berre Méditerranée à l'exécution du contrat.

Par ce contrat, la Métropole confie à la société l'exploitation du service public de transports routiers de personnes ainsi que des parkings relais et pôles d'échange à l'intérieur d'un périmètre constitué des limites territoriales des communes suivantes :

Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Carry-le-Rouet, Charleval, Châteauneuf-les-Martigues, Eyguieres, Gignac-la-Nerthe, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Les Pennes-Mirabeau, Mallemort, Marignane, Pelissanne, Rognac, Saint Chamas, Salon-de-Provence, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Sénas, Velaux, Vernègues et Vitrolles. De plus, pour parvenir à un réseau structurant de transport en commun sur le Pays Salonais et le Bassin Est de l'Etang de Berre, le concessionnaire exploitera également les lignes interurbaines pertinentes de l'ex-réseau Carreize, des circuits scolaires, voire d'autres services de transport. Les communes visées par cet objectif sont notamment, sur un axe Nord-Sud : La Roque d'Anthéron, Lambesc, Rognes, Grans, Miramas, Cornillon-Confoux, Saint Chamas, Coudoux.

Le délégataire est rémunéré par un forfait de charges. De manière schématique, le concessionnaire perçoit les recettes commerciales pour le compte de la Métropole. Il verse à la Métropole le niveau des recettes sur lequel il s'est engagé dans son Compte d'Exploitation prévisionnel quel que soit le niveau de recettes commerciales qu'il aura perçues. De son côté, la Métropole verse au concessionnaire un forfait de charges correspondant à son engagement en termes de dépenses comprenant ses charges variables, fixes et de sous-traitance.

La Concession mettant notamment à la charge du Concessionnaire la fourniture et le financement du matériel roulant (autocars et autobus neufs), le Concessionnaire, agissant en qualité de crédit-preneur, a décidé de recourir pour partie de ces investissements à un financement par crédit-bail (le « Crédit-Bail ») auprès de La Banque Postale Leasing & Factoring, agissant en qualité de crédit-bailleur. Ledit contrat de crédit-bail prévoit la livraison de quatre lots d'actifs constituant l'ensemble du matériel roulant financé selon ce montage. Les montants qui figurent dans chacun des quatre Echancier Prévisionnel sont calculés sur la base du Budget alloué au Lot d'Actifs concerné et de la Date Contractuelle de Livraison du Lot d'Actifs concerné et sont donc susceptibles d'être ajustés à la livraison effective de chacun des lots. Cet ajustement de loyer sera sans incidence sur le montant du forfait de charges global sur lequel le Groupe Transdev s'est engagé dans le contrat de Concession.

Le Crédit-Bailleur, le Concessionnaire et la Métropole concluront une convention tripartite (la « Convention Tripartite ») qui organise le sort de ce matériel roulant et d'assurer la continuité de son affectation au service public de transport au terme normal ou anticipé de la Concession, le Crédit-Bailleur, le Concessionnaire et la Métropole concluront une convention tripartite (la « Convention Tripartite ») et met en place la délégation de paiement. Conformément aux dispositions des articles 1336 et suivants du Code civil, la société dédiée Transdev Alpilles Berre Méditerranée délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Crédit Bailleur le paiement des sommes dues au titre du Crédit-Bail. Conformément au contrat de concession, les biens financés dans le cadre de ce dispositif feront retour gratuitement à la

Métropole Aix-Marseille Provence au terme normal de la Concession.

Ainsi, par délibération du 18 février 2021, le Conseil de la Métropole a :

- approuvé le choix du Groupement (auquel s'est depuis substituée TRANSDEV ALPILLES BERRE MEDITERRANEE, société dédiée exclusivement à l'exécution de la Concession) en qualité de délégataire de Concessionnaire pour l'exploitation du réseau de transport la Métropole Mobilité – réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues ;

- approuvé la Concession, établie pour une durée de neuf ans à compter du 6 juillet 2021, ainsi que ses annexes,

- approuvé « le dispositif de délégation de paiement prévu par la convention tripartite, conformément aux dispositions de l'article 1336 et suivants du Code civil, par lequel le groupement représenté par la Société TRANSDEV SA délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Crédit Bailleur pour le paiement des sommes dues au titre du Crédit-Bail au titre du loyer concernant les matériels roulants, dans les conditions suivantes :

- ce paiement est strictement limité à la composante du forfait de charges (Cfi) visant spécifiquement à payer le loyer dû par le Concessionnaire au Crédit-Bailleur.
- Le montant du forfait de charges étant fixé dès l'origine et ne pouvant être modifié, l'augmentation éventuelle de la composante Cfi de fait d'une augmentation du taux d'intérêt, au titre du contrat de crédit-bail, n'aura pas de conséquence sur le montant global versé par la Métropole Aix-Marseille Provence au titre de la Concession, le risque de taux reposant sur le seul Concessionnaire.
- L'assemblée délibérante sera saisie le moment venu pour accepter cette délégation de paiement, c'est-à-dire se libérer de la composante Cfi du forfait de charges directement entre les mains de l'organisme de crédit-bail pendant toute la durée de la Concession. »

Dans ce contexte, la présente délibération a pour objet d'approuver la conclusion de la Convention Tripartite.

Il est rappelé que la Convention Tripartite a notamment pour objet de :

- transférer à la Métropole le bénéfice de l'option d'achat sur le Matériel Roulant stipulée au profit du Concessionnaire au titre du Contrat de Crédit-Bail ;
- prévoir la délégation, par le Concessionnaire (délégant), de la Métropole (déléguee) au profit du Crédit-Bailleur (délégataire), pour le paiement des sommes dues au titre du Contrat de Crédit-Bail, dans la limite du montant égal à

la somme de (i) de la Sous-Composante Cfi (hors TVA), (ii) de l'Indemnité Crédit-Bail (tels que ces termes sont définis dans la Concession) et (iii) des Coûts Additionnels éventuels définis à l'Annexe 42 du Contrat de Concession. La délégation de paiement est une délégation parfaite qui emporte novation par changement de débiteur, ayant pour effet, entre autres, de faire naître au profit du Crédit-Bailleur une créance nouvelle à l'encontre de la Métropole, d'un montant égal à la somme (x) des Loyers hors taxes (dans la limite de la Sous-Composante Cfi (hors TVA)), (y) de la Valeur de Résiliation (dans la limite de l'Indemnité Crédit-Bail) et (z) des éventuelles autres sommes dues au titre du Contrat de Crédit-Bail (dans la limite du montant des Coûts Additionnels définis à l'Annexe 42 du Contrat de Concession) ;

- prévoir le sort du Contrat de Crédit-Bail en cas de fin anticipée du Contrat de Concession. Dans un tel cas la Métropole pourra :

- o soit se substituer au Concessionnaire dans le Contrat de Crédit-Bail et reprendre (en qualité de crédit-preneur) les engagements (TTC) souscrits par le Concessionnaire vis-à-vis du Crédit-Bailleur ;
- o soit lever l'option d'achat anticipée aux conditions prévues par le Contrat de Crédit-Bail et acquérir auprès du Crédit-Bailleur le Matériel Roulant ;
- o soit substituer au Concessionnaire tout tiers (en qualité de nouveau crédit-preneur) – et notamment un nouveau concessionnaire – dans le Contrat de Crédit-Bail sous réserve de l'accord préalable du Crédit-Bailleur, le tiers substitué reprenant alors les engagements souscrits par le Concessionnaire vis-à-vis du Crédit-Bailleur ;

- généralement, prévoir les obligations réciproques du Crédit-Bailleur et de la Métropole pour la mise en œuvre de la Convention Tripartite.

Au vu de l'exposé qui précède, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la Convention Tripartite, portant sur l'objet rappelé ci-dessus et dont le projet est annexé et d'accepter la délégation de paiement, c'est-à-dire se libérer de la composante Cfi du forfait de charges directement entre les mains de l'organisme de crédit-bail pendant toute la durée de la Concession, ainsi que le cas échéant de l'Indemnité Crédit-Bail et des éventuels Coûts Additionnels définis à l'Annexe 42 du Contrat de Concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

## Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatifs aux contrats de concession ;
- La délibération n° TRA 007-6412/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le principe de la délégation de l'exploitation du réseau de transport réseau de transport- réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues ;
- La délibération n° MOB 010-9649/21/CM du 18 février 2021 portant approbation du choix du délégataire et du contrat de service public pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs La Métropole Mobilité - réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues.

## Où le rapport ci-dessus,

## Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

## Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le contrat de délégation de service public dit « la Concession » en vue de l'exploitation du Réseau de transport la Métropole Mobilité - réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues et ses annexes dont notamment la convention tripartite signée avec l'organisme de crédit-bail et le groupement représenté par TRANSDEV SA, portant délégation de paiement.
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, de se prononcer sur l'approbation de la Convention Tripartite et d'accepter la délégation de paiement, c'est-à-dire se libérer de la composante Cfi du forfait de charges directement entre les mains de l'organisme de crédit-bail pendant toute la durée de la Concession.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la Convention Tripartite, dont l'objet est rappelé ci-dessus et le projet est annexé.

### Article 2 :

Est acceptée la délégation de paiement, c'est-à-dire que la Métropole accepte de se libérer de la composante Cfi du forfait de charges directement entre les mains de l'organisme de crédit-bail pendant toute la durée de la Concession, ainsi que le cas échéant de l'Indemnité Crédit-Bail et des éventuels Coûts Additionnels définis à l'Annexe 42 du Contrat de Concession.

### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la Convention Tripartite et tous les documents y afférents.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 112

**AVIS - Modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains Rotonde, Méjanès, Signoret, Carnot, Pasteur, Bellegarde, Cardeurs et Mignet à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire de la commune d'Aix-en-Provence, une recrudescence de l'usage des vélos a pu être observée dernièrement. Ce changement va dans le sens souhaité par la Métropole, comme l'expriment son Plan Vélo et son projet de Plan de Déplacements Urbains. La commune d'Aix-en-Provence a également décidé d'accompagner ce mouvement par la mise en place d'une nouvelle politique cyclable.

Aussi, dans le cadre de ses compétences « Mobilité et Stationnement », la Métropole a décidé de soutenir cette politique initiée par la commune en facilitant, dans une logique d'intérêt général, l'accueil

des vélos dans les parkings métropolitains d'Aix-en-Provence. Pour ce faire, il est proposé d'introduire une nouvelle tarification à titre expérimental et pour une durée de 1 an. Elle concernera les parkings Cardeurs, Méjanès, Carnot, Signoret, Pasteur, Bellegarde, Mignet et Rotonde, concédés par contrats de Délégation de Service Public à la Société d'Economie Mixte SEMEPA.

Il s'agit d'une décision unilatérale, qui s'appliquera dès son approbation par le Conseil de la Métropole. L'accueil des vélos n'étant pas prévu initialement dans les contrats, la Métropole procédera également à la révision du règlement intérieur en vigueur au sein de ces parkings. La SEMEPA prendra à sa charge l'ensemble des investissements qui s'avèreront nécessaires.

Un bilan sera tiré de cette expérimentation en vue de sa pérennisation et de son extension éventuelle à d'autres parkings métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public du 29 décembre 1986 (parkings Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet, Bellegarde à Aix-en-Provence – SEMEPA) ;
- Le contrat de délégation de service public du 24 octobre 2003 (parking Rotonde à Aix-en-Provence – SEMEPA).

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que la commune d'Aix-en-Provence a initié une nouvelle politique cyclable sur son territoire afin

de favoriser l'usage plus important du vélo par ses administrés ;

- Que dans le cadre de ses compétences « Mobilité et Stationnement » et dans la logique de son projet de Plan de Déplacements Urbains, la Métropole souhaite mettre en place d'une nouvelle politique tarifaire permettant l'accueil des vélos au sein des parkings métropolitains à Aix-en-Provence ;
- Que cette décision concerne les parkings concédés à la Société SEMEPA (parkings La Rotonde, Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet, et Bellegarde) ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à la révision du règlement intérieur en exercice au sein des parkings visés ;
- Que la SEMEPA supportera tous les investissements nécessaires pour l'accueil des vélos au sein des parcs ;
- Que cette modification des contrats de délégation de service est prise pour motif d'intérêt général unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées à titre expérimental la mise en place d'une nouvelle politique tarifaire relative à l'accueil des vélos dans les parkings métropolitains sis à Aix-en-Provence ainsi que la révision du règlement intérieur des parkings concernés ci-dessous.

##### **Article 2 :**

Cette mesure, décidée unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour motif d'intérêt général, s'appliquera au sein des parkings métropolitains concédés à la Société SEMEPA au regard des possibilités techniques à titre expérimental et pour une durée de 1 an. Les parkings concernés par cette mesure sont les suivants :

- Parking La Rotonde situé à Aix en Provence – DSP du 24/10/2003 ;
- Parkings Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde situés à Aix-en-Provence – DSP du 29/12/1986.

##### **Article 3 :**

La présente grille tarifaire et le règlement intérieur sus visés entreront en vigueur dès leur approbation.

##### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette modification unilatérale aux contrats et tout document y afférent.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55

Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Habitat**

### **2021 CT2 113**

**AVIS - Budget Etat Spécial de Territoire - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement "Logement public" et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pays d'Aix, par ses aides, contribue à permettre le développement de logements locatifs sociaux en participant à l'équilibre des opérations. Il s'agit d'aides pour la construction, l'acquisition / amélioration et la réhabilitation de logements locatifs sociaux.

Les aides financières au logement locatif social sont calculées sur la base de forfait au m<sup>2</sup> de surface utile, selon les types de financement pratiqués (PLS/PLUS/PLAI), les niveaux de performance énergétique et la nature des travaux réalisés.

La finalité est d'aider les communes à atteindre leurs objectifs SRU (obligation de production de logements sociaux - art. 55) et de répondre aux besoins en logements du Territoire, notamment pour les ménages les plus modestes.

Pour le financement de ces dispositifs, une nouvelle Autorisation de Programme (AP) intitulée « Logement Public » et numérotée DI736AP a été créée en 2018 pour un montant de 68 500 000 € T.T.C.

En 2019, cette AP a été regroupée avec l'Autorisation de Programme n° DI7322AP, intitulée « Opération de Réhabilitation » concernant des subventions accordées dans le cadre de la Politique de la Ville pour des opérations de réhabilitation de logements locatifs sociaux.

Le montant de l'AP « Logement Public » a, par conséquent, été révisé à hauteur de 100 713 400 € T.T.C.

Aujourd'hui, pour des raisons de suivi budgétaire et de lisibilité des opérations inscrites à l'Habitat, il est nécessaire de réviser l'AP DI736AP pour retrancher les lignes qui étaient relatives à l'AP DI7322AP « Opération de Réhabilitation » gérées par la Politique de la Ville.

L'opération d'investissement AP DI736AP « Logement Public », d'un montant de 100 713 400 € T.T.C. inscrite au budget Etat Spécial de Territoire doit être révisée pour un montant de moins 32 263 400 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'Autorisation de Programme de 100 713 400 € T.T.C. à 68 500 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DEVT 008-5202/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Logement social public » du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision et à la désaffectation de l'opération

d'investissement DI736AP Logement Public afin de permettre sa réalisation.

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvées la révision et la désaffectation de l'opération d'investissement N°DI736AP « Logement Public » pour un montant de - 32 263 400 € T.T.C.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Montant initial de l'AP : 100 713 400 € T.T.C.

Révision de l'AP : - 32 263 400 € T.T.C.

Montant final de l'AP : 68 500 000 € T.T.C.

Déjà Financé : 14 921 860,73 € T.T.C.

CP 2021 (DM1 Compris) : 5 600 000 € T.T.C.

CP 2022 : 8 000 000 € T.T.C.

CP 2023 : 8 000 000 € T.T.C.

CP 2024 : 8 000 000 € T.T.C.

CP 2025 : 8 000 000 € T.T.C.

CP 2026 : 15 927 139,27 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 114**

**AVIS - Approbation d'une convention d'Utilité Sociale (CUS) de la SEM SACOGIVA**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole en termes d'attractivité et de mobilité. La politique en faveur du logement social, qui en est un des volets, constitue un élément majeur pour le projet de développement et de cohésion sociale du territoire métropolitain.

Depuis la prise de délégation des aides à la pierre en 2017, la Métropole a agréé près de 10 000 logements sociaux. Le rythme des réhabilitations a également été soutenu tout particulièrement dans les opérations de renouvellement urbain.

Ces résultats découlent pour une large part des moyens importants et diversifiés mobilisés par la Métropole (subventions aux opérations, maîtrise de fonciers, fléchage de programmes de logements sociaux dans les opérations d'aménagement publiques, investissement dans les quartiers ANRU) pour soutenir l'effort de production et de requalification du patrimoine. Pour une autre part, ils reposent sur la mobilisation des bailleurs sociaux et la qualité du partenariat constitué autour des objectifs partagés lors de l'élaboration du Programme Local de l'Habitat.

Les conventions d'utilité sociale (CUS) ont été rendues obligatoires pour tous les organismes d'habitations à loyer modéré par la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion (MOLLE). Etablies sur la base des Plans Stratégiques de Patrimoine (PSP), ces conventions définissent, pour une période de 6 ans, des engagements, en matière de politique patrimoniale, de développement de l'offre, de politique sociale et de qualité du service rendu aux locataires.

C'est dans cet esprit que la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et son décret d'application n°2017-922 du 9 mai 2017 ont considérablement simplifié le cadre réglementaire d'élaboration des nouvelles CUS, en réduisant le nombre d'engagements des organismes. Les engagements pris par l'organisme doivent aussi être cohérents avec les besoins des territoires, en particulier lorsqu'ils sont exprimés dans les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) ou le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

La CUS est le cadre de contractualisation des rapports entre l'Etat, l'organisme HLM et les collectivités. Traduction du projet de l'organisme HLM, elles constituent une déclinaison locale des objectifs de la politique nationale du logement, que ce soit en termes de développement de l'offre et de vente HLM, de transition énergétique, de mise en œuvre du droit au logement et de politique d'attribution des logements locatifs sociaux.

L'un des principaux enjeux est la définition d'une politique de vente HLM et de renouvellement urbain

permettant de concilier équilibre économique, objectifs au titre de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) et besoins des ménages. En effet, le nouveau modèle économique des organismes HLM issu de la mise en application de la réduction du loyer de solidarité (RLS) et de la loi ELAN, implique la définition d'une politique de vente ambitieuse qui se situe à la croisée de différentes politiques publiques. La CUS contient désormais un plan de vente HLM (liste de logements à vendre), qui vaut autorisation de vendre pour l'ensemble de la durée de la convention.

Les principaux enjeux, fixés par le Préfet de Région, qui devront être pris en compte par les organismes HLM, dans le cadre des CUS, sont les suivants :

- Poursuivre le développement d'une offre de logements durable, abordable et équilibrée sur les territoires ;
- Définir une politique de vente HLM et de renouvellement urbain permettant de concilier équilibre économique, objectifs SRU et besoins des ménages ;
- Maintenir un parc locatif social attractif et de qualité en veillant à la maîtrise des loyers et des charges ;
- Mettre en œuvre une politique d'attribution visant à favoriser les parcours résidentiels des ménages et favoriser le maintien et l'accès au logement des publics les plus défavorisés et prioritaires, tout en veillant à maintenir une mixité sociale.

La Métropole a déjà lancé de grands chantiers d'envergure tels que le Programme Local de l'Habitat, la prise de délégation des aides à la pierre, la Conférence Intercommunale du Logement et l'élaboration de la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) et du Plan Partenarial de Gestion et d'Information des Demandeurs (PPGID), la stratégie de lutte contre l'habitat indigne, la signature des protocoles NPNRU. Dans ce cadre, elle anime et met en œuvre une politique partenariale avec tous les acteurs de l'habitat pour répondre aux nombreux défis et pour construire une Métropole attractive, solidaire et innovante.

La loi égalité et citoyenneté prévoit que les EPCI tenus de se doter d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) ou compétents en matière d'habitat avec au moins un Quartier Prioritaire de la Ville (QPV), sont associés à l'élaboration des dispositions de la convention d'utilité sociale (CUS) relative aux immeubles situés sur leur territoire. À ce titre, en tant que personne publique, les EPCI concernés peuvent décider d'être signataires des CUS conclues par les organismes HLM disposant d'un patrimoine sur leur territoire.

La Sacogiva est une société anonyme d'économie mixte de construction et de gestion immobilière appartenant à la gamme des Entreprises Publiques Locales. Créée en 1958 pour répondre aux besoins en logement dans la Ville d'Aix-en-Provence, la Sacogiva s'est développée principalement par la

construction de logements locatifs libres et conventionnés, puis plus récemment s'est inscrite dans une nouvelle dynamique en faveur du logement pour répondre à la diversité des besoins. La société a souhaité coupler son développement avec un engagement de diversification de la production, aussi bien vers le logement social destiné aux personnes les plus défavorisées que vers le logement abordable, de façon à reconstituer la possibilité de trajectoires résidentielles complètes.

Son Patrimoine constitué de 2 592 logements est majoritairement situé sur la ville d'Aix-en-Provence. Il est relativement récent 75 % du patrimoine à moins de 30 ans. Depuis 2016, La Sacogiva a eu à cœur de développer des politiques patrimoniales et sociales dans un objectif d'amélioration de l'offre envers tous les publics et d'accompagnement des politiques publiques de l'Habitat.

Son intervention sur un territoire tendu avec le poids significatif du foncier dans chaque opération conduit la SEM à avoir une programmation mixte, alliant des opérations locatives à des opérations en accession à la propriété. Ce modèle permet l'équilibre financier des opérations avec l'injection des marges réalisées par la vente des logements au profit des opérations locatives sociales. Il a notamment permis la réalisation d'opérations de revitalisation des centres-anciens (Trets - Pertuis) dont le montage et les contraintes de réalisation impliquent nécessairement une mise de fonds propres conséquente.

La Sacogiva réalise aussi des projets d'habitat inclusif et, intervient sur la Résidence « Les Facultés », copropriété dégradée de plus de cinquante logements.

L'agilité et la souplesse de la structure lui permettent de répondre aux mieux aux besoins des communes.

Le projet de CUS 2020-2025 de la Sacogiva repose sur son PSP approuvé en 2019, il traduit la volonté et les engagements de la SEM pour développer, entre autres, une politique patrimoniale ambitieuse sur le territoire métropolitain pour les six prochaines années.

Il repose sur plusieurs orientations stratégiques :

- ✓ Accélérer l'effort de construction et réaliser un développement ciblé pour une offre diversifiée et adaptée aux besoins du territoire,
- ✓ Poursuivre l'amélioration du parc existant, la lutte contre la précarité énergétique et l'accessibilité,
- ✓ Améliorer la qualité du service rendu,
- ✓ Consolider le parcours résidentiel et professionnel des salariés, notamment des jeunes,
- ✓ Accompagner les publics les plus fragiles en partenariat avec la Plateforme territoriale d'accompagnement du Pays d'Aix, et des opérateurs reconnus dans ce secteur dans la logique du Logement d'abord.

À ce titre, la stratégie de développement ainsi proposée par la SACOGIVA, poursuit les mêmes objectifs que les documents stratégiques de la

Métropole (SCOT, PCAET, PLH), tant en matière de :

- Politiques énergétique, d'accessibilité et d'adaptation du parc existant,
- Politique de production locative sociale innovante,
- Politique d'accession sociale à la propriété (ventes de logements aux locataires, opérations de type PSLA, BRS),
- Politique d'attribution et de peuplement.

L'ensemble des objectifs quantitatifs de la CUS 2020-2025 de la SEM sont détaillés dans l'annexe jointe à la délibération.

Compte-tenu de la compétence de la Métropole en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du PLH et afin permettre d'engager un partenariat plus étroit avec les bailleurs sociaux présents sur le territoire, il est proposé de confirmer la volonté d'être signataire de la CUS de la SEM SACOGIVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°003-1437/16 du Conseil Métropolitain d'Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 créant la conférence intercommunale du logement sur le territoire de la Métropole ;
- La loi 2018 1021 du 23 novembre 2018 portant sur l'Evolution du logement de l'Aménagement et du numérique ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- Le décret n°2019-801 du 26 juillet 2019 relatif aux CUS des organismes d'habitation à loyer modéré et des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux ;
- L'arrêté du 14 août 2019 portant modification de l'arrêté du 19 octobre 2017 relatif à la définition du format et des

modalités de transmission des engagements et indicateurs des CUS ;

- La sollicitation des organismes pour que la Métropole soit signataire de leur CUS.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole est compétente en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du Programme Local de l'Habitat ;
- Que la Métropole est compétente en matière de politique de la ville ;
- Que la Métropole s'est engagée dans des démarches partenariales en faveur de l'habitat et d'une attractivité durable du territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la Convention d'Utilité Sociale de la SEM SACOGIVA, ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 115**

**Attribution d'aides pour la production de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin d'aider les ménages les plus modestes de son territoire à accéder à la propriété, la Communauté du Pays d'Aix a mis en place en 2011 une aide financière dans le cadre du Prêt Social Locatif Accession (PSLA).

Le PSLA est un prêt conventionné consenti à un opérateur pour financer la construction de logements neufs qui feront l'objet d'un contrat de location-accession.

La location-accession comporte deux phases :

- Une phase locative pendant laquelle le ménage verse une redevance constituée d'une part locative et d'une part acquisitive.
- Une phase d'accession qui débute lorsque le ménage lève l'option d'achat sur le logement.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix se décline de la façon suivante : subvention forfaitaire de 10 000 € par logement créé en PSLA.

Dans ce cadre, le Territoire du Pays d'Aix est sollicité sur 2 opérations pour un montant de 350 000 € :

- La première opération concerne un projet agréé en 2020 sur la Commune de Peynier : Le Verdelaï – La Treille, 23 PSLA ;
- La deuxième concerne une opération agréée en 2020 sur la Commune de Peyrolles-en-Provence : Les Rivaux, 12 PSLA.

Par ailleurs, le Territoire du Pays d'Aix soutient les opérations de production de logements locatifs sociaux en maîtrise d'ouvrage communale.

La Commune de Bouc-Bel-Air souhaite conventionner un logement communal afin de réaliser un logement de type PLUS. Il s'agit d'un logement acquis par la Commune il y a plus de 10 ans et actuellement inoccupé. Des travaux de peinture, de rénovation de la toiture, des sols, volets et électricité, sont nécessaires afin de remettre le logement conforme aux dernières normes d'habitabilité.

Le montant des travaux est estimé par la Commune à 36 795 €.

Ainsi, la Commune sollicite une subvention auprès du Territoire du Pays d'Aix, à hauteur de 18 607 €, soit 50 % du montant des travaux.

Enfin, le Territoire du Pays d'Aix est sollicité de manière spécifique sur une opération de création de 7 logements sociaux PLAI à Peyrolles-en-Provence en acquisition-amélioration. Cette opération a fait l'objet d'un accord de financement par le Pays d'Aix en 2019 (délibération 2019\_CT2\_011 du 27 février 2019).

L'opérateur, l'association « Un Toit » est aujourd'hui confronté à un problème technique et financier :

Les études de sol et les études de structure ont mis en lumière un risque important de fragilité d'un des 2 immeubles de l'ensemble à rénover. L'examen approfondi des toitures a également conduit au besoin de rénovation complète des toitures, alors qu'était prévue une rénovation légère et partielle.

Le projet s'est donc vu transformé en un projet de rénovation avec démolition et reconstruction d'une grande partie du bâtiment.

Les conséquences sur le budget prévisionnel de l'opération sont majeures : le prix de revient révisé de l'opération s'élève à 795 461 € au lieu des 644 314 € prévus initialement.

Le dépassement prévisionnel est donc à ce jour de 151 147 €, ce qui a conduit au gel de l'opération.

L'association, ne pouvant faire face à cette dépense imprévue, a donc interpellé le Pays d'Aix, pour une éventuelle prise en charge du coût de ces études.

Au vu de la problématique d'habitat dégradé en centre ancien rencontrée, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 22 672 € à l'association « Un Toit », somme correspondant à 15 % du dépassement occasionné, reprenant ainsi le plafond appliqué aux subventions accordées au titre de la production de logements locatifs sociaux en acquisition amélioration.

Les aides sollicitées auprès du Territoire du Pays d'Aix pour la production de logements locatifs sociaux, déclinées dans le tableau ci-annexé, s'élèvent ainsi à un montant total de 391 279 € pour 4 opérations représentant 43 logements locatifs sociaux, dont 7 logements PLAI, 1 logement PLUS et 35 logements PSLA.

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix et l'opérateur, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011\_A043 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 14 avril 2011 relative à l'intervention financière de la CPA pour favoriser l'accession à coût maîtrisé ;
- La délibération n°2012\_A081 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 31 mai 2012 définissant les dispositifs d'intervention en faveur des

communes afin de les accompagner dans la production de logements sociaux ;

- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 25 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la production du logement locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions d'un montant total de 391 279 € en faveur de la production de logements pour les 4 opérations décrites dans le tableau annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les bailleurs sociaux concernés.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581182736, Nature 4581, Fonction 552, Autorisation de Programme DI736AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 116**

**Opérations façades : ajustement de l'intervention financière du Pays d'Aix - Attribution d'une subvention à la Commune de Trets**

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Afin de maintenir la population résidente et d'attirer de nouveaux résidents, une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les préserver et les mettre en valeur notamment pour résorber la vacance et améliorer leur aspect architectural.

Depuis 2002, la Communauté du Pays d'Aix a mis en place un fonds d'intervention venant en appui des "opérations façades" initiées par les communes.

En 2019, au regard du programme de rénovation des façades du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (CD13), le Pays d'Aix a proposé de redéfinir son taux de subvention et d'intervenir à parts égales de la Commune, soit 15 % de la subvention totale versée avec la Commune aux propriétaires.

La participation du CD13 ne ciblant pas tous les périmètres des opérations façades communales, il est proposé, en outre, de conserver l'aide initiale apportée par la CPA représentant le quart de la subvention totale versée par la Commune aux propriétaires.

En fonction des cofinancements obtenus, les communes pourront donc solliciter le Territoire à hauteur soit de 15 %, soit de 25 % de leurs subventions communales versée aux propriétaires.

La participation du Pays d'Aix est versées à la Commune sur présentation de justificatifs.

Dans le cadre de ce dispositif, le Pays d'Aix a été sollicité par la ville de Trets à hauteur de 4 023,73 €, soit 25 % de la subvention accordée.

Commune	Nbre de façades	Montant des Travaux subventionnables	Montant total de la subvention versé par la commune	Montant de la subvention accordée par la commune	Montant de la subvention accordée par le Pays d'Aix	%
TRETS	4	32 189,80 €	16 094,90 €	12 071,18 €	4 023,73 €	25%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010\_A091 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;
- La délibération n°2019\_CT2\_495 du Conseil de Territoire relative à l'ajustement de l'intervention financière du Pays d'Aix aux opérations façades ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le règlement budgétaire financier ;
- La délibération n°FBPA 9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 25 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée par le Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre des opérations façades, une aide représentant 15 % ou 25 % de la subvention totale versées par les communes aux propriétaires.

##### **Article 2 :**

Est attribuée par le Territoire du Pays d'Aix, une aide d'un montant de 4 023,73 euros à la Commune de Trets.

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581182735, Nature 4581, Autorisation de Programme DI735AP

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 117**

**Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix. C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix. Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500 € dans le neuf ou 4 000 € dans l'ancien (logements de plus de 5 ans), cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

- **Un prêt « bonifié »**

Aujourd'hui, mis en œuvre par la CEPAC, partenaire bancaire du Pays d'Aix, ce prêt, d'une durée de 20 ans, s'élève à 28 000 € pour une acquisition dans le neuf et à 47 000 € pour une acquisition dans l'ancien. Ce prêt complète un (ou des) crédit(s) immobilier(s) principal(aux) : le prêt à l'accession sociale (si le

ménage est éligible) ou un prêt classique dans le cadre d'une offre globale de financement. Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issu en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer 36 aides à la personne, soit un montant total de 106 500 euros pour :

- 25 aides dans le neuf : 62 500 euros ;
- 10 aides dans l'ancien : 40 000 euros.
- 1 prêt bonifié à la CEPAC pour un achat dans l'ancien soit, un montant maximum de 4 000 euros

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A252 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2019\_CT2\_582 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à la définition de nouvelles modalités et approbation d'une convention avec la CEPAC ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 25 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire du Pays d'Aix en matière de politique locale de l'Habitat.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé, dans le cadre des aides à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 102 500 euros aux primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

#### **Article 2 :**

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec la CEPAC, le versement d'une subvention maximale de 4 000 euros pour la mise en œuvre d'un prêt bonifié correspondant au projet d'acquisition de l'accédant cité dans le tableau ci-annexé.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 458182735, Nature 4581, Fonction 553, Autorisation de Programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 118****Attribution d'aides pour la réhabilitation de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le parc social du Pays d'Aix est relativement ancien puisque près de la moitié des logements a été réalisée avant 1977. En partie vieillissant, ce parc a besoin de travaux de remise à niveau et de réhabilitation.

Ainsi, depuis 2014, le Pays d'Aix soutient les opérations de réhabilitation de logements locatifs sociaux.

Les aides se déclinent de la façon suivante :

	Nature des réhabilitations				Taux de financement global du Pays d'Aix  Maximum 50% du coût total de l'opération
	Énergie / Thermique			Autres Travaux  Travaux plafonnés à 13 000 euros par logement	
	Maximum	Moyen	Minimum		
	Travaux non plafonnés	Travaux plafonnés à 18 000 euros par logement			
Projets ANRU ou assimilés, en cours	40%	30%	20 %	30%	Financement de complément
Quartiers Politique de la Ville / Quartiers d'habitat social fragilisés	30%	25%	20%	25%	
Reste du territoire				15%	

Chaque subvention allouée à une opération de réhabilitation de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix, et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport d'attribuer une aide à la réhabilitation de logements locatifs sociaux et d'approuver la convention afférente.

L'opération concerne ici la Résidence Mozart, ensemble immobilier du bailleur Logis Méditerranée, située sur la Commune de Vitrolles dans le périmètre d'un Quartier Prioritaire de la Ville (QPV). Cette résidence, construite en 1987, comprend 45 logements collectifs répartis en 4 bâtiments et 36 logements individuels.

Le programme des travaux envisagés est le suivant :

- Ravalement des façades ;

- Remplacement des menuiseries extérieures ;
- Réfection de l'étanchéité ;
- Remplacement des clôtures extérieures.

Un travail de résidentialisation est également en réflexion, notamment entre la Commune de Vitrolles et le bailleur.

Le prix de revient prévisionnel pour l'ensemble de ces interventions est chiffré à 1 500 000 €.

Aucuns travaux d'amélioration de la performance énergétique ne sont prévus pour ce projet, l'étiquette énergétique C de la résidence étant jugée satisfaisante par le bailleur.

Les travaux à réaliser, et pour lesquels le bailleur sollicite un financement du Territoire, entrent donc dans la catégorie « autres travaux ».

Le montant total prévisionnel des travaux étant supérieur au plafond de 13 000 € par logement, le Pays d'Aix interviendra à hauteur de 25 % du montant plafonné. Cette aide, déclinée dans le tableau annexé, s'élève, par conséquent, à **263 250 €** pour 81 logements locatifs sociaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,****Vu**

- Le Code général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2019\_CT2\_014 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 janvier 2014 relative à la modification des taux d'intervention du Territoire pour la réhabilitation des logements locatifs sociaux ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 25 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,****Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la réhabilitation des logements locatifs sociaux sur le Territoire du Pays d'Aix

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention pour l'opération décrite dans le tableau annexé pour un montant total de **263 250 €**.

### Article 2 :

Est approuvée la convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et le bailleur social concerné.

### Article 3 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de financement et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581182736, Nature 4581, Fonction 552, Autorisation de Programme DI736AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Habitat et aménagement du territoire - Politique de la ville / Cohésion sociale

### 2021 CT2 119

**AVIS - Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération**

## **d'investissement "opération de réhabilitation" et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a mis en place un dispositif d'aides financières en faveur des opérations de réhabilitation de logements locatifs sociaux prenant en compte les caractéristiques sociales des territoires (projets ANRU, quartiers QPV) et encourageant les travaux permettant d'améliorer les performances énergétiques des logements. Pour le financement de ce dispositif une Autorisation de Programme intitulée « Opération de réhabilitation » et numérotée DI7322AP a été créée en 2015 pour un montant de 40 000 000 € et regroupée en 2019 avec l'Autorisation de Programme n°DI736AP intitulée « Logement public ».

Aujourd'hui, pour des raisons de suivi budgétaire et de lisibilité des opérations inscrites en politique de la ville, il est nécessaire de différencier les deux dispositifs. Il est donc proposé de réviser et d'abonder l'AP DI732-1A « Opération de réhabilitation ».

L'opération d'investissement DI732-1A « Opération de réhabilitation », de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, d'un montant initial de 1 500 000€ T.T.C doit être augmentée de + 37 277 091 € T.T.C et ainsi portée au montant total de 38 777 091 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant « Ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programmes du Pays d'Aix » ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 37 277 091 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI732-1A « Opération de réhabilitation » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 37 277 091 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI732-1A « Opération de réhabilitation ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI7322AP « Opération de réhabilitation » pour un montant de 37 277 091 € T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération qui s'établit comme suit :

Montant initial de l'AP : 1 500 000 € T.T.C.

Révision : + 37 277 091 € T.T.C.

Montant final de l'AP : 38 777 091 € T.T.C.

Déjà financé : 0.00 € T.T.C.

CP 2021 (DM1 compris) : 1 170 000 € T.T.C.

CP 2022 : 1 170 000 € T.T.C.

CP 2023 : 1 170 000 € T.T.C.

CP 2024 : 1 170 000 € T.T.C.

CP 2025 : 1 170 000 € T.T.C.

CP 2026 : 1 170 000 € T.T.C.

Reste à financer : 31 757 091 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 120**

**Attribution de subventions dans le cadre de la programmation du contrat de ville du Pays d'Aix 2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure, depuis sa mise en place en janvier 2016, le suivi et le pilotage stratégique de la mise en œuvre du Contrat de Ville dans le cadre de sa compétence en matière de Politique de la Ville, en lien étroit avec l'État et les autres collectivités territoriales impliquées. Cette compétence est déléguée au Territoire du Pays d'Aix par délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020.

La durée du Contrat de Ville, initialement de 2015 à 2020, a été prorogée jusqu'en 2022 par les dispositions de l'article 181 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019. Cette prorogation a nécessité la rénovation du Contrat de Ville. Il reste toujours structuré autour de quatre piliers : cadre de vie et renouvellement urbain, emploi et développement économique, cohésion sociale et citoyenneté et valeurs de la République, et sa rénovation prend la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques qui traduit, au niveau local, les priorités d'interventions des partenaires signataires du Contrat de Ville pour la période 2019-2022.

Un appel à projets annuel est lancé pour permettre la continuité du travail engagé les années précédentes au niveau des communes, l'émergence et le développement d'actions ciblant les problématiques affectant la qualité de vie et le vivre ensemble sur les quartiers prioritaires. Au regard du diagnostic territorial réalisé en 2018 dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville et de la rédaction du protocole d'engagements renforcés et réciproques, de nouveaux axes d'intervention ont pu être définis. L'objectif de l'appel à projets pour 2021 est de favoriser l'émergence de projets diversifiés, adaptés ou renouvelés en réponse à ces nouvelles priorités d'intervention à destination des habitants de la géographie prioritaire du territoire.

Cet appel à projets reste fondamental pour venir appuyer les démarches de déploiement des politiques de droit commun sur les quartiers, suivant

les objectifs du Contrat de Ville. Ce contrat s'inscrit ainsi dans la stratégie territoriale dont le Territoire du Pays d'Aix est porteur.

Des comités techniques communaux et du Territoire se sont tenus en janvier 2021. Ces comités techniques communaux et le comité technique du Territoire ont permis d'analyser les actions déposées dans le cadre de l'appel à projets 2021, soit 238 projets. 189 projets ont été retenus par les partenaires pour être financés. Le comité de pilotage du 16 mars 2021 a validé ces 189 projets pour un montant de crédits spécifiques Politique de la Ville de 1 526 321 €.

Parmi ces 189 projets, le Territoire du Pays d'Aix, au titre de sa compétence politique de la Ville, en a retenu sept.

Les associations Compagnons bâtisseurs et l'Atelier de l'Environnement – Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE), ont été retenues pour un soutien financier du Territoire car elles proposent des actions de sensibilisation à la maîtrise d'énergie auprès des habitants des quartiers d'habitat social conformément à la délibération n°2012\_A229 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 14 décembre 2012.

L'association l'Atelier de l'environnement – Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE) a déposé un nouveau projet intitulé « Accompagnement participatif : la transition écologique - jardin » sur Pertuis qui s'inscrit dans la continuité du travail mené avec le Conseil Citoyen en 2020, qui se poursuivra jusqu'au printemps 2021, dans le cadre de la mise en place d'une démarche participative de transition écologique financée par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce projet vise à poursuivre et développer la dynamique sur l'ensemble du quartier prioritaire de Pertuis en mettant en place des actions identifiées par les habitants dans le champ de la transition écologique pour améliorer, concrètement et durablement, leur cadre de vie. Ce projet a été retenu par le Territoire au motif qu'il concerne la participation des habitants à l'amélioration de leur cadre de vie comme prévu par la délibération n° 2015\_B429 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 24 septembre 2015.

Enfin, trois projets en reconduction relevant de la thématique santé du Contrat de Ville ont été retenus cette année, uniquement sur la Commune d'Aix-en-Provence, en raison du rattachement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, de l'Atelier Santé Ville d'Aix-en-Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence. La démarche de l'Atelier Santé Ville se traduit par l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation et la réactualisation d'un Plan Local de Santé Publique (PLSP). Le financement par le Territoire de ce type de projets est également permis par la délibération n° 2006\_A201 du 22 juin 2006 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix qui a déterminé d'intérêt communautaire le soutien financier aux Ateliers Santé Ville.

Ces associations s'inscrivent pleinement dans les orientations du Territoire dans le cadre de l'exercice de sa compétence Politique de la Ville. Il est ainsi proposé de les soutenir financièrement selon la répartition proposée ci-dessous :

N° GU	Association	Commune	Actions	Budget global de l'association	Budget global de l'action	Subvention sollicitée au contrat de ville	Subvention TPA proposée par le comité de pilotage	Convention d'objectifs OUI/NON
<b>Pilier Cadre de vie et renouvellement urbain</b>								
2021_00941	Compagnons Bâtisseurs - Provence	Aix en Provence	Ateliers de quartier des territoires prioritaires	2 131 236 €	96 212 €	40 000 €	2 000 €	NON
2021_00942	Atelier de l'environnement – Centre permanent d'initiative pour l'environnement du pays d'Aix	Aix en Provence	Gestion et animation de jardins familiaux de développement social (JFDS)	1 693 440 €	34 690 €	11 000 €	3 000 €	OUI
2021_00943	Atelier de l'environnement – Centre permanent d'initiative pour l'environnement du pays d'Aix	Vitrolles	Énergies créatives	1 693 440 €	20 000 €	20 000 €	3 000 €	OUI
2021_00944	Atelier de l'environnement – Centre permanent d'initiative pour l'environnement du pays d'Aix	Pertuis	Accompagnement participatif : la transition écologique - jardin	1 693 440 €	12 540 €	7 540 €	2 500 €	OUI
<b>Pilier Cohésion sociale / Thématique santé</b>								
2021_00945	Association Régionale en Économie Sociale	Aix en Provence	Espace de lien et de libre expression de soi	882 126 €	30 000 €	12 000 €	3 000 €	NON
2021_00946	Association Maison de santé de Beisson	Aix en Provence	Action globale de prévention en santé	46 529 €	17 000 €	7 000 €	3 000 €	NON
2021_00947	Atelier de l'environnement – Centre permanent d'initiative pour l'environnement du pays d'Aix	Aix en Provence	Projet santé – alimentation Ecole Jules Payot	1 693 440 €	6 518 €	5 000 €	5 000 €	OUI
<b>TOTAL</b>							<b>21 500 €</b>	

La participation du Territoire du Pays d'Aix, au financement des sept projets déposés dans le cadre de la programmation du Contrat de Ville 2021, s'élève à 21 500 €.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour les actions soumises à convention et celles comprises entre 5 000 € et 23 000 €, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2006\_A201 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays

d'Aix du 22 juin 2006 déclarant d'intérêt communautaire le soutien financier aux Ateliers Santé Ville ;

- La délibération n°2012\_A229 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 14 décembre 2012 déclarant d'intérêt communautaire le soutien financier aux actions de sensibilisation à la maîtrise d'énergie auprès des habitants des quartiers d'habitat social ;
- La délibération n°2015\_B429 du 24 septembre 2015 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix adoptant le principe d'aides financières aux actions liées à la participation des habitants dans le cadre des projets de renouvellement urbain et à leur accompagnement dans le cadre du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aix du 16 mars 2021 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 25 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix propose le financement de sept projets au titre de la programmation 2021 du Contrat de Ville territorial du Pays d'Aix.
- Que ces sept projets ont fait l'objet d'un avis favorable pour un financement du Territoire du Pays d'Aix au Comité de Pilotage du 16 mars 2021.
- Que le montant total de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix pour les sept projets est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association Compagnons Bâtisseurs Provence pour son action « Ateliers de quartier des territoires prioritaires » sur la Commune d'Aix-en-Provence d'un montant de 2 000 euros.

**Article 2 :**

Sont attribuées des subventions à l'association Atelier de l'Environnement – Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement du Pays d'Aix pour ses actions « Gestion et animation de jardins familiaux de développement social », « Énergies créatives » et « Projet santé – alimentation pour les enfants école Jules Payot » d'un montant total de 13 500 €. Il convient de noter qu'outre les subventions sus-indiquées, l'opérateur bénéficie d'autres subventions du Territoire du Pays d'Aix sur l'exercice 2021 pour les actions suivantes : n° GU 2021\_00378 et N° GU 2021\_00274 « déploiement du programme SARE – service d'accompagnement de la rénovation énergétique » 90 000 € et n° GU 2021\_00675 « Animation et développement du dispositif Commerce Engagé en Pays d'Aix » 66 500 €.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix – Marseille - Provence – Territoire du Pays d'Aix et l'association Atelier de l'Environnement – Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement du Pays d'Aix.

**Article 4 :**

Est attribuée une subvention à l'Association Régionale en Economie Sociale pour son action « Espace de lien et de libre expression de soi » sur la Commune d'Aix-en-Provence d'un montant de 3 000 euros.

**Article 5 :**

Est attribuée une subvention à l'association Association Maison de santé de Beisson pour son action « Action globale de prévention en santé » sur la Commune d'Aix-en-Provence d'un montant de 3 000 euros.

**Article 6 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

**Article 7 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 510.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT**

### **2021 CT2 121**

#### **AVIS - Instauration du Droit de Prémption Urbain sur la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales.

L'article L. 211-2 alinéa 2 du Code de l'urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, il est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain.

Par délibération du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance. L'adoption de ce document d'urbanisme permet l'instauration d'un périmètre de droit de préemption urbain.

Conformément aux articles L. 210-1 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme, ce droit de préemption permet au titulaire d'acquérir certains biens, à l'occasion de leur vente, en vue de la réalisation dans l'intérêt général d'actions ou d'opérations ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite instaurer le droit de préemption urbain sur les périmètres des zones UA, UB et UD du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance, identifiées dans le document cartographié annexé à la présente délibération, afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement des projets sur son territoire.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R. 211-2 du Code de l'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 210-1 et L. 211-1 et suivants, R. 211-1 et suivants et L. 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

#### **Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'adoption du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Paul-Lez-Durance permet l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire de la Commune.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le droit de préemption urbain.
- La nécessité de disposer de moyens réglementaires pour mettre en œuvre la politique foncière et favoriser l'aboutissement des projets sur la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones UA, UB et UD du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de Saint-Paul-Lez-Durance

identifiées dans le document cartographié annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

Est précisé que le Droit de Prémption Urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage et d'une insertion suivant les modalités définies ci-après :

- affichage de la présente délibération pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Mairie de la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance.
- insertion d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.

**Article 3 :**

Il est indiqué que la présente délibération et le plan annexé seront transmis sans délai aux personnes ou organismes suivants, conformément aux dispositions de l'article R. 211-3 du Code de l'urbanisme :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- La Chambre Départementale des Notaires,
- Le barreau constitué près du Tribunal Judiciaire d'Aix-en-Provence,
- Le Greffe du Tribunal Judiciaire d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 122**

**AVIS - Approbation d'une convention d'intervention foncière en phase impulsion réalisation avec l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune de Coudoux sur le site Centre-ville**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé avec l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

La Commune de Coudoux s'attache depuis plusieurs années à aménager et transformer son Centre-ville afin de constituer un cœur de village vivant et accueillant tout en proposant une offre en logements diversifiée.

Cet objectif s'inscrit pleinement dans le deuxième cadre d'intervention du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'Établissement Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur : « Favoriser la réalisation de projets d'ensemble économes en espaces ».

En partenariat avec l'EPF et le Territoire du Pays d'Aix, des projets structurants pour ce village organisé autour de l'avenue de République ont déjà été ou sont en passe de voir le jour. Ainsi le projet Grand Coudoux en 2014, et plus récemment celui du Petit Coudoux-La Gérome qui permettra prochainement la livraison de 72 logements, témoignent de cette collaboration fructueuse.

Une nouvelle acquisition a été réalisée par l'Établissement Public Foncier en 2020 sur l'artère principale au titre de la convention multi sites. Le bien constitué du bar Le Central et de 3 logements attenants est localisé sur une parcelle pivot pour l'aménagement et la dynamisation du centre-ville.

Aujourd'hui compte tenu de l'avancée des réflexions, le projet de la commune de Coudoux et de la Métropole est de poursuivre le travail avec l'Établissement Public Foncier à travers une convention spécifique adaptée au périmètre stratégique du centre-ville. D'une superficie totale de 20,5 hectares, il englobe des secteurs autour de l'avenue de la République qui présentent des capacités d'évolution intéressantes.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa notification et prendra fin le 31 décembre 2026.

La garantie de rachat à la charge de la Métropole est fixée dans la présente convention à 5 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser la maîtrise foncière des parcelles à enjeu du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt d'une opération de requalification et densification en Centre-ville de Coudoux.
- La nécessité d'assurer la maîtrise et le portage du foncier pour la mise en œuvre du projet.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase impulsion réalisation sur le site Coudoux Centre-ville conclue avec l'Établissement Public Foncier PACA et la Commune de Coudoux ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 123**

**AVIS - Droit de Prémption Urbain sur la Commune d'Eguilles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales.

L'article L. 211-2 alinéa 2 du Code de l'urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), il est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain (DPU).

Par délibération en date du 11 mars 2017, la Commune d'Eguilles a approuvé son Plan Local d'Urbanisme puis a instauré, suite aux évolutions de zonage un nouveau droit de préemption par délibération en date du 14 décembre 2017.

Par délibération n°URB 021-5152/18/CM en date du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a institué un Droit de Prémption Renforcé (DPUR) sur le secteur des Jalassières à Eguilles.

Par jugements n°1706327 et n°1706513 du Tribunal Administratif de Marseille du 26 octobre 2020, la délibération du Conseil Municipal d'Eguilles en date du 21 mars 2017 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eguilles a été annulée.

Conformément aux articles L.600-12 et L.174-6 du Code de l'urbanisme, ces jugements ont eu pour effet de remettre en vigueur le document d'urbanisme immédiatement antérieur. En l'espèce pour la Commune d'Eguilles c'est le Plan d'Occupation des Sols du 27 janvier 1988 qui s'applique dans sa version modifiée pour la dernière fois lors de la deuxième approbation de la modification n°5 en date du 12 décembre 2016.

La délibération instaurant le droit de préemption urbain sur la commune sur la base du Plan d'Occupation du Sol datant du 17 juin 1997, et le zonage du POS pouvant être différent de celui du

PLU, il convient de délibérer à nouveau pour confirmer l'instauration du droit de préemption sur l'ensemble des zones U et NA du plan d'occupation du sol dans sa version actuellement en vigueur conformément à la demande de la commune par courrier en date du 30 décembre 2020.

Conformément aux articles L. 210-1 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme, ce droit de préemption permet au titulaire d'acquérir certains biens, à l'occasion de leur vente, en vue de la réalisation dans l'intérêt général d'actions ou d'opérations ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite confirmer le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (NA) du Plan d'Occupation des Sols en vigueur de la commune d'Eguilles afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement des projets sur son territoire.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R. 211-2 du Code de l'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 210-1 et L. 211-1 et suivants, R. 211-1 et suivants et L. 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération de la Commune d'Eguilles en date du 17 juin 1997 instituant le DPU sur les zones UA, UE et NA du PLU ;
- La délibération de la Commune d'Eguilles en date du 18 décembre 1998 approuvant la révision générale du Plan d'Occupation des Sols ainsi que ses évolutions dont la dernière en date du 12 décembre 2016

correspondant à la deuxième approbation de la modification n°5 ;

- Le courrier en date du 30 décembre 2020 de la Commune d'Eguilles.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instituer le Droit de Préemption Urbain.
- La nécessité de disposer de moyens réglementaires pour mettre en œuvre la politique foncière et favoriser l'aboutissement des projets sur la Commune d'Eguilles.

##### **Délibère**

##### **Article unique :**

Est confirmée l'instauration du Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (NA) du Plan d'Occupation des Sols en vigueur d'Eguilles conformément au plan joint en annexe.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 124**

**AVIS - Instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le secteur des Jalassières - Commune d'Eguilles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales.

L'article L. 211-2 alinéa 2 du Code de l'urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), il est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain (DPU).

Par délibération en date du 11 mars 2017, la Commune d'Eguilles a approuvé son Plan Local d'urbanisme puis a instauré, suite aux évolutions de zonage un nouveau Droit de Préemption par délibération en date du 14 décembre 2017 ;

Par délibération n°URB 021-5152/18/CM en date du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a instauré un Droit de Préemption Renforcé (DPUR) sur le secteur des Jalassières à Eguilles.

Par jugements n°1706327 et n° 1706513 du Tribunal Administratif de Marseille du 26 octobre 2020, la délibération du Conseil Municipal d'Eguilles en date du 21 mars 2017 portant approbation du Plan local d'Urbanisme (PLU) de la Commune d'Eguilles a été annulée.

Conformément aux articles L.600-12 et L.174-6 du Code de l'urbanisme, ces jugements ont eu pour effet de remettre en vigueur le document d'urbanisme immédiatement antérieur. En l'espèce pour la commune d'Eguilles c'est le plan d'occupation des sols (POS) du 27 janvier 1988 qui s'applique dans sa version modifiée pour la dernière fois lors de la deuxième approbation de la modification n°5 en date du 12 décembre 2016.

Pour une meilleure lisibilité, une nouvelle délibération prévoit de confirmer l'instauration du Droit de Préemption sur l'ensemble des zones U et NA du POS dans sa version actuellement en vigueur conformément à la demande de la commune par courrier en date du 30 décembre 2020.

S'agissant de la zone des Jalassières d'environ 70 hectares, située dans la partie Sud de la commune, le long de la route départementale 10, elle est classée en zone UE et 1NAE au POS en vigueur. Elle présente, à ce jour, une activité économique diversifiée (industrielle, commerciale, artisanale et tertiaire) et quelques habitations. Elle connaît néanmoins des difficultés en termes de trafic, de stationnement, de réseaux et d'organisation interne. L'ensemble comprend également plusieurs parcelles mutables ou non bâties et représente donc une disponibilité foncière importante pour la commune.

Du fait de ces enjeux, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune et les services de l'Etat ont

engagé une réflexion conjointe sur le secteur des Jalassières, avec l'appui de l'agence d'urbanisme du Pays d'Aix, et l'Etablissement public foncier, qui sera traduite à terme dans le futur PLUi.

Plusieurs outils complémentaires ont été mis en place.

Par délibération n° URB 015-7386/19/BM de la Métropole en date du 19 décembre 2019, un périmètre d'étude sur le projet de réaménagement du secteur des Jalassières a été délibéré.

Afin de mener à bien les projets, une convention d'intervention foncière a été signée entre la Métropole, la Commune d'Eguilles, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le périmètre.

Dans la continuité pour faciliter l'aboutissement des projets menés dans ce périmètre, il importe que toutes les transactions intervenant dans ce secteur soient connues afin de permettre la mobilisation des terrains nécessaires.

Or, l'instauration d'un droit de préemption simple n'est pas suffisant.

En effet, l'article L211-4 du Code de l'urbanisme exclut de ce droit de préemption urbain les cas suivants : - l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, le tout compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété soit depuis plus de dix ans, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution ; - la cession de parts ou d'actions de société constituée en vue de l'attribution d'immeubles aux associés par fractions divisées ou de société coopérative de construction et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ; - l'aliénation d'un immeuble bâti pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

L'article précise que ces cessions peuvent être soumises au droit de préemption si le titulaire décide de l'appliquer par une délibération motivée.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre de la convention d'intervention foncière.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R. 211-2 du Code de l'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 210-1 et L. 211-1 et suivants, R. 211-1 et suivants et L. 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération de la Commune d'Eguilles en date du 18 décembre 1998 approuvant la révision générale du Plan d'Occupation des Sols ainsi que ses évolutions dont la dernière en date du 12 décembre 216 correspondant à la deuxième approbation de la modification n°5 ;
- La délibération n°URB 007-1225-16-BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole, l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune d'Eguilles sur le secteur des Jalassières d'une superficie de 72 hectares environ ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 confirmant le droit de préemption urbain sur la Commune d'Eguilles ;
- Le courrier en date du 30 décembre 2020 de la Commune d'Eguilles.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur la Commune d'Eguilles.
- La nécessité de disposer de moyens réglementaires pour favoriser l'aboutissement des projets sur le secteur des Jalassières.

**Délibère**

**Article unique :**

L'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le secteur des Jalassières est approuvée conformément au plan joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55

Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire - PLU, PLUi et urbanisme**

### **2021 CT2 125**

**AVIS - Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine de la Commune de Pertuis - Commission Locale - Renouvellement des membres**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement a institué en lieu et place des Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP), les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

Par délibération n°13.URBA.099 du 22 mai 2013, le Conseil Municipal de la Commune de Pertuis a acté la transformation de la ZPPAUP existante sur le territoire communal en AVAP et a procédé à l'élection des membres composant la Commission Locale AVAP (CLAVAP) prévue par le Code du Patrimoine.

La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, de l'architecture et au patrimoine, ainsi que son décret d'application n°20917-456, ont substitué à l'ensemble des périmètres de protection du patrimoine existant un outil unifié dénommé Site Patrimonial Remarquable (SPR).

Néanmoins, l'article 114 de la loi susmentionnée précise que les projets d'AVAP « *mis à l'étude avant la date de publication de la présente loi* » sont instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du Code du Patrimoine, dans leur rédaction antérieure à la présente loi » permettant la poursuite de la procédure d'élaboration de l'AVAP de Pertuis et nécessitant le maintien de la CLAVAP, constituée à cette fin.

Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de documents en tenant lieu sur le périmètre de toutes ses communes membres, fondant sa compétence en matière d'élaboration des AVAP sur son territoire.

Par délibération n°17-DU-390 du 5 décembre 2017, la Commune de Pertuis a demandé la poursuite de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, demande actée par délibération n°URB 014-3572/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018.

Cette procédure d'élaboration demeure en cours à ce jour et il est nécessaire, pour faire suite au renouvellement des mandats municipaux et métropolitains intervenus en 2020, de renouveler la composition de la Commission Locale AVAP de Pertuis.

La CLAVAP instituée pour la Commune de Pertuis aura pour mission principale de participer à la finalisation du dossier de l'AVAP qui se déroulera en 2021-2022. L'instauration de cette AVAP permettra la coordination des règles urbanistiques applicables à l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis avec celles issues de la modification n°4 du PLU de Pertuis, dont le lancement a été approuvé par délibération n°URBA 007-9296/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020. Il s'agit d'un préalable nécessaire à la réalisation de cette opération de 4000 logements dans le planning prévu.

En vertu des articles L. 642-3 et D. 642-2 du Code du Patrimoine, dans leurs versions demeurées applicables en application de l'article 114 de la loi du 7 juillet 2016 précitée, la Commission Locale est composée des membres suivants :

- Des représentants de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale intéressés ;
- Le Préfet ou son représentant ;
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant ;
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles ou son représentant ;
- Des personnes qualifiées, d'une part, au titre de la protection du patrimoine et, d'autre part, au titre, des intérêts économiques concernés.

Outre les membres de droit précités, il est proposé de renouveler les membres élus de la Commission Locale de l'AVAP de Pertuis et d'adopter la composition suivante :

- Monsieur Roger PELLENC, Conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vice Président du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Pertuis,
- Madame Marie-Ange CONTE, Conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Adjointe au Maire de Pertuis ;

- Monsieur Jean-Michel APPLANAT, Adjoint au Maire de Pertuis en charge de l'urbanisme ;
- Monsieur Jacques BARONE, Adjoint au Maire de Pertuis, en charge du tourisme et du patrimoine ;
- Madame Corinne DUPAQUIER, Adjointe au Maire de Pertuis en charge de la rénovation du centre-ville et de la concession d'aménagement.

Au titre des « personnalités qualifiées » il est proposé de désigner les membres suivants :

- Personnalités qualifiées au titre de la protection du patrimoine :
  - Monsieur Patrick COHEN, responsable du pôle « patrimoine culturel et aménagement durable du territoire » du Parc Naturel Régional du Luberon ;
  - Madame Elisabeth BRESLIN, paysagiste, Atelier Paysage.
- Personnalités qualifiées au titre des intérêts économiques :
  - Monsieur Régis CASOLI, Architecte et maître d'ouvrage ;
  - Monsieur Manuel CANAS, Architecte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code du patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement notamment son article 28 ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, de l'architecture et au patrimoine, notamment son article 114 ;
- Le décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux AVAP notamment son article 1<sup>er</sup> ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Commune de Pertuis, n°2007-CTM-091, du 19 décembre 2007, approuvant la ZPPAUP ;

- L'arrêté préfectoral du 19 février 2008 portant création de la ZPPAUP de la Commune de Pertuis ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Commune de Pertuis, n°13.URBA.099, du 22 mai 2013, actant la transformation de la ZPPAUP en AVAP et procédant à l'élection des membres composant la Commission Locale AVAP ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Commune de Pertuis, n°14.URBA.118, du 15 avril 2014, renouvelant la composition de la CLAVAP ;
- La délibération n°URB 014-3572/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, actant la poursuite de la procédure d'AVAP ;
- La délibération n°URB 053-7945/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 renouvelant les membres de la commission locale AVAP de la Commune de Pertuis ;
- La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pertuis et ses évolutions successives en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Commission Locale AVAP de la Commune de Pertuis nécessite d'être renouvelée du fait du résultat des élections municipales de juin 2020.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la compétence en matière de PLU et de documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le renouvellement de la Commission Locale AVAP de la Commune de Pertuis.

**Article 2 :**

Sont désignés membres de la Commission Locale AVAP de la Commune de Pertuis :

- Au titre des représentants élus :
  - Monsieur Roger PELLENC, Conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vice Président du Territoire du Pays d'Aix, Maire de Pertuis ;
  - Madame Marie-Ange CONTE, Conseillère de la Métropole Aix-

Marseille-Provence, Adjointe au Maire de Pertuis ;

- Monsieur Jean-Michel APPLANAT, Adjoint au Maire de Pertuis en charge de l'urbanisme ;
- Monsieur Jacques BARONE, Adjoint au Maire de Pertuis, en charge du tourisme et du patrimoine ;
- Madame Corinne DUPAQUIER, Adjointe au Maire de Pertuis en charge de la rénovation du centre-ville et de la concession d'aménagement.
- Personnalités qualifiées au titre de la protection du patrimoine :
  - Monsieur Patrick COHEN, responsable du pôle « patrimoine culturel et aménagement durable du territoire » du Parc Naturel Régional du Luberon ;
  - Madame Elisabeth BRESLIN, paysagiste, Atelier Paysage.
- Personnalités qualifiées au titre des intérêts économiques :
  - Monsieur Régis CASOLI, Architecte et maître d'ouvrage ;
  - Monsieur Manuel CANAS, Architecte.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 126**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cabriès - Modification n°2 - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de concertation de la procédure**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme

(PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires).

Le Conseil de la Métropole a défini, par délibération cadre n°URB 004-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, la répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dite de modification des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a défini la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cabriès, initialement approuvé le 23 mars 2017 par délibération du Conseil Municipal n°17/17 a fait l'objet d'une mise à jour n°1 de ses annexes par arrêté n°19/030/CM du 18 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses.

Par délibération n°URBA 001-8853/20/CM du Conseil de la Métropole du 19 novembre 2020, a été sollicité l'engagement d'une procédure de modification n°2 du PLU de la Commune de Cabriès.

Par arrêté n°21/004/CM du 1<sup>er</sup> février 2021 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la procédure de modification n°2 a été prescrite.

Par décision n°CU-2019-2337 rendue le 13 septembre 2019 après examen au cas par cas, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale a estimé que le projet de modification n°2 du PLU de la Commune de Cabriès devait être soumis à évaluation environnementale.

L'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme modifié par la loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) du 7 décembre 2020, prévoit que la modification d'un Plan Local d'Urbanisme soumise à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une concertation « *associant pendant toute la durée du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées* ».

L'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme précise que « *les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public.* »

Dans ce cadre, l'objectif poursuivi par la procédure de modification n°2 du PLU de la Commune de Cabriès ainsi que les modalités de concertation sont les suivants :

**- L'objectif poursuivi :**

L'objectif poursuivi par la procédure de la modification n°2 du PLU de la Commune de Cabriès

est l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AUE-f1p du lieu-dit « Lagremeuse ».

La délibération n°2020\_CT2\_366 du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020 a justifié l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AUE-f1p du secteur Lagremeuse pour la réalisation notamment d'équipements tels que le centre de secours départemental d'incendie et de secours.

**- Les modalités de concertation :**

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr/>), sur le registre numérique dédié (<https://www.registre-numerique.fr/cabries-plu-m2-concertation>) et dans un journal diffusé dans le département ;  
Cet avis précisera les dates de la concertation relative à cette procédure, concertation qui durera au moins un mois.

- Publication d'un avis par voie d'affichage au siège du Territoire du Pays d'Aix sis Hôtel de Boadès – 8 Place Jeanne d'Arc– 13626 AIX EN PROVENCE ainsi qu'au service urbanisme de la mairie de Cabriès - 3256 route de Violési13480 Cabriès ;

- Mise à disposition au service urbanisme de la Commune, situé 3256 route de Violési 13480 Cabriès, d'un registre papier destiné à recueillir les observations du public ;

- Mise à disposition d'un registre numérique sur lequel le public pourra, en plus du registre papier, déposer ses observations : <https://www.registre-numerique.fr/cabries-plu-m2-concertation>;

- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public : [cabries-plu-m2-concertation@mail.registre-numerique.fr](mailto:cabries-plu-m2-concertation@mail.registre-numerique.fr);

- Mise à disposition d'un dossier au service urbanisme de la Commune, situé 3256 route de Violési 13480 Cabriès, et sur le registre numérique (<https://www.registre-numerique.fr/cabries-plu-m2-concertation>).

L'ensemble de ces supports de concertation seront mis à disposition au moins un mois conformément aux dates définies dans l'avis de concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique ;
- La délibération n°187/17 du Conseil Municipal de la Commune de Cabriès du 23 mars 2017 approuvant le PLU de la Commune ;
- La délibération cadre n°URB 004-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, définissant la répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dite de modification des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URBA 001-8853/20/CM du Conseil de la Métropole du 19 novembre 2020 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la Commune de Cabriès ;
- La délibération n° 2020—CT2-366 du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020 justifiant l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AUE-f1p du secteur Lagremeuse pour la réalisation notamment d'équipements tels que le centre de secours départemental d'incendie et de secours ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'arrêté n°21/004/CM du 1<sup>er</sup> février 2021 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence prescrivant la procédure de modification n°2 du PLU de la Commune de Cabriès ;
- La décision n° CU-2019-2337 rendue le 13 septembre 2019 par la MRAe après examen au cas par cas, confirmant que le projet de modification n°2 du PLU de la Commune de Cabriès est soumis à évaluation environnementale ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cabriès et ses évolutions successives en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la procédure de modification n°2 du PLU de la Commune de Cabriès a été prescrite par arrêté n°21/004/CM du Conseil de la Métropole du 1<sup>er</sup> février 2021 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.
- Qu'il est nécessaire de définir l'objectif poursuivi et les modalités de concertation dans le cadre de ladite procédure.

## Délibère

### Article 1 :

Est fixé l'objectif poursuivi par la modification n°2 du PLU de la Commune de Cabriès tel qu'exposé ci-dessus.

### Article 2 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

### Article 3 :

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Cabriès ;
- Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- La présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 127**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Venelles - Révision générale - Compléments aux modalités de concertation en vue d'un nouvel arrêt du projet**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° URBA 001-8672/20/CM en date du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole a acté la reprise de la concertation et défini les modalités de concertation préalable au nouvel arrêt du projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Venelles.

Les modalités de concertation ainsi délibérées prévoyaient notamment l'organisation d'une « *réunion publique de présentation des évolutions à apporter au projet de PLU* ».

Toutefois, la persistance à ce jour de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 et les restrictions et interdictions de rassemblement qui ont été édictées pour combattre celle-ci sont susceptibles, si elles demeurent à l'avenir en vigueur, de faire obstacle au rassemblement physique des participants à une telle réunion.

Il est en conséquence proposé de compléter les modalités de concertation fixées par la délibération précitée de manière à prévoir que la réunion publique de présentation des évolutions à apporter au PLU de la Commune de Venelles puisse, si nécessaire, être organisée de manière dématérialisée, notamment par une solution de type visioconférence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n°URB 005-3563/18/CM date du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, définissant la répartition des compétences relatives à la procédure de révision générale des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° D2016-138AT du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2016 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Venelles ;
- La délibération n°D2016-139AT en date du 11 juillet 2016, par laquelle la Commune de Venelles a engagé la révision de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°D2017-166AT en date du 19 décembre 2017, par laquelle la Commune de Venelles a tiré le bilan de la concertation et arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération D2017-167AT en date du 19 décembre 2017, par laquelle la Commune de Venelles a sollicité la Métropole Aix-Marseille Provence afin qu'elle poursuive la procédure de révision générale qu'elle avait engagée ;
- Les délibérations n°D2017-75AT en date du 27 juin 2017 et n°D2017-76AT en date du 27 juin 2017, par lesquelles la Commune de Venelles a approuvé les modifications n°1 et n°2 de son plan local d'urbanisme ;
- La délibération n°URB 014-7117/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019, approuvant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles.
- La délibération n°URBA 001-8672/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que la persistance des restrictions et interdictions de rassemblement liées à la pandémie de COVID-19 nécessite de prévoir la possibilité de recourir à des modalités dématérialisées de tenue de la réunion de présentation organisée au titre de la concertation sur le nouvel arrêt du projet de PLU de la commune de Venelles.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée, sur le point suivant, la modification des modalités de concertation préalable au nouvel arrêt du projet dans le cadre de la révision générale du PLU de Venelles, fixées par la délibération n°URBA 001-8672/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 :

Dans le cadre de la concertation complémentaire menée au titre du nouvel arrêt du projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles, la réunion publique de présentation des évolutions à apporter au projet de PLU pourra être organisée de manière dématérialisée, notamment par une solution de type visioconférence.

### Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Venelles.
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Habitat et aménagement du territoire - Opérations d'aménagement

### 2021 CT2 128

#### **AVIS - Attribution d'un fonds de concours pour l'aménagement du secteur Bel Ombre sur la Commune de Bouc-Bel-Air**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis décembre 2013, la Commune de Bouc-Bel-Air, l'EPF PACA et le Territoire du Pays d'Aix mènent une opération d'aménagement sur le secteur Bel Ombre visant à réaliser 120 logements diversifiés dont 50 % de logements locatifs sociaux. Le tènement foncier en question constitue une dent creuse dans le tissu urbain de la Commune et contribue en ce sens à développer l'offre de logement en limitant l'étalement urbain.

Ce projet d'aménagement a ainsi été identifié dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays d'Aix, comme opération exemplaire et déclaré d'intérêt communautaire en décembre 2015, puis d'intérêt métropolitain en octobre 2017.

Par ailleurs, pour accompagner le développement de ce secteur, il est prévu la réalisation de travaux d'aménagement :

- La réhabilitation de la bastide existante pour y installer des services publics ;
- L'extension du groupe scolaire rendu nécessaire par le projet immobilier ;
- La réalisation d'aménagements extérieurs (parkings, voiries, mail et places publiques).

Le coût global estimé pour la réalisation de ces équipements publics s'élève 5.959.894,02 € HT, dont 284.500 € d'études, 2.845.000 € de travaux, et 2.830.394,02 € de foncier.

La Commune a sollicité l'aide financière de la Métropole et du Conseil Régional pour l'aménagement du secteur Bel Ombre et un plan de financement a été approuvé par les partenaires en 2018 : l'engagement financier de la Métropole s'élevait à 2.409.947,01 € et 1,14 M€ pour la Région.

Toutefois, début 2020, la Commune a dû procéder rapidement à l'acquisition auprès de l'EPF des parcelles nécessaires à la réalisation des équipements publics et, à ce titre, la participation de la Région a été entièrement sollicitée ainsi qu'une part de la participation de la Métropole.

Ainsi, à ce jour, le plan de financement pour la réalisation de cette opération, hors foncier, est le suivant :

	Montant HT	Pourcentage
Métropole	1.584.750 €	50%
Commune	1.584.750 €	50%
TOTAL	3.129.500 €	100 %

Compte tenu des modalités d'intervention, et à la demande de la Commune qui souhaite mener l'opération, l'intérêt métropolitain a été retiré lors du

Conseil de la Métropole du 18 février dernier. Il a été proposé de maintenir le plan de financement approuvé par le biais d'une convention de fonds de concours spécifique à cette opération d'aménagement.

Par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a adopté le Règlement Budgétaire et Financier qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

L'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux Métropoles par renvoi de l'article L5217-7 prévoit que pour financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés.

Conformément au règlement financier approuvé par la Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans ce cadre doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune bénéficiaire.

Cependant, compte tenu du retard pris pour la réalisation du projet suite à la procédure de retrait de l'intérêt métropolitain du projet et des sommes qui ont déjà été mobilisées par la Commune pour acquérir les parcelles, il est proposé de déroger au règlement budgétaire et financier métropolitain en procédant aux versements suivants :

- 5% à la présentation de l'acte juridique marquant le début de la réalisation des études préalables,
- 45% à la présentation de l'ordre de service de démarrage des travaux ;
- Le solde à la réception des travaux.

De même, compte tenu de l'ampleur et des contraintes techniques particulières de l'opération, par dérogation audit règlement, le bénéficiaire du fonds de concours doit achever l'opération dans un délai de cinq ans à compter de la notification de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015\_A\_326 du Conseil communautaire du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire l'opération d'aménagement du secteur Bel Ombre ;
- La délibération n°URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 reconnaissant l'intérêt métropolitain de l'opération Bel Ombre à Bouc-Bel-Air ;
- La délibération n°2018\_CT\_148 du Conseil de Territoire du 15 mai 2018 approuvant la maquette financière du projet Bel Ombre ;
- La délibération n°18.08.11 du Conseil Municipal du 5 novembre 2018 approuvant la maquette financière du projet ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.
- La délibération n°URBA 022-9672/21/CM du Conseil de Métropole du 18 février 2021 retirant l'intérêt métropolitain de l'opération Bel Ombre à Bouc Bel Air ;
- La convention de fonds de concours ci-jointe.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'accompagner la réalisation d'une opération d'ensemble sur la Commune de Bouc-Bel-Air favorisant la création de logements sociaux, et prévoyant l'extension d'un groupe scolaire, la rénovation d'une bastide destinée à recevoir un équipement public, ainsi que la réalisation de travaux d'aménagement extérieurs.
- Qu'il convient de confirmer la participation de la Métropole en investissement à cette opération en fonds de concours à hauteur de 1 564 750 €.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribué un fonds de concours à la Commune de Bouc-Bel-Air d'un montant de 1 564 750 euros pour les travaux d'équipements rendus nécessaires par l'opération d'aménagement du secteur Bel Ombre.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Bouc-Bel-Air.

**Article 3 :**

Madame le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents s'y afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 129**

**AVIS - Approbation du contrat de concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la Zone d'Aménagement Concerté Eco-Quartier du Vallat à Meyrargues**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Meyrargues est propriétaire d'un tènement foncier de 2,5 hectares au centre du village. L'enjeu de l'urbanisation de ce site étant particulièrement important, la ville a sollicité dès 2014 la Communauté du Pays d'Aix en vue de réaliser une étude de faisabilité qui a permis d'élaborer un projet d'aménagement. L'opération a ainsi été déclarée d'intérêt communautaire en novembre 2015, puis d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017.

Ce tènement foncier se situe sur l'ancien stade de football, désormais délocalisé sur le plateau sportif de la ville, et représente une opportunité exceptionnelle de réaliser une opération de renouvellement urbain en plein cœur de ville.

Ce projet identifié dans le PLU de Meyrargues a fait l'objet d'une OAP (Orientation d'Aménagement et de

Programmation) visant à produire un nouveau quartier d'habitat mixte d'environ une centaine de logements, accompagnés de services et commerces de proximité, comprenant 40 % de logements sociaux. Il est aussi inscrit dans le Contrat de Mixité Sociale signé entre l'État et la commune pour répondre à ses engagements en terme de production de logements aidés.

Sur la base du programme arrêté dans l'étude de faisabilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié en 2016 à la SPLA Pays d'Aix Territoires, une convention de mandat en vue d'élaborer les études préalables au dossier de création de ZAC. La ZAC s'est en effet avérée la procédure adéquate au regard de l'importance du projet pour la Commune et de sa volonté d'engager une concertation tout au long de sa mise en œuvre. Celle-ci a été lancée par délibération du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017.

Dans l'optique de réaliser un quartier exemplaire sur le plan environnemental, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune se sont engagées dans une démarche de labellisation Eco Quartier, portée par les Ministères de la Transition énergétique et de la Cohésion des Territoires. Cette démarche sera aussi portée par le futur aménageur de la ZAC.

La procédure de concertation s'est déroulée sur les années 2018 et 2019 ; le bilan de cette concertation a été adopté en Conseil de la Métropole le 24 octobre 2019. L'étude d'impact et l'ensemble des études préalables nécessaires à l'élaboration du dossier de ZAC ont été réalisées et mises à disposition du public par voie électronique.

La ZAC a été créée par délibération n°URBA 018-9668/21/CM du Conseil de la Métropole du 18 février 2021 et le bilan de la participation par voie électronique adopté lors de ce même Conseil. L'opération repose sur un programme d'environ 90 logements pour une surface d'environ 7 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher, quelques commerces de proximité en rez de chaussée, une maison médicale (pour environ 2 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher) ainsi que la réalisation d'une place publique donnant sur le Vallat. Ce projet comprend également l'aménagement des espaces et équipements publics sur 8 700 m<sup>2</sup> comprenant voiries, réseaux, stationnements, espaces verts publics...

Une concession d'aménagement constitue l'outil le plus approprié pour répondre à tous ces objectifs. Elle permettra d'engager les travaux de viabilisation et d'espaces publics, et de procéder à une consultation d'opérateurs pour la réalisation du programme immobilier.

En accord avec la Commune de Meyrargues, il est proposé de confier la réalisation de cette opération à la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre d'un contrat de concession d'aménagement. La passation de ce contrat est réalisée sans mise en concurrence, conformément aux dispositions de l'article L.2511-2

du Code de la commande publique et de l'article L.300-5-2 du Code de l'urbanisme.

Le foncier maîtrisé par la Commune sera acquis par la SPLA pour la réalisation des logements. Le foncier nécessaire à la réalisation des équipements publics et à la viabilisation sera mis à disposition de la SPLA par la Commune.

A ce titre, la SPLA Pays d'Aix Territoires aura en charge de réaliser et de mener à bien l'aménagement du quartier du Vallat à Meyrargues, et plus particulièrement :

- le dossier de réalisation de la ZAC, les études opérationnelles (techniques, urbanistiques et environnementales) et de maîtrise d'œuvre nécessaires à la mise en œuvre de l'opération,
- le choix de l'architecte-urbaniste coordinateur de la ZAC et l'élaboration du Cahier des Charges de Cession de Terrains, ainsi que son annexe environnementale, urbaine et paysagère, qui édictera des prescriptions pour les projets de construction et d'aménagement,
- la mise en œuvre de la démarche Eco Quartier en lien avec la Commune et la Métropole,
- la maîtrise foncière et la libération des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération,
- la réalisation des travaux et équipements concourant à la viabilisation et à l'aménagement des espaces publics,
- la commercialisation des différents lots prévus dans l'opération, en procédant à la consultation de promoteurs en vue de réaliser le programme immobilier.

Cette concession d'aménagement est d'une durée de 5 ans.

Le bilan prévisionnel de la concession, tel qu'annexé au contrat de concession, est estimé à 4 599 894 € HT en dépenses. Les recettes prévisionnelles de l'opération seront pour partie assurées par la cession des charges foncières estimées à 2 299 920 € HT. La participation totale du concédant à l'équilibre de l'opération est de 2.300.000 €. Elle sera versée suivant un échéancier prévisionnel précisé dans le contrat. Le prix du foncier appartenant à la Commune sera évalué selon une estimation de la Direction de l'Immobilier de l'État. Le prix de cession tiendra compte de l'apport à titre gratuit par la Commune de l'emprise foncière nécessaire à l'accueil des logements sociaux.

La rémunération du concessionnaire pour mener à bien l'ensemble de ses missions est une rémunération forfaitaire d'un montant de 315 000 €. Elle sera versée annuellement sur la durée de la concession.

Le contrat de concession ci-annexé fixe les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles l'aménageur réalisera ses

missions, sous le contrôle de la collectivité. A ce titre, deux organes de pilotage seront institués afin de permettre l'examen et le suivi de l'opération d'aménagement, le Comité Technique et le Comité de Pilotage, qui de par leur composition incarneront le contrôle structurel de la collectivité sur le suivi de l'opération engagée.

Le contrat de concession pourra être modifié par voie d'avenant pour tenir compte des évolutions qui seraient apportées à l'opération d'aménagement.

Une Autorisation de Programme d'un montant de 2,8 Millions d'euros a d'ores et déjà été votée dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix et couvre les besoins de l'opération d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.213-3, L.300-1 et L300-4, L.300-5 et suivants ;
- La délibération n°2015\_A254 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 novembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'îlot du stade à Meyrargues ;
- La délibération n°023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 définissant l'intérêt métropolitain pour la définition, création, et réalisation d'opérations d'aménagement ;
- La délibération n° 036-2794/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 décidant le lancement de la procédure de ZAC, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation de l'opération d'aménagement du Vallat à Meyrargues ;
- La délibération n°005-7108/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 tirant le bilan de la concertation et définissant les modalités de la participation du public par voie électronique pour

l'opération du Quartier du Vallat à Meyrargues ;

- La délibération n° URBA 019-9669/21/CM du Conseil de la Métropole du 18 février 2021 approuvant le bilan de la participation du public par voie électronique de la ZAC Eco Quartier du Vallat à Meyrargues ;
- La délibération n° URBA 018-9668/21/CM du Conseil de la Métropole du 18 février 2021 approuvant le dossier de création de la ZAC Eco Quartier du Vallat à Meyrargues ;
- Le traité de concession ci-annexé.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de développer l'offre de logements mixtes sur la Commune de Meyrargues.
- La nécessité d'accompagner la mutation d'un ancien équipement sportif en nouveau quartier ouvert sur un vallon, et d'en assurer la greffe urbaine.
- Le contrat de concession d'aménagement, ci-annexé, qui a pour objet de fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles le concessionnaire réalisera ses missions, sous le contrôle de la Métropole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le contrat de concession d'aménagement, ci-annexé, pour l'aménagement de la ZAC Eco Quartier du Vallat à Meyrargues à conclure avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le contrat de concession et tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire (budget 0120), en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162366, Nature 4581, Fonction 515, Autorisation de Programme DI366AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi - Zones d'activités**

### **2021 CT2 130**

**AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement SEBA Experts/MARTINOD/GIRUS GE relatif au marché de maîtrise d'œuvre de la ZAC de la Gare à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation des infrastructures publiques de la ZAC de la Gare à Aix-en-Provence, la société « 13 Développement » a signé en mai 2005 un marché de maîtrise d'œuvre (n°901/001, anciennement numéroté 291/007) avec le groupement SEBA Méditerranée (mandataire) / MARTINOD / GIRUS.

De plus, un marché complémentaire (n°901/004, anciennement numéroté 291/016) pour la réalisation d'études complémentaires au marché initial de maîtrise d'œuvre avait été également notifié à SEBA le 26 avril 2012.

Ces deux marchés ont été par la suite transférés à la société publique locale « TERRA 13 » le 5 février 2014.

Il est précisé que SEBA Méditerranée a changé de dénomination sociale pour devenir SEBA Experts, et GIRUS est devenu GIRUS GE. Ce changement est effectif depuis le 30 septembre 2016, et les autres mentions légales de la société restent inchangées.

Après la dissolution du Syndicat Mixte d'Etudes, d'Aménagement, d'Équipement et de Gestion de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois et son intégration dans la Métropole Aix-Marseille Provence, il a été décidé la résiliation amiable de la convention publique d'aménagement conclue avec la

SPL « TERRA 13 » sur la ZAC de la Gare, par protocole n°18/0364 notifié le 6 juin 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence intervient désormais au lieu et place de la société « Terra 13 » et se trouve substituée dans les droits et obligations nés des contrats en cause.

Dès lors, il revient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur les modalités juridiques et financières par lesquelles il est mis fin aux deux marchés la liant au Groupement.

Dans ce cadre, avant toute décision mettant un terme formel à ces deux marchés et suite à la réception des projets de décompte de résiliation, le mandataire du Groupement solidaire a présenté plusieurs demandes à la Métropole.

La résiliation des deux marchés en cause appelait en effet, selon SEBA Experts, le versement par la Métropole d'un solde global de 40 375,90 euros HT, soit 48 451,08 euros TTC, correspondant, d'une part, à l'indemnité contractuelle de résiliation et, d'autre part, à des prestations dont il estimait ne pas avoir obtenu le paiement.

La Métropole ayant fait connaître son désaccord sur certains points, les parties ont choisi de se rapprocher et c'est dans ce contexte qu'elles ont convenu de mettre un terme définitif et amiable à leur différend par l'établissement d'un protocole transactionnel, dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction librement consentie.

Il en ressort donc que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à régler au groupement dont le mandataire est la société SEBA Experts une somme globale de 21 360,15 euros, comprenant 1 329,79 euros au titre de la TVA et décomposée comme suit :

Au titre de la résiliation du marché n° 901/001, la Métropole règlera à SEBA EXPERTS une somme globale de 20 732,10 euros, comprenant 1 234,39 euros au titre de la TVA.

- 6 171,94 euros HT soit 7 406,33 euros TTC au titre du solde des prestations exécutées par le Groupement.

Et

- 13 325,77 euros, somme non soumise à TVA, au titre de l'indemnité contractuelle assise sur la valeur des prestations non réalisées à la date de résiliation.

Au titre de la résiliation du marché n° 901/004, la Métropole règlera à SEBA EXPERTS une somme globale de 628,05 euros, comprenant 95,40 euros au titre de la TVA.

- 477,00 euros HT soit 572,40 euros TTC au titre du solde des prestations exécutées par le Groupement.

Et

- 55,65 euros, somme non soumise à TVA, au titre de l'indemnité contractuelle assise sur la valeur des prestations non réalisées à la date de résiliation.

Ce protocole transactionnel accepté par SEBA Experts est joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Les deux marchés de Maîtrise d'Œuvre conclus avec le groupement conjoint SEBA Experts (Mandataire) / MARTINOD / GIRUS GE ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par le groupement SEBA Experts (Mandataire) / MARTINOD / GIRUS GE le 15 Mai 2020, suite à la réception des projets de décompte, concernant les marchés susvisés ;
- Le protocole transactionnel ci-joint.

#### **Oùï le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la mise en œuvre de ce protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de la résiliation des deux marchés de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des infrastructures publiques de la ZAC de la Gare, et entraîne le renoncement par le groupement à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le titulaire du marché susvisé, portant sur un montant d'indemnité globale forfaitaire fixé à 21 360,15 euros

TTC, comprenant 1 329,79 euros au titre de la TVA, selon la décomposition précisée ci-dessus.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel, ainsi que toutes les pièces assurant sa mise en œuvre.

#### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 0120 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182316, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme DI316AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 131**

**AVIS - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial pour la zone de Coudourousse à Meyrargues entre la Métropole et McDonald France**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Meyrargues a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 5 juillet 2017. Parmi les différents secteurs de développement de l'urbanisation définis dans ce document figure la zone 1AUE-c sur le secteur de Coudourousse, située au Nord-Est de la Commune et en bordure de la RD 96. Le règlement du PLU définit la zone 1AUE-c comme une zone à urbaniser à dominante d'activités économiques, à caractère de commerce, artisanat et activités de services, insuffisamment équipée, dont l'urbanisation pourra se réaliser, soit par une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements.

La zone 1AUE-c fait par ailleurs l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP « secteur de la Coudourousse et de la gare ») indiquant les grands principes d'aménagement du secteur.

Ce site, aujourd'hui peu valorisé, présente un potentiel de développement le long de l'axe RD 96n avec notamment le projet de réalisation d'un pôle d'échanges autour de la gare SNCF existante. Ainsi, un programme de travaux a été validé, il vise à restructurer et redimensionner les espaces publics et créer un pôle d'échanges. Par ailleurs, ce site fait partie des périmètres de ZAE du Pays d'Aix, le Territoire du Pays d'Aix est donc le maître d'ouvrage des travaux qui seront réalisés.

Par délibération du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, il a été décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur une partie de la zone 1AUE-c, dit « Coudourousse » sur une surface d'environ 4,6 hectares, afin de faire participer les opérateurs au financement des infrastructures nécessaires à la requalification de la zone.

Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 1 651 000 € HT sur l'ensemble du périmètre de PUP. En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux est réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité, soit une participation moyenne d'environ 80 % à la charge des opérateurs sur le montant total des travaux et 20 % à la charge de la Métropole. Aussi, la participation des opérateurs est fixée à 61 € HT /m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Les tableaux présentant le programme des équipements publics, les maîtrises d'ouvrage et leur répartition financière sont joints à la convention de PUP ci annexée.

Mc Donald's souhaite ouvrir un restaurant sur le site de Coudourousse pour une surface de plancher de 484 m<sup>2</sup>.

La participation totale de l'opérateur s'élève donc à 29 524 €, répartie de la manière suivante :

- Participation en nature de 9 229 € avec l'apport du foncier nécessaire à la réalisation de la voirie et des réseaux, conformément à l'estimation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat pour une surface de 839 m<sup>2</sup> ;
- Participation en numéraire de 20 295 €.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Seul maître d'ouvrage de l'opération, la totalité des participations lui sera versée directement, conformément aux modalités de participation prévues dans la convention.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

En application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme et du principe de non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas versée par l'opérateur, qui finance déjà le renforcement des réseaux d'eaux usées.

Il convient donc d'approuver la convention de PUP ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre de PUP, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la Commune.
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés dans le cadre du PUP.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le périmètre du PUP instauré par délibération n°URB 049-7941/19/CM du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2019 pour une durée de 15 ans à partir de cette date.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole et Mc Donald's France.

#### **Article 3 :**

Sont exclues les constructions édifiées dans le périmètre du PUP du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 10 ans.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

#### **Article 5 :**

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain (0101) en section d'investissement : Chapitre 13, Nature 1348, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021\_CT2\_132**

**AVIS - Budget Principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement- ZA de Coudourousse à Meyrargues - chemin des Bouches-du-Rhône**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) décidait lors du Conseil Communautaire du 24 juin 2005 de déclarer la zone d'activités de Meyrargues d'intérêt communautaire. Une autorisation de programme de 1 920 000 € a été créée par délibération du Conseil Communautaire du 3 février 2006 pour le réaménagement du secteur d'activités.

Une première opération de réhabilitation a été portée par la CPA en 2013 en entrée du secteur de Meyrargues Nord Coudourousse, aux abords de la

RD96. L'opération portait sur la sécurisation de la voirie et l'intégration des modes doux. L'opération s'élevait à 904 761 € TTC.

En 2013, la Direction des transports de la CPA s'engageait dans la réalisation du Pôle d'Echanges de Meyrargues situé à l'Est de la zone d'activités. Pour accompagner les travaux de la direction des transports, la CPA décidait, au titre de la réhabilitation des ZAE, de réhabiliter la partie Ouest du chemin des Bouches-du-Rhône (BdR) en continuité des travaux du PEM.

Le coût global de cette opération de réhabilitation s'élevait à 550 000 € TTC.

Entre temps le programme de l'opération du PEM a évolué et les aménagements connexes initialement prévu ont été retirés, il s'agit des aménagements suivants :

- L'élargissement du chemin des Bouches-du-Rhône sur sa partie Est (liaison PEM et partie centrale de la ZA) ;
- La création d'une voie d'accès au chemin des Bouches-du-Rhône depuis le giratoire central sur la RD96 ;
- L'agrandissement du giratoire central existant sur la RD96.

Ces aménagements connexes ont été retiré de l'opération PEM car ils ne sont plus nécessaires à l'accessibilité de celui-ci. En effet un nouvel accès en liaison directe avec la RD96 sera créé via un carrefour à feux plus à l'Est de la zone.

Quoi qu'il en soit l'agrandissement du giratoire, la création du barreau d'accès au chemin des Bouches-du-Rhône et l'élargissement du chemin des Bouches-du-Rhône sont des aménagements indispensables à l'implantation de nouvelles activités. Il n'est pas envisageable de devoir passer par le PEM pour accéder à la zone d'activités. Le recalibrage du chemin des Bouches-du-Rhône est également indispensable pour permettre l'arrivée de nouvelles entreprises de part et d'autre, actuellement ce chemin est étroit et les véhicules ne peuvent pas se croiser. Il n'y a aucune sécurisation des piétons ni des cycles. Ce chemin n'est absolument pas adapté à un trafic tel qu'il sera attendu lorsque les activités s'implanteront.

Il est donc aujourd'hui nécessaire d'intégrer ces aménagements dans l'opération de réhabilitation de Meyrargues. Le coût global de ces travaux de réhabilitation réévalués, comprenant le chemin des Bouches-du-Rhône ainsi que l'agrandissement du giratoire et la création du barreau de liaison entre le giratoire et le chemin des Bouches-du-Rhône, y compris études, s'élève à 2,79 M€ TTC.

Ainsi donc le besoin en financement pour l'AP de Meyrargues s'élève à 3 694 761 € TTC (904 761 + 2 790 000).

Il est donc proposé de réévaluer l'AP à 3 700 000 €.

L'opération d'investissement DI610AP MEYRARGUES NORD, d'un montant de 1 920 000 € TTC inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire enregistrée dans l'autorisation de programme DI610AP doit être révisée pour un montant de 1 780 000 € TTC.

Il convient également d'ajuster l'intitulé de l'opération : DI610AP Meyrargues Nord ZA Coudourousse.

Cette révision porte le montant de l'opération DI610AP - « Meyrargues Nord ZA Coudourousse » de 1 920 000 € TTC à 3 700 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n°2005-A143 du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 24 juin 2005, déclarant la zone d'activités de Meyrargues d'intérêt communautaire ;
- La délibération n° 2013-A065 du Conseil communautaire du 6 juin 2013 validant le programme des travaux du pôle d'échanges ;
- La délibération n°2013-B345 du Bureau communautaire du 18 juillet 2013 validant le programme des travaux de réhabilitation de la Zone d'Activités de Meyrargues ;
- La délibération n°HN040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 1 780 000 € TTC de l'opération d'investissement DI610AP Meyrargues – Nord ZA Coudourousse afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 1 780 000 € TTC de l'opération d'investissement DI610AP Meyrargues – Nord ZA Coudourousse.

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI610AP- Meyrargues Nord ZA Coudourousse pour un montant 1 780 000 € TTC, Code AP DI610 AP Meyrargues Nord ZA Coudourousse.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée, établi comme suit :  
Montant initial de l'opération : 1 920 000 € T.T.C.  
Révision : + 1 780 000 € T.T.C

Montant final de l'opération : 3 700 000 € T.T.C.

Mandaté antérieur : 914 261,34 € TTC

Mandaté antérieur : 914 261,34 € TTC

CP 2021 (sous réserve de la DM1) : 1 235 000 € TTC

CP 2022: 1 200 000 € TTC.

CP 2023: 350 000 € TTC.

CP 2024 : 738,66 € TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 133**

**AVIS - Réhabilitation de Plan de Campagne - Validation d'un protocole d'accord entre la SCI Vendôme et la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté du Pays d'Aix, aujourd'hui la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'est engagée dans la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, avec pour objectifs la remise aux normes des ouvrages hydrauliques du site ainsi que l'amélioration de l'accessibilité, de la circulation interne et de la sécurité de la zone.

A ce titre, elle a lancé les études d'aménagement du collecteur d'eaux pluviales du chemin de Grande Campagne prescrit par l'arrêté préfectoral au titre de la Loi sur l'Eau du 11 avril 2011 (phase n°3b). Le programme de travaux a été validé par le Bureau communautaire du 19 juin 2014 sur la base d'un tracé qui passe, notamment, par le parking du centre commercial Avant-Cap, au pied du talus longeant le chemin de Grande Campagne (CV15).

Ce tracé impactant 12 parcelles appartenant à la SCI Vendôme Commerces, la Métropole a engagé des négociations avec cette société en vue d'obtenir une servitude de passage pour le collecteur.

Lors de ces négociations, plusieurs sujets ont été abordés :

- La question du gestionnaire du bassin de rétention enterré sous le parking du centre commercial Avant-Cap réalisé dans le cadre de l'aménagement de la ZAC de la Grande Campagne,
- La remise en état du bassin,
- L'implantation en partie sur les parcelles privées de la SCI de la voie réservée aux services de secours réalisée en 2014 par la Métropole,
- L'implantation partielle sur les parcelles privées de la SCI de deux voies majeures ouvertes à la circulation publique pour la partie nord de la zone d'activités de Plan de Campagne.

Actuellement, le bassin enterré recueille les eaux de ruissellement du parking du centre commercial, ainsi que celles provenant des parcelles voisines et de la voirie publique. Concernant la gestion du bassin, la SCI précise que ce dernier n'a pas été conçu pour récupérer les eaux pluviales des parcelles voisines. La réalisation du collecteur le long du chemin de Grande Campagne a justement vocation à déconnecter de ce bassin les eaux pluviales des parcelles voisines.

Si la question du gestionnaire de cet équipement peut faire débat, la SCI précise qu'elle s'engage à récupérer la gestion de cet équipement dès lors que les eaux des parcelles voisines seront déconnectées et le bassin remis en état. En effet, un diagnostic en date d'août 2020 a mis en évidence la présence d'un volume important de boues et de déchets à l'intérieur de l'ouvrage, réduisant son volume de rétention et, ainsi, son efficacité.

En ce qui concerne la voie réservée aux services de secours, une servitude d'utilité publique avait été engagée par la Commune de Cabriès (alors compétente en matière de foncier), mais n'a jamais

été formalisée. A ce jour, la SCI se dit favorable à une régularisation.

Enfin, concernant les parcelles privées supportant deux voies ouvertes à la circulation publique, la SCI accepte de s'engager à maintenir ses voies ouvertes à la circulation publique et consent à travailler à une cession.

L'analyse de ces différents constats implique de parvenir aux objectifs suivants :

- L'obtention d'un accord formalisé de la SCI en vue de la constitution d'une servitude pour la mise en œuvre et l'exploitation du futur collecteur du CV15 au pied du talus du chemin de Grande Campagne,
- La réalisation par la Métropole dudit collecteur,
- La réalisation par la Métropole de la déconnexion des eaux voisines au bassin enterré situé sur la parcelle d'Avant-Cap,
- La remise en état du bassin de rétention enterré sous le centre commercial Avant-Cap par la Métropole,
- La remise en gestion du bassin de rétention enterré sous le centre commercial à la SCI,
- Le maintien de la voie de secours implantée le long de la RD6 réservée aux services de secours, par la mise en place d'une servitude,
- Le maintien permanent de la circulation publique sur les axes majeurs du chemin de Grande Campagne et du Barreau Nord-Sud, afin de permettre à la Métropole d'assurer la gestion et le maintien de ces équipements viaires.

Pour parvenir à ces objectifs, la Métropole et la SCI Vendôme Commerces se sont entendues pour signer un protocole d'accord transactionnel qui détaille les engagements de chacune des parties. Ce protocole permettra ainsi à la Métropole de réaliser les travaux d'aménagement du collecteur du chemin de Grande Campagne et de réfection du bassin enterré sous le parking d'Avant-Cap. Il permettra également de mettre un terme au différend qui oppose la Métropole et la SCI quant à la propriété et au régime de responsabilité applicable au bassin de rétention enterré.

Il est donc proposé de signer avec la SCI Vendôme Commerces le protocole d'accord ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 057-1337/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant la révision de l'autorisation de programme de 5,5 M€ pour l'aménagement des collecteurs Ouest et VC15 ;
- La délibération n°2017\_CT2\_029 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 2 février 2017 approuvant la modification du programme de l'opération du collecteur pluvial VC15 et autorisant la signature de l'avenant n°2 de la convention d'aménagement passée avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2020\_CT2\_376 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020 validant le lancement des études de remise en état du bassin enterré sous le centre commercial Avant-Cap et autorisant la signature de l'avenant n°4 de la convention d'aménagement passée avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires ».

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de réaliser le collecteur d'eaux pluviales du chemin de Grande Campagne prescrit par arrêté préfectoral au titre de la Loi sur l'Eau.
- La nécessité de remettre en état le bassin de rétention enterré sous le centre commercial Avant-Cap.
- La nécessité de mettre un terme au différend qui oppose la Métropole et la SCI Vendôme Commerces quant à la propriété et au régime de responsabilité applicable au bassin de rétention précité.
- La nécessité de maintenir la voie de secours implantée le long de la RD6 réservée aux services de secours.
- La nécessité de maintenir la circulation publique sur les axes majeurs du chemin de Grande Campagne et du Barreau Nord-Sud.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole d'accord transactionnel entre la Métropole et la SCI Vendôme Commerces annexé à la présente délibération.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole d'accord transactionnel et les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 134**

### **Réhabilitation de la ZA de Coudourousse à Meyrargues - chemin des Bouches-du-Rhône - Modification du programme de l'opération**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de réhabilitation des Zones d'Activités Économiques, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) s'engageait en 2013 dans la réhabilitation du secteur d'activités de Coudourousse sur la Commune de Meyrargues.

Cette opération de réhabilitation a été engagée conjointement avec la réalisation d'un pôle d'échanges multimodal (PEM) au niveau de la gare SNCF située à l'Est de la ZA de Coudourousse, opération relevant de la compétence Mobilité, dans le périmètre de laquelle était comprise la réhabilitation de la partie Est du chemin des Bouches du Rhône (ci-après BdR) jusqu'à l'accès central de la Zone d'Activités (ci-après ZA).

La réhabilitation de la partie Ouest du chemin des BdR jusqu'à l'extrémité de la ZA au droit du chemin du Moulin de Girovai était quant à elle incluse dans le périmètre de l'opération de requalification de la ZA.

En raison de problématiques foncières compromettant les objectifs temporels de livraison du PEM, la Direction des Infrastructures, Stationnement et Equipement de Mobilité a finalement prévu d'aménager un autre accès au PEM en réalisant un carrefour à feux à l'Est de la ZA sur la RD96. Par conséquent, l'itinéraire depuis le giratoire existant sur la RD96 envisagé initialement n'est désormais plus intégré dans le périmètre de l'opération du PEM. Or l'aménagement de ce linéaire de voirie projeté initialement est nécessaire à la desserte et au développement de la ZA de Coudourousse. En effet, l'étroitesse du chemin des BdR existant rend la circulation des véhicules à double sens difficile et n'intègre pas de cheminements sécurisés et dédiés aux piétons et aux cycles. L'élargissement de la chaussée ainsi que l'aménagement de cheminements piétons et pistes cyclables sur trottoirs tels que prévus dans l'aménagement projeté sont essentiels au développement de la partie Ouest de la zone mais également à la desserte multimodale de la ZA de par sa connexion directe avec le PEM. Enfin, la création d'un accès central et direct à la zone d'activités depuis le carrefour giratoire existant sur la RD96 à recalibrer est indispensable à la desserte de la zone afin de dissocier les flux des usagers du PEM et de la ZA et de sécuriser leur insertion sur la RD96.

Ce linéaire de voirie depuis le carrefour giratoire sur la RD96 inclus jusqu'à l'extrémité Ouest du chemin des BdR au droit de la liaison avec le PEM doit donc être inclus dans le périmètre de l'opération de réhabilitation de la ZA.

De plus, suite à la délivrance d'un permis d'aménager de lotissement en extrémité de zone, au droit du carrefour avec le chemin du Moulin de Girovai, il est nécessaire de faciliter un retournement sécurisé des poids lourds au niveau de ce carrefour. En effet le chemin de Moulin du Girovai et le prolongement du chemin des BdR hors périmètre de la ZA, ne sont pas calibrés pour la circulation des poids lourds.

Ainsi donc, il s'avère nécessaire de modifier le programme des travaux de l'opération de réhabilitation de la ZA.

### **Le programme modifié comprend donc :**

- L'élargissement du chemin des BdR en voie à double sens de circulation d'une largeur de 6,5m depuis le PEM jusqu'au carrefour avec le chemin du moulin de Girovai ;
- La création d'une voie d'accès à la RD96 depuis le chemin des BdR et sa jonction avec le giratoire existant au droit du centre commercial ;
- L'aménagement d'une aire de retournement au niveau du chemin du moulin de Girovai ;
- Le réaménagement du giratoire central existant sur la RD96 pour permettre la giration des poids lourds (rayon extérieur 15m) ;
- L'aménagement d'itinéraires cyclables dans les deux sens en site dédié ;

- L'aménagement de cheminements piétons ;
- L'ensemble des dispositifs d'éclairage ;
- Les aménagements paysagers ;
- Les réservations pour le Très Haut débit.

Les études en cours ont permis d'évaluer le montant total de l'opération à 2 790 000 € TTC dont 2 450 000 € TTC de travaux.

Les travaux de réhabilitation de la ZAC seront réalisés en plusieurs phases définies ci-dessous et précisées dans le plan joint en annexe, sur 3 exercices budgétaires.

#### **Phasage :**

- **Phase 1 :** Réaménagement du giratoire existant, création de la voie d'accès à la RD96 depuis le chemin des BdR et sa jonction avec le giratoire existant et aménagement du chemin des Bouches du Rhône au droit des parcelles AP108 à AP111 ;
- **Phase 2 :** aménagement de la partie Ouest du chemin des BdR ;
- **Phase 3 :** aménagement de la partie Est du Chemin des BdR.

Les opérations de réhabilitation de la ZA et de réalisation du PEM font l'objet d'une convention d'aménagement passée avec la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays d'Aix (SPLA). Cette convention est portée par la Direction des Infrastructures, Stationnement et Equipement de Mobilité. Les modifications de programme sur ces deux opérations feront l'objet d'un avenant à la convention qui sera soumise à l'approbation du Bureau de la Métropole en séance du 15 avril 2021 sous la thématique de la mobilité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005-A143 du 24 juin 2005 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix approuvant la déclaration d'intérêt communautaire des espaces d'activités de Meyrargues ;

- La délibération n°2013-B45 du 18 juillet 2013 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix approuvant le programme de travaux de réhabilitation de la Zone d'Activités de Meyrargues Nord ;
- La délibération n° HN040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à une modification du programme des travaux de l'opération de réhabilitation de la Zone d'Activités de Coudourousse.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la modification du programme de réhabilitation de la zone d'activités de Coudourousse sur la Commune de Meyrargues pour un montant global de 2 790 000 € TTC dont 2 450 000 € TTC de travaux, de 200 000 € TTC de frais d'études et divers et 140 000 € TTC de rémunération de la SPLA.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162610, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme DI610AP « Meyrargues Nord – ZA Coudourousse ».

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 135**

**Approbation d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Vitrolles pour la réhabilitation de la voie d'Italie - Zones d'Activités Anjoly à Vitrolles**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « création, aménagement et gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours

dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions. En 2019, la Commune de Vitrolles a engagé la réhabilitation de la Zone d'Activités de l'Anjoly avec la requalification complète de la rue d'Espagne, puis en 2020 de l'impasse de Belgique.

Aujourd'hui la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune souhaitent travailler sur les rues d'Italie et du Portugal.

Ces voiries sont obsolètes et en très mauvais état. Elles nécessitent d'une part une reprise complète de la structure de chaussée mais également une réflexion sur l'aménagement et la sécurisation de ces dessertes. En effet, le site dessert de nombreuses entreprises mais également un parking poids lourds ainsi que le futur dépôt de bus de la Métropole. Par ailleurs, les voiries ne disposent pas de caractéristiques permettant le déplacement de modes doux sécurisés (pour les piétons et les vélos). La rue d'Italie dispose d'une emprise correcte de plus de 10m50, permettant de définir un profil en travers en intégrant la circulation poids lourds et bus, les cycles et les piétons. Son programme peut d'ores et déjà être établi.

Il est donc proposé de confier une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la Commune de Vitrolles pour réhabiliter cette voie.

Concernant les autres voiries et particulièrement la rue du Portugal, une réflexion sur l'aménagement du secteur s'avère nécessaire. En effet, les dessertes des entreprises sont à clarifier ainsi que les usages publics et privés. Un diagnostic complet est donc lancé pour déterminer les besoins et trouver des solutions d'aménagement sachant que la rue du Portugal dispose d'une faible emprise foncière (entre 7 et 9 m maximum).

En fonction du rendu de ce diagnostic, des propositions d'aménagement et une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pourra être conclue avec la Commune de Vitrolles.

Le programme des travaux de la rue d'Italie est le suivant :

La réhabilitation complète de la voie, sur un linéaire de près de 500m, comprend :

- Décapage complet de la voirie ;
- Reprise en chaussée lourde de la voirie en conservant une emprise de 6m de large minimum ;
- Reprise des avaloirs pluviaux ;
- Création d'un trottoir réglementaire et sécurisé ;
- Création d'une piste cyclable ;
- Reprise de l'éclairage public ;
- Signalisation verticale et horizontale.

Le coût des travaux est estimé à 1 560 000 € TTC auxquels il faut ajouter 96 000 € TTC d'études.

Ces aménagements sont à engager pour un montant global de 1 656 000 € TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique (deuxième partie – livre IV) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 108-9210/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 validant l'avenant n°3 à la convention de gestion N°17/1207 avec la Commune de Vitrolles.
- La délibération n°ECOR 001-9635/21/CM du Conseil de la Métropole du 18 février 2021 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Réhabilitation des zones d'activités » (DI331AP) pour un montant de 8 000 000 € ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réhabilitation de la rue d'Italie sur la Zone d'Activités de l'Anjoly sur la Commune de Vitrolles.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de réhabilitation de la rue d'Italie sur la ZA de l'Anjoly à Vitrolles pour un montant global de 1 656 000 € TTC.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation des travaux de la rue d'Italie sur la ZA de l'Anjoly sur la Commune de Vitrolles pour un montant de 1 656 000 € TTC.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2021 2 004 00 Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme 21 2 141 BP04

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 136**

**Réhabilitation du Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence – Approbation de la modification du programme de travaux de réhabilitation de la rue Georges Claude**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix poursuit le processus de remise en valeur du Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence.

Par délibération n°2015-B251 du 11 juin 2015, le Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme de travaux pour la requalification totale de la rue Georges Claude.

L'aménagement prévoyait :

- Voirie : modification du profil en travers de la voie avec une réduction de la plate-forme à 6.50 m

(2x3,25m), création d'un plateau traversant en entrée de rue pour ralentir les véhicules, signalisation horizontale et verticale.

- Trottoir : modification des trottoirs avec élargissement à 2,00 m pour favoriser les passages des personnes à mobilité réduite. Les trottoirs seront protégés du stationnement anarchique par la mise en place d'espaces verts ou de stationnements réglementés,

- Bandes cyclables : deux bandes seront intégrées dans la voirie et permettront la circulation des cycles en toute sécurité, conformément au Schéma Directeur Vélo de la Ville d'Aix-en-Provence,

- Stationnements : quelques poches de stationnements longitudinaux seront créées sur l'ensemble du linéaire de la voirie (24 places au total),

- Éclairage public : Changement de l'ensemble du réseau existant (fourreaux, câbles, candélabres....)

Le coût des travaux était estimé à 1 050 000 € HT, soit, 1 260 000 € TTC.

Par manque de moyens humains, la mission de maîtrise d'œuvre démarrée en 2016 a été stoppée dans le courant du premier semestre 2017.

Les études de projet relancées en 2020, ont permis d'intégrer les évolutions réglementaires en matière de prise en compte des modes actifs dans le projet. Ainsi, l'aménagement proposé comprend la réhabilitation complète de la rue Georges Claude sur tout son linéaire, soit plus d'un kilomètre, selon le programme suivant :

- Voirie : modification du profil en travers de la voie avec une réduction de la plate-forme à 6 m (2x3 m), création d'un plateau traversant et d'une écluse pour ralentir les véhicules, signalisation horizontale et verticale.

- Réseau des eaux pluviales : extension du réseau principal sur une vingtaine de mètres afin d'améliorer le fonctionnement hydraulique,

- Trottoir : modification des trottoirs avec mise aux normes de la largeur de passage afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite. Les trottoirs seront protégés du stationnement anarchique par la mise en place d'espaces verts ou de séparation physique (de type bordure haute),

- Bandes cyclables : deux bandes de 1,5 m seront intégrées de part et d'autre de la chaussée et permettront la circulation des cycles en toute sécurité, conformément au Schéma Directeur Vélo de la ville d'Aix-en-Provence,

- Stationnements : quelques poches de stationnement longitudinal seront créées sur

l'ensemble du linéaire y compris 2 places pour personnes à mobilité réduite,

- Éclairage public : Changement de l'ensemble du réseau existant (fourreaux, câbles, candélabres....), en tenant compte des spécificités liées à la présence de l'aérodrome qui nécessite la mise en œuvre de balises rouges au sommet du mât de certains candélabres.

La prise en compte des évolutions du programme et l'actualisation de l'estimation qui datait de 2015, ont amené à revoir l'estimation du coût des travaux à la hausse.

Ainsi, le coût prévisionnel des travaux en 2021 s'élève à 1 415 000 € HT, soit, 1 695 078 € TTC.

Le coût prévisionnel de l'opération, comprenant les études et les travaux s'élève à 1 515 000 € HT, soit, 1 818 000 € TTC.

L'autorisation de programme de cette opération approuvée par le Conseil Communautaire du 19 décembre 2013 s'élève à 2 M€ et permet de couvrir les dépenses nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013-A225 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013 approuvant la création de l'autorisation de programme pour les travaux de la rue Georges Claude pour un montant de 2M €,
- La délibération n°HN040-173/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°2015\_B251 du Bureau Communautaire du 11 juin 2015, approuvant le programme de travaux pour l'aménagement de la rue Georges Claude pour un montant de travaux de 1,26M € TTC ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre la requalification de la rue Georges Claude.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification du programme de l'opération de réhabilitation de la rue Georges Claude avec un montant de travaux de 1 415 000 € HT, et un coût d'opération estimé à 1 515 000 € HT, soit 1 818 000 € TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162305, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme DI305AP8.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021\_CT2\_137**

**Réhabilitation de la Zone d'Activités des Chabauds – Bassin complémentaire de la Malle - Commune de Bouc-Bel-Air - Bilan de clôture et quitus donné au mandataire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la Zone d'Activités des Chabauds à Bouc-Bel-Air, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la remise aux normes du réseau d'assainissement pluvial du bassin versant du Rans. Conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 février 2008 modifié par l'arrêté complémentaire du 4 janvier 2013, elle a réalisé un second bassin de rétention sur le secteur de la Malle, en vue de compenser l'imperméabilisation de la partie ouest de la zone des Chabauds et de l'aire d'accueil des gens du voyage.

Le programme de travaux portait sur l'aménagement d'un bassin de rétention de 10 410 m<sup>3</sup> et ses équipements annexes. Les études et le suivi des travaux ont été confiés à la Société d'Economie Mixte d'Equipement du Pays d'Aix (SEMEPA) par délibération n°2011-B247 du Bureau Communautaire du 10 juin 2011.

L'enveloppe globale affectée à cette opération s'élevait à 950 000 € TTC. La rémunération du mandataire était fixée à 33 254,80 € TTC.

Depuis décembre 2013, les travaux sont achevés et les délais de garantie de parfait achèvement des ouvrages réalisés sont aujourd'hui expirés. Néanmoins, il a été jugé opportun d'attendre la fin des travaux de l'aire d'accueil des gens du voyage pour donner quitus à la SEMEPA. En effet, pour répondre à la gestion d'événements pluvieux exceptionnels, un ouvrage de surverse a été réalisé au droit de la voie d'accès à l'aire d'accueil. Il est donc apparu nécessaire de s'assurer, à l'issue de l'aménagement de cette voie, que la cote du trottoir et les pentes de voirie permettaient le bon fonctionnement hydraulique du bassin tel qu'il avait été conçu.

Le 17 mai 2017, la SEMEPA a fait parvenir le décompte provisoire de l'opération faisant apparaître un solde créditeur au bénéfice de la Métropole de 146 526,69 € TTC. Un titre de recettes a été émis le 7 août 2017 (titre n°251 – bordereau 70).

Le 18 octobre 2017, ce titre de recettes a fait l'objet d'un rejet de la part du Trésor Public, rejet motivé par l'insuffisance des pièces justificatives annexées au décompte général provisoire. Ces pièces ont donc été demandées auprès de la SEMEPA qui, après plusieurs relances, a transmis le dernier élément le 9 juillet 2020.

Aujourd'hui, un titre de recettes en régularisation a été émis le 25 septembre 2020 (titre n°167 – bordereau 56) et a été encaissé le 28 septembre 2020.

Le décompte général définitif de cette opération est établi comme suit :

Montant de l'enveloppe financière prévue à la convention :	950 000,00 € TTC
Montant de la rémunération versée à la SEMEPA :	33 254,80 € TTC
<b>Recettes :</b>	
Acomptes de la CPA :	940 000,00 € TTC
Produits financiers de la SEMEPA :	2 443,65 € TTC
Rémunération de la SEMEPA :	33 254,80 € TTC
<b>Total des recettes :</b>	<b>975 698,45 € TTC</b>
<b>Dépenses définitives :</b>	
Etudes :	9 780,00 € TTC
Travaux :	741 669,56 € TTC
Honoraires (géomètre, maîtrise d'oeuvre, CSPS) :	37 488,94 € TTC
Frais divers (publicité, reprographie) :	6 978,46 € TTC
Titre de recettes en faveur de la Métropole :	146 526,69 € TTC
Rémunération de la SEMEPA :	33 254,80 € TTC
<b>Total des dépenses définitives :</b>	<b>975 698,45 € TTC</b>
Solde disponible de la SEMEPA :	0,00 € TTC
<b>Solde de l'opération :</b>	<b>0,00 € TTC</b>

Par ailleurs, la SEMEPA, conformément aux dispositions de l'article 9.4 du cahier des clauses particulières du marché n°2011 3C PA 02 passé avec la Communauté du Pays d'Aix, a sollicité le quitus pour l'exécution complète de sa mission.

Il est donc proposé aujourd'hui de délivrer quitus à la SEMEPA pour cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010-A172 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 approuvant la création d'une autorisation de programme de 1 500 000 € ;
- La délibération n°2011-B247 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 10 juin 2011 validant le programme de travaux de l'opération et autorisant la signature du mandat de maîtrise d'ouvrage avec la SEMEPA ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est adopté le bilan de clôture du marché n°2011 3C PA 02 confié à la SEMEPA pour la réalisation du bassin complémentaire de la Malle dans le cadre de la réhabilitation de la Zone d'Activités des Chabauds à Bouc-Bel-Air, sur la base du bilan financier présenté.

#### **Article 2 :**

Est donné quitus à la SEMEPA pour l'exécution du marché visé dans l'exposé qui précède.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 138**

**Cession des lots 2, 3S, 4, 5, 6 et 7 de la Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation se sont achevés en juillet 2019 s'étend sur 13 hectares et permettra de créer 100 000 m<sup>2</sup> de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la Zone d'Activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'installer sur la Zone d'Activités dont l'entreprise « JACQUEMUS ». Il s'agit d'une entreprise spécialisée dans le prêt à porter connaissant un fort développement. Elle souhaite implanter sur la Zone d'Activités une importante plateforme logistique.

Cette société a déjà été agréée par le Comité d'Agrément du 29 septembre 2020 sur les lots 2, 4, 5, 6 et 7. Toutefois, suite à l'avancée des études de faisabilité, l'entreprise s'est également positionnée sur le lot 3S afin de répondre à un besoin de foncier supplémentaire.

Cette société répondant toujours aux critères de commercialisation de la ZAC, le Comité d'Agrément du 16 février 2021 a donné un avis favorable à son implantation sur la totalité de l'assiette foncière demandée à savoir sur les lots 2, 3S, 4, 5, 6 et 7 de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 représentant une surface avant bornage de 11 502m<sup>2</sup> au prix de 60 € HT/m<sup>2</sup>, soit 690 120 € HT conformément à la grille de commercialisation de la ZAC.

Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Cependant, la Direction de l'Immobilier de l'État a majoré dans ses avis du 11 septembre 2020 (pour les lots 4, 5 6 et 7), du 27 novembre 2020 (pour le lot 2) et du 4 février 2021 (pour le lot 3S) cette tarification au regard de cessions récentes constatées à proximité à des prix plus élevés, faisant apparaître pour ces lots une différence de prix de +16% environ. Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation ? les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion des lots sera annexé à l'acte de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20 CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Les avis de la Direction de l'Immobilier de l'État numéros 2020-084V1937, 2020-084V et 2021-084V0308 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet de la société « JACQUEMUS » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément des Comités du 29 septembre 2020 et du 16 février 2021.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession des lots 2, 3S, 4, 5, 6 et 7 d'une superficie totale avant bornage de 11 503m<sup>2</sup> situés sur la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 pour un montant 690 120 € HT, soit 828 144 € TTC, à la société « JACQUEMUS », ou à toute personne

physique ou morale que la société se réserve de désigner.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

**Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe de l'aménagement de Territoire du Pays d'Aix (0122), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 139**

**Cession du lot 9 de la Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation se sont achevés en juillet 2019 s'étend sur 13 hectares et permettra de créer 100 000 m<sup>2</sup> de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la Zone d'Activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'installer sur la zone d'activités dont l'entreprise « SAS CLEMENTINE ». Il s'agit d'une entreprise locale de fabrication de sculptures numériques

décoratives connaissant un fort développement située sur la ZAC du Grand Pont de la Roque d'Anthéron. Elle souhaite y implanter un bâtiment de 500m<sup>2</sup> comprenant bureaux, ateliers et zone de stockage.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le Comité d'Agrément du 16 février 2021 a donné un avis favorable à son implantation sur le lot 09 de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 d'une surface avant bornage de 2463m<sup>2</sup> au prix de 60 € HT/m<sup>2</sup> soit 147 780 € HT conformément à la grille de commercialisation de la ZAC.

Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Cependant, la Direction de l'Immobilier de l'État a majoré dans son avis du 3 février 2021 cette tarification au regard de cessions récentes constatées à proximité à des prix plus élevés, faisant apparaître pour le lot 09 une différence de prix de +16% environ. Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation, les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A051 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;

- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.
- La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État numéro 2021-084V0285 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet de la société « SAS CLEMENTINE » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 16 février 2021.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession du lot 9 d'une superficie totale avant bornage de 2 463 m<sup>2</sup> situé sur la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 147 780 € HT, soit 177 336 € TTC, à la société « SAS CLEMENTINE », ou à toute personne physique ou morale que la société se réserve de désigner.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

**Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe de l'Aménagement de Territoire du Pays d'Aix (0122), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 140**

**Cession du lot 13 de la Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation se sont achevés en juillet 2019 s'étend sur 13 hectares et permettra de créer 100 000 m<sup>2</sup> de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la Zone d'Activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'installer sur la Zone d'Activités dont l'entreprise « PLOMATELEC ». Il s'agit d'une entreprise locale spécialisée dans le domaine de la plomberie, de la climatisation, du chauffage et de l'électricité connaissant un fort développement. Elle souhaite y implanter un bâtiment de 400m<sup>2</sup> contenant bureaux, ateliers et aire de stockage.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le Comité d'Agrément du 16 février 2021 a donné un avis favorable à son implantation sur le lot 13 de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 d'une surface avant bornage de 1 663m<sup>2</sup> au prix de 60 € HT/m<sup>2</sup> soit 99 780 € HT conformément à la grille de commercialisation de la ZAC.

Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Cependant, la Direction de l'Immobilier de l'État a majoré dans son avis du 3 février 2021 cette tarification au regard de cessions récentes constatées à proximité à des prix plus élevés, faisant apparaître pour le lot 13 une différence de prix de +14% environ. Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation, les recettes issues de cette

tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération cadre n°FPBA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État numéro : 2021-084V0286;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société « PLOMATELEC » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 16 février 2021.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la cession du lot 13 d'une superficie totale avant bornage de 1 663m<sup>2</sup> situé sur la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 pour un montant 99 780 € HT, soit 119 736 € TTC, à la société « PLOMATELEC », ou à toute personne physique ou morale que la société se réserve de désigner.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

##### **Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe de l'Aménagement de Territoire du Pays d'Aix (0122), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **Développement économique et emploi - Interventions économiques**

##### **2021 CT2 141**

AVIS - Attribution d'une subvention à l'association COSENS - Approbation de convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière de développement économique, d'emploi, de formation et d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend nouer des partenariats avec les acteurs économiques associatifs, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

COSENS est un incubateur d'entreprises créé et développé en 1998 par des entrepreneurs marseillais. Il développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables, organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

La couveuse COSENS permet aux porteurs de projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de leur projet et leurs capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant leurs droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés) et en bénéficiant d'un coaching individuel et de formations en entrepreneuriat.

Chaque porteur de projet contractualise sa relation avec la couveuse par le biais d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprises (CAPE) d'une durée maximale de 36 mois. L'entrepreneur dispose alors du temps et des moyens nécessaires pour acquérir les savoirs, savoir-faire et savoir-être entrepreneuriaux.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Pour chacun des territoires concernés, l'objectif 2021 est le suivant :

Territoire du Pays d'Aix : 15 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays Salonais : 10 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 10 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays de Martigues : 5 accompagnements en couveuse

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris donc ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2021 à hauteur de 22.000 €.

Pour les actions menées par COSENS en faveur des créateurs d'entreprises, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 22 000 € représentant 6,02 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 364 901 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 14 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (CT2) ;

- 2 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays Salonais (CT3) ;

- 1 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, (CT4) ;

- 5 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues (CT6).

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2021	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_0043	COSENS	CT2 Pays d'Aix	364 901 €	14 000 €	14 000 €	OUI
2021_0044		CT3 Pays Salonais		2 000 €	2 000 €	
2021_0045		CT4 Pays d'Aubagne et de l'Etoile		1 000 €	1 000 €	
2021_0046		CT 6 Pays de Martigues		5 000 €	5 000 €	
TOTAL				22 000 €		

Il convient de rappeler qu'outre la subvention sus-indiquée, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué à l'association COSENS, une subvention de 33 000 € au titre de l'exercice 2021 pour l'action « ESPACE TEST AGRICOLE » par délibération n°2020-CT2-388 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association COSENS une subvention de 22 000 € au titre de l'exercice 2021. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 14 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (CT2) ;
- 2 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays Salonais (CT3) ;
- 1 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, (CT4) ;
- 5 000 euros pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues (CT6).

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association COSENS ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- L'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.
- L'État Spécial de Territoire du Pays Salonais en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748.
- L'État Spécial de Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 60.
- L'État Spécial du Territoire de pays de Martigues en section de Fonctionnement, Sous Politique B 370 Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 62.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 142**

**Attribution d'une subvention au bénéfice d'un projet immobilier porté par la SCI LP9 pour le compte de la SAS Parfums CORANIA**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser le taux d'intervention de 20% pour les petites entreprises et 10% pour les moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30% pour les petites entreprises et 20% pour les moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10%. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application. Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200 000 euros par entreprise. Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

**1. Présentation de l'entreprise**

Entreprise familiale créée en 1934 à Marseille, PARFUMS CORANIA crée, fabrique et distribue des parfums, qui sont vendus dans une quarantaine de pays. La société a gardé son siège à Marseille, tandis que l'unité de fabrication et de conditionnement est basée sur la zone de l'Agavon aux Pennes Mirabeau.

Distribués principalement en grande surface et à travers des grandes chaînes de parfumerie, les produits Corania se veulent accessibles au plus grand nombre, adressant aux consommateurs qui ne se reconnaissent pas dans les parfums « classiques ». Le dirigeant actuel, Laurent COHEN, qui a intégré l'entreprise familiale en 1999, s'est beaucoup investi dans l'innovation et la création de nouvelles marques. A ce jour, 8 marques ont été développées, correspondant à des segments de marché différents. Jusqu'à l'irruption de la crise sanitaire, Parfums Corania, soucieuse de capter sans cesse de nouveaux marchés, participait d'ailleurs régulièrement aux Salons et expositions en France et à l'étranger.

Les 45 salariés sont aujourd'hui répartis sur 3 entités : Parfums Corania, Corania Distribution et Cosmeo. Pour accompagner la croissance, 16 embauches en CDI sont prévues sur les 3 ans à venir. Parallèlement, le chiffre d'affaires devrait passer de 10 M€ à plus de 15 M€.

Il convient de noter que l'entreprise est très impliquée dans la formation et l'embauche de stagiaires en alternance. Une attention particulière est portée aux dispositifs de responsabilité sociétale des entreprises.

Avec l'arrivée de la crise sanitaire, Corania s'est impliquée dans la fabrication de gel hydroalcoolique. 125.000 litres ont été produits entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 mai 2020. 2.000 litres ont été offerts à l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille. Cette production devrait se pérenniser, en complément des différentes gammes de parfums.

## 2. Le projet immobilier

Le siège de l'entreprise est installé dans le centre de Marseille, dans une maison de famille, peu fonctionnelle pour des locaux administratifs, tandis que le site de production est déjà basé dans la Z.A. de l'Agavon aux Pennes Mirabeau. Cette situation est difficilement compatible avec le projet de développement de l'entreprise. Il est ainsi prévu de regrouper toutes les équipes sur le site des Pennes Mirabeau, tout en procédant à une réhabilitation complète du bâtiment et à une extension de ses capacités d'accueil. Il s'agit en effet d'intégrer les 24 collaborateurs basés actuellement à Marseille ainsi que les 16 salariés à recruter dans les trois ans à venir.

Implanté sur une parcelle de 8.030 m<sup>2</sup>, le bâtiment occupe une surface de 4.800 m<sup>2</sup>. Il est prévu de créer, sur cette emprise, une surface complémentaire de 1.000 m<sup>2</sup> dédiée aux bureaux. Il

sera également procédé à la mise en conformité et à la modernisation du site de production et des locaux dédiés à la logistique.

Par ailleurs, l'entreprise a la volonté de créer un lieu qui allie le bien-être des collaborateurs et le respect de l'environnement. Le projet prévoit ainsi le désamiantage total du site, l'isolation thermique et phonique du bâtiment, la mise en place d'un mode de chauffage et de rafraîchissement plus responsable, le renforcement de la charpente en vue de la mise en place de panneaux photovoltaïques et l'installation de prises pour véhicules électriques.

L'opération de réhabilitation est chiffrée à 2.239.740 €. Sur la base du détail des coûts, une assiette éligible de 2.163.139 € a été identifiée, comprenant les aménagements, le gros œuvre et les travaux liés à la structure du bâtiment.

Le projet immobilier est porté par la SCI LP9 qui a obtenu à cet effet deux prêts bancaires, de BPI France et de la Lyonnaise des Banques.

Par courrier en date du 6 novembre 2020, la société Parfums Corania a sollicité la Métropole pour l'octroi d'une subvention sur le fondement du dispositif approuvé par délibération n°002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019.

Sur cette base, il est proposé de soutenir le projet immobilier de PARFUMS CORANIA à hauteur de 140.000 € soit 6,47 % de l'assiette éligible. La subvention sera versée à la SCI LP9 qui la répercutera sur la société d'exploitation moyennant une baisse des loyers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement l'article L 1511-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017

approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;

- La délibération n°ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n°ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique emploi et agriculture du 25 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent.
- Que l'entreprise PARFUMS CORANIA à régulièrement sollicité une telle aide.
- Que la Métropole entend y répondre favorablement.
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'aide à l'investissement immobilier de 140.000 € à la SCI LP9, soit 6,47% de l'assiette éligible, au bénéfice de la SAS Parfums Corania au titre de son projet de développement immobilier.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention tripartite correspondante, annexée au rapport.

**Article 3 :**

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget (06) État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162378, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme DI378AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 143**

**Attribution de subventions aux associations à caractère économique - Approbation de conventions d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie de la stratégie de développement économique retenue par le Territoire du Pays d'Aix.

A ce titre, il est proposé de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

#### 1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs.

Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

#### 2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise notamment par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectifs de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés. D'autres associations peuvent s'inscrire dans une logique d'innovation et de filière d'excellence.

#### 3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

#### 4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à des associations qui n'ont pas toutes un caractère strictement économique de maintenir des événements ancrés dans les communes et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du Territoire.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **91 000 €** aux associations suivantes selon la répartition suivante :

n°OU	Association	Action subventionnée	Objet	Budget prévisionnel ou fonctionnement Général	Subv. sollicitée	Subv. proposée	Conv. oui / non
Axe 1 : La création et de développement des entreprises							
2021_289	CBE SUD LUBERON	Animation économique territoriale	Soutien au développement des entreprises du bassin d'emploi du Sud Luberon et Val de Durance - accompagnement porteurs de projet, primo accueil, accompagnement à la création d'entreprises - accompagnement en couveuse - suivi après création d'entreprises.	70 770 €	14 000 €	11 000 €	non
2021_700	BOREAL INNOVATION	Accompagnement des porteurs de projets dans les métiers du numérique, de la communication et du multimédia	Favoriser l'insertion professionnelle durable des porteurs de projets et l'autonomie du futur chef d'entreprise - Assurer un revenu garanti aux porteurs de projets durant la phase de développement de leur activité - permettre un accompagnement à des personnes isolées (ex : jeunes diplômés)	38 585 €	10 000 €	8 000 €	non
2021_586	COUVEUSE INTERFACE	Accompagnement des porteurs de projets sur le Territoire du Pays d'Aix	Permettre un hébergement juridique pour tester la viabilité économique de l'activité - accompagnement individuel et collectif - apprentissage du métier de chef d'entreprise - mise en œuvre de formations en marketing, gestion d'entreprise, gestion juridique, organisation d'événementiel et de communication	53 500 €	10 000 €	8 000 €	non

2021_365	RÉSEAU ENTREPRENDRE PROVENCE	Fonctionnement	Accompagner des projets à fort potentiel de création d'emplois en appuyant sur l'expertise d'entrepreneurs confirmés. Poursuivre son développement avec ses 3 programmes complémentaires développés depuis quelques années (Start Booster et Arrière-pensée) afin d'élargir la population des entrepreneurs accompagnés et ainsi être maintenu d'emplois sur le territoire. Déployer de nouvelles méthodes d'accompagnement.	245 540 €	15 000 €	8 000 €	non
Axe 3 : Le Développement des zones d'activités économiques							
2021_98	AVENIR PLAN DE CAMPAGNE	Fonctionnement	Promotion de la zone d'activités de Plan de Campagne - réalisation d'études (circulation, voirie...) opérations de communication, accompagnement des commerces et des travaux	245 540 €	45 000 €	28 000 €	oui
2021_91	CENTRE DE VIE REGIONAL	Fonctionnement	Animation de la zone de Plan de Campagne (mobilisation des structures et des ressources afin que la zone fonctionne techniquement et commercialement)	181 600 €	45 000 €	28 000 €	oui
TOTAL						91 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire ;
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Les associations quant à elles, ont pour obligation de transmettre au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2021 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier ;
- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son Territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribué aux six associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 91 000 € selon la répartition indiquée ci-dessus.

##### **Article 2 :**

Sont approuvées les conventions d'objectifs 2021 à conclure entre le Territoire du pays d'Aix et les associations « Avenir Plan de Campagne » et « Centre de vie Régional ».

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment les conventions ci-annexées.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 144**

##### **Attribution de subventions aux associations intervenant au titre de la stratégie numérique et de la French Tech**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le numérique est reconnu comme un des principaux leviers de compétitivité et d'attractivité des territoires. Les technologies digitales bouleversent le quotidien des citoyens et font désormais partie prenante des usages de tous. Par délibération n°2013\_B538 du 5 décembre 2013, le Bureau communautaire du Pays d'Aix approuvait les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix. Ainsi, il s'agit :

- D'une part, d'offrir à l'ensemble des acteurs et innovateurs du territoire, les outils et les conditions de l'émergence de leurs innovations ;

- Et d'autre part, de soutenir le développement de projets numériques innovants au bénéfice des entrepreneurs et des citoyens.

Le soutien au développement de projets numériques au bénéfice des associations, des entrepreneurs et des citoyens fait partie de la stratégie numérique adoptée par le Pays d'Aix et participe à la dynamique French Tech dans laquelle le Territoire et la

Métropole se sont engagés. Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'Euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique. Ces actions s'inscrivent pleinement dans la démarche de densification et d'animation de l'écosystème numérique qui se dessine à l'échelle du Pays d'Aix et de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Filière d'excellence, le numérique se compose de sphères hétérogènes représentant autant d'approches complémentaires, qui impulsent une vraie dynamique de fond et d'intelligence collective dans un écosystème en pleine expansion.

Dans la continuité des actions conduites en 2020, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix propose de soutenir trois associations qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix et de la Métropole, des actions pertinentes, en cohérence d'une part avec les principaux axes de la stratégie numérique du Pays d'Aix, et d'autre part avec les projets inscrits dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille.

- La médiation numérique est un axe prioritaire à la bonne compréhension de l'outil numérique ainsi qu'à une utilisation vertueuse et porteuse d'opportunités pour les citoyens. Pour 2021, « Anonymal TV : Maison Numérique » prévoit de poursuivre l'animation de la médiation numérique en Pays d'Aix, notamment à travers ses ateliers et workshops autour des thématiques de l'Open Data, des objets connectés, ou encore de la recherche d'emploi grâce à l'outil numérique. Ils prévoient également de renforcer leurs interventions de lutte contre la fracture numérique, qui déjà présente dans le bassin d'activité de l'association, se trouve fortement accentuée par la crise sanitaire actuelle. Enfin, labellisé Fabrique Numérique, « Anonymal » confirme le déploiement de son tiers-lieu du numérique et s'inscrit par conséquent dans une logique d'essaimage et de fertilisation croisée.
- L'inclusion des femmes dans le numérique est une mission qui encourage d'une part l'équité et la mixité dans les différentes filières de l'innovation (numérique, technologie, développement informatique...), et d'autre part soutient le retour à l'emploi au travers de l'accompagnement à l'entrepreneuriat. Pour 2021, Premières Sud prévoit de poursuivre son action d'accompagnement des femmes et plus particulièrement de développer une action opérationnelle orientée vers les dirigeantes innovantes à fort potentiel de création d'emplois. L'objectif est d'identifier 3 dirigeantes à fort potentiel de création d'emplois et de les accompagner gratuitement afin de maximiser leurs

conditions de succès selon 2 programmes d'actions : « Play » (accompagnement au démarrage et amorçage) et « Boost » (accélération et développement).

- La Constitution de passerelles entre les secteurs artistiques et entrepreneuriaux du numérique permet de développer les échanges, les partenariats et de professionnaliser la recherche exploratoire autour des nouveaux usages. Pour 2021, Seconde Nature prévoit de constituer un hub d'inspiration qui permettra d'agréger une communauté d'intérêt (entreprises, institutions et opérateurs), de faire se rencontrer les membres autour de différentes thématiques et sous différents formats, et d'accompagner les initiatives naissantes de ces rencontres hétérogènes. Des rencontres trimestrielles seront organisées selon 2 déclinaisons : 4 « rencontres d'inspiration » et 4 « rencontres de co-construction » sont planifiées pour l'année 2021.

**Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions pour un total de 50 000 € aux associations suivantes :**

N°GU	Association	Action subventionnée	Budget prévisionnel Action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention oui/non
2021_00441	ANONYMAL TV	Médiation numérique	201 100,00 €	22 000 €	20 000 €	OUI
2021_00589	PREMIERES SUD	Femmes dans l'entrepreneuriat	20 100,00 €	10 000,00 €	10 000 €	NON
2021_00878	SECONDE NATURE	Hub de coopération	56 150,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	OUI
TOTAL					50 000,00 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès l'approbation de la subvention votée et sur demande du bénéficiaire ;
- le solde de 20% sur production des bilans quantitatifs et qualitatifs des actions réalisées et du compte-rendu financier signé.

Les associations ont quant à elles, pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2021 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2021 :

- Un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier
- Un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée

**Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Conseil du Territoire du Pays d'Aix a**

**décidé d'attribuer en 2021 à l'association « ANONYMAL », une subvention de 43.000 € au titre de son fonctionnement et à l'association « SECONDE NATURE » une subvention de 135.000 € au titre de son fonctionnement.**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les projets portés en 2021 par ces associations sont en adéquation d'une part avec la stratégie numérique du Pays d'Aix et d'autre part entrent dans la dynamique de la French Tech Aix-Marseille dans laquelle le Pays d'Aix et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont engagés.

#### **Déibère**

##### **Article 1 :**

Est attribué aux associations susmentionnées un montant total de subvention de 50 000 €.

##### **Article 2 :**

Sont approuvées les conventions d'objectifs 2021 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les associations « Anonymal » et « Seconde Nature ».

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment les conventions ci-annexées.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi - Emploi et formation**

##### **2021 CT2 145**

**AVIS - Attribution d'une subvention à l'association "Cité des Métiers" - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une des métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi. Dans ce contexte, la Métropole ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial.

La situation de l'emploi apparaît aujourd'hui comme une des faiblesses du territoire métropolitain. Bien

que le territoire ait créé ces 10 dernières années, plus de 6.000 emplois par an et qu'il enregistre une embellie en termes de diminution du nombre de demandeurs d'emploi, les évolutions observées dans les filières économiques porteuses et certains indicateurs sociaux réclament encore une mobilisation des différentes parties prenantes de l'emploi, de l'insertion et du développement économique avec une stratégie orientée sur les possibilités de favoriser un développement économique au service de l'emploi de ses habitants et d'éviter le décrochage d'une partie de la population.

L'action de la Métropole doit permettre de positionner comme finalité, la conciliation de la performance économique et celle de la solidarité, en représentant le lieu de coordination des dynamiques des partenaires publics et privés engagés dans la politique pour l'emploi et contre le chômage, adaptés aux besoins des demandeurs d'emploi et aux évolutions des entreprises.

Ainsi, forte de son attractivité économique croissante et de son rayonnement, la Métropole se doit de relever le défi d'une métropole inclusive pour l'ensemble de sa population et notamment pour les personnes qui sont provisoirement éloignées du marché du travail. La Métropole représente une opportunité pour innover et rendre performants les processus d'inclusion professionnel sur son territoire.

À ce titre, notre établissement a pour compétence la mise en œuvre des orientations stratégiques dans le cadre des politiques d'inclusion auprès de publics en grande fragilité et en situation d'exclusion professionnelle.

Pour cela, différents leviers sont identifiés afin de favoriser la convergence des différentes dynamiques qui concourent à l'insertion professionnelle des publics. Aussi, dans le cadre de son schéma directeur emploi-insertion, la Métropole a défini trois orientations :

- Travailler sur l'autonomisation des personnes en difficulté en s'appuyant sur des dispositifs d'accompagnement à l'emploi performant et garantissant la sécurisation des parcours et notamment le développement d'une offre structurée de parcours à travers la mobilisation de la clause sociale d'insertion dans la commande publique métropolitaine ;
- Favoriser l'innovation sociale pour lever les freins à l'emploi en s'appuyant sur de nouveaux modes d'accompagnement innovant ou la création de passerelles innovantes entre les structures d'insertion par l'activité économique et les filières économiques du territoire ;
- Rapprocher les entreprises et les branches professionnelles pour favoriser l'adéquation de l'offre et la demande d'emploi, anticiper les besoins en recrutement et promouvoir les profils de personnes en difficulté.

Le concept de Cité des Métiers, né en 1993, émane de celui de la Cité des Sciences et de l'Industrie, avec pour vocation de rendre accessible à tous

l'information sur l'évolution des professions, des métiers, de la vie professionnelle.

Organisée autour de pôles, chaque Cité accueille le public de façon anonyme et gratuite, avec des espaces de conseil, de documentation et de cyber-info.

Le Label Cité des Métiers définit le cadre d'intervention et les missions d'une Cité des Métiers : un espace œuvrant dans l'esprit du service public ; des services centrés sur les besoins des usagers ; une autonomisation de l'usager, acteur de sa vie professionnelle ; l'interaction du conseil et d'espaces ressources ; un rôle de plate-forme et de mise en réseau des acteurs de l'emploi sur le territoire.

La Cité des Métiers de Marseille et de PACA a obtenu en 2005 le Label « fonctionnement » Cité des Métiers, certifiant la conformité du système existant et la qualité des prestations fournies (après avoir obtenu le Label « projet » en 2002).

Pour réaliser ses missions, la Cité des Métiers s'appuie sur une alliance de compétences et de ressources apportées par des partenaires aux vocations complémentaires. Ceux-ci conjuguent ainsi leurs efforts pour accueillir le public, l'informer et l'aider à construire leur parcours professionnel.

La Cité des Métiers propose également de :

- Contribuer à l'animation du réseau des acteurs locaux en vue de construire des actions multi partenariales pour sécuriser les parcours professionnels (découverte des métiers - infos formations - infos sur la création d'activité - dispositifs des partenaires - échanges de pratiques) ;
- Faciliter le retour vers l'emploi des publics du territoire en favorisant le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi par la mise en œuvre d'actions (type forums, job dating, projet pluriannuel « ACTE'INOV 2019-2021 ... ) et le développement de nouveaux modes opératoires qui répondent aux enjeux de mobilisation du public ;
- Promouvoir l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et participer ainsi au changement des représentations sur les métiers et à celui des conditions pour y accéder (choix d'orientation, formation, emploi).

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de fonctionnement à la Cité des Métiers à hauteur de 80 000 euros au titre de l'année 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FBPA 029-8289/CM du 31 juillet 2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté métropolitaine d'agir en faveur de l'insertion pérenne de personnes considérées comme éloignées de l'emploi ;
- La volonté métropolitaine d'offrir des solutions de proximité pour faire adhérer l'offre et la demande d'emploi.

Délibère

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement à la Cité des Métiers d'un montant de 80.000 euros au titre de l'année répartie ainsi :

Métropole : 20 000 euros  
Territoire du Pays d'Aix : 60 000 euros

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Cité des Métiers relative à l'octroi d'une subvention pour l'exercice 2021.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 au Budget Principal de la Métropole – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 65 - Sous Politique E120 et sur les Etats Spéciaux du Territoire chapitre 65 – article 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 146**

**Présentation du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix (PLIE)**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

**CADRE DE REFERENCE**

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998 précise et définit le cadre réglementaire relatif à la mise en œuvre du **Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)**. Dès 2001, le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a déclaré d'intérêt communautaire la mise en œuvre du PLIE sur le Territoire du Pays d'Aix et a délibéré favorablement sur le principe de sa mise en œuvre, au titre d'un dispositif contractuel de développement local et d'insertion professionnelle et sociale d'intérêt communautaire.

Un protocole de mise en œuvre du PLIE du Pays d'Aix définit le cadre, les objectifs, les financements et les modalités d'intervention du dispositif pour la période 2018-2022. Ce document stratégique est signé par l'ensemble des financeurs : Etat, Région, Département, Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix.

**L'objectif de ce Plan est de mobiliser, sur l'ensemble du territoire, à l'attention de 5.700 personnes accompagnées, soit 1.500 personnes/an, l'ensemble des moyens existants et mis en œuvre par les signataires du protocole. Parmi ces personnes accompagnées, 3.420 personnes seront bénéficiaires du RSA (soit 60%).**

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix confie à la Direction de l'Insertion et de l'Emploi l'animation du Plan.

Le service du PLIE, service intégré à la Direction, a vocation à développer l'existant et à impulser la mise en place de nouveaux outils sur le Territoire. Cette équipe réalise une ingénierie sociale, professionnelle et financière, sous les orientations du comité de pilotage du Plan. Ses missions sont essentiellement centrées sur :

- L'analyse des besoins des personnes en insertion, l'organisation de la gestion des parcours, la restitution et l'analyse des résultats ;
- L'ingénierie de projet relative aux problématiques, aux outils et aux structures d'insertion ;
- L'ingénierie financière liée aux projets.
- La mobilisation des acteurs économiques et sociaux ;
- L'animation de la clause d'insertion dans les marchés publics ;
- La gestion des fonds européens.

Elément clé du maillage territorial des politiques d'insertion, la structure d'animation du PLIE contribue à la mobilisation des moyens de chaque partenaire, notamment du Fonds Social Européen (FSE) par la mise en place des outils de pilotage et de suivi.

Les partenaires financiers interviennent directement auprès de la structure d'animation du PLIE. Le taux maximum d'intervention du Fonds social européen s'élève à 50% du coût total du projet conformément aux règles du Programme Opérationnel 2014/2020.

### LE PLIE C'EST QUOI ?

Les **Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)** sont des **dispositifs d'inclusion sociale** au plus près des besoins des territoires. Ils organisent l'accompagnement vers et dans l'emploi d'une population confrontée à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle.

A ce titre, le PLIE a pour fonction non seulement d'être une **plate-forme partenariale** au sein de laquelle se **coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion**, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de ces personnes.

La particularité d'un PLIE est de regrouper l'ensemble des acteurs du Service Public de l'Emploi que sont : les agences Pôle Emploi, les Missions Locales, le Département, les Pôles d'insertion et tous les acteurs du secteur social au sein de ces instances techniques.

### QUI ORIENTE VERS LE PLIE ?

Pour bénéficier de cet accompagnement, le demandeur d'emploi doit être orienté vers le PLIE par un professionnel issu du réseau de prescripteurs détaillé ci-dessous :

- Agence Pôle Emploi ;
- Unité territoriale du Conseil Départemental ;
- Mairie ou Bureau Municipal de l'Emploi ;
- Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;
- Centres sociaux ;
- Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) ;
- Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) ;
- Maison de l'emploi ;
- Mission Locale ;
- Autres PLIE en cas de déménagement de la personne.

### LE PLIE POUR QUI ?

Toute personne en recherche d'emploi résidant sur une des 36 communes du Territoire du Pays d'Aix.

Ces personnes doivent avoir une volonté d'intégrer le dispositif, qui vise à les soutenir dans leur démarche active, et non à se substituer à leurs recherches.

### Le public cible pourra s'inscrire dans les critères suivants :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- Les personnes de premier niveau de qualification (niveaux V et VI) ;
- Les femmes isolées et/ou chefs de famille ;
- Les personnes atteintes d'un handicap ;
- Les jeunes peu ou pas qualifiés ;
- Les bénéficiaires du RSA.

### UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE

**D'une durée maximale de 15 mois, le parcours PLIE se décompose en quatre étapes principales :**

- **Etape 1 : Diagnostiquer** : Analyser la situation personnelle, définir les attentes et proposer un plan d'actions adapté et partagé.

- **Etape 2 : Accompagner** : Construire le projet professionnel, rencontrer votre référent de parcours, et décider des démarches à accomplir.
- **Etape 3 : Participer** : Se mobiliser au travers de la réalisation d'étapes de parcours visant la levée des freins à l'emploi identifiés dans la phase de diagnostic, acquérir de l'expérience professionnelle ou formative.
- **Etape 4 : Intégrer** : Consolider la situation du participant avant la sortie du PLIE. Une période de trois mois de suivi dans l'emploi est prévue afin de sécuriser la prise de poste du participant.



## LA PLUS VALUE DU PLIE

### **L'approche globale de la personne est au centre de la philosophie du PLIE**

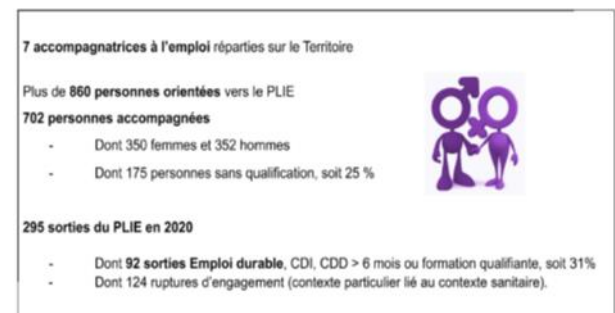
Elle assure la prise en compte de l'ensemble des problématiques pouvant constituer un frein à l'accès à l'emploi (santé, mobilité, qualification, pérennité dans l'inactivité...).

En partenariat avec les structures territoriales en charge de l'insertion et de l'emploi (Bureaux Municipaux de l'Emploi, Pôle Emploi, Pôle Insertion), le travail du PLIE apporte à l'ensemble de ces acteurs une plus-value pouvant se définir à minima au regard de cinq critères :

- Volume du portefeuille des accompagnateurs du PLIE (60 à 100 maximum) par ETP ;
- Souplesse des rendez-vous avec le référent de parcours ;
- Adhésion de la personne à cet accompagnement par la formalisation et la définition des objectifs du parcours d'insertion ;
- Souplesse des actions de redynamisation proposées mêlant le collectif et l'individuel ;
- Actions novatrices incluant des supports ludiques et adaptés générant la cohésion, l'adhésion, la confiance (sport, cuisine, mise en situation de travail, jeu de rôles...).

**Le parcours de la personne est défini en amont sur une période prédéfinie avec des actions de remobilisation et d'insertion identifiées.**

#### **LE PLIE EN 2020**



Un budget total entièrement financé par des recettes qui s'élève à **538.320 €** qui se décompose comme suit :

2020	DEPENSES	2020	RECETTES
Service gestion et animation	194.355 €	Département BdR	323.360 €
Accompagnement internalisé	175.560 €	Fonds Social Européen	214.960 €
Prestation	168.405 €		
<b>Total</b>	<b>538.320 €</b>	<b>Total</b>	<b>538.320 €</b>

### **Le PLIE, UN DISPOSITIF RENFORCÉ DANS LE CADRE DE NOUVEAU MARCHÉ D'INCLUSION SOCIALE**

Compte tenu du contexte économique extrêmement tendu, le PLIE du Pays d'Aix a souhaité repenser et renforcer son dispositif afin d'optimiser le retour à l'emploi durable des participants.

#### **Enjeux 2021—2023 : Cinq objectifs stratégiques prioritaires :**

- Renforcer les partenariats locaux (B.M.E) par un meilleur maillage du Territoire ;
- Augmenter le nombre de parcours d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi ;
- Dynamiser les étapes de parcours ;
- Mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion visant à optimiser le retour rapide et durable à l'emploi ;
- Développer des projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion notamment par le biais de la commande publique en intégrant des clauses sociales et en soutenant des marchés réservés.

12 accompagnatrices à l'emploi réparties sur le Territoire	
Objectifs : Plus de 1200 personnes orientées vers le PLIE	
1000 personnes accompagnées	
-	Dont 50% femmes et 50% hommes
-	Dont 700 personnes bénéficiaires du RSA
400 sorties du PLIE en 2021	
-	Dont 200 sorties Emploi durable, CDI ou CDD > 6 mois ou formation qualifiante.



**Au titre de la recherche de financement :** L'année 2021, constituera une année de transition, puisque le nouveau Programme Opérationnel 2021-2027 n'a pas encore fait l'objet d'une validation par les instances européennes.

La Direction de l'Insertion et de l'Emploi, dans sa recherche de recettes, devra répondre aux « Appels à projets FSE » probablement à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2021, et devra également effectuer des dossiers de demande de subvention spécifique auprès des autres financeurs – Conseil Départemental (470.000 €) et Région (40.500 €).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix prend acte des modalités opérationnelles et financières du dispositif du PLIE.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 147**

#### **Présentation des critères d'intervention de la politique Insertion et Emploi du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

#### **1 - POUR RAPPEL**

Le Territoire du Pays d'Aix a fait le choix d'intervenir sous la forme de subventions aux associations œuvrant dans le champ de l'insertion sociale et professionnelle, subventions articulées autour des 4 axes principaux suivants :

- **Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi**

Il s'agit, notamment, de maintenir un équilibre sur le Territoire, par rapport à des dispositifs existants en matière d'accueil, d'information, d'orientation professionnelle.

- **Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique (ci-après IAE)**

Il s'agit de l'ensemble des aides que le Territoire apporte aux Chantiers d'Insertion, Entreprises d'Insertion, groupements d'employeurs pour l'Insertion et la Qualification, Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion et les Associations Intermédiaires du Territoire.

Le Territoire concourt financièrement à la mise en place de chantiers d'insertion. Ces chantiers sont destinés à permettre l'accès à un public en difficulté d'insertion, à un emploi dont l'objectif reste la remobilisation de ce public, vers le marché de l'emploi classique, par le biais d'un contrat aidé.

L'attribution du nombre de postes d'insertion ouverts au sein du chantier ne relève pas de la compétence du Territoire, mais de celle des services de l'État.

Le périmètre de cette offre d'insertion varie selon les bassins de vie, du fait des politiques d'autres collectivités locales. Le Territoire du Pays d'Aix reste cependant bien pourvu.

- **Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi**

Le Territoire apporte des financements aux structures associatives qui proposent des solutions aux problèmes d'autonomie et de mobilité des demandeurs d'emplois sur le Territoire, de type covoiturage, location moyennant un prix modique. Nombre de demandeurs d'emploi rencontrent encore

de telles difficultés constitutives de freins à l'embauche.

- **Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi**

Le Territoire apporte son concours à tout type de propositions œuvrant sur ce rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi, notamment par l'organisation de manifestations publiques réunissant des entreprises qui recrutent et des chercheurs d'emploi, la mise en place de réseaux de parrainage vers l'emploi pour dynamiser et fédérer le monde de l'emploi et celui des entreprises.

La politique conduite sur le Territoire a permis de développer une offre d'insertion conséquente et variée, faisant du Pays d'Aix, le Territoire métropolitain le mieux doté en terme d'offre d'insertion, toutes actions IAE confondues.

**Pour rappel, en 2019, 11 chantiers d'insertion ont été financés sur l'ensemble du Territoire, portés par 9 opérateurs associatifs, représentant 260 postes d'insertion, dont 117 postes pour les participants du PLIE du Pays d'Aix, représentant une subvention totale de 567.684,68 € mandatés à ce jour pour 578.000 € votés.**

#### **DONNÉES CONCERNANT LE PERSONNEL EN INSERTION**

- **502 personnes ont fréquenté les Ateliers Chantiers d'insertion du Territoire du Pays d'Aix en 2019, dont 80 participants du PLIE du Pays d'Aix**
- **322 hommes (64 %) et 180 femmes (36 %)**
- **71 participants à ces chantiers avaient moins de 26 ans**
- **225 participants étaient bénéficiaires du RSA**

**A l'issue de ces chantiers 2019, on dénombre 96 sorties emploi/formation, dont :**

- **17 accès à un emploi en CDI**
- **38 accès à un emploi en CDD**
- **5 créations d'activités**
- **23 accès à une formation qualifiante**
- **8 accès à un contrat aidé**
- **5 accès à un contrat en intérim**

#### **Contexte historique**

Le niveau d'intervention financière du Pays d'Aix dans une action d'insertion provient aussi d'un historique remontant pour certaines actions au début des années 2000.

En effet, l'ex Communauté du Pays d'Aix est la dernière institution à avoir été créée et sa participation financière aux actions du secteur de l'emploi coïncide, par l'apport de financements nouveaux et importants, au développement d'une offre de service de qualité spécifique au Pays d'Aix, reflet d'une politique volontariste menée à cette époque.

D'un point de vue technique, arrivant après les autres financeurs institutionnels ayant déjà le plus souvent un financement déterminé par le nombre de postes, le Territoire a été sollicité en fonctionnement pour des financements visant le développement des actions ou des projets complémentaires.

Pour les chantiers d'insertion, par exemple, le Territoire a parfois exprimé des besoins spécifiques dans certains secteurs ou participé très directement au développement de certains opérateurs de façon à accroître le nombre d'étapes de parcours mises à disposition des demandeurs d'emploi. Ceci explique les disparités existantes au niveau des financements des chantiers quand on analyse le coût par poste en insertion. Différence de coût qu'il faut également analyser suivant le support d'activité du chantier et les coûts immobiliers parfois élevés suivant le type d'action et son antériorité (avec parfois des mises à disposition de locaux pour les plus anciennes actions).

Il en va de même pour les actions hors IAE qui sont très diverses dans leurs thématiques, leurs formes et leurs historiques vis à vis de l'institution. Dans certains cas, le Territoire du Pays d'Aix intervient simplement en fonctionnement dans le cadre d'un tour de table classique de financeurs publics. Dans d'autres cas, le montant de la subvention correspond à la volonté du Territoire de financer spécifiquement le loyer d'un opérateur (ex : Partage et Travail à Aix) ou de permettre l'installation d'une antenne en Pays d'Aix (ex : ADIE aux Milles). Compte tenu du caractère divers de ces actions, il paraît uniquement possible de procéder à un examen individuel de l'intérêt, de l'impact et de l'efficacité de chaque action face aux besoins du Territoire pour proposer un montant d'aide équilibré.

#### **2 – LA SITUATION ACTUELLE**

Tenant compte du nouveau contexte budgétaire défini par la Métropole, il convient d'établir une nouvelle ligne stratégique en terme de financement des associations œuvrant en faveur de l'insertion et de l'emploi. Par ailleurs, les évolutions des politiques emploi au niveau national, avec notamment le renforcement des mesures pour les jeunes (garantie jeunes, 1 jeune, 1 solution...) invitent à se recentrer sur le cœur de cible en terme de public : les adultes les plus en difficulté du Territoire.

#### **Objectifs visés :**

- Optimiser l'enveloppe de la Direction de l'Insertion et de l'Emploi dans le domaine de l'IAE

- Recentrer et réaffirmer les priorités IAE du Territoire du Pays d'Aix

- Afficher des critères clairs aux partenaires demandeurs.

Dans ce champ d'intervention, la politique soutenue par le Territoire du Pays d'Aix a comme objectif prioritaire l'insertion socioprofessionnelle des habitants et plus particulièrement des demandeurs d'emploi les plus en difficulté, résidant sur le Territoire du Pays d'Aix.

Au regard des besoins identifiés pour le public cible (les demandeurs d'emploi adultes les plus en difficulté du Territoire), la priorité retenue porte sur les actions du secteur de l'Insertion par l'Activité Économique.

### **Propositions d'ajustement et révision des priorités du Territoire.**

#### **Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI)**

Compte tenu du contexte financier et des résultats cités ci-dessus, il semble important de **poursuivre le financement des actions IAE et plus particulièrement celui des ACI** (Ateliers et Chantiers d'insertion) de façon à conforter ces dispositifs d'insertion socioprofessionnelle ayant un fort impact sur le public cible.

Notons que les structures porteuses de ces actions bénéficient toutes d'un agrément et d'un conventionnement auprès du Conseil Départemental de l'insertion par l'Activité Économique, garantissant un cofinancement efficace et la qualité du travail effectué auprès des publics en difficulté.

Ainsi, les ACI proposent des étapes de parcours décisives pour les participants du PLIE, grâce aux postes en insertion ouverts en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion.

**Afin de permettre un financement cohérent, il paraît indiqué de fixer des règles d'intervention par poste : Il est proposé de ne pas dépasser 2.000 €/poste conventionné pour un chantier standard et jusqu'à 3.000 €/poste pour les chantiers ayant un support d'activité particulièrement coûteux. Bien entendu ces règles peuvent être soumises à dérogations si une situation particulière le justifiait.**

**Les Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI)** seraient privilégiés par rapport aux autres types d'actions conduites dans le champ de l'IAE par les structures telles que - **Association Intermédiaire (AI), Entreprise d'insertion (EI), Groupement d'Entreprise d'Insertion par la Qualification (GEIQ)**, les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) ou les Associations Intermédiaires (AI). Bien que relevant du secteur de l'Économie Sociale et Solidaire et plus particulièrement du

champ de l'Insertion par l'Activité Économique, ces structures agréées par l'État ont vocation à accueillir des personnes proches de l'emploi. Ces structures se situent sur le secteur concurrentiel et les activités économiques qu'elles développent leur permettent de s'autofinancer à moyen terme. Aussi, le soutien apporté à ces structures se définit sous la forme d'aide au démarrage de 60.000 € maximum sur trois ans.

Une évaluation systématique de l'activité et de l'efficacité de ces actions sera conduite pour déterminer la poursuite du financement sur les deuxième et troisième années.

**Cette stratégie induit la pondération ou l'arrêt du financement d'autres actions sur les thématiques d'aide à la création d'entreprises, de formation, accompagnement des jeunes et autres publics.**

Ces financements ne répondent pas aux mêmes objectifs et concernent des publics plus autonomes dans leur recherche de création d'activité ou d'emploi.

Ces financements pourraient relever davantage d'une thématique « Économie » surtout lorsque les bénéficiaires ont déjà un projet professionnel défini. A ce titre, les partenaires seront éventuellement réorientés sur d'autres services métropolitains.

**Il paraît également important de conserver une partie de l'enveloppe budgétaire attribuée à la politique Emploi Insertion afin de pouvoir financer de nouveaux projets innovants sur le Territoire. Compte tenu du budget alloué au service en 2021, une enveloppe de 50.000 € pourrait être réservée à ces actions innovantes.**

Les éléments présentés ci-dessus devront faire l'objet d'un arbitrage des élus de la Commission du Développement Économique, Emploi et Agriculture en début d'année 2021.

Suite à la décision prise, une communication adéquate devra être adressée aux structures financées dès le premier trimestre 2021, de façon à ce que les opérateurs puissent anticiper ces orientations.

### **3 - CRITÈRES D'INTERVENTION :**

#### **• Mode d'instruction des dossiers**

Le montant de l'aide votée par les élus métropolitains est déterminé individuellement après instruction des dossiers par le service « IAE et emploi » qui prend en compte les éléments suivants :

- Pertinence de l'action par rapport aux 4 critères d'intervention (voir page 1).

- Pertinence de l'action sur le Territoire : Analyse d'une éventuelle redondance de l'action avec celle d'autres structures, prise en compte de la localisation des actions de façon à apporter une offre équilibrée sur le Territoire, prise en compte de la nécessité de couvrir les diverses thématiques de l'insertion (IAE, aide à la création d'entreprise, mobilité, levée de freins à l'emploi...).

- Antériorité et efficacité de l'action (analyse du bilan précédent).

- Montant demandé par l'opérateur par rapport à l'impact de l'action sur le terrain de façon à maximiser l'effet de l'aide par rapport au montant de fonds publics engagés.

- Prise en compte des impératifs budgétaires de la Direction. Dans un contexte de refaction budgétaire, il convient d'appliquer une stratégie visant à maintenir une offre de service satisfaisante pour les demandeurs d'emploi et à protéger les opérateurs existants.

#### **SYNTHÈSE DES NOUVEAUX CRITÈRES D'INTERVENTION PROPOSÉS :**

- **Methodologie**

Il est plus que jamais d'actualité de traiter les aides financières suivant un cadre strict d'évaluation et d'objectifs concrets sur les thématiques traitées.

Chaque demande de subvention sera évaluée à l'aune d'un critère fondamental : l'impact réel sur les personnes en recherche d'emploi du Territoire et plus particulièrement les personnes intégrées dans un parcours d'accompagnement PLIE, déterminé après l'étude des bilans n-1.

- **Stratégie financière**

-Sécuriser les actions IAE Ateliers Chantiers d'Insertion

**Intervention financière indexée par poste : Il est proposé de plafonner l'intervention du Territoire à 2.000 €/poste conventionné pour un chantier standard et jusqu'à 3.000 €/poste pour les chantiers ayant un support d'activité particulièrement coûteux ou peu rémunérateur en terme de chiffre d'affaire.**

- Limitation des autres actions IAE (Association Intermédiaire, Entreprise d'Insertion, Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) à des aides au démarrage et/ou à 3 ans de financement consécutif maximum.

- Pondération ou arrêt du financement d'autres actions sur les thématiques : aide à la création d'entreprises (parfois redondantes et déjà financées par la Direction Développement Économique et

Agriculture, formation et autres... de façon à préserver et développer la levée de freins à l'emploi en privilégiant toujours les actions démontrant une efficacité tangible sur le terrain.

#### **- Enveloppe de 50.000 € réservée aux nouvelles actions d'insertion innovantes.**

Budgétairement, ces propositions peuvent se traduire comme suit :

Axes d'intervention	2021
Actions IAE Ateliers Chantiers d'Insertion	400.000 €
Assoc. EI, GEIQ, ETTI, AI	50.000 €
Autres type d'actions « levée de freins »	200.000 €
Actions innovantes/nouvelles	50.000 €
<b>TOTAL</b>	<b>700.000 €</b>

#### **Rappel sur les différentes structures du secteur de l'Insertion par l'Activité Économique**

##### **Les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI)**

Les ateliers et chantiers d'insertion ont pour objectifs de recruter, d'accompagner, d'encadrer et de former des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières en vue de faciliter leur retour à l'emploi. Leurs activités peuvent s'exercer dans l'ensemble des secteurs d'activité dès lors que les avantages et aides octroyés par l'État ne créent pas de distorsion de concurrence et que les emplois ainsi créés ne se substituent pas à des emplois privés ou publics existants. Les biens et les services qu'ils produisent peuvent être commercialisés, dans des limites fixées par l'État, dès lors qu'ils contribuent aux activités d'insertion sociale et professionnelle des personnes embauchées. Organisés de manière ponctuelle ou permanente, les ACI sont des associations loi 1901 et sont le plus souvent portés par un organisme de droit privé à but non lucratif. Pour autant, ils peuvent aussi être portés par une commune, un établissement public de coopération intercommunale, un département, un syndicat mixte, un centre communal ou intercommunal d'action sociale (CCAS), etc. (liste déterminée par décret).

##### **Les Entreprises d'Insertion (EI)**

L'entreprise d'insertion produit des biens et des services en vue de leur commercialisation. Elle propose aux personnes en difficulté d'accès à l'emploi un parcours personnalisé fondé sur la mise en situation de travail. L'EI est une véritable unité de production qui a les mêmes contraintes et les mêmes impératifs de production et de qualité qu'une entreprise "classique".

##### **Les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)**

L'ETTI est une entreprise de travail temporaire de type particulier. Son activité consiste à mettre à disposition des personnes auprès d'entreprises du secteur marchand, dans le cadre de missions

d'interim, avec pour objectif l'accès à l'emploi durable. La mise à disposition dans l'entreprise classique se fait selon la réglementation rattachée aux entreprises de travail temporaire. Pour compenser les difficultés des salariés, un accompagnement social et professionnel est effectué par les permanents de la structure.

### **Les Associations Intermédiaires (AI)**

Créée en 1987, l'Association Intermédiaire a pour rôle de mettre du personnel à disposition à titre onéreux mais à but non lucratif pour réaliser des petits travaux. Localement, les associations effectuent des activités d'aide à domicile, de ménage, bricolage, jardinage, manutention, restauration, commerce, activités culturelles. L'AI s'adresse à des personnes éloignées de l'emploi et met en œuvre à leur égard des dispositifs d'accueil et d'accompagnement socioprofessionnel. Ses clients sont des particuliers, des associations, des collectivités locales, des entreprises (dans la limite de 480 heures).

### **Les Régies de Quartier ou de Territoire (RQ et RdT)**

La Régie de Quartier émane d'un projet « pour le Territoire » en intervenant au quotidien sur de la gestion urbaine de proximité : l'objectif du dispositif étant d'améliorer le cadre de vie des habitants d'un quartier, en créant ou recréant du lien social. Le partenariat avec tous les acteurs de la vie d'un quartier (institutions politiques et administratives, bailleurs sociaux, associations locales, entreprises, artisans...) est indispensable et même un des fondements identitaires du projet Régie de Quartier.

On distingue 2 types de régie : la Régie de Quartier qui intervient sur un quartier et la Régie de Territoire qui intervient sur le rural. Une Régie de Quartier est une association loi 1901, labellisée par le réseau national, le CNLRQ. La Régie de Quartier a également la possibilité d'être conventionnée ACI et/ou EI.

### **Groupeement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)**

N'appartenant pas au secteur de l'IAE au sens de la loi de lutte contre les exclusions (1998), les GEIQ participent toutefois à l'insertion professionnelle des personnes en difficulté. Le GEIQ est l'outil d'un collectif d'entreprises solidaires destiné à organiser des parcours continus d'insertion et de qualification pour les demandeurs d'emploi qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle, c'est-à-dire qu'il permet à des entreprises de se regrouper lorsqu'elles souhaitent partager des compétences qu'elles ne peuvent pas recruter seules. Le GEIQ met en place le recrutement, les contrats de travail et les formations puis met à la disposition de leurs entreprises adhérentes les services de personnes en parcours de qualification et d'insertion devant

déboucher vers l'emploi (principalement en contrat de professionnalisation).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de réaffirmer les priorités du Territoire du Pays d'Aix en matière d'Insertion par l'Activité Économique et d'établir une nouvelle ligne stratégique reposant sur des critères d'intervention clairs.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Sont approuvés les critères d'intervention de la politique Insertion et Emploi du Territoire du Pays d'Aix

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Agriculture**

**2021 CT2 148**

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine - Intervention sur les Communes de Peynier, Rousset, Saint-Cannat et Simiane-Collongue**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant 4 ventes de parcelles avec révision de prix sur les Communes de Peynier, Rousset, Saint-Cannat et Simiane-Collongue.

- **Peynier**

- Parcelle(s) : Section AM N°66 ; Surface : 43 ares 58 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 40 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 15 325,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat (DIE), que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- **Rousset**

- Parcelle(s) : Section AR N°189-190 ; Surface : 57 ares 60 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 175 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 110 960,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- **Saint-Cannat**

- Parcelle(s) : Section F N°73, 74 et 75 ; Surface : 1 hectare 29 ares 85 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 36 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 15 900,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve

de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Simiane-Collongue

- Parcelle(s) : Section AY N°122 ; Surface : 18 ares 50 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 20 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 11 760,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code rural pris en ses articles L.141-1 et suivants, L.142-1 et suivants, L.143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) conclue avec la SAFER ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 23 mars 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 4 ventes de parcelles sur les Communes de Peynier, Rousset, Saint-Cannat et Simiane-Collongue.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 4 préemptions en révision de prix sur les communes de Peynier, Rousset, Saint-Cannat et Simiane-Collongue, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

##### **Article 2 :**

Sera versée la somme de 500 € HT à la SAFER pour chacune de ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, en cas de notification par la SAFER du retrait de la vente du ou des biens par leur propriétaire respectif.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 011, Nature 611, Fonction 6312.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 149**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'objectifs 2020 avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) pour la création et la diffusion d'un livret sur les productions et débouchés économiques agricoles à plus-value environnementale**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) accompagné par Bio de Provence-Alpes-Côte d'Azur a réalisé une enquête, sur la moyenne et basse vallée de l'Arc, par l'inventaire des débouchés économiques locaux des denrées agricoles.

Cette enquête a permis d'identifier les filières agricoles favorables à l'environnement (climat, biodiversité et qualité de l'eau) qu'il est pertinent de développer.

Le SABA a souhaité valoriser les résultats de cette étude et sollicité l'aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'un livret pédagogique dont le but est d'apporter, à tous les acteurs, une meilleure connaissance des différents débouchés par filières, des perspectives de nouvelles productions en faveur de l'environnement et des perspectives de développement de l'agriculture biologique.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020 a approuvé, par délibération n°2020\_CT2\_096, la convention d'objectifs 2020 conclue entre le Territoire du Pays d'Aix et le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) et l'attribution d'une subvention d'un montant de 15 200 € au Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) afin de contribuer au financement de l'action objet de la convention : « Création et diffusion d'un livret sur les productions et débouchés économiques agricoles à plus-value environnementale (climat, biodiversité, qualité de l'eau) ».

La durée initiale de la convention, à compter de sa date de signature, devait s'achever au 31 mars 2021.

Le Président du SABA a adressé le 18 février 2021 une demande motivée de prolongation de la durée de la convention.

En raison de l'épidémie de COVID 19, de la crise sanitaire qu'elle a causée, et conformément à la

circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020, l'objet du présent avenant est de prolonger la convention initiale, signée le 9 novembre 2020, du fait du report de l'action qui n'a pu se dérouler comme prévu sur l'année 2020.

En effet, compte tenu de la situation sanitaire durant l'année 2020, le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc n'a pu mener à bien son action. Le travail n'a pu démarrer qu'en début d'année 2021.

Un changement de personnel au sein de Bio Paca, partenaire du SABA pour la réalisation du livret, a également retardé le démarrage de l'action.

Aussi, le SABA demande une prolongation de la durée de la convention initiale pour la réalisation de l'action relative à : « La création et la diffusion d'un livret sur les productions et débouchés économiques agricoles à plus-value environnementale (climat, biodiversité, qualité de l'eau) »

L'avenant qu'il est proposé d'approuver prévoit que la convention prend effet à compter de sa date de signature et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention. Seront prises en compte les dépenses réalisées dans le cadre de la présente convention entre sa date de signature et le 31 juillet 2021.

Sur le plan financier, et conformément aux modalités de paiement définies à l'article 4 de la convention d'objectifs 2020, un acompte de 70 % du montant prévisionnel de la subvention (15 200 euros TTC), soit 10 640 euros TTC a été versé au SABA, en 2020, après signature de la convention.

L'avenant de prolongation de la durée initiale de la convention n'entraîne pas d'incidence sur le versement du solde de la subvention, qui interviendra après production et acceptation des documents financiers conformément à l'article 4 « Modalités de paiement » de la convention d'objectifs 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2020\_CT2\_096 du Conseil de Territoire du 23 juillet 2020 attribuant une subvention au Syndicat

d'Aménagement du Bassin de l'Arc et approuvant la convention d'objectifs afférente ;

- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le courrier de demande de prolongation, du 18 février 2021, du Président du SABA au Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a retardé en 2020 le démarrage de l'action prévue dans la convention d'objectifs conclue avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc.
- La demande du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) de prolongation de la durée de la convention d'objectifs 2020.

Délibère

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs 2020 entre le Territoire du Pays d'Aix et le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) prorogeant le terme de la convention au plus tard au versement du solde de la subvention. Seront prises en compte les dépenses réalisées dans le cadre de la présente convention entre sa date de signature et le 31 juillet 2021.

**Article 2 :**

Est autorisé le versement au Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) du solde de la subvention, afin de contribuer au financement de l'action décrite préalablement, selon les modalités de paiements définies à l'article 4 de la convention d'objectifs 2020.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant n°1 à la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 657382, Fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 150**

**Attribution de subventions aux associations à caractère agricole - Approbation de conventions**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur son territoire, de promouvoir, faire découvrir et sauvegarder les produits du terroir.

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture locale constitue un potentiel important d'approvisionnement alimentaire, de création d'emplois et de rayonnement du territoire.

Il convient également de rappeler que la Charte agricole du Pays d'Aix, dans son volet économique, fixe les trois objectifs suivants :

- Faire connaître et reconnaître l'agriculture
- Promouvoir l'agriculture
- Améliorer la commercialisation des produits

Pour l'année 2021, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix, des

actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole et de création d'emplois.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **107 000 €** aux associations suivantes :

N°SU	Associations	Actions subventionnées	Objet de l'action	Budget prévisionnel	Subv. versée	Subv. proposée	Commentaire
2021_001	ASSOCIATION RÉSISTANCE POUR LA DÉFENSE DES BOURGEOISIES AUTONOMES	Animation de quartier des ateliers agricoles et d'histoire ou ateliers jeunesse (JAN)	Realiser et animer des ateliers agricoles, des ateliers d'histoire ou ateliers jeunesse	7 000 €	0 000 €	0 000 €	NON
2021_004	ASSOCIATION COMMANDEMENT DE LA VIOLETTA DU PAYS D'AIX	Actions culturelles de promotion de l'histoire et de l'histoire du pays d'Aix	Realiser et animer des ateliers culturels, des ateliers d'histoire ou ateliers jeunesse	21 000 €	0 000 €	0 000 €	NON
2021_005	PAULUS COMITE DEPARTEMENTAL D'ORGANISATION DE LA FETE DE LA VIOLETTE DU PAYS D'AIX	Organiser la fête de la violette du pays d'Aix	Organiser la fête de la violette du pays d'Aix	28 000 €	0 000 €	0 000 €	NON
2021_006	MAISON DE LA TRAVAILLEUSE	« La Violette », une fête de la violette	Organiser la fête de la violette	18 000 €	0 000 €	0 000 €	NON
2021_007	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE LA PROMESSE DE PRODUITS	Production de la promesse de produits	Production de la promesse de produits	4 000 €	0 000 €	0 000 €	NON
2021_008	ASSOCIATION AGRICOLE D'ORGANISATION DE LA FETE DE LA VIOLETTE	Fête de la violette d'organisation de la fête de la violette	Fête de la violette d'organisation de la fête de la violette	18 000 €	0 000 €	0 000 €	NON
2021_009	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE LA FETE DE LA VIOLETTE	Production de la fête de la violette	Production de la fête de la violette	28 000 €	0 000 €	0 000 €	NON
2021_010	LES VIOLETTES DE LA BASTIDE VIOLETTE	Production de la fête de la violette	Production de la fête de la violette	11 000 €	0 000 €	0 000 €	OK

2021_011	LES VIOLETTES DE LA BASTIDE VIOLETTE	Organisation de la fête de la violette	Production de la fête de la violette	64 000 €	10 000 €	10 000 €	OK
2021_012	LES VIOLETTES DE LA BASTIDE VIOLETTE	Organisation de la fête de la violette	Production de la fête de la violette	62 000 €	11 000 €	0 000 €	OK
2021_013	LES VIOLETTES DE LA BASTIDE VIOLETTE	Production de la fête de la violette	Production de la fête de la violette	38 000 €	10 000 €	12 000 €	OK
2021_014	LES VIOLETTES DE LA BASTIDE VIOLETTE	Organisation d'une journée technique	Organisation d'une journée technique	0 120 €	0 000 €	0 000 €	OK
2021_015	ASSOCIATION DES BOURGEOISIES AUTONOMES	Remplacement des produits agricoles	Remplacement des produits agricoles	128 000 €	0 000 €	0 000 €	NON
2021_016	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI AGRICOLE ET RURAL	Organisation de la fête de la violette	Production de la fête de la violette	62 000 €	0 000 €	0 000 €	NON
2021_017	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI AGRICOLE ET RURAL	Production de la fête de la violette	Production de la fête de la violette	73 000 €	0 000 €	0 000 €	NON
2021_018	ASSOCIATION DES BOURGEOISIES AUTONOMES	Remplacement des produits agricoles	Remplacement des produits agricoles	68 000 €	0 000 €	0 000 €	NON

2021_019	LES AMIS DU PRINTEMPS DE LA GARTROCHE PROVINCIALE	Fête de la violette	Mettre à disposition des produits de la violette	280 000 €	27 000 €	27 000 €	OK
2021_020	DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE (DCA) DU LORRAIN	Programme de développement agricole	Programme de développement agricole	140 000 €	0 000 €	0 000 €	NON
TOTAL				107 000 €			

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que :

- les subventions mentionnées inférieures ou égales à 5 000 € feront l'objet d'un seul versement, sitôt effectué le contrôle de légalité de la délibération afférente par les services préfectoraux.
- les subventions mentionnées supérieures à 5 000 €, en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, feront l'objet de deux versements soit :

- un acompte de 80 % après signature de la convention et sur demande du bénéficiaire

- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers

Les associations quant à elles, ont pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2021 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2021 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier

- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Délibère

#### Article 1 :

Est attribué aux associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 107 000 €.

#### Article 2 :

Sont approuvées les conventions d'objectif 2021 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les associations « Les Vignerons de la Sainte-Victoire » et « les Amis de la gastronomie Provençale ».

#### Article 3 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment les conventions ci-annexées.

#### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget 06 - État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi - Commerce et artisanat**

### 2021 CT2 151

#### **Attribution de subventions aux associations de commerçants et artisans de proximité**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par le Pays d'Aix pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Composante de l'économie locale et véritable valeur ajoutée de l'attractivité des centres-villes et villages, l'activité de nos commerçants et artisans contribue à notre qualité de vie, dans l'intérêt général.

Les subventions présentées tiennent compte de l'impact de leur action sur le territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles.

Les demandes ont été examinées au regard des critères adoptés par le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 13 décembre 2011 (délibération N° 2011\_A195).

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **15 000 €** aux associations suivantes :

n°GU	Association	Action subventionnée	Objet de l'action	Budget prév. action ou fonctionnement général	Subv. sollicitée	Subv. proposée	Conv. oui / non
2021_747	EPAT & VOUS	Maintien et déploiement de la boutique « EPATS/VOUS » au centre-ville de la commune de Pertuis	Concept store offrant aux artisans et créateurs du pays d'Aix une visibilité et apportant une attractivité commerciale au centre-ville.	33 500 €	12 000 €	10 500 €	NON
2021_446	PERTUIS ACTIVE	Foire aux simples	Organisation au centre-ville de Pertuis d'un rassemblement de producteurs de plantes aromatiques et médicinales le 12 juin 2021	20 000 €	5 000 €	4 500 €	NON
						<b>TOTAL</b>	<b>15 000 €</b>

**EPAT & VOUS (PERTUIS) :** A son origine en 2017, la structure EPAT & VOUS était intégrée au CBE Sud - Lubéron. Cette année et grâce à son succès elle est devenue une association indépendante. Sa nouvelle présidente continue l'œuvre commencée : animation d'une boutique de centre-ville, véritable vitrine des artisans d'art et créateurs, qui dispose en arrière-boutique d'un atelier servant également de salle de formation. Des stages et formations destinés aux adultes et aux enfants sont proposés. En 2020, 42 ateliers ont ainsi accueilli 103 participants

Depuis mai 2018, 57 créateurs ont intégré cet espace d'accueil, pour un temps déterminé.

Ce concept store qui a créé 3 emplois sous forme de contrats civiques, est le commerce le plus visité de la rue Colbert. Le nombre de visiteurs annuel est de 21 000 et le nombre d'articles vendus dépasse les 7 300 pièces.

Malgré la période difficile vécue en 2020, l'association a su rebondir en jouant la carte de la solidarité et en accueillant de nouveaux créateurs.

**PERTUIS ACTIVE (PERTUIS) :** Cette association a été créée le 8 Février 2020, elle a pour objet la mise en valeur de la Ville de Pertuis et du Territoire du Val de Durance par tous moyens dans le domaine des activités d'animations et de développement patrimoniales, économiques et touristiques en partenariat avec la ville, l'association des commerçants de Pertuis et le Parc Naturel Régional du Lubéron.

Pour sa 1ère édition en juin 2021, le programme autour des Simples comprend un marché de plus de 26 exposants/producteurs avec stand librairies et ateliers dans le centre-ville de Pertuis, présentation d'outils et matériel de cueillette et de transformation sur le cours de la République, conférences, expositions dans la chapelle de l'hôpital, sortie botanique de reconnaissance de 5 kms autour de Pertuis, spot musical et défilé provençal. PERTUIS ACTIVE table sur la venue de plus de 2000 visiteurs sur une journée.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que :

- Les subventions mentionnées inférieures ou égales à 5 000 € feront l'objet d'un seul versement, sitôt effectué le contrôle de légalité de la délibération afférente par les services préfectoraux.
- Les subventions mentionnées supérieures 5 000 €, feront l'objet de deux versements soit :
  - un acompte de 80 %, sur demande du bénéficiaire

- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et du compte-rendu financier signé.

Les associations quant à elles, ont pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2021 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2021 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier

- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée

En outre, conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par délibération n° FBPA 029-8299 du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 25 mars 2021.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère commercial et artisanal.
- Que les projets portés en 2021 par les associations EPAT&VOUS et PERTUIS ACTIVE favorisent l'activité commerciale et artisanale de proximité et qu'elles sont initiatrices de projets structurants de dynamisation du centre-ville.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribué aux associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 15 000 €.

### Article 2 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget - État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 632.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**Environnement, cadre de vie,  
développement durable,  
déchets et cycle de l'eau -  
Environnement**

## 2021 CT2 152

### **AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Acoucité pour le programme d'actions 2021 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019, la Métropole a décidé de soutenir le développement d'un Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle métropolitaine afin de suivre plus précisément les évolutions en matière de bruit sur ce territoire.

Deux associations, spécialistes de l'acoustique (Acoucité, pôle de compétence national sur le bruit) et de la métrologie (AtmoSud, association agréée de surveillance de la qualité de l'air en région Sud) proposent à la Métropole de déployer un Observatoire de l'Environnement Sonore, en définissant un programme de travail annuel basé sur le suivi des projets en cours sur le territoire.

Acoucité, est une association loi 1901 créée en 1996 à l'initiative du Grand Lyon et de ses membres fondateurs [IFSTTAR (Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux), ENTPE (École Nationale des Travaux Publics de l'État), CEREMA (Centre d'Études et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement), CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment)...]. C'est un pôle de compétence sur l'environnement sonore urbain qui a pour vocation de favoriser les échanges entre les centres de recherches et les besoins opérationnels des villes ou agglomérations, notamment en matière de gestion des bruits urbains liés aux transports terrestres. La plupart des travaux sont menés sur le territoire de l'agglomération lyonnaise, et dans le grand Sud Est, terrain de test et d'expérimentation privilégié.

Acoucité collabore à des programmes européens : LIFE (GIPSYNOISE, outil SIG conforme aux exigences de la Directive Européenne, HOSANNA, nouvelles solutions acoustiques naturelles, HARMONICA, nouveaux indicateurs acoustiques, MONICA, Internet des objets dédiés au confort acoustique et à la sécurité...) et anime un réseau de villes françaises et européennes partenaires du projet.

AtmoSud est l'observatoire régional de la qualité de l'air, agréé par le ministère en charge de l'Environnement pour la Surveillance de la Qualité de l'Air de la région Sud (AASQA). Cette structure associative regroupe quatre collèges d'acteurs (collectivités territoriales, services de l'État et ses établissements publics, industriels, associations de protection de l'environnement et de consommateurs, des personnalités qualifiées et/ou professionnels de la santé).

AtmoSud est membre de la Fédération Atmo France et agit pour la santé de tous. Elle améliore continuellement ses connaissances des polluants atmosphériques et de la qualité de l'air. Elle identifie les populations exposées à un dépassement de normes limites pour la santé pour mettre en évidence les zones où il faut agir.

AtmoSud apporte à l'Observatoire de l'Environnement Sonore ses compétences et moyens de terrain ainsi que la cohérence air/bruit : gestion de la base de données, rapatriement des données, gestion des balises, accompagnement des prestataires pour l'installation des balises, développement progressif d'une compétence sur le sujet, participation à la stratégie d'échantillonnage...

L'objectif de ce partenariat est de déployer progressivement, à l'échelle de la Métropole, un Observatoire de l'Environnement Sonore sur la base de celui mis en œuvre sur le Territoire du Pays d'Aix.

Par souci d'efficacité de ce partenariat, il est proposé que la Métropole conventionne spécifiquement avec l'association Acoucité, sachant que cette association s'appuiera directement sur les compétences et l'expertise d'Atmosud, et dans ce cadre, lui reversera une partie de la subvention.

En 2021, Acoucité et AtmoSud proposent 3 actions spécifiques :

Animation d'un groupe national sur le bruit et partage d'expérience :

Comme en 2020, l'association Acoucité propose d'apporter son expertise à différentes agglomérations nationales pour la mise en place de leurs observatoires du bruit. L'association s'engage à atteindre les objectifs d'intérêts généraux suivants conformes à l'objet social de l'association, à savoir :

- Développer des outils d'aide à la décision notamment sur les politiques d'aménagements et de réalisation d'infrastructures,
- Coordonner les efforts de recherche en les rendant accessibles et appropriés aux besoins des collectivités [partenariats INRETS (Institut National de REcherche sur les Transports et leur Sécurité), CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), Ministère de la Transition écologique et solidaire, ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie)...],
- Apporter, lors de l'élaboration et la mise en œuvre de projets urbains, une assistance pratique dans la prise en compte du bruit dans ses dimensions : mesures acoustiques et sonores, analyse de l'impact social et psychologique, économique, prise en compte de ces paramètres sur le plan architectural et urbain,
- Développer une expertise, un conseil auprès des communes,

- Promouvoir la sensibilisation et la communication du grand public, des professionnels, des élus et des scolaires (Journées des transports, de l'environnement, de la science...),
- Diffuser une valorisation scientifique et technique, vers les habitants et les scolaires (expositions, site Web, émissions radio...), aux niveaux local, national et international,
- Co-animer les réseaux de villes et de groupes de travail nationaux et internationaux.

Depuis 2010, l'association Acoucité anime, aux côtés du Territoire du Pays d'Aix, un Observatoire de l'Environnement Sonore suite à l'appel à manifestation d'intérêt dirigé par l'ADEME et le Ministère de l'Environnement sur le sujet.

Neuf balises de mesures bruit sont aujourd'hui déployées sur le territoire. Le réseau de balises fixes couvre à ce jour les sites de :

- Aix en Provence - Boulevard du Roi René en parallèle de la station de mesure de la qualité de l'air,
- Aix en Provence - Avenue Schuman,
- Gardanne en parallèle de la station de mesure de la qualité de l'air,
- Aix en Provence - CFA/Rd9,
- Aix en Provence - Pont de l'Arc / Rd9,
- Aix en Provence - Ecole d'Art – Rue Emile Tavan en parallèle de la station de mesure de la qualité de l'air.

En complément, des mesures mobiles seront conduites sur un ensemble de sites définis en collaboration avec les services de la Métropole. A ce jour, des actions sont prévues sur :

- Venelles : Problématique relative au bruit de l'A51 et à la création d'une Glissière Béton Armé (GBA) centrale,
- Aéroport des Milles : Suivi de l'environnement sonore,
- Le Tholonet : suivi environnemental lié aux nuisances de la traversée de Palette et A8.

Déploiement de l'Observatoire du Bruit à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

En 2020, 3 stations supplémentaires de mesures ont été installées sur le territoire de la Métropole :

- Marseille – Bd Rabatau
- Marseille – Jarret / Timone
- Marseille – Joliette.

En 2021, il est aussi proposé de poursuivre ce déploiement avec une autre station fixe (lieu à définir). Par ailleurs, des mesures mobiles seront

conduites sur un ensemble de sites définis en collaboration avec les services de la Métropole. A ce jour, plusieurs actions sont envisagées sur :

- un quartier en phase de rénovation urbaine (ANRU)
- l'extension Zenibus Les Pennes Mirabeau – Marignane : Etat initial
- les mesures d'urgence transport : accompagnement de la mise en place de restrictions de circulation lors des pics de pollution et d'une Zone à Faibles Émissions
- l'état de l'environnement sonore sur de nouveaux territoires ou de nouvelles thématiques (territoires qui n'avaient pas la compétence bruit jusqu'à présent (Territoires du Pays Salonnais et Istres Ouest Provence, bruit industriel...).

Il est bien entendu que le déploiement de ces mesures mobiles ne se fera qu'avec l'accord formel préalable du Maire de la Commune concernée.

Dans le fonctionnement de l'Observatoire, Acoucity et AtmoSud s'attachent à la définition des sites de mesures, à l'exploitation des données recueillies, à la gestion technique du réseau et au fonctionnement des balises. Acoucity apporte son expertise acoustique, gère la base des données, les analyse, les diffuse sur une page dédiée de son site. Elle s'appuiera sur AtmoSud pour la gestion technique du réseau et le fonctionnement des balises.

Budget annuel du projet :

Le montant prévisionnel de ces actions se porte à **129 880 €** ; Acoucity sollicite la Métropole pour une subvention à hauteur de 100 000 €, soit 77 % du montant du projet dont 65 000 € sur le Territoire du Pays d'Aix (n° GUg2021\_00384) et 35 000 € au titre de la Métropole (n° GU 2021\_00392).

Pour l'ensemble des missions réalisées, Acoucity reversera la somme de 40 000 € à l'association AtmoSud.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 021-5420/19/BM du

Bureau de la Métropole du 28 février 2019 portant Approbation du déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La compétence lutte contre les nuisances sonores attribuée à la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.
- L'intérêt de déployer l'Observatoire de l'Environnement Sonore du Pays d'Aix, à l'échelle de la Métropole, en vue de compléter les éléments de la Cartographie du Bruit, élaborée en réponse aux dispositions fixées par la Réglementation Européenne relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement (Directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 transposée en droit français par les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11 du Code l'environnement).

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de **100 000 euros** à l'association Acoucity pour la mise en œuvre du programme 2021 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore dont :

- 65 000 euros dédiés aux actions 2021 sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- 35 000 euros dédiés au déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle métropolitaine.

Seront reversés 40 000 euros à AtmoSud par Acoucity au titre de l'Observatoire de l'Environnement Sonore.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits et ventilés comme suit :

- 65 000 euros sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748 ;
- 35 000 euros sur le budget Principal Métropolitain, en section de fonctionnement : Chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 153**

#### **Modalités de reconduction du dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements des particuliers**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le présent rapport concerne la reconduction et l'adaptation du dispositif d'aides destinées aux propriétaires privés occupants et bailleurs, en vue de la réhabilitation énergétique de leur logement. Afin de respecter l'enveloppe budgétaire attribuée pour cette action, il est proposé d'abroger l'aide aux travaux sur les copropriétés, pouvant générer des demandes de financement dépassant largement l'enveloppe prévue et nécessitant, en général, un engagement financier pluri-annuel.

L'efficacité énergétique des logements est un enjeu économique, social et environnemental majeur de la transition énergétique, confirmé par la loi de Transition énergétique pour la croissance verte de 2015 et la loi relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019.

Sur le Territoire du Pays d'Aix, la moitié des logements ont été construits avant 1975 (date de la première réglementation thermique), et donc sont peu ou pas isolés. Pour atteindre les objectifs du Plan Climat métropolitain 16.000 logements dont 3.000 sur le Pays d'Aix devraient être rénovés énergétiquement.

Les propriétaires sont invités à rénover leur logement pour améliorer leur confort, réduire les charges et contribuer à la lutte contre le changement climatique. L'enjeu pour les habitants est important dans une perspective d'augmentation continue et pérenne du prix de l'énergie.

Il s'agit de confirmer la poursuite du dispositif et d'adapter les aides proposées, au titre de la politique énergie du Territoire du Pays d'Aix. Ce dispositif s'articule autour :

- d'un primo-conseil, délivré par les conseillers de la Maison Energie Habitat Climat au cours d'un rendez-vous physique (ou en visio-conférence), d'outils, d'animations (analyses thermographiques, chantiers témoins...), de conseils en ligne sur les travaux, de simulation de coûts de travaux, d'une mise en relation avec les entreprises partenaires du dispositif, et d'une information sur les aides financières potentielles,
- la pré-instruction des dossiers de demandes d'aides réalisée par la Maison Énergie Habitat Climat et validée par les services du Territoire du Pays d'Aix pour les propriétaires donnant suite par des travaux effectifs,
- une mise en lien des acteurs sociaux pour les publics précaires avec ceux de la rénovation énergétique.

Ces aides sont ciblées exclusivement sur les travaux les plus efficaces en termes d'économies d'énergie et financières. Les travaux sont réalisés par des entreprises locales, qualifiées et certifiées « Reconnues Garantes de l'Environnement » (RGE)

Les aides s'adressent aux propriétaires occupants, en maisons individuelles, et aux propriétaires bailleurs de maisons individuelles réalisant des travaux dans un logement conventionné.

Les aides concernent les travaux suivants :

- la réalisation d'un diagnostic qui permet de hiérarchiser les besoins, d'établir la liste des travaux prioritaires, de définir son budget, de faire son choix, et d'estimer le retour sur investissement ; l'aide proposée est de 50 % du coût du diagnostic, aide plafonnée à 300 € ;
- l'isolation de la toiture, intervention prioritaire sur un bâtiment. Elle protège l'habitation des variations de température

extérieure l'hiver mais également l'été. Elle représente environ 30 % des déperditions d'un logement ; l'aide proposée est modulée de 150 à 450 € selon les ressources des demandeurs ;

- l'isolation des murs, intervention essentielle sur un bâtiment. Elle représente environ 25 % des déperditions d'un logement ; l'aide proposée est modulée de 975 à 2.900 € pour une isolation par l'extérieur et de 375 à 1.125 € pour une isolation par l'intérieur, selon les ressources du demandeur ;
- la régulation et la programmation font partie intégrante d'un programme de rénovation et contribuent pour 10 à 25 % aux économies réalisées. Elles permettent la régulation des températures en fonction des besoins, des périodes d'absence, des périodes de la journée et des conditions climatiques extérieures ; l'aide proposée est de 25 % du montant de l'installation, aide plafonnée à 150 € ;
- les systèmes solaires (chauffe-eau et chauffage), permettent de profiter d'une énergie gratuite et sans limite sur une grande partie de l'année ; l'aide proposée est de 20 % du coût de l'installation d'un chauffe-eau solaire plafonnée à 350 €, et de 20 % de l'installation d'un système combiné plafonnée à 500 €.

Les fiches techniques annexes détaillent les bénéficiaires, les caractéristiques techniques des travaux éligibles, les modalités de paiement.

Ces aides sont reconductibles toutes les années sous réserve de modifications et de disponibilités financières.

Les fonds à mobiliser sont estimés à 150.000 € par an, montant inscrit au Budget 2021 affecté au Territoire, qui pourra être révisé en fonction de la demande et des décisions budgétaires du Territoire du Pays d'Aix.

Le soutien du Territoire du Pays d'Aix complète d'autres dispositifs de l'État au travers du crédit d'impôt, le dispositif Provence Eco Rénov du Conseil Départemental 13, de certaines caisses de retraites...

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la

République ;

- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°ENV-001-6815/19/CM en date du 26 septembre 2019 approuvant le Projet de Plan Climat Air Énergie métropolitain ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, Déchets et Cycle de l'Eau du 30 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la reconduction et la modification du dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements privés des particuliers selon les conditions et les modalités décrites dans les annexes du présent rapport.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 0120 Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération budgétaire 4581162261, Nature 4581, Fonction 74, Autorisation de Programme n° DI261AP.

#### **Article 3 :**

Sont abrogées les dispositions des délibérations antérieures, relatives à ces soutiens financiers, si elles sont contraires à la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Madame le Président ou son représentant est autorisé à signer tous les actes utiles à la mise en œuvre de cette décision.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Forêt**

### **2021 CT2 154**

**Réalisation d'un chantier forestier d'insertion professionnelle par l'activité Protection et Valorisation des espaces forestiers sur la Commune de Gréasque**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le Territoire du Pays d'Aix. La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix est sollicitée pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur la Commune de Gréasque afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux départs de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économie, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondant à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (debroussaillage, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des rémanents...), les frais de transports des salariés, la réparation et l'entretien du matériel et les salaires des ouvriers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

La Commune de Gréasque apportera une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2020\_CT2\_400 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020 attribuant une subvention à l'association IE 13 au titre de l'année 2021, pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention pour la réalisation d'un chantier d'insertion par l'activité en forêt entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et la Commune de Gréasque.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Collecte et traitement des déchets**

### **2021 CT2 155**

#### **Approbation du contrat de reprise des emballages plastiques constitutifs du flux développement avec Citeo**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°DEA 003-3311/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé la signature avec Citeo du Contrat pour l'Action et la Performance (CAP) 2022 pour la filière des emballages ménagers ainsi que les contrats de reprise des matériaux en option filière.

Ainsi le contrat signé avec l'éco-organisme Citeo permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de bénéficier des soutiens financiers incitatifs liés notamment aux performances en matière de collecte sélective.

En s'associant avec l'éco-organisme Citeo, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pour les emballages ménagers mais également pour la reprise des matériaux triés. Ainsi, la reprise des matériaux issus de la collecte sélective à l'échelle de la Métropole se fait au travers de contrats de reprise en option filière : pour le verre, l'acier, l'aluminium, les papiers cartons, les briques élémentaires et les plastiques.

Par délibération n°DEA 016-6697/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé la signature d'un

avenant avec Citeo au Contrat pour l'Action et la Performance (CAP) 2022 pour la prise en compte d'un nouveau standard et la création d'une option spécifique de reprise, assurée par la société agréée, pour le standard dit « flux développement » pour les plastiques.

Pour rappel, la création de ce nouveau standard est le résultat de l'évolution des obligations réglementaires en matière de tri et valorisation matière, notamment par l'obligation d'ici 2022 de trier tous les emballages plastiques, appelé tri en Extension des Consignes de Tri (ECT). Le tri de ces nouveaux plastiques concerne les films, pots et barquettes qui viennent ainsi s'ajouter aux bouteilles et flacons plastiques.

Dans le cadre de son renouvellement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué fin 2020 un nouveau marché de tri des recyclables issus de la collecte sélective. Ce nouveau marché est mutualisé sur trois Territoires : le Territoire du Pays d'Aix, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et le Territoire Istres-Ouest-Provence.

Les prestations de tri du nouveau marché ont ainsi démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et permettent le tri de tous les matériaux dont les plastiques en ECT selon le standard dit « flux développement » regroupant ainsi tous les nouveaux plastiques rigides en ECT (hors films).

Compte-tenu des délibérations citées précédemment et du contexte du nouveau marché de tri mutualisé, il convient désormais d'officialiser la reprise du Flux développement par Citeo actant un prix de reprise unique à zéro euros par tonne et la prise en compte des tonnages du flux développement dans les soutiens financiers versés par Citeo. Les conditions de rachat à zéro €/t du flux développement sont contrebalancées par un rachat plus important par Valorplast des autres résines plastiques ainsi épurées des ECT.

L'objet du présent rapport est d'approuver le contrat de reprise du Flux Développement par Citeo afin de permettre la prise en compte des tonnes de plastiques concernées dans les soutiens financiers versés par Citeo.

Le présent contrat reprend les conditions de reprise du Flux Développement à compter du 1<sup>er</sup> mai 2021 jusqu'au 31 décembre 2022 et est valable pour les Territoires concernés à l'échelle de la Métropole (Territoire du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Istres-Ouest-Provence).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 003-3311/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la signature avec Citeo du contrat CAP 2022 pour la filière des emballages et des contrats de reprise matériaux option filière ;
- La délibération n°DEA 016-6697/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant « flux développement » au contrat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'éco-organisme Citeo relatif à la REP pour les emballages ménagers pour la période de 2018 à 2022 ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le contrat à conclure avec Citeo pour la reprise du standard dit «flux développement » pour les plastiques.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le présent contrat type de reprise pour la reprise du standard plastiques « flux développement » avec l'éco organisme Citeo.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées sur le Budget Annexe du SPED, Chapitre 70, Fonction 7212.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 156**

**Approbation d'un avenant au contrat Valorplast pour la reprise des emballages plastiques option filière**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°DEA 003-3311/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé la signature avec Citeo du contrat pour l'Action et la Performance (CAP) 2022 pour la filière des emballages ménagers ainsi que les contrats de reprise des matériaux en option filière.

Ainsi le contrat signé avec l'éco-organisme Citeo permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de bénéficier des soutiens financiers incitatifs liés notamment aux performances en matière de collecte sélective.

En s'associant avec l'éco-organisme Citeo, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pour les emballages ménagers mais également pour la reprise des matériaux triés. Ainsi, la reprise des matériaux issus de la collecte sélective à l'échelle de la Métropole se fait au travers de contrats de reprise en option filière : pour le verre, l'acier, l'aluminium, les papiers cartons, les briques élémentaires et les plastiques.

Concernant les plastiques, ces derniers, une fois triés, sont repris par la société Valorplast, en application du contrat option filière signé le 22 décembre 2017, en vue d'un recyclage matière. Valorplast est ainsi le repreneur unique à l'échelle de la Métropole pour les plastiques triés selon deux standards :

- le standard dit 1 « 3 flux bouteilles et flacons », correspondant aux flux d'emballages hors extension des consignes de tri des plastiques,

- le standard dit 2 option 1 « 3 flux rigides » et « 1 flux souples » correspondant aux flux d'emballages issus de l'extension des consignes de tri des plastiques.

Les standards définissent les modalités de conditionnement des différents emballages et donc les modalités de tri de ces produits sur les chaînes de tri.

Par délibération n°DEA 016-6697/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé la signature d'un avenant avec Citeo au contrat pour l'Action et la Performance (CAP) 2022 pour la prise en compte d'un nouveau standard et la création d'une option spécifique de reprise, assurée par la société agréée, pour le standard dit « flux développement » pour les plastiques.

Pour rappel, la création de ce nouveau standard est le résultat de l'évolution des obligations réglementaires en matière de tri et valorisation matière, notamment par l'obligation d'ici 2022 de trier tous les emballages plastiques, appelé tri en Extension des Consignes de Tri (ECT). Le tri de ces nouveaux plastiques concerne les films, les pots et barquettes qui viennent ainsi s'ajouter aux bouteilles et flacons plastiques.

Dans le cadre de son renouvellement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué fin 2020 un nouveau marché de tri des recyclables issus de la collecte sélective. Ce nouveau marché est mutualisé sur trois Territoires : le Territoire du Pays d'Aix, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et le Territoire Istres-Ouest-Provence.

Les prestations de tri du nouveau marché ont ainsi démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et permettent le tri de tous les matériaux dont les plastiques en ECT selon le standard dit « flux développement » (constitué de résines PET foncé et des pots et barquettes) d'ici le deuxième trimestre 2021.

Compte tenu,

- d'une part de l'existence de deux standards plastiques repris par Valorplast, c'est-à-dire le standard 1 des 3 flux hors ECT et le standard 2 des 4 flux ECT,
- du fait que Valorplast ne propose pas la reprise du Flux Développement,
- et d'autre part de la reprise du standard Flux Développement par Citeo,

il convient d'apporter une modification au contrat option filière avec Valorplast actant de la reprise des plastiques selon le standard dit 4 « hors flux développement » en plus des deux standards initialement repris, Valorplast conservant cette partie du gisement, le flux développement étant repris par Citeo.

L'objet du présent rapport est de formaliser par avenant au contrat Valorplast signé le 22 décembre 2017, le nouveau standard dit 4 « hors Flux Développement », d'acter sa reprise par Valorplast afin de permettre la prise en compte des tonnes de

plastiques concernés dans les soutiens financiers versés par Citeo.

Le présent avenant reprend cette modification et les conditions associées à compter du 1<sup>er</sup> mai 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 003-3311/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la signature avec Citeo du contrat CAP 2022 pour la filière des emballages et des contrats de reprise matériaux option filière ;
- La délibération n°DEA 016-6697/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant « flux développement » au contrat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'éco-organisme Citeo relatif à la REP pour les emballages ménagers pour la période de 2018 à 2022 ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver l'avenant au contrat Valorplast pour la reprise du nouveau standard dit « hors flux développement » pour les plastiques.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le présent avenant au contrat type de reprise option filière plastiques dans le cadre du Barème F 2018-2022 pour la reprise du nouveau standard dit « hors flux développement ».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces

afférentes à ce dossier et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées sur le Budget Annexe du SPED, Chapitre 70, Fonction 7212.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 157**

**Approbation de la lettre avenant n°2 au CAP2022 du contrat Citeo pour la prise en compte de la double option de reprise des plastiques**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La collecte sélective des emballages et la valorisation des papiers sont des axes de travail importants de la compétence Prévention et Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés. Pour améliorer la performance en matière de collecte sélective, de nombreuses actions sont menées par les Territoires.

L'ensemble de ces actions a pour fil-conducteur la prise en compte en matière de valorisation des objectifs réglementaires issus de la Loi pour l'Economie Circulaire n°2020-105 du 10 février 2020 et du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets approuvé le 19 octobre 2019 par le Conseil de la Métropole.

La qualité et le type d'équipements mis à disposition des habitants du Territoire en les accompagnant quant aux bons gestes de tri à pratiquer, sont des axes de travail permettant d'améliorer les résultats.

Dans le cadre des démarches d'incitation des usagers au tri, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à participer à l'expérimentation du principe de récompense de l'utilisateur apportant ses déchets d'emballages au point d'apport volontaire.

Par délibération n°2019\_CT2\_690-DE du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019, le Territoire du Pays d'Aix a approuvé et autorisé la signature d'une convention avec la société Pellenc ST pour l'expérimentation d'une machine test permettant de mettre en œuvre le principe d'incitation et d'en mesurer les impacts.

Le principe de l'expérimentation et le prototype ont été retenus par l'éco-organisme Citeo dans le cadre d'un AMI (Appel à Manifestation d'Intérêt) en 2019. Cette expérimentation et la convention citée plus haut présentent l'intérêt, pour le Territoire, de conserver la propriété des tonnages produits qui représentent une fois livrés, une recette financière via les soutiens versés par l'éco-organisme d'une part et via la vente de matériaux d'autre part.

Depuis juin 2020, une machine test a ainsi été installée sur le parking d'un supermarché sur la commune de Pertuis, permettant aux usagers et clients du supermarché de déposer les emballages en étant « récompensés » de leur geste en bons d'achat utilisables dans le supermarché. L'expérimentation se déroulera jusqu'au 31 décembre 2021.

Par délibération n°DEA 003-3311/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé la signature avec Citeo du contrat pour l'Action et la Performance (CAP) 2022 pour la filière des emballages ménagers ainsi que les contrats de reprise des matériaux en option filière.

Ainsi, les plastiques triés sont repris par la société Valorplast en vue d'un recyclage matière. Valorplast est ainsi l'unique repreneur des plastiques triés à l'échelle de la Métropole.

Dans le cadre de l'expérimentation menée par le Territoire du Pays d'Aix en partenariat avec la société Pellenc ST et Citeo, les emballages plastiques collectés, en raison d'une part du caractère expérimental du dispositif et d'autre part de contraintes logistiques fortes, sont valorisés par une autre entreprise que Valorplast, ce qui constitue une dérogation au principe de repreneur unique de l'option filière.

Compte tenu du caractère exceptionnel de l'expérimentation et du caractère innovant du projet, Citeo et Valorplast ont donné leur accord pour une double option de reprise pour les plastiques.

L'objet de la présente délibération est de formaliser par lettre-avenant au CAP 2022 délibéré en 2017, cet accord en apportant une modification au contrat CAP autorisant la double reprise pour les plastiques et actant de la prise en compte des tonnes de

plastiques concernées dans les soutiens financiers versés par Citeo.

La présente lettre-avenant reprend ces modifications et les conditions d'application de ces modifications couvrant la période expérimentale du 8 juin 2020 au 31 décembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 003-3311/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la signature avec Citeo du contrat CAP 2022 pour la filière des emballages et des contrats de reprise matériaux option filière ;
- La délibération n°2019\_CT2\_690\_DE du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 approuvant la convention de partenariat avec la société Pellenc ST pour l'expérimentation d'un dispositif de collecte innovante ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la lettre-avenant au contrat CAP 2022 pour la prise en compte de la double option de reprise des plastiques.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la lettre-avenant au contrat CAP 2022 avec Citeo, annexée à la présente délibération, pour la prise en compte de la double option de reprise sur les plastiques dans le cadre de l'expérimentation en cours.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la lettre-avenant à ce dossier et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées sur le Budget Annexe du SPED du Conseil de Territoire du Pays d'Aix : Nature 74788, Fonction 7212.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 158**

**Attribution d'une subvention à l'association EMMAÜS dans le cadre d'un projet de réemploi pour l'année 2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention des déchets est une action prioritaire.

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) renforce la priorité donnée à la prévention de la production de déchets dans les actions à mener pour favoriser la transition vers une économie circulaire. Pour les déchets non dangereux des ménages, un objectif de réduction de 10 % de la production de ces déchets est fixé en 2025 par rapport à 2015.

Le schéma métropolitain de gestion des déchets fixe les priorités et les futures orientations d'une politique concertée et partagée par les six Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En complément, la Métropole a défini son Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PMPDMA) pour les années 2019 à 2025 s'articulant autour de 4 axes d'actions :

- Axe 1 : Sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements.
- Axe 2 : Harmoniser les modalités de gestion des Déchets d'Activités Economiques sur le territoire afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées.
- Axe 3 : Valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire.
- Axe 4 : Donner une seconde vie aux objets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fonds de subvention spécifique et une convention cadre sur la base de laquelle sont versées ces subventions.

Cette convention cadre a été approuvée par le Bureau communautaire de l'ex Communauté du Pays d'Aix du 26 septembre 2013, ajustée par délibérations des Bureaux communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association Emmaüs Cabriès en 2015, pour une durée de cinq ans. Elle a pris fin en novembre 2020.

Pour information, en 2019 et 2020, EMMAÛS Cabriès n'a pas sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour le versement d'une subvention correspondant à un tonnage estimé réemployé.

Pour l'année 2021, l'association EMMAÛS Cabriès sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement de 50.000 € pour ses activités concernant notamment « La réutilisation et la valorisation des dons reçus, la diminution de l'enfouissement et la protection de l'environnement, en faisant réaliser cette activité par l'insertion sociale ».

Pour rappel, outre l'activité développée sur son site (apport des dons directement par les particuliers), « EMMAÛS » situé sur la Commune de Cabriès, collecte chez les particuliers des déchets potentiellement valorisables (meubles usagés, livres, objets...). Ils sont ensuite triés par catégories, en fonction de leur état et de leur valeur marchande. Ces dons sont destinés à la vente à bas prix à la boutique d'Aix-en-Provence (190m2) ou à la salle des ventes de Cabriès (1100m2). La salle des ventes de Cabriès se compose de stands de vêtements, chaussures, bijoux, mercerie, livres et CD/DVD, meubles, électro hifi, bibelots, puériculture, jouets, tableaux et vaisselle.

De plus chaque semaine une commission solidarité d'EMMAÛS se réunit sous l'égide d'une intervenante sociale, de compagnons et de bénévoles pour attribuer des dons solidaires. Plusieurs centaines de familles et dizaines d'associations sont bénéficiaires à titre gratuit de meubles, vêtements, petit et gros électro-ménager, vaisselle, livres et matériel de puériculture.

Pour l'année 2021, l'association fait une demande de subvention globale de fonctionnement qui n'est pas basée sur un tonnage estimé réemployé. Il est donc proposé de répondre en partie favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget prévisionnel global	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Quinon
2021-00679	Ressourceries	Emmaüs	Insertion	0 €	1 869 150 €	50.000 €	30.000 €	OUI

Pour information, afin d'accompagner les ressourceries mais aussi d'autres structures un appel à projet métropolitain « Réemploi, réparation, réutilisation » réunissant les Territoires du Pays Salonais, Marseille Provence et du Pays d'Aix est en cours d'attribution, pour une mise en place effective en novembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Qu'il convient d'attribuer à l'association EMMAÛS une subvention d'un montant de 30.000 € pour l'année 2021.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association EMMAÛS de 30.000 € pour l'année 2021.

### Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix, Chapitre 65, Fonction 7211, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 159

**Attribution d'une subvention à l'association L'incassable dans le cadre d'un projet de réemploi pour l'année 2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Incassable est une association créée en juillet 2020 dont l'ambition est de développer et coordonner une

filière locale de réemploi, et d'y proposer un service de collecte et de lavage d'emballages alimentaires. Les principaux objectifs sont les suivants :

- Proposer aux ménages une solution simple de réemploi ;
- Ouvrir le premier centre de lavage de la Métropole ;
- Prouver la viabilité économique et environnementale du schéma de collecte ;
- Sensibiliser les ménages au réemploi.

L'incassable a pour but de favoriser les circuits courts et cherche à créer des emplois non délocalisables.

La première expérimentation de L'Incassable démarrera en 2021 sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les acteurs de la production de bière artisanale, vendue principalement auprès des ménages. En 2021, l'opération réunira 6-7 brasseries artisanales et 10 à 15 points de vente. Le projet vise 40 000 bouteilles collectées et réemployées, pour plus de 10 tonnes de déchets évités.

En 2022, l'association espère développer son action auprès de 10 brasseries et 20 à 30 points de vente, l'objectif serait alors de collecter 200 000 bouteilles.

Par ailleurs, l'association cherche également à mener des expérimentations innovantes sur l'optimisation de la collecte et la sensibilisation des ménages. Ils participeront ainsi à la mise en place de filières de réemploi d'emballages alimentaires à l'échelle régionale avec les autres acteurs (Ecoscience, La Consigne Arlésienne, On 100 boîte) et ils partageront leurs connaissances au sein du Réseau Consigne pour faciliter l'adoption de la consigne à l'échelle nationale.

L'Incassable répond ainsi principalement à trois besoins :

- Réduire la production de déchets et leur traitement
- Promouvoir des habitudes de consommation plus vertueuses
- Créer de l'emploi non délocalisable

L'association inscrit son projet au cœur de l'écosystème de la production de bière artisanale : les activités développées s'adressent tant aux acteurs professionnels de la filière (production, distribution, transport, étiquetage) qu'aux citoyens, aux collectivités et aux autres acteurs Zéro Déchet.

### 1/ Les étapes du projet :

- 2020 : L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ
- Etude d'opportunité
- Création de l'association

- Montage de l'équipe
- Questionnaires et interviews producteurs
- Accompagnement Inter-Made (accompagnement Starter portant sur l'étude de faisabilité du projet)
- Recherche de financements
- Premières prises de contact avec le réseau d'acteurs partenaires du territoire (producteurs, collectivités, distributeurs, grossistes, points de vente, acteurs zéro déchets)

#### • 2021 : L'EXPÉRIMENTATION

- Signature des conventions de partenariat producteurs, logistique
- Mise en place technique producteurs / distributeurs
- Achat d'équipements (casiers, fûts, meubles de collecte)
- Étude d'implantation du site de lavage
- Démarrage de la collecte et des actions de sensibilisation
- Stockage des bouteilles collectées avant ouverture du site de lavage
- Mise en place technique du site de lavage
- Ouverture du site de lavage

#### • 2022 : DÉVELOPPEMENT

- De nouveaux partenariats pour augmenter l'impact du projet
- Des actions renforcées auprès des ménages pour améliorer le taux de retour des bouteilles et augmenter le volume de bouteille réemployées

### 2/ Zone géographie concernée :

Les brasseurs prêts à rejoindre l'initiative se situent principalement sur les Territoires de Marseille-Provence et Pays d'Aix. L'expérimentation se déroulerait sur 6 brasseries :

1. Bière de la Plaine, à Marseille
2. Zoumaï, à Marseille
3. Brasserie Artisanale de Provence, à Rousset
4. Bulles de Provence, à Aix-en-Provence
5. La Minotte, à Vitrolles
6. Aqua Malte à Aix-en-Provence

### 3/ Calendrier prévisionnel :

Démarrage de la collecte au printemps 2021 et ouverture du site de lavage en septembre 2021

#### **Durée prévue :**

L'expérimentation est prévue sur 12 mois.

Pour atteindre ces objectifs, l'association L'incassable sollicite une aide financière de fonctionnement globale auprès du Territoire du Pays d'Aix de 10 000 € :

N° GU	Manifestation/ action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget prévisionnel Global	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs ou non
2021-00935	-	L'incassable	Remploi de contenants et emballages alimentaires	0	102 845€	10 000€	5 000€	non

Compte tenu du fait que l'expérimentation se situe sur deux territoires, le territoire du Pays d'Aix (CT2) et le Territoire de Marseille-Provence (CT1), que 3 brasseurs se situent sur chaque territoire, il est proposé de répondre favorablement en partie à cette demande de subvention et d'attribuer la somme de 5 000 euros au titre du Territoire du Pays d'Aix.

### 4/ Modalités de versement de la subvention

En application de l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la subvention étant inférieure à 5 000 euros, il est proposé un versement unique avec un contrôle à posteriori.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Qu'il convient d'attribuer une subvention de fonctionnement globale à l'association L'incassable pour l'année 2021.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement globale de 5 000 € à l'association L'incassable pour l'année 2021.

### Article 2 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre : 65, Nature : 65748, Fonction : 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 160

**Attribution d'une subvention à l'association Comité du Bassin d'Emploi Sud Luberon / Val de Durance pour l'année 2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les déchets des professionnels, dénommés Déchets d'Activités Economiques (DAE) représentent selon le Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets 17 % des déchets de déchèteries et 22 % des

ordures ménagères et assimilés. Dans le cadre du Programme Métropolitain de Prévention et Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025, le Territoire du Pays d'Aix met en place des mesures d'accompagnement au changement de comportement des professionnels. Ces actions peuvent prendre la forme d'information, de sensibilisation et d'accompagnement de projets d'Écologie Industrielle et Territoriale ou d'économie circulaire permettant de proposer des démarches de réduction des déchets. Les objectifs étant de permettre au service public de baisser les volumes de déchets pris en charge, de diminuer les coûts pour la collectivité et de participer à l'économie circulaire avec le développement de solutions locales.

L'association Comité du Bassin d'Emploi (CBE) Sud Luberon/ Val de Durance, créée en 1982, est une association loi 1901, reconnue par agrément préfectoral depuis 2004. CBE s'efforce d'articuler les logiques liées aux activités économiques, à l'aménagement du territoire et au potentiel humain.

Son champ d'action sur le Territoire du Pays d'Aix regroupe les communes de : Pertuis, Saint-Paul-lez-Durance, Jouques, Peyrolles en Provence, Meyrargues, Venelles, Le Puy-Sainte-Réparate, Rognes, Saint-Estève-Janson et La Roque d'Anthéron.

Outre des activités de développement économique ciblées sur le bassin d'emploi du Sud Luberon, CBE est tourné vers des démarches d'économie circulaire. Il organise notamment des conférences, des ateliers et des expositions sur la gestion des déchets.

Dans cette perspective CBE souhaite désormais lancer l'expérimentation d'un service de gestion des biodéchets « la Tricyclerie Service » en partenariat avec des entreprises et des collectivités. L'expérimentation se déroulera sur les Communes de Pertuis, Jouques et Venelles.

Ce projet vise à développer de nouvelles solutions locales auprès des professionnels sur le territoire du Sud Luberon/ Val de Durance pour la collecte et le traitement des biodéchets en faveur de la production de compost de qualité. En particulier les traiteurs, les restaurateurs, les magasins de fruits et légumes, les agriculteurs et les maraîchers.

Cette action innovante a pour objectif de mobiliser aussi bien les producteurs de biodéchets, les bénéficiaires de compost, les collectivités territoriales de la zone concernée ainsi que les associations.

### 1/ Déroulement du projet :

#### Durée de l'expérimentation

L'expérimentation se déroulera sur 3 ans (2021-2023).

2021- Finalisation du projet : Installation sur les sites définis, mise en place des équipes, acquisition de matériels et début de l'expérimentation de terrain.

2022- Réalisation de l'expérimentation: Collecte, traitement...

2023- Bilan , évaluation

Si le modèle économique fonctionne, l'action sera étendue sur l'ensemble de la zone Val de Durance.

#### Phase 1- Mobilisation des acteurs : échéance : 2021

- Réalisation d'un diagnostic de territoire : gisements des biodéchets valorisables et des débouchés potentiels et évaluation des coûts de gestion. L'objectif étant de dimensionner un modèle économique. Dans ce cadre, des rencontres avec les acteurs ont été menées notamment avec un expert du compostage et de valorisation des biodéchets, les Communes de Pertuis, de Jouques, de Venelles et l'association Elan Jouques.
- Sensibilisation et communication : Des réunions publiques, stands d'information, conférences thématiques, à l'attention des acteurs avant le lancement du projet permettront de structurer un réseau et seront développés durant sa durée. CBE lancera une campagne de communication globale au niveau local au moment du déploiement du dispositif sur le territoire pour informer l'ensemble des producteurs de biodéchets de la possibilité qui leur est offerte de composter leurs biodéchets.
- Moyens humains (5 ETP) relatifs à la collecte et à la livraison du compost seront issus soit de chantiers d'insertion, de contrat civique, et/ou de contrats aidés en CDD. Il s'agira d'un chef de projet, un accompagnateur social, un accompagnateur professionnel logistique, 2 salariés en contrats aidés, 2 salariés pour gérer la demande de logistique.

#### Phase 2- Disponibilité des moyens permettant d'assurer la pratique sur le long terme : échéance-2021

- Réfléchir dès l'amont à la pérennité et à la régularité des apports en structurants.
- Mettre en place des actions de broyage des végétaux des communes en parallèle.
- Nouer des partenariats avec les professionnels des espaces verts présents sur le territoire.
- Prévoir une réserve sur site en permanence.

#### Phase 3 : Choix de l'implantation et démarrage du/des site(s) de traitement : échéance - 2021-2022

- Choix de l'implantation du/des site(s) : En cours d'étude.

Possibilité 1 : Mise à disposition d'un terrain par la Commune de Jouques - collecte sur la Commune.

Possibilité 2 : Mise à disposition d'un terrain par la Commune de Venelles - collecte sur la Commune.

Possibilité 3 : Terrain mis à disposition par la Commune de Pertuis situé aux services techniques - collecte sur la Commune.

Possibilité 4 : Partenariat avec des agriculteurs pour compostage en bout de champ ?

Possibilité 5 : Lieu unique pour les communes d'expérimentation : Terrain mis à disposition sur la Commune de Pertuis par le Territoire du Pays d'Aix.

- Concertation sur le choix du matériel de collecte des biodéchets.

1/ si rayon de 5km : en vélo cargo électrique

2/ si rayon supérieur à 5km : véhicule électrique

- Définition des règles de fonctionnement et d'entretien.
- Démarrage du site.

#### Phase 4 : Suivi et évaluation de la pratique : échéance -2023

- Evaluation du nombre de producteurs de biodéchets engagés.
- Evaluation de la qualité des quantités compostées.

#### Phase 5 : Pérennisation et essaimage : échéance 2021-2023

- Accompagnement continu : Formations régulières des usagers organisées deux fois par an pour l'ensemble de la zone, ateliers afin de rappeler les principes fondamentaux pour la réussite du compostage de proximité et répondre aux questions des pratiquants leur permettant de monter en compétence sur les aspects techniques. Ces réunions permettront également d'entretenir la motivation et maintenir la mobilisation des volontaires.
- Multiplication des points de traitement du compost afin de réduire les distances de collecte et traitement.

Ainsi, les démarches et le projet de l'association entrent dans le cadre d'intervention de la prévention des déchets et des évolutions des pratiques en matières de gestion de déchets professionnels

2/ Plan de financement de l'expérimentation sur 3 ans :

Le budget prévisionnel sur la durée de l'expérimentation est de : 229 263 € répartis de la manière suivante :

Charges prévisionnelles	Montant en euros 2021	Montant en euros 2022	Montant en euros 2023	Produits prévisionnels	Montant en euros 2021	Montant en euros 2022	Montant en euros 2023
60-Achat	25 200 €	13 700 €	3 700 €	70 Vente de produits fins	0	2 500	10 000
61- Services extérieurs	3 300 €	3 300 €	3 300 €	26 subventions	44 500 €	62 000 €	62 000 €
62- Autres services extérieurs	6 000 €	6 000 €	6 000 €	-Etat (Directe)	10 000 €	25 000 €	40 000 €
63-impôts et taxes	0 €	0 €	0 €	-Région	0	0	0
64- Charges de personnel	26 500 €	53 185 €	77 185 €	-ADEME	15 000 €	15 000 €	5 000 €
66- dotations aux amortissements	600 €	600 €	600 €	-Métropole Aix-Marseille (CT2)	15 000 €	15 000 €	7 500 €
				-Communes	2 000 €	2 000 €	2 000 €
				-ASP (emplois aides)	2 500 €	5 000 €	7 500 €

				Autofinancement	9 600 €	4 785 €	6 785 €
				Fonds publics	7 500 €	7 500 €	12 000 €
Total des charges prévisionnelles	61 600 €	79 785 €	90 785 €	Total des produits prévisionnels	61 600 €	79 785 €	90 785 €

Compte tenu du principe de l'annualité budgétaire, l'association devra déposer dans le cadre de la poursuite de son projet un dossier de subvention chaque année. Ce dossier sera instruit et l'attribution d'une subvention sera étudiée et conditionnée au regard des bilans de l'expérimentation de l'année N-1, des éléments fournis pour la poursuite de l'opération et des crédits disponibles au budget.

Au titre de l'année 2021, pour atteindre ces objectifs, l'association Comité du Bassin d'Emploi sollicite une aide financière de fonctionnement de 15 000 € auprès du Territoire du Pays d'Aix.

Par ailleurs, pour l'année 2021, le montant cumulé des subventions demandées par l'association auprès du Territoire du Pays d'Aix, au titre de l'économie, de l'insertion Emploi et de la Prévention et Gestion des déchets dépasse le montant de 23 000 euros.

Au regard des éléments présentés ci-dessus, il est établi une convention d'objectifs qui est jointe au présent rapport.

N° GU	action	Association	Domaine d'activités	Subvention année N-1	Budget prévisionnel Global association	Budget prévisionnel Global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs conclue
2021-00859	Expérimentation Traitement des biodéchets « Tricyclerie service »	CBE	Economie et économie circulaire	0	459 000 €	61 600 €	15 000 €	10 000 €	oui

Au regard des éléments présentés par l'association et des crédits disponibles, il est proposé de répondre en partie favorablement à cette demande et d'attribuer une subvention d'un montant de 10.000 € représentant 16,20 % du coût total prévisionnel pour 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Comité du Bassin d'Emploi (CBE) pour l'année 2021 au titre de l'action expérimentation d'un service de gestion des biodéchets « tricyclerie service ».

Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 € à l'association Comité du Bassin d'Emploi (CBE) pour l'année 2021 au titre de l'action expérimentation d'un service de gestion des biodéchets « tricyclerie service ».

### Article 2 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de

Fonctionnement : Chapitre : 65, Nature : 65748,  
Fonction : 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 161**

**Attribution d'une subvention à l'association  
Fédération Départementale des Foyers Ruraux  
pour l'année 2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets. Le développement du compostage et l'accompagnement dans cette pratique sont des actions importantes du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône souhaitent mettre en œuvre des actions de compostage de proximité sur leur plate-forme de Croq'jardin à la Roque d'Anthéron ainsi que l'organisation d'une journée professionnelle sur le thème « solution de compostage en milieu rural » organisée en partenariat avec le réseau Compost Citoyen Sud.

Pour l'année 2021, l'association sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, pour l'obtention d'une subvention d'un montant de 10.000 € pour sa plate-forme de compostage de proximité et l'animation d'une journée professionnelle sur le compostage en milieu rural.

#### **1 - PRÉSENTATION DE LA FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES FOYERS RURAUX DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

#### **Présentation générale**

La Fédération d'animation et d'éducation populaire en milieu rural fédère 29 associations d'animations et de développement du milieu rural, soit près de 6 000 adhérents pour 50 communes rurales des Bouches-du-Rhône. La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône (FDFR 13) mène depuis 70 ans une mission de « Tête de réseau » pour et avec les associations villageoises en développant les axes suivants :

- Développer des actions de partenariat avec les partenaires locaux et territoriaux ;

- Créer au sein des villages un service de proximité de soutien aux projets de développement d'activités et d'emplois associatifs ;

- Aider les structures associatives implantées en milieu rural à se professionnaliser, afin de développer de nouveaux services, de maintenir et pérenniser l'emploi ;

- Favoriser les échanges entre des associations et des porteurs de projets locaux, favoriser la mutualisation des moyens et des ressources (techniques, humaines...) ;

- Contribuer à rendre le territoire rural attractif à travers le développement de services économiques, sociaux et culturels, dans un souci de meilleure adéquation avec les besoins des nouvelles populations.

Le budget prévisionnel général de l'association hors contributions volontaires est de 298 231 € pour l'année 2021. Les contributions volontaires s'élèvent à 18 000 €.

#### **Le site de Croq'jardin**

La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône a créé le site de Croq'jardin il y a une quinzaine d'années sur un espace d'un hectare sur la Commune de la Roque d'Anthéron. L'association a développé en 2012 une plate-forme de compostage de proximité afin de valoriser les bio-déchets de producteurs locaux (habitants, commerçants, cuisines collectives de la Roque d'Anthéron).

Elle permet actuellement de traiter 20 tonnes de bio-déchets et 6 tonnes de déchets verts d'agriculteurs en compost de qualité biologique. Cette installation accueille du public pour des ateliers de sensibilisation aux techniques de compostage et au jardinage écologique. D'autre part, elle forme les porteurs de projets et les référents de sites souhaitant mettre en place des opérations de compostage sur leurs quartiers, sur leurs communes ou dans leurs établissements.

## 2 – DESCRIPTION DU PROJET 2021

Objectifs	Moyens humains	Moyens techniques	Calendrier	Résultats attendus
1/ Assurer la collecte et le traitement des points actuels de compostage	Un référent + services civiques	- Collecte 3 fois par semaine - Un véhicule de collecte - 8 bacs de 1000 litres « made in CroqJardin »	Toute l'année 52 semaines	20 tonnes de déchets compostés. Le compost produit est utilisé en amendement sur le jardin pédagogique.
2/ Assurer le broyage des déchets verts de la commune et des agriculteurs partenaires	Un référent + services civiques	Location broyeur + aire de compostage méthode « Jean Pain »	Broyage d'automne et de printemps	- Éviter les mises à feu des branchages et des résidus de cultures - Valoriser en circuit court les déchets verts en compost - Faire la démonstration de l'utilité du compost de déchets verts pour améliorer la qualité physique du sol
3/ Développer les formations professionnelles	Un formateur certifié maître composteur	Un site parfaitement équipé	Plusieurs modules à programmer sur l'année	Formation des agents de la Métropole, du Département et des Communes des Bouches-du-Rhône pour améliorer leurs compétences en terme de gestion intégrée des déchets verts et technique de compostage des biodéchets
4/ Accueillir et informer le public (500 personnes/an) les porteurs de projets (environ 50)	Cent jours comptabilisés pour l'accueil et l'information	Un jardin productif entièrement équipé et entretenu selon	De mars à novembre (ouverture du jardin au public)	Apporter une information de qualité aux personnes et aux porteurs de projets pour démarrer ou améliorer leurs techniques ou opérations de compostage
personnes (an) sur les techniques de compostage sur l'aire pédagogique de compostage	sur les techniques de compostage et le jardinage biologique	les techniques agro-écologiques	public)	compostage
5 / Journée pro « solutions de compostage en milieu rural »	1 journée événement co-organisée avec les membres du réseau Compost-citoyen-Sud	Un programme diversifié sur l'ensemble du territoire de Durance pour aller à la rencontre des initiatives et des actions	24/09/2021	Mobilisation d'un réseau d'acteurs professionnels pour faire émerger des dynamiques locales, des coopérations pour générer in situ les projets de compostage citoyen en milieu rural

### **Objectif 1 : Assurer la collecte et le traitement des points actuels de compostage**

Trois services civiques sont formés et accompagnés par un tuteur en charge de la collecte et du traitement. Un animateur maître composteur est en charge de la gestion et l'animation du programme.

### **Objectif 2 : Assurer le broyage des déchets verts de la commune et des agriculteurs partenaires**

La plate-forme offre pour les agriculteurs un lieu d'expérimentation sur l'usage de différents composts et leur intérêt agronomique (compost de déchets verts « méthode Jean Pain » compostage en bacs, mulching..).

### **Objectif 3 : Développer les formations professionnelles**

En 2021, l'association programme 7 formations avec une moyenne de 12 stagiaires par module. Elle est prestataire de formation pour la société "Compost'erre" d'Aix-en-Provence et l'association GESPER de Digne. Les deux organismes enregistrent les inscriptions des stagiaires, qui sont la plupart du temps des agents de collectivités locales ou régionales. Dans son budget, l'association indique en produit, ce qui lui est versé par ces deux organismes.

*L'objectif 3 ne peut pas être financé par le Territoire du Pays d'Aix, car il s'agit d'une prestation facturée à d'autres organismes.*

### **Objectif 4 : Accueillir et informer le public, les porteurs de projets sur les techniques de compostage**

L'association organise des animations « Tous au jardin » et « cuisine participative » et reçoit un grand nombre de familles qui peuvent également s'initier au compostage des déchets organiques. Elle programme des formations « grand public » au jardinage écologique intégrant les techniques de compostage.

L'association s'est équipée en 2020 d'un petit fermenteur de 3,4 m³ pour une production de biogaz qui alimente la cuisinière de la table d'hôte. Cet équipement pédagogique permet d'expliquer comment produire du biogaz à partir de déchets fermentescibles.

### **Objectif 5 : Journée pro « solutions de compostage en milieu rural »**

En 2021, l'association co-organise en partenariat avec l'association « le réseau Compost Citoyen Sud » le 24 septembre, une journée à l'attention des professionnels afin de montrer les différentes solutions de compostage et envisager des projets collaboratifs sur le Val de Durance (Jouques, Le Puy-Sainte-Réparate, Lambesc et la Roque d'Anthéron) pour que des mini plateformes voient le jour avec mutualisation de l'outillage et des moyens humains.

Cette journée est co-organisée avec l'association du réseau Compost Citoyen Sud/PACA et a pour principal objectif de valoriser les expérimentations, méthodes et projets de compostage qui fonctionnent sur le Pays d'Aix. C'est un coup de projecteur sur la politique de prévention des déchets conduite par le Pays d'Aix depuis plusieurs années.

Cette journée s'adresse plutôt à un public de professionnels, des collectivités, institutions, groupes d'habitants, responsables d'établissements qui souhaitent mettre en place des solutions de compostage dans un avenir proche et qui trouveront en cette journée des inspirations, des méthodes pour conduire leurs actions.

Tous les membres actifs du réseau Compost Citoyen Sud PACA sont mobilisés pour préparer, coordonner, animer cette journée qui permettra de mobiliser un plus large réseau régional d'acteurs du compost pour les prochaines années.

Le programme est en cours d'élaboration, il sera articulé en deux parties :

- en matinée : visites de sites sur le Territoire du Pays d'Aix ;

- l'après-midi sera consacré à des tables rondes et des témoignages d'experts permettant d'écrire un "Plaidoyer pour les solutions de compostage".

### 3 - PLAN DE FINANCEMENT

DÉPENSES		RECETTES	
<b>Charges directes</b>		<b>Ressources propres</b>	
60 - Achats		70 - Prestations Services Participations	
Prestations de services	4.000 €	Participation au fonctionnement	409 €
Frais secteur jardin			
Achats matières et fourniture action	1.000 €	Participations stagiaires	3.433 €
Fournitures entretien et équipement		- Prestations formation externe - SEED	
Autres fournitures	500 €	Participations réseau compost citoyen PACA	4.000 €
Carburant jardin			
61 - Services extérieurs		74 - Subvention d'exploitation	
Location terrain et garage Croq Jardin	1.200 €	Etat	0 €
Entretien et réparation	0 €	Région	0 €
Assurances	232 €	Département	4.000 €
Documentation	0 €	Métropole Territoire du Pays d'Aix Prévention déchets	10.000 €
Divers	0 €	Organismes sociaux	0 €
62 - Autres Services extérieurs		75 - Autres produits	0 €
Honoraires	5.760 €		
Honoraires jardin	6.000 €	76 - Produits financiers	0 €
Publicité publication	0 €		
Déplacements missions	0 €	77 - Produits exceptionnels	0 €
Services bancaires, autres	0 €		
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération	0 €	78 - Reprise sur Amortissements et provisions	0 €
64 - Charges de personnel			
Rémunération des personnels	0 €		
Charges sociales	0 €		
Autres charges de personnel	0 €		
65 - Autres charges de gestion courante	0 €	79 - Transferts de produits	0 €
66 - Charges financières	0 €		
67 - Charges exceptionnelles	0 €		

68 - Dotation aux amortissements	0 €		
<b>TOTAL CHARGES DIRECTES</b>	<b>18 692 €</b>		
<b>Charges indirectes</b>		<b>Ressources propres</b>	
Fournitures administratives	25 €		
Location copieur	343 €		
Eau Energie	288 €		
Location siège FD	205 €		
Entretien des locaux	35 €		
Assurances locaux	35 €		
Personnel extérieur	1.729 €		
Honoraires C.A.C / Expert comptable	210 €		
Déplacements Elus FD	40 €		
Mission Réception CA/Bureaux/AG	105 €		
Téléphone / Internet	107 €		
Affranchissement	15 €		
Services bancaires	13 €		
<b>TOTAL CHARGES INDIRECTES</b>	<b>3.160 €</b>		
<b>TOTAL GLOBAL CHARGES</b>	<b>21.842 €</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>21.842 €</b>
Emplois des contributions volontaires en nature	2.000 €	Contributions volontaires en nature	2.000 €

### 4 - MODALITÉ DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- Un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande de l'association ;
- Le solde de 20% après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et du compte rendu financier signé.

Les associations quant à elles, ont pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2021 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2021

un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier.

Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'association et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

#### Ajustement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier précité :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole sera éventuellement recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

Au titre de l'année 2020, l'association avait sollicitée la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 8.000 €. La collectivité avait répondu favorablement.

En 2021, pour atteindre ces objectifs, l'association La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône sollicite une aide financière de fonctionnement auprès du Territoire du Pays d'Aix de 10.000 €.

De plus, l'association a sollicité auprès du Service Agriculture une subvention d'un montant de 7 000 € qui sera soumise à l'approbation du prochain Conseil de Territoire du 8 avril 2021.

Au regard des éléments présentés dans le dossier, il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention et d'attribuer le même montant que l'année précédente soit 8.000 €.

Le dossier présente les caractéristiques suivantes :

N° OU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention Sol	Budget prévisionnel	Subvention sollicitée	Subvention proposée par le conseil municipal	Convention d'objectifs Quinquennal
2021-00740	Prévention des déchets compostage	Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône	Compostage	8.000 €	21.842 €	10.000 €	8.000 €	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

### Où le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Qu'il convient d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône pour l'année 2021 au titre de l'action pour sa plate-forme de compostage de proximité et l'animation d'une journée professionnelle sur le compostage en milieu rural.

### Délibère

#### Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Fédération Départementale des Foyers ruraux des Bouches-du-Rhône d'un montant de 8.000 € pour l'année 2021 au titre de l'action plateforme pédagogique de compostage à Croq'jardin et animation d'une journée professionnelle compostage en milieu rural.

#### Article 2 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre : 65, Nature : 65 748, Fonction : 72 11.

### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2021 CT2 162

**Attribution d'une subvention à l'association VALTRI dans le cadre d'un projet de réemploi pour l'année 2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention des déchets est une action prioritaire.

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) renforce la priorité donnée à la prévention de la production de déchets dans les actions à mener pour favoriser la transition vers une économie circulaire. Pour les déchets non dangereux des ménages, un objectif de réduction de 10 % de la production de ces déchets est fixé en 2025 par rapport à 2015.

Le schéma métropolitain de gestion des déchets fixe les priorités et les futures orientations d'une politique concertée et partagée par les six Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En complément, la Métropole a défini son Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PMPDMA) pour les années 2019 à 2025 s'articulant autour de 4 axes d'actions :

- Axe 1 : Sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements.
- Axe 2 : Harmoniser les modalités de gestion des Déchets d'Activités Economiques sur le

territoire afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées.

- Axe 3 : Valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire.
- Axe 4 : Donner une seconde vie aux objets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fonds de subvention spécifique et une convention cadre sur la base de laquelle sont versées ces subventions.

Cette convention cadre a été approuvée par délibération du Bureau communautaire de l'ex Communauté du Pays d'Aix du 26 septembre 2013, modifiée par délibérations des Bureaux communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association VALTRI en 2015, pour une durée de cinq ans. Elle a pris fin en novembre 2020.

Pour information, en 2020, VALTRI a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 32 000 € correspondant à un tonnage estimé réemployé de 390 tonnes et un taux de valorisation supérieur à 75%.

Pour l'année 2021, l'association VALTRI sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de 32 000 € pour « donner une deuxième vie aux objets, diminuer l'enfouissement et protéger l'environnement, en faisant réaliser cette activité par l'insertion sociale ». Ce projet consiste à collecter en déchèterie et chez les particuliers le mobilier et les objets usagés par des personnes loin du monde du travail. Suite à la collecte, le mobilier est identifié et enregistré. Il est ensuite remis en état présentable pour être mis à la vente à petit prix.

Pour rappel, outre l'activité développée sur son site « Histoire sans fin », situé sur la Commune de Venelles, l'association collecte des déchets potentiellement valorisables (meubles usagés, livres, objets...) sur des déchèteries du Territoire du Pays d'Aix : Venelles, Eguilles, les Pennes-Mirabeau et Aix-en-Provence.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget prévisionnel de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objets Ouïnon
2021_00677	Ressourceries	VALTRI	Insertion	32.000 €	249.926€	32.000 €	32.000 €	OUI

Pour information, afin d'accompagner les ressourceries mais aussi d'autres structures un appel à projet métropolitain « Réemploi, réparation, réutilisation » réunissant les Territoires du Pays Salonais, Marseille Provence et du Pays d'Aix est en cours d'attribution, pour une mise en place effective en novembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'attribuer à l'association VALTRI une subvention d'un montant de 32 000 € pour l'année 2021.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association VALTRI de 32 000 € pour l'année 2021.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe Service Public d'Elimination des Déchets de Territoire du Pays d'Aix, Chapitre 65, Fonction 7211, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 163**

**Attribution d'une subvention à l'association ELAN Jouques dans le cadre d'un projet de réemploi pour l'année 2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fonds de subvention spécifique et une convention cadre.

Cette convention cadre a été approuvée par délibération du Bureau communautaire du 26 septembre 2013, modifiée par délibération des Bureaux Communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association ELAN Jouques en 2017 pour une durée de cinq ans (à titre informatif la convention cadre est annexée au présent rapport).

En 2019 ELAN Jouques a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour une subvention de 5 800 € pour un montant réalisé de 6.241€ correspondant à un tonnage réemployé de 12,41 tonnes et un taux de valorisation de 80 %.

En 2020 ELAN Jouques a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour une subvention de 6 500 € pour un montant réalisé de 5 815 € correspondant à un tonnage réemployé de 8,15 tonnes et un taux de valorisation supérieur à 75%.

Pour l'année 2021, période de novembre 2020 à octobre 2021, l'association ELAN Jouques sollicite le Territoire du Pays d'Aix, pour l'attribution d'une subvention de 7 500 € estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2021.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Outilon
2021/00706	Ressourceries	ELAN Jouques	Insertion	5.815 €	€	7.500 €	7.500 €	Oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La délibération n°2013\_B433 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015\_B367 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_239 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 attribuant une subvention à l'association ELAN Jouques pour l'année

2017 et approuvant la convention d'objectifs;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et financier de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'attribuer à l'association Elan Jouques une subvention de 7 500 € pour l'année 2021.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association Elan Jouques de 7.500€ pour l'année 2021.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du Service Public d'Élimination des Déchets de Territoire du Pays d'Aix, Chapitre 65, Fonction 7211, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 164**

**Feuille de route 2020-2026 en matière de Prévention et de Gestion des Déchets et enjeux du mandat**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les grands enjeux du mandat (2020-2026) en matière de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés sont détaillés dans le présent rapport afin de mettre en évidence les évolutions à venir des services à la population et les perspectives et plans d'actions à mener.

Le cadre réglementaire national s'est enrichi d'une nouvelle loi dite « AGECE » (Anti-Gaspillage et Economie Circulaire) promulguée le 10 février 2020 qui établit des objectifs, en terme de prévention des déchets, très ambitieux et dépassant ceux imposés par la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015.

En l'occurrence, elle préconise, entre autres :

- **La réduction de 15 % des déchets ménagers et assimilés produits par habitant d'ici 2030 par rapport à 2010.**

Cet objectif de réduction va dans le même sens que ceux de la Loi de Transition Energétique (LTE) avec un objectif de réduction de 10 % entre 2010 et 2020 et de la Planification Régionale avec un objectif de réduction de 10 % entre 2015 et 2025.

Les principaux ratios (en kg/an/habitant) de référence sont repris dans le tableau ci-dessous et les baisses attendues sont traduites en valeur de ces ratios pour les années 2020, 2025 et 2030.

Années	Références		Ratio actuel 2019	Objectifs		
	2010	2015		2020	2025	2030
Planification Régionale		792			713	
LTE	740		795	666		
AGECE	740					629
Baisse (en tonnes) attendue à l'échelle du Territoire par rapport à fin 2019 (311 500 tonnes)				- 50 600 t	- 32 000 t	- 65 000 t

- **La réduction des quantités de déchets ménagers et assimilés admis en installation de stockage à 10% des quantités produites pour 2035.**

Aujourd'hui environ 51 % des déchets pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix sont enfouis. Pour atteindre l'objectif de 10% et sur la base des tonnages de 2019 (sans prendre en compte les réductions de tonnages attendues dans les années qui viennent et comme expliqué ci-dessus), il faudrait détourner environ 130 000 tonnes

de l'enfouissement. Cela revient à réduire drastiquement les quantités prises en charge (actions sur la prévention des déchets) et à augmenter fortement la valorisation pour la part des déchets qui resteront dans le périmètre de gestion du Territoire.

- **Au-delà de ces deux objectifs, la loi AGECE prévoit**

- Un objectif de réemploi et de réutilisation de 5% du tonnage des déchets ménagers d'ici 2030 ce qui représenterait environ 15 000 tonnes de déchets à l'échelle du Territoire (calculé sur la base des tonnages 2019).
- L'Extension progressive des Consignes de Tri (ECT) à l'ensemble des emballages plastiques avant 2022, en vue, en priorité, de leur recyclage.
- L'obligation de tri à la source des biodéchets pour tous les producteurs au 1<sup>er</sup> Janvier 2024.

L'objectif d'augmentation des taux de valorisation, fixé par la Loi de Transition Energétique, reste valable avec 65 % des tonnages valorisés d'ici 2025 (49 % des déchets du Territoire ont été valorisés en 2019 soit 152 000 tonnes).

*Il est important de noter que les objectifs décrits dans ces lois ou textes sont applicables à l'échelle nationale ou régionale. Les valeurs en tonnages précisées ci-dessus (pour les impacts de ces objectifs sur le Territoire du Pays d'Aix), le sont à titre indicatif et ce afin de sensibiliser sur l'importance des marges de progrès à dégager localement pour contribuer à l'atteinte des objectifs régionaux et/ou nationaux.*

En déclinaison de ces obligations réglementaires de plus en plus contraignantes, certains documents « cadre » existent à l'échelle régionale et métropolitaine. Le niveau central de la Métropole est compétent en matière d'élaboration de schémas d'ensemble de la gestion des déchets ménagers et assimilés. C'est en application de cette compétence qu'a été élaboré le Schéma d'ensemble Métropolitain de prévention et de gestion des déchets délibéré le 19 Octobre 2017 (délibération n° DEA 018-2836/17/CM) ainsi que le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés [PMPDMA] délibéré le 19 décembre 2019 (délibération n° DEA 038-8022/19/CM).

Ces 2 documents « cadre » sont en cohérence avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) en vigueur depuis 2019 et inclus dans le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires).

Pour s'inscrire dans ce cadre réglementaire et afin d'élaborer le plan d'actions du Territoire en la matière, les différents enjeux sur le Pays d'Aix pour le mandat 2020-2026 ont été définis comme tels :

➤ **Enjeux en terme de Prévention, de Réemploi et de Réutilisation :**

Lors du précédent mandat, toutes les actions de prévention des déchets « classiques » ont été maintenues et développées (et s'inscrivent dans le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés délibéré fin 2019), permettant ainsi de limiter l'augmentation des quantités collectées (le ratio de collecte des OMR [Ordures Ménagères Résiduelles] est passé de 360 kg par an et par hab. en 2014 à 345kg par an et par hab. en 2019).

Les principaux enjeux pour le prochain mandat en matière de Prévention et de Réemploi sont de :

- Développer le réemploi et le réseau de ressourceries et leur faciliter l'accès en déchetterie (donnerie/caisson réemploi etc.). [En 2019, ce sont 760 tonnes qui ont été détournées des circuits de collecte et de traitement dont 450 tonnes réemployées].
- Pérenniser les actions de compostage individuel et développer le compostage collectif
- Etablir un plan d'actions et de prévention des déchets verts (33 000 tonnes actuellement réceptionnés en déchetteries)
- Favoriser le développement des bonnes pratiques au sein des services, travailler sur l'exemplarité du Conseil de Territoire en matière de prévention de déchets
- Pérenniser et développer les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire lancées depuis 2019.

Les actions de prévention étant essentiellement basées sur le changement de comportement des usagers, un important soutien en terme d'information et de communication est nécessaire pour accompagner les actions techniques et inscrire la démarche dans la durée. Le Territoire consacrera 2€ par habitant, à minima, à ces actions de prévention.

➤ **Enjeux en terme de services de collecte à l'habitant :**

• ***En matière de collecte sélective des Emballages et des Papiers***

Les tonnages des Collectes Sélectives (CS) ont évolué progressivement pour passer de 21 000 tonnes en 2014 à 22 000 en 2019 (évolution du ratio de 54 à 57 kg/hab./an). Cette amélioration des taux de captage a été obtenue par la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions : harmonisation du mode de collecte BIFLUX, campagnes de communication, développement d'outils numériques (informations sur site web, application smartphone, ...).

Les principaux enjeux pour le prochain mandat en matière de Collecte Sélective des Emballages et des Papiers sont de :

- Passer en BIFLUX les colonnes en Point d'Apport Volontaire (PAV) afin de simplifier le geste pour l'habitant et d'homogénéiser les consignes pour le Porte à Porte et l'Apport Volontaire ;
- Mettre en place les Extensions des Consignes de Tri (ECT) (nouveaux types de plastiques à valoriser) ;
- Améliorer l'attractivité des Points d'Apport Volontaire (PAV) en terme de visibilité et d'accessibilité (mise en œuvre d'un design moderne, de signalétique autour des colonnes, de colonnes esthétiques, ...) dans le but d'une utilisation plus facile et plus fréquente ;
- Lancer des études et optimiser les fréquences de collecte (favoriser la Collecte Sélective [CS] avec une fréquence mini en C1 [1 fois par semaine] quitte à revoir les fréquences en OMR) ;
- Poursuivre les démarches d'optimisation sur les différentes communes, et en particulier développer/renforcer les Collectes Sélectives dans les hyper-centres ;
- Réfléchir avec les autres Conseils de Territoires à un système incitatif au geste de tri pour les usagers, participer à des tests et/ou opérations pilotes sur l'incitation au « Bon Geste ».

Toutes ces démarches vont dans le sens de la simplification du geste du tri pour l'habitant de manière à augmenter le taux de captage des Emballages et des Papiers.

Notre objectif est d'améliorer encore les ratios et performances de tri sélectif pour limiter au maximum l'enfouissement des déchets. Un objectif peut être fixé pour la Collecte Sélective (CS) à 65 kg/hab./an à la fin du mandat.

#### • **En matière de collecte sélective des biodéchets**

En complément de l'offre faite à tous les citoyens par la mise à disposition de composteurs individuels et collectifs, des études seront nécessaires pour la mise en place de services à l'habitant pour la collecte des biodéchets au regard des évolutions réglementaires en cours. En particulier, il sera étudié les conditions de mise en place de la collecte des grands ensembles d'habitats et des gros producteurs de biodéchets dans le cadre du service aux professionnels avec un objectif à fin du mandat à 10 kg/an/hab.

#### • **En matière de collecte des Ordures Ménagères Assimilées Résiduelles**

Le service actuel rendu à l'habitant est un service efficace et de qualité. Certaines études pourraient néanmoins être menées sur une optimisation technico-économique en tenant compte des contraintes urbanistiques et donc des capacités de stockage des déchets des différents producteurs.

Cette optimisation sur les nombres de ramassages est à mettre en perspective de l'objectif de favoriser les collectes sélectives et la valorisation.

#### ➤ **Evolutions sur le Matériel de Collecte**

Sur la période 2020-2026, des enjeux en termes d'innovation et de communication sont également envisagés sur le matériel de collecte (principes délibérés en Conseil de Territoire du mois de décembre 2020) par l'expérimentation de véhicules propres (fonctionnement à l'hydrogène, carburants propres alternatifs etc.) ou à plus faibles émissions, l'utilisation plus systématique des flancs des véhicules comme supports de communication.

#### ➤ **Enjeux sur l'évolution du service aux professionnels (entreprises et administrations)**

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a approuvé par délibération du 11 Octobre 2018 (2018\_CT2\_445) une feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activités Economiques (DAE).

En intégrant les obligations des contextes institutionnels, réglementaires (Schéma Métropolitain et Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets – PRPGD) et local, il a été décidé l'établissement de nouvelles règles et d'un niveau de service détaillé vis-à-vis de la prise en charge des déchets professionnels pour les activités Déchèterie et Collecte.

Lors du précédent mandat la première phase du projet a été mise en œuvre à savoir : l'arrêt des collectes des professionnels dans les zones d'activités au 31 décembre 2019, la fermeture de déchèteries aux professionnels, en parallèle de la mise en service de sites privés.

En poursuite de la délibération citée ante, les principaux enjeux pour le prochain mandat en matière de service aux professionnels sont :

#### • **Pour les déchèteries :**

- Favoriser le maillage du territoire de déchèteries professionnelles (unités dédiées aux professionnels et gérées par des entreprises privées avec l'interdiction d'accès des déchèteries publiques attenantes, aux professionnels), afin de répondre aux besoins d'exutoires de substitution, et de proximité demandés par les professionnels ;
- Dans les zones carencées en exutoires privés dédiés aux professionnels, appliquer une tarification pour ces apports dans les déchèteries publiques (qui deviendront alors des sites mixtes accueillant les particuliers et les professionnels) en définissant une grille tarifaire adaptée pour les

professionnels (ni trop dissuasive, ni trop attractive).

L'objectif est de détourner 15 à 20 % des 139 000 tonnes annuelles actuellement réceptionnées sur les 19 sites.

- **Pour les services de collectes :**

- Arrêter la collecte pour les plus gros producteurs (supérieur à 6.000 litres par semaine) qui ne sont pas situés en hyper centre-ville.
- Mettre en place la redevance spéciale pour les services de collecte persistants pour les déchets d'activités continuant à être pris en charge par le Service Public.

- **En matière d'information aux professionnels**

Ces évolutions importantes (niveau de service et tarification) ne peuvent se faire qu'avec une forte anticipation et un fort accompagnement en matière de communication et d'information. Ceci nécessitera la mise en œuvre de modules d'information et l'activation de relais auprès des acteurs économiques (syndicats professionnels, CCI, directions économiques, etc...)

- **Enjeux en terme d'aménagements pour les dispositifs de pré-collecte :**

Lors du précédent mandat, une ligne de conduite a été établie quant à la mise en œuvre des différents dispositifs de pré-collecte (colonnes enterrées, colonnes aériennes, bacs roulants, ...). Ces règles validées en Commission thématique ont été établies de manière à assurer un service de qualité dans des conditions de sécurité et de coûts acceptables.

L'application de ces règles doit permettre l'accessibilité des points de collecte en sécurité (pour les agents, les usagers et les véhicules de collecte), mais aussi de mettre à disposition des volumes de stockage suffisants des différents flux de déchets entre deux services de ramassage, de favoriser le recyclage, d'assurer la cohérence des équipements au regard du type d'urbanisation, de limiter la consommation et l'encombrement de l'espace public et de s'intégrer au maximum dans l'environnement, tout en restant dans le cadre d'un budget d'investissement limité et d'un budget équilibré en dépenses et recettes.

Les principaux enjeux en matière d'aménagement et de pré-collecte sont de systématiser l'application des règles établies, de les faire mieux connaître, de les expliquer, de développer les avis préalables sur les permis de construire pour les logements collectifs (ces aménagements ayant un fort impact à long terme sur la qualité et le coût des services de collecte).

La prise en compte de tous ces paramètres et la qualité des aménagements de précollecte permettront d'assurer un service de qualité, dans des conditions de sécurité et de coûts optimisées.

- **Améliorer le service rendu aux usagers particuliers des déchèteries :**

Les principaux enjeux en la matière sont de :

- Densifier le réseau de déchèteries publiques et en faciliter l'accès. Les déchèteries constituent les outils de collecte séparatives les plus efficaces (rapport quantité collectées/coûts de gestion) ; l'objectif est de faciliter l'accès aux usagers en carence afin d'atteindre les objectifs réglementaires (Loi de Transition Énergétique, loi AGE, PRPGD...) ;
- Construire les nouvelles installations suivant les standards modernes visant à favoriser la « déconsommation » par le réemploi, la valorisation et l'optimisation de l'ergonomie d'usage ;
- Engager une révision du Règlement Intérieur afin de mettre en œuvre une politique d'acceptation des apports adaptée à la fois aux besoins des particuliers et aux restrictions d'accès des professionnels ;
- Accompagner les usagers au changement de pratique en même temps que le développement du contrôle d'accès automatisé en cours (2019-2023).

- **Inscription dans la durée de l'ISDnD de l'Arbois :**

Les principaux enjeux en la matière sont :

- L'obtention d'une nouvelle Autorisation Préfectorale : dans un contexte de fortes tensions (nombre et capacité limitée) sur les unités d'élimination des déchets, la maîtrise du site de l'Arbois garantit au Territoire du Pays d'Aix un exutoire local pour ses déchets à un coût maîtrisé. Compte tenu de la date limitée (fin 2023) de l'actuelle autorisation, des délais d'instruction administrative et des délais de mise en service des ouvrages, il est primordial de finaliser la procédure de son extension engagée en 2020 ;
- La maîtrise des quantités et la conformité des déchets entrants :
  - Les capacités des sites de stockage sont réservées aux seuls déchets « ultimes » (Article L 541-1 CE : « déchet ... qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment »). Il est donc nécessaire d'inciter, le plus possible, à la séparation et la valorisation des flux en amont des apports sur le site.
  - Compte tenu de la difficile acceptation sociétale des sites de

traitement des déchets, il est essentiel de maîtriser les volumes entrants afin d'inscrire dans le temps le site de l'ISDnD.

- Le renouvellement des marchés structurants (Valorisation Biogaz, exploitation...) : la plupart des marchés d'exploitation arrivent à terme à l'horizon 2024/2025, le renouvellement de ces marchés d'envergure devra être engagé dans le cadre du nouveau mandat ;
- La recherche de solutions de poursuite d'activité, dans les emprises actuelles, à iso activité, la date de fin programmée des casiers étant l'horizon 2025. Compte tenu des enjeux pour le Territoire et des difficultés prévisibles pour sortir des emprises existantes, il est d'ores et déjà important de se pencher sur les solutions permettant de maintenir l'activité d'enfouissement.
- Le maintien de la certification ISO 14 001 de l'ISDnD de l'Arbois : Compte-tenu des enjeux associés à la gestion de l'ISDnD par le Territoire en matière de préservation des populations et de maîtrise des nuisances, il a été décidé dès 2005 d'engager le processus de certification environnementale. Cette démarche volontaire basée sur l'amélioration constante atteste de manière indépendante des efforts engagés dans la maîtrise des nuisances et de l'engagement de la collectivité à prendre en charge les sujets et à améliorer la situation. Afin de faciliter les relations avec les populations, il est donc essentiel de maintenir la certification ISO 14 001 du site.
- La pérennisation de la valorisation du gaz de décharge tout en optimisant son rendement financier.

➤ **Structurer et maîtriser des unités de valorisation des déchets, préambule nécessaires avant traitement final : Centre de tri EMR [Emballages Ménagers Recyclables], Unité de Pré-traitement de la Matière Organique, Unité de valorisation des CSR [Combustible Solide de Récupération], Centre de tri d'encombrants, ...**

La réglementation volontariste et incitative (Loi de Transition Énergétique, AGECS, Plan Régional d'élimination des déchets...), pousse les collectivités à limiter les quantités de déchets enfouies et à maximiser la quantité de déchets valorisés (65% du tonnage valorisé matière ou organique). Pour ce faire, il est nécessaire de développer et diversifier les modes de valorisation des différentes typologies des Déchets Ménagers Résiduels pris en charge par le Territoire.

Afin d'atteindre ces objectifs et compte tenu du contexte de saturation régionale des unités de traitement et de valorisation des déchets, il est essentiel de maîtriser les équipements de traitement

des déchets. En effet, cette stratégie permettra au Territoire d'une part de s'assurer d'un exutoire pérenne et de proximité et d'autre part de maîtriser les dépenses de gestion des déchets (en s'affranchissant de la quasi absence de concurrence régionale).

Afin de s'assurer de la nécessaire maîtrise des équipements de traitement et de valorisation, il semble opportun de réfléchir à la mise en œuvre d'un organe de gestion sur un périmètre plus vaste, à savoir sur un périmètre Métropolitain voire sur le territoire Provençal au sens du SRADDET.

Une veille sur les potentialités d'implantation sur le Territoire devra être engagée, et les démarches de développement de ces installations devront être menées en fonction des opportunités identifiées.

➤ **Enjeux en terme de maîtrise de l'évolution des dépenses :**

En terme budgétaire, les principaux enjeux pour la période 2020-2026 sont de :

- Anticiper l'augmentation programmée des dépenses de traitement liée à la fiscalité « environnementale ». La trajectoire fixée concernant la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP Stockage) va fortement renchérir les coûts d'élimination des déchets en ISDnD (25 €/t en 2020 contre 65 €/t en 2025). Il est donc essentiel d'une part, d'effectuer une veille technique et financière sur les alternatives au stockage envisageable et, d'autre part de participer aux discussions législatives afin de tenter d'amoindrir cette inflation ;
- Rechercher l'optimisation des coûts de gestion des déchets par la mise en œuvre des actions de prévention et la recherche d'optimum technico-économique de la pré-collecte et de la collecte (suppression doubles systèmes, évolution des fréquences de ramassage, ...);
- Améliorer l'équilibre dépenses/recettes du Budget Annexe de Territoire en tenant compte de l'évolution programmée des dépenses (structurelles, fiscales ou tenant compte de l'évolution des services), en poursuivant la recherche de financements externes via les subventions, en optimisant les recettes notamment via la mise en place de la redevance spéciale auprès des usagers « non ménagers », en faisant évoluer (forme et montant) la fiscalité de la TEOM dans le cadre du périmètre globalisé métropolitain.

➤ **Enjeux en matière d'information aux usagers (habitants et professionnels conservés dans le cadre du Service Public)**

Le constat actuel est que le Territoire développe un très grand nombre de services à l'habitant pour la gestion des déchets. Ces services ne sont pas

toujours suffisamment connus. Ceci entraîne, du fait de la mauvaise utilisation des services existants, à la fois des surcoûts mais également des performances en terme de valorisation moins bonnes qu'attendues.

L'objectif est d'accentuer l'information aux usagers afin que chacun puisse utiliser correctement l'ensemble des services existants et de sensibiliser sur l'importance des enjeux réglementaires, environnementaux, financiers, ...

Le message transmis lors des précédentes campagnes de communication était « faites le bon geste ». Il conviendrait de rappeler et renforcer ce message sachant que le devenir (au sens de la destination finale, en terme de filières de traitement ou de valorisation) de chaque déchet dépend du geste initial de l'utilisateur. Le renforcement de ce message doit être coordonné tant à l'échelle du Territoire qu'à l'échelle Métropolitaine.

Un des axes important à mettre en œuvre est de s'inscrire dans la démarche de SMART CITY en améliorant les outils numériques d'information existants et en parfaire l'interactivité.

➤ **Enjeux en terme d'Organisation :**

En terme d'organisation et de structuration, la période 2020 – 2026 nécessitera :

- Un ajustement de l'organisation du Pôle Service à la Population pour garantir le niveau de service tout en optimisant les ressources (création d'une cellule RS, contrôle d'accès en déchèterie, gestion de la Maîtrise d'Ouvrage etc.) ;
- De préparer l'intégration opérationnelle, en liaison avec les communes, des services du nettoyage lors du transfert à la Métropole de la compétence voirie (prévue pour l'instant en 2023) ;
- De garantir la gestion des problématiques hygiène et sécurité des gestes associés au service public déchets :
  - o Gestion administrative et réglementaire des interventions sous-traitées (plans de prévention, protocoles de sécurité...)
  - o Sensibilisation / prévention auprès des agents dans l'objectif de limiter les risques d'accidents.
- D'assurer la construction du Centre Opérationnel de Collecte du Secteur Centre à Aix en Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de prendre connaissance des différents enjeux du mandat au regard des perspectives édictées par la loi et par les différents documents « cadre » régionaux et métropolitains et de voter un plan d'actions du Territoire.

**Délibère**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix valide les axes de la Feuille de Route 2020-2026 en matière de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés pour le Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Cycle de l'eau et assainissement**

## **2021 CT2 165**

### **Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation, par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre du PUP dit des Bonnauds**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

De plus, l'article L.5218-2-I du CGCT prévoit que la Métropole est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ; ceci rend la Métropole seule habilitée à conclure des conventions de projets urbains partenariaux (PUP) telles que définies par l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont le périmètre a été délibéré avant le 31 décembre 2017 et a acté que, pour mener à bien ces projets, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage seraient conclues pour chaque contrat de PUP.

Par délibérations des 19 juillet, 26 septembre et 11 décembre 2017, la Commune du Puy-Sainte-Réparate a instauré un périmètre de Projet Urbain

Partenarial au lieudit « Les Bonnauds » et approuvé plusieurs conventions de PUP avec les sociétés COGEDIM et SCI Puy Roubine.

Par délibération du 18 février 2021, le Conseil de la Métropole a approuvé une convention de PUP avec COGEDIM pour la mise en œuvre d'un programme immobilier dans le périmètre du PUP. Cette dernière convention porte la participation financière de l'ensemble des aménageurs à 1.485.105 € pour la réalisation des équipements publics. Ce financement est réparti proportionnellement entre les compétences communales et les compétences métropolitaines et couvre 89,85% des dépenses nécessaires à la réalisation des équipements publics. Ces participations sont perçues par la Commune qui reverse à la Métropole la quote-part lui revenant en application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue pour la réalisation des équipements publics.

Le programme des équipements publics rendus nécessaires pour l'opération d'aménagement portée par ce PUP s'élève à 1.622.790€HT et porte sur des ouvrages de compétence communale (voirie, espaces verts) et des ouvrages de compétence métropolitaine à hauteur de 217.850€HT répartis comme suit :

- Renforcement et extension du réseau d'eau potable, pour un montant estimé à 85.488€HT,
- Extension du réseau d'assainissement des eaux usées, pour un montant estimé à 9.778€HT,
- Busage de fossés et extension du réseau pluvial, pour un montant estimé à 122.584€HT.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune du Puy-Sainte-Réparate se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de cette convention, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire du Pays d'Aix la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, des réseaux humides prévus dans le Projet Urbain Partenarial des Bonnauds.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.332-11-3 et suivants ;
- Le Code de la commande publique et notamment les articles L.2422-5 à 12 relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 012-3646/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 sur le Projet Urbain Partenarial et la poursuite des opérations engagées par les communes ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération du 18 février 2021 portant approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial dit des Bonnauds au Puy-Sainte-Réparate entre la Métropole, la Commune et COGEDIM ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, des réseaux humides prévus dans le Projet Urbain Partenarial des Bonnauds,

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation, par la Commune du Puy-Sainte-

Réparate, des réseaux humides prévus dans le Projet Urbain Partenarial des Bonnauds.

Le montant prévisionnel des travaux métropolitains s'élève à 217.850€HT. Le montant sera couvert à 89,85% par les participations des opérateurs.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2019290000, Nature 21531,  
- le budget annexe de l'Assainissement en Délégation - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2019200100, Nature 21532,  
- le budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182909, Nature 4581, Fonction 734, Autorisation De Programme DI909.

Les recettes seront constatées sur :

- le budget annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement, Nature 1318, Chapitre 13 ;  
- le budget annexe de l'Assainissement en Délégation - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement, Nature 1318, Chapitre 13 ;  
- le budget principal métropolitain fractionné, Nature 1318, Chapitre 13.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 166**

### **Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation, par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre du PUP dit du Grand Vallat**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (GCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

De plus, l'article L.5218-2-I du CGCT prévoit que la Métropole est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ; ceci rend la Métropole seule habilitée à conclure des conventions de projets urbains partenariaux (PUP) telles que définies par l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont le périmètre a été délibéré avant le 31 décembre 2017 et a acté que, pour mener à bien ces projets, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage seraient conclues pour chaque contrat de PUP.

Par délibérations des 19 juillet, 26 septembre et 11 décembre 2017, la Commune du Puy-Sainte-Réparate a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial au lieudit « Le Grand Vallat » et approuvé deux conventions de PUP avec les sociétés COGEDIM et CS INVEST.

Le programme des équipements publics rendus nécessaires pour l'opération d'aménagement portée par ce PUP s'élève à 976.193 € HT et porte sur des ouvrages de compétence communale (voirie,

espaces verts) et des ouvrages de compétence métropolitaine à hauteur de 162.431 € HT répartis comme suit :

- Renforcement du réseau d'eau potable, pour un montant estimé à 69.502€HT,
- Busage de fossés et extension du réseau pluvial, pour un montant estimé à 92.929 € HT.

La participation financière de l'ensemble des opérateurs s'élève à 865.180 € pour la réalisation des équipements publics. Ce financement est réparti proportionnellement entre les compétences communales et les compétences métropolitaines et couvre 88,63% des dépenses nécessaires à la réalisation des équipements publics. Ces participations sont perçues par la Commune qui reverse à la Métropole la quote-part lui revenant en application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue pour la réalisation des équipements publics.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de cette convention, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, des réseaux humides prévus dans le Projet Urbain Partenarial du Grand Vallat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L332-11-3 et suivants ;
- Le Code de la commande publique et notamment les articles L.2422-5 à 12 relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des

métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 012-3646/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 sur le Projet Urbain Partenarial et la poursuite des opérations engagées par les communes ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, des réseaux humides prévus dans le Projet Urbain Partenarial du Grand Vallat.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation, par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, des réseaux humides prévus dans le Projet Urbain Partenarial du Grand Vallat.

Le montant prévisionnel des travaux métropolitains s'élève à 162.431 € HT. Ce montant sera couvert à 88,63% par les participations des opérateurs.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- Le budget annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2019290000, Nature 21531.
- Le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération

Budgétaire 4581182909, Nature 4581, Fonction 734, Autorisation De Programme DI909.

Les recettes seront constatées sur :

- Le budget annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement, Nature 1318, Chapitre 13.
- Le budget principal métropolitain fractionné, Nature 1318, Chapitre 13.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 167**

**Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation, par la Commune de Rousset, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de la réfection des voiries de Marie Couton et Cypres**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution

des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau, de l'assainissement des eaux usées et de l'assainissement pluvial, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Ainsi, la Commune de Rousset souhaite engager prochainement l'aménagement des rues de Marie Couton, Cyprès et Mendès. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux d'aménagements sur les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Compte-tenu de la multiplicité des interventions sur le périmètre du projet et du planning de réalisation souhaité par la Commune, il est préférable de confier temporairement la maîtrise d'ouvrage à la Commune pour les travaux de réseaux humides nécessaires à cette opération.

Les travaux projetés sur les réseaux humides porteront sur :

- Rue Marie Couton
  - Extension de 200 ml du réseau d'eau potable en diamètre 100 mm ;
  - Création de 230 ml de réseaux d'eau pluviales de diamètre compris entre 400 et 600 mm ;
  - Modification de l'emplacement de regards d'eaux usées.
- Impasse des Cyprès
  - Création et modification de 110 ml de réseau d'eaux pluviales de diamètres compris entre 400 et 600 mm.
- Rue Mendès
  - Dilatation de 40 ml de réseau d'eau usées en diamètre 200 mm.

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 38.700 € HT soit 46.440 € TTC

- pour la compétence eaux usées : 25.130 € HT soit 30.156 € TTC
- pour la compétence eaux pluviales : 183.170 € HT soit 219.804 € TTC

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial Métropolitain (80% du montant HT de l'opération)	197 600,00
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	0,00
Métropole Aix-Marseille-Provence	98 800,00
<b>TOTAL TTC</b>	<b>296 400,00</b>

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation de ces aménagements sur les réseaux humides des rues Marie Couton, Cyprès et Mendès sur la Commune de Rousset.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique et notamment les articles L.2422-5 à 12 relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

**Où il rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la Commune de Rousset, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de la réfection des voiries de Marie Couton, Cyprès et Mendès.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la Commune de Rousset, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de la réfection des voiries de Marie Couton, Cyprès et Mendès.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 296.400 € TTC.

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- Le Budget Annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2019290000, Nature 21531.
- Le budget annexe de l'Assainissement en Délégation - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2019200100, Nature 21532.
- Le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182909 Nature 4581, Autorisation De Programme DI909 Fonction 734.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 168

**Approbation d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relative à la réalisation de travaux de DECI par la Commune d'Aix-en-Provence - Programme 2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence « service public de défense extérieure contre l'incendie », sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, les communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Ainsi, dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations.

A cette fin, les articles L.2422-5 à 11 du livre IV du Code de la commande publique relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Aujourd'hui, suite à des diagnostics débit / pression réalisés sur un certain nombre de points d'eau d'incendie du parc de la Commune d'Aix-en-Provence, il s'avère nécessaire de réaliser des réhabilitations ou de déplacer certains des points d'eau diagnostiqués comme non conformes.

Cette opération de réhabilitation programmée concerne au total 16 poteaux d'incendie. Cette opération intègre également le remplacement de 5 poteaux d'incendie qui pourraient être accidentés et mis hors service au cours de l'année 2021.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 90.184,50€TTC

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial Métropolitain (80% du montant HT de l'opération)	60 123,00
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	0,00
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 061,50
TOTAL TTC	90 184,50

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour des opérations de travaux de DECI – programme 2021 – sur la commune d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique et notamment les articles L.2422-5 à 12 relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du

Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour des opérations de travaux de DECI – Programme 2021 – sur la Commune d'Aix-en-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, pour des opérations de travaux de DECI – Programme 2021 – sur la Commune d'Aix-en-Provence.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 90.184,50 € TTC

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182908, Nature 4581, Fonction 12, Autorisation de Programme DI908.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 169**

#### **Approbation d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Pertuis pour des opérations de travaux de DECI – Programme 2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence « service de défense extérieure contre l'incendie » sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, les communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Ainsi, dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations.

A cette fin, les articles L.2422-5 à 11 du livre IV Code de la commande publique relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Aujourd'hui, suite à des diagnostics débit / pression réalisés sur un certain nombre de points d'eau d'incendie du parc de la Commune de Pertuis, il

s'avère nécessaire de réaliser des réhabilitations ou de déplacer certains des points d'eau diagnostiqués comme non conformes. Cette opération intègre également la création de points d'eau d'incendie.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 32.000 € TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial Métropolitain (80% du montant HT de l'opération)	60 123,00
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	0,00
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 061,50
<b>TOTAL TTC</b>	<b>90 184,50</b>

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour des opérations de travaux de DECI – programme 2021 – sur la Commune de Pertuis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique et notamment les articles L.2422-5 à 12 relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 30 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour des opérations de travaux de DECI – programme 2021 – sur la Commune de Pertuis.

Délibère

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, pour des opérations de travaux de DECI – programme 2021 – sur la Commune de Pertuis.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 32.000 € TTC.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 908, Nature 4581, Autorisation de Programme DI908, Fonction 12.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Politique culturelle et sportive – Sports

### 2021 CT2 170

**Attribution d'une subvention à l'association Vitrolles Sport Volley-Ball et approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix, dans la continuité de la politique sportive initiée par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix depuis 2002, s'attache à développer une politique sportive globale permettant de promouvoir la pratique sportive pour tous, de loisirs ou de haut niveau.

La délibération cadre n°2012\_A006 relative à la politique sportive communautaire approuvée par le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 mars 2012 modifiée par la délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire du 11 décembre 2014 définit la mise en œuvre de plusieurs dispositifs de soutien aux clubs de haut niveau.

Ces différents dispositifs permettent de répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national.

Compte tenu des mesures sanitaires en vigueur dans le département des Bouches du Rhône depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2020, les compétitions de la plupart des clubs amateurs de sports collectifs sont à l'arrêt.

Comme suite aux remarques de la Commission Sports du 24 mars 2021 et après échanges avec l'ensemble des associations, les demandes de subventions des quatre clubs habituellement soutenus par le Pays d'Aix pour la prise en charge de leurs frais liés aux compétitions sont suspendues jusqu'à l'analyse par les services du Pays d'Aix de leur situation en fin de saison sportive.

Dans le cadre des compétences déléguées par le Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire, il est proposé de soutenir le club Vitrolles Sport Volley-Ball qui a participé depuis le début de la saison à toutes ses compétitions sportives du Championnat Elite Féminine et d'approuver la convention afférente ci jointe.

Il convient de rappeler les critères d'attribution de subventions aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national :

- Les frais fédéraux : il est proposé de prendre en compte 100 % des dits frais, en excluant les sanctions ou amendes, ainsi

que les frais de mutation des joueurs constituant les équipes. Les frais fédéraux correspondent aux frais d'engagement de l'équipe seniors en championnat de France et coupe de France, les frais d'affiliation, les frais d'arbitrage et de table de marques, les frais pour douze licences joueurs et deux licences entraîneurs, et les autres frais imputables au fonctionnement en championnat de France.

Compte tenu de la particularité de la pratique du rugby nécessitant la présence d'au moins 30 joueurs pour assurer la tenue d'un match de championnat que ce soit en déplacement ou à domicile, il est proposé de prendre en compte les frais ci-dessus énoncés pour trente licences de joueurs et deux licences entraîneurs en ce qui concerne les clubs de rugby.

- Les frais de déplacement : ils correspondent à des charges difficiles à assumer pour la plupart des clubs. Il est proposé de prendre en compte 100 % du montant total des frais liés aux déplacements relatifs aux jours de matchs officiels inscrits au calendrier national des championnats de la Fédération concernée. Le calcul sera effectué sur la base de remboursement d'indemnité kilométrique pour 2 véhicules 8 cv type minibus 9 places. Le calcul prendra en compte les kilomètres aller-retour à 0,32 euros du kilomètre ainsi que les frais de péage. Concernant la particularité des clubs de rugby telle qu'énoncée ci-dessus, il est proposé de porter le remboursement d'indemnité kilométrique pour 4 véhicules de 9 places ou moyen de transport équivalent à une quarantaine de personnes.

Les déplacements suscitant d'autres moyens de transport (avion, train) seront indemnisés à hauteur de 50% pour 20 personnes, et jusqu'à 32 personnes pour les clubs de rugby, sur présentation des justificatifs.

- Les frais de couchage et de restauration : les frais d'hôtel peuvent être pris en compte pour les déplacements train ou avion ne permettant pas un retour dans la même journée. Le calcul de remboursement sera effectué sur la base de 7 chambres doubles et sur la base de 16 chambres doubles pour les clubs de rugby. Le prix des chambres pris en compte est de 50 euros maximum. Les frais de couchage seront pris en charge à hauteur de 50% et sur présentation des pièces justificatives.

Les frais de restauration ou de collation seront forfaitisés au prix de 10 euros par personne sur la base de 14 personnes (12 joueurs et 2 entraîneurs) et de 32 personnes pour les clubs de rugby, multipliés par le nombre de déplacement en

championnat de France ainsi que le 1<sup>er</sup> tour de la coupe de France.

Ce dispositif est plafonné à 20.000 € par club et par année civile.

Compte tenu des bilans financiers présentés en fin d'année 2020, il est proposé de définir une somme forfaitaire et globalisée maximum pour chaque club sportif représentant les disciplines suivantes, le basket, le handball, le rugby et le volley-ball, comme suit :

- Nationale 1 : 20.000 €
- Nationale 2 : 15.000 € maximum
- Nationale 3 : 10.000 €

Il convient de noter que ces sommes forfaitaires et globalisées représentent un maximum que le Territoire du Pays d'Aix pourra verser, dans le cadre du présent dispositif, sous réserve des disponibilités financières correspondant au budget voté de l'année en cours.

Le club Vitrolles Sport Volley-Ball peut prétendre aujourd'hui à une subvention de la part du Territoire du Pays d'Aix, pour un montant total de 20.000 €, telle que décrite dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique/Fonct)	BP des frais 2021	Subv/ sollicitée 2021	Subv/ (n.1)	Subvention attribuée	Total	Conven- tion
Vitrolles Sport Volley-Ball Elite Féminine 2021/00248	20.000 €	20.000 €	18.000 €	20.000 €	20.000 €	Oui
TOTAL					20.000 €	

En outre, conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au club après signature de la convention correspondante et ce pour l'ensemble des subventions.
- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1<sup>er</sup> novembre 2021.

- d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés

- du Président et du Trésorier de l'association ;
- s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2012\_A006 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019\_CT2\_061 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 relative au soutien aux sports collectifs et individuels de haut niveau ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 mars 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention au club Vitrolles Sport Volley-Ball telle que décrite dans le tableau ci-dessus pour un montant total de 20.000 €.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et le club Vitrolles Sport Volley-Ball bénéficiaire d'une subvention.

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65, Fonction 30, Nature 65748.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 171**

**PRODAS 2021 - Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives - Approbation de conventions d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (Quartier Prioritaire Ville).

En partenariat avec les Services des Sports et Politique de la Ville des différentes Communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif PRODAS a pour ambition de fédérer les

différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif PRODAS a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre Communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

En 2019, ce dispositif a été lauréat de la 16ème édition du concours « Fais-nous rêver » organisé par l'Agence Pour l'Education par le Sport (APELS) de Provence-Alpes-Côte d'Azur permettant de reconnaître des projets labellisés d'éducation par le sport.

L'APELS est une association loi 1901 nationale et indépendante. Depuis 20 ans, l'APELS est un acteur de l'innovation sociale qui construit des programmes pour insérer et éduquer les jeunes par le sport. Grâce à un réseau de 1.000 associations repérées sur l'ensemble du territoire français, elle a accompagné plus de 100.000 jeunes talents éloignés de l'emploi ou décrocheurs scolaires.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner à 100% les projets d'actions proposés par les associations du territoire.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les cinq subventions proposées sont détaillées dans le tableau joint pour un montant total de 74.000 €.

Il convient de noter que l'association Ensemble pour les Jeunes du 13 (EJ 13) bénéficie en 2021 de trois subventions dans le cadre du dispositif PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Association	Guichet Unique 2021	Actions	Conseil de Territoire	BP 2021	Subvention 2021	Total
EJ13	00899	Stages CREPS	CT 08/04/21	47.995€	45.000 €	60.000 €
EJ13	00900	Fête du Sport	CT 08/04/21	10.405 €	10.000 €	
EJ13	00901	Animations GPV	CT 08/04/21	6.000 €	5.000 €	

Compte tenu des subventions proposées en annexe du présent rapport, cela porte la totalité des subventions attribuées à EJ 13 en 2021 à 60.000 €.

A ce titre, une convention d'objectifs entre l'association et le Territoire du Pays d'Aix permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à ce club.

En outre, conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix ne sera pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au club après signature de la convention correspondante et ce pour l'ensemble des subventions.
- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2021.
  - d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés du Président et du Trésorier de l'association.
  - s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le dispositif sportif, éducatif et social PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives) répond aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV ( Quartier Prioritaire Ville).

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées cinq subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-annexé pour un montant total de 74.000 €.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association «Ensemble pour les Jeunes du 13» pour l'organisation de trois actions.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 0120 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65, Fonction 326, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 172**

**Attribution d'une subvention d'investissement au Country Club Aixois pour la réfection de courts de tennis en terre battue - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dès l'élaboration de sa politique sportive, le Territoire du Pays d'Aix a soutenu financièrement des opérations de rénovation, d'extension, de mise aux normes ou de construction d'équipements. Cet axe politique trouve sa justification dans un nécessaire rattrapage de l'aménagement du Territoire en matière d'installations sportives.

Dans ce cadre, la présente délibération a pour objet de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix de soutenir financièrement le Country Club Aixois (CCA) qui projette de rénover cinq courts de tennis en terre battue, nécessaires au développement de ses activités sportives, sur les installations situées au 1195 chemin des Cruyes à Aix-en-Provence.

Le Country Club Aixois, association Loi 1901, a pour objet la pratique du tennis et autres activités sportives et culturelles, et regroupe 649 licenciés.

Le Country Club Aixois développe également des relations d'amitié et de courtoisie entre ses membres ainsi que des activités physiques et sportives pour les personnes en situation de handicap physique, visuel et auditif.

Le Country Club Aixois souhaite rénover cinq courts de tennis en raison de leur dégradation due à la neige et aux fortes gelées de l'hiver.

Ces travaux permettront aux membres du club mais également à l'ensemble des publics accueillis lors des stages et des tournois d'évoluer dans des conditions optimales de qualité et de sécurité.

Conformément au plan de financement présenté par le club, le coût total prévisionnel du projet d'investissement pour la réfection de cinq courts de tennis en terre battue s'élève à 17.430 € TTC. Le Country Club Aixois sollicite la participation du Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 10.000 €.

Cette participation représente donc 57,4% du coût total prévisionnel du projet d'investissement.

Concernant les modalités de paiement, elles seront fixées par une convention annuelle qu'il est proposé au Conseil de Territoire de conclure avec l'association sportive.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

Par ailleurs, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties et dès production de la déclaration de commencement du projet d'investissement, le cas échéant.

- le solde, sur demande du bénéficiaire, dès l'achèvement des travaux et après la production :

- du compte rendu financier du projet d'investissement incluant les dépenses et les recettes signé par le Président de l'association ou toute personne habilitée ;
- de l'ensemble des factures de l'opération ;
- de l'attestation d'achèvement du projet d'investissement et du paiement complet de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2012\_A006 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 mars 2021.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'investissement de 10.000 € (GU n°2021/00880) au titre de l'exercice 2021 au Country Club Aixois pour la réfection de courts de tennis en terre battue.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162445, Nature 4581, Fonction 325, Autorisation de Programme DI445-1A.

### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 173**

**Complexe sportif et de loisirs du Farigoulier - Validation de la convention de Mandat de Maîtrise d'Ouvrage à la Commune de Pertuis pour les troisième et quatrième tranches des opérations de requalification et de développement du site**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis a été déclaré d'intérêt communautaire par délibération du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 au titre de la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ».

Ce site est devenu métropolitain au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La prise en compte de ce complexe par la Communauté du Pays d'Aix avait alors notamment pour objectif de permettre la modernisation des équipements existants ainsi que la création d'autres aménagements permettant de conférer à ce site un positionnement majeur au niveau du Val de Durance et du Pays d'Aix.

Ce site comprend des terrains de sport, des aires de jeux et de multiples pratiques de sports et loisirs (terrains de football et rugby, site de tir à l'arc, stand de tir à armes à feu, piste et tribune de modélisme, piste et site d'aéromodélisme, piste de motocross, parcours de santé, étang de pêche...).

Compte tenu du contexte foncier et environnemental du site, de la bonne connaissance des installations ainsi que de leur exploitation par la commune de Pertuis et dans la mesure où le Pays d'Aix n'était pas en capacité d'assumer dans l'immédiat la gestion de ce site, le Bureau communautaire du Pays d'Aix dans sa séance du 26 novembre 2015 a validé le principe d'une convention de gestion du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis jusqu'au 31 décembre 2017.

Les Conseils de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 et du 8 octobre 2020 ont validé de nouvelles conventions de gestion avec la Commune

de Pertuis jusqu'en 2023 sur les mêmes bases que la convention initiale.

Cette convention de gestion prévoit que la Commune de Pertuis engage les dépenses nécessaires au fonctionnement courant de ce site et que le Pays d'Aix les rembourse sur production d'états comptables trimestriels.

**Objet de la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée :**

L'ensemble du site d'environ 25 hectares, unique sur le Territoire du Pays d'Aix, a fait l'objet d'un projet de requalification et de développement à l'image du rôle qu'il devra tenir dans son bassin de vie et en relation avec la politique sportive et de loisirs du Territoire du Pays d'Aix.

Afin de pouvoir initialiser le projet de développement de ce site et mener à bien les études de faisabilité et de programmation de ce projet, le Conseil communautaire du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 a validé la création d'une Autorisation de Programme de 5 millions d'euros ainsi qu'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) au profit de la Commune de Pertuis, dans la mesure où cette dernière disposait des compétences et d'une organisation dimensionnée pour assurer la maîtrise d'ouvrage de ces études préalables.

A l'issue de la réalisation des études susmentionnées, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 a validé le programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier ainsi que le principe de revalorisation à 9 millions d'euros de l'Autorisation de Programme correspondante. Il a également pris acte de l'utilité de recourir à une procédure de délégation de maîtrise d'ouvrage à la Commune de Pertuis concernant l'ensemble des travaux à réaliser pour la restructuration et le développement du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis.

En conséquence, les Conseils de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 et du 17 octobre 2019 ont validé deux conventions de délégation de Maîtrise d'Ouvrage à la Commune de Pertuis correspondant aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tranches des travaux

Ces travaux ont porté sur la mise en sécurité du site ainsi que sur la réalisation d'un parking, d'un terrain de football en synthétique et de vestiaires et de tribunes modulaires.

Afin de mener à bien les phases suivantes des travaux, il apparaît nécessaire de conclure une nouvelle convention entre le Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Pertuis. Celle-ci concerne les tranches 3 et 4 des travaux pour un montant de 1 380 000 € TTC comprenant :

- Aménagement de la plaine de jeux (tir à l'arc, base-ball, foot, rugby, terrain multi-activités) ;
- Création d'une salle de réunion au club house foot ;
- Finalisation des clôtures et installation du contrôle d'accès ;
- Aménagement de la base de kayak (création d'une mise à l'eau et d'un local) ;
- Remise en état du terrain de rugby.

### Financement de l'opération :

Dans le cadre de la convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage et sous réserve de délibérations concordantes des organes délibérants de chacune des deux parties, le calendrier de réalisation et le plan de financement de ces 3ème et 4ème tranches sont les suivants :

- La troisième tranche de travaux se répartit en 2 phases sur 2 années ;
- La quatrième tranche sera réalisée en 2023.
- Le coût prévisionnel total est estimé à 1 380 000 € TTC, répartis comme suit :

Montant TTC	2021	2022	2023
1 380 000 €	460 000 €	460 000 €	460 000 €

### Modalités financières de la convention :

Dès signature de la convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix versera à la Commune de Pertuis une première avance de 200 000 € TTC.

Avant toute nouvelle demande d'appel de fonds, la Commune de Pertuis devra fournir à la Métropole un décompte justifiant de l'utilisation de l'avance précédemment versée.

La nouvelle demande d'avance devra être justifiée sur la base d'un planning prévisionnel de travaux établi par le maître d'œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015\_A225 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 relative à la déclaration d'intérêt communautaire du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis ;
- La délibération n°2015\_B645 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 26 novembre 2015 relative à l'approbation de la convention de gestion du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier entre la Communauté du Pays d'Aix et la Commune de Pertuis ;
- La délibération n°2015\_A290 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 relative aux ouvertures, modifications et clôtures d'AP/CP sur le budget général 2016 (dont l'AP relative au projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier) ;
- La délibération n°2015\_B765 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 relative à l'aménagement du site de sport et loisirs du Farigoulier à Pertuis et concernant l'approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour les études de faisabilité et de programmation ;
- La délibération n°2017\_CT2\_346 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 relative à l'approbation du programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier à Pertuis et du principe de revalorisation de l'Autorisation de Programme correspondante ;
- La délibération n°2017\_CT2\_446 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 validant la convention de gestion du site du Farigoulier au profit de la Commune de Pertuis pour la période 2018/2020 ;
- La délibération n°2018\_CT2\_311 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 validant la convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage au profit de la Commune de Pertuis pour les opérations de requalification et de développement du site du Farigoulier ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°2020\_CT2\_134 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 validant la convention de gestion du site du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis pour la période 2021/2023 ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Mandat de Maîtrise d'Ouvrage au profit de la Commune de Pertuis pour la réalisation des troisième et quatrième tranches de travaux détaillées ci-dessus conformément au projet de développement du site de sport et loisirs du Farigoulier à Pertuis.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et les documents y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget - État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération budgétaire 4581162487, Nature 4581, Fonction 325, Autorisation de Programme DI487AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**Politique culturelle et sportive – Culture**

**2021 CT2 174**

**AVIS - Budget Principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'Investissement de la médiathèque les Carmes et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la création de la médiathèque les Carmes, une opération d'investissement a été créée afin que l'établissement puisse acquérir les biens nécessaires à son fonctionnement.

La médiathèque de Pertuis répond au besoin du bassin de vie Pertuis Val de Durance et son objectif est aujourd'hui largement atteint avec à ce jour près de 10 000 adhérents.

Au fur et à mesure de la montée en puissance de l'établissement il a été nécessaire d'acquérir de nouveaux équipements essentiellement destinés aux services au public.

Aujourd'hui l'acquisition de mobilier, de machines outils pour l'atelier numérique, d'abonnements numériques, d'outils et de fournitures pour l'entretien du bâtiment conduisent à augmenter l'autorisation de programme relative à l'opération.

Une première révision d'opération a porté le montant de l'opération Médiathèque de Pertuis Equipements Autorisation de Programme DI430A de 990 000 € TTC avant révision à 1 390 000 € TTC.

Afin de maintenir la qualité d'accueil des usagers, l'établissement doit être en mesure d'enrichir et de renouveler son patrimoine documentaire. Après 3 années d'exploitation, il est nécessaire de réviser financièrement cette opération.

Le montant de la révision proposée est de 339 000 € portant l'opération d'investissement global à 1 729 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°CSGE 003-8060/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre

2019 portant révision de l'opération « Médiathèque de Pertuis Equipements » ;

- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 339 000 € TTC de l'opération d'investissement DI430A Médiathèque Pertuis Equipements afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 339 000 € de l'opération d'investissement DI430A Médiathèque Pertuis Equipements.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'Investissement DI430A Médiathèque de Pertuis Equipements, pour un montant de 339 000 € portant le montant total de l'opération à 1 729 000 € TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

Montant initial de l'opération : 1 390 000 € TTC  
Révision de l'opération : 339 000 €

Montant final de l'opération : 1 729 000 € TTC

Mandaté antérieur : 649 463, 12 € TTC

CP 2021 : 542 173, 88 € TTC

CP 2022 : 179 121,00 € TTC

CP 2023 : 179 121,00 € TTC

CP 2024 : 179 121,00 € TTC

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26

Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 175**

**Attribution de subventions de fonctionnement à des opérateurs culturels conventionnés avec l'Etat - Approbation de conventions avec l'association Les Lumières et le Groupe et compagnie Grenade - Josette Baïz**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a créé un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003\_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération N°2003\_A285 du 12 décembre 2003).

Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs culturels répondant aux critères suivants :

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée

intercommunale développées par des associations ;

- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées deux subventions en fonctionnement pour un montant total de 63 000 € aux associations suivantes : Les Lumières Café Zimmermann et le Groupe et compagnie Grenade - Josette Baiz.

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et Les Lumières Café Zimmermann et le Groupe et compagnie Grenade - Josette Baiz.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021\_CT2\_176**

**Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix sans conventions d'objectifs et de moyens**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix a créé un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 mars 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées pour l'exercice 2021 neuf subventions en fonctionnement à 9 associations pour un montant total de 93 000 €, telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 177**

**Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix avec conventions d'objectifs et de moyens**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a créé un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 15 subventions de fonctionnement à 14 associations pour un montant total de 882 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les conventions types d'objectifs et de moyens annexées au présent rapport.

N° 10	Nom bénéficiaire	Montants	Libellé nature	Date Préj	Subvention	Subvention prévisionnelle	Subvention réelle	Subvention réelle	Montant proposé	Participation Métropole	Conseil de Territoire	Date de signature
202_2021	Club Basket de Peyrache	72 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club Basket	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Le club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Le club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Le club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Le club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Le club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Le club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Le club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Le club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Le club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021

N° 10	Nom bénéficiaire	Montants	Libellé nature	Date Préj	Subvention	Subvention prévisionnelle	Subvention réelle	Subvention réelle	Montant proposé	Participation Métropole	Conseil de Territoire	Date de signature
202_2021	Club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021
202_2021	Club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021

N° 10	Nom bénéficiaire	Montants	Libellé nature	Date Préj	Subvention	Subvention prévisionnelle	Subvention réelle	Subvention réelle	Montant proposé	Participation Métropole	Conseil de Territoire	Date de signature
202_2021	Club de football	10 000 € à partir du 1er janvier 2021	Club de football	15/01/2021	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10,00%	OUI	31/05/2021

**TOTAL: 882 000 €**

A titre d'information, des dossiers de demandes de subventions 2021 sont actuellement à l'instruction.

Ils concernent particulièrement :

L'association «Anonymal» qui a déposé une demande d'un montant de 22 000 € à la Direction économie du CT2 - (GU n° 2021\_00441) et l'association «Seconde Nature» qui a déposé une demande d'un montant de 20 000 € à la Direction économie du CT2 - (GU n° 2021\_00878).

Les associations sont soumises aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

(Cf. articles 58 « Modalités de calcul » et 59 « Modalités de versement »).

## Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties.

Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat signés par le bénéficiaire.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

La proratisation pourra donc éventuellement être appliquée après analyse des documents transmis par l'association.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

## Conventions

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. Les conventions types bilatérales annexées à la présente délibération sont élaborées pour le versement des subventions au titre de l'exercice 2021.

- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la Commission Culture et sports du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

## Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 mars 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées pour l'exercice 2021, 15 subventions en fonctionnement à 14 associations pour un montant total de 882 000 €, telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions types d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix – Marseille Provence - Territoire du Pays d'Aix et les associations.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021

## Ressources – Finances

### 2021 CT2 178

#### **AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix – Adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2020**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix est constitué par un vote du Conseil de la Métropole.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit adopter le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur Principal des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion du budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Les identités de valeur entre le Compte de Gestion et le Compte Administratif de ce budget ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire**  
**Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement

des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix,

- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2020 du Compte de Gestion du budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

En recettes	129 392 651.87 euros
En dépenses	129 392 651.87 euros

#### **Article 2 :**

Déclare que le Compte de Gestion du budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix dressé par le Receveur pour l'exercice 2020, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

#### **Article 3 :**

Est approuvé ce Compte de Gestion.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

PENA Marc

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

HUBERT Claudie

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 179**

**AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix – Adoption du Compte Administratif de l'exercice 2020**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice sur l'Etat Spécial de territoire du Pays d'Aix, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2020 pour ce budget.

Un rapport de présentation du Compte Administratif 2020 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précités, de les approuver

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Budget Primitif, les Budget Supplémentaires et els Décisions modificatives de l'exercice 2020 relatifs à ce budget ;
- Le Compte de Gestion de 2020 produits par Monsieur le Receveur des Finances.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Arrête, pour le budget Etat Spécial de Territoire du Territoire du Pays d'Aix, les résultats de clôture de

l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2020 dont les montants sont retranscrits ci-après :

En recettes	129 392 651.87 euros
En dépenses	129 392 651.87 euros

**Article 2 :**

Donne acte à Madame la Présidente de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2020 du budget Etat Spécial de Territoire du Territoire du Pays d'Aix.

**Article 3 :**

Reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2020 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2020.

**Article 4 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes au Compte Administratif du budget susvisé.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

PENA Marc

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

HUBERT Claudie

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 180**

**AVIS - Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix – Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2020**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2020 des budgets annexes du Territoire du Pays

d'Aix est constitué par le vote du Conseil de la Métropole du Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présentés par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de chacun de ces budgets annexes de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur Principal des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue le document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix suivants :

- Aménagement du Territoire,
- Assainissement en Délégation,
- Gestion des Déchets,
- Eau en Délégation.

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où il le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations

d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2020 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

**Budget annexe Aménagement du Territoire**

Section d'investissement	1 857 101,07 euros
Section de fonctionnement	-1 716 292,22 euros
<b>Solde</b>	<b>140 808,85 euros</b>

**Budget annexe Assainissement en délégation**

Section d'investissement	-2 288 623,91 euros
Section de fonctionnement	4 795 577,14 euros
<b>Solde</b>	<b>2 506 953,23 euros</b>

**Budget annexe gestion des Déchets**

Section d'investissement	16 833 520,55 euros
Section de fonctionnement	5 754 194,13 euros
<b>Solde</b>	<b>22 587 714,68 euros</b>

**Budget annexe Eau en Délégation**

Section d'investissement	-1 084 197,26 euros
Section de fonctionnement	2 566 339,99 euros
<b>Solde</b>	<b>1 482 142,73 euros</b>

**Article 2 :**

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes « Aménagement du territoire », « Assainissement en Délégation », « Gestion des déchets » et « Eau en Délégation », du Territoire du Pays d'Aix dressés par le Receveur pour l'exercice 2020, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

**Article 3 :**

Approuve ces Comptes de Gestion.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
PENA Marc

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
HUBERT Claudie

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 181**

**AVIS - Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2020 du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il est soumis au Conseil de la Métropole, pour approbation, les Comptes Administratifs de l'exercice 2020 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix :

- Aménagement;
- Assainissement en Délégation.
- Gestion des Déchets ;
- Eau en Délégation.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2020 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2020 est annexé à la présente délibération. Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2020 relatifs à ces budgets annexes ;

- Les Comptes de Gestion 2020 produits par Monsieur le Receveur des Finances.

**Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Constate et arrête, pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2020 dont les montants sont retranscrits ci-après :

BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2020	RESULTATS DE L'EXERCICE 2020	RESULTATS DE CLOTURE 2020
INVESTISSEMENT	1 257 101.07		600 000.00	1 857 101.07
FONCTIONNEMENT	273 012.84		-1 989 305.06	-1 716 292.22
TOTAL	1 530 113.91		-1 389 305.06	140 808.85

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN DELEGATION

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2020	RESULTATS DE L'EXERCICE 2020	RESULTATS DE CLOTURE 2020
INVESTISSEMENT	-6 598 763.44		4 310 139.53	-2 288 623.91
FONCTIONNEMENT	7 935 084.49	6 598 763.44	3 459 256.09	4 795 577.14
TOTAL	1 336 321.05		7 769 395.62	2 506 953.23

BUDGET ANNEXE GESTION DES DECHETS

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2020	RESULTATS DE L'EXERCICE 2020	RESULTATS DE CLOTURE 2020
INVESTISSEMENT	2 351 463.51		14 482 057.04	16 833 520.55
FONCTIONNEMENT	17 498 428.06	14 295 185.06	2 550 951.13	5 754 194.13
TOTAL	19 849 891.57	14 295 185.06	17 033 008.17	22 587 714.68

BUDGET ANNEXE EAU EN DELEGATION

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2020	RESULTATS DE L'EXERCICE 2020	RESULTATS DE CLOTURE 2020
INVESTISSEMENT	2 339 717.48		1 255 520.22	-1 084 197.26
FONCTIONNEMENT	4 441 337.52	2 339 717.48	464 719.95	2 566 339.99
TOTAL	2 101 620.04		1 720 240.17	1 482 142.73

#### **Article 2 :**

Donne acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2020 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix listés ci-avant.

#### **Article 3 :**

Reconnait l'adéquation parfaite entre les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations

constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2020 de Monsieur le Receveur des Finances et ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2020.

**Article 4 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
PENA Marc

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
HUBERT Claudie

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 182**

**AVIS - Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix – Adoption de Décisions Modificatives de l'exercice 2021**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les décisions modificatives des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2021. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget annexe « Gestion des déchets » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Assainissement D.S.P » et « Eau D.S.P ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres de la décision modificative de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

**Budget annexe « Assainissement en délégation » - Décision Modificative n°2:**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) : 0,00 euros  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) : 88 827,00 euros

**Budget annexe « Gestion des déchets » - Décision Modificative n°1 :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) : 4 519 054,28 euros  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) : 404 098,00 euros

**Budget annexe « Eau en délégation » - Décision Modificative n°2:**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) : 181 179,68 euros  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) : 36 896,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 020-9122/20/CM du 17 décembre 2020 relative à l'adoption du Budget Primitif de l'exercice 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération FBPA 007-9616/21/CM du 18 février 2021, relative à l'adoption de la décision modificative n° 1 du budget annexe « Eau en délégation » du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération FBPA 005-9821/21/CM du 15 avril 2021, relative à l'adoption de la décision modificative n°1 du budget annexe « Assainissement en délégation » du Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**  
**Délibère**

**Article Unique :** Sont approuvées la Décision Modificative n°1 pour 2021 du budget annexe « Gestion des déchets » et les Décisions Modificatives n°2 pour 2021 des budgets annexes « Eau en DSP » et « Assainissement en DSP » du territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, telles qu'elles sont présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
----------	----

Votants	55
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
PENA Marc

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
HUBERT Claudie

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2021 CT2 183

### État Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Décision Modificative n°2 - 2021

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire a adopté le 16 novembre 2020 le Budget Primitif 2021 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix et le 8 avril 2021 une première Décision Modificative.

Il convient aujourd'hui d'adopter une Décision Modificative n° 2 afin de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement.

Le Budget Primitif est un document prévisionnel ; il est nécessaire d'ajuster les prévisions en cours d'année.

Les dotations de gestion étant figées pour l'année, le financement des dépenses supplémentaires ne peut être assuré que par des redéploiements de crédits ou par des recettes nouvelles.

## 1 – Section de Fonctionnement

Il convient de procéder à des ajustements de crédits entre chapitres au sein de la section de fonctionnement.

En dépense, l'essentiel des mouvements opérés consiste en un transfert de crédits du chapitre 011 « charges à caractère général » vers le chapitre 65 « autres charges de gestion courante ».

Pôle	Service	Chapitre	Libellé Chapitre	Total
Environnement	#10 - Ecologie Urbaine	#011	Charges à caractère générale	5 000,00
		#65	Autres charges de gestion courant	-5 000,00
	Total 10 - Ecologie Urbaine			0,00
Total Environnement				
Direction Générale des Services Délégué	#26 - Finances	#011	Charges à caractère générale	22 475,00
			Total 26 - Finances	22 475,00
	#2A - Moyens Généraux	#011	Charges à caractère générale	-65 000,00
			Total 2A - Moyens Généraux	-65 000,00
Total Direction Générale des Services Délégué				
Développement Economique Enseignement Insertion	#Technopôle Arbois	#011	Charges à caractère générale	-20 000,00
		#65	Autres charges de gestion courant	20 000,00
	Total Technopôle Arbois			0,00
Total Développement Economique Enseignement Insertion				
Déplacements et espaces publics	#3C - Requalification de zones	#011	Charges à caractère générale	8 200,00
			Total 3C - Requalification de zones	8 200,00
	Total Déplacements et espaces publics			
Culture et Sport	#3D - Sports	#011	Charges à caractère générale	2 325,20
			Total 3D - Sports	2 325,20
	#2C - Culture	#011	Charges à caractère générale	32 000,00
			Total 2C - Culture	32 000,00
Total Culture et Sport				
Développement Economique, Emploi et Innovation	#10 - CFA Ste Victoire	#011	Charges à caractère générale	-2 000,00
			Total 10 - CFA Ste Victoire	-2 000,00
	#11 - CFA Ste Victoire	#67	Charges spécifiques	2 000,00
			Total 11 - CFA Ste Victoire	2 000,00
Total Développement Economique, Emploi et Innovation				

En recette, il s'agit d'ajuster les prévisions estimées au moment du budget primitif 2021.

On estime une baisse de 570 000 euros de recettes suite à la fermeture des piscines dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et des différents confinements.

La part des recettes du CFA (participation des OPCO à la formation des apprentis) revenant sur l'Etat Spécial de Territoire est réévaluée à la hausse pour un montant de 342 482.93 euros.

Pôle	Service	Chapitre	Libellé Chapitre	Total	
Services à la population	18 - Pluvial/Devi	013	Atténuations de charges	130 000,00	
		Total 18 - Pluvial/Devi			130 000,00
Total Services à la population					130 000,00
Déplacements et espaces publics	3C - Requalification de zones	75	Autres produits de gestion courante	20 171,87	
		Total 3C - Requalification de zones			20 171,87
Total Déplacements et espaces publics					20 171,87
Culture et Sport	3D - Sports	75	Autres produits de gestion courante	37 325,20	
		70	Produits des services du domaine et ventes diverses	-570 000,00	
		74	Dotations et participations (Dépt, Région)	40 000,00	
		Total 3D - Sports			-492 674,80
Total Culture et Sport					-492 674,80
Développement Économique, Emploi et Innovation	10 - CFA Site Victoire	74	Dotations et participations (recettes OPCO)	342 482,93	
		Total 10 - CFA Site Victoire			342 482,93

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à : 0 euros**

## 2 – Section d'Investissement

Il convient de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement.

Il s'agit ici de transférer des crédits d'une opération à une autre suivant l'état d'avancement de ces dernières.

Pôle	Service	Opération	Libellé	Total		
Environnement	10 - Ecologie Urbaine	1000 AP	Murs anti bruit	41 200,00		
			<b>Total 10 - Ecologie Urbaine</b>	<b>41 200,00</b>		
<b>Total Environnement</b>						
Direction Générale des Services Délégués	26 - Finances	01810AP	Acquisitions Foncières	564 543,00		
			<b>Total 26 - Finances</b>	<b>564 543,00</b>		
	60 - Coordination Projets	016000AP2	Lac de Peyrolles Parc résidentiel de Loisirs	-150 000,00		
		01540AP	CG13 Déviations et amgt RD	-800 000,00		
		<b>Total 60 - Coordination Projets</b>	<b>-950 000,00</b>			
	18AT - Bâtiments	01452AP	Réhabilitation Piscine Yves Blanc	-40 000,00		
		201200500	Requalification Piscine Liouret Vitrolles	-40 000,00		
		<b>Total 18AT - Bâtiments</b>	<b>0,00</b>			
	<b>Total Direction Générale des Services Délégués</b>					
	Déplacements et espaces publics	3C - Requalification de zones	201200400	Réhabilitation Zones d'Activités	800 000,00	
01305AP8			Aix pole activité rue G. Claude	-180 000,00		
01305A10			Aix pole activité route de Lenfant	-100 000,00		
01305A11			Aix pole activité exterie Est RD59	-100 000,00		
01305A12			Aix pole activité rue Hennebique	-10 000,00		
01331AP			Toutes zones Etudes et Travaux	350 000,00		
01324AP			Gardanne 21 Avon	-17 000,00		
01325AP			Gévaque 21 Les Pradères	-20 000,00		
01343AP3			Les Pennes Mirabeau quai 2A Jonquières	475 000,00		
01317AP4			Pertuis ZA Terre du fort	400 000,00		
01335AP1			Plan de Campagne Pluvial collecteur	720 000,00		
01335AP2			Plan de Campagne rd point AS1/RD543	-10 000,00		
01335AP5			Plan de Campagne chemin des Rigons	-222 000,00		
01805AP			La Roque d'Anthéron ZAC du Grand Pont	-400 000,00		
01311AP2			Vermeilles Rehab. Ex RN96 Logissons	-30 000,00		
01306AP1			Vitrolles ZA Estroulians tranche 3	50 000,00		
			<b>Total 3C - Requalification de zones</b>	<b>1 700 000,00</b>		
SA - Entrées de ville			0151AP	0151AP	Etudes Entrées de ville CT2	50 000,00
					<b>Total SA - Entrées de ville</b>	<b>50 000,00</b>
SD - Voiries		015521AP	015521AP	Aix contournement Sud	-300 000,00	
	01553AP		Voies Etudes et Travaux CT2	-50 000,00		
	<b>Total SD - Voiries</b>	<b>-350 000,00</b>				
GB - Transports Infra	01634AP	01634AP	Parking Puy Ste Réparate	-210 000,00		
		01668AP	Pont sur la Guirmande	-1 200 000,00		
	<b>Total GB - Transports Infra</b>	<b>-1 410 000,00</b>				
<b>Total Déplacements et espaces publics</b>						

Pays	Service	Code	Libellé	Montant	
Culture et Sport	13 - Sports	RD482AP	Complices l'Angoulême Portails	442 000,00	
		Total 13 - Sports			442 000,00
		13C - Culture	RD485AP	Aides aux propriétaires privés	75 000,00
		Total 13C - Culture			75 000,00
Total Culture et Sport					517 000,00
Développement économique, Emploi et Innovation	11 - Technologie Arbois	RD090HT	Modernisation patrimoine bâti HT	20 000,00	
		RD090AB	ZAC Petit Arbois aménagement	110 000,00	
		RD090AT	Développement immo des entreprises	440 000,00	
		RD090ADP	ZAC Petit Arbois Gestion eaux pluviales	240 000,00	
		RD090AP	Plan de développement E38 Arbois	100 000,00	
		Total Technologie Arbois			-1 450 000,00
	11 - 14 - Enseignement Supérieur Recherche	RD092AP	Rehabilitation Centre Hospitalier Aix Pertuis	-9 011 044,00	
		RD092AP	CPER 2015-2020	-950 000,00	
	11 - 14 - Enseignement Supérieur Recherche	RD092AP	Projet R&D collaboratif FUR 2018	33 124,00	
		RD092AP	Projet D&D	54 000,00	
		RD092AP	Subvention CIM PACA	-97 124,00	
		Total 14 - Développement économique			0,00
	Total Développement économique, Emploi et Innovation				-5 951 044,00
Urbanisme et Aménagement	11 - 18 - Opérations d'aménagement	RD075AP2	Pertuis rénovation centre ancien	450 000,00	
		RD075AP	Vitrolles Cas Herten	400 000,00	
		RD075AP	St Estève Services ZAC Vergennes	100 000,00	
		RD075B	Simiane ZAC du Safron	50 000,00	
		Total 18 - Opérations d'aménagement			-1 300 000,00
	11C - Urbanisme	RD075AP	PILA	340 000,00	
		Total 18C - Urbanisme			340 000,00
	11 - 17 - Aide à la pierre	RD075AP5	Aide à la Pierre	70 750,00	
		Total 17 - Aide à la pierre			70 750,00
	11 - 17C - Politique de la ville	RD075AP	ANRU Aix	180 000,00	
		RD075AP	ANRU Vitrolles	180 000,00	
		Total 17C - Politique de la ville			360 000,00
	Total 15 - Appui aux communes				6 000 000,00
Total 15 - Appui aux communes				6 000 000,00	
Total Urbanisme et Aménagement					4 070 750,00

## La section d'Investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 0 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FB 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°2020\_CT2\_225 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 015-9117/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 54-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération 2021\_CT2\_094 du Conseil du Territoire du 8 avril 2021 adoptant la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2021.
- La délibération FBPA 002-9818/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 adoptant la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2021 du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

## Délibère

### Article unique :

Est adoptée, par nature, la Décision Modificative n°2 pour 2021 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

#### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

PENA Marc

### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

HUBERT Claudie

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

### 2021 CT2 184

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 58 logements sociaux dénommée Léon Arnoux située 536 Rue Léon Arnoux à Pertuis**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 58 logements sociaux dénommée « Léon Arnoux » située 536 Rue Léon Arnoux à Pertuis.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 9 566 380 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 6 603 427 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLUS-PLAI n°120988 de 5 508 272 euros,
- Contrat PLS n°121749 de 1 095 155 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 3 631 884,85 euros et de la commune de

Pertuis, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 2 971 542,15 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de Prêt N° 120988 et N° 121749 en annexe signés entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Unicil a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 6 603 427 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 58 logements sociaux à Pertuis.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service

des intérêts et l'amortissement desdits prêts.

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 6 603 427 euros souscrits par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLUS-PLAI n°120988 constitué de six lignes, d'un montant de 5 508 272 euros,
- Contrat PLS n°121749 constitué de cinq lignes, d'un montant de 1 095 155 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 58 logements sociaux dénommée « Léon Arnoux », située 536 Rue Léon Arnoux à Pertuis.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n°120988 et n°121749 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n°120988 et n°121749 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 185**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée « Patio Arte » située Avenue René Cassin à Trets**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée « Patio Arte » située Avenue René Cassin à Trets.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération, d'un montant total de 1 106 954 euros, est financée par un emprunt de 773 335 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 425 334,25 euros et de la commune de Trets, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 348 000,75 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,** **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 116949 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

#### **Où le rapport ci-dessus,** **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 773 335 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux à Trets.
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 773 335 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 116949.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée « Patio Arte » située Avenue René Cassin à Trets.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est

autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 186**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 38 logements sociaux dénommée Rue Hoche PLUS-PLAI située 9 rue Hoche à Gardanne**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 38 logements sociaux dénommée « Rue Hoche » située 9 rue Hoche à Gardanne.

Portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 6 645 068 euros est financée par un montant de 5 853 802 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 3 219 591,10 euros et de la commune de Gardanne, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 2 634 210,90 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 119019 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où il le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 5 853 802 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 38 logements sociaux à Gardanne.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 853 802 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 119019.

Ce prêt, constitué de six lignes est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 38 logements sociaux dénommée « Rue Hoche » située 9 rue Hoche à Gardanne.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est

autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 187**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération de construction de 30 logements sociaux dénommée L'Arche située Avenue Paul Cézanne à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 30 logements sociaux dénommée « L'Arche » située Avenue Paul Cézanne à Aix-en-Provence. Ce programme de type habitat inclusif est destiné à l'accueil de personnes en situation de handicap qui font le choix, à titre de résidence principale, d'un mode d'habitation partagé, disposant de services d'accompagnements.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 2 931 977 euros, est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 1 832 238 euros se déclinant comme suit :

- Contrat PLS n°115502 de 557 331 euros,
- Contrat PLAI n°115505 de 1 274 907 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie. L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 1 007 730,90 euros et de la commune d'Aix-en-Provence, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 824 507,10 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de Prêt N° 115502 et N° 115505 en annexe signés entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 1 832 238 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 30 logements sociaux à Aix-en-Provence.

- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

## Délibère

### Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 1 832 238 euros souscrits par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLS n°115502 constitué de trois lignes, d'un montant de 557 331 euros,
- Contrat PLAI n°115505 constitué de deux lignes, d'un montant de 1 274 907 euros.

Ces prêts sont destinés à financer, dans le cadre du dispositif de l'habitat partagé, l'opération de construction de 30 logements sociaux dénommée « L'Arche » située Avenue Paul Cézanne à Aix-en-Provence.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

### Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 115502 et n° 115505 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n°115502 et n°115505 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

### Article 3

En contrepartie de sa garantie, par dérogation au règlement d'octroi des garanties d'emprunt, eu égard à la spécificité du public accueilli, la Métropole Aix-

Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

### Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

### Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 188

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux dénommée Les Grandes Terres - PLS située Chemin du Roumagaou au Puy-Sainte-Réparate**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Les Grandes Terres PLS » située Chemin du Roumagaou au Puy-Sainte-Réparate.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant de 3 097 712 euros est financée par un emprunt de 2 600 880 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt

jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 1 170 396 euros et de la commune du Puy-Sainte-Réparate, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 1 430 484 euros.

La SA HLM Erilia a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 120825 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Erilia a contracté un prêt d'un montant total de 2 600 880 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements collectifs locatifs sociaux au Puy-Sainte-Réparate.
- Que la SA HLM Erilia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Erilia.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Erilia.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 600 880 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 120825.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Les Grandes Terres PLS » située Chemin du Roumagaou au Puy-Sainte-Réparate.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures**

#### **2021 CT2 189**

**AVIS - Approbation de la convention avec GIREVE pour l'interopérabilité entrante du réseau "larecharge"**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2018, la Métropole exerce de plein droit la compétence « Création et entretien des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables » (IRVE) sur l'ensemble de son territoire. Avec le soutien financier du département des Bouches-du-Rhône, et avec l'aide du groupement de commande dont le SMED13 est mandataire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a organisé le déploiement d'un large réseau d'infrastructures de recharge. Avec près de 200 bornes nouvelles à ce jour, ce premier maillage dont l'installation est près de s'achever constitue une base

territoriale de bornes publiques réparties équitablement sur l'ensemble de la Métropole, avec au moins une borne par commune.

L'article 12 du décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques, impose à tout aménageur d'une infrastructure de recharge ouverte au public l'obligation de « *garantir, dans des conditions non discriminatoires, l'accès à la recharge et, le cas échéant, le paiement afférent, par l'intermédiaire de tout opérateur de mobilité qui en fait la demande. Cette obligation est présumée satisfaite si elle est mise en œuvre par un opérateur d'infrastructure de recharge connecté à une plate-forme d'interopérabilité* ».

Il est donc de fait obligatoire que le réseau « larecharge » soit connecté à une plateforme d'interopérabilité : celle-ci a pour but de rendre l'infrastructure de recharge visible et accessible, et de développer l'itinérance des services de charge de véhicules électriques et hybrides rechargeables. Ainsi, une plateforme d'interopérabilité assure un rôle d'intermédiaire entre les opérateurs de service de mobilité et les opérateurs d'infrastructure de recharge, ce qui permet lorsqu'on est détenteur d'une carte de recharge de bénéficier du service délivré par les opérateurs d'infrastructures de recharge.

La plateforme d'interopérabilité permet donc d'offrir un large accès au réseau de la Métropole « larecharge » avec l'ensemble des opérateurs de service de mobilité connectés.

Pour assurer un tel service, une plateforme d'interopérabilité se rémunère auprès des opérateurs de service de mobilité par une commission ajoutée au prix de la charge facturée par l'opérateur d'infrastructure de recharge

La société GIREVE propose à la Métropole de signer une convention lui permettant d'assurer ce service d'interopérabilité.

Présente dans plus de 10 pays, forte d'un réseau de 180 opérateurs et de plus de 80 000 points de recharge, GIREVE est la première plateforme d'itinérance en Europe et le programme ADVENIR, qui délivre les primes financées par le mécanisme des CEE (certificats d'économie d'énergie), a choisi GIREVE afin d'accompagner les bénéficiaires.

Par délibération du Conseil du 28 mars 2019, la Métropole avait approuvé une convention de partenariat avec GIREVE pour le développement de l'itinérance des services de recharge de véhicules électriques. Or, la convention signée avec la société GIREVE s'achève au 3 mai 2021. La société GIREVE propose donc une nouvelle convention d'une durée de 5 ans. Cette convention est sans incidence financière pour la Métropole.

De plus, la Métropole perçoit via le mandataire de gestion du réseau, le montant prévu dans les tarifs pour les utilisateurs occasionnels pour chaque recharge.

D'autre part cette convention est non exclusive, et permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conserver la possibilité de signer une convention d'interopérabilité entrante sans incidence financière avec toutes les plateformes d'interopérabilité conformes au décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 qui en feraient la demande et qui seraient interfacées avec le mandataire de gestion du réseau « larecharge ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- Le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques ;
- Le décret n° 2021-546 du 4 mai 2021 portant modification du décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 ;
- La délibération n° TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n° TRA 006-5591/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant approbation d'une convention avec GIREVE pour l'interopérabilité entrante du réseau «larecharge » ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'article 12 du décret n°2017-26 relatif aux infrastructures de recharge met à la charge de tout aménagement d'une infrastructure de recharge ouverte au public l'obligation de garantir, dans les conditions non discriminatoires, l'accès à la recharge et, le cas échéant, le paiement afférent par l'intermédiaire de tout opérateur de mobilité qui en fait la demande,
- Que cette obligation est présumée satisfaite si elle est mise en œuvre par un opérateur d'infrastructure de recharge connecté à une plateforme d'interopérabilité,

- Que la société GIREVE se propose de mettre à disposition, sans incidence financière pour la Métropole, son service de plateforme d'interopérabilité, permettant d'assurer cette itinérance entrante.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat avec GIREVE pour l'interopérabilité entrante du réseau « larecharge », ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout documents y afférent.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 190**

**AVIS - Approbation des conditions de remboursement de Vente en ligne des titres de transport**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les titres de transports du réseau la Métropole Mobilité peuvent s'acheter de différentes manières : en boutique, sur des distributeurs en station, à bord en dépannage, ou en ligne via l'appli La Métropole Mobilité. Ce dernier canal de distribution, très récent, est appelé à se développer fortement dans les années qui viennent avec le projet Mobility as a Service.

A ce jour, l'article 10.1 des conditions générales de vente de l'achat en ligne ne prévoit aucun remboursement, au contraire des conditions générales de vente des autres canaux. Les achats en ligne ayant été effectués sur une régie de recettes publique, il n'est pas possible d'effectuer des gestes commerciaux en l'absence de règles écrites. Cela a provoqué du mécontentement et de l'incompréhension de la part de clients du réseau.

Il est donc proposé de modifier l'article 10.1 des CGV de la vente en ligne (document annexé) afin de permettre des remboursements à la suite d'un achat en ligne, et d'en fixer les conditions, en s'appuyant sur les règles utilisées pour les autres canaux de vente.

- Le remboursement est possible pour les achats effectués de manière nominative, c'est-à-dire liés à une carte ou un compte mobilité : abonnements ou recharge du porte-monnaie transport.

- Les achats sans compte ou carte mobilité (tickets à l'unité) ne sont pas pris en compte, sauf si le problème est dû à une erreur de la Métropole (problèmes de l'informatique spécialisée notamment). Le montant de ces achats est aujourd'hui très majoritairement inférieur à 10 euros.

- Tout produit entamé est non échangeable et non remboursable, sauf circonstances exceptionnelles listées comme suit : déménagement, arrêt de la scolarité, perte d'emploi, hospitalisation longue durée.

La possibilité d'un remboursement, dans le cadre des conditions ci-dessus, vise à développer l'attractivité de l'achat en ligne, signe d'un parcours client simple et fluide, à même de faire baisser l'usage de la voiture individuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que cette délibération contribue à rendre plus simples et plus fluides les services de la Métropole Mobilité.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'adaptation des conditions générales de vente pour les titres de transport achetés en ligne.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique C260 - Nature 6287.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le  
Conseil de Territoire en prend acte et le  
transforme en délibération.**

**2021 CT2 191**

**AVIS - Approbation de l'avenant n° 11 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Madame la Présidente rappelle à l'Assemblée qu'en date du 20 Décembre 2012 par délibération n°2012/595, les membres de l'ex SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016, ont approuvé

la signature de la convention de délégation de service public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2013.

Cette convention, signée le 26 décembre 2012, a fait l'objet de 10 avenants :

L'avenant n° 1, approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647, intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de DSP ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1<sup>er</sup> septembre 2013.

L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735, a intégré les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB ; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique.

L'avenant n° 3, approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774, intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016 et notamment le décalage de la mise en service initialement prévue en janvier 2016 et décalée à la rentrée ainsi que l'impact du décalage sur les recettes. Il intègre également des aménagements et modifications de l'offre de transport afin de proposer un fonctionnement homogène du réseau, parfaitement calé avec le BHNS. Cet avenant entérine la modification du type de véhicules BHNS initialement prévus.

L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM concerne la mise en place d'un transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite sur les communes du réseau, des adaptations de l'offre des lignes urbaines, du transport à la demande et de circuits scolaires diverses puis diverses modifications listées ci-dessous :

- Mise en place de véhicule de petite capacité sur les services Chrono Pro
- Mise en place d'un outil de réservation par internet pour les utilisateurs du TAD
- Mise en place de Terminaux de Paiement Électronique (TPE) sans contact
- Modification des annexes relatives à la qualité et au plan marketing
- Modification d'indices dans la formule d'indexation de la convention

L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 par délibération n° TRA 009-2065/17/CM concerne la mise en place pour le Zenibus d'un itinéraire unique sur toute la ligne et d'un départ toutes les 10 minutes afin de rendre l'offre plus simple et plus régulière, l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires

de l'agence commerciale de Pierre Plantée ainsi que la modification de la gamme tarifaire et la définition du nouveau niveau de recette de référence.

L'avenant n° 6 approuvé le 28 juin 2018 a approuvé les modifications suivantes :

- Adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018
- Compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus
- Mise en place du Pass Integral par la métropole Aix Marseille Provence
- Remboursement des dépenses engagées pour la mise à jour des documents d'information et découpes des véhicules au logo métropolitain

L'avenant n° 7 approuvé le 28 décembre 2018 par délibération n° TRA 026-5116 prévoit d'estimer de façon prévisionnelle la compensation de la perte financière liée à la mise en place du pass scolaire métropolitain à la rentrée scolaire 2018, le remboursement des dépenses occasionnées par le déploiement de la marque « La Métropole Mobilité » ainsi que la mise à jour des indices de la formule d'indexation.

L'avenant 8, approuvé le 28 mars 2019, prévoit les modifications suivantes :

- Modifications de lignes régulières et des circuits scolaires mises en place à la rentrée scolaire afin de les adapter aux changements d'horaires de certains établissements scolaires ou d'ajuster l'offre à la fréquentation enregistrée sur le réseau,
- Adaptations de la ligne ChronoPro afin d'améliorer la desserte de la zone d'activité des Estroublans
- Adaptations au fonctionnement des transports à la demande ICIBUS et ICIBIUS + réservés aux Personnes à Mobilité réduite.
- Dépenses supplémentaires concernant d'une part, la mise en place d'un agent de sécurité à la gare routière de Vitrolles au cours des mois de décembre 2018 et janvier 2019 et d'autre part, des achats de supports d'information nécessaires à l'affichage des horaires dans les poteaux d'arrêt et les abribus.
- Régularisation du calcul du taux de le CVAE pour les années 2014 et 2015 et prise en compte dans le calcul du coût du réseau l'incidence de l'évolution du taux de remboursement de la TICPE.
- Autorisation au délégataire d'utiliser la base de données des clients du réseau conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

L'avenant n° 9 approuvé le 19 décembre 2019 prévoit les dispositions suivantes :

- Adaptations de l'offre et modification d'itinéraire de lignes régulières ou services scolaires afin

de les adapter aux changements d'horaires de certains établissements scolaires ou d'ajuster l'offre aux conditions de circulation ou à la fréquentation enregistrée sur le réseau

- Prise en charge des prestations complémentaires relatives à la mise en place d'une desserte supplémentaire à l'occasion du concert de Sting qui s'est déroulé le 27 juillet 2019 à Vitrolles,
- Gestion par le délégataire de la maintenance des systèmes et équipements du BHNS, maintenance des bornes d'information voyageurs mises en place sur la ligne BHNS Zénibus. Afin d'assurer l'ensemble des prestations et le suivi des nouveaux matériels de priorité aux feux et d'information des voyageurs, il est autorisé la création d'un demi-poste de technicien sur une période de 3 mois permettant la remise à niveau de l'ensemble de ces équipements.
- Modification du référentiel qualité
- Adaptations de dispositions financières concernant le reversement des recettes prévues dans la convention passée entre le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix Marseille Provence relatives à l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA, l'adaptation de la formule d'indexation compte tenu de modifications ou suppression intervenus dans leur publication d'indices, l'ajustement de la compensation des pass scolaires métropolitains

L'avenant n° 10 approuvé le 19 novembre 2020 prévoit les dispositions suivantes :

- Régularisation de modifications intervenues sur les lignes régulières et les circuits scolaires, des réfaction financière suite à des reports et arrêts de services, des aménagements et rationalisation de d'offre à compter de la rentrée scolaire de septembre 2020.
- Modification du référentiel qualité, révision de la compensation des titres métropolitains et travaux entrepris sur les équipements du réseau.
- Prolongation du contrat de DSP jusqu'au lundi 5 juillet 2021 inclus rendue nécessaire compte tenu de la crise sanitaire et du retard de la mise en place des instances métropolitaines.

L'avenant 11 proposé prévoit :

- Adaptation de l'offre de transport

Afin de relier les pôles stratégiques du territoire que sont l'aéroport Marseille Provence et la gare SNCF VAMP et pallier la suppression de l'ancienne navette gratuite gérée par l'aéroport Marseille Provence, la Métropole a mis en place une nouvelle ligne lebus + 13.

Mise en œuvre le 1<sup>er</sup> décembre 2020, la ligne fonctionne 7 jours/7, 365 jours/an, avec une amplitude de 6h05 à 22h15 et une desserte toutes les 12 minutes en heure de pointe.

Elle rejoint en moins de 20 minutes l'aéroport depuis Vitrolles et en moins de 10 minutes la gare SNCF de

Vitrolles Aéroport Marseille Provence depuis la gare routière de Vitrolles Pierre Plantée.

Elle assure également la desserte de la zone industrielle des Estroublans et du site Airbus Helicopters avec 4 bus en heure de pointe et 3 en heure creuse. D'une capacité de 90 voyageurs, ces bus bénéficient d'une découpe spécifique, lebus + et de moyens de paiement via des TPE carte bleue sans contact.

En parallèle, un ajustement de la ligne 10 qui desservait l'aéroport a été effectué afin de supprimer les doublons de desserte. Son nouvel itinéraire par la RD 113 permet un itinéraire plus direct entre les quartiers du Lion et des Vignettes et la gare routière de Vitrolles.

La ligne 10 dessert le quartier du Vieux Village, le lycée Caucadis, le quartier des Vignettes et le nouveau quartier du Lion. Elle fonctionne de 6h35 à 20h toutes les 30/40 minutes en période scolaire, toutes les 40 minutes le samedi, les petites vacances et l'été.

L'avenant intègre ainsi les coûts liés à la mise en place de cette nouvelle ligne ainsi que les recettes supplémentaires qu'elle va générer. L'incidence financière annuelle de la contribution forfaitaire est de 788 414 euros.

Elle se décompose ainsi:

	En € HT / an
Coût nouvelle ligne 13	1 077 127
Impact ajustement ligne 10	-119 839
Total dépenses	957 288

Recettes supplémentaires	168 874
--------------------------	---------

Dépenses - recettes	788 414
---------------------	---------

Pour les années 2020 (du 1<sup>er</sup> au 31 décembre) et 2021 (du 1<sup>er</sup> janvier au 5 juillet), les coûts sont les suivants :

	Dépenses	Recettes
2020	79 774	14 073
2021	487 738	86 041

En ce qui concerne le fonctionnement de la ligne sur le mois de décembre 2020, le montant sera intégré dans la facture de régularisation de la contribution financière définitive 2020.

Pour l'année 2021, il est intégré dans la nouvelle valeur de la contribution financière forfaitaire présentée ci-après.

- Impact financier de la crise sanitaire pour la période de mars à juillet 2020

Dans le cadre de la crise sanitaire due au Coronavirus, en application de l'article 29.1.2.2. de la

convention de DSP, les parties se sont rapprochées pour évaluer les conséquences financières liées à cette situation imprévue ne résultant du fait ni du Déléataire ni de l'Autorité Organisatrice.

A cet effet, le présent avenant intègre les conséquences financières relatives à la période comprise entre le 16 mars 2020 et le 24 juillet 2020 concernant :

1. Les charges non exposées par le délégataire et ses sous-traitants ; 489 790 kms n'ont pas été réalisés pendant la période (dont 313 074 par les seuls sous-traitants) induisant une diminution des coûts de 905 659,85 euros calculée sur la base :
  - d'économies sur la masse salariale pour toutes les catégories de personnel :
    - Remboursement de chômage partiel et non-paiement des charges sociales associées,
    - Économies de charges liées à des absences maladie,
    - Économies relatives au non-recours à du personnel intérimaire
  - d'économies sur les coûts de roulage,
2. Les surcoûts supportés par le délégataire d'un montant de 51 328 euros concernant notamment :
  - l'équipement des véhicules (pose de protection des postes de conduite) des agences commerciales (pose de protection des guichets et signalétique)
  - la désinfection des véhicules et des boutiques
  - les dépenses d'entretiens supplémentaires.
  - la mise en place d'un service de TAD, dédié au transport du personnel soignant, du 27 mars au 11 mai 2020.
3. Les pertes de recettes liées à la suppression ou la diminution de service.  
La perte de recette est de 235 500 euros prise en charge à 50% par la Métropole soit 117 775 euros.

L'impact économique global de la pandémie se traduit ainsi par une diminution de la contribution de la Métropole de 736 556,85 euros.

Ce montant sera restitué à la Métropole dans le cadre de la facture de régularisation de la contribution financière définitive 2020. Les sommes à restituer sont hors champ d'application de la TVA.

L'annexe 26 de l'avenant proposé intègre le détail de ces mesures.

- Contribution économique territoriale

Le groupe Transdev a exercé une réclamation auprès des services fiscaux sur le taux à appliquer pour le calcul de la CVAE pour les années 2014 à 2016.

Le Déléataire a ainsi obtenu un remboursement d'un montant de 73 693 euros intégré dans le cadre de l'avenant 8. Un complément de remboursement de 24 430 euros a été versé par les services fiscaux au titre de l'année 2016.

Ce montant sera déduit la facture de régularisation de la contribution financière définitive 2020.

Par ailleurs, le calcul de la CVAE pour l'année 2021 intègrera les modifications suivantes apportées par la loi de finances 2021 :

- Les taux d'imposition pour la CVAE sont réduits de moitié à compter de l'année 2021;
- La taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (« TCCI ») est multipliée par deux et s'élève désormais à 3,46% (contre 1,73% avant LF 2021);
- Baisse du Plafonnement à la Valeur Ajoutée (PVA).

- Modification des paramètres financiers de la convention

Les différentes modifications exposées ci-dessus conduisent à redéfinir les paramètres financiers de la convention de DSP.

L'évolution des termes Rf (recette de référence y compris TAD), Df (coût de production du réseau) et Cf (contribution financière) de la convention de DSP du 26 décembre 2012 est ainsi la suivante (en valeur 1er juillet 2012, y compris TAD), hors impact de la crise sanitaire :

Euros HT

Année	Df	Rf yc compensations Pass Scolaires	Cf = Df - Rf	Pour mémoire CF avenant 10
2020 Hors impact crise sanitaire	19 218 609	2 204 638	17 013 971	16 948 270
2021	10 630 991	1 199 650	9 431 341	9 029 643

Le montant cumulé des avenants 1 à 11 génère une incidence financière de la Dépense Forfaitaire Df de 14,03 % par rapport au montant initial de la convention.

La contribution financière passe de 122 205 273 euros à 140 046 812 euros soit 14,6% d'augmentation par rapport à la convention initiale.

La Commission de délégation de service public de la Métropole Aix Marseille Provence, consultée sur cet avenant qui induit une augmentation du montant de la DSP de plus de 5%, réunie lors de sa séance du ..... a émis un avis ..... sur la passation de l'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2012/595 approuvée le 20 décembre 2012 par les membres du SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1er avril 2016, portant signature d'une convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1er janvier 2013 ;
- L'avenant n° 1 approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647 qui intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de Délégation de Service Public ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013 ;
- L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735 qui intègre les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique ;
- L'avenant n° 3 approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774 qui intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016 ;
- L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM qui entérine notamment la mise en place d'un TAD PMR sur le réseau des Bus de l'Etang ainsi que d'autres modifications des lignes régulières et circuits scolaires ;
- L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 par délibération n° TRA 009-2065/17/CM qui entérine notamment la modification du fonctionnement du Zenibus, l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée ;
- L'avenant n° 6 approuvé le 28 juin 2018 par délibération n° TRA 014-4156/18/CM qui intègre l'adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018, les compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus

de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus, la mise en place du Pass Intégral par la métropole Aix Marseille Provence et enfin le remboursement des dépenses engagées pour la mise à jour des documents d'information et découpes des véhicules au logo métropolitain ;

- L'avenant n° 7 approuvé le 28 décembre 2018 par délibération n° TRA 026-5116 intègre d'une part, les modalités prévisionnelles de compensation de la perte financière liée à la mise en place du Pass scolaire métropolitain à la rentrée scolaire 2018, et d'autre part, le remboursement des dépenses occasionnées par le déploiement de la marque « La Métropole Mobilité » ainsi que la mise à jour des indices de la formule d'indexation ;
- L'avenant 8 approuvé le 29 mars 2019 intègre des adaptations diverses des lignes régulières, du Chronopro et des lignes scolaires, des adaptations au fonctionnement des transports à la demande ICIBUS et ICIBIUS + réservés aux Personnes à Mobilité réduite. Il intègre également des dépenses supplémentaires concernant d'une part, la mise en place d'un agent de sécurité à la gare routière de Vitrolles au cours des mois décembre 2018 et janvier 2019 et d'autre part, des achats de supports d'information nécessaires à l'affichage des horaires dans les poteaux d'arrêt et les abribus. Cet avenant prend également en compte une régularisation du calcul du taux, de la CVAE pour les années 2014 et 2015 et la prise en compte dans le calcul du coût du réseau l'incidence de l'évolution du taux de remboursement de la TICPE et il autorise le délégataire à utiliser la base de données des clients du Réseau conformément au Règlement Général sur la Protection des Données ;
- L'avenant 9 approuvé le 19 décembre 2019 intègre des adaptations et modifications d'itinéraires de lignes régulières et scolaires, la prise en charge par le délégataire de la gestion et la maintenance des systèmes et équipement du BHNS (système de priorité aux feux, maintenance des bornes d'information voyageurs), une modification du référentiel qualité et des adaptations financières concernant les recettes liées à la convention passée entre Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix Marseille Provence relatives à l'aide à destination des bénéficiaires du RSA, l'adaptation de la formule d'indexation de la convention ;
- L'avenant 10 approuvé le 19 novembre 2020 intègre des adaptations et modifications d'itinéraires de lignes régulières et scolaires, la refaction financière suite à des reports et arrêts de services, des aménagements d'offre pour la

rentrée scolaire de septembre 2020, des mesures mises en place suite au droit de retrait de décembre 2019, des travaux entrepris sur les équipements du réseau, l'ajustement du référentiel qualité, la révision de la compensation des titres métropolitains et la prolongation de la convention ;

- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'en date du 20 décembre 2012 les membres du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre, intégré à la Métropole depuis le 1er avril 2016, ont approuvé la convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1er janvier 2013 ;
- Que cette convention a fait l'objet de 9 avenants intégrant différents ajustements et modifications de l'offre de transport et de la grille tarifaire respectivement en décembre 2013, en février, en décembre 2015, en juin 2016, mai 2017, juin, décembre 2018, décembre 2019 et novembre 2020 ;
- 
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n° 11 afin de redéfinir les paramètres financiers de la convention de Délégation de Service Public.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé, l'avenant n° 11 ci-annexé à la convention de délégation de service public passée avec la société des Autobus de l'Etang.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transports 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous-politique C210 – Nature 611 – Chapitre 011 et Nature 7061- Chapitre 070.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 192**

**AVIS - Approbation d'une convention de service avec la Commune de Venelles relative à la réalisation de certaines missions d'entretien de l'aire de covoiturage de Venelles Nord**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération 2015\_B137 du 9 avril 2015, le Conseil Départemental, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix en Provence, la Commune de Venelles ont conventionné afin de déterminer les modalités d'intervention de chacune des parties pour la réalisation et l'entretien d'une aire de covoiturage constitué d'un parking de 100 places situé sur la RD556, au droit de l'échangeur avec la RD96 et l'autoroute A51.

Pour cela il avait été décidé la répartition suivante :

- Le Département prenait à sa charge les travaux de la zone de covoiturage, y compris les plantations, des fourreaux et socles nécessaires à la mise en place d'un éclairage. La gestion et l'entretien du bassin spécifique à la zone de covoiturage.
- La commune de Venelles prenait en charge l'installation des poubelles, des candélabres et du système de vidéosurveillance ainsi que le ramassage des poubelles, la gestion de la vidéosurveillance et l'éclairage et entretien des candélabres.
- La Communauté du Pays d'Aix prenait à sa charge le nettoyage de la zone de covoiturage dans son ensemble et l'entretien des plantations.

Lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, cet équipement lui a été transféré de droit au titre de sa compétence Mobilité. Aujourd'hui pour des raisons de proximité, il est proposé conformément aux dispositions de l'article L.5217-7 et de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, de conventionner avec la commune de Venelles afin de lui confier la gestion de certaines prestations complémentaires relevant de ses attributions.

Ainsi, les services municipaux seront amenés à effectuer les opérations d'entretien et de maintenance dans les domaines suivants :

- Voirie, trottoirs et accotements
- Mobilier urbain
- Signalisation horizontale et verticale
- Espaces verts, arrosage et patrimoine arboré
- Propreté urbaine
- Veille hivernale : évacuation des surfaces enneigées
- Tout autre équipement jugé nécessaire, par les deux parties, au fonctionnement

Il est proposé la signature d'une convention entre la Métropole et la commune de Venelles. La commune assurera le financement des dépenses permettant la continuité et le bon fonctionnement du service public

concerné et la Métropole remboursera la commune sur la base d'un montant forfaitaire annuel de 5 082,82 € HT.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, elle prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021. Elle pourra être renouvelée tacitement chaque année sans toutefois pouvoir dépasser 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_B493 du 29 octobre 2015 relative à la convention de partenariat avec la commune de Venelles pour l'entretien et l'exploitation du parking de covoiturage de Venelles ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de procéder à l'entretien de l'aire de covoiturage de Venelles Nord.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Venelles relative à l'entretien des espaces de l'aire de covoiturage ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe des Transports 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section de Fonctionnement – Sous politique C240 –Chap 65 - Nature 65734.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55

Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 193**

**AVIS - Approbation d'une convention avec la Commune de Fuveau relative à la réalisation de certaines missions d'entretien de l'aire de covoiturage de la Barque**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération 2015\_B137 du 9 avril 2015, le Conseil Départemental, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix en Provence, la Commune de Fuveau ont conventionné afin de déterminer les modalités d'intervention de chacune des parties pour la réalisation et l'entretien d'une aire de covoiturage constitué d'un parking de 96 places situé à l'échangeur entre la D6 et D96, le long de bretelle de sortie de la D6 dans le sens vers Trets.

Pour cela il avait été décidé la répartition suivante :

- Le Département prenait à sa charge les travaux de la zone de covoiturage, y compris les plantations, les fourreaux et socles nécessaires à la mise en place d'un éclairage. La mise en place de poubelles et des candélabres n'était pas pris en compte par le Département.
- La commune de Fuveau prenait à sa charge le ramassage des poubelles, l'entretien des candélabres et la gestion de l'éclairage.
- La Communauté du Pays d'Aix prenait à sa charge le nettoyage de la zone de covoiturage dans son ensemble et l'entretien des plantations.

Lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, cet équipement a été transféré de droit au titre de sa compétence Mobilité. Aujourd'hui pour des raisons de proximité, il vous est proposé conformément aux dispositions de l'article L.5217-7

et de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, de conventionner avec la commune de Fuveau afin de lui confier la gestion de certaines prestations complémentaires relevant de ses attributions.

Ainsi, les services municipaux seront amenés à effectuer les opérations d'entretien et de maintenance dans les domaines suivants :

- Voirie, trottoirs et accotements
- Mobilier urbain
- Signalisation horizontale et verticale
- Espaces verts, arrosage et patrimoine arboré
- Propreté urbaine
- Veille hivernale : évacuation des surfaces enneigées
- Tout autre équipement jugé nécessaire, par les deux parties, au fonctionnement

Il est proposé la signature d'une convention entre la Métropole et la commune de Fuveau. La commune assurera le financement des dépenses permettant la continuité et le bon fonctionnement du service public concerné et la Métropole remboursera la commune sur la base d'un montant forfaitaire annuel de 6 517,54 € HT.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, elle prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021. Elle pourra être renouvelée tacitement chaque année sans toutefois pouvoir dépasser 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2015\_B137 du 9 avril 2015 relative à la convention de partenariat avec la Commune de Fuveau pour l'entretien et l'exploitation du parking de covoiturage de Fuveau ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de procéder à l'entretien de l'aire de covoiturage de la Barque à Fuveau.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fuveau relative à l'entretien des espaces de l'aire de covoiturage ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe des Transports 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section de Fonctionnement – Sous politique C240 –Chap 65 - Nature 65734.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 194**

**AVIS - Approbation d'une convention avec la ville d'Aix-en-Provence fixant les modalités de remise du Pont de la Guiramide à Aix-en-Provence et de ses ouvrages accessoires**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable, est compétente en matière d'organisation des transports sur son périmètre. A ce titre elle réalise et exploite les équipements nécessaires à l'exercice de ces missions.

Par délibération n° 2013A138 du 18 juillet 2013, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, établissement fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, a acté la décision de réaliser dans le cadre de sa compétence « transports et déplacements », la construction du pont de Guiramide à Aix-en-Provence, La réalisation du pont de Guiramide permet d'améliorer la desserte du parc relais Krypton en le reliant au chemin du Viaduc ; le parc relais Krypton (P+R) étant caractérisé par 900 places de parking et une gare routière de 8 quais et 4 emplacements de régulation pour les cars interurbains, les bus urbains dont la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS). L'ouvrage assurera également la continuité de cheminement de mode doux entre le Campus actuel situé au nord du P+R Krypton et son extension prévue au sud de l'Arc.

« Le transfert de cet équipement et son classement dans le domaine public routier communal impliquent de fixer d'un commun accord les modalités de transfert de celui-ci à compter de son achèvement », il est donc proposé d'approuver la convention fixant les modalités de remise du Pont de la Guiramide à Aix-en-Provence et de ses ouvrages accessoires entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'entretien du pont de Guiramide et de l'ensemble des infrastructures et des équipements afférents sera réalisé par la Ville d'Aix-en-Provence suivant les termes de la convention es modalités de remise du Pont de la Guiramide à Aix-en-Provence et de ses ouvrages accessoires fixant les modalités de remise du Pont de la Guiramide.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 54-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP) ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,

**Considérant**

- Que la Métropole a entrepris, au moyen d'un mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la SPLA Pays d'Aix Territoires, la réalisation d'une opération de travaux portant sur la réalisation d'un pont dit « de la Guiramide » sur la commune d'Aix-en-Provence et la requalification des carrefours d'accès à celui-ci (ci-après dénommé « L'Ouvrage », destiné à faciliter la desserte du Parc-Relais Krypton, équipement de mobilité de compétence métropolitaine ;
- Que le transfert de cet équipement et son classement dans le domaine publics routier communal impliquent de fixer d'un commun accord les modalités de transfert de celui-ci à compter de son achèvement ;
- Qu'il est nécessaire fixer les modalités de remise du Pont de la Guiramide et de ses ouvrages accessoires suite à la fin de la construction du pont de Guiramide correspondants et d'approuver la convention afférente fixant les modalités de remise du Pont de la Guiramide et de ses ouvrages accessoires.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, fixant les modalités de remise du Pont de la Guiramide à Aix-en-Provence et de ses ouvrages accessoires entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative à la réalisation du pont de Guiramide.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires à l'opération DI6684AP – Pont de la Guiramide sont inscrits au Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix-en-Provence, nature 238, fonction 80.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 195**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°2 à la convention avec le SMED 13 relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie et de communication électronique réalisés dans le cadre du BHNS d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et le parc relais du Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Avec une mise en service opérée en septembre 2019, cette opération a amélioré significativement les conditions de déplacements sur le territoire d'Aix-en-Provence au travers de liaisons efficaces permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers.

Dans le cadre du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu le 20 juillet 2017 une convention (n°17/0525) de financement de travaux avec le Syndicat Mixte Energie du Département des Bouches du Rhône (SMED 13), seul compétent pour procéder à l'enfouissement des réseaux aériens de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique, nécessaire à la réalisation du programme.

La convention susvisée, préalablement approuvée par la délibération n°005-1927/17/BM, a restreint le périmètre d'intervention du SMED 13 pour ces opérations d'enfouissement des réseaux à l'avenue Robert Schuman (Aix en Provence).

Par délibération n°TRA 020-3696/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018, un avenant n°1 a été approuvé permettant d'élargir le périmètre initial de la mission du SMED13 sur le Boulevard du Coq d'Argent et à l'Avenue Maurice Blondel à Aix-en-Provence.

A ce stade de l'opération, il convient désormais d'approuver le bilan financier définitif de la convention.

Ce faisant, il est proposé d'approuver un avenant n°2, qui acte :

- Que le coût total de l'opération reste inchangé et fixé à 479 236,00 €,
- De la modification de la répartition entre la part dédiée aux réseaux électriques et la part dédiée aux réseaux de télécommunication.
- Le tableau ci-après illustre les modifications de répartition proposées à l'avenant n°2 :

	Montant total de la participation Métropole	Part HT sur les réseaux électriques	Part TTC sur les réseaux de télécommunications
Montant de l'avenant n°1	479 236,00 €	417 356,00 €	61 880,00 €
Montant de l'avenant n°2	479 236,00 €	405 236,00 €	74 000,00 €

Afin d'intégrer ce bilan définitif, il est proposé d'approuver l'avenant n°2 à la convention n°17/0525.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les Statuts du Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches du Rhône modifiés et approuvés par Arrêté Préfectoral du 26 janvier 2006 ;
- La délibération n° 2004-33 du Comité Syndical du SMED13 du 23 novembre 2004 précisant les modalités financières de maîtrise d'œuvre du syndicat ;
- Le cahier des charges de concession de distribution publique d'énergie électrique sur les Bouches du Rhône, signé le 11 mars 1994 ;
- La convention cadre de partenariat entre Orange et le SMED13 approuvée le 22 février en Comité Syndical du SMED13, et signée le 15 avril 2005 ;
- La délibération n°005-1927/17/BM du 18 mai 2017 approuvant la convention avec le SMED 13, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS L'Aixpress ;

- La convention n°17/0525 conclue le 20 juillet 2017 avec le SMED 13 et entrée en vigueur le 28 août 2017, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS L'Aixpress ;
- La délibération n°TRA 020-3696/18/BM du 18 mai 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention avec le SMED 13, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS L'Aixpress.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention n°17/0525 conclue le 20 juillet 2017 entre la Métropole et le SMED 13, entrée en vigueur le 28 août 2017, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS L'Aixpress.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix Marseille Provence, section d'Investissement, opération n° 2017266300, nature 21728, sous-politique C210.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 196**

**AVIS - Approbation du programme modificatif de la phase 2 du BHNS ZENIBUS et du prolongement vers le pôle d'échanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane avec la mise en service de 2 lignes de Bus à Haut Niveau de Service**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan de Déplacement Urbain (P.D.U) de la Métropole, arrêté en décembre 2019, affiche notamment comme objectifs à l'horizon 2030 :

- Une réduction de la part modale de la voiture à moins de 50 %,
- Une augmentation de 50% de l'utilisation des transports en commun métropolitains,
- Une augmentation de la part modale du vélo de 1 % à 5 %.

Le P.D.U est structuré autour de lignes et de pôles d'échanges premium afin de convaincre les automobilistes et d'offrir des transports, fréquents, rapides, fiables, interconnectés et accessibles à tous. Le Zenibus, BHNS reliant Marignane, Saint-Victoret, Vitrolles et les Pennes Mirabeau dans sa phase 1 et ses prolongements vers Plan de Campagne et vers le Technoparc des Florides, est l'une de ces lignes premium.

#### **Rappel des aménagements réalisés dans le cadre de la phase 1 du BHNS-ZENIBUS mise en service en 2016 :**

L'itinéraire actuel de la phase 1 représente 17km entre le square de Gaulle aux Pennes Mirabeau et le lycée Maurice Genevoix à Marignane.

La ligne est constituée d'aménagements ponctuels répartis en différents points du tracé :

- 2.9 km de site propre pour les deux sens ;
- 33 carrefours et giratoires équipés de feux tricolores de régulation pour le passage du ZENIBUS ;
- 33 stations composées de deux arrêts et réalisées selon le design spécifique de la ligne ;
- 2 terminus (square de Gaulle aux Pennes Mirabeau et lycée Genevoix à Marignane).

Le Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 a approuvé un premier programme de prolongement du BHNS ZENIBUS, appelé phase 2, par délibération n°TRA 005-2329/17/CM.

Ce programme prévoyait:

- Les aménagements nécessaires aux extensions à l'Est vers Plan de Campagne et au Sud vers le Technoparc des Florides à Marignane,
- Des aménagements complémentaires sur le tracé actuel du ZENIBUS identifiés sur le boulevard de l'Europe à Vitrolles et sur le boulevard Cailloux à Saint-Victoret,

- La réalisation de 3 Parc-Relais localisés à proximité du Lycée Maurice Genevoix à Marignane, dans le Technoparc des Florides et aux abords du Square de Gaulle aux Pennes-Mirabeau.

D'un point de vue financier, ce programme initial était estimé à 15,297 Millions d'euros HT (*hors foncier*).

Considérant d'une part la fréquentation importante du ZENIBUS actuel sur le bassin vitrollais (42 % des validations sur la commune de Vitrolles sur les 8000 voyages/jour) et d'autre part les enjeux de régularité sur le tracé. Il a été décidé de mettre en service 2 lignes de BHNS-ZENIBUS à savoir :

- Une ligne ZEN A : PEM Cap Horizon à Vitrolles<-> PEM de Plan de Campagne aux Pennes-Mirabeau,
- Une ligne ZEN B : Technoparc des Florides à Marignane <-> Pôle d'Echange du Griffon à Vitrolles.

#### **Les principales caractéristiques de cette nouvelle phase du projet de BHNS-ZENIBUS sont:**

- Une Extension de 4,4 km de la future ligne ZEN A à l'Est vers le futur Pôle d'Echange Multimodal de Plan de Campagne.  
Cette extension s'accompagne de la réalisation de :
  - 4 stations,
  - 4350m de couloirs de bus,
  - La réalisation d'un P+R de 29 places aux Pennes-Mirabeau,
  - 4400m d'itinéraires cyclables,
  - 600m de trottoirs en agglomération sur la commune des Pennes-Mirabeau,
  - L'extension du principe de priorité aux carrefours à feux vidéo-surveillés.
- Une Extension de 2,5 km de la future ligne B au Sud vers la ZAC des Florides (Marignane).  
Cette extension s'accompagne de la réalisation de :
  - 2 stations,
  - 300m de couloirs de bus,
  - La réalisation de l'extension de la piste bidirectionnelle existante jusqu'au rondpoint de la barque.
- Un Tronc commun de 4km environ pour les deux lignes ZEN A et ZEN B sur la commune de Vitrolles.  
Ce tronc commun s'accompagne de :
  - L'allongement de 8 stations,
  - La réalisation d'un pôle d'échange au Griffon,
  - L'intégration du futur Réseau Express Métropolitain (REM) sur les arrêts Grand Vitrolles et Griffon/Clinique,
  - La réalisation d'une station supplémentaire sur le boulevard de l'Europe,
  - La suppression de l'arrêt Athènes-Rome.
- Des améliorations sur la ligne actuelle centrées sur la commune de Marignane.  
Ces améliorations comprennent :

- L'amélioration des conditions de circulation du BHNS sur la rue Jean Giono,
- La requalification d'une partie de l'avenue Henri Barrelet en faveur des transports en commun.

Le coût total du programme modificatif de la phase 2 a été arrêté à 18,75 millions d'euros HT soit 22,5 millions d'euros TTC (contre 15,297 millions d'euros HT initialement).

Ce nouveau montant intègre également une provision de 750 000,00 € HT nécessaire à la maîtrise foncière pour la réalisation du projet.

L'objectif de mise en service des deux lignes de BHNS ZEN A et ZEN B est fixé pour fin 2025.

Lors du comité de pilotage du 13 avril 2021 le programme modificatif de la phase 2 de BHNS-ZENIBUS incluant la mise en service des lignes ZEN A et ZEN B a été présenté et approuvé à l'unanimité par les participants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,** **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TRA 002-7840/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant l'arrêt du projet de déplacements urbains de la Métropole ;
- La délibération n°TRA 17/005-1793/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, approuvant la revalorisation et l'affectation d'une opération BHNS Bus de l'Étang Phase 2 dans le cadre du Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°TRA 005-2329/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant le programme de prolongement du BHNS du réseau des bus de l'étang vers la halte ferrée et son pôle d'échanges associé de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane en vue du lancement de la maîtrise d'œuvre - Demande de subventions auprès des partenaires potentiels ;
- La délibération n°MOB 006-9276/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant de la composition du

comité de pilotage Prolongement du Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS.

#### **Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme modificatif de la phase 2 de BHNS-ZENIBUS intégrant :

- La mise en service des lignes de BHNS ZEN A et ZEN B pour fin 2025,
- Les infrastructures nécessaires aux prolongements à l'Est vers le Pôle d'Echange Multimodal de Plan de Campagne et au Sud vers la ZAC des Florides,
- La réalisation d'aménagements sur la commune de Vitrolles rendus nécessaires pour la mise en service des 2 lignes,
- Les améliorations sur le tracé actuel localisé à Marignane sur la rue Jean Giono et l'avenue Henri Barrelet.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires à l'opération 2016800300 – 168490TP – BHNS Bus de l'Étang Phase 2 sont inscrits au budget Transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 2031 - Sous-politique : C210 et Nature : 2314 - Sous-politique : C210.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 197**

**AVIS - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Pôle d'échanges multimodal de Meyrargues"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de développement de l'intermodalité, la Métropole souhaite conduire la réalisation du pôle d'échanges multimodal de la gare SNCF de Meyrargues, lequel a fait l'objet en 2013 d'un vote de programme de travaux par le Conseil communautaire du Pays d'Aix et d'une première révision en décembre 2019 pour intégrer la réalisation d'un bassin de rétention pour compenser l'imperméabilisation des sols de l'ouvrage.

En raison de problématiques foncières compromettant les objectifs temporels de livraison du Pôle d'Echanges Multimodal, il est nécessaire d'inclure dans l'opération de réalisation du pôle d'échange de la Direction des Infrastructures, Stationnement et Equipement de Mobilité l'aménagement d'un autre accès au pôle d'échanges en réalisant un carrefour à feux à l'Est de la ZA sur la RD96 au niveau de l'accès existant à la gare ferroviaire

Ainsi donc, il s'avère nécessaire de modifier le programme des travaux de l'opération d'aménagement du pôle d'échange à la gare SNCF de Meyrargues.

Le programme modifié comprend donc :

- L'aménagement du parking Nord, d'une capacité de 60 à 95 places ;
- L'aménagement du parking Sud, d'une capacité de 50 à 55 places, le long du chemin BDR ;
- Le maintien de la noue plantée de platanes entre ces deux parkings ;
- L'aménagement de 5 quais de bus équipés d'abris voyageurs, au plus proche du bâtiment voyageur, en bordure Nord du parking ;
- L'aménagement d'une voie de dépose-minute, au plus proche du bâtiment "voyageurs", en bordure Nord du parking, avec sortie de dépose minute au sein du parking ;
- Une perspective visuelle dégagée sur le bâtiment de la gare ferroviaire depuis l'accès actuel RD96 ;
- L'aménagement d'une piste vélo, en bordure Nord du chemin BDR et de la noue plantée, de cheminements piétons, parallèles au parking, avec passerelle sur la noue et traversée du parking Nord ;
- L'aménagement d'une bande arborée entre le parking Nord et la voie de circulation des autobus ;
- La création d'un bassin de rétention et de décantation destiné à collecter les eaux pluviales ;
- L'aménagement d'un carrefour à feux au niveau de l'accès à la gare depuis la RD96 ;
- L'ensemble des dispositifs d'éclairage des voies et parkings du pôle d'échanges ;
- Les aménagements paysagers d'accompagnement de ce projet.

Les études en cours ont permis d'évaluer le montant total de l'opération à 2 300 000 € HT dont 1 891 000€ HT de travaux, 40 000€ HT d'acquisition foncière

auprès de la SNCF, 264 000€ HT de frais d'études et 105 000€ HT de rémunération SPLA.

L'opération n°2017269000 Pôle d'échanges multimodal de Meyrargues d'un montant de 1 931 182 €HT doit être révisée pour un montant de 368 818 €HT ; Cette révision porte le montant de l'opération 2017269000 enregistrée dans l'Autorisation de Programme 172540TP du programme 54 de la Métropole Aix Marseille Provence à 2 300 000 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2013\_A065 du 6 juin 2013 de la Communauté du Pays d'Aix, portant Approbation du programme général de travaux pour l'aménagement d'un Pôle d'Echanges à la gare SNCF de Meyrargues ;
- La délibération TRA 010-7848/19/CM du 19 décembre 2019, portant révision de l'autorisation de programme 172540TP du programme 54 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 2 300 000 € H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre les nouveaux aménagements nécessaires à sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 368 818 € H.T. de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'augmentation de l'opération d'investissement N°2017269000 « Pôle d'échanges de Meyrargues », inscrite au budget annexe des transports publics et rattachée au programme 07 Code AP 181073TP d'un montant de 1 931 182 euros HT portant le montant total de l'opération à 2 300 000 € HT.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe des transports publics – section d'investissement – opération N°2017269000 – Natures 2031, 2315 et 238 – sous politique C240 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

Déjà mandaté : 1 000 000 euros HT

CP 2021 : 850 000 euros HT

CP 2022 : 450 000 euros HT

## **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à demander des subventions auprès de tout organisme ou collectivité susceptible d'apporter sa contribution à l'opération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

## **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

## **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

## **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

## **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 198**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de réalisation du parc relais ouest enterré d'Aix-en-Provence dit "Lieutenant-Colonel Jeanpierre" avec la Société Publique Locale d'Aménagement "Pays d'Aix Territoires"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015 qui intègre également la réalisation du parc relais « Ouest ».

Avec une mise en service globale opérée en septembre 2019, cette opération a amélioré

significativement les conditions de déplacements sur le territoire d'Aix-en-Provence au travers de liaisons efficaces permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers.

En 2015, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a approuvé une convention avec la SPLA "Pays d'Aix Territoires" pour la réalisation du parc relais ouest enterré sur la commune d'Aix-en-Provence, parc relais du « Lieutenant-colonel Jeanpierre ».

Deux avenants sont venus amender la convention initiale à savoir :

- Un avenant n° 1, notifié à la SPLA le 8 novembre 2018, a modifié la date de remise de l'ouvrage à la Métropole en la fixant au 31 décembre 2019 au plus tard.
- Un avenant n°2, notifié à la SPLA le 15 novembre 2019, a précisé les dispositions du programme initial.

En janvier 2021, la SPLA Pays d'Aix Territoires a reçu de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône un courrier lui indiquant les montants des taxes à payer (taxe d'aménagement et redevance d'archéologie préventive) au titre de l'autorisation de construire obtenue pour la construction dudit parking.

Ces taxes sont les suivantes :

- Taxe d'aménagement : 351 892,00 €
- Redevance archéologique : 21 490,00 €
- Soit un total de : 373 382,00 €

Ces montants ne sont pas intégrés dans l'enveloppe financière de l'opération.

Il convient donc pour que la SPLA Pays d'Aix Territoires puisse s'acquitter des sommes dues, d'augmenter l'enveloppe financière de l'opération pour un montant de 375 000,00 €.

Ainsi, il est proposé d'approuver un avenant n°3, qui acte le nouveau coût total d'opération à 19 275 000,00 € HT (contre 18 900 000,00 € HT indiqué à l'avenant n°2) permettant à la SPLA Pays d'Aix Territoires de solder les sommes dues au titre de la taxe d'aménagement et de la redevance archéologique.

Il convient de préciser que le budget global de l'opération BHNS de 84.2 millions d'euros HT reste inchangé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2010\_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n° TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix- Marseille-Provence sur l'opération de BHNS ;
- La délibération n°2015\_B338 du Conseil Communautaire du 10 juillet 2015 relative à l'approbation de la convention pour la réalisation du parc relais Ouest enterré, de l'aménagement du carrefour Route de Galice/avenue Picasso et des liaisons douces vers le Stade Maurice David ;
- Les avenants n°1 et n°2 à la convention pour la réalisation du parc relais Ouest enterré, de l'aménagement du carrefour Route de Galice/avenue Picasso et des liaisons douces vers le Stade Maurice David.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé précisant la nouvelle enveloppe financière nécessaire à la construction du parc relais Lieutenant-Colonel Jeanpierre.

#### **Article 2 :**

Est approuvée l'augmentation de 375.000,00 euros HT sur le programme d'investissement et arrête le nouveau coût estimé de l'opération à 19.275 millions d'euros HT pour la construction du parc relais.

#### **Article 3 :**

Est actée que la nouvelle répartition sur le budget global d'investissement du BHNS de 84.2 millions d'euros HT est la suivante :

- Budget BHNS l'Aixpress : 64.925 millions d'euros HT (contre 66.2millions d'euros HT initialement)
- Budget P+R Lieutenant-Colonel Jeanpierre : 19.275 millions d'euros HT (contre 18 millions d'euros HT initialement)

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transports, opération N° 2017266300 BHNS ligne B, Sous Politique C240, Nature 238, sans augmentation du budget prévisionnel global d'investissement.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 199**

**AVIS - Approbation de la révision du programme général de travaux de l'opération d'aménagement du Pôle d'échanges multimodal de Meyrargues**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Dans le cadre de sa politique de développement de l'intermodalité, la Métropole souhaite conduire la réalisation du pôle d'échanges multimodal de la gare SNCF de Meyrargues, lequel a fait l'objet en 2013 d'un vote de programme de travaux par le Conseil communautaire du Pays d'Aix.

Cet engagement s'est réalisé conjointement avec la direction du Développement économique et des Zones d'Activités qui décidaient de réhabiliter le secteur d'activités de Coudourousse sur la Commune de Meyrargues situé à l'Ouest de la gare SNCF de Meyrargues.

Dans le cadre de l'accompagnement du pôle d'échanges multimodal, la direction des transports prenait en charge la réhabilitation de la partie Est du chemin des Bouches du Rhône(BdR) jusqu'à l'accès central de la ZA.

La Direction de la Voirie venait en complément réhabiliter la partie Ouest du chemin des BdR jusqu'à l'extrémité de la Zone d'activités au droit du chemin du Moulin de Girovaï.

En raison de problématiques foncières compromettant les objectifs temporels de livraison du Pôle d'Echanges Multimodal, il est nécessaire d'inclure dans l'opération de réalisation du pôle d'échange de la Direction des Infrastructures, Stationnement et Equipement de Mobilité l'aménagement d'un autre accès au pôle d'échanges en réalisant un carrefour à feux à l'Est de la ZA sur la RD96 au niveau de l'accès existant à la gare ferroviaire.

Par conséquent, l'itinéraire depuis le giratoire existant sur la RD96 envisagé initialement n'est désormais plus intégré dans le périmètre de l'opération du PEM pour être inclus dans l'opération de réhabilitation de la zone d'activités.

La Direction des transports prend par contre à sa charge la réalisation du bassin de rétention nécessaire à la compensation de l'imperméabilisation du Pôle d'Echange Multimodal et des voiries réalisées dans la Zone d'activités afin d'avoir un ouvrage unique et une optimisation des coûts d'investissement et de fonctionnement.

Ainsi donc, il s'avère nécessaire de modifier le programme des travaux de l'opération d'aménagement d'un pôle d'échange à la gare SNCF de Meyrargues.

#### **Le programme modifié comprend donc :**

- L'aménagement du parking Nord, d'une capacité de 60 à 95 places ;
- L'aménagement du parking Sud, d'une capacité de 50 à 55 places, le long du chemin BDR ;
- Le maintien de la noue plantée de platanes entre ces deux parkings ;
- L'aménagement de 5 quais de bus équipés d'abris voyageurs, au plus proche du bâtiment voyageur, en bordure Nord du parking ;
- L'aménagement d'une voie de dépose-minute, au plus proche du bâtiment "voyageurs", en bordure Nord du parking, avec sortie de dépose minute au sein du parking ;
- Une perspective visuelle dégagée sur le bâtiment de la gare ferroviaire depuis l'accès actuel RD96 ;
- L'aménagement d'une piste vélo, en bordure Nord du chemin BDR et de la noue plantée, de cheminements piétons, parallèles au parking, avec passerelle sur la noue et traversée du parking Nord ;
- L'aménagement d'une bande arborée entre le parking Nord et la voie de circulation des autobus ;

- La création d'un bassin de rétention et de décantation destiné à collecter les eaux pluviales ;
- L'aménagement d'un carrefour à feux au niveau de l'accès à la gare depuis la RD96 ;
- L'ensemble des dispositifs d'éclairage des voies et parkings du pôle d'échanges ;
- Les aménagements paysagers d'accompagnement de ce projet.

Les études en cours ont permis d'évaluer le montant total de l'opération à 2 300 000 euros HT dont 1 891 000 euros HT de travaux et 40 000 euros HT d'acquisition foncière auprès de la SNCF 264 000 euros HT de frais d'études et 105 000 euros HT de rémunération SPLA.

Les travaux d'aménagement du pôle d'échange multimodal de Meyrargues seront réalisés en une seule phase sur 2 années budgétaires (2021 et 2022) pour une livraison au dernier trimestre 2022.

Les opérations de réalisation du PEM et de réhabilitation de la zone d'activité font l'objet d'une convention d'aménagement passée avec la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays d'Aix (SPLA). Cette convention est portée par la Direction des Infrastructures, Stationnement et Equipement de Mobilité. Les modifications de programme sur ces deux opérations feront l'objet d'un avenant à la convention qui sera délibérée au Bureau Métropolitain du 15 avril 2021. Une révision du montant de l'Autorisation de Programme n°172540 TP sera proposée au Conseil Métropolitain du mois de juin 2021 pour ajuster le complément financier de 369 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A065 du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 6 juin 2013 approuvant le programme général de travaux d'aménagement d'un pôle d'échanges à la gare SNCF de Meyrargues ;
- La délibération n°2015\_B583 du Bureau communautaire du Pays d'Aix du 26 novembre 2015 approuvant la convention tripartite entre la Communauté du Pays d'Aix, la commune de Meyrargues et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour l'aménagement du pôle d'échanges multimodal de Meyrargues ;

- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à une modification du programme des travaux de l'opération d'aménagement d'un pôle d'échange à la gare SNCF de Meyrargues.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification du programme d'aménagement d'un pôle d'échange à la gare SNCF de Meyrargues pour un montant global de 2 300 000 euros HT dont 1 891 000 euros TTC de travaux, 40 000 euros d'acquisition foncière, 264 000 euros HT de frais d'études et divers et 105 000 euros HT de rémunération SPLA.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Transport, section Investissement, Opération 21017269000 Natures 2031 et 238 6 Sous Politique C240.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 200**

**AVIS - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "BHNS des Bus de l'Etang ZENIBUS"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan de Déplacement Urbain (P.D.U) de la Métropole, arrêté en décembre 2019, est structuré autour de lignes et de pôles d'échanges premium afin de convaincre les automobilistes et d'offrir des transports, fréquents, rapides, fiables, interconnectés et accessibles à tous. Le Zenibus, BHNS reliant Marignane, Saint-Victoret, Vitrolles et les Pennes Mirabeau dans sa phase 1 et ses prolongements vers Plan de Campagne et vers le Technoparc des Florides, est l'une de ces lignes premium.

Considérant d'une part la fréquentation importante du ZENIBUS actuel sur le bassin vitrollais (42 % des validations sur la commune de Vitrolles sur les 8000 voyages/jour) et d'autre part les enjeux de régularité sur le trafic, il a été décidé de mettre en service 2 lignes de BHNS-ZENIBUS.

- Une ligne ZEN A : PEM Cap Horizon à Vitrolles<-> PEM de Plan de Campagne aux Pennes-Mirabeau, extension de 4,4 km de la future ligne ZEN A à l'Est vers le futur Pôle d'Echange Multimodal de Plan de Campagne.
- Une ligne ZEN B : Technoparc des Florides à Marignane <-> Pôle d'Echange du Griffon à Vitrolles, extension de 2,5 km de la future ligne B au Sud vers la ZAC des Florides (Marignane).

Le coût total du programme modificatif de la phase 2 a été arrêté à 18,75 Millions d'euros HT soit 22,5 Millions d'euros TTC.

En conséquence, l'opération n°2016800300 « BHNS Bus de l'Etang ZENIBUS » d'un montant de 16 827 429,83 €HT doit être révisée pour un montant de 1 922 570,17 €HT. Cette révision porte le montant de l'opération 2016800300 enregistrée dans l'Autorisation de Programme n°168490TP du programme 49 de la Métropole Aix Marseille Provence à 18 750 000 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 005-1793/17/CM du 30 mars 2017, portant Révision de l'Autorisation de Programme 168490TP du programme 49 de la Métropole Aix Marseille Provence.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 18 750 000 € HT de l'opération d'investissement afin de permettre les nouveaux aménagements nécessaires à sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 1 922 570,17 € HT de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2016800300 « BHNS Bus de l'Etang ZENIBUS » inscrite au budget annexe des transports publics et rattachée au programme 07 Code AP 181073TP portant l'opération d'un montant de 16 827 429,83 euros HT à un montant total de 18 750 000 euros HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe des transports publics – section d'investissement – opération N°2016800300 – Natures 2031, 2118 et 2315 – sous politique C210 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Déjà mandaté : 844 741,64 euros HT  
 CP 2021 : 500 000 euros HT  
 CP 2022 : 475 000 euros HT  
 CP 2023 : 2 375 000 euros HT  
 CP 2024 : 8 200 000 euros HT  
 CP 2025 : 6 000 000 euros HT  
 CP 2026 : 355 000 euros HT

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à demander des subventions auprès de tout organisme ou collectivité susceptible d'apporter sa contribution à l'opération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 201**

**AVIS - Approbation des modalités de concertation publique pour le projet de Pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne sur la commune des Pennes Mirabeau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> phase du projet de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille, l'Etat, la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de financer la réalisation d'une halte ferroviaire à proximité de la zone commerciale de Plan-de-Campagne à l'est de la A51 en bordure de la RD543 sur la commune des Pennes Mirabeau.

Cet engagement est inscrit au contrat de plan 2015-2020 signé entre l'Etat et la Région Provence Alpes Côte d'Azur, ainsi que dans sa convention d'application métropolitaine approuvée en Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

Le potentiel de clientèle de cette halte ferroviaire, évaluée à 7M€, est estimé entre 500 et 1350 montées/descentes par jour en fonction du type de desserte (omnibus ou semi-directe).

En parallèle, en décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé l'Agenda de la Mobilité. agenda structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont le futur pôle d'échanges de Plan de Campagne.

En effet, en lien avec le projet de halte-ferroviaire de Plan-de-Campagne, l'Agenda de la mobilité prévoit la création d'un pôle d'échanges multimodal, afin d'organiser le rabattement des usagers. Pour mémoire la directive territoriale d'aménagement des Bouches-du-Rhône de 2007, ainsi que les plans de déplacement urbains des anciens EPCI (MPM et CAP) identifiaient déjà la nécessité de réaliser cet

équipement, par ailleurs intégré au document d'urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau. Pour évaluer la faisabilité de cette opération, la Métropole a réalisé une étude de faisabilité en 2016 qui a permis de préciser les conditions d'insertion urbaine et paysagères, ainsi que le fonctionnement de l'équipement.

Enfin, l'opération a fait l'objet :

- D'une approbation de programme en date du 28 juin 2017
- D'une autorisation de programme en date du 13 décembre 2018
- D'une modification de l'autorisation de programme en date du 24 octobre 2019 portant le montant total de l'opération à 13 050 000 € HT dont 5 700 000 € d'acquisitions foncières

Les objectifs de cette opération sont notamment de réduire la part modale de la voiture sur le corridor nord de Marseille, dont le trafic est en constante augmentation. Il s'agit d'encourager le rabattement des usagers sur le réseau ferroviaire structurant, mais aussi de constituer un système de transport connecté avec l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Zenibus entre Marignane et les Pennes Mirabeau.

Le programme retenu a pour objectif la construction du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne. Il sera constitué des éléments ci-dessous :

- Un parking relais de 100 places du sud de la voie ferrée
- Un parking relais de 300 places au nord de la voie ferrée
- 6 à 7 quais bus au sein de la gare routière et 3 arrêts le long de la RD 543
- Un ou plusieurs kiosques comprenant notamment une billetterie, des bureaux d'exploitation, un abris vélo sécurisé, un espace d'attente des voyageurs, un local pour conducteurs, des sanitaires.

Le projet est soumis à une concertation au titre du 4° de l'article L 103-2 du code de l'urbanisme : « La création d'une gare ferroviaire ou routière de voyageurs, de marchandises ou de transit ou l'extension de son emprise, lorsque le montant des travaux dépasse 1 900 000 euros ».

Les finalités de la concertation sont les suivantes :

- Donner au public une information claire et précise sur le projet,
- Sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet
- Permettre au public de formuler des observations et propositions sur ce dernier.

Les modalités de la concertation proposées pour cette opération sont les suivantes :

- un périmètre limité à la commune des Pennes-Mirabeau et aux communes de Bouc-Bel-Air, Cabriès et Septèmes-les-Vallons, communes limitrophes du projet,

- une information (avis) dans au moins un journal local ainsi que sur les sites internet du Conseil de territoire du Pays d'Aix et de la ville des Pennes-Mirabeau,
- une exposition comprenant des documents synthétiques de présentation du projet dans les lieux suivants :
  - Mairie des Pennes Mirabeau et mairies des communes de Bouc-Bel-Air, Cabriès et Septèmes-les-Vallons, communes limitrophes du projet,
  - Siège du Conseil de territoire du Pays d'Aix,
- des registres mis à disposition sur les lieux d'exposition, permettant au public de consigner les remarques, questions et observations,
- une éventuelle réunion publique d'information et d'échanges à organiser aux Pennes-Mirabeau

Cette concertation démarrera à la date qui sera précisée dans l'avis porté à la connaissance du public comme stipulé ci-dessus et se déroulera pendant 15 jours minimum.

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le projet fera l'objet d'un examen, au cas par cas de l'autorité environnementale compétente, pour décider si le projet est soumis à étude d'impact. Le cas échéant une enquête publique sera alors organisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**  
**Considérant**

- Que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de mobilité ;
- Qu'il convient de mettre en œuvre un processus de concertation relatif au projet de Pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne.

**Délibère**

### **Article unique :**

Sont approuvées les modalités de concertation préalable précisées par le présent rapport pour le projet de Pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Habitat**

### **2021 CT2 202**

#### **Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix. C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo-accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Une aide directe à la personne**  
D'un montant de 2 500€ dans le neuf ou 4 000€ dans l'ancien (logements de plus de 5 ans), cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.
- **Un prêt « bonifié »**  
Aujourd'hui, mis en œuvre par la CEPAC, partenaire bancaire du Pays d'Aix, ce prêt,

d'une durée de 20 ans, s'élève à 28 000€ pour une acquisition dans le neuf et à 47 000€ pour une acquisition dans l'ancien.

Ce prêt complète un (ou des) crédit(s) immobilier(s) principal(aux) : le prêt à l'accession sociale (si le ménage est éligible) ou un prêt classique dans le cadre d'une offre globale de financement.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issu en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer 34 aides à la personne, soit un montant total de 95 500 euros dont :

- 25 aides dans le neuf : 62 500 euros ;
- 6 aides dans l'ancien : 24 000 euros ;
- 2 prêts bonifiés à la CEPAC pour un achat dans le neuf soit un montant maximum de 5 000 euros ;
- 1 prêt bonifié à la CEPAC pour un achat dans l'ancien soit un montant maximum de 4 000 euros.

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre

2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;

- La délibération n°2019\_CT2\_582 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à la définition de nouvelles modalités et à l'approbation d'une convention avec la CEPAC;
- La délibération n° FBPA 54-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 12 mai 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire du Pays d'Aix en matière de politique locale de l'Habitat.

Délibère,

**Article 1 :**

Est approuvé, dans le cadre des aides à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 86 500 euros aux primo-accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

**Article 2 :**

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec la CEPAC, le versement d'une subvention maximale de 9 000 euros pour la mise en œuvre de 3 prêts bonifiés correspondant au projet d'acquisition de l'accédant cité dans le tableau ci-annexé.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 553, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28

Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 203**

**Intervention financière du Pays d'Aix pour favoriser l'accession à coût maîtrisé - Approbation d'une convention avec le Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un enjeu fort sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Pour répondre à cet objectif, la Communauté du Pays d'Aix a mis en place deux types d'aides :

- Une aide directe à la personne
- Un prêt bonifié mis en œuvre par le réseau bancaire.

Aujourd'hui, le Pays d'Aix est sollicité par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence pour la mise en place d'un partenariat destiné aux emprunteurs du Pays d'Aix dans le cadre d'une opération de primo-accession aidée sur l'une des 36 communes du Territoire du Pays d'Aix.

L'aide directe à la personne du Pays d'Aix viendra compléter un crédit immobilier, qui prendra le nom d' «OFFRE PRIMO » ou « OFFRE 1er ACHAT », dont le taux d'intérêt est bonifié par le Crédit Agricole et venant en complément d'un prêt immobilier principal de la Caisse Régionale.

Les bénéficiaires éligibles se verront donc proposer :

- **Pour les acquisitions dans le neuf :**
  - un crédit « PRIMO » du Crédit Agricole d'un montant maximum de 30 000 euros sur 25 ans maximum (taux d'intérêt de 1 % par an),

- une aide d'un montant de 2 500 € versée directement par le Pays d'Aix au bénéficiaire par l'intermédiaire de son notaire.
- Pour les acquisitions dans l'ancien :
  - un crédit « 1<sup>er</sup> Achat » du Crédit Agricole d'un montant maximum de 50 000 euros sur 25 ans maximum (taux d'intérêt de 0 % par an),
  - une aide d'un montant de 4 000 € versée directement par le Pays d'Aix au bénéficiaire par l'intermédiaire de son notaire.

Les modalités d'instruction et de partenariat sont détaillées dans la convention jointe en annexe du présent rapport, qui intègre notamment le règlement du dispositif d'aide à l'accession à la propriété du Pays d'Aix.

Pour rappel, depuis 2019, la Caisse d'Epargne est partenaire bancaire du Pays d'Aix dans le cadre de ce dispositif.

Pour l'exercice 2021, l'enveloppe budgétaire allouée à ce dispositif est de 600 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2019\_CT2\_582 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à la définition de nouvelles modalités ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 12 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire du Pays d'Aix en matière de politique locale de l'Habitat.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention DUO à conclure avec le Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence, jointe en annexe.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 458182735, nature 4581, fonction 553, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 204**

**Attribution d'aides pour la production de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix soutient les communes pour les acquisitions foncières, immobilières, ainsi que les travaux de réhabilitation favorisant la production de logements sociaux, en particulier sur des petites opérations, inférieures à 10 logements, participant à la revitalisation des centres anciens.

Ainsi, le Territoire soutient l'acquisition-amélioration en maîtrise d'ouvrage communale à hauteur de 50 % du reste à charge de la Commune, déduction faite des autres subventions et de la valorisation du revenu locatif.

La ville de Bouc-Bel-Air sollicite le Territoire du Pays d'Aix au titre de ce dispositif afin de réaliser deux logements sociaux de type PLUS.

Il s'agit de deux logements inscrits au patrimoine communal depuis moins de 10 ans et situés entre le cœur de village de Bouc-Bel-Air et le pôle d'équipements publics des Terres Blanches.

Les deux logements, d'une surface totale de 137.34 m2 ne nécessitent pas de travaux préalables à la mise en location.

La subvention sollicitée s'élève à 55 076 €, représentant 50% de la part restant à charge de la Commune, déduction faite des autres subventions et de la valorisation du revenu locatif.

#### Plan de financement prévisionnel :

Valorisation des revenus locatifs (15ans)	160 059 €
Etat (acquisition-amélioration)	6 800 €
Territoire du Pays d'Aix :	55 076 €
Commune :	55 076 €
<b>Total</b>	<b>277 011 €</b>

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la programmation 2021 des logements locatifs sociaux du Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2012\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 31 mai 2012 définissant les dispositifs d'intervention en faveur des communes afin de les accompagner dans la production de logements sociaux ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 12 mai 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la production de logements locatifs sociaux sur le Territoire du Pays d'Aix.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 55 076 € en faveur de la production de logements sociaux pour l'opération décrite dans le tableau annexé.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Bouc-Bel-Air.

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182736, nature 4581, fonction 552, autorisation de programme DI736AP.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 205****Attribution de subventions nominatives dans le cadre des opérations façades de Pertuis**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les opérations façades de la Ville de Pertuis ont été transférées à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix au titre de sa compétence Politique de la Ville par délibération n°2003\_A156 du Conseil communautaire du 25 juillet 2003 et par délibération n° 2015\_B518 du Bureau communautaire du 29 octobre 2015.

L'opération façades est pilotée par une Commission façades, composée d'élus et de techniciens de la Ville de Pertuis et du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et régie par une convention d'attribution des aides.

Peuvent bénéficier de l'opération façades, les propriétaires d'immeubles situés à l'intérieur du cœur de ville, correspondant au périmètre de la concession d'aménagement de la ville de Pertuis. Les immeubles situés en vis-à-vis du périmètre de l'opération façades peuvent également bénéficier du dispositif.

L'ensemble des façades des bâtiments est subventionnable. Néanmoins les façades visibles depuis l'espace public seront subventionnées en priorité.

Chaque façade doit être rénovée en totalité y compris les rez-de-chaussée. La réfection d'un seul élément de la façade (gouttière, menuiseries extérieures...) ne peut être subventionnée.

Le montant de la subvention par façade s'élève de 40 % à 53,33 % du montant des travaux plafonnés à 69 € le m<sup>2</sup> TTC de surface de façade retenue. Pour les travaux de ravalement avec enduit, la subvention maximale est de 3 049 €, pour les travaux de ravalement peinture, celle-ci est de 2 287 €.

La Commission se réserve le droit d'accorder exceptionnellement une aide supplémentaire pour surcoût architectural de 1 500€ à 2 000€ maximum, selon l'intérêt architectural du bâtiment et/ou l'utilisation de matériaux coûteux imposés par la réglementation de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager ou de tout dispositif réglementaire destiné à s'y substituer, afin de contribuer à l'amélioration du patrimoine de Ville.

Enfin, les propriétaires peuvent bénéficier d'une majoration de 10% :

- au titre de l'aide à la personne : selon le montant des ressources qui ne doivent pas excéder les plafonds du Prêt d'Accession Sociale (accordé pour financer la construction ou l'achat d'un logement, avec ou sans travaux d'amélioration) ;
- au titre de la lutte contre l'insalubrité : réhabilitation d'un immeuble dégradé à très dégradé.

Suite à la Commission façades du 15 avril 2021, la participation du Pays d'Aix est sollicitée sur les 6 dossiers suivants pour un montant total s'élevant à **13 458 euros**.

Demandeur	Situation de l'immeuble	Superficie des façades	Montant des travaux en €	Estimation de la subvention en €	Majoration aux titre des "Aides à la personne"	Montant en € de la subvention
ZENGUNIAN Katy et BOYER Clavis	n°9 rue des Remparts	200 m <sup>2</sup>	11 825	4 730	oui	2 516
TERENTI Caroline	n°94 rue Henri Silvy	70 m <sup>2</sup>	9 037	2 400	oui	2 640
JULIAN Philippe	n°200 rue de la Tour	101	7 025	4 289	non	3 621
COPPROPRIETE 92 PLACE MIRABEAU	n°92 Place Mirabeau	100	9 350	3 680	non	3 049
MICHAUD Denis MICHAUD-DE TRETAINES Céline	n°22 rue Tourmente	50	9 130	1 484	oui	1 682
BENHAMOU Laurence	n°25 rue St Jacques	24	4 770	662	oui	0
<b>TOTAL</b>			<b>51 186</b>			<b>13 458</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,****Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°2015\_B518 du Conseil Communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 concernant les opérations Façades de la Ville de Pertuis ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement 12 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,****Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Considérant**

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont attribuées les subventions aux propriétaires concernés mentionnés ci-dessus pour un montant total de 13 458 euros dans le cadre des opérations façades de la Ville de Pertuis.

### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération budgétaire 4581182735, nature 20422, fonction 52, Autorisation de Programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Politique de la ville / Cohésion sociale**

### **2021 CT2 206**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°2 à la convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à la loi du 21 février 2014, les six Conseils de Territoire du territoire métropolitain disposant de Quartiers Politique de la Ville ont chacun signé un contrat de ville.

L'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, confirme le

rattachement de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (ci-après TFPB) aux contrats de ville.

Celui-ci permet aux bailleurs sociaux signataires des contrats de ville de bénéficier d'un abattement de 30 % sur la TFPB pour leur patrimoine situé en quartier politique de la ville et de financer, en contrepartie, des actions de renforcement de la qualité urbaine aux locataires ou des dispositifs spécifiques au quartier.

Il s'inscrit, conformément au comité interministériel des villes du 19 février 2013 sur :

- Un programme d'actions territoriales articulé avec des démarches de gestion urbaine et sociale de proximité ;
- Un bilan annuel quantitatif et qualitatif précis des actions réalisées par les bailleurs sociaux ;
- L'implication des locataires et conseils citoyens dans le choix des actions et la mesure de la satisfaction.

L'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019 a permis la prorogation de ces contrats jusqu'au 31 décembre 2022, prorogeant de fait la période d'application de l'abattement de TFPB, selon des conditions de mise en œuvre identiques.

Un premier avenant à la convention cadre a été approuvé par délibération n°CHL 008-8218/20/BM du Bureau de Métropole du 31 juillet 2020 et signé le 30 septembre 2020, qui avait pour objet de :

- Proroger sur la durée du Contrat de Ville la mise en œuvre de l'abattement de TFPB ;
- Préciser les modalités de mise en œuvre propres au Territoire du Pays d'Aix et à ses partenaires signataires ;
- Indiquer les clauses additionnelles et les points sur lesquels la convention cadre initiale reste inchangée.

Sur le Territoire du Pays d'Aix, l'avenant n°1 à la convention cadre a permis de présenter les nouvelles priorités des futurs programmes d'actions des bailleurs sociaux durant les trois prochaines années de l'avenant (2020 – 2022). Il prévoit également, dans son article 1, que « *pourront se rajouter ultérieurement par voie d'avenant d'autres partenaires institutionnels et bailleurs sociaux concernés* ».

La Ville de Gardanne et le bailleur social Erilia, dont une partie du patrimoine est située sur le quartier prioritaire Notre Dame de Gardanne, ont fait la demande de pouvoir être intégrés comme signataires de la convention d'abattement de TFPB du Territoire du Pays d'Aix.

Par conséquent, l'avenant N°2 à la convention d'abattement de TFPB initiale du Territoire du Pays d'Aix ci-annexé propose de :

- Intégrer deux nouveaux signataires à la convention initiale : la Ville de Gardanne et le bailleur social Erilia, pour son patrimoine de 410 logements potentiellement concerné par l'abattement de TFPB dans le quartier prioritaire Notre-Dame de Gardanne ;
- Annexer cet avenant au contrat de Ville 2015-2020, prorogé jusqu'au 31 décembre 2022 par le protocole

d'engagements renforcés et réciproques signé en 2020 ;

- Conserver les autres dispositions de l'avenant n°1 à la convention initiale, ainsi que ses annexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code général des impôts, et notamment, l'article 1388 bis, modifié par la loi de finances pour 2015 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention d'abattement de la TFPB du Territoire du Pays d'Aix signée le 18 décembre 2015 ;
- L'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019 ;
- La délibération N° 016-6664/19 du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements renforcés et réciproques aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°CHL 008-8218/20/BM du Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020 sur l'approbation des avenants aux conventions d'utilisation de l'abattement de la TFPB dans les quartiers politique de la ville du territoire métropolitain.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'en application de l'article 181 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019, la durée des contrats de ville a été prorogée jusqu'en 2022 et, par voie de conséquence, la période d'application de l'abattement de TFPB, selon des conditions de mise en œuvre identiques.
- Que l'avenant n°1 à la convention initiale d'abattement de la TFPB du Territoire du Pays d'Aix, approuvé par délibération n°CHL 008-8218/20/BM du Bureau de Métropole du 31 juillet 2020, prévoit la

possibilité d'intégrer de nouveaux signataires par voie d'avenant.

- Que la ville de Gardanne et le bailleur social Erilia, dont le patrimoine est situé sur le quartier prioritaire Notre Dame de Gardanne, ont formulé la demande de pouvoir être signataires de la convention d'abattement de TFPB du Territoire du Pays d'Aix.
- Que pour ce faire, il convient de conclure un nouvel avenant à la convention d'abattement de TFPB du Territoire du pays d'Aix pour pouvoir intégrer la Ville de Gardanne et le bailleur social Erilia dans les signataires de cette convention.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention d'abattement de TFPB du Territoire du Pays d'Aix ci-annexé.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°2 à la convention d'abattement de TFPB du Territoire du Pays d'Aix et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 207**

**Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix œuvrant dans le champ de la Prévention de la Délinquance**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la Délinquance. A ce titre, 15 structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à soutenir les actions qui s'inscrivent, soit dans le contrat de ville du Territoire, pour les Communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Pertuis et Vitrolles, soit dans les dispositifs de soutien à la programmation des Comités Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), ou dans d'autres dispositifs non contractuels sur des Communes dont les actions ont besoin d'être soutenues.

Cette proposition s'inscrit dans le prolongement des actions soutenues par le Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants, conformément à la délibération n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 22 juin 2006:

- Accès au droit et aide aux victimes ;
- Médiation ;
- Prévention des conduites à risques ;
- Information et communication.

Il est ainsi proposé de soutenir financièrement les 61 projets suivants selon la répartition proposée ci-dessous :

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONV OUI/NON
2021_00853	SOS FEMMES 13	Accueil femmes victimes de violences Aix-en-Provence	10 800€	9000 €	OUI
2021_00854	SOS FEMMES 13	Permanences pour les femmes victimes de violences- MJDC Vitrolles	5 400 €	4928 €	OUI
2021_00856	SOS FEMMES 13	Permanences pour les femmes victimes de violences- MJDC Bouc Bel Air	3 000 €	2 500 €	OUI
2021_00857	SOS FEMMES 13	Permanences pour les femmes victimes de violences et formation des intervenants sociaux- Pertuis	1 800 €	1 680 €	OUI
2021_00855	SOS FEMMES 13	Permanences pour les femmes victimes de violences et animation réseau- Gardanne	5 000 €	4 500 €	OUI
2021_01048	APERS	Intervenants sociaux en commissariats – Gardanne	15 000 €	13 500 €	OUI
2021_00685	APERS	Intervenants sociaux en commissariats – Aix-en-Provence	15 000 €	13 500 €	OUI
2021_00682	APERS	Permanence aide aux victimes d'infractions pénales – Gardanne	6 115 €	5 000 €	OUI
2021_00115	APERS	Création d'un nouveau poste d'intervenant social en commissariat – Aix-en-Provence	15 000 €	4 000 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONV OUI/NON
<b>Axe 1 : Accès au droit et aide aux victimes</b>					
2021_00212	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Aix-en-Provence	6 000 €	3 000 €	NON
2021_00371	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Pertuis (Maison de la citoyenneté et de l'égalité)	2 000 €	2 000 €	NON
2021_00370	ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)	Faciliter l'accès au droit des étrangers et personnes d'origine étrangère – Gardanne (Maison du droit et du citoyen)	2 000 €	2 000 €	NON
2021_00923	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien – Vitrolles	2 000 €	2000 €	NON
2021_00925	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien – Aix-en-Provence	1 000 €	1000 €	NON
2021_00924	ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)	Droit au quotidien – Gardanne	1 800 €	1 800 €	NON
2021_00845	SOS FEMMES 13	Animation réseau victimes conjugales – Aix-en-Provence	4 000 €	3 500 €	OUI
2021_00858	SOS FEMMES 13	Protocole victimes conjugales – Aix-en-Provence	4 000 €	4 000 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONV OUI/NON
2021_00114	APERS	Permanences aide aux victimes d'infractions pénales – Vitrolles	6092€	5 000 €	OUI
2021_00680	APERS	Permanences aide aux victimes d'infractions pénales – Aix-en-Provence	21 702 €	18 210 €	OUI
2021_00681	APERS	Permanences aide aux victimes d'infractions pénales – Les Pennes Mirabeau	6 091 €	5 000 €	OUI
2021_00116	APERS	Intervenants sociaux en commissariats – Vitrolles	7 500 €	6 750 €	OUI
2021_00227	ASSOCIATION RUP OEUVRE DES PRISONS	Accompagnement des auteurs de violences conjugales – Aix-en-Provence	8 500 €	8 500 €	NON
2021_00468	CDAD 13	Consultations juridiques gratuites – Accès aux droits des jeunes – Aix-en-Provence	21 717 €	17 500 €	OUI
2021_00465	CDAD 13	Consultations juridiques gratuites – Bouc Bel Air	1 904 €	1 900 €	OUI
2021_00466	CDAD 13	Consultations juridiques gratuites – Gardanne	5 046 €	5 000 €	OUI
2021_00469	CDAD 13	Consultations juridiques gratuites – Les Pennes Mirabeau	952 €	950 €	OUI
2021_00467	CDAD 13	Consultations juridiques gratuites – Vitrolles	8 188 €	5 000 €	OUI
<b>Sous total axe 1</b>			<b>187 607 €</b>	<b>151 718 €</b>	

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION SOLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/NON
<b>Axe 2 : Médiation</b>					
2021_00898	ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés - Aix-en-Provence	7 119 €	5 600 €	OUI
2021_00896	ADDAP 13	Animations préventives hors temps scolaire - Aix-en-Provence	1 150 €	1 150 €	OUI
2021_00919	ADDAP 13	URBAN SPORT TRUCK Aix-en-Provence	1 304 €	1 304 €	OUI
2021_00916	ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés - Gardanne	3 115 €	2 700 €	OUI
2021_00915	ADDAP 13	URBAN SPORT TRUCK - Gardanne	1 304 €	584 €	OUI
2021_00914	ADDAP 13	Chantiers éducatifs - Les Pennes Mirabeau	4 230 €	1 500 €	OUI
2021_00918	ADDAP 13	URBAN SPORT TRUCK - Pertuis	1 304 €	1 304 €	OUI
2021_00921	ADDAP 13	Chantiers éducatifs rémunérés - Pertuis	9 270 €	6 682 €	OUI
2021_00955	ADDAP 13	Action Parents ados - Pertuis	11 712 €	6 000 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION SOLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/NON
2021_00800	CAFC LA RECAMPADO	Permanences écoute familles - Aix-en-Provence	4 000 €	2 300 €	OUI
2021_00927	CAFC LA RECAMPADO	Permanences écoute familles - Vitrolles	3 000 €	1 800 €	OUI
2021_00801	CAFC LA RECAMPADO	Espace rencontres - Aix-en-Provence	10 000 €	8 100 €	OUI
2021_00802	CAFC LA RECAMPADO	Permanences médiation familiale - Aix-en-Provence	4 800 €	3 800 €	OUI
2021_00928	CAFC LA RECAMPADO	Permanences médiation familiale - Vitrolles	3 200 €	700 €	OUI
2021_00799	CAFC LA RECAMPADO	Relations enfants pères incarcérés - Territoire du Pays d'Aix	4 000 €	1 000 €	OUI
2021_00432	RESONANCES	Permanences de médiation familiale - Pertuis	3 000 €	2 500 €	NON
2021_00433	RESONANCES	Permanences de médiation familiale - Aix-en-Provence	8 500 €	8 100 €	NON
2021_00434	RESONANCES	Permanences de médiation familiale - Peyrolles	4 400 €	4 400 €	NON
2021_00436	RESONANCES	Permanences de médiation familiale - Le Puy Sainte Réparate	2 700 €	1 800 €	NON
2021_00435	RESONANCES	Permanences de médiation familiale - Meyrargues	2 200 €	1 800 €	NON

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION SOLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/NON
2021_00437	RESONANCES	Permanences de médiation familiale - Saint Paul	2 100 €	1 800 €	NON
2021_00438	RESONANCES	Permanences de médiation familiale - Jougues	2 100 €	1 800 €	NON
2021_00770	OBJECTIF COMPETENCES DEMAIN	Prévention exclusion temporaire - Aix-en-Provence	4 000 €	2 790 €	NON
2021_00956	ARTMOTNID	Point écoute familles - Pertuis	6 000 €	6 000 €	NON
2021_00844	POMPIERS SANS FRONTIERES	Poursuite de l'action mise en place d'une section des cadets de la République - Aix-en-Provence	2 500 €	2 250 €	NON
<b>Sous total axe 2</b>			<b>121 000 €</b>	<b>77 764 €</b>	
<b>TOTAL Montant Proposé AXE 1 + AXE 2 = 154 110 € + 77 764 €</b>				<b>229 482 €</b>	
N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION SOLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/NON
<b>Axe 3 : Prévention des conduites à risques</b>					
2021_00313	École des Parents et des Educateurs	Prévention des conduites à risques chez les jeunes et prévention du décrochage scolaire - Aix-en-Provence	4 000 €	4 000 €	OUI
2021_00320	École des Parents et des Educateurs	Permanence d'une psychologue - Venelles	3 000 €	2 250 €	OUI
2021_00314	École des Parents et des Educateurs	Permanence d'une psychologue - Bouc-Bel-Air	9 500 €	8 100 €	OUI
2021_00315	École des Parents et des Educateurs	Prévention des conduites à risque et soutien aux familles - Bouc-Bel-Air	7 000 €	6 300 €	OUI
2021_00316	École des Parents et des Educateurs	Permanence d'une psychologue - Les-Pennes-Mirabeau	3 000 €	3 000 €	OUI

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION SOLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/NON
2021_00318	École des Parents et des Educateurs	Passage en 6 <sup>ème</sup> - Les-Pennes-Mirabeau	2 000 €	2 000 €	OUI
2021_00319	École des Parents et des Educateurs	Lutte contre l'absentéisme scolaire prolongé - Pertuis	5 000 €	2 500 €	OUI
2021_00891	Parler pour Renaitre	Action de sensibilisation sur les violences conjugales - Aix-en-Provence - Gardanne - Les-Pennes-Mirabeau - Vitrolles - Pertuis	7 500 €	4 000 €	NON
2021_00771	BUS 31/32	Santé festive et Maraudeurs - Aix-en-Provence	6 000 €	6 000 €	NON
<b>Sous Total axe 3</b>			<b>47 000 €</b>	<b>38 150 €</b>	
<b>Total Montant Proposé AXE 1 + AXE 2 + AXE 3 = 154 110 € + 77 764 € + 38 150 €</b>				<b>267 632 €</b>	

La participation du Territoire du Pays d'Aix au financement des soixante-et-un projets déposés et retenus dans le cadre du champ d'intervention du Territoire en matière de prévention de la délinquance, s'élève à 267 632 €.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention et celles comprises entre 5 000 € et 23 000 €, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 22 juin 2006 ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Aménagement et Urbanisme du 12 mai 2021.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix propose le financement de soixante-et-un projets au titre de sa compétence en matière de prévention de la délinquance.
- Que ces soixante-et-un projets ont fait l'objet d'un avis favorable pour un financement du Territoire du Pays d'Aix au motif qu'ils s'inscrivent dans le champ d'intervention du Territoire en matière de prévention de la délinquance tel que défini par la délibération cadre n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la Communauté

d'Agglomération du Pays d'Aix du 22 juin 2006.

- Que le montant total de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix pour les soixante-et-un projets est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont attribuées des subventions pour un montant total de 267 632 € répartis comme indiqué dans le tableau ci-dessus aux bénéficiaires suivants :

- ACCUEIL ET INFORMATION DE TOUS LES ETRANGERS (AITE)
- ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)
- SOS FEMMES 13
- APERS
- ASSOCIATION RUP ŒUVRE DES PRISONS
- CDAD 13
- ADDAP 13
- CAFC LA RECAMPADO
- RESONANCES
- ASSOCIATION OBJECTIF COMPETENCES DE DEMAIN
- ASSOCIATION ARTMONID
- POMPIERS SANS FRONTIERE
- ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS
- ASSOCIATION PARLER POUR RENAITRE
- ASSOCIATION BUS 31/32

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 420.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 208**

**Approbation de la convention avec l'opérateur DUNES pour la mise en œuvre du dispositif de médiation sociale Ville bailleurs sociaux de Vitrolles**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, la Ville de Vitrolles et les bailleurs sociaux du Territoire ont souhaité s'engager, dès 2013, dans un dispositif de médiation sociale partenarial et inter-bailleurs.

Un diagnostic partagé avait fait apparaître un besoin de médiation sociale sur le parc social et sur l'espace public, en complément des dispositifs de médiation sociale existants, notamment aux abords des établissements scolaires secondaires.

Forts de ce diagnostic commun, la Ville, les bailleurs sociaux et l'État ont collectivement élaboré un cahier des charges de la « médiation sociale Ville bailleurs » pour Vitrolles, définissant les missions, les territoires et les modalités d'intervention des médiateurs et les moyens alloués au dispositif.

En réponse à l'appel à projet 2021 du contrat de Ville du Pays d'Aix, l'association DUNES a proposé la mise en place d'un dispositif de médiation sociale répondant aux enjeux mis en avant par les pouvoirs publics et participant à la stratégie d'approche globale déployée dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (ci-après CLSPD) de Vitrolles.

Lors d'un jury réunissant le 24 novembre 2020 l'ensemble des bailleurs sociaux de la Commune, la Ville de Vitrolles, la Direction Politique de la Ville du Territoire et des représentants de la Préfète de Police et de la Préfète Déléguée à l'Egalité des Chances, ce projet a été retenu comme répondant aux priorités et aux attentes des financeurs de la Médiation Sociale Ville Bailleurs de Vitrolles :

- ✓ Réguler les conflits d'usage sur l'espace public et dans les parties communes ;
- ✓ Orienter et accompagner les habitants vers les services ad hoc (bailleurs, services sociaux, Maison du Droit, éducateurs spécialisés, structures de proximité, etc.) ;
- ✓ Faciliter la résolution des conflits de voisinage ;
- ✓ Lutter contre les incivilités par un travail pédagogique et explicatif ;
- ✓ Faciliter l'appropriation positive par les habitants des espaces partagés (notamment dans le cadre des opérations de renouvellement ou de requalification) et

la restauration du lien social en lien avec les partenaires locaux ;

- ✓ Actualiser en continu le diagnostic des points de tensions sociale et incivilités de la Commune, notamment au sein de la cellule de veille du CLSPD ;
- ✓ Améliorer la fonction de veille technique des médiateurs en faisant remonter de façon plus rapide les dysfonctionnements repérés, dans le respect des compétences des gardiens, et des services municipaux.

La présente convention définit le cadre d'intervention de la médiation sociale Ville – bailleurs (MSVB) menée par l'association DUNES sur la Commune de Vitrolles pour l'année 2021.

Le Territoire du Pays d'Aix est partenaire de cette action depuis 2013 et accompagnait ce projet, initialement conduit par l'association Adelines, à hauteur de 34 000 euros. En 2015, dans le cadre du transfert des charges de subventions aux communes, cette action a été transférée pour ce montant.

Aujourd'hui, le porteur associatif est remplacé par DUNES. Il est donc proposé de confirmer ce nouveau partenariat et de signer la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A125 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 10 juillet 2015, relatif au transfert des subventions aux associations vers les communes membres de la CPA ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Aménagement et Urbanisme du 12 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix soutient les dispositifs de médiation sociale.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention avec l'opérateur DUNES pour la mise en œuvre du dispositif de médiation sociale ville bailleurs de Vitrolles ci-annexée.

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Habitat et aménagement du territoire – Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

### 2021\_CT2\_209

**AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune de Venelles sur le site "Venelles Centre-ville"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Venelles, l'Etablissement Public Foncier PACA (ci-après l'EPF) et la Métropole ont signé une convention d'intervention foncière le 27 février 2020 appelée « Venelles Centre-ville » portant sur environ 2 hectares.

Le site, objet de la convention, traversé par la voie structurante principale de la Commune (ancienne route des Alpes) à proximité immédiate des commerces, équipements et services publics (mairie, poste, écoles...), présente des capacités d'évolution intéressantes. La Commune propriétaire d'environ 10 000m<sup>2</sup> envisage ce secteur comme un espace de renouvellement urbain avec une volonté de requalifier les espaces publics.

Dans cette optique, l'EPF a d'ores et déjà fait l'acquisition d'environ 2 500 m<sup>2</sup> pour un montant de 1 499 000 euros.

Quatre parcelles supplémentaires bordant l'allée du parc ont été identifiées comme présentant des enjeux de par leurs localisations et leurs potentiels de densification. Représentant une surface totale de 3 411 m<sup>2</sup>, les parcelles AO 161, 162, 163 et 164 sont donc à intégrer dans le périmètre de la convention « Venelles Centre-ville ».

Les modalités juridiques et financières de la convention demeurent inchangées. La garantie de rachat reste fixée à 6 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°URB 007-7378/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant la convention d'intervention foncière en opération d'ensemble en phase impulsion réalisation avec l'EPF PACA et la Commune de Venelle sur le site « Venelles Centre-ville » ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**  
**Considérant**

- L'intérêt d'une opération de requalification et densification en centre-ville de Venelles.
- Les possibilités de densification et la localisation des nouvelles parcelles à intégrer.
- La nécessité d'assurer la maîtrise et le portage du foncier pour la mise en œuvre.

## Délibère

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière « Venelles centre-ville » conclue avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Venelles ci-annexé.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 210**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°5 à la convention d'intervention foncière conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune de Vitrolles - Secteur Aymards – Couperigne - Estroublans**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier « Aymards-Couperigne-Estroublans » situé à l'ouest de la Commune de Vitrolles, aux abords de la gare de Vitrolles et de l'aéroport, représente un espace de renouvellement urbain stratégique pour la collectivité.

Ce secteur est le support de l'opération d'aménagement Cap Horizon, déclarée d'intérêt communautaire en mars 2013, laquelle poursuit un double objectif : d'une part, le développement d'une offre économique attractive nouvelle et d'autre part, la réalisation d'un programme d'équipements publics, d'accessibilité et desserte afin d'améliorer les mobilités à l'échelle d'un bassin de vie. Plus précisément, cette opération de requalification urbaine vise à :

- créer, en cœur de projet, un véritable pôle d'échanges multimodal, connecté au tissu économique et à la vie locale ;
- requalifier la zone d'activités des Estroublans autour du pôle d'échanges, afin d'élargir son positionnement économique à l'échelle métropolitaine ;
- réaménager la zone d'activités de Couperigne et permettre son utilisation optimale.

La Communauté du Pays d'Aix, la Commune de Vitrolles et l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) ont signé en juin 2013 une convention d'intervention foncière sur le secteur afin que l'opérateur engage une démarche de veille et de maîtrise foncière. Cette convention a depuis fait l'objet de quatre avenants pour répondre aux évolutions et aux enjeux du projet Cap Horizon : Le premier en date du 20 mai 2015 est intervenu afin d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 10 millions d'euros supplémentaires et de recalculer le périmètre projet d'intervention.

Le deuxième en date du 30 juillet 2015 a eu pour objet de prolonger la durée de cette convention jusqu'au 31 décembre 2021 et d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique.

Le troisième en date du 31 mars 2017 est intervenu afin d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 10 millions d'euros suite à l'obtention de l'estimation sommaire et globale de la déclaration d'utilité publique portant l'engagement global à 40 millions d'euros.

Le quatrième en date du 22 février 2019 a permis d'intégrer la possibilité offerte à l'opérateur foncier de déduire du prix de revient les recettes locatives des biens occupés par des locataires.

A ce jour, les négociations amiables conduites depuis l'origine par l'Etablissement Public Foncier ont permis d'acquérir environ 33 hectares de foncier pour 25,9 millions d'euros. Une partie de ce foncier a déjà fait l'objet de revente pour un montant de 16,5 millions d'euros.

Au 31 mars 2021, le stock foncier de l'EPF représente environ 8,5 millions d'euros frais de portage inclus. Des recettes locatives ont été encaissées à hauteur de 245 000 euros. Celles-ci viendront en déduction du prix de revient de l'EPF ainsi que celles qui seront encaissées jusqu'à la cession des biens générant les recettes.

Sur le plan procédural, l'engagement de la phase judiciaire de la déclaration d'utilité publique, dont l'arrêté a été délivré le 21 février 2019, vise une maîtrise complète du site envisagée au plus tard fin 2023. Le foncier restant à acquérir, soit 11 hectares, est évalué à près de 23 millions d'euros, frais de portage et aléas judiciaires inclus. Il s'agit de tènements complexes, constitués uniquement de terrains bâtis et occupés nécessitant des évictions commerciales conséquentes. Egalement, la déclaration d'utilité publique ayant été prononcée, des frais de remploi et de procédure viennent s'ajouter aux montants d'acquisitions.

Par ailleurs, le mode de conventionnement avec l'EPF PACA et les engagements financiers attachés aux conventions ont évolué. Ils correspondent désormais à la capacité maximale d'engagement financier sur l'ensemble d'une opération, autrement dit, au stock de foncier maximal que pourrait détenir l'EPF PACA, sans déduire les parcelles qui auraient déjà été revendues au cours de l'opération.

Aussi, il est donc nécessaire, au regard du montant prévisionnel d'acquisition d'augmenter l'engagement financier de 10 millions d'euros pour porter le montant total de la convention à 50 millions d'euros. Il est également proposé de prolonger la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2024, pour l'aligner sur la durée de validité de l'arrêté de déclaration d'utilité publique et d'actualiser les modalités de détermination du prix de cession conformément au Programme Pluriannuel d'Intervention 2021-2025 de l'EPF PACA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2012\_A254 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 déclarant d'intérêt communautaire le périmètre Aymards/Couperigne/Estroublans ;
- La délibération n°2013\_A021 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 approuvant la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°2015\_A028 du Conseil communautaire de la CPA du 12 mars 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°2015\_A133 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°URB 024-1428/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, approuvant l'avenant n°3 à la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille Provence, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;
- La délibération n°URB 017-4772/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre

2018 approuvant l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille Provence, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles ;

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire**  
**Rapporteur,**  
**Considérant**

- Qu'il convient de donner capacité à l'EPF PACA de poursuivre la maîtrise foncière des tènements fonciers nécessaires à l'opération d'aménagement Cap Horizon à Vitrolles.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°5 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Vitrolles, ci-annexé.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# Habitat et aménagement du territoire – PLU, PLUi et urbanisme

## 2021 CT2 211

### **AVIS - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire du Pays d'Aix - Compléments aux modalités de concertation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°URB 002-8841/18/CM en date du 18 mai 2018, le Conseil de la Métropole a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire du Pays d'Aix, a défini ses objectifs et les modalités de concertation.

Par délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a défini la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Les modalités de concertation ainsi délibérées prévoyaient notamment l'organisation de réunions publiques à deux étapes de la procédure à savoir :

- Présentation du diagnostic et du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- Présentation de l'avant-projet de PLUi.

Toutefois, la persistance à ce jour de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 et les restrictions et interdictions de rassemblement qui ont été édictées pour combattre celle-ci sont susceptibles, si elles demeurent à l'avenir en vigueur, de faire obstacle au rassemblement physique des participants à de telles réunions.

Il est en conséquence proposé de compléter les modalités de concertation fixées par la délibération précitée de manière à prévoir que les réunions publiques qui seront organisées dans le cadre du PLUi puissent, si nécessaire, l'être de manière dématérialisée, notamment par une solution de type visioconférence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°202-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- La loi n°2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;
- La délibération cadre n°URB 001-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018, définissant la répartition des compétences relatives à la procédure d'élaboration des PLUi (Plan Locaux d'Urbanisme Intercommunaux) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 002-8841/18/CM en date du 18 mai 2018, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire du Pays d'Aix, définissant ses objectifs et les modalités de concertation ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que la persistance des restrictions et interdictions de rassemblement liées à la pandémie de COVID-19 nécessite de prévoir la possibilité de recourir à des modalités dématérialisées de tenue des réunions publiques organisées au titre de la concertation dans le cadre de l'élaboration du PLUi du Territoire du Pays d'Aix.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée, sur le point suivant, la modification des modalités de concertation définies par la délibération n° URB 002-8841/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 :

Dans le cadre de la concertation complémentaire menée pour l'élaboration du PLUi du Territoire du Pays d'Aix, les réunions publiques pourront être organisées de manière dématérialisée, notamment par une solution de type visioconférence.

## **Article 2 :**

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et dans les 36 communes du Territoire du Pays d'Aix.
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 212**

### **AVIS - Règlement Local de Publicité Intercommunal du Territoire du Pays d'Aix - Compléments aux modalités de concertation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°URBA 017-8367/20/CM en date du 31 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a prescrit l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) du Territoire du Pays d'Aix, a défini ses objectifs et les modalités de concertation. Par délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a défini la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Les modalités de concertation ainsi délibérées prévoyaient notamment l'organisation de réunions

publiques pour présenter le projet de RLPi préalablement à l'arrêt du projet.

Toutefois, la persistance à ce jour de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 et les restrictions et interdictions de rassemblement qui ont été édictées pour combattre celle-ci sont susceptibles, si elles demeurent à l'avenir en vigueur, de faire obstacle au rassemblement physique des participants à de telles réunions.

Il est en conséquence proposé de compléter les modalités de concertation fixées par la délibération précitée de manière à prévoir que les réunions publiques qui seront organisées dans le cadre du RLPi puissent, si nécessaire, l'être de manière dématérialisée, notamment par une solution de type visioconférence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°202-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- La loi n°2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;
- La délibération n°URBA 017-8367/20/CM en date du 31 juillet 2020, prescrivant l'élaboration du RLPi du Territoire du Pays d'Aix, définissant ses objectifs et les modalités de concertation ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 a défini la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que la persistance des restrictions et interdictions de rassemblement liées à la pandémie de COVID-19 nécessite de prévoir la possibilité de recourir à des modalités dématérialisées de tenue des réunions publiques organisées au titre de la concertation dans le cadre de l'élaboration du RLPi du Territoire du Pays d'Aix.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée, sur le point suivant, la modification des modalités de concertation définies par la délibération n°URBA 017-8367/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020.

Dans le cadre de la concertation complémentaire menée pour l'élaboration du RLPi du Territoire du Pays d'Aix, les réunions publiques pourront être organisées de manière dématérialisée, notamment par une solution de type visioconférence.

### Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et dans les 36 communes du Territoire du Pays d'Aix.
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 213

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Venelles - Révision générale - Bilan de la concertation et arrêt du projet**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2016-138AT, le Conseil Municipal de la Commune de Venelles a approuvé son Plan Local d'Urbanisme, remplaçant ainsi le Plan d'Occupation des Sols datant de 1981 et qui était, par la force des choses, devenu obsolète.

Dans la même séance, le Conseil Municipal a prescrit la révision du PLU approuvé, et débattu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Si le travail effectué dans le cadre du précédent PLU a permis de mettre en exergue des enjeux de territoire et des objectifs de développement communaux, il a été demandé à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix, en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, d'avoir un œil critique sur les potentialités d'accueil de la zone d'activités en termes de logements, et de déterminer si le principe de mixité fonctionnelle autorisé par le règlement de la zone UE, sur l'ensemble de la zone, ne risquait pas, à terme, de mettre l'emploi en péril au travers d'une mutation de la zone d'activités en une zone à dominante habitat.

Le risque étant avéré, il convenait donc d'adapter le document d'urbanisme à cette réalité, en réécrivant le règlement de la zone UE, et en créant des sous-secteurs dans lesquels l'habitat serait interdit.

Les sous-secteurs ont été créés par la modification n°1 approuvée le 27 Juin 2017 par délibération du Conseil Municipal n°D2017-75AT.

En ce qui concerne la zone urbaine, il convenait de modifier les règlements des zones UD qui, du fait de la suppression du COS étaient devenus trop permissifs au regard de la densité urbaine prévue au PLU.

Ces modifications ont également été adoptées par la modification n°2 approuvée le 27 juin 2017 par délibération du Conseil Municipal n°D2017-75AT.

En parallèle, l'étude d'un éventuel redécoupage des zones AU a été conduite par l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix (AUPA), afin d'optimiser la consommation d'espace, notamment au niveau de l'OAP dite « des Figueirasses » et de l'OAP « Des Faurys ».

Pour rappel, la délibération du Conseil Municipal n°2016-139AT du 11 Juillet 2016 prescrivant la révision générale du PLU énonçait les objectifs de

la révision et les modalités de la concertation. Les objectifs poursuivis par la Commune en révisant son PLU étaient les suivants :

- Adapter le document d'urbanisme afin d'accompagner et maîtriser la croissance démographique, tout en économisant l'espace ;
- Préserver, développer, voire diversifier l'emploi sur la Commune en encourageant le développement et l'innovation économique ainsi que l'emploi dans une optique raisonnée préservant et renforçant la diversité des acteurs et des secteurs d'activités ;
- développer l'urbanisation de façon maîtrisée et harmonieuse par la densification du tissu urbain, tout en maîtrisant les emprises au sol et les hauteurs, dans le respect de l'existant, sans bouleverser le patrimoine naturel de Venelles et en tenant compte d'une évolution budgétairement et techniquement soutenable des infrastructures et bâtiments publics (écoles, voies, équipements d'assainissement, réseaux d'eaux potable, usée et pluviale, structures d'accueil de la petite enfance et des seniors...) ;
- Faciliter les déplacements sur le territoire ;
- Préserver les espaces sensibles et réorganiser une trame verte et bleue dans le tissu urbain lors de son renouvellement.

Pour mener à bien cette procédure d'élaboration du projet de PLU jusqu'à son arrêt, les modalités de concertation visant à associer les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées étaient définies comme suit :

- Information par voie de presse (rubrique locale) au démarrage de la procédure ;
- Ouverture d'un registre ou cahier, mis à disposition en l'Hôtel de Ville aux heures d'ouverture des bureaux, destiné à ce que le public y consigne ses observations, avis ou idées ;
- Organisation d'au moins deux réunions publiques d'information en vue de présenter à la population les contraintes générales s'imposant à Venelles, les orientations d'aménagement et les principes d'urbanisme envisagés (PADD) et le projet de zonage. Ces réunions seront ouvertes à toutes personnes intéressées, averties de leur tenue par voie d'affichage et par les moyens de communication institutionnels municipaux (bulletins, site internet, panneaux lumineux, presse locale...) ;
- Installation d'une exposition sous forme de panneaux dans les locaux de l'Hôtel de Ville, accessible au public aux heures d'ouverture des bureaux ;
- Organisation de permanences d'élus ou de techniciens au fur et à mesure de l'avancement des études et de la définition du projet ;
- Organisation d'un débat en Conseil Municipal sur les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;

- Adoption d'une délibération par le Conseil Municipal tirant le bilan de la concertation et arrêtant simultanément le projet ;

Lors de la séance du Conseil Municipal du 11 Juillet 2016, les orientations générales du PADD ont été débattues, conformément aux articles L.153-12 et L.153-33 du Code de l'Urbanisme :

- **Axe 1** : Un développement quantitatif à maîtriser ...
  - Objectif 1 : en contenant/équilibrant l'extension urbaine,
  - Objectif 2 : en maîtrisant le développement de l'habitat,
  - Objectif 3 : en maintenant / développant l'emploi et en encourageant l'innovation économique,
- **Axe 2** : ... sous certaines conditions
  - Objectif 4 : en développant les équipements et les infrastructures,
  - Objectif 5 : en protégeant les espaces naturels et en faisant « entrer » la trame verte et bleue en ville,
  - Objectif 6 : en sécurisant le territoire face aux risques (inondations, incendie, ...).

La mise en œuvre des modalités de concertation :

*1/ La mise en révision du PLU a été annoncée dans les éditions de La Provence du 21 Juillet 2016 et de la Marseillaise du 21 Juillet 2016.*

*2/ Un registre a été mis à disposition du public au service de l'urbanisme et ce sans discontinuité à partir du 11 Juillet 2016.*

*3/ Quatre réunions publiques ont été organisées afin de présenter le diagnostic, le PADD puis le projet de zonage à la population, en date des 22 Juin 2016, 25 Janvier 2017, 13 Novembre 2017 et 04 Décembre 2017.*

*4/ une exposition permanente accessible au public aux heures d'ouverture de la Mairie a été mise en place au premier étage de l'Hôtel de Ville dès la phase de diagnostic achevée. Cette exposition a été mise*

*à jour des documents relatifs au PADD, puis au projet de zonage.*

*5/ Les techniciens du service urbanisme de la Commune aux heures d'ouverture du service, l'architecte du CAUE lors de ses permanences du premier lundi de chaque mois, l'élus à l'urbanisme lors de ses permanences du lundi après-midi, ainsi que le Maire et le premier adjoint sur rendez-vous ont renseigné la population dès le début de la procédure.*

*6/ En parallèle, des articles et informations relatifs à l'avancée du PLU ont été proposés sur le site internet de la Commune, la revue municipale, et dans les journaux locaux, et les documents constitutifs du dossier de PLU mis en ligne au fur et à mesure de leur élaboration.*

*7/ Un sondage d'opinion a également été réalisé du 25 Décembre 2016 au 20 Janvier 2017, sondage publié et repris sur le site internet de la Commune.*

*8/ Deux réunions « de portée générale » ont été organisées avec les Personnes Publiques Associées à l'élaboration du PLU, ainsi qu'une réunion thématique « feu de forêt » à la demande des services de l'Etat.*

*9/ Des réunions du groupe de travail PLU composé d'élus de la majorité ainsi que d'élus de l'opposition municipale se sont également tenues.*

Cette concertation a suscité une large contribution de la population et de toutes les personnes qui se sont senties concernées par le projet. Une forte participation a pu être constatée lors des temps forts de cette concertation, notamment au travers du sondage d'opinion et des réunions publiques, qui ont été accueillis favorablement par la population.

Le Conseil Municipal a considéré que la concertation s'était donc déroulée de manière satisfaisante au regard des modalités définies dans la délibération n°D2016/139AT du 11 Juillet 2016.

Il a été proposé au Conseil Municipal d'examiner les nouvelles dispositions projetées du futur Plan Local d'Urbanisme, nouvelles dispositions traduisant le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Les principales évolutions apportées, dans le cadre de la concertation, aux documents en cours d'élaboration ont porté sur différents points dont les principaux sont :

- La prise en compte du risque feu de forêt
  - Il a été procédé à la mise à jour réglementaire de l'aléa inondation et à l'identification du risque feu de forêt.
- L'identification des trames vertes et bleues (TVB) et leur préservation, que ce soit dans les OAP (Faurys, Figueirasses, Font Trompette) ou au cœur de la zone d'activités.
  - Les TVB ont été reportées sur les documents graphiques sous la forme d'espaces verts urbains.
- La création d'un secteur agricole sensible en termes de paysages dans lequel le regroupement des constructions est imposé sans remettre en cause la constructibilité.
- La préservation du patrimoine bâti et non bâti de la Commune
  - Réalisation d'une étude par le CAUE pour la mise en place d'un cahier de recommandations, dont une première traduction a été intégrée à l'OAP « Zone d'activités ».

A l'issue de ce bilan de concertation, le projet de PLU a été arrêté une première fois par délibération n°D2017-166AT du Conseil Municipal le 19 décembre 2017.

Suite à la loi relative à la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, c'est la Métropole Aix Marseille Provence (MAMP) qui dispose de la compétence « Elaboration des documents d'urbanisme » et de ce fait, qui assure le suivi de l'ensemble des procédures d'élaborations, de révisions ou de modifications en cours sur l'aire métropolitaine, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par délibération n°D2017-167AT du 19 décembre 2017, la Commune de Venelles a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'elle poursuive la procédure de révision générale que la commune avait engagée.

Par délibération n°URB 008-3565/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de révision générale du Plan Local d'Urbanisme de Venelles. De ce fait, c'est la Métropole Aix-Marseille Provence qui a poursuivi la procédure de révision générale du PLU de la Commune de Venelles.

En parallèle, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conduit la modification n°3 du PLU qui portait sur :

- ✓ La correction d'une erreur de texte dans les dispositions particulières de la zone « 1AU » du règlement,
- ✓ La correction d'une erreur de texte dans les dispositions particulières de la zone « 2AU » du règlement,

- ✓ La correction d'une erreur de texte dans le caractère et la vocation de la zone « UC » du règlement,
- ✓ La correction d'une erreur matérielle dans les modalités d'application du règlement (Titre V), au regard de la hauteur et du retrait par rapport aux limites séparatives,
- ✓ La suppression de l'équipement hôtelier figurant dans les équipements de l'OAP « Michelons » au regard de la vocation de la zone,
- ✓ La modification du règlement des zones inondables (article 12) présent dans les dispositions générales du règlement,
- ✓ La modification des règles de calcul de l'emprise au sol par rapport aux piscines présentes dans l'article 6 des modalités d'applications du règlement (Titre V),
- ✓ La précision des modalités d'applications du règlement (Titre V) relative au retrait par rapport aux limites séparatives (article 5),
- ✓ La précision des règles d'implantation des locaux annexes de types boîtes à lettres, local à ordures ménagères, ... par rapport aux voies d'accès à l'article 10 des zones UA, UB, UC, UD, UE et 1AU,
- ✓ L'intégration du projet de Métro-express métropolitain dans les pièces de l'OAP « Allée des 4 Tours »,
- ✓ La précision des règles relatives aux clôtures en limite d'emprise publique et de voie à l'article 10 de la zone UD,
- ✓ L'évolution partielle du zonage UD2 en UD1 de l'îlot de l'Eglise,
- ✓ L'évolution partielle du zonage 1AUa en UD1 sur l'OAP des « Michelons » au regard des modifications apportées ci-avant, impactant l'OAP et le règlement de la zone 1AU.

Enfin, faisant suite à l'élaboration du cahier de recommandations architecturales urbaines et paysagères (CRAUP) sur la commune, cet outil d'accompagnement des porteurs de projets a été intégré aux annexes du PLU suite à la procédure de modification n°3, approuvée par la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération n°URB 014-7117/19/CM du 24 octobre 2019.

Le projet de PLU arrêté au titre de la procédure de révision générale a été transmis pour avis aux services de l'Etat, à la MRAE (Mission Régionale d'Autorité Environnementale), ainsi qu'à la CDPENAF (Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers.)

Si la CDPENAF a émis un avis favorable au projet de PLU arrêté, celui-ci était assorti de réserves. Le caractère conforme de cet avis imposait donc des modifications dont l'objet, voire l'importance, emportaient la nécessité d'un nouvel arrêt du projet de PLU et préalablement, l'organisation d'une nouvelle concertation.

En complément, l'Etat comme la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) ont également

chacun émis un avis après arrêt dont certaines recommandations doivent être prises en compte.

Dans cette optique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n° URBA 001-8672/20/CM en date du 15 octobre 2020, décidé de rouvrir la concertation sur les modifications apportées au projet de PLU de la Commune de Venelles, selon les modalités suivantes :

- 1) Annonce de la reprise de la concertation sur les évolutions à apporter au projet de PLU après arrêt dans deux journaux d'annonces légales,
- 2) Ouverture d'un registre à disposition du public au service urbanisme de la Commune de Venelles aux jours et heures d'ouverture dudit service,
- 3) Mise en ligne de l'évolution du dossier de PLU sur le site internet de la Métropole et sur le site internet de la Commune de Venelles,
- 4) Organisation d'une réunion publique de présentation des évolutions à apporter au projet de PLU.

Aux modalités de concertation délibérées dans ce cadre a été rajoutée la possibilité, du fait du contexte sanitaire lié au COVID 19, d'organiser la réunion publique en visioconférence par délibération de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URBA 008-9859/21/CM en date du 15 avril 2021.

#### Bilan de la concertation

La Métropole Aix-Marseille-Provence a mis des outils permettant d'informer le public mais lui permettant également de s'exprimer.

Ainsi, la mise en œuvre des modalités de concertation complémentaire, sur la période du 07 décembre 2020 au 07 mai 2021 inclus, fut la suivante :

1/ Annonce de la reprise de la concertation sur les évolutions à apporter au projet de PLU après arrêt dans les éditions de La Provence du jeudi 3 décembre 2020 et de la Marseillaise du jeudi 3 décembre 2020.

2/ Mise à disposition du public d'un registre au service de l'urbanisme de la Commune de Venelles aux heures d'ouverture dudit service, sans discontinuité,

3/ Mise en ligne sur le site internet de la Métropole ([www.agglo-paysdaix.fr](http://www.agglo-paysdaix.fr)) et sur le site internet de la Commune de Venelles ([www.venelles.fr](http://www.venelles.fr)) des évolutions apportées au dossier de PLU sans discontinuité,

4/ Tenue d'une réunion publique organisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en visioconférence le 27 avril 2021, annoncée dans la Provence des 21 et 22 avril 2021, sur les panneaux

d'information de la commune ainsi que sur les sites internet de la Commune de Venelles et de la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de présenter les modifications apportées au projet de PLU depuis l'arrêt du 19 décembre 2017.

En complément de ces modalités de concertation

5/ Affichage d'un avis de concertation en mairie centrale de Venelles (Place Marius Trucy – Rue des Ecoles – 13770 VENELLES), sur le site internet de la commune (([www.venelles.fr](http://www.venelles.fr)), sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix ([www.agglo-paysdaix.fr](http://www.agglo-paysdaix.fr)),

6/ Mise en place d'un registre numérique (<https://www.registre-numerique.fr/venelles-plu-rg-concertation>), du lundi 7 décembre 2020 au 07 mai 2021, sur lequel le public a pu consulter le dossier et en plus du registre papier, déposer ses observations,

7/ Mise à disposition d'une adresse électronique ([venelles-plu-rg-concertation@mail.registre-numerique.fr](mailto:venelles-plu-rg-concertation@mail.registre-numerique.fr)) destinée également à recueillir les observations du public du 07 décembre 2020 au 07 mai 2021.

8/ Publication d'un dossier « PLU révisé » dans le magazine communal « Venelles Mag » distribué sur la commune de Venelles,

9/ Organisation d'une réunion de quartier portant sur les secteurs de la Brianne et du Barry, les plus impactés par les évolutions apportées au projet de PLU, organisée par la Commune le 20 avril 2021.

10/ Organisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une réunion des personnes publiques associées à l'élaboration du PLU (PPA) le 27 avril 2021.

La fin de la concertation, annoncée dans la Provence du vendredi 23 avril 2021 (soit 14 jours avant la date de fin de concertation), a été fixée au 7 mai 2021.

#### Synthèse et analyse des remarques

Suite à la réouverture de la concertation, la Métropole Aix-Marseille-Provence, 13 observations ont été portées au registre de concertation papier disponible en Mairie de Venelles, de manière manuscrite ou par adjonction de courriers ou courriels, ainsi que 13 observations portées au registre de concertation numérique.

Les principales remarques ont porté sur :

- Les OAP du Barry et de la Brianne, certains souhaitant ouvrir le secteur à l'urbanisation, d'autres au contraire ne souhaitant pas y développer de nouveaux réseaux.
- Le quartier des Figueirasses pour lequel les avis sont partagés également entre ceux qui sont favorables à l'ouverture de la zone et ceux qui s'y opposent.

- Le secteur de Fontrompette où les riverains du hameau existant souhaitent le préserver, alors que d'autres propriétaires demandent l'ouverture à la construction de leurs terrains.
- La crête et le secteur des Faurys que certains souhaitent préserver et d'autres bâtir.
- Des demandes ponctuelles de modifications réglementaires ou de zonage (le Grand Puits et Chemin de Garenne notamment, situés hors des secteurs cités précédemment).

Les moyens de concertation et d'information déclinés ont permis d'informer les habitants et les acteurs du territoire et ont garanti la transparence et la démarche d'élaboration du projet.

L'ensemble des avis exprimés démontrent l'intérêt des habitants pour la préservation de leur cadre de vie. Ils ne remettent pas en cause le projet de révision générale du PLU de la commune de Venelles.

Il convient ainsi de dresser un bilan favorable de la concertation.

Il est donc proposé d'approuver ce bilan de la concertation et d'arrêter le projet de PLU qui se compose des pièces suivantes :

- Un rapport de présentation, comprenant une évaluation environnementale
- Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)
- Un règlement, des documents graphiques et une liste des emplacements réservés
- Des orientations d'aménagement et de programmation –(OAP)
- Des annexes.

Ce projet arrêté sera, par la suite, soumis à une enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération n° D2016-138AT du Conseil Municipal du 11 juillet 2016 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Venelles ;
- La délibération n°D2016-139AT du 11 juillet 2016, par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Venelles a engagé la révision de son Plan Local d'Urbanisme, attesté du débat sur les orientations générales du PADD et fixé les modalités de concertation ;
- La délibération n°D2017-166AT du 19 décembre 2017, par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Venelles a tiré le bilan de la concertation et arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°D2017-167AT du 19 décembre 2017, par laquelle le Conseil Municipal de commune de Venelles a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'elle poursuive la procédure de révision générale qu'elle avait engagée ;
- Les délibérations n°D2017-75AT du 27 juin 2017 et n°D2017-76AT du 27 juin 2017, par lesquelles le Conseil Municipal de la Commune de Venelles a approuvé les modifications n°1 et n°2 de son PLU ;
- La délibération cadre n°URB 005-3563/18/CM date du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, définissant la répartition des compétences relatives à la procédure de révision générale des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 014-7117/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019, approuvant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles ;
- La délibération n°URBA 001-8672/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020, décidant de rouvrir la concertation sur les modifications apportées au projet de PLU de la commune de Venelles ;
- La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, portant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URBA 008-9859/21/CM

du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021, prescrivant des modalités de concertation complémentaires du fait des conditions sanitaires liées au COVID 19 ;

- Le PLU de la commune de Venelles et ses évolutions successives en vigueur ;
- Le bilan de la concertation présenté ci-dessus ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,  
Considérant**

- Que le Conseil Municipal de la commune de Venelles a débattu des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) lors de sa séance du 11 juillet 2016 et que ces orientations sont conformes aux objectifs énoncés lors de la prescription de la révision générale du PLU (délibération n°D2016-139AT du 11 juillet 2016).
- Qu'un nouvel arrêt du projet, soumis à nouveau à concertation, a été rendu nécessaire par les réserves dont la CDPENAF a assorti son avis favorable et par la prise en compte des avis de l'Etat et de la MRAE ;
- Que les études d'urbanisme relatives à l'élaboration du PLU ont été achevées et que la concertation avec la population sur ces études et la définition progressive du contenu du projet de PLU ont été effectuées ; que cette concertation s'est déroulée de manière satisfaisante tant dans sa forme, au regard des modalités retenues dans la délibération du conseil municipal de la commune de Venelles n°D2016-139AT du 11 juillet 2016 ainsi que dans les délibérations de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URBA 001-8672/20/CM en date du 15 octobre 2020 et n°URBA 008-9859/21/CM en date du 15 avril 2021, que dans le fond au vu des avis émis par la population.
- Que les différentes Personnes qui doivent être associées ou consultées au cours de la procédure ont pu s'exprimer sur ces études et le projet de PLU et qu'ils ont pu faire part ainsi, dans leur domaine de compétences respectives, de leurs observations.
- Que le Conseil Métropolitain, dispose des informations nécessaires à la compréhension des objectifs, des dispositions et des incidences du projet de PLU ;
- Que le dossier du projet de PLU comprenant le Rapport de Présentation, le PADD, le règlement et ses documents graphiques, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, la

liste des emplacements réservés et des annexes, a été mis en forme.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le bilan de la concertation qui s'est déroulée pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Venelles.

### **Article 2 :**

Est arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est annexé à la présente délibération. Il sera soumis pour avis aux personnes publiques associées et à celles consultées à leur demande.

### **Article 3 :**

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et dans la Commune de Venelles.
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 214**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peynier – Modification n°2 - Abrogation de la délibération portant engagement de la modification n°2**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a défini la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le PLU de la Commune de Peynier, initialement approuvé le 21 mars 2017 par délibération du Conseil municipal n°98/2015, a fait l'objet des procédures suivantes :

- Modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil municipal n°2017/108 du 27 décembre 2017, afin notamment d'apporter des ajustements réglementaires en ce qui concerne les emprises au sol autorisées en zone UC et 1AUH, de clarifier des dispositions réglementaires et de rectifier des erreurs matérielles ;
- Modification n°1 approuvée le 15 octobre 2020 par délibération du Conseil de la Métropole n° URBA 002-8673/20/CM, portant correction d'erreurs matérielles relevées dans le positionnement d'Espaces Boisés Classés (EBC) et mise à jour des listes et emprises des emplacements réservés.

Parallèlement, la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aix a été prescrite le 18 mai 2018 par délibération du Conseil de la Métropole n°URB 002-3814/18/CM.

Le 28 novembre 2019, il a été procédé à un débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du projet de PLUi du Pays d'Aix devant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix ainsi qu'il est rapporté dans sa délibération n°2019\_CT2\_498 prise le jour-même.

Ce document d'urbanisme en cours d'élaboration à l'échelle du Pays d'Aix, qui englobe le territoire de la Commune de Peynier, a vocation à intégrer les objectifs de son PLU ainsi que des procédures d'évolution le concernant.

Pour autant, le Maire de Peynier a, par courrier en date du 16 septembre 2019, fait part à Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la nécessité d'engager une nouvelle procédure de modification du PLU en vigueur sur le territoire de sa commune.

Par délibération n° URB 009-7901/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a procédé à l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Peynier.

Au regard de ce qui précède, mais aussi de l'état d'avancement de ces deux procédures menées parallèlement, la poursuite de la procédure de modification n°2 du PLU de la Commune de Peynier n'apparaît plus justifiée.

En accord avec la Commune de Peynier, il est donc proposé l'abandon de la procédure de modification n°2 de son PLU et l'abrogation des actes afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, fixant la répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures de modification des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 002-3814/18/CM du 18 mai 2018 prescrivant la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aix ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 009-7901/19/CM du 19 décembre 2019 portant engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Peynier ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix n°2019\_CT2\_498 du 28 novembre 2019, rapportant le débat sur le PADD du projet de PLUi du Pays d'Aix qui s'est déroulé en son sein le même jour ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le PLU de la Commune de Peynier et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les objectifs poursuivis par la procédure de modification n°2 du PLU de la Commune de Peynier ont vocation à être pris en compte dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi du Pays d'Aix en cours.
- Qu'au vu de l'état d'avancement de chacune de ces procédures et de la superposition de leur calendrier prévisionnel respectif, il ne paraît pas opportun de poursuivre la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Peynier.
- L'accord, dans ces circonstances, de la Commune de Peynier sur l'abandon de ladite procédure.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'abandon de la procédure de modification n°2 du PLU de la Commune de Peynier.

##### **Article 2 :**

Est abrogée la délibération n° URB 009-7901/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 relative à l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la Commune de Peynier.

##### **Article 3 :**

Conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.553-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Peynier ;
- Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- La présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 215**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Mimet - Révision allégée n°1 - Abrogation partielle de la délibération portant engagement de la révision allégée**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a défini la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le PLU de la Commune de Mimet, initialement approuvé par délibération du Conseil municipal n°2017/1 du 13 mars 2017 a fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017/99 le 13 décembre 2017.

Par délibération n°URB 021-7913/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a délibéré pour :

- Abroger partiellement la délibération du Conseil de la Métropole n°URB010-3568/18/CM du 15 février 2018 en tant qu'elle poursuivait la procédure de révision

allégée n°1 du PLU de la Commune de Mimet engagée par délibération n° 2017/115 du Conseil municipal de la Commune de Mimet du 13 décembre 2017,

- Engager une nouvelle révision allégée n°1 qui intègre les nouveaux objets de ladite procédure.

Suite à la réalisation de l'état initial de l'environnement dans le cadre des études environnementales, le périmètre du secteur de projet a été réduit.

C'est pour cette raison que par courrier du 12 mars 2021, la Commune de Mimet a exprimé le souhait que cette procédure ne soit pas poursuivie, ce dont la Métropole Aix-Marseille-Provence propose de prendre acte par la présente délibération.

Il est donc proposé l'abandon de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de Mimet et l'abrogation des actes afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil municipal de la Commune de Mimet n°2017/1 du 13 mars 2017 approuvant le PLU ;
- La délibération du Conseil municipal de la Commune de Mimet n°2017/115 du 13 décembre 2017 prescrivant la révision allégée n°1 de son PLU ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 février 2018, fixant la répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dites de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 021-7913/19/CM du 19 décembre 2019 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la Commune de Mimet ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le courrier du 12 mars 2021 du Maire de Mimet ;

- Le PLU de la Commune de Mimet et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- La délibération n°URB 021-7913/19/CM du Conseil de Métropole 19 décembre 2019 abrogeant partiellement la délibération du Conseil de la Métropole n°URB 010-3568/18/CM du 15 février 2018 en tant qu'elle poursuivait la procédure de révision alléguée n°1 du PLU de la Commune de Mimet engagée par délibération n° 2017/115 du Conseil municipal du 13 décembre 2017.
- Le courrier du maire de Mimet sollicitant l'abandon de la procédure de révision alléguée n°1 du PLU de la Commune.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est pris acte de la demande formelle de la Commune de Mimet exprimée par courrier de son Maire sollicitant la renonciation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à poursuivre la procédure de révision alléguée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme et approuvé l'abandon de ladite procédure.

**Article 2 :**

Est abrogée partiellement la délibération n°URB 021-7913/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 en ce qu'elle engageait la procédure de révision alléguée n°1 du PLU de la Commune de Mimet.

**Article 3 :**

Conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.553-21 du Code de l'urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Mimet ;
- Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- La présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 216**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Simiane-Collongue - Modification n°3 - Approbation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole a défini la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le Plan Local d'Urbanisme (ci-après PLU) de la Commune de Simiane-Collongue a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 8 octobre 2013.

Ce Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet, par la suite, d'une modification n°1 approuvée par délibération du Conseil municipal du 29 septembre 2015 et d'une modification n°2 approuvée par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2016.

Il est rappelé qu'une mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure de déclaration de projet n°1 sur le secteur dit « des Frênes » a été approuvée par délibération n°URB 10-7902/19/CM du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.

La Cour administrative d'appel de Marseille, par décision du 19 juillet 2018, a annulé la décision implicite par laquelle le Maire de Simiane-Collongue

a refusé de faire droit à la demande du requérant en tant qu'il a refusé de mettre à l'ordre du jour du Conseil municipal la réglementation dans la zone AU, de l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux limites séparatives, réformant sur ce point le jugement du Tribunal Administratif de Marseille du 20 novembre 2017.

Ainsi, comme l'indique l'arrêt de la Cour, dans son article 3 :

*« Il est enjoint au maire de Simiane-Collongue de convoquer le conseil municipal, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêt, afin de réglementer, dans la zone AU du plan local d'urbanisme, l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux limites séparatives ».*

Ce projet de modification n°3 a donc pour objectif de réglementer, dans la zone AU, l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux limites séparatives. Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites en conséquence.

Suite à l'arrêt n°18MA00290 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 19 juillet 2018 enjoignant de modifier le PLU de Simiane-Collongue et en cohérence avec l'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix émis par délibération le 12 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n° URB 011-7903/19/CM du 19 décembre 2019, a sollicité la Présidente de la Métropole afin qu'elle procède à l'engagement de la procédure de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a par la suite pris l'arrêt n°20/239/CM du 10 septembre 2020 prescrivant la procédure de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue.

Au vu des objectifs énoncés ci-dessus, il est proposé, dans le cadre du projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue, d'adapter et de modifier le règlement du PLU en vigueur pour tirer les conséquences de l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille.

Les évolutions proposées dans le cadre du projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue relèvent bien du champ d'application de cette procédure tel que le prévoit le Code de l'urbanisme. En effet, ce projet de modification ne remet pas en cause l'économie générale du PLU en vigueur, n'a pas non plus pour effet de réduire un espace boisé classé ou une protection édictée en raison de la valeur agricole des terres, des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, et, ne comporte pas non plus de graves risques de nuisances.

## **La saisine de la MRAe**

Conformément au chapitre IV du titre préliminaire du livre Ier de la partie réglementaire du Code de l'urbanisme, le projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue a fait l'objet d'un examen au cas par cas. Dans sa décision n° CU-2020-2726 du 08 décembre 2020, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a confirmé que ce dossier n'était pas soumis à évaluation environnementale.

## **La notification du projet et les avis émis**

En application des dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°3 du PLU de Simiane-Collongue a fait l'objet d'une notification aux personnes publiques associées et consultées le 22 mars 2021, soit préalablement à l'ouverture de l'enquête publique.

Suite à la notification du projet de modification n°3 du PLU de Simiane-Collongue, aucune personne publique associée n'a répondu.

## **L'enquête publique**

Conformément à l'arrêt 21\_CT2\_003 du 12 mars 2021 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix le projet de modification n°3 du PLU de Simiane-Collongue a été soumis à enquête publique du 6 avril 2021 au 23 avril 2021, soit pendant 18 jours consécutifs.

Un avis faisant connaître l'ouverture et les modalités de cette enquête publique a été publié :

- Par voie d'affiches au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et à l'Hôtel de Ville de Simiane-Collongue, 15 jours avant le début de l'enquête ; et,
- Dans les journaux La Provence, des 22 mars et 13 avril 2021 et La Marseillaise, des 20 mars et 7 avril 2021.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête ont été tenus à la disposition du public :

- En un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, situé au service Urbanisme et Grand Travaux de la mairie de Simiane-Collongue - Hôtel de ville, Place le Sévigné 13109, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et 13h30 à 17h, hors jours fériés,
- Sous forme dématérialisée, à toute heure, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/simiane-plu-m3-ep>

Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique a dûment été mis à la disposition du public au siège de l'enquête, à ses jours et heures d'ouverture au public.

Ce dossier d'enquête publique comportait les éléments suivants :

- La note de présentation prévue à l'article R.123-8-2e du Code de l'environnement incluant la mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure de modification de PLU considérée, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'approbation,
- Le projet du dossier de modification n° 3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue ;
- La décision n°CU-2020-2726 émise le 8 décembre 2020 par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale suite à un examen au cas par cas confirmant que le projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue n'est pas soumis à évaluation environnementale,
- Les avis émis sur le projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue le cas échéant.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales, au service Urbanisme et Grand Travaux de la mairie de Simiane-Collongue sis à l'adresse susmentionnée, aux dates et heures suivantes :

- Le mardi 6 avril 2021
  - En présentiel et **sans prise de rendez-vous** : de 09H00 à 12H00
- Le mercredi 7 avril 2021
  - En permanence téléphonique, **sur rendez-vous** : 16H00 à 19H00 (soit 6 permanences téléphoniques d'une durée de 20 minutes chacune).
- Le mercredi 14 avril 2021
  - En permanence téléphonique, **sur rendez-vous** : 16H00 à 19H00 (soit 6 permanences téléphoniques d'une durée de 20 minutes chacune).
- Le vendredi 23 avril 2021
  - En présentiel et **sans prise de rendez-vous** : de 13H30 à 16H30

Dans son procès-verbal de synthèse du 24 avril 2021, le commissaire enquêteur fait état d'une observation.

Le commissaire enquêteur a noté que 5 personnes s'étaient manifestées, 4 s'étant présentées physiquement aux permanences et 1 par courriel sur le registre numérique dont :

- 3 visites sans observations ;
- 1 visite consignée sur le registre papier tenu en Mairie ;
- 1 observation consignée sur le registre numérique.

Les 2 visites ci-dessus n'ont pas été traitées car hors sujet de la présente enquête publique.

Le relevé des statistiques du site « registre Numérique » fait part de 45 visiteurs et 38 téléchargements de documents et d'1 observation déposée (non traitée car hors sujet).

La lettre tenant lieu de mémoire en réponse a été transmis au commissaire enquêteur le 7 mai 2021. En effet, le PV de synthèse du commissaire enquêteur n'a pas appelé de réponse de la part de Métropole.

Dans son rapport et ses conclusions du 18 mai 2021, Monsieur Beaugier, commissaire enquêteur estime que le projet de modification n°3 :

- Répond à l'injonction de la Cour Administrative d'Appel de de Marseille n°18MA00290 du 19 juillet 2018,
- Permet une meilleure organisation spatiale des zones,
- Par le retrait des constructions (par rapport aux voies, aux emprises publiques et aux limites séparatives) permettra de limiter les conflits, de faciliter les entretiens des abords, de faciliter les accès et de fluidifier la circulation.

Le commissaire enquêteur émet donc un avis favorable.

Il n'y a pas lieu d'apporter des modifications mineures au projet de modification n°3 du PLU de la commune de Simiane-Collongue.

Préalablement à l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approbation de ce dossier, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a dûment procédé à la saisine pour avis de la commune de Simiane-Collongue en date du 19 mai 2021 sur la procédure de modification n°3 de son PLU.

Il convient de soumettre le projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue à l'approbation du Conseil de Métropole Aix-Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole n°007-3559/18/CM du 15 février 2018 portant sur la répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local

d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- L'arrêt n°18MA00290 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 19 juillet 2018 enjoignant de modifier le PLU de la Commune de Simiane-Collongue ;
- La délibération n°URB 011-7903/19/CM du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 relative à l'engagement de la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Simiane-Collongue ;
- La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, définissant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'arrêté n°20/239/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 10 septembre 2020 prescrivant la modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue ;
- La décision n°CU-2020-2726 rendue le 8 décembre 2020 par la Mission Régionale d'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, confirmant que le projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- La décision n°E2100009/13 du 4 février 2021 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Pierre BEAUGIER, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Les pièces du dossier soumis à enquête publique portant sur la modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue.
- L'avis favorable à la modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue émis par le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions motivées du 18 mai 2021 ;
- La saisine pour avis de la Commune de Simiane-Collongue sur la modification n°3 de son PLU par le Territoire du Pays d'Aix préalablement à l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de son approbation ;
- Le PLU de la Commune de Simiane-Collongue et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avis favorable du commissaire enquêteur sans réserve en date du 18 mai 2021.
- Que la Commune de Simiane-Collongue a dûment été saisie pour avis sur le projet de modification n°3 de son PLU préalablement

à l'inscription de son approbation à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Que le projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue est prêt à être approuvé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Simiane-Collongue, telle qu'annexée à la présente délibération.

**Article 2 :**

Conformément aux articles R.153-20, R.153-21 et R.153-22 Code de l'urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Simiane-Collongue ;
- Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales ; et,
- Fera, avec le dossier de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue qui y est annexé, l'objet d'une publication sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 du même code.

Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue peut être consulté.

**Article 3 :**

Le dossier de modification n°3 du PLU de la Commune de Simiane-Collongue, sera tenu à disposition du public au service Urbanisme et Grand Travaux de la mairie de Simiane-Collongue - Hôtel de ville, Place le Sévigné 13109, et à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix (Immeuble Le Quartz – 1<sup>er</sup> étage – 40, route de Galice - 13090 AIX-EN-PROVENCE), à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône à leurs jours et heures habituels d'ouverture au public respectifs.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 217**

**AVIS - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial sur la zone de projet Léon Arnoux à Pertuis entre la Métropole, la Commune, le Syndicat Durance Luberon et la Société SCCV Saint Roch**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 15 décembre 2015. Parmi les différents secteurs de développement de l'urbanisation définis au PLU figure la zone 1AU-a d'une superficie de 7,8 hectares située au lieu-dit « La Pie Sainte-Anne », au Sud-Est de l'enveloppe urbaine de Pertuis et en bordure de la rue Léon Arnoux. Ce secteur est également identifié dans le contrat de mixité sociale signé avec l'État.

La zone 1AU-a jouxte le quartier Léon Arnoux à dominante résidentielle qui s'est développé au cours des dernières décennies sous la forme d'habitat pavillonnaire.

Outre les conditions générales de desserte des terrains par les réseaux d'adduction en eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées, l'ouverture à l'urbanisation du secteur est subordonnée ou concomitante à la réalisation d'une voie de desserte permettant d'assurer un désenclavement du quartier au moyen d'une nouvelle voie reliant directement la rue Léon Arnoux au secteur de la gare ferroviaire de Pertuis.

Aussi, il a été décidé, afin de financer les équipements publics nécessaires à l'opération, d'instaurer un périmètre de PUP par délibération du Conseil de Métropole du 28 février 2019 sur la totalité de la zone 1AU-a, dit « PUP Léon Arnoux ».

Le montant du programme de travaux s'élève à 3 073 036 € HT sur l'ensemble du périmètre de PUP. En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme, le coût des travaux a été réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité, soit une participation d'environ 65 % du montant total des travaux à la charge des opérateurs. Les travaux ont démarré en 2020 ; la voie ainsi que les réseaux d'eaux et d'assainissement seront livrés fin 2021.

Une première convention de PUP sur le secteur Ouest, portant sur 4,64 ha signée en février 2019 avec la SCCV St Roch a permis la réalisation d'un programme d'environ 170 logements dont 60 logements locatifs sociaux, une trentaine de logements en accession sociale et environ 80 logements en accession libre. L'opérateur SCCV St Roch s'est acquitté d'une participation d'un montant de 1 337 651,50 € HT.

La présente convention porte sur le secteur Est totalisant 2 hectares compris dans le périmètre de PUP. Elle permettra la réalisation d'un programme réalisé par la SCCV St Roch, d'environ 77 logements, dont 36 logements sociaux et 41 logements en accession libre, ainsi qu'une crèche, soit environ 6 500 m² de surface de plancher pour le logement. Le montant de la participation de l'opérateur calculé conformément au plan de financement s'élèvera à 668 826 € HT.

Les tableaux présentant le programme des équipements publics, les maîtrises d'ouvrage, leur répartition financière sont joints à la convention de PUP ci annexée.

Les équipements publics relèvent de plusieurs maîtrises d'ouvrages, au regard des compétences respectives de chacun :

- La Commune de Pertuis, en ce qui concerne les aménagements de voirie et réseaux secs ;
- Le Syndicat Durance Luberon en ce qui concerne les réseaux d'adduction en eau potable et d'assainissement.

Ainsi chaque maître d'ouvrage percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics relevant de sa compétence. Les dépenses et les recettes liées au programme des équipements publics de ce PUP sont inscrites sur les budgets de la Commune de Pertuis et du Syndicat Durance Lubéron.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

En application de l'article L.332-6 du Code de l'urbanisme et du principe de non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas versée par l'opérateur, qui finance déjà le renforcement des réseaux d'eaux usées dans le cadre du PUP.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération de construction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 006-5504/19/CM du Conseil de Métropole du 28 février 2019 approuvant le périmètre du PUP Léon Arnoux à Pertuis, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement ;
- La convention ci-jointe.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la Commune de Pertuis.
- La nécessité de réaliser des travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Pertuis, le Syndicat Durance Lubéron et la société SCCV Saint-Roch pour la mise en œuvre sur le secteur Est du projet « Léon Arnoux » sur la Commune de Pertuis.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de PUP ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à sa mise en œuvre.

**Article 3 :**

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code d'urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole, de la mention de la signature de la convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 218**

**AVIS - Approbation de la convention d'adhésion de la commune de La Roque-d'Anthéron au programme national Petites Villes de Demain**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er octobre 2020 Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires, lance officiellement le nouveau programme phare de l'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT) Petites villes de demain (PVD), la volonté est d'accompagner 1000 territoires.

Ce programme « Petites villes de Demain » vise à donner aux élus des communes de moins de 20 000 habitants, et leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques.

Il ambitionne de répondre à l'émergence des nouvelles problématiques sociales et économiques, et de participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement. Le programme doit ainsi permettre d'accélérer la transformation des petites villes pour répondre aux enjeux actuels et futurs, et en faire des territoires démonstrateurs des solutions inventées au niveau local.

Il traduit la volonté de l'Etat de donner à ces territoires la capacité de définir et de mettre en œuvre leur projet de territoire, de simplifier l'accès aux aides de toute nature, et de favoriser l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre les parties prenantes du programme.

La nécessité de conforter efficacement et durablement le développement des territoires couverts par le programme « Petites villes de Demain » appelle à une intervention coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués. Pour répondre à ces ambitions, « Petites villes de Demain » est un cadre d'action conçu pour accueillir toutes formes de contributions, au-delà de celles de l'Etat et des

partenaires financiers du programme (les ministères, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), la Banque des Territoires, l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), CEREMA, l'Agence de la transition écologique (ADEME)).

Le programme, piloté par l'ANCT, est déployé sur l'ensemble du territoire national et il est décliné et adapté localement. Après une réunion de concertation organisée par la Préfecture le 8 octobre 2020, neuf communes ont été retenues par le Préfet des Bouches-du-Rhône dont six au sein de la Métropole.

Ces communes sont :

- Berre-l'Etang
- La Roque d'Anthéron
- Lambesc
- Port-Saint-Louis du Rhône
- Senas
- Trets

L'engagement des collectivités bénéficiaires, que sont les six communes et la Métropole, du programme Petite Ville de Demain, doit se formaliser par la signature d'une convention d'adhésion avec l'Etat.

La Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de coordonner ce projet avec les six communes retenues sur son territoire.

Cette convention doit permettre aux communes partenaires d'élaborer, dans un délai de 18 mois maximum, un projet de territoire et les engagements nécessaires à sa mise en œuvre, qui seront formalisés dans une convention-cadre qui déroulera le projet jusqu'en 2026.

Afin de conduire un projet d'aménagement cohérent avec les programmes menés par la Métropole Aix-Marseille Provence, les membres du comité de projet « Petite Ville de Demain » intégreront le réseau des partenaires du programme « Envie de Ville » conduit par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les ambitions exprimées par le programme « Petite Ville de Demain » s'inscrivent dans les politiques publiques portées par la Métropole ;
- Que six communes de la Métropole ont été sélectionnées par le Préfet ;
- Que la signature de la convention d'adhésion est nécessaire pour engager le processus.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'adhésion de la commune de la Roque d'Anthéron au programme Petites Villes de Demain.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent, notamment les conventions de cofinancement, pour la réalisation de ce programme.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 219**

**AVIS - Approbation de la convention d'adhésion de la Commune de Lambesc au programme national Petites Villes de Demain**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er octobre 2020 Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires, lance officiellement le nouveau programme phare de l'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT) Petites villes de demain (PVD), la volonté est d'accompagner 1000 territoires.

Ce programme « Petites villes de Demain » vise à donner aux élus des communes de moins de 20 000 habitants, et leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques.

Il ambitionne de répondre à l'émergence des nouvelles problématiques sociales et économiques, et de participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement. Le programme doit ainsi permettre d'accélérer la transformation des petites villes pour répondre aux enjeux actuels et futurs, et en faire des territoires démonstrateurs des solutions inventées au niveau local.

Il traduit la volonté de l'Etat de donner à ces territoires la capacité de définir et de mettre en œuvre leur projet de territoire, de simplifier l'accès aux aides de toute nature, et de favoriser l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre les parties prenantes du programme.

La nécessité de conforter efficacement et durablement le développement des territoires couverts par le programme « Petites villes de Demain » appelle à une intervention coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués. Pour répondre à ces ambitions, « Petites villes de Demain » est un cadre d'action conçu pour accueillir toutes formes de contributions, au-delà de celles de l'Etat et des partenaires financiers du programme (les ministères, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), la Banque des Territoires, l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), CEREMA, l'Agence de la transition écologique (ADEME)).

Le programme, piloté par l'ANCT, est déployé sur l'ensemble du territoire national et il est décliné et adapté localement. Après une réunion de concertation organisée par la Préfecture le 8 octobre 2020, neuf communes ont été retenues par le Préfet des Bouches-du-Rhône dont six au sein de la Métropole.

Ces communes sont :

- Berre-l'Etang
- La Roque d'Anthéron
- Lambesc
- Port-Saint-Louis du Rhône
- Senas
- Trets

L'engagement des collectivités bénéficiaires, que sont les six communes et la Métropole, du programme Petite Ville de Demain, doit se formaliser par la signature d'une convention d'adhésion avec l'Etat.

La Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de coordonner ce projet avec les six communes retenues sur son territoire.

Cette convention doit permettre aux communes partenaires d'élaborer, dans un délai de 18 mois maximum, un projet de territoire et les engagements nécessaires à sa mise en œuvre, qui seront formalisés dans une convention-cadre qui déroulera le projet jusqu'en 2026.

Afin de conduire un projet d'aménagement cohérent avec les programmes menés par la Métropole Aix-Marseille Provence, les membres du comité de projet « Petite Ville de Demain » intégreront le réseau des partenaires du programme « Envie de Ville » conduit par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les ambitions exprimées par le programme « Petit Ville de Demain » s'inscrivent dans les politiques publiques portées par la Métropole ;
- Que six communes de la Métropole ont été sélectionnées par le Préfet ;
- Que la signature de la convention d'adhésion est nécessaire pour engager le processus.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'adhésion de la commune de Lambesc au programme Petites Villes de Demain.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides

financières auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent, notamment les conventions de cofinancement, pour la réalisation de ce programme.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 220**

#### **AVIS - Approbation de la convention d'adhésion de la Commune de Trets au programme national Petites Villes de Demain**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er octobre 2020 Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires, lance officiellement le nouveau programme phare de l'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT) Petites villes de demain (PVD), la volonté est d'accompagner 1000 territoires.

Ce programme « Petites villes de Demain » vise à donner aux élus des communes de moins de 20 000 habitants, et leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques.

Il ambitionne de répondre à l'émergence des nouvelles problématiques sociales et économiques, et de participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement. Le programme doit ainsi permettre d'accélérer la transformation des petites villes pour répondre aux enjeux actuels et futurs, et en faire des territoires démonstrateurs des solutions inventées au niveau local.

Il traduit la volonté de l'Etat de donner à ces territoires la capacité de définir et de mettre en œuvre leur

projet de territoire, de simplifier l'accès aux aides de toute nature, et de favoriser l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre les parties prenantes du programme.

La nécessité de conforter efficacement et durablement le développement des territoires couverts par le programme « Petites villes de Demain » appelle à une intervention coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués. Pour répondre à ces ambitions, « Petites villes de Demain » est un cadre d'action conçu pour accueillir toutes formes de contributions, au-delà de celles de l'Etat et des partenaires financiers du programme (les ministères, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), la Banque des Territoires, l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), CEREMA, l'Agence de la transition écologique (ADEME)).

Le programme, piloté par l'ANCT, est déployé sur l'ensemble du territoire national et il est décliné et adapté localement. Après une réunion de concertation organisée par la Préfecture le 8 octobre 2020, neuf communes ont été retenues par le Préfet des Bouches-du-Rhône dont six au sein de la Métropole.

Ces communes sont :

- Berre-l'Etang
- La Roque d'Anthéron
- Lambesc
- Port-Saint-Louis du Rhône
- Senas
- Trets

L'engagement des collectivités bénéficiaires, que sont les six communes et la Métropole, du programme Petite Ville de Demain, doit se formaliser par la signature d'une convention d'adhésion avec l'Etat.

La Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de coordonner ce projet avec les six communes retenues sur son territoire.

Cette convention doit permettre aux communes partenaires d'élaborer, dans un délai de 18 mois maximum, un projet de territoire et les engagements nécessaires à sa mise en œuvre, qui seront formalisés dans une convention-cadre qui déroulera le projet jusqu'en 2026.

Afin de conduire un projet d'aménagement cohérent avec les programmes menés par la Métropole Aix-Marseille Provence, les membres du comité de projet « Petite Ville de Demain » intégreront le réseau des partenaires du programme « Envie de Ville » conduit par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les ambitions exprimées par le programme « Petit Ville de Demain » s'inscrivent dans les politiques publiques portées par la Métropole ;
- Que six communes de la Métropole ont été sélectionnées par le Préfet ;
- Que la signature de la convention d'adhésion est nécessaire pour engager le processus ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'adhésion de la commune de Trets au programme Petites Villes de Demain, ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent, notamment les conventions de cofinancement, pour la réalisation de ce programme.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement**

**2021 CT2 221**

**AVIS - ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de financement avec le Syndicat Durance Luberon et la Commune de Pertuis pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement nécessaires au développement des quartiers Ouest de Pertuis**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Jas de Beaumont située sur la Commune de Pertuis a été créée par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016.

Ce projet de 14 hectares est situé sur un site plus important de 42 hectares déclaré d'intérêt communautaire par la Communauté du Pays d'Aix en 2014 et classé en ZAD au titre de l'accueil du projet Iter depuis 2007. A ce titre, il a fait l'objet d'une convention d'intervention foncière conclue avec l'EPF PACA pour la constitution de réserves foncières. L'urbanisation du secteur dans sa totalité sera phasée dans le temps ; la première ZAC porte sur la réalisation d'un Eco Quartier d'environ 400 logements dont 40 % de logements locatifs sociaux, un parc urbain, des commerces et services de proximité.

Pour mener à bien ce projet et assurer le bon fonctionnement des réseaux d'eau potable et d'assainissement, au vu des autres projets envisagés par la Commune de Pertuis dans le secteur (collège, EPHAD, groupe scolaire etc.) et notamment la réalisation d'une opération de logements sur la route de Villelaure, d'importants travaux structurants sont exigés sur ces réseaux pour garantir le fonctionnement du service eau et assainissement. Le Syndicat Durance Luberon est compétent, de par ses statuts, sur la Commune de Pertuis pour la maîtrise d'ouvrage de ces travaux.

Le coût de ces opérations a été estimé en 2017 durant les études de faisabilité, et représente un investissement que le Syndicat Durance Luberon ne peut supporter intégralement sans engendrer une hausse excessive des tarifs pour les usagers. Le Bureau de la Métropole a donc approuvé le 15 février 2018 la signature d'une convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le

Syndicat Durance Luberon et la Commune de Pertuis.

Les marchés de travaux, attribués par le Syndicat Durance Luberon fin 2018, ont fait apparaître des écarts par rapport aux estimations, notamment sur les travaux portant sur le réseau d'eau potable, avec un surcoût d'un montant de 841 860,05 €HT. Ainsi, un avenant n°1 a été convenu entre les parties et a fait l'objet de la délibération n°URB 006-6111/19/BM, prise par le Bureau de la Métropole lors de sa séance du 20 juin 2019.

Les participations révisées suite à cet avenant sont les suivantes :

	Assainissement		Eau potable		TOTAL
	Participation	Montant	Participation	Montant	
SDL	34,72 %	263 573 €HT	47,84 %	1 530 281 €HT	1 793 854 €HT
MAMP	62,17 %	471 956 €HT	49,55 %	1 584 979 €HT	2 056 935 €HT
Commune	3,11 %	23 609 €HT	2,61 %	83 487 €HT	107 096 €HT
TOTAL	100 %	759 138 €HT	100 %	3 198 747 €HT	3 957 885 €HT

L'avenant n°1 a aussi permis de réviser l'échéancier des paiements, notamment pour diminuer le montant du dernier versement.

Les participations ont été versées au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Seul le versement du solde correspondant à 15% du montant total doit en principe être versé à l'achèvement de la totalité du programme des travaux, sur présentation du Décompte Général Définitif.

Or, si les opérations d'aménagement sont en cours, la construction de logements n'a pas encore démarré, et les premiers chantiers ne seront lancés que fin 2022/début 2023. Cet échelonnement de la livraison des opérations a un impact notable sur le programme de travaux du Syndicat Durance Luberon. En effet, le poste de refoulement prévu dans les travaux ne pourra être installé au mieux que courant 2023, après la livraison d'un nombre suffisant de logements pour permettre son fonctionnement. Les travaux d'eau potable, quant à eux, doivent être livrés à la fin du premier semestre 2021.

Ainsi, vu l'avancement du chantier, les travaux seront achevés avant la fin de l'année 2021, hors pose du poste de refoulement et travaux afférents (ouverture et réfection définitive de la chaussée notamment). Au vu de l'actualisation du coût des travaux, le montant de l'avenant sera atteint. C'est pourquoi il est proposé de clôturer la convention de financement sur la base des travaux d'eau potable et d'assainissement réalisés d'ici la fin de l'année 2021, et de modifier ainsi les modalités de versement.

Les travaux restants, correspondant à la pose du poste de refoulement et son raccordement, seront entièrement réalisés et financés par le Syndicat Durance Luberon, dès que le nombre suffisant de logements pour le faire fonctionner sera atteint.

Il est ainsi proposé de modifier la convention initiale par un avenant n°2 prévoyant que le solde de 15%

sera versé en fin d'année 2021, sur la base de la réception des travaux d'eau potable et d'une situation financière visée par le maître d'œuvre de l'opération d'assainissement.

La Commune de Pertuis et le Syndicat Durance Luberon présenteront pour approbation cet avenant respectivement lors du prochain Conseil Municipal et du prochain Comité Syndical.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 031-1111/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant le dossier de création et créant la Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont ;
- La délibération n°URB 028-3469/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 approuvant la convention de financement entre le SIVOM Durance Luberon, la Commune de Pertuis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement nécessaires au développement des quartiers Ouest de Pertuis ;
- La délibération n°URB 006-6111/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de réaliser des travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour la mise en œuvre de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis.
- Le décalage entre la livraison des travaux de renforcement des réseaux et la livraison des premiers logements.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de financement entre le Syndicat Durance Luberon, la Commune de Pertuis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement nécessaires au développement des quartiers Ouest de Pertuis.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 0120 (Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix), en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162612, nature 4581, fonction 515, autorisation de programme DI6124AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Développement économique et emploi – Zones d'activités

### 2021 CT2 222

**AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement SKOPE/ARTELIA relatif au marché d'études urbaines, paysagères et environnementales en vue de la création de l'opération d'aménagement du Tourillon à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En vue de la création d'une opération d'aménagement sur le secteur du Tourillon à Aix-en-Provence, la SPL « TERRA13 » s'est vu confier un mandat d'études par le Syndicat Mixte d'Etudes d'Aménagement d'Equipeement et de Gestion de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois (ci-après Syndicat Mixte de l'Arbois), notifié le 5 mai 2011. Par la suite, la SPL TERRA13 a attribué un marché d'études urbaines, paysagères et environnementales (marché numéroté 705/002) au groupement COOPARCH RU (mandataire), COOPARCH MED, ARTELIA VILLE ET TRANSPORT, ARTELIA EAU ET ENVIRONNEMENT.

Un premier avenant signé en 2014 a pris acte des changements de dénominations sociales de COOPARCH RU en SKOPE SCRL et COOPARCH MED en SKOPE MED.

Au regard des difficultés rencontrées, le Syndicat Mixte de l'Arbois, par délibération de son Comité Syndical du 23 février 2016, a clôturé le mandat d'études confié à la SPL TERRA13, sans toutefois que cette dernière ait achevé la totalité de sa mission. Par la suite, un deuxième avenant a été signé afin de transférer le reliquat d'études à finaliser. Ainsi, le Syndicat Mixte de l'Arbois intervenait en lieu et place de TERRA 13 et se trouvait substitué dans les droits et obligations nés des contrats en cause.

Après dissolution du Syndicat Mixte de l'Arbois et son intégration dans la Métropole en 2018, un courrier de résiliation a été envoyé le 23 octobre 2018 à SKOPE SCRL, mandataire du groupement.

Des échanges ont alors eu lieu portant sur la finalisation de la mission.

Il est apparu en premier lieu qu'une somme de 9 240 € HT restait à devoir au cotraitant SKOPE correspondant au solde des phases 5 et 6 de prestations d'études intégralement exécutées, tel qu'en atteste les documents de rendu produits par SKOPE.

Il est en second lieu apparu qu'une demande de rémunération complémentaire pour un montant de 29 450 € HT, émise par SKOPE et ARTELIA VILLE ET TRANSPORT en mars 2015 auprès de la SPL TERRA13 n'avait jamais été traitée, ni portée à la connaissance des services de la Métropole ou de l'ex-Syndicat Mixte de l'Arbois, et portait sur un montant total de 29 450 € HT.

Cette demande a été réitérée par le seul cotraitant ARTELIA VILLE ET TRANSPORT auprès de la Métropole par courrier en date du 19 octobre 2019, SKOPE abandonnant ses prétentions. Il était à ce titre sollicité le paiement d'une somme de 19 000 € HT relative à l'exécution de prestations d'études supplémentaires présentées comme liées à des évolutions du programmes, détaillées et valorisées comme suit :

Postes de réclamation	Montants de la réclamation €HT
Point 1 : modification du nombre de places de parking	1 525
Point 2 : modification accès phase 1 de la ZAC	950
Point 3 : reprises de l'étude de trafic, impact sur le trafic de l'augmentation des surfaces de bureau, modification de l'accès à la phase 2 de la ZAC, ouverture de la liaison interne à la circulation motorisée	2 925
Point 4 : reprises du plan de composition suite à la modification de l'accès à la phase 2 et à l'ouverture de la liaison interne à la circulation motorisée	1 250
Point 5 : ajout d'un scénario de desserte énergétique par le réseau d'eaux brutes du Canal de Provence	575
Point 6 : discussion sur l'étude de trafic suite à l'étude Transmobilités réalisée par le Département	2 825
Point 7 : choix du Département sur la variante retenue pour le contournement de Saint Pons	675
Point 8 : intégration des tests d'infiltration étude ERG de juin 2014	875
Point 9 : allongement et réunions supplémentaires de la phase 3	3 700
Point 10 : allongement et réunions supplémentaires de la phase 4	3 700
<b>TOTAL €HT</b>	<b>19 000</b>

La Métropole ayant fait connaître son désaccord sur le principe et/ou le montant de certains chefs de réclamation, les parties ont choisi de se rapprocher et c'est dans ce contexte qu'elles ont convenu de mettre un terme définitif et amiable à leur différend par l'établissement d'un protocole transactionnel, dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction librement consentie.

Il en ressort donc que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à régler un montant total de 20 352,50 € HT, soit 24 423 € TTC, décomposés comme suit :

- 9 240 € HT, soit 11 088 € TTC, au bénéfice de SKOPE SCRL, au titre du solde des prestations objet du marché ;
- 11 112,50 € HT, soit 13 335 € TTC, au bénéfice de ARTELIA VILLE ET TRANSPORT, au titre de la prise en charge partielle des demandes de rémunération complémentaire ;

Ce protocole transactionnel, accepté par SKOPE SCRL et ARTELIA VILLE ET TRANSPORT, est joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le marché d'études n°705/002 attribué par la SPL TERRA13 au groupement SKOPE SCRL / SKOPE MED / ARTELIA VILLE ET TRANSPORT / ARTELIA EAU ET ENVIRONNEMENT ;

- Les documents envoyés par SKOPE SCRL en date du 15 octobre 2019 en vue de clôturer la mission ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par ARTELIA VILLE ET TRANSPORT le 19 octobre 2019 ;
- Le protocole transactionnel ci-joint.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la mise en œuvre de ce protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de la résiliation du marché d'études urbaines, paysagères et environnementales en vue de la création de l'opération d'aménagement du Tourillon à Aix-en-Provence, et entraîne le renoncement par le groupement à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la société SKOPE SCRL et la société ARTELIA VILLE ET TRANSPORT, portant sur un montant total de 20 352,50 euros HT, soit 24 423 euros TTC, selon la décomposition précisée ci-dessus.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole transactionnel, ainsi que toutes les pièces assurant sa mise en œuvre.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 0120 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162904, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI9041AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 223**

**AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement "ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) des Vergeras a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en octobre 2013. Cette zone d'activités économiques (ci-après ZAE) s'étend sur 6 hectares et permet la commercialisation d'environ 19 lots, de 1 400 à 4000 m<sup>2</sup>, à destination d'entreprises de production et de bureaux (PME/PMI).

Les travaux d'aménagement et de viabilisation ont commencé en juin 2017 et sont terminés depuis juillet 2018. La commercialisation des terrains a commencé en 2018. Plusieurs lots sont désormais vendus et quelques chantiers de construction sont en cours. Les premières entreprises devraient être en activité d'ici la fin de l'année 2021.

Suite à des études complémentaires sur la capacité actuelle du réseau d'eau potable de la Commune à desservir la défense incendie de la ZAE, il s'avère nécessaire de renforcer le dispositif DECI interne à la ZAC avec l'installation de deux citernes de 120 m<sup>3</sup> chacune.

Ces travaux complémentaires mis en œuvre par la SPLA, ont pour conséquence l'augmentation de la participation d'équilibre à la concession d'aménagement. Un avenant à la concession sera présenté à une prochaine séance du Conseil de la Métropole.

Ainsi, il convient d'augmenter de 100 000 € TTC le montant de l'opération d'investissement « ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson » et ainsi porter le montant total de l'opération de 1 578 400 € TTC à 1 678 400 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 034-2692/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant modification d'AP/CP, Budget principal Métropolitain, Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° URB007-8858/20/CM du Conseil de la Métropole du 19 novembre 2020 portant modification d'AP/CP, Budget principal Métropolitain, Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation pour un montant de 100 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI3203AP ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI3203AP ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson d'un montant de 100 000 euros TTC portant le montant total de l'opération à 1 678 400 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Montant initial de l'AP : 1 578 400 euros T.T.C.  
Révision de l'AP : + 100 000 euros T.T.C.  
Montant final de l'AP : 1 678 400 euros T.T.C.  
Déjà financé : 1 317 378.42 euros T.T.C.  
CP 2021 (DM2 compris) : 145 000 euros T.T.C.  
CP 2022 : 45 000 euros T.T.C.  
CP 2023 : 120 000 euros T.T.C.  
CP 2024 : 50 000 euros T.T.C.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 224**

**AVIS - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté pour l'extension de la zone d'activités de la Pile à Saint-Cannat – Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

### **I – Le contexte de la ZAC**

Le Plateau d'Activités Économiques de la Pile à Saint-Cannat, situé sur la RD7n à l'Est de la Commune, a été créé en 1985, il s'étend sur 32 hectares et accueille aujourd'hui 140 entreprises avec près de 600 emplois. Aujourd'hui entièrement commercialisé, il ne présente plus de disponibilité foncière alors que le développement endogène et exogène de la zone est réel.

La Métropole a été saisie par la Commune de Saint-Cannat pour étudier la faisabilité technique, urbaine et économique d'une extension de la zone d'activités existante. Ainsi, afin de permettre la poursuite du développement économique de la Commune et du Territoire, une étude a été réalisée par le Pays d'Aix pour une extension de la zone existante sur des terrains situés au Nord, de l'autre côté de la RD7n, accessibles depuis le carrefour giratoire existant.

Par ailleurs, cet espace d'activités est inscrit dans le SCOT du Pays d'Aix comme pôle économique de proximité à développer afin de conserver le dynamisme économique du Pays d'Aix, développer l'emploi local et diminuer les déplacements. Enfin, le PLU de la Commune exécutoire depuis le 17 janvier 2019 prévoit sur ce secteur une zone 1AUE

réglementée en vue de la mise en œuvre à terme de l'extension de la zone d'activités, et fait l'objet d'une orientation d'aménagement (OAP).

La vocation économique de cette opération est confirmée à une plus large échelle par le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADETT) qui présente ce secteur comme espace économique à développer.

Aujourd'hui, face à la nécessité de poursuivre le développement économique du territoire métropolitain conformément aux documents d'orientation et d'urbanisme et afin de donner suite aux demandes d'implantation des entreprises, il convient, en accord avec la Commune, de mener une opération publique pour l'aménagement de cette zone d'une superficie d'environ 6,5 hectares. Pour mener à bien la mise en œuvre du projet et de ses objectifs, Il est donc proposé d'engager une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) et de définir les modalités de la concertation.

### **II – Les objectifs de la ZAC**

Cette opération d'aménagement poursuit un certain nombre d'objectifs en matière de développement économique et urbain :

- Accueillir au sein de la future zone des locaux d'activités dédiés à la petite et moyenne industrie, à de l'artisanat de production, au BTP, aux services aux entreprises, générateurs d'emplois.

- Proposer du foncier d'activités à travers une offre de terrains de petites et moyennes tailles conformément à la demande actuelle identifiée, soit un potentiel de 40 000 m<sup>2</sup> de terrains cessibles répartis sur une vingtaine de lots environ.

- Promouvoir la qualité des aménagements et la fonctionnalité du site, y compris dans son accessibilité pour tous les modes de déplacements, piétons et cyclistes en particulier.

- Répondre aux enjeux d'intégration environnementale, paysagère, de gestion efficiente et intégrée des eaux pluviales, de préservation de l'environnement, et de manière générale inscrire ce projet dans une démarche de développement durable.

Il est précisé que la Métropole a déposé pour ce projet une demande d'examiner au « cas par cas » auprès de la DREAL conformément à l'article R.122-3 du Code de l'environnement afin de déterminer si cette opération était soumise à une étude d'impact. Dans son avis n°AE-F09319P0332 en date du 13 décembre 2019 les services de l'État ont indiqué qu'il n'était pas nécessaire de réaliser une étude environnementale spécifique sur ce site.

### **III – Les modalités de la concertation**

L'article L300-2 du Code de l'urbanisme prévoit la mise en œuvre d'une concertation préalablement à l'arrêt du projet, c'est à dire avant la création de la ZAC. Il convient donc de définir les objectifs

poursuivis et les modalités de cette concertation qui doivent être fixés par l'organe délibérant de la collectivité.

La concertation doit permettre tout au long de l'élaboration du projet d'associer les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées par le projet.

Il est donc proposé d'organiser la concertation selon les modalités énumérées ci-après :

- Affichage de la présente délibération au siège de la Métropole et en Mairie de Saint-Cannat.
- Mise en place d'une exposition permanente à la mairie de Saint-Cannat et au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, accompagnée d'un registre permettant à la population d'y consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation.
- Publication d'un article présentant le projet dans le journal d'information de la Commune.
- Publication d'articles sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix et de la Commune.
- Organisation d'une réunion publique de concertation à Saint-Cannat pour présenter le projet et si nécessaire, au regard de l'évolution du contexte sanitaire, par voie dématérialisée, notamment par une solution de type visio conférence.
- Mise à disposition du public à la mairie de Saint-Cannat et au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix aux jours et heures d'ouverture habituels, pendant toute la durée d'élaboration du projet, d'un dossier de concertation qui sera enrichi tout au long de la concertation avec les éléments issus de l'avancée des études. Il comprendra :
  - ✓ la présente délibération
  - ✓ un plan de situation
  - ✓ un plan prévisionnel du périmètre de l'opération
  - ✓ une notice explicative des objectifs et enjeux du projet
  - ✓ un registre destiné à recueillir les observations du public

Ce même dossier pourra également être consulté sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix à l'adresse suivante : [www.agglo-paysdaix.fr](http://www.agglo-paysdaix.fr) ou sur le site officiel de la Commune à l'adresse suivante : [www.saint-cannat.fr](http://www.saint-cannat.fr).

L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et affichage.

À l'issue de la concertation, le bilan sera présenté et arrêté au Conseil de la Métropole.

La présente délibération acte donc le lancement de la procédure de ZAC dont le périmètre sera précisément arrêté dans le cadre du dossier de création. Son adoption qui en découlera sera l'acte créateur de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- Le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.103-2 à L.103-6, et L.300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2020\_CT\_083 du 23 juillet 2020 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix approuvant le lancement de l'opération d'aménagement d'extension de la ZAE de La Pile à Saint-Cannat ;
- Le plan prévisionnel du périmètre du projet soumis à la concertation ci-annexé.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'engager une procédure de ZAC pour l'extension de la ZAE de « La Pile » sur la Commune de Saint-Cannat afin de permettre la poursuite du développement économique de la Commune et du Territoire du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Les objectifs du projet d'extension de la zone d'activités économiques de La Pile à Saint-Cannat tels que définis dans l'exposé, ainsi que le principe de lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté sont approuvés.

**Article 2 :**

Les modalités de la concertation telles que décrites ci-dessus sont adoptées.

**Article 3 :**

La présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Métropole. Elle fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes

administratifs mentionné à l'article R. 5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à procéder à toutes les formalités à venir dans le cadre de la procédure de ZAC ainsi que dans le cadre de la concertation.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
KLEIN Philippe - PETEL Anne-Laurence

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
GARCIN Eric

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 225**

**AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Calviere relatif à la réhabilitation de la rue Jean René Guilibert Gauthier de la Lauzière au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation des zones d'activités économiques, le Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagé en 2017 dans les travaux de réaménagement de la rue Jean René Guilibert Gauthier de la Lauzière située au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

Pour la réalisation de cette opération et en particulier les espaces verts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué le marché subséquent n°15MS3A02U à l'accord cadre n° 2015AC03 à la société Calviere. Il a été notifié le 13 mai 2017 pour un montant de 71 616 euros hors taxes et comprenait les prestations suivantes :

- Travaux de création et d'aménagement d'espaces verts (terrassement, terres végétales, plantations, réseaux d'arrosage) ;
- Une année d'entretien d'espaces verts jusqu'à la garantie de reprise.

La maîtrise d'œuvre était assurée par la société TPF Ingenierie.

Dans le cadre des prestations exécutées, il a été constaté par la maîtrise d'œuvre un retard d'exécution de 78 jours. En effet, les prestations ont été réellement exécutées au 4 juillet 2019 alors que le délai contractuel fixait une remise des travaux au 16 avril 2019.

Par application de l'article 4.3. du CCAP relatif au marché subséquent, en cas de retard dans l'exécution, il est appliqué, par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux, une pénalité par jour calendaire de 1 000 euros hors taxes.

Le maître d'œuvre a présenté un décompte faisant état de 78 jours de retard conduisant à un montant de pénalités de retard de 78 000 euros hors taxes par application de l'article 4.3 du CCAP, montant excédant le montant du marché subséquent (71 616 euros HT).

Or, ce montant s'avère être disproportionné par rapport au montant du marché de 71 616 euros hors taxes et la société Calviere a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour obtenir une exonération partielle de ces pénalités. De plus la jurisprudence administrative indique que des pénalités correspondant à plus de 55% du montant total du marché sont manifestement excessives (CE, 29 décembre 2008, OPHLM de Puteaux, n°296930).

Par décision du Conseil d'Etat du 20 juin 2016, Société Eurovia Haute-Normandie, n° 376235, le juge a refusé d'analyser comme manifestement excessif un montant de pénalité de retard correspondant à 26 % du montant total du marché, quand bien même celui-ci avait pour effet de priver le requérant de sa marge bénéficiaire et que le préjudice de la collectivité consécutif à ce retard était par ailleurs assez faible.

Les parties se sont donc rapprochées pour envisager de trouver une solution amiable au différend les opposant quant au montant des pénalités de retard.

Au terme de concessions réciproques, elles se sont entendues sur un montant de pénalités correspondant à 25% du montant du marché soit 17 904 euros HT.

Il est donc proposé d'approuver un protocole transactionnel précisant le nouveau montant des pénalités de retard appliquées à la société Calviere et par lequel le titulaire renonce expressément à toute instance et action future devant les tribunaux à l'encontre de la Métropole Aix-Marseille-Provence visant à obtenir réparation de quelque préjudice que ce soit qui résulterait de l'exécution du marché subséquent n°15MS3A02U.

En exécution de ce protocole transactionnel, la Métropole émettra un titre de recettes d'un montant de 17 904 euros hors taxes à l'encontre de la société Calviere.

Les recettes seront affectées sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'accord de la société Calviere sur le protocole transactionnel.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'appliquer des pénalités de retard à l'encontre de la société Calviere dans la mesure où le retard a été dûment constaté par le maître d'œuvre, la société TPF ingénierie ;
- Que l'application pure et simple de la clause relative aux pénalités de retard du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) implique un montant manifestement excessif au vu de la jurisprudence administrative en la matière ;
- Que les parties se sont rapprochées et entendues sur un accord transactionnel permettant de clore définitivement le différend né du calcul des pénalités de retard encourues par le titulaire du marché.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel portant exonération partielle des pénalités de retard entre la société Calviere et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Le montant des pénalités de retard applicables à la Société Calviere, titulaire du marché subséquent

n°15MS3A02U est fixé à 17 904 euros hors taxes au lieu de 78 000 euros hors taxes, montant résultant de l'application des clauses du CCAP.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de Métropole ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole transactionnel ainsi que toutes les pièces assurant sa mise en œuvre.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 75, Nature 755, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 226**

**AVIS - Budget Principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement "Toutes Zones Etudes et Travaux" et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au titre de la mise en œuvre des travaux de voirie relatifs aux compétences déléguées au Territoire du Pays d'Aix, l'Autorisation de programme d'investissement « Toutes Zones Etudes et Travaux » a été portée à 8 000 000 euros T.T.C. lors du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020.

Aujourd'hui le Territoire du Pays d'Aix souhaite s'engager dans l'amélioration des conditions d'accès du pôle d'activités d'Aix en Provence et notamment son accès depuis l'A51 au niveau du secteur de l'ARENA. Cette opération a pour objectif d'améliorer l'écoulement des flux aussi bien en entrée qu'en

sortie du pôle pour tous les véhicules, mais également d'intégrer des accès en site propre pour les transports en commun au niveau du P+R de l'ARENA. L'aménagement prévoit également l'intégration des modes doux et des traversées piétonnes sécurisées.

Cette opération est étudiée en concertation avec les services de l'Etat qui travaillent sur le carrefour d'entrée des 3 pigeons.

Cette nouvelle opération est évaluée à 3 000 000 euros. Pour pouvoir réaliser cette opération sur l'AP « toutes Zones Etudes et travaux », il est nécessaire de réviser l'opération d'investissement DI331AP « Toutes Zones Etudes et Travaux » inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 8 000 000 euros T.T.C et de l'augmenter de 2 000 000 euros T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération de 8 000 000 euros T.T.C. à 10 000 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECOR 003-9262/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant la révision et l'affectation de l'opération d'investissement « Toutes zones, étude et petits travaux » sur le Territoire du Pays d'Aix et la portant à 8 000 000 euros.

**Où il le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 2 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement « Toutes Zones Etudes et Travaux » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 2 000 000 euros T.T.C. de l'opération

d'investissement « Toutes Zones Etudes et Travaux ».

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI331AP « Toutes Zones Etudes et Travaux » d'un montant 2 000 000 euros T.T.C rattachée à l'Autorisation de Programme DI331AP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée et établi comme suit:

Montant initial de l'AP : 8 000 000 euros T.T.C.  
Révision de l'AP : + 2 000 000 euros T.T.C  
Montant final de l'AP : 10 000 000 euros T.T.C  
Mandaté antérieur : 2 139 310,33 euros T.T.C.  
CP 2021 (DM2 comprise) : 950 000 euros T.T.C.  
CP 2022 : 1 200 000 euros T.T.C.  
CP 2023 : 1 500 000 euros T.T.C.  
CP 2024 : 1 500 000 euros T.T.C.  
CP sur exercices suivants : 2 710 689,67 euros T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 227**

**AVIS - Budget Principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération**

## **d'investissement "Réhabilitation des Zones d'activités" et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence de Réhabilitation des Zones d'Activités, le Territoire du Pays d'Aix a créé une Autorisation de programme d'investissement « Réhabilitation des zones d'activités » à 8 000 000 euros lors du Conseil de la Métropole du 18 février 2021.

Aujourd'hui, de nouvelles opérations s'avèrent nécessaires et le Territoire souhaite engager les réhabilitations suivantes :

- Vitrolles, ZA de l'Anjoly, réaménagement du parking poids lourd pour un montant estimé à 1 500 000 euros ;
- Gardanne, La Palun phase 2, réaménagement complet des rues Vitria pour un montant de 1 500 000 euros.

Pour permettre la réalisation de ces opérations, l'Autorisation de Programme d'investissement 2021200400 « Réhabilitation des Zones d'activités » d'un montant de 8 000 000 euros T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix doit être révisée pour un montant de 3 000 000 euros T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération de 8 000 000 euros T.T.C. à 11 000 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECOR 001-9635/21/CM du Conseil de la Métropole du 18 février 2021 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Réhabilitation des zones d'activités » pour un montant de 8 000 000 euros.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

## **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 3 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement « Réhabilitation des zones d'activités » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 3 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement « Réhabilitation des zones d'activités ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2021200400 « Réhabilitation des zones d'activités » d'un montant 3 000 000 euros T.T.C. rattachée à l'Autorisation de Programme 212141BP04.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée et établi comme suit :

Montant initial de l'AP : 8 000 000 euros T.T.C.  
Révision de l'AP : + 3 000 000 euros T.T.C.  
Montant final de l'AP : 11 000 000 euros T.T.C.  
Mandaté antérieur : 0 euro T.T.C.  
CP 2021 (DM2 comprise) : 2 300 000 euros T.T.C.  
CP 2022 : 1 400 000 euros T.T.C.  
CP 2023 : 2 000 000 euros T.T.C.  
CP 2024 : 4 000 000 euros T.T.C.  
CP sur exercices suivants : 1 300 000 euros T.T.C.

### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Interventions économiques**

### **2021 CT2 228**

**AVIS - Approbation d'une convention de mandat d'études pour la réhabilitation et la création d'immobiliers d'entreprises sur la ZAC du Petit Arbois**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Géré par la Métropole Aix-Marseille Provence, le Technopôle de l'Arbois est le 1er Technopôle de France dédié à l'environnement.

Le Technopôle de l'Arbois est une opération dédiée à l'accueil et l'accompagnement de chercheurs, d'étudiants, d'entrepreneurs et de structures d'aide à l'innovation (comme les Pôles de compétitivité), dont l'activité porte pour chacun sur le thème de la protection de l'environnement.

En 2021, le Technopôle compte plus d'une centaine d'organismes implantés sur le site, parmi eux : 11 laboratoires publics de recherche, 7 plateformes technologiques (dont 5 labellisées Equipement d'excellence), l'Ecole Doctorale « Sciences de l'environnement » et le Master « Science de l'environnement terrestre » d'Aix-Marseille Université, mais aussi 91 entreprises innovantes réparties au sein de la Pépinière #Cleantech (44 Startups) et au sein des 10 hôtels d'entreprises pour les plus développées, et enfin, les structures d'aide à l'innovation, comme les Pôles de compétitivité Capenergies, Safe Cluster et Ea éco-entreprises.

Ainsi, quotidiennement, ce sont 1800 personnes qui fréquentent le site.

Depuis les premières réhabilitations de bâtiments de l'ancien sanatorium, les besoins en immobilier des entreprises ont notablement évolué ; tant sur le type d'activité (de prestations intellectuelles vers de la petite fabrication) que sur la capacité de celles-ci à faire face à un besoin en locaux inhérents à leur évolution rapide.

L'objectif du Technopôle consiste à accompagner chacune d'entre elles dans ses objectifs de croissance en leur proposant un immobilier adapté à chaque étape de leur évolution.

Un besoin existe déjà et plusieurs entreprises, déjà présentes sur le site, sont contraintes dans leurs développements faute de locaux adaptés.

Afin d'accroître sa réactivité face à la demande, la Métropole souhaite s'appuyer sur les compétences de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » en lui confiant un mandat d'études par convention.

Celui-ci s'inscrit dans un mandat d'aménagement prévu à l'article L.300-3 du Code de l'urbanisme qui permet de confier des missions spécifiques à un mandataire au nom et pour le compte du mandant. Ce dernier conserve ses prérogatives de maître

d'ouvrage et notamment la définition du programme des travaux et le contrôle de leur exécution.

La convention de mandat prévoit la réalisation de l'ensemble des études préalables pour la réalisation de 3 bâtiments neufs d'environ 1000 m<sup>2</sup> chacun et la réhabilitation de la pépinière centrale #Cleantech de 1400 m<sup>2</sup>.

Pour cela, le mandataire se verra confier les missions de préparation, passation et d'exécution des marchés publics au nom et pour le compte de la Métropole, en vue de préciser les conditions juridiques, techniques, financières et environnementales nécessaires à la réalisation de ces projets.

Le coût global des études confiées à la SPLA Pays d'Aix Territoires hors rémunération du mandataire est évalué à 121 000 € HT soit 145 200 € TTC.

La rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'exécution de sa mission est fixée à la somme globale et forfaitaire de 30 000 € HT soit 36 000 € TTC.

Les modalités d'exécution de cette prestation sont décrites dans la convention de mandat ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la commande publique et notamment les articles L. 2511-1 et suivants ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 300-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FB 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Qu'il convient de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires un mandat d'études pour la réalisation de l'ensemble des études préalables à l'opération de construction de trois bâtiments neufs et de réhabilitation de la pépinière centrale sur le site du Technopôle de l'Arbois et de conclure avec la SPLA Pays d'Aix Territoires une convention de mandat.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention de mandat à conclure avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation des études de programmation d'immobilier d'entreprises en vue de la construction de trois bâtiments neufs et de la réhabilitation de la pépinière d'entreprises Cleantech sur le site du Technopôle de l'Arbois pour un montant évalué à 121 000 € HT soit 145 200 € TTC, hors rémunération du mandataire fixée à la somme globale et forfaitaire de 30 000 € HT soit 36 000 € TTC.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention de mandat d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires et tout document y afférent, nécessaire à sa mise en œuvre.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162904, Nature 4581, Fonction 61, autorisation de programme DI9047.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

**sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 229

**AVIS - Approbation d'une convention de mandat d'aménagement de terrains avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la création d'ouvrages de récupération et d'infiltration des eaux pluviales de la ZAC du Petit Arbois**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Géré par la Métropole Aix-Marseille Provence, le Technopôle de l'Arbois est le 1er Technopôle de France dédié à l'environnement.

Le Technopôle de l'Arbois est une opération dédiée à l'accueil et l'accompagnement de chercheurs, d'étudiants, d'entrepreneurs et de structures d'aide à l'innovation (comme les Pôles de compétitivité), dont l'activité porte pour chacun sur le thème de la protection de l'environnement.

Spatialement, cette opération a pour support un ancien sanatorium, construit dans les années 1930. Le dispositif d'urbanisme choisi, pour la mise en œuvre du projet, est la création d'une Zone d'Aménagement Concerté, sur un périmètre de 75 ha pour une constructibilité de 60 000 m<sup>2</sup> de plancher. Approuvée par arrêté préfectoral en 1994, les équipements publics de cette opération d'ensemble sont réalisés en régie directe apportant à la collectivité la garantie de la bonne fin du programme. Outre, les équipements publics nécessaires à la viabilisation des terrains, il est prévu la prise en charge des ouvrages nécessaires à la rétention des eaux pluviales.

En effet, depuis 1992, année de promulgation de la loi sur l'eau et la publication en 1993 de ses décrets d'application, toute opération d'aménagement supérieure à 20 ha ayant pour conséquence un rejet dans le milieu naturel d'eaux superficielles est soumise à autorisation.

Ainsi après plusieurs modifications du projet, et aléas de conception, une autorisation préfectorale a été délivrée le 15 mars 2018.

Les travaux autorisés consistent en la création de 4 bassins en retenue collinaire, en aménageant des terrains où les déblais consécutifs aux affouillements servent de remblais pour la retenue des eaux.

La conception de ces aménagements a été confiée au bureau d'étude TPFi via un marché public de maîtrise d'œuvre en 2016.

Les études de conception ont été validées en 2017, et consécutivement à l'autorisation préfectorale, il convient désormais de procéder à la passation des marchés de travaux.

Compte tenu des exigences de délais, il s'avère opportun de s'appuyer sur les compétences de la SPLA Pays d'Aix territoires et de lui confier un mandat d'aménagement pour la poursuite de l'opération.

Pour cela, le mandataire se verra confier les missions de préparation, passation et d'exécution des marchés publics de travaux et l'exécution des différents contrats en cours, au nom et pour le compte de la métropole dans le cadre d'un mandat

d'aménagement en application des dispositions de l'article L300-3 du Code de l'urbanisme.

L'enveloppe financière prévisionnelle totale affectée à l'opération est estimée à 1 169 700 € HT soit 1 403 640 € TTC, rémunération du mandataire incluse.

La convention de mandat est passée de gré à gré avec la SPLA en raison du lien de quasi-régie entre celle-ci et la Métropole Aix Marseille Provence – Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Les modalités d'exécution de cette prestation sont décrites dans la convention de mandat ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la commande publique et notamment l'article L. 2511-1 et suivants ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 300-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires un mandat d'aménagement pour la création d'ouvrages de récupération et d'infiltration des eaux pluviales de la ZAC du Petit Arbois et de conclure à cette fin avec la SPLA Pays d'Aix Territoires une convention de mandat.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de mandat d'aménagement à conclure avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la création d'ouvrages de récupération et d'infiltration des eaux pluviales de la ZAC du Petit Arbois pour un montant de 1 169 700 € HT rémunération du mandataire comprise.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention de mandat d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires et tout document y afférent, nécessaire à sa mise en œuvre.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162904 – Nature 4581 – Fonction 61 – Autorisation de programme DI9042 AP – ZAC DU PETIT-ARBOIS – GESTION DES EAUX PLUVIALES

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 230**

**Attribution de subventions aux associations à caractère économique et approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie des outils de développement économique retenus par le Pays d'Aix.

A ce titre, il est proposé de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

**1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES**

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs.

Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs ce qui leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

## 2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées à l'initiative de l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectifs de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés.

## 3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les principales zones d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

## 4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à certaines associations de maintenir des événements associant le monde économique et qui contribuent de façon indirecte au rayonnement du Territoire.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **52 100 € aux quatre associations suivantes :**

Les entrepreneuriales /accompagnement des étudiants à la création d'entreprises 8 000 €  
Provence Création d'Entreprises/accompagnement en couveuse 8 000 €  
IRCE /Cap développement en Pays d'Aix 28 000 €  
JESSICA France/Cap'tronic 8 100 €

2021_772	IRCE	Parcours de formation : Cap Développement en pays d'Aix	Accélérer le développement et la croissance des entreprises du Pays d'Aix	225 375 €	45 000 €	28 000 €	oui
2021_521	JESSICA FRANCE	CAP'TRONIC (programme de digitalisation des entreprises)	Faire bénéficier les PME et start up du programme CAP'TRONIC : conseil en innovation technologique et accompagnement technique vers la transformation numérique de leurs produits et processus de production nécessitant l'utilisation d'électronique ou de logiciel embarqué	61 605 €	10 000 €	8 100 €	non
						52 100 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % après signature de la convention et sur demande du bénéficiaire ;
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Les associations quant à elles, ont pour obligation de transmettre au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2021 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier ;
- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée.

La participation de la Métropole pourra éventuellement être recalculée au prorata des dépenses réelles après analyse des documents transmis par l'association. L'analyse sera menée par les services instructeurs et validée par la Direction Ressources. Si cela est justifié, elle pourra déroger au principe de proratisation sur 2021 au cas par cas.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 10 mai 2021.

N° GU	Association	Action subventionnée	Objet de l'action	Budget prévisionnel	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Conv ou non
AXE 1 : Création et développement des entreprises							
2021_488	Entrepreneuriales	Accompagnement des étudiants à la création d'entreprises	Promotion et mise en place du programme «Les Entrep' », auprès des jeunes post bac, programme d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant, gratuit, pédagogique, ouvert à tous les étudiants de l'université, des écoles d'ingénieurs privées et publiques du Territoire Aix-Marseille.	79 500 €	10 000 €	8 000 €	non
2021_101	Provence Création d'Entreprises	Accompagnement en couveuse	Soutien à la création d'entreprise : accompagnement individuel, formation à la création d'entreprise et hébergement juridique.	28 150 €	10 000 €	8 000 €	non

Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,

**Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son Territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribué aux quatre associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 52 100 €, selon la répartition indiquée ci-dessus.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'IRCE.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 231**

**Attribution de subventions relatives aux projets immobiliers portés par deux entreprises du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser le taux d'intervention de 20% pour les petites entreprises et 10% pour les moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30% pour les petites entreprises et 20% pour les moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10%. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application. Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200 000 euros par entreprise. Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

**1. L'installation de la société EYCO à Trets**

**1.1. Présentation de l'entreprise**

Jeune société industrielle et technologique créée en 2020, la S.A.S. EYKO adresse le secteur de la sécurité des objets connectés. Elle a en effet mis au point un procédé industriel innovant pour le packaging des puces électroniques, adapté aux outils sécuritaires tels que la carte à puce, la carte d'identité, le passeport électronique et d'autres applications.

La société EYKO est née d'une volonté de relocaliser en France un certain nombre de briques technologiques et de créer une filière européenne de packaging électronique. Force est de constater qu'une grande partie des Donneurs d'Ordre se situent en Europe, tandis que les fournisseurs de puces sont basés principalement en Asie.

Tout en étant miniaturisés, les composants évoluent vers des fonctions de plus en plus complexes (mémoire, capteurs, connexions sécurisées ...), évolution qui a des impacts directs sur le design et les performances des produits. Or, la technologie EYKO permet de réaliser des supports de puces

ultrafins et de développer des fonctions électroniques, tout en maîtrisant les coûts.

La stratégie d'Eyko consiste à cibler dans un premier temps les marchés existants de l'identitaire, afin de minimiser les risques, sachant que le nombre d'acteurs mondiaux concurrents est relativement limité. Dans une deuxième phase, Eyko prévoit d'adresser de nouveaux marchés (santé, IA...).

Après la constitution de l'équipe de management, l'année 2021 est consacrée principalement au design et à l'implantation des procédés. L'installation des équipements devrait démarrer avant la fin de l'année, et se dérouler durant le premier semestre 2022. Après qualification, la production devrait commencer début 2023. Les effectifs (6 à ce jour) devraient passer à 25 en 2022 et à une cinquantaine avec le démarrage de la production. D'ici 5 ans, un chiffre d'affaires de 20 M€ devrait être atteint.

Alliant l'activité de R&D et l'activité industrielle, le projet tend à conforter l'écosystème du territoire autour de la microélectronique et de l'internet des objets.

#### 1.2. Le projet immobilier

La société EYCO est installée aujourd'hui dans des locaux provisoires sur la ZA du Verdalaï à Peynier où elle occupe 180 m<sup>2</sup> de bureaux et 500 m<sup>2</sup> d'ateliers. Pour mettre en œuvre son projet industriel, elle a décidé d'acquérir un lot sur la ZAC de la Burlière à Trets, aménagé par la SPLA Pays d'Aix Territoires sur une superficie totale de 23 ha. Cette zone comporte en effet une partie commerciale et des surfaces dédiées à l'industrie.

Après présentation du dossier en comité d'agrément le 2 octobre 2020, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a validé, lors de sa séance du 10 décembre 2020, la cession du lot n° 41 d'une surface de 5.472 m<sup>2</sup>. Vendu au tarif de 65 € HT/m<sup>2</sup>, le prix du terrain est de 355.680 € HT. Le bâtiment conçu par EYKO représente une emprise de près de 2.000 m<sup>2</sup> et une surface totale de 3.674 m<sup>2</sup>. Il comprendra environ un quart de bureaux et trois quarts d'ateliers. La construction est chiffrée à 2,6 M€, montant comprenant les travaux et les raccordements.

Afin de réduire de façon significative l'impact sur l'environnement de son bâtiment industriel et administratif, la société EYCO a agi sur plusieurs paramètres :

- les techniques mises en œuvre pour la construction proprement dite,
- les technologies utilisées dans le traitement des effluents de ses procédés, qu'ils soient gazeux ou liquides,
- l'intégration dans le site et les espaces verts.

Le compromis de vente du terrain a été signé le 19 janvier 2021, et la demande de permis de construire a été déposée en mars dernier. Les travaux devraient se dérouler entre septembre 2021 et novembre 2022. L'opération immobilière sera portée par la S.A.S EYCO, en partenariat avec un crédit-bailleur.

Sur cette base, il est proposé de soutenir ce projet à hauteur de 150.000 €, montant représentant 5,76 % d'une assiette éligible de 2.603.500 €. Le terrain ayant déjà bénéficié d'un soutien public, dans le cadre de la procédure de ZAC, seuls les travaux de construction du bâtiment sont pris en compte au titre

de cette subvention. La subvention sera versée au crédit-bailleur qui la répercutera sur la société EYCO.

#### 2. Le projet d'investissement immobilier de la société CSTI Ingénierie à Peyrolles-en-Provence

##### 2.1. Présentation de l'entreprise

CSTI GROUPE est, depuis plusieurs années, un des acteurs majeurs du projet "clé en main" et de la machine spéciale dans le domaine de l'industrie nucléaire. Cet ensemble nucléaire se structure en deux sociétés basées sur le même site dans la zone d'activités du Val de Durance: d'une part CSTI Ingénierie, bureau d'études chargé de l'ingénierie et la conception et d'autre part CSTI Industrie qui adresse toute la partie réalisation, assemblage, mise en service et formation. La société CSTI INDUSTRIE, créée en 1991 est devenue un des spécialistes nationaux de la chaudronnerie inox, de la réalisation de machines spéciales et d'ensembliers dans le domaine de l'industrie nucléaire. Elle emploie actuellement 45 salariés.

Le soutien de la Métropole concerne la société CSTI Ingénierie. Créée en 2006, elle compte 15 salariés et a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de 896.000€. Cette filiale travaille en étroite collaboration avec CSTI Industrie et assure pour le groupe toute la partie Etudes, Recherche et Développement, Calculs des projets.

##### 2.2. Le projet immobilier

Soucieuse de se développer et de se doter de nouveaux bureaux afin de répondre à un carnet de commandes en croissance régulière, CSTI Ingénierie porte un projet de développement immobilier qui consiste en l'agrandissement de ses locaux à hauteur de 436 m<sup>2</sup> supplémentaires, déployés sur un rez-de-chaussée et un étage. Cette opération est financée par l'intermédiaire de la SCI DU LAC DE DURANCE, créée par les gérants. La demande de permis de construire a été déposée en novembre 2020 et les travaux ont commencé début 2021 pour la partie située en rez-de-chaussée. Les travaux d'édification de l'étage sont prévus au début de l'année 2022. L'objectif de l'entreprise est de recruter 5 nouvelles personnes d'ici à 2022 et de réaliser un chiffre d'affaires d'un million d'euros pour l'année 2021.

La société CSTI Ingénierie répond par ailleurs aux critères de la petite entreprise tels que définis par l'Union européenne et repris dans le règlement voté, soit un effectif inférieur à 50 salariés, et un bilan annuel ou chiffre d'affaires inférieur à 10 millions d'euros. Elle peut donc bénéficier d'un taux d'aide maximal de 20 %.

L'assiette des dépenses éligibles des travaux est chiffrée à 499.264,23€ HT. Le projet est entièrement financé par la SCI DU LAC DE DURANCE pour exploitation par CSTI Ingénierie. L'opération se fera dans le cadre d'un prêt bancaire et la subvention accordée sera répercutée sur les loyers à acquitter par l'entreprise auprès de la SCI.

Sur cette base, il est proposé de soutenir ce projet à hauteur de 90.000 €, montant représentant 18,02% d'une assiette éligible de 499.264,23€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement l'article L 1511-3 ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n°ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique emploi et agriculture du 10 mai 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du Code

général des collectivités territoriales, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.

- Que par délibération n°ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent.
- Que les sociétés EYCO et CSTI Ingénierie ont sollicité une aide en bonne et due forme.
- Que la Métropole entend y répondre favorablement.
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont attribuées des subventions d'aide à l'investissement immobilier

- de 150.000 € à la S.A.S. EYCO soit 5,76 % de l'assiette éligible, au titre de la construction d'un bâtiment industriel sur la ZAC de la Burlière à Trets ;
- de 90.000 € à la S.C.I LAC DE DURANCE, soit 18,02% de l'assiette éligible, au bénéfice de la société exploitante CSTI Ingénierie, au titre de l'extension de ses bureaux dans le cadre de son projet de développement et de croissance.

##### **Article 2 :**

Sont approuvées les conventions tripartites correspondantes, annexées au rapport.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à cette délibération.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, *en section d'Investissement* : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 232**

**Attribution de subventions à quatre entreprises du Pays d'Aix dans le cadre des projets de R&D collaboratifs retenus à l'Appel à Projets "PSPC Régions" n° 2**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

**1. Rappel des dispositions de l'Appel à Projets « PSPC REGIONS »**

L'appel à projets « PSPC-Régions » est un dispositif national de soutien financé par le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) qui a pour vocation de sélectionner des projets de recherche et développement structurants pour la compétitivité. Mis en place dans le cadre de la phase IV des Pôles de compétitivité, cette aide vient en appui des projets de Recherche & Développement collaboratifs.

Il s'agit plus particulièrement de projets de R&D conduits par un consortium qui rassemble au minimum deux partenaires industriels ou de services, dont une PME ou une ETI, et un partenaire de recherche. Seules les entreprises peuvent être chef de file. Les projets présentent des budgets totaux compris entre 1 et 4 millions d'euros.

Les projets doivent avoir des retombées économiques et technologiques directes et conduire à une mise sur marché, sous forme de nouveaux produits ou services. Sont visées également des retombées indirectes en terme de structuration durable des filières d'excellence.

La labellisation des projets par un ou plusieurs pôles de compétitivité donne lieu à une bonification du taux d'aide :

	Type de bénéficiaire		
	PME	ETI	GE
Projet non labellisé	35,00%	25,00%	20,00%
Projet labellisé	50,00%	35,00%	25,00%

L'impact économique et l'éco-conditionnalité représentent des critères de sélection majeurs.

Dans le cadre du processus de sélection, mené sous l'égide de l'Etat et des Régions, les projets PSPC-Régions sont proposés aux collectivités territoriales et EPCI pour cofinancement. D'ailleurs, seuls les projets bénéficiant d'un cofinancement par les

collectivités territoriales, pourront faire l'objet d'un financement de l'Etat.

Le soutien apporté par l'Etat aux bénéficiaires se fait sous forme d'aides d'Etat constituées de subventions et/ou d'avances récupérables. Les collectivités territoriales financent les projets selon des modalités qui leur sont propres.

A la suite d'un premier appel à projets PSPC-Régions lancé en juin 2019, l'AAP n° 2, lancé le 18 septembre 2020, a été clôturé le 3 novembre 2020. Sur la base d'une présélection des projets le 16 décembre 2020 et de tours de tables financiers avec les collectivités territoriales, la Décision du Premier Ministre est intervenue le 22 mars 2021, actant le financement de 31 projets à l'échelle nationale.

**2. Les projets retenus au titre de l'AAP n°2 PSPC – Régions**

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose de cofinancer quatre projets associant des entreprises basées en Pays d'Aix.

**2.1. Le projet QUALIFY impliquant la société HYSILABS basée à Aix-en-Provence**

Le projet Qualify est porté par un consortium composé de l'entreprise ENOGIA basée à Marseille, qui en est le porteur principal, ainsi que des sociétés HELION Fuel Cells et HYSILABS, situées à Aix-en-Provence, associées au laboratoire LIPSEN de l'ENSAM

S'inscrivant dans le projet de développement de la filière Hydrogène en Région SUD, le projet Qualify a pour objectif le développement de bancs d'essais pour la caractérisation et la qualification de composants et matériels dédiés à l'industrialisation du vecteur énergétique hydrogène. Il est orienté plus particulièrement vers les marchés des piles à combustibles et celui du stockage et du transport de l'Hydrogène. La durée du projet est de 30 mois.

Créée en 2015 et basée à Aix-en-Provence, la société HySilabs développe une solution innovante de transport et de stockage d'hydrogène. Grâce à sa solution qui permet le stockage de l'énergie sous forme liquide, HySilabs répond pleinement à la problématique du stockage longue durée des énergies renouvelables. Son état liquide inédit permet d'utiliser une logistique identique à celle des carburants conventionnels et ainsi faciliter le déploiement de techniques plus respectueuses de l'environnement en remplacement des énergies fossiles. La société emploie à ce jour une dizaine de personnes mais réalise un chiffre d'affaires encore assez faible (300.000 € prévus en 2021 grâce à quelques projets avec des grands groupes), dans la mesure où la société est encore dans sa phase de R&D. A terme, ce projet permettra à HySilabs de créer 13 emplois.

Les infrastructures développées permettront également à des chercheurs industriels ou académiques d'accéder à de la donnée opérationnelle pour valider leurs activités de recherche.

A ce titre, l'ENSAM d'Aix-en-Provence est partenaire du projet, et va utiliser l'infrastructure et les travaux des industriels pour développer les modèles énergétiques des systèmes mis en œuvre.

Le budget de ce projet collaboratif représente un montant d'un peu plus de 2 M€. Il est proposé de soutenir la société HySilabs à hauteur de 80.000 € soit 25,81 % d'une assiette financière de 309.947 €.

## 2.2. Le projet R3NDER porté par la société PERSPECTIVES basée à Aix-en-Provence

Porté par la société aixoise PERSPECTIVE[S] et associant la PME GEOSAT, le bureau d'études Ingerop, la Société du Canal de Provence et le laboratoire LIPSEN, le projet R3NDER vise le développement d'une solution opérationnelle pour les chantiers en réalité augmentée pour transposer les informations numériques de l'entreprise (BIM / Base de données / Cartographie) sur le terrain et pouvoir y faire des modifications en direct. Ce projet se focalise sur les activités en extérieur pour lesquelles les conditions ne sont pas toujours idéales.

Ainsi tous les acteurs (bureau d'études, exploitants et entreprises de travaux) auront à leur disposition des données de cartographie exploitables qui leur permettent d'améliorer leur productivité, leur fiabilité et la sécurité tant au niveau de l'exploitation en elle-même que lors des travaux de renouvellement et d'extension des réseaux.

Fort de l'intérêt porté par les utilisateurs finaux (GEOSAT, INGEROP, SCP), le projet R3NDER permettra à terme de faire non plus appel à des fournisseurs de logiciels étrangers comme c'est souvent le cas actuellement, mais à des entreprises françaises qui offriront des solutions innovantes. Ceci leur donnera des avantages concurrentiels indéniables leur permettant d'augmenter la compétitivité des clients et utilisateurs finaux, par l'amélioration de leur production.

Le nombre d'emplois créés 6 ans après le projet sera de 110 dont 77 pour Perspective[s], 15 pour GEOSAT, 17 pour Ingerop et 1 pour le LIPSEN. Le projet permettra également la montée en compétence des techniciens salariés qui prendront en main un outil de réalité augmentée, ce qui leur permettra d'engager un changement des conditions de travail sur terrain.

Le marché est aussi à l'international. Le projet R3NDER s'intéressera donc à l'identification de partenaires et clients potentiels en Europe dans un premier temps, et à l'échelle mondiale par la suite.

Créée en février 2013, Perspective[S] est une Jeune Entreprise Innovante (JEI) de 17 collaborateurs dont le siège social est situé au Technopôle de l'Arbois. Elle se positionne comme expert en réalité virtuelle, en réalité augmentée et Web 3D, au service d'un grand nombre de corps de métier. Elle a d'ailleurs développé son propre moteur 3D « NX Graphics » qui lui permet de créer des produits sur mesure en fonction des besoins des clients, générant aujourd'hui un chiffre d'affaires de plus de 1 M€. Perspectives[S] a bénéficié du soutien de Région SUD Investissement.

La création de la société Perspective[S] résulte de dix ans d'expérience des dirigeants dans le domaine de la 3D embarquée temps réel. Parmi les références majeures de la société figurent la réalisation de la visite virtuelle de la galerie de Vasarely et la

modélisation du jumeau numérique de la grotte Cosquer qui sera ouverte au grand public en juin 2022.

Le budget global de ce projet collaboratif représente un montant total de 1,74 M€. Il est proposé de soutenir la société Perspective[S] à hauteur de 60.000 € soit 6,31 % de l'assiette financière chiffrée à 950.440 €.

## 2.3. Le projet EASY SMART FACTORY associant la société Editag à Meyreuil

Le projet EASY SMART FACTORY est un projet de recherche collaborative qui vise à mettre au point et offrir une solution globale (logiciel et matériel) de digitalisation des ateliers de production, permettant aux PMI en France et à l'international d'améliorer durablement leur performance industrielle.

Le projet s'inscrit dans les domaines d'excellence "Industrie du futur et production industrielle" et "Numérique et Energie". Il va permettre à des industriels de petite taille (à partir de 10 personnes) d'accéder au monde de l'industrie du futur. Tous les freins à la digitalisation des ateliers tombent (coût exorbitant, complexité, infrastructure IT, temps, ROI...) et l'industriel gardera une totale autonomie sur la solution. L'industriel configurera en effet les différentes briques de sa solution sur un e-shop (internet) puis recevra le matériel IoT hybride 5G, adapté à ses usages capteur, afficheur, localisation et qu'il pourra configurer et déployer de manière autonome au sein de son usine. Il disposera alors, via le logiciel cloud connecté à son ERP, de toutes les données temps réels de son atelier qu'il partagera avec ses équipes pour améliorer sa productivité et sa compétitivité.

Le consortium est conduit par la société ASTREE SOFTWARE basée dans la Loire et associe la société EDITAG, l'EURECOM, école d'ingénieur basée à Sophia Antipolis et l'Ecole des Mines de Saint-Etienne.

Issue de la pépinière d'entreprises innovantes de Meyreuil, EDITAG est aujourd'hui une PME industrielle de 16 personnes qui conçoit et fabrique à Meyreuil des solutions d'objets connectés. A ce titre, elle assure la conception intégrale d'une gamme complète de produits matériels communicants par radio à base d'électronique et informatique destinés aux marchés de l'Art, du Luxe et au marché de l'industrie. Les solutions Editag répondent à des enjeux d'amélioration de la sécurité des objets et de la productivité. Le projet EASY SMART est un projet stratégique pour EDITAG qui s'inscrit pleinement dans son plan de croissance (+37% CAGR en moyenne sur les 3 prochaines années), dont l'organisation va évoluer fortement avec un renforcement de leurs effectifs (12 personnes) sur le Territoire et sur 3 ans des pôles R&D, Service Client, Production et Marketing & Commercial.

Le budget global du projet s'élève à plus de 3,8 M€. Il est proposé de soutenir la société EDITAG à hauteur de 50.000 € soit 4,53 % de l'assiette financière chiffrée à 1.103.200 €.

## 2.4. Le projet PUMA-X associant la société PRYSM basée à Aix-en-Provence

L'ambition de PUMA-X est de construire et valider à l'échelle régionale un modèle de plateforme de

gestion multirisques intégrée composée d'outils et de services. Elle sera testée et validée dans un environnement opérationnel au sein d'une première collectivité (Cannes) disposant de moyens techniques d'un centre R&D actif sur les Smart Cities et l'IA appliquées aux risques.

Ce projet est porté par 6 PME CII, IGO, JANUA, Predict, Prysm, J&P GEO et le laboratoire IMREDD bien implantés dans le secteur des collectivités territoriales et grands comptes avec une importante base installée de clients. Ces acteurs représentent un marché de 50 M€ cumulés sur les 5 premières années et la création de 60 emplois.

Le projet développera des outils innovants et des services sécurisés et résilients dans le web en mode SaaS (solution logicielle applicative hébergée et exploitée en externe), afin d'accroître les capacités de collecte, traitement, alerte et partage de l'information.

Il participera à la transformation numérique de la gestion du risque (prévention, prévision, alerte, crise, capitalisation et retour d'expérience) via les innovations proposées : jumeaux numériques 3D de territoire, Plans Communaux de Sauvegarde dynamiques couplés à la cartographie, gestion des moyens et traçabilité des opérations et actions engagées, traitement temps réel ....

Ces innovations répondent à la priorité « Technologies clés / Numérique », des Opérations d'Intérêt Régional OIR de la région Sud PACA et à l'axe stratégique « Systèmes intelligents et chaîne de la donnée numérique » de la région Occitanie.

Le projet permettra aux partenaires de multiplier les ventes de leurs solutions intégrées dans la plateforme PUMA-X en France et à l'international.

La société PRYSM est une PME aixoise de 18 personnes, créée en 1996, qui développe un logiciel d'hypervision commercialisé à travers 150 partenaires dans une quarantaine de pays. Son logiciel AppVision permet de piloter, de faire interagir à partir d'une interface unique des systèmes de sécurité hétérogènes tels que des systèmes de vidéosurveillance, de contrôle d'accès, d'anti-intrusion, d'interphonie, de protection incendie, de supervision des réseaux informatiques...

Le budget total du projet et des sept partenaires s'élève à 3.910.224 €. Il est proposé d'accorder une subvention de 60.000 € à la société PRYSM soit 9,37 % d'une assiette financière de 640.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

- Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et notamment les dispositions relatives aux aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation ;

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le régime d'aide notifié SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n°ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n°18-555 votée par la Commission Permanente du Conseil Régional PACA du 29 juin 2018 approuvant la convention-type qui fixe les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT) ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 et approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La convention-cadre fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques signé le 2 avril 2019 ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La Décision n° 2021 – PSPC – 01 du Premier Ministre en date du 22 mars 2021, relative à la sélection de 31 projets collaboratifs, dans le cadre des Investissements d'Avenir ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 10 mai 2020.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

## Considérant

- L'importance stratégique de l'effort d'innovation des entreprises, notamment dans la crise actuelle.
- La volonté de la Métropole de soutenir les projets de R&D collaboratifs développés sur la base de l'Appel à projets PSPC Régions n°2 et cofinancés par la Région.

## Délibère

### Article 1 :

Sont attribuées quatre subventions pour un montant total de 250.000 € à quatre entreprises du Territoire du Pays d'Aix au titre de leur participation aux projets collaboratifs développés dans le cadre de l'Appel à projet PSPC Régions n°2 selon la répartition suivante :

- Projet QUALIF-HY – Société HYSILABS – 80.000 €
- Projet R3NDER – Société PERSPECTIVE[S] – 60.000 €
- Projet EASY SMART FACTORY – Société EDITAG – 50.000 €
- Projet PUMA X – Société PRYSM – 60.000 €

### Article 2 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées à signer avec les entreprises susvisées.

### Article 3 :

Madame la Présidente du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document afférent à ces dossiers.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162384, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI384AP9.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 233

**Attribution d'une subvention à l'association PEGASE (SAFE CLUSTER) en vue de l'organisation du Forum ENVIRORISK 2021 sur le Technopôle de l'Environnement Arbois Méditerranée**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Piloté par la Métropole Aix-Marseille Provence, le Technopôle de l'Arbois est le 1er Technopôle de France dédié à l'environnement.

Depuis 2005, le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée accueille le Forum Envirorisk sur son site et participe à l'organisation de ce dernier. Il s'agit d'une manifestation dédiée aux professionnels du monde des risques (naturels, industriels, sanitaires, sécurité civile...) et de l'environnement (énergies, eau, déchets, biodiversité, qualité de l'air...). Son ambition est de favoriser la promotion de solutions technologiques et de savoir-faire en faveur de la protection de l'homme et de la planète.

Le public concerné par cet événement est :

- D'une part, les acteurs en proie aux problématiques environnementales souhaitant se prémunir des risques ou limiter leur impact sur l'environnement : les collectivités territoriales, les industriels responsables, les services de l'Etat, la sécurité civile...
- Et d'autre part, les sociétés innovantes, groupements d'entreprises, laboratoires de recherche... proposant des solutions technologiques et d'ingénieries pour la prévention des risques et la préservation de l'environnement.

Devenue une manifestation de référence au niveau national dans le domaine des risques, cette nouvelle édition d'Envirorisk se déroulera les 23 et 24 septembre autour de la thématique des « événements climatiques extrêmes, de l'analyse à la résilience ». Sa tenue est envisagée au Technopôle en vue d'accueillir un maximum de participation physique. L'association PEGASE (SAFE CLUSTER) assurera également une retransmission numérique en vue de pallier les nombreuses contraintes liées à la crise sanitaire.

L'édition 2021 du Forum répond aux enjeux d'actualité en France comme à l'international et concerne particulièrement la Métropole Aix-Marseille. En effet, le territoire recense notamment près de 230 feux chaque année, 475 arrêtés de catastrophe naturelle pour inondation en 2018 et une forte représentation des sites classés Seveso. Pour échanger et trouver des solutions à l'ensemble de ces problématiques, Envirorisk rassemble des entreprises, collectivités, experts, certificateurs, institutionnels et universitaires.

Un programme d'animation varié et participatif est offert aux participants qui pourront assister à des conférences (pour partager les meilleures pratiques

et retours d'expérience), des ateliers collaboratifs (pour approfondir, débattre et faire de la somme des individualités une intelligence collective), des démonstrations (pour présenter de façon dynamique les solutions innovantes), des moments d'échanges et de mise en relation. Le contenu et le format d'Envirorisk est travaillé en partenariat avec les équipes du Technopôle qui veillent notamment à orienter ce forum vers une large promotion des solutions innovantes et opportunités d'affaires pour les start-ups du territoire.

L'association PEGASE (SAFE CLUSTER) sollicite la Métropole pour l'aider à organiser l'édition 2021 sur le Technopôle de l'Arbois par l'apport d'une subvention de 15.000€ représentant 26.70% du coût global de la manifestation. A cet effet, l'association PEGASE (SAFE CLUSTER) a déposé une demande au Guichet Unique sous le N° 2021\_00228.

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, l'opérateur bénéficie d'autres subventions sur l'exercice 2021 au titre de la gouvernance et l'animation, se décomposant comme suit :

- 40 000€ pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain
- 20.000€ pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix
- 4.500€ pris en charge sur l'Etat Spéciale de Territoire Ouest Provence

Le financement de cette manifestation étant lié à une action spécifique, il ne peut être rattaché à une demande de fonctionnement général et ne peut être considéré comme un financement multi-territoires.

Le budget prévisionnel de l'organisation du Forum ENVIRORISK édition 2021 est le suivant :

Dépenses		Recettes	
Publicité	3 900 €	Subvention Métropole AMP	15 000 €
Déplacements, missions, réception	12 500 €	Subvention Région Sud	10 674 €
Rémunération personnel	13 180 €	Subvention autres établissements publics	15 000 €
Charges sociales	10 784 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	5 800 €
Achats d'études et prestations de services	10 000 €	Cotisations	9 690 €
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	5 800 €		
<b>Total</b>	<b>59 164 €</b>		<b>59 164 €</b>

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix est l'unique partenaire financier à participer à l'organisation de cette manifestation. Tous ces éléments ont motivé la présentation de ce rapport en Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 10 mai 2021.

Où le rapport ci-dessus,  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'organisation du forum « ENVIRORISK », manifestation de référence au niveau national dans le domaine des risques.

#### Délibère

##### Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000€ à l'association PEGASE (SAFE CLUSTER) pour l'organisation du Forum « ENVIRORISK 2021 ».

##### Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et l'association PEGASE (SAFE CLUSTER) qui encadre l'organisation du Forum « ENVIRORISK 2021 » sur le site du Technopôle de l'Arbois.

##### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Emploi et formation**

### **2021 CT2 234**

**AVIS - Approbation d'une demande de subvention auprès de l'Association Nationale pour la Formation Automobile, organisme gestionnaire du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix, dans le cadre de l'appel à projets 2021 Matériels et équipements**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Situé au 200 rue Maurice Estrangin aux Milles à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille plus de 950 apprentis qui suivent une formation en alternance pour préparer des diplômes de niveau 3, 4 et 5, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial.

L'Association Nationale pour la Formation Automobile (ANFA), ancien organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) habilité par l'État, finançait chaque année la formation professionnelle continue du secteur de l'automobile, via les contributions financières des entreprises qui relèvent de son champ de compétences, jusqu'à la réforme de l'apprentissage de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

L'ANFA est désormais une association professionnelle, chargée par la Commission paritaire nationale de la branche des Services de l'automobile de la mise en œuvre de dispositifs relevant de sa politique nationale de formation.

La réforme de la formation professionnelle a induit un changement de l'accompagnement des établissements par l'ANFA. L'attribution de subventions aux établissements se fait désormais au travers d'appel à projets nationaux. L'accompagnement financier des établissements est complémentaire à la prise en charge du coût contrat

par l'opérateur de compétences (OPCO) Mobilités, qui couvre notamment les dépenses de fonctionnement telles que définies par la loi du 5 septembre 2018 et ses décrets d'application. L'accompagnement de l'ANFA ne peut concerner le champ couvert par l'OPCO Mobilités, sous peine de voir les financements de l'OPCO diminués à due proportion. L'utilisation des fonds de l'ANFA pour subventionner les établissements de formation de la branche est d'ailleurs soumise à un contrôle du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance.

Dans ce contexte, l'ANFA a publié en mars 2021 un « Appel à Projets matériels et équipements », auquel le CFA du Pays d'Aix s'est porté candidat, pour continuer à bénéficier de ces dotations dédiées aux ateliers du secteur automobile.

Dans la limite d'une dotation maximale de 15.000 euros TTC, le CFA du Pays d'Aix a proposé l'achat de deux tables élévatrices et d'un banc de géométrie, pour un montant total de 21 887,31 euros TTC, comprenant 6 887,31 euros TTC d'auto-financement.

RECETTES	TTC	DEPENSES	HT	TTC
Subvention ANFA	15 000,00	Tables élévatrices	6 994,86	8 393,31
Autofinancement Métropole	6 887,31	Banc de géométrie	11 245,00	13 494,00
TOTAL	21 887,31		18 239,86	21 887,31

Dans le cas de l'octroi de cette subvention, le CFA du Pays d'Aix procèdera à l'ensemble des achats. La subvention accordée par l'ANFA sur la base de la production des factures acquittées sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné, section Investissement, chapitre 13, nature 1318, fonction 26.

La présente délibération visa à approuver cette demande de subvention auprès de l'ANFA et à autoriser la signature de tous les documents afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail et notamment les articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- ; La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, et ses décrets d'application ;
- Le bulletin officiel n° 12 de l'Education Nationale du 23 mars 2006 – MENE0600465C portant organisation des UFA ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès de l'Association Nationale pour la Formation Automobile dans le cadre de l'appel à projets 2021 Matériels et équipements.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une subvention auprès de l'Association Nationale pour la Formation Automobile dans le cadre de l'appel à projets 2021 Matériels et équipements et à signer tout document y afférent.

**Article 2 :**

Les recettes éventuelles seront constatées sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné, section Investissement, chapitre 13, nature 1318, fonction 26.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	55
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	55
Majorité absolue	28
Pour	55
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 235**

**Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, vingt et un opérateurs sollicitent la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du Territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix.

Il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 630.000 €, aux vingt et un opérateurs suivants :

- COSENS
- INITIATIVE PAYS D'AIX
- LOOK & JOB
- ACCES CONSEIL BGE
- LA FIBRE SOLIDAIRE
- IE 13
- LES ATELIERS DE GAIA
- GROUPEMENT D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE OBJECTIF PLUS
- INTER'MADE
- REMISE EN JEUX
- MAISON DES MÉTIERS DU PATRIMOINE
- PARTAGE ET TRAVAIL
- ELAN JOUQUES
- LES ATELIERS DE LA TREVARESSÉ
- ATELIER JASMIN
- MÉTIERS ET PAYSAGES
- GEIQ SILVER PACA
- AGGREGOTECH
- FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES
- WIMOOV
- CBE SUD LUBERON

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par le Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- I. Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- II. Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- III. Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- IV. Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi

## ■ **COSENS**

**Objectif** : L'objectif général de l'association est de favoriser l'émergence de projets de création d'entreprises sur Vitrolles et les communes du sud du Territoire du Pays d'Aix.

**Action** : La mise en œuvre de l'action CitésLab répond aux besoins de soutien et d'accompagnement des porteurs de projet d'entreprise résidant dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville de Vitrolles. Dans ce sens, l'action CitésLab se pose en passerelle entre les publics éloignés du monde de la création d'entreprise et les différents dispositifs de droit commun existants sur le Territoire.

## ■ **INITIATIVE PAYS D'AIX**

**Objectif** : Accompagner et financer les porteurs de projet d'entreprise en création, reprise ou développement désireux de s'installer en Pays d'Aix – portage des actions CitésLab à Aix-en-Provence et Pertuis.

**Actions** : Le CitésLab est un dispositif d'appui à l'émergence de projet de création d'activités dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Il est actuellement mené par l'association sur les communes d'Aix-en-Provence et Pertuis.

Plusieurs axes :

- Sensibilisation, détection et soutien à l'émergence de projets
- Actions d'accompagnements à la création d'activité
- Opérations de rapprochement des acteurs de la création d'entreprises
- Actions d'accès au financement favorisant la création d'activité ou le développement
- Soutien aux entreprises en difficultés des QPV

Bénéficiaires en 2020 à Pertuis : 53 personnes suivies en 2020 dont 17 issues de QPV

Bénéficiaires en 2020 à Aix-en-Provence : 136 personnes suivies en 2020 dont 95 issues de QPV

## ■ **LOOK & JOB**

**Objectif** : L'association propose des activités de diagnostic-conseil en image personnelle et professionnelle, des prestations de mise en beauté, ainsi que des ateliers thématiques collectifs, destinés à un public fragilisé et aux demandeurs d'emploi.

**Action** : Cette action de salon de beauté solidaire permet, à travers des ateliers collectifs gratuits et des tarifs préférentiels pour les personnes en difficulté, de favoriser la remise à l'emploi grâce à un travail sur l'image de soi et des soins esthétiques. (Bilan 2020 en cours)

## ■ **ACCES CONSEIL BGE**

**Objectif** : Appui au développement d'activités économiques et à l'emploi.

**Action** : Sensibiliser à la création d'entreprise. Accueillir, accompagner, former et suivre post-crédation les créateurs du Territoire du Pays d'Aix. (Bilan 2020 en cours)

## ■ **LA FIBRE SOLIDAIRE**

**Objectif** : Chantier d'insertion textile. Favoriser l'insertion économique et sociale de personnes en difficulté à partir d'une activité de stockage, réhabilitation et cession, moyennant une participation financière symbolique, de vêtements et autres objets récupérés auprès de donateurs.

**Action** : La Fibre Solidaire est une association qui organise la collecte, le tri sélectif, la remise en état et la revente de textiles usagés.

Outre le suivi personnalisé assuré par le conseiller en insertion, les salariés bénéficient d'une formation technique assurée par le chef d'équipe s'articulant autour de la production en atelier pour les salariés du centre de production et des techniques de vente pour les salariés sur les points de vente.

Ce chantier a permis en 2020 d'accueillir 55 personnes dont 6 participants du PLIE.

Les 6 boutiques ouvertes sur le Pays d'Aix sont situées à Aix-en-Provence (2 boutiques), Pertuis, Vitrolles, Venelles, Gardanne.

## ■ **IE 13**

**Objectif** : Concourir à la promotion sociale et professionnelle des jeunes et des adultes, dans le cadre d'actions mises en place pour favoriser l'insertion et l'orientation par l'activité économique. IE13 porte 2 chantiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix.

**Actions** : Chantiers d'insertion « Embellissement des espaces collectifs de proximité » et « Aménagement urbain et valorisation des espaces boisés »

L'objectif de ces deux actions est de permettre à des personnes éloignées de l'emploi d'acquérir une expérience professionnelle, une qualification transférable, ainsi qu'un accompagnement socioprofessionnel personnalisé.

L'action a pour objet de constituer une étape de parcours d'insertion des bénéficiaires autour du chantier d'espaces verts. L'objectif est de réaliser un accompagnement actif et un encadrement technique adaptés aux salariés, en vue de favoriser les conditions de leur insertion professionnelle et sociale durable.

Concourir à la promotion sociale et professionnelle des jeunes et des adultes, dans le cadre d'actions mises en place pour favoriser l'insertion et l'orientation par l'activité économique.

Ces deux actions ont pour objet l'entretien d'espaces verts en pieds d'immeuble (bailleurs sociaux à Aix) ou d'espaces boisés urbains (ville de Vitrolles).

(Bilans 2020 en cours)

#### ■ **LES ATELIERS DE GAIA**

**Objectif :** Le chantier d'insertion le potager de Gaïa est une exploitation agricole en maraîchage biologique située sur la Commune de Gardanne. Il permet à des individus par la mise au travail, dans le cadre d'un parcours d'insertion en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) de bénéficier d'un accompagnement socioprofessionnel afin d'accéder à l'emploi.

**Action :** Mise en œuvre d'un chantier d'insertion portant sur la production et la commercialisation (sous forme de paniers hebdomadaires et à destination des cantines scolaires de Gardanne) de légumes biologiques, effectuées par des personnels en insertion et leurs encadrants. L'association bénéficie de 24 postes agréés en insertion. (Bilan 2020 en cours)

#### ■ **GROUPEMENT D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE OBJECTIF PLUS**

**Objectif :** Le GES Objectif Plus participe à la création et à la consolidation de l'emploi par l'accompagnement et le conseil, auprès des employeurs et salariés dans le domaine du sport et des loisirs, auprès des entreprises sociales, dans le développement de leurs projets.

**Action :** Le projet vise à créer un GEIQ (Groupement d'Employeur Insertion et Qualification) dans les métiers de l'animation et des loisirs récréatifs sur le territoire du Pays d'Aix, de façon à embaucher directement les publics ciblés (jeunes sans qualification, DELD, bénéficiaires du RSA, participants PLIE), puis les mettre à disposition des entreprises et associations adhérentes. Le GEIQ organise pour ces publics une alternance entre apprentissage théorique et situation de travail concrète.

#### ■ **INTER'MADE**

**Objectif :** Inter'made vise l'inclusion professionnelle de personnes éloignées de l'emploi et la sécurisation des parcours des créateurs d'activités économiques en réponse à des besoins du Territoire et de développement local, et ce, via l'accompagnement, la formation et la mutualisation.

**Action :** « Oser entreprendre / Starter et couveuse »  
- Constitution d'un réseau d'acteurs du Territoire permettant d'identifier les porteurs de projet économique  
- Accueil individuel des porteurs d'une idée de création d'entreprise pour entrer dans le dispositif ou être conseillé pour une autre orientation  
- Quatre sessions de formation à la création d'entreprise : trois sessions « Oser Entreprendre », une session « Starter »  
- Organisation de comités de suivi pour les créateurs composés d'acteurs exerçant des responsabilités sur le Territoire et de structures d'accompagnement à la création d'entreprise. (Bilan 2020 en cours)

#### ■ **REMISE EN JEUX**

**Objectif :** Mise en œuvre et gestion d'un dispositif chantier d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix (Éguilles et Vitrolles), dans le secteur de la récupération, de la valorisation et de la commercialisation de jeux et jouets.

**Action :** Ce chantier d'insertion « Recyclage de jouets » permet le retour à l'emploi des personnes les plus en difficultés du Territoire grâce à un accompagnement socioprofessionnel et une reprise d'activité. Il offre des postes adaptés à tou(te)s : vendeur, chauffeur, réparateur, vendeur sur internet... En 2020 il a permis la collecte de 70.000 jouets, 23.200 vendus, 10.000

donnés à des associations, 6.800 réhabilités et stockés, 30.000 démantelés et recyclés.  
43 personnes ont pu bénéficier d'un contrat CDDI sur le chantier en 2020.

## ■ **MAISON DES MÉTIERS DU PATRIMOINE**

**Objectif** : Chantier d'insertion – Insertion sociale et professionnelle pour les personnes éloignées de l'emploi. L'association a pour but l'accueil et la réinsertion des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, rendant difficile leur accès direct au marché du travail.

**Action** : « **Chantier d'insertion** » ayant pour support l'entretien et valorisation d'espace rural et urbain, la restauration et l'aménagement du petit patrimoine rural et villageois, l'aménagement et la réhabilitation de bâtis urbains.  
Ouverture de 20 postes de travail en insertion, dont 10 réservés à des habitants de Pertuis à destination de personnes éloignées de l'emploi, orientées par les prescripteurs et accompagnateurs à l'emploi du Territoire.  
Mise en œuvre au profit des participants d'une action d'accompagnement socioprofessionnel et de formations collectives rattachées aux situations de production (techniques de débroussaillage, d'abattage, de petite maçonnerie et travaux de second œuvre du bâtiment...) et individualisées (communication, TRE...).  
En 2019, 35 personnes ont bénéficié d'un contrat de travail CDDI sur le chantier, dont 22 personnes résidant à Pertuis. (Bilan 2020 en cours)

## ■ **PARTAGE ET TRAVAIL**

**Objectif** : Association Intermédiaire (AI) qui met en œuvre depuis 1987 des parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi cumulant des difficultés sociales et professionnelles. Elle développe et met à profit son réseau d'adhérents particuliers, entreprises et associations pour proposer des emplois dans le domaine du service à la personne.

**Action** : L'association prodigue un accompagnement social effectif pour ses salariés en difficulté, leur permettant d'acquérir des compétences valorisables sur le marché de l'emploi à travers des formations qualifiantes ainsi qu'à travers l'expérience acquise pendant leurs missions. Le but étant de faire évoluer les salariés du dispositif sur

des contrats en CDD et CDI. (Bilan 2020 en cours)

## ■ **ÉLAN JOUQUES**

**Objectif** : Élan Jouques est conventionné dans le cadre du projet national expérimental Territoire Zéro Chômeur. Cette expérimentation a pour but de créer des activités non-concurrentielles répondant aux besoins du Territoire en embauchant les chômeurs de longue durée de la Commune en CDI.

**Action** : Élan Jouques a d'ores et déjà embauché environ 50 demandeurs d'emploi de longue durée originaires de la Commune de Jouques  
Son but est de poursuivre son ambitieux programme d'embauches à travers le développement des différents pôles proposant de nombreuses activités : travail du bois, agroforesterie, agriculture, location et réparation de vélos, laverie, tourisme... (Bilan 2020 en cours).

## ■ **LES ATELIERS DE LA TREVARESSE**

**Objectif** : Favoriser la réinsertion professionnelle par différentes actions de remobilisation par le travail sur des supports d'activité ne nécessitant pas de qualifications particulières mais permettant une resocialisation et la mise en place d'une dynamique de recherche d'emploi. L'association porte une action chantier d'Insertion dans le domaine du recyclage de carton.  
L'association aide les bénéficiaires à construire leur projet professionnel à travers toutes les possibilités qu'offre le droit commun. Les salariés en insertion bénéficient d'un accompagnement vers l'emploi et d'étapes de parcours visant à lever les obstacles et les freins à l'emploi.

**Action** : Cette action chantier d'insertion permet l'ouverture de 12 postes en insertion en CDDI, le support d'activité est la collecte et le recyclage de cartons.  
Adossé au CHRS « l'étape » à Rognes, l'accompagnement prodigué sur le chantier permet d'apporter une remédiation aux différents freins à l'emploi des participants.  
Le chantier a accueilli 26 personnes en 2019 (Bilan 2020 en cours).

## ■ ATELIER JASMIN

**Objectif :** L'ATELIER JASMIN est une association d'insertion par l'activité économique ayant pour support pédagogique la création et la décoration de textiles. Son but est de permettre à des personnes en situation précaire d'être accueillies dans un espace professionnel, afin de :

- Développer une démarche d'autonomie et de citoyenneté
- Mettre en place les étapes d'un projet social et professionnel
- Favoriser l'accès à l'emploi

**Action :** L'Atelier Jasmin, installé au cœur du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence, mène une action de chantier d'insertion (couture/textile) depuis plus de 10 ans avec notamment la création des costumes du carnaval d'Aix. Ce travail permet une ouverture et un développement du lien social, constitue un support pédagogique important dans l'apprentissage et l'intégration d'une pratique professionnelle transférable à d'autres activités professionnelles. Ce chantier de 24 postes (public essentiellement féminin) a accueilli 40 personnes en 2019 (Bilan 2020 en cours).

## ■ MÉTIERS ET PAYSAGES

**Objectif :** Créée en 2018 dans le giron d'Aix Multi Services, cette structure complète l'offre d'insertion du Territoire en permettant au participants une professionnalisation et une employabilité accrue pour le secteur des métiers verts.

**Action :** L'année 2020 a été très difficile notamment à cause de la crise sanitaire qui largement gêné le fonctionnement de Métiers et Paysages. La volonté est de relancer l'activité en 2021 à travers un engagement de l'équipe actuelle et des recrutements. L'objectif demeure la professionnalisation des participants à travers une mise en situation réelle quotidienne. La structure prévoit en 2021 le recrutement de 2 salariés permanents et de 4 salariés en insertion en CDDI. (Bilan 2020 en cours)

## ■ GROUPEMENT D'EMPLOYEURS POUR L'INSERTION ET LA QUALIFICATION SILVER PACA

**Objectif :** Le GEIQ Silver PACA a pour objectif de fédérer les EHPAD présents sur le territoire régional, soucieux d'apporter une réponse collective aux problématiques structurelles liées au recrutement et à la formation des professionnels intervenant dans leurs établissements. Le GEIQ organise l'identification, la prescription et l'accompagnement de publics éloignés de l'emploi pour leur entrée dans les formations du secteur d'activité dans le cadre de formations professionnelles. L'association emploie les personnels qu'elle met à disposition des EHPAD adhérents, dans le cadre de leur formation en alternance. Un suivi professionnel et social est assuré tout au long de la formation afin de maximiser les chances de réussite à l'obtention du diplôme et à l'insertion professionnelle durable à l'issue de la formation, notamment en levant les freins personnels qui peuvent exister et auxquels les EHPAD, en tant qu'employeurs, ne peuvent apporter de réponse.

**Action :** Le GEIQ agit en amont et en aval des formations professionnelles des métiers concernés. Il fédère l'ensemble des acteurs de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle du Territoire afin d'identifier des publics cibles éloignés de l'emploi et les orienter vers les formations en organisant des parcours de découverte et de préqualification. Le GEIQ recrute les salariés entrant en formation et les met à disposition des EHPAD membres de l'association, dans le cadre de leur alternance. Un suivi régulier est assuré, en lien avec l'EHPAD et le centre de formation, afin d'assurer la réussite de la formation et maximiser les chances d'obtention du diplôme et de sortie de la formation en emploi (CDD longue durée ou CDI). Un soutien et une aide sont apportés pour trouver des solutions aux difficultés personnelles rencontrées et qui peuvent être des freins à l'insertion professionnelle (mobilité, logement, garde d'enfant, acquisition des savoirs fondamentaux, etc.). (Action nouvelle)

## ■ AGGREGOTECH

**Objectif :** L'association crée cette année un chantier d'insertion ayant pour support le numérique et l'internet. Elle a pour objet de contribuer au développement

de l'insertion par l'activité économique : assurer l'accueil, l'embauche et la mise au travail sur des actions collectives des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières; organiser le suivi, l'accompagnement, l'encadrement technique et la formation de leurs salariés en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable; s'appuyant sur un support d'activité de production de biens et de services numériques ou tout autre moyen.

**Action :** Le chantier d'insertion prévu pour 8 personnes s'articule autour de 2 pôles numériques.

- Equipe 1 : Les données : 3 salariés travaillant sur le graphisme et la numérisation
- Equipe 2 : La communication : 5 salariés travaillant sur la maintenance et la création de sites, le graphisme et la vidéo.

Les salariés en insertion auront l'opportunité sur ce chantier de bénéficier d'un accompagnement pour traiter leurs freins à l'emploi classiques mais aussi de travailler sur leur employabilité en acquérant des compétences dans le domaine du numérique. Ce chantier présente l'avantage d'être attractif pour les femmes ce qui n'est pas toujours le cas suivant les supports de chantier. (Action nouvelle)

## ■ **FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES**

**Objectif :** Aider à la réinsertion sociale et professionnelle des personnes isolées, de couples sans enfant, de ménages avec enfant(s) à charge et de familles monoparentales, qui se trouvent, par circonstances de la vie, en difficulté ou dans l'impossibilité de pourvoir sans accompagnement à tous leurs besoins, notamment du fait : de déficiences familiales, de manque de qualification professionnelle ou d'emploi, de difficultés de logement, de santé et financières.

**Action :** L'action portée par le CHRS La Chaumière à la Roque d'Anthéron est une auto-école sociale permettant à des personnes en difficulté de développer leur mobilité par l'obtention du permis de conduire, levant ainsi un frein important à leur insertion professionnelle.

L'auto-école sociale s'adresse à des personnes en insertion orientées par un travailleur social d'une structure ayant signé une convention avec l'établissement. Elle travaille par

exemple avec différents chantiers d'insertion du Territoire.

Elle propose :

- Un tarif accessible aux bénéficiaires des minima sociaux (600 € pour le code et la conduite 30 h)
- Un accompagnement personnalisé
- Une pédagogie adaptée dans le respect du Programme National de Formation
- Une séance obligatoire de prévention alcool/vitesse
- Des actions de prévention routière pour les personnes ayant déjà le permis (Bilan 2020 en cours).

## ■ **WIMOOV**

**Objectif :** Promouvoir et initier de nouvelles pratiques de mobilité

**Action :** Développement d'une plateforme de mobilité sur le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, pour favoriser le retour à l'emploi avec des actions d'accompagnement à la mobilité des demandeurs d'emploi. Wimoov développe ses actions sur le Territoire du Pays d'Aix.

Les objectifs sont de proposer une offre de services en adéquation avec les besoins des publics et les attentes des partenaires locaux, lever les freins à la mobilité, qu'ils soient matériels ou psychosociaux, notamment en facilitant les déplacements et l'autonomie, des personnes en situation de fragilité et d'insertion socioprofessionnelle, résidant sur le Territoire du Pays d'Aix.

On dénombre 209 personnes accompagnées en 2019 avec un partenariat fort avec un grand nombre d'acteurs de l'insertion et de l'emploi en Pays d'Aix.

L'association propose également 6 véhicules à la location (2 voitures, 4 scooters). (Bilan 2020 en cours)

## ■ **CBE SUD LUBERON**

**Objectif :** Le Comité de Bassin d'Emploi du Sud Lubéron a pour principal objectif le développement économique et le maintien des emplois sur sa zone d'action.

**Actions :** « Animation du dialogue social territorial et actions pour l'emploi »

Organisation de 3 forums à Pertuis et animation territoriale pour l'emploi avec l'organisation des matinales pour l'emploi en collaboration avec les Communes de Jouques, Peyrolles, Meyrargues, Venelles et la Roque d'Anthéron. (Bilan 2020 en cours)

## « Un pas vers l'emploi SENIORS »

Parcours d'Accompagnement renforcé pour personnes en transition professionnelle et publics les plus éloignés de l'emploi

6 Sessions organisées en 2019 à Pertuis avec 24 personnes accompagnées et 6 sorties positives comptabilisées. (Bilan 2020 en cours)

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLICITEE	SUBV° PROPOSEE	CONV OUI/ NON
<b>Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi</b>							
0100	COSENS	Citélabs Vitrolles	15.000 €	30.000 €	15.000 €	15.000 €	OUI
0575	INITIATIVE PAYS D'AIX	CitèsLab Aix 2021	13.000 €	52.530 €	21.000 €	13.000 €	OUI
0576	INITIATIVE PAYS D'AIX	CitèsLab Pertuis 2021	6.000 €	22.470 €	9.000 €	6.000 €	OUI
0745	LOOK & JOB	Fonctionnement général	10.000 €	41.500 €	12.000 €	10.000 €	NON
0973	ACCES CONSEIL BGE	Sensibilisation des publics et acteurs de l'accompagnement à l'emploi	10.000 €	108.519 €	10.000 €	10.000 €	NON
<b>Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique</b>							
0007	LA FIBRE SOLIDAIRE	Chantier d'insertion « la fibre solidaire »	45.000 €	868.000 €	55.000 €	45.000 €	OUI

0202	IE 13	Chantier d'insertion « Embellissement des espaces collectifs de proximité »	40.000 €	935.518 €	40.000 €	40.000 €	OUI
0203	IE 13	Chantier d'insertion « Aménagement urbain et valorisation des espaces boisés »	40.000 €	429.464 €	40.000 €	40.000 €	OUI
0253	LES ATELIERS DE GAÏA	Chantier d'insertion « Le potager de Gaïa »	25.000 €	603.731 €	25.000 €	25.000 €	OUI
0271	GROUPEMENT D'ECONOMIE SOLIDAIRE OBJECTIF PLUS	Aide au démarrage	15.000 €	68.900 €	20.000 €	20.000 €	NON
0450	INTERMADE	Oser entreprendre - Starter et couveuse	45.000 €	100.945 €	45.000 €	45.000 €	OUI
0549	REMISE EN JEUX	Chantier d'insertion « Remise en jeux »	50.000 €	790.000 €	75.000 €	59.000 €	OUI
0607	MAISON DES METIERS DU PATRIMOINE	Fonctionnement général	60.000 €	521.900 €	60.000 €	40.000 €	OUI
0667	PARTAGE ET TRAVAIL SAINTE VICTOIRE	Fonctionnement général	50.000 €	1.453.089 €	69.200 €	25.000 €	OUI
0705	ELAN JOUQUES	Fonctionnement général – Territoire zéro chômeur	25.000 €	1.366.108 €	30.000 €	20.000 €	OUI
0766	ATELIERS DE LA TREVARESSE	Fonctionnement général	30.000 €	297.100 €	36.000 €	30.000 €	OUI

0850	ATELIER JASMIN	Chantier d'insertion	63.000 €	742.650 €	78.750 €	63.000 €	OUI
SAS	MÉTIERS ET PAYSAGES	Aide à l'encadrement et au fonctionnement d'une entreprise d'insertion sur les « métiers verts »	20.000 €	154.213 €	30.000 €	20.000 €	NON
1029	GEIO SILVER PACA	EPAHD	-	256.300 €	15.000 €	15.000 €	NON
1045	AGGREGOTECH	Chantier d'insertion	-	174.896,5 €	40.000 €	22.000 €	NON
<b>Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi</b>							
0099	FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES	Auto-école sociale	20.000 €	67.535 €	20.000 €	20.000 €	NON
0864	WIMOOV	Mobilité inclusive – accompagnement à la mobilité	30.000 €	299.464 €	50.000 €	30.000 €	OUI
<b>Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi</b>							
0286	CBE SUD LUBERON	Animation du dialogue social territorial et actions pour l'emploi	7.000 €	25.450 €	14.000 €	7.000 €	OUI
0290	CBE SUD LUBERON	Un pas vers l'emploi SENIORS	10.000 €	38.500 €	10.000 €	10.000 €	OUI
<b>TOTAL</b>					819.950 €	630.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 10 mai 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt que présentent les actions menées par ces opérateurs dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

Délibère

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le Territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 630.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif, aux opérateurs suivants :

- COSENS
- INITIATIVE PAYS D'AIX
- LOOK & JOB
- ACCES CONSEIL BGE
- LA FIBRE SOLIDAIRE
- IE 13
- LES ATELIERS DE GAIA
- GROUPEMENT D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE OBJECTIF PLUS
- INTER'MADE
- REMISE EN JEUX
- MAISON DES MÉTIERS DU PATRIMOINE
- PARTAGE ET TRAVAIL
- ELAN JOUQUES
- LES ATELIERS DE LA TREVARESSE
- ATELIER JASMIN
- MÉTIERS ET PAYSAGES
- GEIQ SILVER PACA
- AGGREGOTECH
- FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES
- WIMO OV
- CBE SUD LUBERON

**Article 2 :**

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2021 à conclure entre et le Territoire du Pays d'Aix et les opérateurs :

- COSENS
- INITIATIVE PAYS D'AIX
- LA FIBRE SOLIDAIRE
- IE 13
- LES ATELIERS DE GAIA
- INTER'MADE
- REMISE EN JEUX
- MAISON DES MÉTIERS DU PATRIMOINE
- PARTAGE ET TRAVAIL
- ELAN JOUQUES
- LES ATELIERS DE LA TREVARESSE
- ATELIER JASMIN
- WIMO OV
- CBE SUD LUBERON

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	1
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

LANGUILLE Vincent

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 236****Attribution de subventions aux opérateurs dans le cadre de la Programmation 2021 du PLIE du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, la politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) et repose sur un protocole d'accord dont les objectifs communs sont définis avec les services de l'État, de la Région et le Département des Bouches-du-Rhône, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Ce Plan a pour objet la mise en cohérence des interventions publiques au niveau local pour le public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Cette démarche partenariale est destinée à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le Territoire du Pays d'Aix, la mobilisation des moyens de chacun des signataires, afin de permettre l'accès à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion durable du marché du travail.

Le PLIE assure une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à l'emploi des bénéficiaires puis au maintien de ceux-ci dans l'emploi pendant plus de 6 mois.

Le PLIE du Pays d'Aix en tant que « plate-forme de coordination », permettant la mobilisation des moyens de chaque partenaire, intervient selon 3 axes structurés autour :

- Du renforcement des structures qui accueillent, orientent et suivent les publics susceptibles d'intégrer les actions du PLIE ;
- Des structures d'insertion par l'activité économique, afin d'améliorer la qualification des participants et de favoriser leur retour à l'emploi ;
- Des partenariats avec des entreprises et des organisations socioprofessionnelles de façon à ce que les participants puissent engager leur parcours d'insertion, en tenant compte de la réalité du marché local du travail.

La coordination accrue mise en place entre les différentes instances (Conseil Régional, Conseil Départemental, Pôle d'insertion et Pôle Emploi) conforte la nécessité de la poursuite du dispositif du PLIE sur le Territoire du Pays d'Aix.

En 2020, l'activité du PLIE a été très fortement impactée par la crise sanitaire et les accompagnateurs à l'emploi ont dû innover pour mettre en œuvre de nouvelles modalités d'accompagnement à distance afin de répondre aux demandes des participants.

Au regard de ce bilan, les membres du Comité de Pilotage, réunis le 30 avril 2021, ont validé les axes de programmation retenus au titre de l'année 2021 qui privilégient des actions novatrices incluant des supports ludiques et adaptés générant la cohésion, l'adhésion, la confiance (coaching, usine école, mise en situation de travail, jeu de rôles...).

Suite à cette décision, un travail de collaboration a été conduit avec les opérateurs du PLIE afin d'optimiser le redémarrage du dispositif. Ces échanges ont conduit à la planification d'un certain nombre d'actions au bénéfice des participants du PLIE dès le second trimestre 2021.

Toutes les actions proposées ont pour finalité la levée des freins périphériques à l'emploi en utilisant des supports variés et en associant des périodes en individuel et collectif.

## **1. Job Expert :**

L'objectif principal de cette action vise à faciliter l'accès à l'emploi et la réussite professionnelle des bénéficiaires du PLIE, confrontés à des difficultés de manque de confiance et d'estime de soi, générant des inadéquations comportementales face à des interlocuteurs professionnels. Elle s'inscrit comme une étape dans la construction du parcours, en amont de la prise de poste.

Cette action permet à chaque participant d'amorcer des changements d'attitudes et de comportement pouvant bloquer, ou freiner, l'atteinte des objectifs professionnels.

## **2. Le Collectif des Sens :**

Développe un projet intitulé « Jeu d(e)rôles » sur le Territoire du Pays d'Aix qui prévoit le déroulement d'ateliers d'expression théâtrale pour des demandeurs d'emploi en parcours d'insertion professionnelle.

L'action « Jeu d(e)rôles » consiste à proposer aux participants du PLIE, confrontés à des difficultés de communication verbale et non verbale, une action alternative dans le but d'améliorer leur employabilité.

## **3. DPSY Consult :**

L'objectif principal est de contribuer à la résolution des freins psychologiques à l'employabilité des demandeurs d'emploi, en les aidant à identifier, exprimer, clarifier et dépasser les obstacles rencontrés.

La finalité principale de cette action est d'apporter une écoute et un soutien psychologique au demandeur d'emploi afin de permettre au professionnel de se recentrer sur l'accompagnement socioprofessionnel.

## **4. Amégoré :**

L'action « Dynamic'Emploi » a pour objectif la mobilisation d'un groupe de participants PLIE sur des techniques et savoir-faire indispensables à l'insertion durable : développer son potentiel, restaurer sa confiance en soi et se remobiliser dans la perspective d'un retour à l'emploi. Cette action spécifique permet l'acquisition d'une plus grande capacité à convaincre par la communication téléphonique. Une technique bien maîtrisée permettra à chacun d'obtenir des résultats immédiats et concrets sous la forme de rendez-vous avec des employeurs potentiels.

## **5. ICV « In Practice » :**

L'objectif de cette association est la formation et l'accompagnement de personnes identifiées dans des parcours d'insertion socio-professionnelle en fin de parcours afin de créer les conditions d'accès à l'emploi durable par le développement de compétences relationnelles, techniques et savoir-être nécessaires à l'intégration au sein d'une équipe de travail et plus largement d'une entreprise.

Action « Atout sénior » : Action collective (sessions de 9 jours) qui a pour objectif de remobiliser les personnes en valorisant leurs expériences, forces et atouts ; changer leur regard sur elles-mêmes ; dynamiser la recherche d'emploi par le décryptage des processus de recrutement.

Action « USINE ECOLE » : Un atelier de production (fil rouge de l'action) – fabrication de

maisons à oiseaux – sert de support pour aborder les points clés nécessaires à un retour à l'emploi durable – les savoir être et savoir vivre en entreprise, les savoir-faire, la confiance en soi, le travail en équipe et acquisition du socle numérique.

Si le contexte sanitaire le permet, une programmation complémentaire d'actions basée sur les rencontres avec les entreprises et en collectif sera proposée lors du second semestre.

Après avoir rencontré l'ensemble des opérateurs la planification des opérations a été validée afin que les accompagnateurs à l'emploi puissent positionner dans les meilleurs délais les participants du PLIE au regard de leurs problématiques particulières.

Suite à ces travaux cinq structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à la réalisation d'actions en direction des participants du PLIE du Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de leur insertion socio-professionnelle.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification d'attribution de la subvention ou notification de la convention attributive et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

#### **Proposition de subventions dans le cadre de la programmation 2021**

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N.1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLICITEE	SUBV° PROPOSEE	CONV OUI/ NON
0764	JOB EXPERT	Coaching Emploi	25.200 €	43.060 €	30.400 €	30.400 €	OUI
0353	LE COLLECTIF DES SENS	Jeu de rôles	13.920 €	23.320 €	13.920 €	13.920 €	NON
0846	DPSY CONSULT	Diagnostic et Soutien Psychologique	30.000 €	67.000 €	35.000 €	30.000 €	OUI
NC	AMEGORE	Action « Dynamic'Emploi »	4.800 €	10.800 €	4.800 €	4.800 €	NON
NC	I C V In Practice	Action « Atouts Emploi Seniors »	Nouvelle action	11.050 €	5.010 €	5.010 €	NON
NC	I C V In Practice	Action « Usine Ecole – les nichoirs »	Nouvelle action	15.030 €	5.010 €	5.010 €	NON
TOTAL					94.140 €	89.140 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 10 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'établir une programmation au titre du PLIE en complémentarité avec les actions conduites par les partenaires du Territoire du Pays d'Aix.
- La plus-value apportée par ces actions aux participants du PLIE.
- L'intérêt pour le Territoire du Pays d'Aix d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée d'actions dans les domaines de l'emploi et de l'insertion.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribué aux associations dont les actions ont été retenues au titre de la programmation 2021 du PLIE du Pays d'Aix un montant total de subventions de 89 140 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les conventions annuelles d'objectifs à conclure avec les associations « Job Expert » et « DPSY Consult ».

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2021 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2021\_CT2\_237

**AVIS - Approbation de l'avenant 1 à la convention de fonds de concours 2021-2022 avec le Département des Bouches-du-Rhône pour la mise en œuvre des six PLIE du Territoire Métropolitain**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération CHL 006-9031/20/BM en date du 17 décembre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain.

Chaque PLIE est chargé de l'accompagnement à l'emploi et la mise en emploi réussie de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, dans le cadre de protocoles qui fixent sur une période de 5 ans, des objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre.

Au niveau de la gestion financière, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE, est déjà chargée de fonctions essentielles relatives à la gestion de la subvention globale FSE, pour le compte des PLIE dans le cadre d'une délégation de gestion subordonnée à la signature d'une Convention entre l'Etat et la Métropole, dite Convention de subvention globale.

Au même titre que la gestion de la subvention attribuée au titre du FSE, la Métropole prend la responsabilité de la gestion des contreparties publiques éligibles au FSE, en dehors de ses fonds propres, à savoir, notamment, les fonds du Conseil Départemental, consacrés à l'accompagnement des

bénéficiaires du RSA socle et majoré, dans le cadre des PLIE.

Le Département s'engage à verser à la Métropole une subvention de 1.873.000€ par an, sur la période 2021-2022, non gagée au titre d'autres programmes européens, destinée aux co-financements des opérations inscrites dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire d'intervention.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, de nouvelles modalités visant à redynamiser et à harmoniser l'activité des PLIE, en matière d'accompagnement sont appliquées par l'ensemble des PLIE métropolitains.

Eu égard à ces nouvelles modalités et à leur impact sur les modalités d'accompagnement, il convient de modifier les montants et de préciser les conditions d'affectation de la participation du Département au titre des actions d'intermédiation conduites par chacun des six PLIE, incluant relation entreprise et animation des clauses sociales d'insertion, comme suit :

PLIE	Montant annuel alloué	Dont montant alloué au titre de la relation entreprise ou de la clause sociale d'insertion
PLIE Marseille Provence Est	210.000 €	10.000 €
PLIE Marseille Provence Centre	380.000 €	30.000 €
PLIE Marseille Provence Ouest	160.000 €	10.000 €
PLIE du Pays d'Aix	470.000 €	10.000 €
PLIE du Pays de Martigues	200.000 €	30.000 €
PLIE Istres Ouest Provence	453.000 €	53.000 €

Il est donc proposé de modifier l'article 2 en ces termes.

Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 7 juillet 2020

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération CHL 006-9031/20/BM du 17 décembre 2020 portant demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des six Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Les conclusions de l'évaluation des PLIE conduite par la Métropole en collaboration avec le Département des Bouches-du-Rhône ;
- Les nouvelles modalités d'intervention des PLIE applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et leur impact sur la mission d'accompagnement conduite par les PLIE.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de fonds de concours 3021-2022 avec le Département des Bouches-du-Rhône pour la mise en œuvre des six PLIE du Territoire Métropolitain.

**Article 2 :**

Sont approuvés les nouveaux montants et conditions d'affectation de la participation du Département au titre des actions d'intermédiation conduites par les PLIE :

- PLIE MP Est : 10.000 euros alloués à la relation entreprise
- PLIE MP Centre : 30.000 euros alloués à la clause sociale d'insertion
- PLIE MP Ouest : 10.000 euros alloués à la relation entreprise
- PLIE du Pays d'Aix : 10.000 euros alloués à la relation entreprise
- PLIE du Pays de Martigues : 30.000 euros alloués à la relation entreprise
- PLIE Istres Ouest Provence : 53.000 euros alloués à la relation entreprise

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le  
Conseil de Territoire en prend acte et le  
transforme en délibération.**

**2021 CT2 238**

**AVIS - Attribution d'une subvention  
complémentaire pour l'exercice 2021 au profit de  
l'Association pour le Droit à l'Initiative  
Economique (ADIE)**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière de développement économique et d'emploi qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (A.D.I.E) agit sur deux volets tels que :

- La création d'entreprises : en effet, elle accompagne les micro-entrepreneurs avant, pendant et après la création de leur entreprise pour assurer la pérennité de leur activité. Elle met également en place le micro-crédit professionnel qui consiste à financer les micro-entrepreneurs qui n'ont pas accès au crédit bancaire, et plus particulièrement les chômeurs et les allocataires des minimas sociaux, à travers le microcrédit (jusqu'à 10 000 € de prêt),
- La création ou le maintien de l'emploi salarié : elle met en place, d'une part, le microcrédit personnel pour l'emploi qui consiste à favoriser la recherche ou le maintien de l'emploi ; d'autre part, une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit.

Ainsi, par délibération n° ECOR 008-9446/21/BM du Bureau de la Métropole du 18 février 2021 la Métropole a attribué à l'association pour 2021 une subvention d'un montant de 48 000 € (dossiers Astre n° 2021\_00451, 2021\_00453, 2021\_00454 et 2021\_00456).

Après instruction de la demande (Dossiers Astre n° 2021\_00455 : Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et n° 2021\_00452) il est proposé d'attribuer à l'association A.D.I.E une subvention complémentaire de 13 000 €, réparti comme suit :

- Conseil de Territoire du Pays d'Aix : 10 000 €,
- Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence : 3 000 €.

Cela porte le montant total de la subvention 2021 octroyée à l'association à 61 000 €.

Par ailleurs, il convient de préciser que suite à la délibération n° ECOR 007-8127/20/BM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, l'ADIE a bénéficié d'un abondement au fonds de prêt d'honneur de l'association d'un montant de 125 000 € sous forme d'avance remboursable au plus tard le 31 décembre 2030.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECOR 008-9446/21/BM du Bureau de la Métropole du 18 février 2021 portant approbation d'une subvention à l'association A.D.I.E au titre de l'exercice 2021.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la volonté de la Métropole est de soutenir la création d'entreprises et l'inclusion professionnelle par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée à l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique une subvention complémentaire d'un montant de 13 000 euros au titre de l'exercice 2021, répartie comme suit : 10 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et 3 000 euros pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

##### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention du 6 avril 2021, ci-annexé, à conclure avec l'association A.D.I.E.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 de l'état spécial du Territoire Istres-Ouest Provence : chapitre 65 – nature 65748 et au budget 2021 de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix : chapitre 65, nature 65748, fonction 61

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Agriculture**

### **2021 CT2 239**

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur les Communes d'Eguilles, Fuveau, Lambesc, Les Pennes-Mirabeau, Le Puy-Sainte-Réparate, Peyrolles-en-Provence, Rousset, Saint-Estève-Janson, Trets, Venelles**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, approuvée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1er janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

##### **Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des Communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux Communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 12 ventes de parcelles avec

révision de prix sur les Communes d'Eguilles, Fuveau, Lambesc, Les Pennes Mirabeau, Le Puy-Sainte-Réparate, Peyrolles-en-Provence, Rousset, Saint-Estève-Janson, Trets et Venelles.

- Eguilles

- Parcelle(s) : Section BX N°160 ; Surface : 48 ares 16 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 30 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 14 570,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat (ci-après DIE), que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section BR N°44 ; Surface : 34 ares 17 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 28 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 8 750,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Fuveau

- Parcelle(s) : Section BL N°3-4-5-6-7 ; Surface : 1 hectare 47 ares 34 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 70 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 31 000,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Lambesc

- Parcelle(s) : Section BI N°171 et 172 ; Surface : 22 ares 20 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 100 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 20 730,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Les Pennes Mirabeau

- Parcelle(s) : Section BS N°25 ; Surface : 58 ares 50 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 50 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 18 100,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Le Puy-Sainte-Réparate

- Parcelle(s) : Section A N°888, 889, 890 et 1113; Surface : 2 hectares 12 ares 75 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 80 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 44 360,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Peyrolles-en-Provence

- Parcelle(s) : Section AE N°50 et 52; Surface : 57 ares 85 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en

révision de prix pour un montant de 7 570,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Rousset

- Parcelle(s) : Section AR N°120; Surface : 14 ares 67 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 9 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 4 490,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section AO N°435; Surface : 12 ares 74 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 42 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 12 270,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Estève-Janson

- Parcelle(s) : Section B N°336 et 337; Surface : 68 ares 60 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 36 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 5 555,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Trets

- Parcelle(s) : Section AW N°65; Surface : 50 ares 00 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 185 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 78 240,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Venelles

- Parcelle(s) : Section BC N°54; Surface : 70 ares 68 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 150 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 88 975,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code rural pris en ses articles L.141-1 et suivants, L.142-1 et suivants, L.143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 10 mai 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention en vue de préempter avec révision de prix les 12 ventes de parcelles sur les Communes d'Eguilles, Fuveau, Lambesc, Les Pennes Mirabeau, Le Puy-Sainte-Réparate, Peyrolles-en-Provence, Rousset, Saint-Estève-Janson, Trets et Venelles.

Délibère

#### Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 12 préemptions en révision de prix sur les communes d'Eguilles, Fuveau, Lambesc, Les Pennes Mirabeau, Le Puy-Sainte-Réparate, Peyrolles-en-Provence, Rousset, Saint-Estève-Janson, Trets et Venelles, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

#### Article 2 :

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour chacune de ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, en cas de notification par la SAFER du retrait de la vente du bien par le propriétaire respectif.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Développement économique et emploi – Commerce et artisanat

### 2021 CT2 240

#### Attribution de subventions aux associations de commerçants et artisans de proximité

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par la Communauté du Pays d'Aix pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Composante de l'économie locale et véritable valeur ajoutée de l'attractivité des centres-villes et villages, l'activité de nos commerçants et artisans contribue à notre qualité de vie, dans l'intérêt général.

Les subventions présentées tiennent compte de l'impact de leur action sur le territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles.

Les demandes ont été examinées au regard des critères adoptés par le Conseil communautaire de la CPA du 13 décembre 2011 (délibération N° 2011\_A195).

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **1880 €** à l'association suivante :

n°GU	Association	Action subventionnée	Objet de l'action	Budget prévisionnel de l'action	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv. oui / non
2021_704	Union commerciale de Gardanne (Passion Gardanne)	Braderie des commerçants	Donner une attractivité commerciale au centre-ville.	700 €	280 €	280 €	NON
2021_01013		Fête de la Ste Jean	Animation des rues commerçantes du centre-ville afin de le dynamiser et faire connaître et reconnaître les commerçants du village à ses habitants et aux visiteurs.	1000 €	400 €	400 €	
2021-01014		Animation de Noël	Animation des rues commerçantes visant à améliorer l'attractivité commerciale du centre ville pendant la période des fêtes afin de redynamiser l'économie.	3000 €	1200 €	1200 €	
TOTAL							1880 €

**Union commerciale de Gardanne (Passion Gardanne) :** Cette association a été créée le 25 mai 1994. Elle a pour objet la mise en valeur de la ville de Gardanne par tous moyens dans le domaine des activités d'animation visant à renforcer son attractivité et sa fréquentation par ses habitants et ses visiteurs.

Depuis 2019 et avec sa nouvelle présidente, elle contribue à dynamiser la vie de la ville en s'inscrivant dans le cadre de la convention signée en 2018 entre la ville de Gardanne et la CCI Marseille Provence afin de redynamiser le centre-ville de Gardanne et tient à être partie prenante de cette redynamisation.

Ses 3 actions classiques devraient permettre de relancer l'attractivité commerciale du centre-ville et ainsi faire connaître et reconnaître les commerçants du village et ses habitants aux visiteurs.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que :

- Les subventions mentionnées inférieures ou égales à 5 000 € feront l'objet d'un seul versement à compter du caractère exécutoire de la présente délibération après transmission au contrôle de légalité et publication.

L'association, quant à elle, a pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2021 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2021 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier ;
- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix ne sera pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra éventuellement être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association. L'analyse sera menée par les services instructeurs et validée par la Direction Ressources. Si cela est justifié, elle pourra

déroger au principe de proratisation sur 2021 au cas par cas.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique et emploi du 10 mai 2021.

#### Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère commercial et artisanal.
- Que les projets portés en 2021 par ces associations favorisent l'activité commerciale et artisanale de proximité et qu'elles sont initiatrices de projets structurants de dynamisation du centre-ville.

#### Délibère

##### Article 1 :

Est attribué à l'association « Union Commerciale de Gardanne » (Gardanne Passion) un montant total de subventions de 1 880 euros ventilés selon le tableau figurant ci-dessus.

##### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

##### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget - État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section

de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 632.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire**

### **2021\_CT2\_241**

**Approbation de l'avenant n° 1 à la convention avec l'Office de Tourisme de Gardanne portant attribution d'une subvention complémentaire pour la promotion et le développement de la filière Tourisme industriel et scientifique**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion et du développement de la filière Tourisme industriel et scientifique, une subvention de 40 000€ a été attribuée à l'Office de Tourisme de Gardanne par la délibération n°2021-CT2-066 du Conseil de Territoire du Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 sous convention signée.

Afin de mener à bien ses actions, l'Office de Tourisme de Gardanne a sollicité, par courrier, une subvention complémentaire de 10 000 € inscrite sous le numéro de Guichet Unique : 2021-01067

A cet effet, pour prendre en compte cette nouvelle demande, il est proposé d'amender la convention initiale par voie d'avenant en modifiant son article 5. Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention

complémentaire et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2021\_CT2\_066 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 portant attribution d'une subvention de 40 000€
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 10 mai 2021.

### **Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt que représente la montée en puissance de la filière Tourisme Industriel et Scientifique
- L'expertise et la capacité technique de l'Office de Tourisme de Gardanne

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention complémentaire de 10 000€ à l'Office de Tourisme de Gardanne pour l'année 2021.

### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention conclue entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de Gardanne.

### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021\_CT2\_242**

**Approbation de l'avenant n° 1 à la convention avec l'Office de Tourisme de Fuveau portant attribution d'une subvention complémentaire pour la promotion et le développement de la filière Slow Tourisme et l'animation des itinéraires de randonnée sur le bassin Haute Vallée de l'Arc**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion et du développement de la filière Slow Tourisme et l'animation des itinéraires de randonnée sur le bassin Haute Vallée de l'Arc, il a été attribué à l'Office de Tourisme de Fuveau, une subvention de 40 000€ pour ses actions, par délibération n° 2021-CT2-065 du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021.

Afin de mener à bien ses actions, l'Office de Tourisme de Fuveau a sollicité, par courrier, une subvention complémentaire de 10 000€. Afin de faire droit à cette demande, il est proposé d'amender la convention initiale par voie d'avenant en modifiant son article 5.

N° GU	association	Actions	Budget prévisionnel 2021	Montant sollicité	Taux de couverture
2021-01049	Office de Tourisme Fuveau	Provence mines d'énergies - DEMANDE COMPLEMENTAIRE	41 200€	4 000€	9,7 %
2021-01050	Office de Tourisme Fuveau	Filière slow tourisme - DEMANDE COMPLEMENTAIRE	40 000€	4 000€	10 %
2021-01051	Office de Tourisme Fuveau	Route de l'eau - DEMANDE COMPLEMENTAIRE	15 000€	2 000€	13,33 %

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention complémentaire et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021\_CT2\_065 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11

février 2021 portant attribution d'une subvention de 40 000€ ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 10 mai 2021 ;

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- L'expertise technique et humaine de l'Office de Tourisme de Fuveau et la reconnaissance qu'il a auprès des partenaires du bassin.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention complémentaire de 10 000 € à l'Office de Tourisme de Fuveau pour l'année 2021

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention conclue entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de Fuveau.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 243**

**Approbation d'une convention de partenariat et de participation financière pour le développement des actions touristiques et culturelles sur la Route Européenne d'Artagnan « REA »**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Pour des raisons historiques, cinématographiques ou littéraires, d'Artagnan est l'un des personnages les plus connus au monde. En 2016, un projet de tourisme équestre européen a été lancé à partir de ce personnage et de son roi de tutelle.

La Route Européenne d'Artagnan propose une expérience équestre originale sur les traces du célèbre Mousquetaire et du roi Louis XIV, qui ont traversé l'Europe à cheval. Elle s'adresse aux cavaliers au long cours, mais aussi aux randonneurs friands d'aventures, avec le soutien des professionnels de l'itinérance douce.

Ce nouvel « Itinéraire Culturel Européen » propose aux 6 millions de cavaliers de loisirs en Europe et 20 millions dans le monde, une route équestre européenne alliant découverte du patrimoine et des paysages avec plus de 6 000 km d'itinérance et 250 hauts lieux historiques et littéraires.

L'association Européenne Route d'Artagnan (AERA) a pour mission de valoriser l'héritage culturel relatif à d'Artagnan et aux Mousquetaires tout en favorisant le développement d'un tourisme durable par :

- L'animation d'un réseau dans toutes ses dimensions (culturelles, sociales, outils de gestion et de valorisation, comité scientifique, pédagogique ...) ;
- L'accompagnement sur le développement et la qualification des chemins de randonnée, en lien avec les fédérations équestres, pédestres, cyclistes ;
- La participation à la vie culturelle des territoires en lien avec cette thématique ;
- L'information du public (Internet, annuaire des hébergeurs, agenda des manifestations, lettres d'information ...) ;
- La promotion des 6 itinéraires (salons, éditions de cartes, brochures ...) ;
- La coopération avec des partenaires en Europe et dans le monde.

Six grands itinéraires équestres composent ce projet et traversent la France, dont un intéresse plus particulièrement le Territoire du Pays d'Aix : la route de l'Infante.

La Route de l'Infante relie Gap à l'Île aux Faisans entre Hendaye et Hondarribia, île sur laquelle fut signé le traité de paix avec l'Espagne avant le mariage de Louis XIV avec l'Infante d'Espagne. En Provence, cette route relie Nîmes à Hyères (83), et

retrace les étapes provençales qui ont précédé ce mariage dont l'autorisation papale fut apprise par Louis XIV en visite à Aix-en-Provence.

La Route d'Artagnan en Provence n'est pas seulement un itinéraire supplémentaire, c'est une possibilité de revalorisation de l'offre équestre d'un territoire qui compte autour de cette filière de nombreux élevages, gîtes, haras, vétérinaires, transporteurs, maréchalerie, commerces etc. C'est aussi une démarche originale touristique, historique et littéraire, qui répond aux demandes croissantes d'offres en lien avec les activités de pleine nature. C'est enfin un projet pédagogique et social (Ecole des jeunes mousquetaires : équitation-escrime) qui devrait intéresser certaines Communes du Territoire.

La Route associe le Ministère de la Culture, l'Europe, les territoires qu'elle traverse à travers une convention de partenariat pour le développement des actions touristiques et culturelles sur la Route Européenne d'Artagnan.

Le paiement de la participation financière à hauteur de 3 500 € pour la Métropole Aix-Marseille Provence en tant que membre associé sera mandaté après réception de la demande de cotisation de l'AERA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique du 10 mai 2021.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Le potentiel de développement de la filière équestre et les opportunités offertes par une

traversée du Territoire d'une route européenne équestre

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion à l'Association Européenne Route d'Artagnan et le versement à cette fin d'une cotisation d'un montant de 3 500 € ainsi que la conclusion de la convention de partenariat et de financement pour la période 2021-2024 ci-annexée.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention de partenariat ainsi que tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 6281, fonction 633

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 244**

##### **AVIS - Création de l'Office de Tourisme sous forme associative de Pertuis**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole et du Territoire du Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Economique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la

Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2)

Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la compétence « *promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme* », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole et déléguée par délibération aux territoires.

Sur le territoire de la Commune de Pertuis, l'Office de Tourisme, constitué sous forme associative, était le co-responsable de la filière œnotourisme avec l'OT d'Aix-en-Provence de 2013 à 2017 : Il a ainsi participé au montage du dossier et s'est occupé de rechercher des partenaires sur son secteur (Le 1<sup>er</sup> dossier a été présenté en 2013 avec la recommandation d'Atout France d'intégrer une offre plus représentative de l'AOP Luberon).

Ainsi, grâce à son implication dans la stratégie intercommunale, 17 professionnels du secteur Luberon, des vignerons de l'AOC Luberon, des restaurateurs, hébergeurs, musées, sites de visite, organisateurs d'événements du Luberon ont pu intégrer le label. C'est ainsi que le label Vignobles & Découvertes a pu être décerné sur les 5 AOP du territoire en 2013.

Situé au carrefour du Lubéron et du Pays d'Aix, cet OT effectuait un lien entre les deux territoires mais il était également un leader sur le secteur Nord du Pays d'Aix en matière de communication et de création d'outils fédérateurs sur ce bassin. Il a créé, en outre, des documents touristiques de base, telle qu'une carte touristique « Pays d'Aix – Pays d'Aigues », distribuée quotidiennement à l'Office de Tourisme de Pertuis, sur les salons du Tourisme de Marseille, de Bruxelles, et via d'autres Offices de Tourisme du Pays d'Aix.

Toutefois, l'association porteuse de l'Office de Tourisme de Pertuis a cessé son activité fin 2017. Pour prendre sa suite, la commune de Pertuis a créé, par délibération du 5 décembre 2017, un Office Municipal de Tourisme sous forme d'un service municipal en régie directe.

L'association « Pertuis Active », créée en février 2020, a par la suite repris certaines missions d'animation touristique de la commune, en lien avec l'Office Municipal de Tourisme de Pertuis.

Aujourd'hui, et pour prendre en compte le souhait de la Commune de voir la mission d'Office de Tourisme pleinement dévolue à cette association, il est donc proposé de créer un Office de Tourisme sous forme associative sur le territoire de la Commune de Pertuis et de confier ses missions à l'association « Pertuis Active », dont les projets de statuts modificatifs sont joints en annexe.

Cette association deviendra ainsi l'Office de Tourisme de Pertuis. .

Par suite, et conformément aux dispositions de l'article R.134-13 du code de tourisme, il convient en outre de fixer la composition du Conseil d'Administration de l'association, telle qu'elle résultera des statuts modificatifs à compter de leur adoption.

Le Conseil d'Administration de l'Office de Tourisme de Pertuis sera ainsi composé de 14 membres désignés dans les conditions suivantes :

- 5 représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désignés en son sein par le Conseil de la Métropole pour la durée de leur mandat électif ;
- 4 administrateurs de droit, fondateurs de l'association « Pertuis Active », qui sont : Madame Annie AMAROUCHE, Madame Michèle GAMET, Monsieur Jacques BARONE et Madame Francine RAVOIRE ;
- 2 représentants de la commune de Pertuis, désignés en son sein par le Conseil municipal pour la durée de leur mandat électif ;
- et 3 représentants des professions et activités intéressées par le tourisme, élus pour 3 ans par l'Assemblée Générale de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, dite « loi Montagne II », et notamment son article 69 ;
- La délibération n° 207-378 du 20 juillet 2017 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence portant opposition au transfert de la compétence « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* » à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération TVP-001-4231/18/CM du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « *promotion du tourisme* »
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt qui s'attache, au titre de l'organisation de la compétence « Promotion du Tourisme » sur le Territoire du Pays d'Aix, au recours à une structure suffisamment dimensionnée et dotée des compétences nécessaires pour assurer le portage de l'Office du Tourisme de Pertuis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la création d'un Office de tourisme sous forme associative sur le territoire de la commune de Pertuis.

**Article 2 :**

Est approuvé le fait de confier les missions de l'Office de Tourisme de Pertuis à l'association « Pertuis Active » qui devient ainsi l'association « Office de Tourisme de Pertuis », conformément à ses projets de statuts modificatifs joints en annexe.

**Article 3 :**

Le Conseil d'Administration de l'association « Office de Tourisme de Pertuis », est composé de 14 membres désignés dans les conditions suivantes :

- 5 représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désignés en son sein par le Conseil de la Métropole pour la durée de leur mandat électif ;
- 4 administrateurs de droit, fondateurs de l'association Pertuis Active, qui sont : Madame Annie AMAROUCHE, Madame Michèle GAMET, Monsieur Jacques BARONE et Madame Francine RAVOIRE ;
- 2 représentants de la commune de Pertuis, désignés en son sein par le Conseil municipal pour la durée de leur mandat électif ;
- et 3 représentants des professions et activités intéressées par le tourisme, élus pour 3 ans par l'Assemblée Générale de l'association.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Environnement**

**2021 CT2 245**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°6 au contrat de délégation de service public de production et de distribution d'énergie calorifique pour le réseau de chaleur de la ville d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune d'Aix-en-Provence dispose depuis 1967 de trois réseaux de chauffage urbain – ou réseaux de chaleur – desservant les quartiers d'Encagnane, les Fenouillères et les Hauts de Provence.

Le Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence a décidé par délibération N° 2011- 649 du 27 juin 2011 de retenir la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY) aux conditions et modalités fixées dans le contrat et approuvées par l'assemblée délibérante.

Le contrat de délégation de service public codifié N° 11 D1 du 29 juin 2011 a été notifié le 30 juin 2011 au délégataire, la société GDF-SUEZ ENERGIE SERVICES, il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et a été conclu pour une durée de 12 ans.

Conformément aux dispositions prévues au contrat, la société dédiée AIX EN PROVENCE ENERGIE ENVIRONNEMENT (APEE) a été créée et s'est vu transférer le contrat de concession par avenant n°1 du 22 décembre 2011, notifié le 29 décembre 2011, la société GDF-SUEZ ENERGIE SERVICES, devenue ENGIE COFELY, délégataire d'origine, s'engageant, de façon irrévocable et inconditionnelle, à demeurer entièrement solidaire des obligations et charges qui incombent à la société AIX EN PROVENCE ENERGIE ENVIRONNEMENT (APEE), nouveau délégataire, tout au long de l'exécution de

la convention de délégation de service public, ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres, conformément à l'article L. 5217-2-1-6°-h du CGCT. Les réseaux de chauffage urbain lui ont alors été transférés par la Commune d'Aix-en-Provence de même que le contrat de Délégation de service public de production et distribution d'énergie calorifique pour le réseau de chaleur d'Aix-en-Provence.

Depuis l'entrée en vigueur du contrat de Délégation de service public, les équipements desservant les quartiers d'Encagnane, les Fenouillères et les Hauts de Provence ont été réalisés pour répondre aux besoins consécutifs à l'urbanisation rapide de ces quartiers.

En 2012, les réseaux d'Encagnane et des Fenouillères ont été interconnectés. En 2017, l'interconnexion avec le réseau des Hauts de Provence et l'extension jusqu'à l'Hôpital public d'Aix-en-Provence est actée.

A fin 2020, les travaux consentis dans l'avenant 4 sont tous mis en service.

Le développement, par le raccordement de nouveaux abonnés au moyen d'extensions et de densifications, et les interconnexions, sont des objectifs inhérents au service public de distribution de chaleur, dont le régime est précisé à l'article L 2224-38 du Code Général des Collectivités Territoriales. Cet objectif se traduit dans les missions du délégataire, liées à la commercialisation du réseau et à l'obligation de desservir les abonnés qui en font la demande. Ainsi, les présents travaux tiennent compte de programmes de constructions neufs sur la commune d'Aix-en-Provence, non prévus initialement, et dont le raccordement s'inscrit dans l'intérêt du service.

Toutefois, les travaux d'extensions et de densifications ne font pas l'objet de dispositions spécifiques dans le contrat de DSP initial. Les nouveaux raccordements étant soumis à l'autorisation de l'Autorité délégante, il est nécessaire de prendre un avenant au contrat pour inclure ces investissements au programme général de travaux. Par ailleurs, le contrat autorise l'amortissement des investissements au-delà de la durée du contrat. Les investissements consentis viennent donc alimenter la valeur nette comptable en fin de contrat.

De plus, l'article 17 du contrat indique que le Délégataire et l'Autorité Délégante peuvent demander, lorsque le Délégataire est amené à renouveler un équipement important, toute modernisation de l'installation compte tenu de l'évolution des techniques lorsque celle-ci présente un intérêt pour le service. A ce titre, l'article 17 prévoit la participation de l'Autorité Délégante aux surcoûts liés à ces travaux de modernisation.

Le présent avenant a donc pour objet :

- l'approbation de plusieurs travaux d'extension et de densification,

- l'approbation de travaux de modernisation au sens de l'article 17 du contrat.

Les travaux d'extensions concernent 3 nouveaux raccordements :

- Les thermes d'Aix-en-Provence, dans le cadre d'une extension,
- La résidence neuve « Aixcellence », dans le cadre d'une densification du réseau,
- Le programme immobilier neuf « Aixclu », dans le cadre d'une extension

Les travaux de modernisation concernent la substitution d'un équipement par un autre, mieux adapté à la poursuite de l'exploitation. Il s'agit en effet du piquage sur le feeder principal de l'extension Nord (issu des travaux de l'avenant 4), neuf et dimensionné pour accueillir 4 antennes du réseau historique d'Encagnane, dans le but d'abandonner plusieurs mètres linéaires du réseau historique situés sur l'avenue du 8 mai. Par ailleurs, cette opération permet aussi de sécuriser l'alimentation de ces abonnés aujourd'hui situés dans une zone à fort risque de rupture.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM portant l'organisation de la compétence Energie au sein de la Métropole ;
- La délibération n° 2011-649 du Conseil Municipal de la ville d'Aix-en-Provence du 27 juin 2011 portant approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion des réseaux de chauffage de la ville à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY) ;
- la délibération n° 2011-1300 du Conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence du 12 décembre 2011 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion des réseaux de chauffage de la ville portant approbation du transfert de la concession à la société dédiée « APEE » ;
- L'avis de la Commission Concession du 20 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le développement du réseau de chaleur, par le raccordement de nouveaux abonnés au moyen d'extensions et de densifications fait partie des missions du délégataire, dans l'intérêt du service délégué.
- Que les travaux de raccordements non prévus initialement font l'objet d'une autorisation de l'Autorité délégante.
- Que le contrat ne prévoit pas de clauses spécifiques pour de nouvelles extensions ou densifications du réseau.
- Que les montants d'investissements seront supportés par la valeur non amortie en fin de contrat tel qu'autorisé par l'article 77 du contrat.
- Que l'article 17 du contrat de concession prévoit la participation de l'Autorité délégante aux surcoûts liés à la réalisation de certains travaux de modernisation dans l'intérêt du service délégué.
- Que ces travaux viendront alimenter la valeur nette comptable en fin de contrat.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°6 au contrat de délégation de service public de production et de distribution d'énergie calorifique pour le réseau de chaleur urbain d'Aix-en-Provence, ci-annexé.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant au contrat de délégation de service public de production et de distribution d'énergie calorifique pour le réseau de chaleur urbain de la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que tout document s'y rapportant.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Forêt**

### **2021 CT2 246**

**Réalisation d'un chantier d'insertion professionnelle par l'activité Protection et Valorisation des espaces forestiers sur les Communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis, Meyrargues, Fuveau et Trets**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le Territoire du Pays d'Aix. La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 Communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix est sollicitée pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur les Communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis, Meyrargues, Fuveau et Trets afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux départs de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économie, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débroussaillage, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des rémanents...), les frais de transports des salariés, la réparation et l'entretien du matériel et les salaires des ouvriers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

Les Communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis, Meyrargues, Fuveau et Trets apporteront une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2020\_CT2\_400 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020 attribuant une subvention à l'association IE 13 au titre de l'année 2021, pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions pour la réalisation de chantiers d'insertion professionnelle par l'activité Protection et valorisation des espaces forestiers entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et les Communes de Peyrolles-en-Provence, Pertuis, Meyrargues, Fuveau et Trets.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et les pièces afférentes.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 247**

**Grand Site Concors Sainte-Victoire : Mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire relevant de la régie de recettes**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En date du 12 janvier 2017, la régie de recettes « Grand Site Sainte-Victoire » a été créée par la décision n°16/469D.

Le Conseil de la Métropole a pris acte de la grille tarifaire de cette régie par délibération n°ENV 009-1860/17/CM du 30 mars 2017.

Les délibérations n° ENV 003-3599/18/CM du 15 février 2018 et n°ENV 001-4217/18/CM du 28 juin 2018 adoptées par le Conseil de la Métropole ont pris en compte les ajustements de l'année 2018.

Les délibérations n° ENV 003-5758/19/CM du 28 mars 2019 et n° ENV 003-6471/19/CM du 20 juin 2019 ont traité les mises à jour de l'année 2019.

La délibération n° AGRI 006-8413/20/CM du 31 juillet 2020 a rassemblé les mises à jour de l'année 2020.

La délibération n° AGRI 002-9716/21/CM du 18 février 2021 a complété la liste des ouvrages proposés.

Il convient de mettre à jour et compléter cette grille pour la saison estivale 2021 en actualisant le prix de vente de certains produits (modèles 58, 61, 62, 105) et en proposant l'ajout des produits suivants :

- **Modèle 133 – Sainte-Victoire de A à Z - Ed. Alpes de lumière - Prix public 32,00 €. Jean-Paul CHABROL – Abécédaire par lequel l'historien géographe, pratiquant assidu de randonnée et d'escalade, conte comment Sainte-Victoire est devenue la « Montagne de Cézanne »**

- **Modèle 134 – Pot de miel de montagne 500 gr - Prix 9,50 €**

Au vu de ces ajustements, il est proposé de mettre à jour la grille tarifaire (mises à jour en gras dans l'annexe jointe à la présente délibération) de la régie de recettes du Grand Site Sainte-Victoire à compter de l'année 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La décision n°16/469D du 12 janvier 2017 créant la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 009-1860/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 fixant la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire ;
- Les délibérations n°ENV 003-3599/18/CM du 15 février 2018 et n°ENV001-4217/18/CM du 28 juin 2018 Conseil de la Métropole prenant en compte les ajustements de l'année 2018 ;
- Les délibérations n°ENV 003-5758/19/CM du 28 mars 2019 et n°ENV 003-6471/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole prenant en compte les ajustements de l'année 2019 ;
- La délibération n°AGRI 006-8413/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 prenant en compte les ajustements de l'année 2020 ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°AGRI 002-9716/21/CM du Conseil de la Métropole du 18 février 2021 approuvant la mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire relevant de la régie de recettes ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, Déchets et Cycle de l'Eau du 11 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de compléter l'offre des produits proposés à la vente en relation avec la demande du public.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire de la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire de l'année 2021.

### **Article 2 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 70, nature 7088, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 247**

**Demande de partenariat pluriannuel 2021-2023 avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la mise en œuvre du programme "Label Grand Site de France du Grand Site Concors Sainte Victoire" et engagement de la tranche 2021**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la labellisation « Grand Site de France », décernée par décision ministérielle fin 2019 au titre du Grand Site Concors Sainte-Victoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit, pour conserver ce label, réaliser un programme d'actions ambitieux. Cet engagement a été délibéré par le Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018

(délibération n° ENV 003-5211/18/CM) et a été décliné dans le dossier de Labellisation Grand Site de France.

La base du renouvellement du label Grand Site Concors Sainte-Victoire s'appuie sur les opérations en lien avec l'accueil des publics, la préservation de la biodiversité et des milieux écologiques, la restauration des patrimoines ruraux et vernaculaires, la maîtrise de la fréquentation, etc. Leur mise en œuvre permettra, lors du prochain renouvellement du label « Grand Site de France », prévu en 2025, de reconnaître la qualité du travail accompli par les collectivités, les partenaires socio-professionnels et les habitants pour préserver et valoriser le territoire de Concors Sainte-Victoire.

Ces opérations s'inscrivent dans les politiques publiques métropolitaines qui peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés dont il convient de solliciter la participation au titre des dispositifs existants de subventionnement.

Depuis de nombreuses années, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône soutient les actions engagées sur le territoire du Grand Site Concors Sainte Victoire.

Ainsi, il est proposé de solliciter le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sur la conclusion d'un partenariat financier pluriannuel pour la programmation des actions à mener.

Le coût prévisionnel de cette programmation pour la période 2021-2023 est évalué à 1 784 500,00 euros HT, conformément à l'annexe jointe.

Il est proposé également d'engager par la présente délibération la tranche 2021 de cette programmation, l'aide départementale sollicitée s'élevant à 128 800 euros pour un programme d'investissement évalué à 169 000 euros HT.

Pour la mise en œuvre de la tranche 2022, le montant des travaux s'élève à 695 500 euros HT et la subvention attendue à 493 100 euros.

Pour la mise en œuvre de la tranche 2023, le montant des travaux s'élève à 920 000 euros HT et la subvention attendue à 406 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV 007-7979/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre

2019 qui a approuvé la révision et l'affectation de l'opération d'investissement « Syndicat Sainte-Victoire Valorisation du Territoire » ;

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de réaliser les opérations inscrites au titre de la labellisation « Grand Site de France » du Grand Site Concors et Sainte-Victoire et de solliciter pour ce faire le soutien financier du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la demande de subvention à présenter au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, tendant à la conclusion d'un partenariat financier pluriannuel pour la réalisation du programme d'actions inscrit au dossier de labellisation Grand Site de France du Grand Site Concors Sainte Victoire d'un montant global de 1 784 500 euros HT et d'une subvention globale de 1 028 400 euros pour la période 2021-2023, conformément au détail joint en annexe 1.

**Article 2 :**

Est engagée la tranche 2021 dudit programme soit 169 000 euros pour le financement de laquelle sont sollicitées des aides financières du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône à hauteur de 128 800 €.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

La recette correspondante sera constatée sur le budget Principal Métropolitain, en section

d'Investissement : chapitre 13, nature 1323, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 249**

**Grand Site Concors Sainte-Victoire - Restauration de la Croix de Provence sur la Commune de Vauvenargues - Convention de mise à disposition temporaire de la parcelle privée CO 604**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Croix de Provence est un élément du patrimoine situé à 946 mètres d'altitude, au sommet de la montagne Sainte-Victoire. Sa proximité directe avec le sentier de grande randonnée GR9 en fait un des lieux les plus fréquentés du massif.

En 2004, le Grand Site Sainte-Victoire a fait réaliser des travaux de confortement du socle de la Croix de Provence. Cet édifice, propriété de Madame HUTIN BLAY, est situé sur la parcelle CO 604, sur la Commune de Vauvenargues.

Une inspection, mandatée par le Syndicat Mixte du Grand Site Sainte Victoire en 2014, avait conclu à un bon état global de l'édifice.

17 ans après les travaux de sauvegarde de la Croix de Provence, une expertise de contrôle a été réalisée en 2020. Elle conclut globalement à un bon état de l'édifice malgré son âge avancé et les conditions météorologiques spécifiques.

Le diagnostic ne constate aucune menace à court et moyen terme. Cependant, il relève des désordres sur

le socle, l'embase et les parties sommitales de la Croix et préconise les travaux suivants :

- Socle : mise en cohésion des maçonneries profondes et traitement par micro coulinage et brochage des pierres de parement. Certaines pierres trop endommagées pourront être remplacées ;
- Embase de la Croix : mise à neuf de la couverture et renforcement de l'étanchéité des manchonnages de pied ;
- Parties sommitales métalliques : réfection de toutes les « pointes » métalliques (tubes du fût, tétrapode sommital et de traverse, fixation des décors et haubans) et protection globale des ouvrages métalliques (résine anticorrosion).

Dans le cadre de ses compétences en matière de mise en valeur du paysage et du patrimoine, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du pays d'Aix prévoit d'entreprendre des travaux de restauration de la Croix de Provence.

Ces travaux font partie intégrante du projet de territoire du Grand Site Concors et Sainte-Victoire, base de la labellisation « Grand Site de France » décernée par décision ministérielle fin décembre 2019.

Le coût global de l'opération est estimé à 130 000 € TTC. Les crédits nécessaires au financement du projet sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement sous l'autorisation de programme DI2471AP.

Pour pouvoir réaliser ces travaux, une mise à disposition temporaire de la parcelle est nécessaire ; une convention en annexe détaille les modalités de cette mise à disposition entre le propriétaire et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 007-7979/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant la révision et l'affectation

de l'opération d'investissement « Syndicat Sainte-Victoire Valorisation du Territoire » ;

- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité d'engager les démarches préalables aux travaux de maintien du bon état de la Croix de Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'engagement des demandes d'autorisation préalables aux travaux et plus particulièrement la demande à son propriétaire de mise à disposition temporaire de la parcelle privée sur laquelle est positionnée la Croix de Provence.

**Article 2 :**

Est approuvée la prise en charge des travaux de restauration de la Croix de Provence, par la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, pour un coût global estimé à 130 000 euros TTC.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention portant mise à disposition temporaire de la parcelle privée CO 604 entre la propriétaire, Madame HUTIN BLAYE et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix.

**Article 4 :**

Madame la Présidente du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement sous l'autorisation de programme DI2471AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53

Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Collecte et traitement des déchets**

**2021 CT2 250**

**Prise en compte de l'impact de la crise sanitaire sur la réalisation des missions des associations VALTRI et Elan Jouques- Approbation du versement du solde des subventions attribuées en 2020 - Approbation d'avenants aux conventions d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En raison de l'épidémie de COVID 19, de nombreuses associations subventionnées par le Territoire du Pays d'Aix ont dû cesser temporairement leur activité, reporter ou annuler leur programme d'action et vont devoir faire face aux conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à cette crise sanitaire.

En ce qui concerne les associations accompagnées financièrement par la direction Fonctions Supports et Développement du Pôle « Service à la Population », le Territoire du Pays d'Aix a attribué, avant la date du 13 juillet 2020, date de la fin de l'état d'urgence sanitaire, des subventions au titre de l'exercice 2020 pour la réalisation de projets relatifs à la politique de prévention et gestion des déchets.

Lors de la réception des bilans de fin d'année, certaines associations en particulier les ressourceries, ont fait connaître les difficultés rencontrées durant la pandémie qui ne leur ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés et sollicitent le Territoire du pays d'Aix afin d'obtenir, à titre

exceptionnel, le versement total de la subvention octroyée.

Dès lors, afin de les soutenir au mieux, il convient d'adapter les modalités et conditions de l'intervention du Pays d'Aix en appliquant la circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions publiques.

Nom association	date attribution	n° délibération	somme attribuée €	Somme justifiée et versée sur l'exercice 2020	Somme demandée dans le cadre de la pandémie
Valtri	12/12/2019	2019_CT2_683	32 000	27 960 €	4 040 €
Elan Jouques	12/12/2019	2019_CT2_684	6 500	5 815 €	685 €

En raison de la crise sanitaire et de la période de confinement imposée, les associations Valtri et Elan Jouques n'ont pu mettre en œuvre la totalité de leur programme d'actions conformément aux prévisions et ont été amenées à ajuster en conséquence leur budget prévisionnel.

Elles ont rempli et ont fait parvenir au Territoire du Pays d'Aix une déclaration sur l'honneur attestant n'avoir pas été en mesure de mener à bien leur projet en totalité en raison de la pandémie COVID 19.

Or le solde de la subvention est versé au prorata des dépenses effectivement réalisées par rapport au budget prévisionnel.

Aussi, afin de ne pas pénaliser ces associations du fait de l'application de cette règle, il est proposé de modifier par avenant les termes de l'article 3 « Engagement et participation financière du Territoire du Pays d'Aix » des conventions conclues avec elles afin de supprimer les clauses de proratisation de ces conventions initiales dans l'objectif de permettre le versement total de la subvention de fonctionnement global.

Le montant des subventions attribuées à ces deux associations reste, quant à lui, inchangé.

#### **Association Valtri : Ressourcerie « Histoire sans fin »**

Nom de l'association	Somme attribuée en 2020	Somme versée sur l'exercice 2020	Solde de la subvention
VALTRI	32 000 €	27 960 €	4 040 €

L'association Valtri avait prévu un tonnage de réemploi sur l'année 2020 de 390 tonnes. Or, l'activité de la ressourcerie « Histoire sans fin » située sur la Commune de Venelles ayant été fortement impactée par la crise sanitaire, le tonnage effectivement réalisé est de 309 tonnes. L'activité de

l'association est basée soit sur des apports individuels d'objets par les habitants soit sur des objets récupérés par les bénévoles dans les déchèteries, qui sont ensuite vendus. L'association n'a donc pu réaliser l'intégralité de son objectif et ne pourra plus l'accomplir sur l'année 2021.

Il est donc proposé de modifier les conditions de la convention initiale pour permettre le versement du solde de subvention d'un montant de 4 040 €, permettant à l'association de faire face aux adaptations rendues nécessaires par la crise sanitaire dans l'exercice de son activité en 2020.

#### **Association ELAN JOUQUES: Ressourcerie**

Nom de l'association	Somme attribuée en 2020	Acompte versé	Somme à verser à l'association au regard des résultats	Subvention complémentaire demandée
Elan Jouques	6 500 €	4 550 €	5 815 €	685 €

L'association Elan Jouques avait prévu un tonnage de réemploi sur l'année 2020 de 15 tonnes. Or, l'activité de la ressourcerie située sur la commune de Jouques a été fortement impactée par la crise sanitaire, le tonnage effectivement réalisé est de 8,5 tonnes. L'activité de l'association est basée soit sur des apports individuels d'objets par les habitants soit sur des objets récupérés par les bénévoles dans les déchèteries, qui sont ensuite vendus. L'association n'a donc pu réaliser l'intégralité de son objectif et ne pourra plus l'accomplir sur l'année 2021.

Il est donc proposé de modifier les conditions de la convention initiale pour permettre le versement du solde de subvention d'un montant de 685 € afin de permettre à l'association de faire face aux adaptations rendues nécessaires par la crise sanitaire dans l'exercice de son activité.

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2019\_CT2\_683 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à l'attribution d'une subvention à l'association Valtri et à l'approbation de la convention d'objectifs afférente ;
- La délibération n°2019\_CT2\_684 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à l'attribution d'une subvention à l'association Elan Jouques et à l'approbation de la convention d'objectifs afférente ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence approuvant le

Règlement budgétaire et financier Métropolitain ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir les associations développant des actions favorisant la prévention et la réduction des déchets conformément au Plan Métropolitain de Prévention des déchets ménagers et assimilés sur le Territoire du Pays d'Aix.
- Que des conventions d'objectifs ont été signées avec les associations Valtri et Elan Jouques.
- Que les associations Valtri et Elan Jouques doivent faire face à des conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à la crise sanitaire inédite liée à l'épidémie de Covid-19.
- Qu'elles ont déclaré sur l'honneur auprès du Territoire du Pays d'Aix que les mesures prises en 2020 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ont rendu impossible la réalisation totale ou partielle de leurs actions.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention conclue avec l'association Valtri.

**Article 2:**

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention conclue avec l'association Elan Jouques.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer ces avenants ainsi que toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

**Article 4:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget annexe Service Public d'Élimination des Déchets, Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 6574, fonction 7211.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53

Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 251**

**Prévention déchets : Bilan 2019 - 2020 et perspectives 2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, le Territoire du Pays d'Aix maintient sa volonté d'agir en matière de réduction des déchets en s'intégrant dans le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PMPDMA) adopté par le Conseil de la Métropole par délibération n°DEA 038-8022/19/CM du 19 décembre 2019.

Ce programme est basé sur des actions permettant de sensibiliser les habitants en matière de réduction des suremballages, de compostage, d'achat responsable, de lutte contre le gaspillage alimentaire, d'éco-exemplarité de la collectivité et de réemploi d'objets.

L'ensemble de ces actions vise à réduire les quantités de déchets produits, limiter leur nocivité et améliorer leur caractère valorisable.

Ce rapport présente les actions portées par le Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PMPDMA), le bilan des réalisations 2019-2020 sur et les perspectives pour l'année 2021.

**I – LE PLAN MÉTROPOLITAIN DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (PMPDMA)**

## **1 – LE CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE**

En 2015, le décret du 10 juin et la loi n°2015-992 du 17 août relative à « la transition énergétique pour la

croissance verte » sont entrés en vigueur posant un cadre réglementaire aux collectivités territoriales et leur groupement imposant la mise en place du PMPDMA accompagné d'un objectif de baisse des déchets ménagers de 10 % d'ici 2020 par rapport à 2010.

Après état des lieux, diagnostic, concertation avec les différents acteurs et partenaires, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté son Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers Assimilés (PMPDMA). Ce plan d'actions fixe un objectif de réduction de 10 % du ratio de Déchets Ménagers et Assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010 soit 64 Kg/habitant. Cet objectif est décliné au sein des 6 Territoires.

## **2 – LES OBJECTIFS FIXÉS PAR LE PMPDMA AU NIVEAU DE LA METROPOLE**

### **Faire évoluer et harmoniser le niveau de service aux professionnels**

- Fermer la majorité des déchèteries aux professionnels.
- Limiter les Déchets d'Activités Économiques (DAE) pris en charge par le service public.
  - Objectif 2025 : mise en œuvre d'un plan d'actions par Territoire permettant de réduire de 50.000 tonnes les DAE.
- Accompagner les professionnels dans cette évolution.
  - Solutions de traitement à proximité.
  - Gestion mutualisée des déchets dans les ZAE (Zone d'activité économique).
- Réduction des déchets verts des services techniques.

### **Gestion de proximité des bio-déchets**

- Développer le compostage de proximité.
  - Objectif 2025 : 25 % des logements individuels et 2,5 % des logements collectifs équipés.
  - Repère : État des lieux 2017 : 11,7 % des logements individuels et 0,6 % des logements collectifs équipés.
- Lutter contre le gaspillage alimentaire.
  - Objectif 2025 : 30 % des écoles élémentaires engagées.
  - Repère : État des lieux 2017 : 6,5 % des écoles élémentaires engagées.
- Réduire les déchets verts.

- Objectif 2025 : engager 10 000 foyers dans des démarches de gestion autonome des déchets verts (broyage, paillage...).
- Repère : État des lieux 2017 : 131 foyers engagés.

### **Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation**

- Mailler le Territoire avec des points permettant le réemploi / la réutilisation.

- Objectif 2025 : 1 point pour 45 000 habitants.

- Repère : État des lieux 2017 : 1 point pour 108 000 habitants.

- Densifier et promouvoir la valorisation des textiles.

- Objectif 2025 : 1 point pour 2 000 habitants.

- Repère : État des lieux 2017 : 1 point pour 2 500 habitants.

- Promouvoir la réparation en lien avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône.

- Objectif 2025 : promotion du label repar'acteurs de la CMA 13.

### **Mobiliser les habitants sur la réduction des déchets**

- Déployer l'autocollant Stop pub.
  - Objectif 2025 : 15 % des boîtes aux lettres équipées.
  - Repère : État des lieux 2017 : 2,6 % des boîtes aux lettres équipées.
- Sensibiliser les habitants aux gestes de réduction des déchets.
  - Objectif 2025 : campagnes de communication métropolitaines.
- Développer l'éco-exemplarité de nos structures (MAMP, communes).
  - Objectif 2025 : promouvoir la réduction des déchets au sein des collectivités (clauses environnementales, manifestations écoresponsables, sensibilisation des élus).

## **II – LE BILAN DES ACTIONS DE PRÉVENTION 2019-2020 ET LES PERSPECTIVES 2021 SUR LE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX**

### **1 – Établir un niveau de service aux professionnels**

#### **L'accompagnement des entreprises pour les aider à optimiser la gestion de leurs déchets et agir sur la prévention à la source**

#### **Description de l'action :**

- Définir le niveau de service aux professionnels au niveau des activités « collecte » et « déchèterie » en favorisant la part de prévention et une meilleure valorisation des Déchets d'Activités Économiques (DAE),
- Connaître les pratiques des entreprises en matière de réduction des déchets,
- Promouvoir des entreprises exemplaires et faire connaître leurs actions.

### Objectifs 2019-2020 :

Les actions en cours (certaines s'étalant parfois sur plusieurs années) sont :

#### *Pour l'activité « déchèterie » :*

1. La restriction d'accès aux professionnels sur plusieurs déchèteries du Sud du Territoire du Pays d'Aix avec mise en œuvre de mesures de communication associées.
2. Le déploiement d'un programme de travaux sur toutes les déchèteries du Territoire pour mettre en place des systèmes de contrôle d'accès permettant l'identification de tous les apporteurs (particuliers et professionnels).
3. La construction d'une déchèterie à Bouc-Bel-Air à destination des professionnels afin d'être opérationnelle en 2020.

#### *Pour l'activité « collecte » :*

1. La mise en œuvre de mesures d'accompagnement pour les professionnels qui ne seront plus collectés par le service public.
2. Le retrait du service public de collecte des entreprises situées dans les Zones d'Activités Économiques (ZAE) et Zones intermédiaires (ZINTER).

### Réalisations en 2019-2020 :

#### **1. Année 2019 :**

- Préparation à l'arrêt du service public de collecte dans les zones d'activité économique (ZAE). Cette opération a concerné une cinquantaine de ZAE, représentant plus de 2 300 entreprises réparties sur 24 Communes.
- Création d'un groupe de travail avec le collectif « COFEES », la direction de l'Environnement et le service prévention-information de la direction Fonctions Supports et Développement du pôle service à la population du Territoire du pays d'Aix afin de déployer et accompagner un futur dispositif d'éco manifestations des festivals du Territoire du Pays d'Aix.
- Bail emphytéotique pour la construction d'une déchèterie professionnelle par un prestataire privé sur un terrain situé sur la Commune de Bouc-Bel-Air.
- Expérimentation du contrôle d'accès sur la déchèterie de Pertuis.

#### **2. Année 2020 :**

- L'année 2020 a été consacrée à la mise en œuvre effective de la phase 1 (Arrêt de la collecte du Service Public en ZAE) et à la préparation de la phase 2 (Arrêt de la collecte des Gros Producteurs en zone INTER) prévue au 1er septembre 2021.

### Perspectives 2021 :

Le planning détaillé de mise en œuvre (pour les activités Collecte et Déchèterie) est le suivant :

Services Collecte et Déchèterie		
<b>Zones Intermédiaires (ZINTER) :</b> Zone périurbaine, ni ZUD, ni ZAE	Limitation des volumes – Arrêt de la collecte pour les Gros Producteurs : Mise en œuvre 1 <sup>er</sup> septembre 2021	2021
<b>Zones Urbaines Denses (ZUD) :</b> Hyper centres des 36 Communes du Territoire du Pays d'Aix	Maintien du service actuel sur les hyper-centres Mise en place d'une Redevance Spéciale	2022/2023
Déchèteries	Aide au développement d'un réseau de déchèteries professionnelles	De 2018 à 2022

## **2 - Favoriser la gestion de proximité des bio-déchets**

### **• Compostage individuel**

#### Description de l'action :

- Proposer des composteurs individuels accompagnés d'un bio seau aux habitants disposant d'un jardin afin de valoriser les biodéchets et réduire les quantités de déchets verts apportés en déchèterie et d'ici 2025, desservir 30 % des foyers individuels du Territoire du Pays d'Aix.
- Organiser pour le grand public des animations sur la pratique du compostage dans les jardins pédagogiques.
- Renforcer la communication pour faire émerger la demande (panneaux lumineux des Communes, CIQ, articles dans les revues municipales...).
- Organiser 2 permanences par mois pour la distribution des composteurs dans les Communes de Rousset et Meyrargues.

### Objectifs 2019- 2020 :

- Distribuer 1.500 composteurs par an.
- Mettre à disposition un nouveau système de paiement en ligne au moment de la réservation du composteur sur le site de la collectivité. Le logiciel OSIS aura également d'autres applications permettant une meilleure gestion des réservations : envoi d'un mail de confirmation de la réservation, génération d'un courrier indiquant les dates de permanence... Le paiement par chèque sera toujours possible.
- Développer des animations de type cafés compost pour remobiliser les foyers.
- Effectuer le suivi qualitatif et accompagnement de 50 « foyers témoins » par an.

### Réalisations en 2019-2020 :

- Distribution de 1.356 composteurs en 2019 et 1.558 en 2020.

- Un nouveau dispositif de paiement par carte bleue a été proposé aux habitants pour la réservation de leur composteur ou lombricomposteur avec la possibilité de payer directement sur la plateforme sécurisée du Pays d'Aix sur le site [www.paysdaix.fr](http://www.paysdaix.fr).
- Organisation de 62 permanences sur le Territoire du Pays d'Aix (Pôle de proximité de Rousset, Jouques, Meyrargues, Aix-en-Provence).
- Sensibilisation des habitants en 2019 sur les marchés forains de Bouc-Bel-Air, Lambesc et Saint-Cannat. Pas d'animation en 2020.

#### Repères :

A ce jour, ce sont 25.500 composteurs individuels qui ont été distribués soit 28% des foyers individuels du Territoire du Pays d'Aix.

#### Perspectives 2021 :

Poursuite de la distribution afin d'atteindre l'objectif de 30% d'équipement des foyers individuels du Territoire du Pays d'Aix à horizon 2025.

#### • **Lombricompostage individuel**

##### Description de l'action :

- Proposer des lombricomposteurs aux habitants résidant en appartement ou maison de village.
- Accompagner les foyers dans la pratique du lombricompostage et les conseiller.
- Organiser une permanence de distribution par mois sur Aix-en-Provence.

##### Objectif 2019-2020 :

- Distribuer 200 lombricomposteurs.
- Effectuer le suivi qualitatif et accompagnement de 10 « foyers témoins ».
- Réaliser une enquête auprès des usagers sur l'utilisation de leur lombricomposteur individuel et mesurer les quantités détournées.

##### Réalisations en 2019-2020 :

- Distribution de 169 lombricomposteurs en 2019 et 263 en 2020.
- Organisation de 29 permanences sur Aix-en-Provence sur 2 ans.
- Sur les deux années écoulées, 74 foyers ont été accompagnés dont 47 ont bénéficié d'un suivi personnalisé à domicile.

Repères : A ce jour, ce sont 1.900 lombricomposteurs individuels qui ont été distribués.

#### Perspectives 2021 :

Poursuite de l'action.

#### • **Compostage collectif.**

##### Description de l'action :

- Le développement du compostage collectif dans des résidences, lotissements, centres anciens de village, quartiers, cimetières, jardins, administrations.... Il s'agit pour chacun des sites de réaliser une étude de préféabilité, une réunion de présentation, un diagnostic, une enquête d'identification des foyers volontaires et des référents composteur. Le projet est finalisé avec la signature d'une convention avec le bailleur et la formation des référents. La mise en service du point de compostage est effectuée avec la distribution des bio seaux aux foyers volontaires et ensuite un suivi de chacun des sites.
- Le compostage des biodéchets est également installé dans les cantines scolaires de Communes volontaires : lombricomposteurs collectifs ou composteurs collectifs. Ces équipements permettent de composter les biodéchets produits par les cantines scolaires. Les agents sont chargés de vérifier régulièrement le bon fonctionnement de ces équipements et accompagner le personnel des cantines pour contribuer à la réussite de ce mode de compostage.

##### Objectifs 2019-2020 :

- Poursuivre l'équipement de 10 résidences par an et le suivi des sites en service.
- Animer des ateliers pour la création de bacs à fleurs ou potagers et sur le thème du compostage collectif dans les résidences participant au dispositif.
- Mettre en place 5 composteurs collectifs dans les cantines.
- Suivre le fonctionnement de l'ensemble des sites.

##### Réalisations en 2019-2020 :

- L'accompagnement pour le développement, la réalisation d'enquêtes et le suivi du compostage collectif est effectué pour moitié depuis juillet 2017 par la Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône (FRBR) dans le cadre d'un marché de prestations et pour moitié en régie.

- Sur deux ans, ce sont 15 nouveaux sites qui ont été équipés :

1. Aix-en-Provence, les résidences 7 rue Montmajour, Bel Azur, Pont de l'arc, la Gendarmerie du Jas de Bouffan, le jardin partagé la « Bulle verte », les résidences

Ginette, Cinette, Cariatides et le Technopôle de l'Arbois.

2. Coudoux, le jardin partagé, mise en place d'un drive compost pour les habitants.
3. Fuveau : les jardins « Potage et Partage » et le quartier du soleil.
4. Venelles : le lotissement Valcros.
5. Gardanne : le Foyer Lou Mistraou.

Pas d'animation sur 2020 suite à la pandémie.

- Sur 2 ans, 266 interventions pour le suivi des sites ont été réalisées :

- 128 suivis par le prestataire.
- 26 livraisons de broyat par le prestataire.
- 107 suivis en régie.

#### Repères :

*A ce jour, ce sont 62 sites collectifs équipés qui se répartissent de la manière suivante : 31 résidences, 2 lotissements, 1 pépinière, 3 centres d'apprentissage, 1 résidence étudiante, 2 cimetières, 4 maisons de retraite, 5 quartiers (1 à Meyrargues, 2 à Fuveau et 2 à Cabriès), 2 administrations, 7 jardins et 4 cantines.*

#### Perspectives 2021 :

- Poursuite de la mise en place de 10 résidences par an.

- **Compostage et lombricompostage pédagogiques en établissement scolaire.**

#### Description de l'action :

- Des composteurs pédagogiques sont mis à disposition dans les écoles primaires bénéficiant des animations sur le compostage mais aussi certains collèges ou lycées.

#### Objectif 2019-2020 :

- 5 composteurs pédagogiques.

#### Réalisations en 2019-2020 :

5 composteurs pédagogiques installés dans les écoles élémentaires et maternelles en 2019 et 12 en 2020. Aix-en-Provence, Montessori aux Milles, au Sacré-Cœur, à Jules Ferry à la Roque d'Anthéron, à l'Université des petits à Bouc-Bel-Air, Louis Pergaud à Vitrolles, Simone Veil à Rousset, le collège Simone de Beauvoir à Vitrolles, le Collège Marcel Pagnol à Pertuis, le Collège Haut de l'Arc à Trets, l'école primaire de Mimet, le Collège Henri Bosco à Vitrolles, l'école de la Salle à Bouc-Bel-Air, le Collège Jean Jaurès à Peyrolles-en-Provence, le Lycée Gambetta, l'école des Granettes, la Maternelle Val Saint André et l'école Sainte Catherine de Sienne à Aix-en-Provence.

Des suivis sont organisés régulièrement sur les différents sites.

#### Repères :

- A ce jour, ce sont 57 composteurs et/ou lombricomposteurs pédagogiques installés en fonctionnement.
- L'activité des équipements pédagogiques dépend de la motivation et des projets des enseignants.

#### Perspectives 2021 :

- Équiper 5 écoles avec des composteurs pédagogiques.

- **Don de compost en déchèterie**

#### Réalisations en 2019-2020 :

Les opérations de distribution de compost aux particuliers se sont déroulées du 30 mars au 14 avril et du 16 au 24 novembre 2019 puis du 21 au 28 novembre 2020 sur les déchèteries de Pertuis, Les Pennes-Mirabeau et Saint-Cannat. L'objectif était d'informer les usagers apportant leurs déchets verts sur les techniques du broyage et du paillage afin de réduire les quantités apportées en déchèteries. Il s'agissait d'inciter les particuliers à réutiliser leurs déchets verts dans leur propre jardin. Ce sont 170 tonnes de compost qui ont été distribuées lors de ces opérations.

- **Broyage des déchets verts et plate-forme de compostage**

#### Description de l'action :

- Inciter, les professionnels, les services techniques des communes et les particuliers à broyer leurs déchets verts ou à les gérer in-situ.
- Favoriser la création et soutenir le fonctionnement des plates-formes de compostage.

#### Objectifs 2019-2020 :

- Subventions versées aux porteurs de projet.
- Mettre en place des plates-formes de dépotage au sol dans les déchèteries.
- Inciter les particuliers à broyer leurs déchets verts lors de rencontres sur des stands ou de réunions d'information,
- Améliorer l'accès en déchèterie avec des plates-formes de dépotage : démarrage des travaux sur Rousset pour être opérationnel en 2022.
- Apporter un soutien financier aux porteurs de projet.

#### Réalisations en 2019-2020 :

- Subvention à l'association Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône pour ses actions de compostage notamment sur la plate-forme de la Roque d'Anthéron.
- 5 plateformes de dépotage en fonctionnement : Pertuis, Saint-Cannat, Bouc-Bel-air, les Pennes Mirabeau et Venelles.
- 2020 : Convention avec la Chambre d'agriculture pour la livraison de broyat chez les agriculteurs

(1.200 T) sur la partie nord du Territoire + réalisation d'un film par la CCA.

#### Perspectives 2021 :

- Définition d'un plan d'actions de réduction et de gestion des déchets verts 2021 – 2025.
- Développement d'expérimentations de broyage des déchets verts des particuliers –automne 2021.
- Nouvelle convention avec la Chambre d'agriculture pour l'ouvrir à l'échelle du Territoire.

#### • **Jardins partagés**

##### Description de l'action :

- Les Communes ou les associations créent un jardin partagé afin de sensibiliser les enfants et les adultes à la pratique du compostage et réduire les quantités de biodéchets.

##### Objectif 2019-2020 :

Suivi des porteurs de projets.

##### Réalisation en 2019-2020 :

Pas de nouveaux projets.

##### Repères :

*A ce jour, au moins 54 jardins ont été créés sur le Territoire du Pays d'Aix.*

Perspective 2021 : suivre les porteurs de projets de création de jardins partagés.

#### • **Le gaspillage et le don alimentaire**

##### Description de l'action :

- Sensibiliser les ménages à la lutte contre le gaspillage alimentaire et favoriser le don alimentaire entre les commerces alimentaires et les associations caritatives.
- Informer le personnel des cuisines afin de réduire le gaspillage alimentaire lors de la préparation des repas et modifier le comportement des élèves à la cantine.
- Sensibiliser des étudiants sur 2 restaurants du CROUS.
- Sensibiliser des élèves du CFA.
- Réaliser un guide sur le don alimentaire.
- Développer des bonnes pratiques.

##### Objectifs 2019-2020 :

- Accompagner les communes dans la réduction du gaspillage alimentaire au sein de la restauration collective.
- Accompagner le CROUS et le CFA dans la réduction du gaspillage alimentaire au sein de leur lieu de restauration.
- Réaliser un guide du don.
- Sensibiliser les habitants du Pays d'Aix.

- Sensibiliser les élèves des écoles.

##### Réalisations en 2019-2020 :

- Réalisation d'un guide sur le don alimentaire.
- Lancement des actions d'accompagnement des cantines dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.

##### 1/ Année 2019 :

- Attribution du marché d'accompagnement, lancement des actions auprès de : 3 Communes (Trets, Lambesc et Vitrolles), du CROUS sur le restaurant universitaire des Gazelles et du CFA du Pays d'Aix
- Organisation d'une sensibilisation en juin auprès des clients d'Intermarché à Gréasque et de Hyper U à Pertuis.
- Sensibilisation sur cette thématique de 9 Classes soit 252 élèves de primaires dans le cadre de l'éducation à l'environnement.
- Dans le cadre de la journée mondiale de la lutte contre le gaspillage alimentaire le 16 octobre 2019, organisation des actions suivantes : journée de lancement du programme d'éducation à l'environnement avec les enseignants, sensibilisation, visite du CFA du Pays d'Aix et dégustation-recettes contre le gaspillage alimentaire, animations auprès des habitants à Aix en Provence, visite du site de l'Arbois pour 25 familles engagées dans le défi « zéro déchets », sensibilisation des clients de Biocoop à Aix-en-Provence et d'Intermarché à Gardanne.

##### 2/ Année 2020 :

- Accompagnement de 7 Communes (Eguilles, Lambesc, Les Pennes-Mirabeau, Pertuis, Trets, Ventabren et Vitrolles), du CFA et du CROUS.
- Sensibilisation de 5 classes soit 125 élèves à la lutte contre le gaspillage alimentaire via le marché d'éducation à l'environnement.

##### Perspectives 2021 :

- Finalisation de l'accompagnement des Communes.
- Etude sur les familles zéro déchets.
- Création d'outils de sensibilisation à la lutte contre le gaspillage alimentaire.
- Diffusion de l'information sur la lutte contre le gaspillage alimentaire.

#### • **Charte marché forain éco-responsable**

##### Description de l'action :

- Mettre en place la charte « marché éco-responsables » pour lutter contre le gaspillage alimentaire et réduire les déchets issus des marchés forains.

#### Objectif 2019-2020 :

- Suivi des porteurs de projets mettant en place des chartes « marché forains éco-responsables ».

#### Réalisations en 2019-2020 :

- Attribution en 2020 d'une subvention à l'association « Zéro waste Provence » Pour appuyer 2 actions :
  1. Une action auprès de forains avec la signature d'une charte d'engagement vers une démarche « zéro déchets, zéro gaspillage ».
  2. Constitution d'un lot de vaisselle (assiettes, verres, couverts acquis auprès des ressourceries) mis à disposition des particuliers, associations adhérents de « zéro waste Provence » lors de leurs manifestations. Le but est de faciliter la transition vers une vaisselle réutilisable lors de la mise en application de l'interdiction de l'utilisation de la vaisselle à usage unique. Mise en place d'une expérimentation de tri sélectif des cartons et cagettes des forains sur le marché d'Encagnane à Aix-en-Provence à partir de juin 2020.

#### Perspectives 2021 :

- Suivi des porteurs de projet le cas échéant.
- Développement de marchés forains zéro déchets sur les communes volontaires sur 2022.

### **3 - Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation**

#### **• Ressourceries**

##### Description de l'action :

- Accompagnement des structures du réemploi de type ressourceries du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du dispositif d'aide de la collectivité.

#### Objectifs 2019-2020 :

- Le Territoire du Pays d'Aix poursuit son soutien financier aux associations œuvrant pour le réemploi des déchets au sein des ressourceries. Accompagnement d'une nouvelle structure : association De fil en aiguille à Pertuis.
- Préparation au lancement d'un appel à projet « réemploi » sur le Territoire du Pays d'Aix.
- Etude de faisabilité de la création d'une donnerie sur projet lignane.
- Étude de faisabilité pour la mise en place d'un caisson « donnerie » sur la déchèterie de Lambesc.

#### Réalisations en 2019-2020 :

- Versement de subventions aux associations Evolio, Emmaüs et Valtri - « Histoire sans fin » et Elan-Jouques, de fil en Aiguilles.

- Sur ces deux années 1 326 tonnes ont été détournées des circuits de collecte dont 810 tonnes réemployées.

#### Repères :

- Fin 2020, il y avait 5 ressourceries sur le Territoire : Histoire sans fin à Venelles, Evolio à Gardanne, Emmaüs à Cabriès, Elan à Jouques et De Fil en Aiguilles à Pertuis.
- Les habitants ont à leur disposition plusieurs dispositifs pour le réemploi dans les déchèteries :
  - 3 caissons respectivement à Peyrolles, Aix-en-Provence et Gardanne.
  - 1 abri à Venelles.
  - 1 local aux Pennes Mirabeau.

#### Perspectives 2021 :

Lancement de l'appel à projet réemploi, mise en place des projets portés par les candidats sélectionnés.

#### **• Textiles usagés**

##### Description de l'action :

- Développer les bornes pour la collecte des textiles usagés dans les communes.

#### Objectifs 2019-2020 :

- Début 2019 : mise en œuvre de la nouvelle convention avec l'opérateur textile Provence TLC.
- Développer cette action sur les communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix.
- Augmenter le nombre de bornes de collecte de textiles.
- Déployer ponctuellement des colonnes pour des opérations spécifiques comme la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets par exemple.
- Harmoniser la communication sur cette thématique sur l'ensemble de la Métropole.

#### Réalisations en 2019-2020 :

- Résultats 2019 : collecte de 540 tonnes, soit 2.93 kg/habitant/an.
- Résultats 2020 : collecte de 521 tonnes, soit 2.93 kg/habitant/an.  
(Données pour le dispositif piloté par le Territoire et mis en œuvre sur 26 Communes)

#### Repères :

- A ce jour, il y a 25 communes disposant de ce dispositif et 151 bornes de collecte en service. En 2020, des bornes ont été installées sur la Commune de Bouc Bel Air.
- Au niveau national, chaque habitant achète en moyenne 9,2 kg de textiles par an (vêtements, linge de maison, chaussures) et sur l'ensemble de ce gisement, ce sont 3,2 Kg/habitant/an collectés qui sont réemployés, réutilisés ou recyclés.

#### Perspectives 2021 :

- Poursuite du déploiement sur les communes volontaires

#### **4 - Sensibiliser à la réduction des déchets et à l'économie circulaire et accompagner des démarches transversales et innovantes.**

- **Label commerces engagés.**

##### Description de l'action :

- Le projet de label des commerces engagés consiste en la réalisation d'un diagnostic, d'un cahier des charges, de la diffusion de supports de communication auprès des commerçants des Communes volontaires, de Rousset, Fuveau, Les Pennes-Mirabeau, Vitrolles, Venelles, Gréasque, Cabriès et Aix-en-Provence. Cette action est portée par le CPIE du Pays d'Aix.

##### Objectifs 2019-2020 :

- Suivi du porteur de projet : le CPIE accompagne les commerçants engagés, assure la mise en réseau des commerçants entre eux et organise un événement par Commune.
- Remise de cabas au CPIE du Pays d'Aix pour la diffusion aux commerçants participant à l'opération.

##### Réalisations en 2019-2020 :

- 2019 : 117 commerces engagés ont été accompagnés et 111 en 2020.
- Diffusion du nouveau cahier des charges, élaboré en 2019 et bilan réalisé fin 2020.

##### Bilan :

- 2 visites par an sont organisées avec les commerces engagés.
  - 70 % des commerces engagés ont réalisé la moitié ou plus de leurs engagements.
  - 38 % ont réalisé la totalité de leurs engagements.
  - 26 % des commerces engagés déclarent avoir arrêté la distribution de sacs en caisse.
  - 82 % assurent trier leurs cartons.
  - 5 commerces participent à l'opération de collectes des mégots, soit 16 000 unités récupérées en 2020.

- 2020 : **Label « Restaurants engagés ».**

Ce label met en valeur les actions des professionnels de la restauration et permet de les accompagner dans le développement de bonnes pratiques en matière de réduction des déchets. Il s'agit de les encourager à développer des circuits économiques courts, de lutter contre le gaspillage alimentaire et de sensibiliser la clientèle à la saisonnalité des produits.

Les professionnels engagés sont valorisés par un affichage dans leur établissement et par une communication numérique sur leur action.

- En 2020, un diagnostic a été entamé auprès de 5 restaurateurs et arrêté suite au confinement.

#### Perspectives 2021 :

- Suivi des projets du CPIE.

- **Sensibilisation du grand public à la prévention des déchets.**

##### Description de l'action :

- Sensibiliser les habitants au changement de comportement par la diffusion de messages sur la réduction.
- Information et animation sur des stands lors de manifestations culturelles ou sportives et lors des réunions d'accueil des nouveaux arrivants dans les Communes.

Objectif 2019-2020 : promotion des gestes de la prévention auprès du grand public.

##### Réalisations en 2019-2020 :

- Articles sur la prévention des déchets dans les revues municipales et sites Internet des Communes.
- Actions de proximité en 2020 malgré un contexte sanitaire complexe :
  - Stand en septembre et octobre sur les marchés forains de Bouc-Bel-Air, Cabriès, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Rousset et Saint-Cannat sur le thème du gaspillage alimentaire (91 personnes sensibilisées).
  - Stand le 16 octobre aux allées provençales d'Aix-en-Provence sur le thème du gaspillage alimentaire (85 personnes sensibilisées).
  - Stand lors de la manifestation Adoptez l'agroattitude à Coudoux (100 personnes sensibilisées).
  - Stand sur les forums des associations de Jouques et Saint-Cannat (90 personnes sensibilisées).

#### Perspective 2021 :

- Promouvoir les gestes de la prévention auprès du grand public sur les manifestations du Territoire.

- **Diffusion de l'autocollant Stop Pub.**

##### Description de l'action :

- Les autocollants sont mis à disposition dans les mairies, dans les kits de communication remis aux habitants, distribués lors des réunions d'accueil des nouveaux arrivants dans les Communes ou envoyés suite à une demande sur le site internet de la collectivité.

Objectifs 2019-2020 : diffuser 20.000 autocollants par an.

Réalisation sur 2019 et 2020 :

- Sur les deux années écoulées 23.000 autocollants au total ont été distribués sur le Pays d'Aix et notamment dans toutes les boîtes aux lettres des foyers des Communes de Saint-Cannat, Gréasque, Fuveau.
- En 2020, un suivi des autocollants apposés sur les boîtes aux lettres a été réalisé sur plusieurs Communes : Beaufort, Châteauneuf le Rouge, Coudoux, Eguilles, le Tholonet, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Peynier, Rousset, Saint Antonin sur Bayon, Saint-Cannat, Saint Paul Lez Durance, Vauvenargues et Ventabren.

*Repères : A ce jour, ce sont plus de 174.000 autocollants qui ont été distribués en Pays d'Aix dont 14% apposés (estimation sur enquête terrain).*

Perspectives 2021 :

- Diffusion de 20.000 autocollants sur l'année.
- Mise à disposition systématique dans un kit pour les nouveaux arrivants dans les Communes.
- Mise à disposition dans les mairies des 36 Communes.

- **Exemplarité du Territoire du Pays d'Aix en matière de réduction des déchets.**

Description de l'action :

- Sensibilisation des agents de la collectivité aux gestes limitant l'impact environnemental du fonctionnement des services et notamment sur la réduction des déchets.

Objectifs 2019-2020 :

- Poursuite des actions exemplaires (textiles, piles, articles de sensibilisation) et autres, s'il y a des opportunités.
- Volonté de faire du Technopôle de l'Arbois, un site pilote en matière de compostage avec un jardin potager et étudier la possibilité de devenir un site permettant la formation des référents compostage,
- Sensibilisation des agents du Territoire à la suppression des sacs plastiques avec la tenue de stands d'information sur les différents sites, animation sur les fêtes exemplaires, la distribution de documents d'information et d'un cabas réutilisable.

Réalisations en 2019-2020 :

- Sur les deux ans 950 kilos de textiles ont été collectés au sein des services du Territoire du Pays d'Aix sur les 3 campagnes de collecte.
- diffusion d'idée d'emballages éco responsable pour les fêtes via le site intranet et diffusion de messages aux agents du Territoire du Pays d'Aix.

Perspectives 2021 :

- Actions d'exemplarité de la collectivité : collecte des textiles et des piles des agents.

- **La sensibilisation des scolaires.**

Description de l'action :

- Animation dans les classes primaires et maternelles sur le thème de la prévention et la gestion des déchets (gaspillage alimentaire, réemploi, compostage). Des kits pédagogiques avec des cahiers de l'élève, guides de l'enseignant, des animations en classes et des visites de jardins pédagogiques sont proposés aux enseignants afin de familiariser les enfants à la thématique des déchets.

Objectifs 2019-2020 :

- Poursuite des animations dans les classes et les visites de jardins pédagogiques et de l'ISDnD de l'Arbois.
- Réflexion sur le renouvellement et la simplification des kits pédagogiques.
- Finalisation de la mallette pédagogique sur la prévention des déchets.
- Création d'une animation sur le gaspillage alimentaire.

Réalisations en 2019-2020 :

- Sur l'année scolaire 2019-2020, sensibilisation de 5000 élèves :

- 106 classes ont bénéficié de la sensibilisation générale.
- 95 classes ont suivi l'approfondissement du module « gestion des déchets » et 20 classes ont visité le site de l'Arbois en 2019, pas de visites en 2020 pour cause de covid 2019.
- 25 classes ont visité un jardin pédagogique en 2019. Pas de visite en 2020 pour cause de pandémie.

Soit 208 demi-journées d'animation en 2019 et 279 sur 382 prévues en 2020 suite au confinement et à la fermeture des écoles.

- Remise à jour du livret et de l'exposition de l'Arbois ainsi qu'une refonte des cahiers des élèves.



### Perspectives 2021 :

- Poursuite de la sensibilisation des enfants des écoles du Pays d'Aix.
- Création et diffusion de fiches thématiques « pour aller plus loin ».
- Finalisation et diffusion de la nouvelle mallette pédagogique sur la réduction des déchets.

- **La réduction des déchets dangereux.**

### Description de l'action :

- Suivi des porteurs de projets (Agence de l'eau, CCI, DASTRI) et des points de collecte des DASRI.

Objectif 2019-2020 : sensibiliser les ménages à la réduction de la toxicité des déchets.

Réalisation en 2019-2020 : pas d'action réalisée.

### Perspectives 2021 :

- Sensibiliser les ménages à la réduction de la toxicité des déchets : diffusion d'articles dans les revues municipales et les réseaux sociaux.

## **III - BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL 2021**

Le détail des dépenses prévisionnelles liées aux actions envisagées en 2021 classées par nature-Investissement et Fonctionnement est le suivant :

### 1/ Investissement :

Actions d'investissement 2021	Budget 2021 <u>en € TTC</u>
Acquisition de 1 800 composteurs individuels	124 000 €
Acquisition de 5 composteurs pédagogiques	300
Acquisition de 400 lombricomposteurs individuels	36 700
Acquisition de bio seaux	1 800
Maintenance	500
10 Permanences	8 500
Expérimentation-acquisition de chalets de compostage	31 000
Acquisition de 25 panneaux collectifs	12 500
<b>Total</b>	<b>194 300</b>

### 2/ Fonctionnement :

Actions de fonctionnement 2021	Budget 2021 <u>en € TTC</u>
<b>Subventions aux associations</b>	
Association- Foyers ruraux des Bouches-du-Rhône	8 000 €
Association-Elan Jouques	7 000 €
Association-Emmaus	30 000 €
Association-Valtri	32 000 €
Association-De fil en Aiguilles	10 000 €
Appel à projet réemploi	73 000
<b>Suivi compostage</b>	<b>70 000€</b>
<b>Animation réduction des déchets</b>	<b>38 000</b>
<b>Accompagnement des Communes dans la lutte contre le gaspillage alimentaire</b>	<b>70 000€</b>
Acquisition de Cabas réutilisables	18 000 €
Pochons en coton achat en vrac	2 000€
Acquisition d'autocollants « stop pub »	3 300€
Education à l'Environnement	114 000€
Impression de documents sur la réduction des déchets	35 300€
caractérisations	25 000€
<b>Total</b>	<b>535 600€</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 038-8022/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, Déchets et Cycle de l'Eau du 11 mai 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le bilan des actions de prévention et de réduction des déchets sur le Territoire du Pays d'Aix et leur poursuite.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés le bilan et la poursuite des actions de prévention dans le cadre du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à lancer toutes les actions nécessaires à la réalisation de ce plan.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Service Public d'Élimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix qui présente les disponibilités nécessaires.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Risques majeurs**

### **2021 CT2 252**

**Commission Locale d'Information de Cadarache – Attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2021 – Approbation d'une convention entre la CLI Cadarache et la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de la circulaire du 15 décembre 1981, des Commissions Locales d'Information (CLI) ont été mises en place, à l'initiative des Conseils généraux, autour de la plupart des installations nucléaires.

La loi du 13 juin 2006, relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, a conforté l'existence de ces CLI en leur donnant un statut législatif. Ces Commissions Locales d'Information sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sécurité nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement pour ce qui concerne les installations des sites. Les Commissions Locales d'Information doivent assurer une large diffusion des résultats de leurs travaux sous une forme accessible au plus grand nombre.

La loi confirme que la création des CLI incombe au Président du Conseil départemental. Les Commissions Locales d'Information comprennent, entre autres, des représentants des Conseils départementaux, des Conseils municipaux et/ou des assemblées délibérantes des groupements de communes.

La CLI Cadarache a été instituée pour représenter les établissements du CEA de Cadarache (sis sur la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance), d'ITER (sis

sur la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance) et Gammaster (sis sur la Commune de Marseille).

La CLI, comme elle le fait depuis 2009, sollicite au titre de l'année 2021 une subvention de 10.000€ auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dossiers enregistrés sous les numéros Guichet Unique 2021-00428 (8.000€) et 2021-00427 (2.000€) pour des actions d'information auprès des citoyens sur les installations nucléaires installées sur les Territoires du Pays d'Aix (ITER et CEA) et de Marseille Provence (Gammaster), pour un budget total de l'action de 84.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L.125-1 ;
- La loi n° 2006-286 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment son article 22 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 15 décembre 1981 relative à la mise en place des Commissions Locales d'Information ;
- Le décret n° 2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux Commissions Locales d'Information auprès des Installations Nucléaires de Base ; l'arrêté pris par le Conseil Général des Bouches du Rhône du 30 avril 2009 portant modification de la CLI Cadarache ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Oùï le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de transparence et d'information autour des installations nucléaires auprès des institutions et de la population sur le Territoire de la Métropole qui est concerné par deux sites qui entrent dans les prérogatives de la CLI, le CEA de Cadarache sur la commune de Saint-Paul-Lez-Durance et les installations de la

société GAMMASTER (stérilisation alimentaire) au MIN des Arnaux à Marseille.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée à la CLI Cadarache une subvention de 10.000,00 € (dix mille euros), répartie comme suit :

- 8.000 € sur le Territoire du Pays d'Aix,
- 2.000 € sur le Territoire Marseille Provence

### Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention ci-annexée.

### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention jointe et toutes autres pièces relatives à ce dossier.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : Chapitre 65, nature 65748, fonction 020 pour 8.000 € ;

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire Marseille Provence en section de Fonctionnement : Chapitre 65, nature 65748, fonction 76 pour 2.000€.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Cycle de l'eau et assainissement

### 2021 CT2 253

**AVIS - Approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service public de traitement des effluents industriels de la Commune de Rousset relative à l'intégration de la société M.A.J. comme nouvel usager**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de favoriser le traitement et l'évacuation des effluents industriels liquides produits par les industriels implantés sur son territoire, la commune de Rousset a décidé de créer un service de collecte, de traitement et d'évacuation des effluents industriels et a, en conséquence, entrepris la création d'ouvrages à cet effet.

Par délibération n° 171/2012 du Conseil municipal en date du 29 novembre 2012, la Commune de Rousset a délégué son service public de traitement des effluents industriels au groupement OTV – Société des Eaux de Marseille, pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Trois avenants ont été conclus :

Avenant n°1, approuvé par délibération n°87/2014 le 30 juin 2014, prise d'effet le 10 juillet 2014 suite à la cessation d'activité de la société LFOUNDRY, un des industriels raccordés à la station. L'équilibre financier du contrat étant rompu, les conditions d'exploitation et de rémunération du délégataire ont été revues.

Avenant n°2, approuvé par délibération n°128/2014 le 26 septembre 2014, prise d'effet le 13 octobre 2014 suite à la reprise temporaire des actifs de la société LFOUNDRY pour démantèlement de l'usine. Les conditions d'exploitation et de rémunération du délégataire ont à nouveau été adaptées.

Avenant n°3, approuvé par délibération n°58/2015 le 7 mai 2015, suite à la demande de raccordement de Sun Partner, nouvel industriel implanté sur la zone d'activités. Les conditions d'exploitation et de rémunération du délégataire ont à nouveau été révisées.

Le 31 juillet 2020, la société M.A.J., ayant en projet de construire une blanchisserie industrielle sur la zone d'activités de Rousset, a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour raccorder son usine à la station de traitement des eaux industrielles.

Après une instruction technique et financière, des conditions de raccordement ont été proposées à l'industriel demandeur le 29 mars 2021. La proposition a été acceptée par la société M.A.J. et

une convention portant autorisation de déversement sera signée entre les différentes parties.

Cette convention a été présentée pour approbation lors de la séance du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021.

Ainsi, le contrat de délégation de service public doit être modifié par avenant pour intégrer ce nouvel industriel dans le périmètre de la délégation.

Les modifications apportées au contrat sont les suivantes :

Le nombre d'industriels raccordés passe de 4 à 5 :

- ST Microelectronics ;
- Air Liquide ;
- Garmin (anciennement Sunpartner) ;
- Elis 1 (blanchisserie déjà existante sur la zone)
- M.A.J. nouvelle blanchisserie à raccorder.

L'avenant 4 a aussi pour objet de supprimer l'objectif de réduction de 15% du bilan carbone suite à l'arrêt de LFOUNDRY et d'insérer la tarification adaptée aux variations de la norme de rejet de fluor.

Un nouveau Compte d'Exploitation Prévisionnel est calculé en intégrant les nouvelles charges, propres au traitement de l'effluent de M.A.J.

*Tableau de répartition des débits réservés par les industriels par filière de traitement en m3/h*

Industriel	Global station	F1, F2 et biologique	Traitement MBBR
ST Microelectronics	243/290	154,5/199,5	41/53,5
Air Liquide	5/290	3/199,5	0
Garmin	2/290	2/199,5	0
M.A.J. santé	15/290	15/199,5	0
M.A.J	25/290	25/199,5	12,5/53,5

Sur la capacité totale de la station, pour ses trois filières, il reste une partie non affectée, ce qui correspond aux débits qui étaient réservés à la société LFOUNDRY lors de la construction de la station. A ce jour, une partie des équipements de la station qui correspond à cette part non affectée est hors service.

*Tableau de répartition des débits de la station par filière de traitement en m3/h*

	Global station	F1, F2 et biologique	Traitement MBBR
Capacité nominale	520	312	100
Capacité exploitée	290	199,5	53,5
Capacité réserve	230	112,5	46,5

Pour compenser les charges, la prévision de recettes augmente dans la même proportion plus 141 687€ de marge brute, soit 4,47%, marge équivalente en pourcentage à la marge du contrat initial.

Le montant des travaux préalables et nécessaires au raccordement de M.A.J est estimé à 401 151€ et est comptabilisé dans le nouveau compte d'exploitation prévisionnel. Les travaux seront pris en charge en totalité par M.A.J, directement payés au délégataire en deux fois, acompte à la commande et solde à la mise en service.

Les dispositions financières de l'avenant prendront effet à la date de mise en service de la blanchisserie M.A.J, prévue en octobre 2022.

A la suite du raccordement de M.A.J, les conventions de déversement de tous les industriels seront modifiées pour application de la nouvelle tarification des primes fixes. Avec l'arrivée de ce nouvel industriel, la mutualisation des moyens fera baisser les primes fixes préalablement définies.

Le cumul des quatre avenants a pour incidence financière une baisse des produits sur la durée du contrat de -26,79% par rapport au montant du contrat initial. A noter que le départ de l'entreprise LFOUNDRY, acté dans les avenants 1 et 2, avait entraîné une baisse de -28,51% par rapport au contrat initial.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié, car le montant des modifications cumulées des quatre avenants est inférieur à 10% du montant du contrat initial. Ce rapport ne présente aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°171/2012 du 29 novembre 2012 portant approbation du contrat de délégation du service public de traitement des effluents industriels de la Commune de Rousset ;
- La délibération n° n°87/2014 du 30 juin 2014 portant approbation de l'avenant 1 ;
- La délibération n°128/2014 du 26 septembre 2014 portant approbation de l'avenant 2 ;
- La délibération n°58/2015 du 7 mai 2015 portant approbation de l'avenant 3 ;
- L'avis de la Commission Concession du 20 mai 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Qu'il est nécessaire de modifier les conditions financières du contrat de délégation de service public de traitement des effluents industriels de la Commune de Rousset pour raccorder un nouvel industriel à la station d'épuration, intégrer au périmètre du contrat les nouveaux équipements techniques construits et installés pour le traitement des effluents de la société M.A.J.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un 4<sup>ème</sup> avenant au contrat.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 4, ci-annexé, au contrat de délégation de service public de traitement des effluents industriels de la Commune de Rousset.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 254**

### **Approbation d'une convention de déversement des effluents de la société M.A.J dans la station d'épuration industrielle de Rousset**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de favoriser le traitement et l'évacuation des effluents industriels liquides produits par les

industriels implantés sur son territoire, la Commune de Rousset a décidé de créer un service de collecte, de traitement et d'évacuation des effluents industriels et a, en conséquence, entrepris la création d'ouvrages à cet effet.

Par délibération n° 171/2012 du Conseil municipal en date du 29 novembre 2012, la commune de Rousset a délégué son service public de traitement des effluents industriels au groupement OTV – Société des Eaux de Marseille, pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1 janvier 2013.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1er janvier 2018. Elle est donc désormais compétente pour le traitement des effluents industriels sur la zone d'activité de Rousset et le conventionnement des rejets industriels dans sa station de traitement.

Le 31 juillet 2020, la société M.A.J. ayant en projet de construire une blanchisserie industrielle sur la zone d'activité de Rousset a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour raccorder son usine à la station de traitement des eaux industrielles.

Après une instruction technique et financière, des conditions de raccordement ont été proposées à l'industriel demandeur le 29 mars 2021. La proposition qui est à la fois technique et financière a été acceptée par la société M.A.J.

Sur la base de ces propositions, il est donc nécessaire d'établir, en application des dispositions de l'article L 1331-10 du code de la santé publique, une convention portant autorisation de déversement préalablement au rejet des effluents de la société M.A.J dans le réseau public d'assainissement. Cette convention a pour objet de définir les conditions et modalités techniques et financières auxquelles sont soumises ce rejet.

La convention annexée à la présente délibération a été établie conformément aux articles 18 « *Conventions de déversement d'un nouvel industriel-usager* » et 34 « *Travaux d'extensions réalisées sur l'initiative des industriels-usagers* » du contrat de délégation du service public de traitement des effluents industriels de la commune de Rousset et à son annexe 9 « *Règlement de service* ».

Les conditions essentielles de cette convention sont les suivantes :

- L'industriel règlera directement auprès du délégataire les coûts relatifs à la réalisation de travaux spécifiques, strictement nécessaires au traitement de son effluent. Le montant prévisionnel des travaux est de 370.091 €HT, susceptible d'être augmenté de la somme de 31.060 €HT si la DREAL venait à exiger la mise en place d'un analyseur de phosphore.

- L'industriel sera redevable d'un montant de surtaxe, perçu par le délégataire et reversé à la Métropole de 0,06 € / m<sup>3</sup> d'effluent traité en application de la délibération n°37/2017 du conseil municipal de Rousset en date du 7 avril 2017 :

- L'industriel s'acquittera d'une rémunération du délégataire (coût du service) fixée au montant suivant, en application du contrat de délégation de service public approuvé par délibération n°171/2012 du conseil municipal de Rousset en date du 29 novembre 2012 :

- Prime fixe mensuelle : 14.960 € HT
- Prime fixe hebdomadaire : 920 € HT
- Part variable en fonction des volumes déversés et de la charge polluante, matières en suspension (MES) et DBO5
  - 0,1200 € / m<sup>3</sup>
  - 0,3106 € / kg de MES
  - 0,0384 € / kg de DBO5

- Capacités réservées

- 25 m<sup>3</sup>/ heure pour l'ensemble de la station
- 25 m<sup>3</sup>/ heure pour la filière de traitement biologique
- 12,5 m<sup>3</sup>/heure pour le traitement MBBR

La prise en charge du traitement des effluents de la société M.A.J nécessite en outre la conclusion d'un avenant à la convention de délégation de service public liant à la Métropole à l'exploitant, pour mettre en conformité la répartition des redevances entre les différents usagers de la station, à raison de l'intégration de ce nouvel usager. Cet avenant n°4 sera est soumis pour avis au Conseil de Territoire du Pays d'Aix au titre d'un rapport distinct. Ce rapport ne présente aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la santé publique et notamment l'article L 1331-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°37/2017 du conseil municipal de Rousset en date du 7 avril 2017 fixant le montant de la part collectivité pour le traitement des effluents industriels,

- La délibération n°171/2012 du conseil municipal de Rousset en date du 29 novembre 2012 approuvant le contrat de délégation du service public de traitement des effluents industriels de la commune de Rousset et le règlement de service ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement Déchets et Cycle de l'Eau du 11 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention portant autorisation de déversement des effluents de la société M.A.J dans la station d'épuration industrielle de Rousset ci-annexée.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, portant autorisation de déversement des effluents de la société M.A.J dans la station d'épuration industrielle de Rousset.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 255**

### **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la Commune de Venelles, de travaux d'aménagement du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de la requalification de la rue des Isnards**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de cette convention, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

C'est ainsi que dans le cadre de la requalification de la rue des Isnards, la Commune de Venelles a mis en évidence la nécessité de créer un réseau de collecte des eaux pluviales.

Les travaux projetés porteront sur la création d'un réseau de diamètre 400mm sur un linéaire de 150m.

Les études et travaux pour cette opération ont été estimés à 35.000 €HT soit 42 000 €TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial	28 000,00
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	14 000,00
TOTAL TTC	42 000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour des travaux d'aménagement du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de la requalification de la rue des Isnards.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative aux travaux d'aménagement du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de la requalification de la rue des Isnards par la Commune de Venelles.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la Commune de Venelles de travaux

d'aménagement du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de la requalification de la rue des Isnards.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 35.000,00€HT.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909 nature 4581, autorisation de programme DI909 fonction 734.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 256**

**Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la Commune de Saint-Estève-Janson, de travaux d'aménagement du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de la requalification des espaces publics du centre ancien**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action

publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRE.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de cette convention, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

C'est ainsi que dans le cadre de la requalification des espaces publics du centre ancien, la Commune de Saint-Estève-Janson a mis en évidence la nécessité de créer et d'aménager des équipements de gestion des eaux pluviales.

Les travaux projetés porteront sur la création de 270ml de réseaux d'eaux pluviales de diamètres 300 et 400 mm dans le centre et sur le boulevard des Ecoles.

Cet aménagement du réseau d'eaux pluviales permettra de séparer les eaux pluviales des eaux d'irrigation sur le linéaire du boulevard des écoles.

Les études et travaux pour cette opération ont été estimés à 95.000 €HT soit 114 000 €TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial	76 000,00
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	38 000,00
TOTAL TTC	114 000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la création et l'aménagement des équipements de gestion des eaux pluviales dans le cadre de la requalification du Centre Ancien de la Commune de Saint-Estève-Janson.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, Déchets et Cycle de l'Eau du 11 mai 2021.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la création et l'aménagement des équipements de gestion des eaux pluviales dans le cadre de la requalification du Centre Ancien de Saint-Estève-Janson.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la Commune de Saint Estève Janson d'équipements de gestion des eaux pluviales dans le cadre de la requalification du Centre Ancien.

L'estimation des études et travaux pour cette opération s'élève à 95.000,00€HT

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette

convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909 nature 4581, autorisation de programme DI909 fonction 734.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 257**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°Z200552COV « Aménagement de réseaux humides de la traversée de Calas au niveau de la Place Albert Florens et ses abords » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Cabriès**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°DEA 009-7551/19/BM du 19 décembre 2019, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Commune de Cabriès portant sur la réalisation d'une opération d'aménagement de réseaux humides dans la traversée de Calas au niveau de la Place Albert Florens et ses abords, à l'occasion d'une opération de requalification de voirie et d'espaces publics relevant de la compétence de la Commune. Cette convention portait sur une enveloppe financier globale de 99.000,00 € HT, soit 118.800,00 € TTC, relative aux travaux de compétence métropolitaine et allouée sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement et l'Etat Spécial de Territoire pour le pluvial.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'un avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la Commune de Cabriès.

En effet, l'opération de requalification mise en œuvre conjointement avec le Commune comportait initialement deux phases, la seconde étant conditionnelle. La convention de TTMO conclue avec la Commune portait uniquement sur la première. La Commune a par la suite affirmé certains travaux correspondant à la deuxième phase en étendant l'opération de requalification à certains secteurs adjacents et aux embranchements de voiries desservant le périmètre initial (Route

Départementale 543 Nord, d'une amorce Avenue Jean Moulin, et du Chemin de Barquieu).

L'extension du programme initial de l'opération, dont la possibilité était portée à la connaissance de la Métropole dès l'origine, génère des travaux supplémentaires sur les réseaux humides des 4 compétences (eau potable, eaux usées, pluvial et défense extérieure contre l'incendie).

Les travaux supplémentaires principaux portent sur :

- . la mise en service d'une canalisation d'eau potable existante qui avait été posée en attente, avec raccordements sur réseau existant (travaux de simplification),
- . la création d'un réseau pluvial avec ouvrages de collecte, chemin de Barquieu,
- . l'amélioration de la collecte des eaux pluviales au niveau du carrefour RD543/Avenue Jean Moulin,
- . le renouvellement/mise à la cote des tampons eaux usées/pluvial et bouches à clef eau potable sur les secteurs RD543 nord principalement,
- . le renouvellement de 2 branchements de points d'eau d'incendie et d'un poteau incendie.

Le montant de l'opération est ainsi porté de 99.000,00 € HT à 218.180,00 € HT, augmentation répartie comme suit :

- . 30 400,00€HT en eau potable ;
- . 7.870,00€HT en eaux usées ;
- . 74.720,00€HT en pluvial ;
- . 6.190,00€HT en défense extérieure contre l'incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°DEA 009-7551/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019, portant sur l'approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la Commune de Cabriès de l'aménagement de réseaux humides de la traversée de

Calas au niveau de la Place Albert Florens et ses abords.

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver un avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°Z200552COV relative à l'aménagement de réseaux humides, par la Commune de Cabriès, de la traversée de Calas au niveau de la Place Albert Florens et ses abords.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la Commune de Cabriès.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°Z200552COV et à prendre toutes dispositions y concourant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019290000, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement en Délégation - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532,
- le Budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, autorisation de programme DI909, fonction 734.
- le Budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, autorisation de programme DI908, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 258**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°Z200728COV « Aménagement de réseaux humides rue du Farageon » passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Rousset**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1er janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de la-dite convention.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°DEA 013-7555/19/BM du 23 juillet 2020, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Commune de Rousset portant sur la réalisation d'une opération d'aménagement de réseaux humides au niveau de la rue du Farageon. Cette convention portait sur une enveloppe globale de 134.700,00€HT, soit 161.640,00€TTC alloués sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement et l'Etat Spécial de Territoire pour le pluvial.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire, la conclusion d'un avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la Commune de Rousset.

En effet, dans le cadre de la pose du pluvial, il est nécessaire d'intervenir sur plusieurs branchements existants d'eaux usées qui ne permettent pas dans leur configuration, la pose du nouveau pluvial. Ces branchements comportent des éléments amiantés, ce qui conduit à la mise en place de mesures particulières obligatoires de retrait et traitement des éléments de branchements déposés.

Le montant de l'opération est ainsi porté de 134.700,00€HT à 147.034,00€HT, soit une augmentation de 9,2%, répartie comme suit :

- . 55,3 % d'augmentation sur la compétence eaux usées,
- . aucune évolution sur les compétences eau potable et pluvial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 013-7555/19/BM du 23 juillet 2020 portant sur l'approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour l'opération d'aménagement par la Commune de Rousset des réseaux humides de la rue du Farageon et l'abrogation de la délibération

n°DEA 013-7555/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement Déchets et Cycle de l'Eau du 11 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver un avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°Z200728COV relative à l'aménagement de réseaux humides, par la Commune de Rousset, rue du Farageon.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la Commune de Rousset de travaux d'aménagement de réseaux humides.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°Z200728COV.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019290000, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement en Délégation - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532,
- le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, autorisation de programme DI909, fonction 734.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 259**

**Approbation du programme de travaux relatifs à la 2<sup>ème</sup> phase d'aménagement du réseau d'eaux usées de l'avenue Padovani sur la Commune de Vitrolles**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le réseau de collecte d'eaux usées de l'avenue Padovani dessert une zone commerciale de Vitrolles.

Le collecteur en partie très endommagé (défaillance structurelle et d'étanchéité) a bénéficié sur une partie de son linéaire, d'une 1<sup>ère</sup> phase de travaux de réhabilitation sans tranchée en 2020 sous la conduite de la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial du Territoire du Pays d'Aix.

Il s'agit en 2021, d'engager la 2<sup>ème</sup> phase de travaux de réhabilitation permettant de terminer cette opération. Les travaux de cette 2<sup>ème</sup> phase portent sur :

- . la création d'un regard de tête de réseau et le renouvellement de tampons eaux usées,
- . le curage, l'inspection, la préparation du support à la réhabilitation (fraisage) et le gainage d'un linéaire de 360 mètres en diamètre 200 mm,
- . la réhabilitation des regards de visite, le curage et l'inspection télévisée des branchements eaux usées présents sur le linéaire de collecteur à gagner.

Les travaux objet de cette 2<sup>ème</sup> phase d'opération sont programmés à l'été 2021, pour un montant estimé à 150.000 €TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette 2<sup>ème</sup> phase d'opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse - Programme de financement « Contrat Métropolitain » (50% du montant €HT)	62 500 €
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	87 500 €
TOTAL TTC	150 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux relatifs à la 2<sup>ème</sup> phase d'aménagement du réseau de collecte des eaux usées de l'avenue Padovani sur la Commune de Vitrolles.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux relatifs à la 2<sup>ème</sup> phase d'aménagement du réseau de collecte des eaux usées de l'avenue Padovani sur la Commune de Vitrolles.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 150.000 €TTC.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à la réalisation des travaux relatifs à la 2<sup>ème</sup> phase d'aménagement du réseau de collecte des eaux usées de l'avenue Padovani sur la Commune de Vitrolles.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'Assainissement en Délégation - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 260**

**Approbation du programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées situé sur la Commune de Bouc-Bel-Air**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La station d'épuration de Bouc-Bel-Air fait l'objet depuis 2019 d'une non-conformité en raison d'une trop grande quantité de flux qui y arrivent tout au long de l'année. Le diagnostic eaux claires parasites, achevé en 2020 par la société des Eaux de Marseille concessionnaire du service public de l'assainissement collectif des eaux usées, a permis la mise à jour de nombreuses anomalies structurelles sur les réseaux de la Commune de Bouc-Bel-Air, qui expliquent en grande partie la source de ces flux d'eaux claires, qui doivent être supprimés du réseau.

Afin de pallier cette problématique (par la diminution des volumes arrivant à la station d'épuration), le Territoire du Pays d'Aix prévoit d'engager divers travaux de réduction des eaux claires parasites sur le réseau d'assainissement de la Commune, identifiés notamment grâce au diagnostic sus-cité.

Ces travaux sont prévus d'être réalisés sur la rue Sainte-Victoire, la rue du Pilon du Roi, l'avenue Pauline de Simiane et l'avenue Thiers.

Ils consistent en :

- Le chemisage de conduites DN200 et DN300, en amiante-ciment et en grès, sur un linéaire d'environ 550 ml ;
- Le fraisage de joints défectueux avec injection de résine en place ;

- Le fraisage de branchements pénétrants avec pose de selles de piquage ;
- La reprise de l'étanchéité de regards, boîtes de branchement ou collerettes et tampons de regards ;
- La déconnexion de 2 réseaux EU inutilisés.

Le montant total prévisionnel du programme de travaux ainsi prévu pour la réduction des eaux claires parasites s'élève à 225 000 € HT.

À titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse Contrat Métropolitain (50% du montant HT de l'opération)	112 500
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	157 500
TOTAL TTC	270 000

Le Territoire du Pays d'Aix réalisera ces travaux dans le cadre de son marché de travaux sans tranchée, avec un démarrage prévisionnel au début du second semestre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées situé sur la Commune de Bouc-Bel-Air.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées situé sur la commune de Bouc-Bel-Air, détaillé ci-dessus.

Le montant total prévisionnel du programme de travaux s'élève à 225 000 € HT.

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

### 2021 CT2 261

**Approbation du programme de travaux relatifs à la 2ème phase d'aménagement des réseaux humides avenue Frédéric Mistral sur la Commune de Coudoux**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le réseau public existant de distribution d'eau potable desservant les 17 abonnés de l'Avenue Frederic Mistral est constitué par deux canalisations en fonte grise DN100. Ces canalisations ont connu selon les retours d'exploitation du délégataire et de la Commune, de nombreuses fuites, dont certaines ont provoqué un affaissement de la voirie sur une partie de l'avenue.

Le projet de renouvellement du réseau d'eau potable porte sur l'ensemble de l'avenue, et a été priorisé au regard de l'urgence en rapport à la problématique d'affaissement de voirie. C'est pourquoi, ce projet a été décomposé en 2 phases, l'une (phase 1) traitant le renouvellement du réseau eau potable sur la partie affaissée de la voirie, l'autre (phase 2) traitant le renouvellement du même réseau sur la partie résiduelle de l'avenue.

Ce renouvellement est couplé à une restructuration du réseau de distribution sur cette avenue puisqu'il s'agit de renouveler 2 canalisations en fonte grise DN100 par une canalisation en fonte ductile DN150 avec raccordement des branchements des abonnés du service.

La phase 2 comprend la fourniture et pose de 320 ml de fonte ductile DN150 et le raccordement de 12 branchements abonnés. Par ailleurs, cette phase porte également sur le renouvellement/création de points d'eau d'incendie et la réhabilitation par gainage des réseaux de collecte :

- des eaux usées, sur un linéaire de 380 mètres environ en diamètre 200 mm ;
- des eaux pluviales, sur un linéaire de 260 mètres environ pour des diamètres allant de 300 à 500 mm.

Cette 2<sup>ème</sup> phase d'opération est programmée début 2022 et son montant prévisionnel s'élève à 500 400,00 €TTC ventilés comme suit :

- pour la compétence Eau Potable à 152.400,00 €TTC,
- pour la compétence Eaux Usées à 150.000,00 €TTC,
- pour la compétence Pluvial à 192.000,00 €TTC,
- pour la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie à 6.000,00 €TTC,

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette 2<sup>ème</sup> phase d'opération est le suivant :

Compétence eau potable – 2<sup>ème</sup> phase d'opération : financement externe : Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse – Plan « Rebond »

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse - Programme de financement « Rebond » (50% du montant €HT)	63 500 €
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	88 900 €
TOTAL TTC	152 400 €

Compétence eaux usées – 2<sup>ème</sup> phase d'opération : financement externe : Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse – « Contrat Métropolitain »

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse - Programme de financement « Contrat Métropolitain » (50% du montant €HT)	62 500 €
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	87 500 €
TOTAL TTC	150 000 €

Compétences Pluvial et Défense Extérieure Contre l'Incendie - 2<sup>ème</sup> phase d'opération : financement externe - Conseil Départemental des Bouches du Rhône

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental 13 (80% du montant €HT)	132 000 €
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	66 000 €
TOTAL TTC	198 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux relatifs à la 2<sup>ème</sup> phase de l'opération d'aménagement des réseaux humides de l'avenue Frédéric Mistral sur la Commune de Coudoux.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux relatifs à la 2<sup>ème</sup> phase de l'opération d'aménagement des réseaux humides de l'avenue Frédéric Mistral sur la Commune de Coudoux.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 500.400,00 € TTC.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à la 2<sup>ème</sup> phase de l'opération d'aménagement des réseaux humides de l'avenue Frédéric Mistral sur la Commune de Coudoux.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019290000, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement en Délégation - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532,

- le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, autorisation de programme DI909, fonction 734.

- le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, autorisation de programme DI908, fonction 76.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 262**

**Approbation du programme de travaux relatifs à la réhabilitation de l'ouvrage et à la création d'un by-pass sur le site du réservoir du "Roucas bas" sur la Commune de Vitrolles**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le réservoir de « *Roucas bas* » est une bache de reprise permettant d'alimenter directement et indirectement la partie nord de la commune de Vitrolles.

Une inspection de l'ouvrage réalisée en 2006 par la Société des Eaux de Marseille (ci-après SEM), exploitant du service, a conclu à la nécessité de réaliser des travaux de réhabilitation, sécurisation et mise aux normes, en urgence. Une étude de faisabilité réalisée en 2008 par la SEM analyse et précise les modalités de continuité d'alimentation des secteurs desservis en cas de travaux sur l'ouvrage.

Un diagnostic approfondi de génie-civil a été réalisé en 2015 par *Concrete Pathology* en vue d'établir les préconisations détaillées pour sa réhabilitation.

Enfin une étude de faisabilité multiscénarios détaillée a été réalisée par l'exploitant, précisant les modalités de création et de mise en œuvre d'un by-pass définitif de l'ouvrage.

L'opération comprend principalement la réhabilitation structurelle et la mise aux normes du réservoir de

« Roucas bas » ainsi que l'aménagement d'un by-pass permettant d'assurer et sécuriser la continuité de service pendant les travaux et postérieurement, à l'occasion d'autres opérations de travaux ou de maintenance.

Le Territoire du Pays d'Aix, qui prévoit de recruter un maître d'œuvre d'ici au 1<sup>er</sup> octobre 2021, anticipe un démarrage des travaux en mai 2022 et une fin d'opération en octobre 2022.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 240.000,00 €TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
<b>Financement externe</b>	
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Programme de financement « Rebond » (jusqu'à 50% du montant €HT)	100.000,00
<b>Autofinancement</b>	
Métropole Aix-Marseille-Provence	140.000,00
<b>TOTAL TTC</b>	<b>240.000,00</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux relatifs à la réhabilitation de l'ouvrage et à la création d'un by-pass sur le site du réservoir du « Roucas bas » sur la Commune de Vitrolles.

Délibère

#### Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux relatifs à la réhabilitation de l'ouvrage et à la création d'un by-

pass sur le site du réservoir de « Roucas bas » sur la Commune de Vitrolles

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 240.000,00 €TTC.

#### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à la réalisation de l'opération de travaux relatifs à la réhabilitation de l'ouvrage et à la création d'un by-pass sur le site du réservoir de « Roucas bas » à Vitrolles.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019290000, nature 21531.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2021 CT2 263

**Approbation du programme de travaux relatifs à l'amélioration et l'optimisation du procédé de potabilisation à la station de Coudoux**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Des signalements récurrents de présence d'eaux « rouges » dans les réseaux de distribution des Communes de la Fare les Oliviers et Coudoux, à partir de 2014 et accentués jusqu'en 2021, y incluant une non-conformité réglementaire ponctuelle des paramètres « turbidité » et « Fer total » en janvier 2020, ont conduit la Société des Eaux de Marseille (ci-après SEM) exploitant de la station de potabilisation de Coudoux, à effectuer un diagnostic de l'usine en juin de la même année.

Conformément aux recommandations établies dans le cadre de ce diagnostic, le Territoire du Pays d'Aix souhaite réaliser des travaux d'amélioration de l'usine ayant pour objectif, d'une part, de réduire le risque de corrosion des réseaux en fonte par le strict respect de l'équilibre calcocarbonique de l'eau traitée, et, d'autre part, de réduire le risque de transfert d'éléments ferreux de la station vers le réseau par l'optimisation des fonctions de séparation (décantation, filtration et lavage).

Il est notoire que les stations de potabilisation de capacité équivalente, mais plus récentes que celle de Coudoux, satisfont généralement à ces conditions. Les améliorations recherchées constituent une modernisation nécessaire de l'usine.

Compte tenu de la nécessité de garantir à tout moment une eau distribuée de qualité satisfaisant aux normes, la Métropole prévoit de lancer cette opération à très court terme et anticipe un achèvement d'opération avant fin 2021.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 98.400,00 €TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Programme de financement « Rebond » (jusqu'à 50% du montant €HT)	41.000,00
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	57.400,00
<b>TOTAL TTC</b>	<b>98.400,00</b>

Il est précisé que les dépenses réelles, autant que les aides financières éventuelles, seront, conformément à la *Convention pour la fourniture d'eau* conclue en 2006 entre Agglopolé Provence et la Commune de Coudoux, réparties selon les proratas suivants :

- 4/11 pour le Territoire du Pays d'Aix
- 7/11 pour le Territoire de Agglopolé Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement Déchets et Cycle de l'Eau du 11 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux relatifs à l'amélioration et l'optimisation du procédé de potabilisation à la station de Coudoux.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux relatifs à l'amélioration et l'optimisation du procédé de potabilisation de la station de Coudoux,

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 98.400,00€TTC, répartie selon les proratas suivants :

- 4/11 pour le Territoire du Pays d'Aix
- 7/11 pour le Territoire de Agglopolé Provence.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à la réalisation de l'opération de travaux relatifs à l'amélioration et l'optimisation du procédé de potabilisation de la station de Coudoux,

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires pour la quote-part des dépenses incombant au Territoire du Pays d'Aix sont inscrits sur le Budget Annexe de l'Eau en Délégation – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019290000, nature 21531

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 264**

**Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelles CD 63, 65, 68 et 136**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles les parcelles CD 63, 65, 68 et 136 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 15 octobre 2018.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur les parcelles CD 63, 65, 68 et 136 appartenant à Mesdames et Messieurs les copropriétaires indivis des parcelles CD 63, 65, 68 et 136 qui consentent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur leurs parcelles ci-avant désignées.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 166m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 498m<sup>2</sup>, Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour les cédants l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur les parcelles CD 63, 65, 68 et 136, propriété de Mesdames et Messieurs les copropriétaires indivis des parcelles CD 63, 65, 68 et 136, sises impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur les parcelles CD 63, 65, 68 et 136, propriété de Mesdames et Messieurs les copropriétaires indivis des parcelles CD 63, 65, 68 et 136, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes

relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 265**

**Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CD 130**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle CD 130.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CD 130 appartenant à Madame Josiane BRAHIC, Madame Manon FABRE et M. Romain FABRE qui consentent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur leur parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 2,5m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 7,5m<sup>2</sup>, Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour les cédants l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la

parcelle CD 130, propriété de Madame Josiane BRAHIC, Madame Manon FABRE et M. Romain FABRE, sise 93 impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CD 130, propriété de Madame Josiane BRAHIC, Madame Manon FABRE et M. Romain FABRE, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2021 CT2 266

### **Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CD 195**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle CD 195 dont le propriétaire assigné avec la Commune un protocole d'accord le 11 octobre 2018.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CD 195 appartenant à Monsieur Jean-Christophe ANGELLA qui consent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur sa parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 11m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 33m<sup>2</sup>, Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour le cédant l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

### Où le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle CD 195, propriété de Monsieur Jean-Christophe ANGELLA, sise 165 impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

### Délibère

#### Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CD 195, propriété de Monsieur Jean-Christophe ANGELLA, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

#### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2021 CT2 267

**Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CD 268**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle CD 268 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 3 décembre 2020.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CD 268 appartenant à Monsieur Patrick

CROUZAUD et Madame Sylvaine MICELI qui consentent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur leur parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 9m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 27m<sup>2</sup>, Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour les cédants l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle CD 268, propriété de Monsieur Patrick CROUZAUD et Madame Sylvaine

MICELI, sise 184 impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CD 268, propriété de Monsieur Patrick CROUZAUD et Madame Sylvaine MICELI, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 268**

### **Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CD 269**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle CD 269 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 2 décembre 2020.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CD 269 appartenant à Monsieur Sebban CHEKROUN et Madame Alice AMSELLEM qui consentent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur leur parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 28m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 84m<sup>2</sup>, Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour les cédants l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle CD 269, propriété de Monsieur Sebban CHEKROUN et Madame Alice AMSELLEM, sise 200 impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CD 269, propriété de Monsieur Sebban CHEKROUN et Madame Alice AMSELLEM, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 269**

**Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelles CD 62 et 135**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles les parcelles CD 62 et 135 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 2 décembre 2020.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur les parcelles CD 62 et 135 appartenant à Messieurs Jean-Christophe et Pascal ANGELLA qui consentent

à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur leurs parcelles ci-avant désignées.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 19m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 57m², Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour les cédants l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur les parcelles CD 62 et 135, propriété de Messieurs Jean-Christophe et Pascal ANGELLA, sises 165 impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à

la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur les parcelles CD 62 et 135, propriété de Messieurs Jean-Christophe et Pascal ANGELLA, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 270

**Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux**

## **usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CD 132**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle CD 132 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 14 octobre 2018.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CD 132 appartenant aux copropriétaires de la parcelle CD132 représentés par Madame Virginie ROPA et Messieurs Christophe LOGEROT et Boris LEBRUN qui consentent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur leur parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 6m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 18m<sup>2</sup>, Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour les cédants l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle CD 132, propriété des copropriétaires de la parcelle CD132 représentés par Madame Virginie ROPA et Messieurs Christophe LOGEROT et Boris LEBRUN, sise 274 impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

Délibère

#### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CD 132, propriété des copropriétaires de la parcelle CD132 représentés par Madame Virginie ROPA et Messieurs Christophe LOGEROT et Boris LEBRUN, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 271**

**Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CD 134**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle CD 134 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 1<sup>er</sup> novembre 2018.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CD 134 appartenant à Mesdames Marie-

Jeanne GUIRAGOSSIAN et Monique PARSEYAN qui consentent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur leur parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 70m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 210m<sup>2</sup>, Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour les cédants l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle CD 134, propriété de Mesdames Marie-Jeanne GUIRAGOSSIAN et Monique

PARSEYAN, sise 286 impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CD 134, propriété de Mesdames Marie-Jeanne GUIRAGOSSIAN et Monique PARSEYAN, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 272**

### **Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CD 58**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle CD 58 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 17 octobre 2018.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CD 58 appartenant à Monsieur et Madame Roger et Monique GIRAUDO qui consentent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur leur parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 35m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 105m<sup>2</sup>, Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour les cédants l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle CD 58, propriété de Monsieur et Madame Roger et Monique GIRAUDO, sise 199 avenue de la Babiote à Bouc-Bel-air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CD 58, propriété de Monsieur et Madame Roger et Monique GIRAUDO, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 273**

**Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CE 001**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle CE001.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CE001 appartenant à Mesdames Catherine et Danielle MICHAUD et Messieurs Eric, Patrick et Yann ALBRAND qui consentent à titre gratuit à la

Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur leur parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 175m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 525m<sup>2</sup>, Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour les cédants l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle CE001, propriété de Mesdames Catherine et Danielle MICHAUD et Messieurs Eric, Patrick et Yann ALBRAND, sise Les Convertis Nord à Bouc-Bel-Air afin

de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CE001, propriété de Mesdames Catherine et Danielle MICHAUD et Messieurs Eric, Patrick et Yann ALBRAND, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 274**

### **Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Avenue Beausoleil à Bouc-Bel-Air - Parcelles AN005 et BA0026**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier Beausoleil. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles les parcelles AN005 et BA0026 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 19 octobre 2018.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur les parcelles AN005 et BA0026 appartenant à la SCI Familia qui consent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur ses parcelles ci-avant désignées.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 51m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 153m<sup>2</sup>, Avenue Beausoleil à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour le cédant l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur les parcelles AN005 et BA0026, propriété de la SCI Familia, sise La Gratiane Sud à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur les parcelles AN005 et BA0026, propriété de la SCI Familia, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 275**

**Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Avenue Jean Jaurès prolongée Bouc-Bel-Air - Parcelles AK 191**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier Jean Jaurès. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle AK 191 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 6 mai 2019.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc Bel Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la commune de Bouc Bel Air s'était engagée.

Il convient désormais de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle AK 191 appartenant à l'Association La voix de l'Evangile qui consent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur sa parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 108m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 324m<sup>2</sup>, Avenue Jean Jaurès prolongée à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour le cédant l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 11 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle AK 191, propriété de l'Association La voix de l'Evangile, sise 694 Avenue de la Mounine, à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle AK 191, propriété de l'Association La voix de l'Evangile, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette servitude, et notamment l'acte authentique qui sera réitéré, et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6227.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 276**

**AVIS - GEMAPI - Approbation des conclusions de la démarche SOCLE et des modalités d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI à l'échelle métropolitaine,

souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire qui soit cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin hydrographique.

La même année, en vue de préparer au mieux les changements structurels liés à la compétence GEMAPI, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est inscrite, en 2017, dans une démarche « SOCLE », Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau. Cette étude a permis, dans un premier temps, de délimiter les contours de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, tout en favorisant la cohérence hydrographique, le renforcement des solidarités financières et territoriales et la gestion durable des équipements structurants du territoire. L'exercice de cette nouvelle compétence GEMAPI est fondée sur l'habilitation prévue par l'article L. 211-7.1 du Code de l'Environnement, qui permet aux collectivités, à leurs groupements et aux syndicats mixtes d'intervenir sur des terrains sur lesquels ils ne disposent d'aucun droit réel (ni droit de propriété, ni servitude d'usage). La compétence GEMAPI n'emporte pas la propriété sur les ouvrages, les cours d'eau, les plans d'eau ou les milieux aquatiques, mais est toutefois subrogée dans les droits et les obligations du propriétaire public. Les missions relevant de cette compétence sont définies au 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer.
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

L'action de la Métropole Aix-Marseille-Provence se déploie selon ces 4 items, tout en tenant compte de missions complémentaires indissociables.

Les EPCI peuvent instituer et percevoir une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Ainsi, par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a arrêté le principe d'une taxe.

A l'issue de la phase 1 de la démarche SOCLE, et dans le cadre d'une organisation temporaire et intermédiaire, la compétence GEMAPI s'exerce soit en pilotage métropolitain pour les syndicats dissous (rivières de la Touloubre, la Cadière, le Bolmon-Jaï) et bassins versants dits orphelins (les Aygalades, les bassins versants côtiers, les bassins versants des affluents de la Durance) soit en partenariat métropolitain pour les syndicats conservés ou en période transitoire (rivières de l'Huveaune, l'Arc, la Durance, l'Eze et les Dignes du Rhône).

Depuis 2019, la phase 2 de la démarche SOCLE permet de compléter et de consolider l'inventaire et

le diagnostic des ouvrages GEMAPI, afin de pouvoir répondre aux enjeux de la compétence GEMAPI dans un traitement homogène, et dans une logique de territorialité par bassin versant tout en maintenant une gouvernance locale.

Le programme d'action ainsi que l'estimation précise des moyens techniques humains et financiers à allouer à l'exercice de la GEMAPI sur l'ensemble du territoire métropolitain, ont conduit, par délibération en date du 17 décembre 2020, au dimensionnement de l'enveloppe financière relative à la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024, d'un montant total de 85,20 M€ TTC ( soit une moyenne annuelle de 21,30M€ ) et, par délibération du 17 décembre 2020 à la validation du programme d'actions GEMAPI 2021-2024 nécessaire à la mise en exécution de cette feuille de route pour les années 2021 à 2024. Par ailleurs, les travaux de la démarche SOCLE ont permis d'élaborer le schéma définitif d'organisation de l'exercice de la compétence GEMAPI sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Les conclusions de la démarche SOCLE ont souligné :

- L'opportunité de conserver la compétence GEMAPI, à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, et notamment la préservation de la qualité des milieux et de la ressource souterraine et superficielle en eau, les risques liés aux inondations, l'animation de démarches partenariales et la concertation des acteurs permettant une vision intégrée de ces divers enjeux.
- La cohérence hydrographique de prendre en compte les bassins versants dont le milieu récepteur des cours d'eau est l'Etang de Berre, d'une part et d'autre part, les bassins versants dont le milieu récepteur des cours d'eau est La Méditerranée.
- L'optimisation d'un scénario organisant l'exercice de la compétence GEMAPI par une structuration à l'échelle métropolitaine de la GEMAPI en charge, en particulier, de la répartition du montant de la taxe GEMAPI et deux structures EPAGE (Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau), l'une « EPAGE BERRE » en charge des bassins versants dont le récepteur est l'Etang de Berre, l'autre « EPAGE MER » en charge des bassins versants dont le milieu récepteur est La Méditerranée.
- La possibilité des structures existantes telles que le SABA (Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc) et le SMBVH (Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune), devenus EPAGE en 2019, à étendre leur périmètre géographique, respectivement :
  - pour le SABA, aux bassins versants de l'Arc, de La Cadière et de La Touloubre ainsi que les bassins orphelins de Berre et l'Ouest de Berre,
  - pour le SMBVH, les bassins versants de l'Huveaune, les Aygalades ainsi

que l'ensemble des bassins versants Orphelins côtiers

Ainsi, afin d'optimiser la mise en œuvre opérationnelle du programme pluriannuel 2021-2024 GEMAPI, conciliant la prise en compte du risque inondation avec la restauration des milieux aquatiques, le scénario d'une structuration de la GEMAPI en interne à la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'un « EPAGE BERRE » et d'un « EPAGE MER » s'avère le plus efficient.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole Aix-Marseille-Provence dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- Les statuts des structures syndicales visées dans le rapport de délibération ;
- La délibération du 23 janvier 2017 actant par le SMBVH un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et sa participation à la démarche SOCLE de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 7 février 2017 actant par le SABA un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et la proposition du CA de dissolution du syndicat ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération DEA 052-3260/17CM du 14 décembre 2017 actant l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

- La délibération du 15 février 2018 actant l'instauration de la taxe GEMAPI ;
- La délibération DEA 007-2806/18CM du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 ;
- L'arrêté préfectoral du 29 avril 2019 relatif à l'entrée en vigueur des nouveaux statuts du SABA ;
- La délibération du 24 octobre 2019 approuvant la transformation en EPAGE du SABA ;
- L'arrêté préfectoral SABA EPAGE ;
- L'arrêté préfectoral du 22 février 2019 relatif à l'entrée en vigueur des statuts du SMBVH ;
- L'arrêté interpréfectoral du 4 novembre 2020 portant transformation en Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) du SMBVH et délimitation de son périmètre d'intervention
- La délibération du 17 décembre 2020 portant approbation du programme d'actions pluriannuel 2021-2024 ;
- La délibération du 17 décembre 2020 portant approbation du montant de la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**  
**Considérant**

- Qu'au vu des conclusions de la démarche SOCLE (Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau), il convient de définir, après la période transitoire 2018-2020, le cadre définitif d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire métropolitain d'Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les conclusions de la démarche SOCLE annexées au présent rapport.

**Article 2 :**

Est approuvée l'organisation structurelle de l'exercice de la compétence GEMAPI répartie entre une structuration à l'échelle métropolitaine et deux EPAGE.

**Article 3 :**

Est approuvée la mise en œuvre de la révision de leurs statuts, en partenariat avec leur autre EPCI membre de la Communauté d'Agglomération Provence Verte par le SABA (Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc) et le SMBVH (Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune), en vue de devenir respectivement les « EPAGE BERRE » et « EPAGE MER ».

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les actes correspondants.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 277**

**AVIS - GEMAPI - Sollicitation de la dissolution du Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Entretien du bassin de l'Eze (SMAE)**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement et d'Entretien du bassin de l'Eze (SIAE) a été créé en 1988 à l'initiative des communes de Pertuis, Grambois et la Tour d'Aigues afin d'assurer l'aménagement et l'entretien de l'Eze jusqu'à sa confluence avec la Durance à Pertuis. En 2009, ses statuts ont été modifiés afin de revoir notamment la répartition des charges de fonctionnement entre les membres du syndicat.

En 2018, la prise de compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) par la communauté territoriale Sud-Luberon (COTELUB) et la Métropole Aix-Marseille-Provence a conduit à une modification de la composition des syndicats par ces deux Etablissements Publics de Coopération Communale, respectivement en représentation substitution des communes de Grambois et La Tour d'Aigues d'une part, de la commune de Pertuis d'autre part. Dans le même temps, le SIAE a été transformé en syndicat mixte fermé et pris le nom de Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Entretien du bassin de l'Eze.

Toutefois, la prise de compétence GEMAPI et l'accent mis sur la gestion des bassins versants dans leur globalité, plutôt que sur chaque cours d'eau en particulier, ont nécessité de revoir la forme de l'intervention publique sur l'Eze.

Le syndicat et ses parties prenantes, COTELUB et la Métropole Aix-Marseille-Provence, ont ainsi depuis trois ans engagé une réflexion en lien avec le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) afin de mieux faire correspondre les impératifs d'aménagement de l'Eze avec le contexte institutionnel.

Il en ressort que la structuration actuelle du SMAE ne permet de répondre de manière optimum à l'ensemble des enjeux liés à l'ensemble du bassin versant de l'Eze.

Il apparaît en effet plus adapté que COTELUB et la Métropole Aix-Marseille-Provence puissent s'appuyer sur le SMAVD par la voie de conventions. Cela permettrait ainsi de profiter d'une plus grande expertise dans ce domaine, de moyens mutualisés et d'aides plus importantes de la part des financeurs publics (Agence de l'Eau, Conseil Départemental).

Afin d'engager le changement vers cette nouvelle organisation, la première étape tient dans la dissolution du syndicat afin que ses prérogatives, ses actifs et passifs, retournent aux intercommunalités membres. Il sera ensuite possible pour la Métropole Aix-Marseille Provence de conventionner avec le SMAVD pour définir ensemble les modalités de gestion de l'Eze par ce dernier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération du 15 décembre 2020 du conseil syndical du SMAE autorisant M. Le Président du conseil syndical à demander la dissolution du syndicat.

**Où il le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le conseil syndical du SMAE a voté la dissolution du syndicat ;
- Qu'il convient pour la Métropole de solliciter la dissolution du syndicat ;
- Que suite à la cessation de compétence du syndicat arrêtée par le préfet, la reprise des actions menées par le syndicat pourra être confiée au SMAVD par voie de conventionnement.

**Délibère**

**Article unique :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter la dissolution du SMAE auprès de Monsieur le Préfet du Vaucluse.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive - Sports**

### **2021 CT2 278**

**Approbation de la convention relative à la réalisation de missions d'exploitation, d'entretien et de maintenance du Stade Maurice David à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Au vu du résultat de cette étude, la CPA a déclaré, par la délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confié à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération avec des travaux en deux phases sur deux ans afin de ne pas perturber les entraînements et le calendrier de compétition du PARC.

La Communauté du Pays d'Aix a confié à la Ville d'Aix-en-Provence, par convention signée le 15 septembre 2014, la gestion du Stade Maurice David, durant la réhabilitation de ce dernier.

La Ville a acté ce principe ainsi que le périmètre définitif du transfert du Stade Maurice David par délibération n° DL.2014.829 du Conseil municipal du 27 janvier 2014 et la CPA par délibération n°2014\_B193 du Bureau communautaire du 20 février 2014.

La Ville a approuvé la convention de gestion du Stade Maurice David par délibération n°DL.2014.253 du Conseil municipal du 21 juillet 2014 et la CPA par délibération n°2014\_B253 du Bureau communautaire du 19 juin 2014 modifiée par la délibération n°2014\_B323 du Bureau communautaire du 17 juillet 2014.

Un avenant n°1 à la convention de gestion a été approuvé par délibération n° DL.2015-519 du Conseil municipal d'Aix-en-Provence du 16 novembre 2015, ainsi que par délibération n°2015\_B644 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015. Cet avenant, au regard de la prolongation de la période de travaux de requalification du stade prévoyait une prolongation de la date de fin de la convention au 30 juin 2018 et précisait certaines missions.

A compter du 1er janvier 2016, date de sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence, par reprise des compétences de l'ex-Communauté du Pays d'Aix, s'est trouvée compétente à l'égard du stade Maurice DAVID, ultérieurement déclaré d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017.

Compte tenu de ce transfert et en vertu de la délégation de compétence dont il dispose, le Territoire du Pays d'Aix est substitué à la Communauté du Pays d'Aix dans les droits et obligations nés de la convention précitée.

Un avenant n°2 à la convention a été approuvé par délibération 2016\_CT2\_228 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016, ainsi que par délibération DL.2016-542 du Conseil municipal d'Aix-en-Provence du 10 novembre 2016. Cet avenant précise que l'entretien de la pelouse du stade est retiré du champ d'intervention de la Ville pour être confié au Territoire du Pays d'Aix et ce, au regard de contraintes de fonctionnement exprimées par la Ville.

Un avenant n°3 à la convention a été approuvé par délibération n°2018\_CT2\_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018, afin de prolonger la durée de la convention de gestion de 3 ans, soit jusqu'au 30 juin 2021, et de préciser les nouvelles missions d'entretien et de maintenance du stade, tout en rappelant le champ d'intervention des signataires.

Cette convention arrive à son terme le 30 juin 2021. L'expérience retirée de l'exécution de la convention sur la période comprise entre 2014 et ce jour a démontré la pertinence du recours aux services de la Ville pour assurer l'entretien et la maintenance de l'équipement et l'intérêt qui s'attache à la reconduction de ce mode de réalisation des prestations.

Toutefois, depuis la date de sa conclusion, des travaux importants ont été réalisés dans le cadre de la convention d'aménagement conclue avec la SPLA Pays d'Aix Territoire :

- Construction des tribunes Est et Nord ;
- Construction d'espaces de réception dans la partie supérieure de ces deux tribunes ;
- Construction d'un bâtiment d'accueil et d'un parvis de 3000m<sup>2</sup> au nord du stade modifiant les flux d'accueil du public du stade ;
- Modernisation des réseaux et équipements du stade.

Ceux-ci modifient substantiellement la configuration du stade au regard de ce qu'il était, en 2014, au moment de la signature de la convention liant la Ville et le Territoire du Pays d'Aix.

D'autres travaux sont en cours ou restent à réaliser :

- Construction de la tribune Sud ;
- Déconstruction et reconstruction de la tribune Ouest.

Ces circonstances nécessitent une actualisation du périmètre géographique et fonctionnel de la

convention et une révision des missions confiées à la Ville et de celles conservées par le Pays d'Aix.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la Ville d'Aix-en-Provence se sont donc rapprochées pour convenir des termes de la convention ci-jointe portant réalisation de certaines missions d'exploitation, d'entretien et de maintenance du Stade Maurice David.

La convention proposée est d'une durée de 5 ans (du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2026).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'étude de faisabilité d'une opération d'aménagement au Jas de Bouffan articulée autour du projet de rénovation et d'extension du stade Maurice David à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération d'aménagement ;
- La délibération n°2014\_B253 du Bureau communautaire de la CPA du 19 juin 2014, modifiée par la délibération n°2014\_B323 du Bureau communautaire de la CPA du 17 juillet 2014 confiant à la ville d'Aix-en-Provence, l'entretien, la maintenance et la gestion du stade Maurice David ;
- La délibération n°2015\_B644 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention de gestion du stade Maurice David avec la ville d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2016\_CT2\_228 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 approuvant l'avenant n°2 à la convention de gestion du stade Maurice David avec la ville d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;

- La délibération n°2018\_CT2\_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 approuvant l'avenant n°3 à la convention de gestion du stade Maurice David avec la ville d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 12 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-jointe relative à la réalisation de missions d'exploitation, d'entretien et de maintenance du Stade Maurice David à Aix-en-Provence à conclure avec la Ville d'Aix-en-Provence.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 279**

**Approbation de la convention annuelle de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de l'AUC Rugby pour la saison 2021/2022**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Au vu du résultat de cette étude, la CPA a déclaré, par la délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confié à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Par la délibération n°2014\_B394 du 25 septembre 2014, le Bureau communautaire de la CPA a adopté un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David.

#### Mise à disposition du stade Maurice David au profit de l'AUC Rugby

La dite convention a pour objet de préciser les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David, sis 20 avenue Marcel Pagnol, 13090, Aix-en-Provence, au profit de l'association Aix Université Club Rugby (AUC Rugby) pour la prochaine saison sportive (2021/2022).

L'équipe 1 masculine de l'AUC Rugby évoluera en 2021/2022 en championnat de France de Fédérale 3 (5<sup>e</sup> division).

Afin de pouvoir honorer les contraintes d'accueil indiquées par les Organismes de Compétitions pour l'un de ces niveaux de pratique, il est nécessaire à l'AUC Rugby de pouvoir disposer d'un terrain et d'espaces répondant à certains critères offerts par le stade Maurice David.

La convention jointe au présent rapport récapitule l'ensemble des installations et espaces sportifs mis à disposition du club, leurs conditions d'utilisation, ainsi que la redevance due par l'AUC Rugby pour la prochaine saison 2021/2022.

À compter de l'entrée en vigueur de la Convention, l'AUC Rugby versera au Pays d'Aix une redevance de deux mille deux cents euros (2 200 €) pour la saison 2021/2022.

Cette redevance est calculée selon les modalités définies par le Code général de la propriété des personnes publiques et inclut :

- la valeur estimative du stade ramenée au temps d'occupation alloué à l'AUC Rugby ;
- les charges d'exploitation du stade ramenées au temps d'occupation alloué à l'AUC Rugby ;

Pour la saison 2021/2022, le nombre d'heures d'utilisation par l'AUC Rugby est estimé à 66 heures.

Cette base de calcul concourt à une redevance de 6 339,82€ auxquels est appliquée une remise de 65 % afin de prendre en compte le caractère associatif de l'AUC Rugby, ainsi que la mise à disposition de l'Enceinte Restreinte uniquement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;
- La délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014\_B394 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du Territoire ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 12 mai 2021.

##### **Où il le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit de

l'association AUC Rugby, jointe en annexe du présent rapport, pour la saison sportive 2021/2022.

**Article 2 :**

Le montant de la redevance annuelle de mise à disposition des installations sportives due par l'AUC Rugby est fixé à 2 200 € (deux mille deux cents euros) pour la saison sportive 2021/2022.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 70, nature 70323, fonction 322.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 280**

**Rencontres nationales de rugby à VII - Tournoi Supersevens 2021 au stade Maurice David – Approbation d'un avenant n°4 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par la délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, la Communauté du Pays d'Aix a déclaré, le stade Maurice David d'intérêt communautaire.

Par délibération n°2019\_CT2\_347 du 13 juin 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a approuvé une convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Provence Rugby pour les trois saisons sportives 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022.

La dite convention a pour objet de préciser les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David, sis 20 avenue Marcel Pagnol, 13090, Aix-en-Provence, au profit de la SASP Provence Rugby afin de permettre à son équipe professionnelle d'évoluer en championnat de France de Pro D2 (2ème division nationale).

Dans le cadre de ses activités professionnelles, la SASP Provence Rugby est co-organisateur avec les instances fédérales de Rugby (Ligue Nationale de Rugby ou Ligue Sud de Rugby) de matchs dans le cadre du Tournoi Supersevens 2021, rencontres nationales de rugby à VII, au stade Maurice David.

A ce titre, la SASP Provence Rugby souhaite pouvoir utiliser le stade dans les mêmes conditions que lors des rencontres programmées de l'équipe professionnelle de ProD2 : terrain, vestiaires, réceptifs notamment.

Recevoir des matchs du Tournoi Supersevens 2021 est un privilège qui s'inscrit dans la continuité de l'accueil au stade Maurice David de l'équipe U20 lors d'un match France/Italie le 7 février 2020 et le match de finale de la Challenge Cup le 16 octobre 2020.

Le Tournoi Supersevens est une compétition de rugby à VII qui se déroule sur trois étapes, Aix-en-Provence, Toulouse et La Rochelle, organisées en août 2021 sous réserve de modification pour des raisons sanitaires et dont la première édition a eu lieu à Paris en février 2020 saluant la victoire du Racing 92.

Les trois vainqueurs d'étape et les cinq autres meilleurs du classement général de cette tournée estivale se retrouveront pour se disputer le titre de champion de France lors de la grande finale de la deuxième édition du Supersevens, le 13 novembre 2021 à Paris La Défense Arena.

Ces rencontres nationales opposent les quatorze clubs de Top 14, Le Monaco Rugby Sevens et les Barbarians français. Les clubs doivent constituer des effectifs de 20 joueurs en présentant quinze joueurs issus de leurs rangs dont un minimum de trois professionnels. Ils ont aussi l'opportunité de recruter 4 jokers issus de France 7, de la Pro D2 et de la Fédérale 1 d'une même ligue régionale.

L'accueil de cette compétition est également une reconnaissance forte des différentes institutions du monde du rugby, des efforts portés par le Territoire dans le cadre de la modernisation du stade Maurice David.

Le Territoire du Pays d'Aix réaffirme son soutien au développement d'une politique sportive ambitieuse en autorisant, par un avenant n°4 joint au présent rapport, la SASP Provence Rugby à utiliser les installations sportives et les locaux du stade Maurice David afin d'accueillir ces rencontres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;
- La délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014\_B394 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du Territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David au profit de la SASP le PARC, renommée depuis SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°2019\_CT2\_347 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 relative à l'approbation d'une convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby pour les saisons sportives 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 ;
- La délibération n°2019\_CT2\_725 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à l'approbation d'un avenant n°1 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby ;

- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°2020\_CT2\_136 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 relative à l'approbation d'un avenant n°2 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021\_CT2\_017 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 relative à l'approbation d'un avenant n°3 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 12 mai 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby, joint en annexe du présent rapport, pour accueillir des matchs dans le cadre du Tournoi Supersevens 2021, sans incidence financière.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant à la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 281**

**Soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national 2021 - Attribution de subventions et approbation d'une convention d'objectifs type**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix, dans la continuité de la politique sportive initiée par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix depuis 2002, s'attache à développer une politique sportive globale permettant de promouvoir la pratique pour tous, de loisirs ou de haut niveau.

La délibération cadre n°2012\_A006 relative à la politique sportive communautaire approuvée par le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 mars 2012 modifiée par la délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire du 11 décembre 2014 définit la mise en œuvre de plusieurs dispositifs de soutien aux clubs de haut niveau.

Ces différents dispositifs permettent de répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national.

Ce dispositif de soutien aux clubs amateurs permet au Pays d'Aix de participer à la prise en charge des frais inhérents à la tenue des matchs de compétition des championnats de France de niveaux Nationale 1, 2 et 3, tels que les frais fédéraux, les frais de déplacement et les frais de couchage et de restauration.

Compte tenu des mesures sanitaires en vigueur dans le département des Bouches-du-Rhône depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2020, la plupart des compétitions de clubs amateurs de sports collectifs ont été interrompues par les fédérations délégataires, après seulement la tenue de quelques matchs en début de saison.

Dans le cadre des compétences déléguées par le Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire, il est proposé de soutenir les quatre clubs amateurs de sports collectifs de niveau national suivants, Basket Métropole Aix Venelles, Union Pays d'Aix Bouc Handball, Vitrolles Handball Jeunes et AUC 13 Volley

Ball, et d'approuver la convention d'objectifs type ci-jointe.

Il convient de préciser la nature des frais inhérents aux compétitions et les conditions de leur prise en charge :

- Les frais fédéraux : il est proposé de prendre en compte 100 % des dits frais, en excluant les sanctions ou amendes, ainsi que les frais de mutation des joueurs constituant les équipes. Les frais fédéraux correspondent aux frais d'engagement de l'équipe seniors en championnat de France et coupe de France, les frais d'affiliation, les frais d'arbitrage et de table de marques, les frais pour douze licences joueurs et deux licences entraîneurs, et les autres frais imputables au fonctionnement en championnat de France.  
Compte tenu de la particularité de la pratique du rugby nécessitant la présence d'au moins 30 joueurs pour assurer la tenue d'un match de championnat que ce soit en déplacement ou à domicile, il est proposé de prendre en compte les frais ci-dessus énoncés pour trente licences de joueurs et deux licences entraîneurs en ce qui concerne les clubs de rugby.
- Les frais de déplacement : ils correspondent à des charges difficiles à assumer pour la plupart des clubs. Il est proposé de prendre en compte 100 % du montant total des frais liés aux déplacements relatifs aux jours de matchs officiels inscrits au calendrier national des championnats de la Fédération concernée. Le calcul sera effectué sur la base de remboursement d'indemnités kilométriques pour 2 véhicules 8 cv type minibus 9 places. Le calcul prendra en compte les kilomètres aller-retour à 0,32 euros du kilomètre ainsi que les frais de péage. Concernant la particularité des clubs de rugby telle qu'énoncée ci-dessus, il est proposé de porter le remboursement d'indemnités kilométriques pour 4 véhicules de 9 places ou moyen de transport équivalent à une quarantaine de personnes. Les déplacements suscitant d'autres moyens de transport (avion, train) seront indemnisés à hauteur de 50% pour 20 personnes, et jusqu'à 30 personnes pour les clubs de rugby, sur présentation des justificatifs.
- Les frais de couchage et de restauration : les frais d'hôtel peuvent être pris en compte pour les déplacements train ou avion ne permettant pas un retour dans la même journée. Le calcul de remboursement sera effectué sur la base de 7 chambres doubles et sur la base de 16 chambres doubles pour les clubs de rugby. Le prix des chambres pris en compte est de 50 euros maximum. Les frais de couchage seront pris en charge à hauteur de 50% et sur présentation des pièces justificatives.  
Les frais de restauration ou de collation seront forfaitisés au prix de 10 euros par personne sur la base de 14 personnes (12 joueurs et 2 entraîneurs) et de 30 personnes pour les clubs de rugby, multipliés par le nombre de déplacement en championnat de France ainsi que le 1<sup>er</sup> tour de la coupe de France.

Ce dispositif est plafonné à 20.000 € par club et par année civile.

Compte tenu des bilans financiers des frais de la saison 2020/2021 présentés en fin d'année 2021, il est proposé de définir une somme forfaitaire et globalisée maximum pour chaque club sportif représentant les disciplines suivantes, le basket, le handball, le rugby et le volley-ball, comme suit :

- Nationale 1 : 20.000 €
- Nationale 2 : 15.000 € maximum
- Nationale 3 : 10.000 €

Il convient de noter que ces sommes forfaitaires et globalisées représentent un maximum que le Territoire du Pays d'Aix pourra verser, dans le cadre du présent dispositif, sous réserve des disponibilités financières correspondant au budget voté de l'année en cours.

Les quatre clubs Basket Métropole Aix Venelles (BMAV), Union Pays d'Aix Bouc Handball (UPABH), Vitrolles Handball Jeunes (VHJ) et AUC 13 Volley Ball (AUC 13 VB) peuvent prétendre aujourd'hui à une subvention de la part du Territoire du Pays d'Aix, pour un montant total de 21.098 €, tel que ventilé dans le tableau ci-dessous :

Club/Niveau Guichet unique	BP des frais 2020/2021	Subvention sollicitée	Subvention n-1	Subvention attribuée	Total	Convention
BMAV / NZM 2021/00257	7.200 €	7.200 €	13.500 €	7.200 €	7.200 €	Oui
UPABH / NTF 2021/00208	8.291 €	8.291 €	18.000 €	8.291 €	8.291 €	Oui
VHJ / NZM 2021/00250	3.585 €	3.585 €	9.000 €	3.585 €	3.585 €	Oui
AUC 13 VB / NZM 2021/00245	2.022 €	2.022 €	0 €	2.022 €	2.022 €	Oui
TOTAL					21.098 €	

Il convient de noter que le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 a attribué une subvention de fonctionnement de 50.000 € à l'association Basket Métropole Aix Venelles dans le cadre du dispositif de soutien aux clubs de sport collectif de haut niveau ce qui porte la totalité des subventions 2021 à 57.200 € pour ce club.

En outre, conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au club après signature de la convention correspondante et ce pour l'ensemble des subventions.

- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2021.

- d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés du Président et du Trésorier de l'association ;
- s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2012\_A006 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019\_CT2\_061 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 relative au soutien aux sports collectifs et individuels de haut niveau ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 12 mai 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont attribuées quatre subventions aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national telles que décrites dans le tableau ci-dessus pour un montant total de 21.098 €.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et chacun

des clubs amateurs de sports collectifs de niveau national bénéficiaires d'une subvention, à savoir Basket Métropole Aix Venelles, Union Pays d'Aix Bouc Handball, Vitrolles Handball Jeunes et AUC 13 Volley Ball.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 30.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021\_CT2\_282**

**AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, relocalisation de la piscine du Liourat à Vitrolles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La piscine du Liourat à Vitrolles, construite en 1982 est en fin de vie. Vétuste, construite sur un process de préfabrication industrielle difficilement restaurable, contrainte en taille et ne répondant plus aux normes, elle ne permet plus de garantir une exploitation correcte de l'équipement. Les études préalables ont démontré que sa rénovation n'aurait pas permis de répondre aux attentes fonctionnelles et techniques actuelles.

De plus, cet équipement se situe dans un secteur ANRU à forte contrainte foncière inscrit dans le

prochain programme de rénovation urbaine de Vitrolles. Aussi, en accord avec la Ville de Vitrolles, la piscine du Liourat devra être démolie en 2025 pour permettre l'aménagement de nouvelles fonctionnalités urbaines. L'impact de ce déménagement pour les usagers issus du quartier a été pris en compte dans les études préalables. En effet, la piscine des Hermès se trouve dans le même périmètre urbain.

Au regard de cette fermeture programmée et du besoin en terme d'apprentissage de la natation pour les scolaires sur l'aire vitrolloise, il avait été décidé de lancer des études de faisabilité en vue de l'implantation d'un nouvel équipement aquatique sur la commune de Vitrolles.

Deux sites d'implantation ont fait l'objet d'une étude urbaine, le rond-point du Griffon et les jardins de Kiffa. Malgré de nombreuses contraintes identifiées (réseau d'assainissement absent, zone inondable, présence de ruisseaux et d'espace boisé classé en limite parcellaire), c'est le site dit des jardins de Kiffa qui présente la meilleure compatibilité avec les attendus du projet. Il est à noter que la DDTM a émis des conditions constructives à respecter pour permettre la réalisation du projet sur cette parcelle.

Sur la base de cette étude urbaine, deux pistes de programmation ont été étudiées :

- un scénario « de base » : la construction d'une piscine de substitution à l'existant, avec une prise en compte des stricts besoins de l'apprentissage à la natation. Ce scénario a été complété de trois options permettant de mieux répondre aux besoins actuels et futurs avec la mise en œuvre de deux couloirs de nage supplémentaires, une plus grande capacité de tribune et la mise en œuvre d'une pataugeoire pour l'apprentissage des plus jeunes.

- un scénario « aqua-ludique » répondant à des besoins plus larges. Dans ce cas, le scénario de base est complété de plusieurs options dont la mise en œuvre d'un toboggan, d'une rivière à courant, d'un bassin aqua-ludique, d'une fosse de plongée et d'un espace bien-être.

Lors du Comité de Pilotage du 7 octobre 2020, présidé par Madame la Présidente et en présence de Monsieur le Vice-président délégué aux sports et aux équipements sportifs, il a été décidé de proposer de retenir :

- le site des jardins de Kiffa mis à disposition gracieusement par la Ville ;

- le scénario de base soit un site avec six couloirs de nage et des gradins pour 150 personnes. Les options pour réaliser huit couloirs de nage, des gradins pour 300 personnes et la mise en œuvre d'une pataugeoire seront inscrites dans le programme de l'opération. Elles seront intégrées définitivement si les études de maîtrise d'œuvre démontrent leur compatibilité avec l'autorisation de programme de l'opération.

Le projet consiste à remplacer la piscine du Liourat. Ainsi, il reprend toutes les fonctionnalités présentes dans l'équipement aquatique actuel avec quelques améliorations afin de répondre aux besoins du public, des scolaires et des clubs : bassin intérieur de 25 m

sur 6 couloirs, gradins d'une capacité de 150 personnes, vestiaires collectifs permettant de recevoir 3 classes en simultané, salles de musculation et locaux annexes permettant d'accueillir une Fréquentation Moyenne Instantanée de 375 personnes.

Ce projet doit développer pendant les études les options suivantes :

- un bassin de 25 m avec 8 couloirs au lieu de 6 (et dimensionnement des plages et locaux annexes permettant d'accueillir une Fréquentation Moyenne Instantanée de 450 personnes) ;
- des gradins d'une capacité de 300 personnes ;
- une pataugeoire.

Une réflexion est également menée sur plusieurs degrés de qualité environnementale de l'équipement (gestion de l'eau, réduction des consommations de fluides, qualité de l'eau et de l'air ...) afin de proposer à la décision plusieurs options au stade programmation technique détaillée qui permettrait de disposer d'un équipement à la pointe de la qualité environnementale. Les enjeux qualitatifs et financiers auxquels devra répondre le projet sont :

- l'optimisation des coûts d'investissement et d'exploitation ;
- l'optimisation de la gestion et du traitement de l'eau et de l'air ;
- la performance énergétique et la qualité environnementale du bâti ;
- la qualité de l'insertion des bâtiments dans le site.

L'opération d'investissement 2021200500, Relocalisation Piscine du Liourat Vitrolles d'un montant de 15 300 000 euros T.T.C inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix enregistrée dans l'autorisation de programme 212152BP05 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 15 300 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2021200500, Relocalisation Piscine du Liourat Vitrolles pour un montant 15 300 000 euros T.T.C rattachée à l'autorisation de programme 212152BP05.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

CP 2021 : 40 000 euros T.T.C .

CP 2022 : 400 000 euros T.T.C

CP 2023 : 600 000 euros T.T.C.

CP 2024 : 360 000 euros T.T.C

CP sur exercices suivants : 13 900 000 euros T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**Politique culturelle et sportive - Culture**

**2021 CT2 283**

**AVIS - Budget Principal – Territoire du Pays d'Aix  
- Approbation de la révision de l'opération  
d'investissement Aide aux propriétaires privés et  
de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

En matière de mise en valeur du territoire, l'attention portée à la conservation des paysages et des monuments historiques est un axe important du développement durable du Territoire du Pays d'Aix. Il s'agit de maintenir et dynamiser la conservation de ces édifices et sites qui ont souvent marqué le paysage actuel du territoire. Ils sont par ailleurs particulièrement précieux pour l'identification du territoire par ses habitants, la valorisation d'un tourisme responsable et, de fait, son développement.

Ces enjeux conduisent le Territoire du Pays d'Aix à poursuivre le dispositif "Aide aux Propriétaires privés » et étendre ces aides pour les prochaines années.

Il s'agit d'une opération créée en séance du Conseil communautaire de la CPA le 19 décembre 2013. Cette délibération a été complétée par la Métropole le 28 avril 2016 (HN040-173/16/CM). Elle permet d'attribuer des subventions d'investissement pour des programmes de restauration de bâtiments privés classés, soutenus par l'État.

Afin de poursuivre et étendre cette politique de soutien, l'opération d'investissement numéro 4581162485, Aide aux propriétaires privés enregistrée dans l'autorisation de programme DI485AP de la Métropole doit être révisée pour un montant de 514 000 € TTC.

Cette révision d'opération porte le montant de l'opération d'Investissement Aide aux propriétaires privés de 1 170 000 € TTC avant révision à un montant révisé de 1 684 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2013\_A225 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, portant création de l'opération Aide aux propriétaires privés ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 relative à l'Intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 514 000 € TTC de l'opération d'investissement DI485AP Aide aux propriétaires privés, afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 514 000 € TTC de l'opération d'investissement DI485AP Aide aux propriétaires privés.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'Investissement DI485AP Aide aux propriétaires privés, pour un montant de 514 000 €, portant le montant total de l'opération à 1 684 000 € TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

Mandaté antérieur: 793 735,51 euros T.T.C.

CP 2021 (DM2 compris) : 204 826 euros T.T.C

CP 2022: 160 000 euros T.T.C

CP 2023 : 150 000 euros T.T.C

CP 2024 : 150 000 euros T.T.C

CP 2025 : 150 000 euros T.T.C

CP 2026 : 75 438,49 euros T.T.C

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 284**

**AVIS - Budget Principal – Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Subventions d'équipement grands opérateurs et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Ce fonds est sollicité par des opérateurs culturels historiques avec qui le Territoire est partenaire avec des conventions d'objectifs pluriannuels, par des associations culturelles sollicitant une aide ponctuelle mais aussi par de nouveaux opérateurs culturels qui souhaitent acquérir du matériel numérique susceptible de diffuser leurs productions sur le web ou les réseaux sociaux et ainsi dépasser les conséquences de la crise sanitaire actuelle qui empêche toute diffusion avec du public.

Il s'agit ici de maintenir le même niveau d'aide que les années précédentes et poursuivre le soutien aux associations culturelles du Pays d'Aix grâce au fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions en investissement à des opérations culturelles de portée intercommunale.

Il est donc proposé de réviser l'opération d'investissement 4581162445 Subventions d'équipement grands opérateurs enregistrée dans l'autorisation de programme DI445AP de la Métropole pour un montant de 720 000 € TTC.

Cette révision d'opération porte le montant de l'opération d'investissement Subventions d'équipement grands opérateurs de 1 060 000 € TTC avant révision à un montant révisé de 1 780 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,** **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la création de l'opération n°DI445AP Subventions d'équipement grands opérateurs ;
- La délibération n°CSGE 002-8059/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant révision de l'opération DI445AP;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 720 000 € TTC de l'opération d'investissement DI445AP Subventions d'équipement grands opérateurs, afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 720 000 € TTC de l'opération d'investissement DI445AP Subventions d'équipement grands opérateurs.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'Investissement DI445AP Subventions d'équipement grands opérateurs pour un montant de 720 000 € TTC, portant le montant total de l'opération à 1 780 000 € TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

Montant initial de l'AP : 1 060 000 € T.T.C.  
Révision de l'AP : + 720 000 € T.T.C.  
Montant final de l'AP : 1 780 000 € T.T.C.  
Déjà financé : 423 393.98 € T.T.C.  
CP 2021 (DM2 compris) : 408 875.00 € T.T.C.  
CP 2022: 227 731.02 euros T.T.C  
CP 2023 : 180 000,00 euros T.T.C  
CP 2024 : 180 000,00 euros T.T.C  
CP 2025 : 180 000,00 euros T.T.C  
CP 2026 : 180 000,00 euros T.T.C

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 285**

**Approbation d'un avenant à la convention relative à une subvention d'investissement pour les travaux de restauration du portail de la Fondation Vasarely**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de permettre à la Fondation Vasarely de réaliser la restauration du portail de la Fondation Vasarely, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence lui a attribué par délibération n°CSGE 010-6297/19/BM en date du 20 juin 2019 une subvention d'investissement d'un montant de 5000 € (GU 2019\_00985) et a approuvé la convention afférente. Cette convention signée le 3 septembre 2019 prévoyait un délai de deux ans pour la réalisation de ces travaux, soit jusqu'au 3 septembre 2021.

A ce jour, la Fondation Vasarely n'est pas en mesure de finaliser ces travaux dans les délais impartis pour des raisons indépendantes de sa volonté. En effet, avant de commencer les travaux de restauration de ce portail récupéré dans une décharge de Vaucluse. Il est nécessaire que le Département de Vaucluse établisse un procès-verbal de désaffectation et approuve la cession de ce bien. Or, à ce jour, ces actes n'ont pas encore été approuvés par le Conseil Départemental.

Aussi, pour accompagner la Fondation Vasarely dans cette dernière phase de l'opération, il convient de prolonger par avenant les délais d'exécution des travaux de deux années supplémentaires, soit jusqu'au 3 septembre 2023.

Pour information, le plan de financement de cette opération reste identique à celui figurant dans la convention initiale du 3 septembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°CSGE 010-6297/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 relative à l'attribution d'une subvention

d'investissement d'un montant de 5000 € à la Fondation Vasarely et approuvant la convention afférente ;

- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 12 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la Fondation Vasarely pour la finalisation des travaux de réalisation du portail de la Fondation Vasarely et de prolonger par voie d'avenant les délais d'exécution fixés par la convention initiale.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 prolongeant la durée de la convention d'investissement avec la Fondation Vasarely signée le 3 septembre 2019, ci-annexé.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 286**

**Approbation d'un avenant à la convention relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association « Atelier de la Langue Française »**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix (ci-après CPA) décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant de subventionner des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La CPA a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003\_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du Territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

La CPA a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération N°2003\_A285 du 12 décembre 2003).

Dans ce cadre, le Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirme ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations d'excellence accessibles au plus grand nombre.

C'est dans ce cadre que le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 a attribué une subvention de fonctionnement à l'association « Atelier de la Langue Française » d'un montant de 80 000 € (GU2021\_00018) et a approuvé la convention afférente (délibération n° 2021\_CT2\_019).

Cette convention a été rédigée sur la base d'une demande de subvention pour une action alors qu'il s'agit d'une subvention pour le fonctionnement général de l'association.

Aussi, le montant de la subvention attribuée étant identique, il convient pour sécuriser et faciliter le

versement de la subvention, d'apporter les modifications nécessaires à cette convention par un avenant annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
  - La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
  - La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
  - La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
  - La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
  - La délibération n°2003\_A285 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2003 déterminant les grands opérateurs culturels ;
  - La délibération n°2019\_CT2\_732 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 approuvant la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Atelier de la langue Française ;
- 
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
  - La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
  - La délibération n° 2021\_CT2\_019 du Conseil de Territoire du 11 février 2021 attribuant une subvention de fonctionnement de 80 000 € à l'Atelier de la Langue Française et approuvant la convention afférente ;
  - L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 12 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient, pour sécuriser et faciliter le versement des subventions à l'Atelier de la Langue Française, de modifier la convention initiale d'objectifs et de moyens 2021 approuvée par le Conseil de Territoire du 11 février 2021.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens signée le 26 mars 2021 entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Atelier de la Langue Française.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement: chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	53
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	53
Majorité absolue	27
Pour	53
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# **Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 juillet 2021**

## **Politique culturelle et sportive - Sports**

### **2021 CT2 287**

**Stade Maurice David – Soutien exceptionnel aux clubs sportifs évoluant dans les installations du Pays d'Aix – Exonération partielle de la redevance d'occupation domaniale pour l'AUC Rugby**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La présente délibération participe à un ensemble de démarches initiées par le Pays d'Aix afin de limiter les impacts multiples de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID 19 et des mesures gouvernementales prises pour lutter contre sa propagation, en particulier les conséquences de la suspension anticipée des compétitions sportives amateurs au 1<sup>er</sup> novembre.

Compte tenu des mesures sanitaires en vigueur dans le Département des Bouches-du-Rhône, la plupart des compétitions de clubs amateurs de sports collectifs ont été interrompues par les fédérations délégataires, après la tenue de quelques matchs seulement en début de saison.

Ainsi, le club AUC Rugby n'a pu exercer son activité d'accueil du public et des partenaires dans l'enceinte du stade Maurice David que pour 3 matchs sur les 13 matchs à domicile que compte le championnat de Fédérale 3 et n'a donc plus perçu de revenus liés à l'exploitation du stade.

Historiquement implanté à Aix-en-Provence, l'AUC Rugby joue ses rencontres de championnat à domicile au stade Maurice David.

Une convention conclue avec le club pour la saison sportive 2020/2021 récapitule l'ensemble des installations et espaces sportifs mis à disposition du club, leurs conditions d'utilisation, ainsi que la redevance due par l'AUC Rugby.

Le montant de la redevance due par l'AUC Rugby pour l'occupation du stade s'élève à 2 200 € (deux mille deux cents euros) pour 2020/2021.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé d'exonérer exceptionnellement et partiellement, l'AUC Rugby du paiement de la redevance due au titre de la saison sportive 2020/2021 et de diminuer le montant initial de la redevance de 2.200 € en proportion des 3 matchs effectivement joués sur les 13 prévus, soit une redevance de 500 € au titre de la saison 2020/2021 et donc une perte financière pour le Territoire du Pays d'Aix de 1.700 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2020\_CT2\_126 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020 relative à l'approbation de la convention annuelle de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de l'AUC Rugby (saison 2020/2021) ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'exonération partielle du paiement de la redevance due par l'AUC Rugby pour la saison sportive 2020/2021 au titre du droit d'occupation du domaine public et des installations du stade Maurice David ramenant son montant de 2 200 € à 500 €.

### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### **Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : Chapitre 70, Nature 70323, Fonction 322.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2021 CT2 288

### **PRODAS 2021 – Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes Communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif PRODAS a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif PRODAS a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre Communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

En 2019, ce dispositif a été lauréat de la 16ème édition du concours « Fais-nous rêver » organisé par l'Agence Pour l'Education Par le Sport (APELS) de Provence-Alpes-Côte d'Azur permettant de reconnaître des projets labellisés d'éducation par le sport.

L'APELS est une association loi 1901 nationale et indépendante. Depuis 20 ans, l'APELS est un acteur de l'innovation sociale qui construit des programmes pour insérer et éduquer les jeunes par le sport. Grâce à un réseau de 1.000 associations repérées sur l'ensemble du territoire français, elle a accompagné plus de 100.000 jeunes talents éloignés de l'emploi ou décrocheurs scolaires.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner à 100% les projets d'actions proposés par les associations du Territoire.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les 14 subventions proposées sont détaillées dans le tableau joint pour un montant total de 61.750 €.

Il convient de rappeler que l'association Centre International des Arts en Mouvement (CIAM) a déjà bénéficié en 2021 de subventions dans le cadre des actions culturelles telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Association	Couche Unique 2021	Actions	Direction	Conseil de Territoire / Délibération	BP 2021	Subvention 2021	Total
CIAM	00079	Fonctionnement général	Culture	CT 11/02/21 N°2021 CT2 019	1.001.485 €	100.000 €	250.000 €
CIAM	00096	Festival Jours et Nuits	Culture	CT 11/02/21 N°2021 CT2 019	430.000 €	150.000 €	

Compte tenu des subventions proposées en annexe du présent rapport, cela porte la totalité des subventions attribuées au CIAM en 2021 à 254.500€.

A ce titre, une convention d'objectifs entre l'association et le Territoire du Pays d'Aix permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à cette association.

Il convient d'indiquer que l'association AUC Taekwondo a déjà bénéficié en 2021 de l'attribution d'une subvention en fonctionnement de 13.500 euros dans le cadre du dispositif de soutien aux clubs de sports individuels de haut niveau (cf. délibération n°2021\_CT2\_014 du Conseil de Territoire du 11 février 2021).

Il convient d'indiquer également que l'association Union Pays d'Aix Bouc Handball a déjà bénéficié en 2021 de l'attribution d'une subvention de 8.291 € euros dans le cadre du dispositif de soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de haut niveau national (cf. délibération n°2021\_CT2\_281 du Conseil de Territoire du 27 mai 2021).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au bénéficiaire après signature de la convention correspondante et ce pour l'ensemble des subventions.

- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2021, d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année N-1, signés du Président et du Trésorier de l'association, s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à la validation du projet PRODAS ;

- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif PRODAS ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021\_CT2\_019 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 relative à l'attribution de subventions en fonctionnement aux grands opérateurs culturels ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le dispositif sportif, éducatif et social PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives) répond aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont attribuées 14 subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-annexé pour un montant total de 61.750 €.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association «Centre International des Arts en Mouvement».

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65, Fonction 326, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021\_CT2\_289**

**PRODAS 2021 – Attribution d'une subvention d'investissement à l'association Le Poulpe pour l'achat de matériels sportifs - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

En partenariat avec les Services des Sports et Politique de la Ville des différentes Communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif PRODAS a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif PRODAS a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

Dans ce cadre, la présente délibération a pour objet de soutenir financièrement l'association Le Poulpe qui projette d'acheter du petit matériel de plongée sous-marine (masques, détendeurs, stabilisateurs...), nécessaires au développement de ses activités sportives et en particulier à l'organisation des stages de plongée sous-marine à destination des enfants dans le cadre du PRODAS.

Cette activité très demandée se déroule en juillet et août avec l'organisation de baptêmes de plongée sous-marine sous forme de stages à la demi-journée pour environ 40 jeunes par groupes constitués de 10 participants encadrés par 6 moniteurs.

Conformément au plan de financement présenté par le club, le coût total prévisionnel du projet d'investissement pour l'achat de ces matériels de plongée sous-marine par l'association Le Poulpe s'élève à 3.173 € TTC. La participation du Territoire du Pays d'Aix correspond à une subvention d'investissement de 3.150 €, telle que décrite dans le tableau ci-dessous :

Association	Guichet unique 2021	Action	Dispositif	BP 2021	Subvention 2021	Total
Le Poulpe	00087	Achat de matériels sportifs	PRODAS Investissement	3.173 €	3.150 €	3.150 €

L'association Le Poulpe n'étant pas éligible au fonds de compensation de la TVA, le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

Cette participation représente 99,3 % du coût total prévisionnel du projet d'investissement.

Il convient d'indiquer que l'association a déjà bénéficié en 2021 de l'attribution d'une subvention en fonctionnement de 4.000 euros dans le cadre du dispositif PRODAS pour l'organisation de stages de plongée sous-marine (cf. délibération n°2021\_CT2\_016 du Conseil de Territoire du 11 février 2021).

Concernant les modalités de paiement, elles seront fixées par la convention annuelle à conclure avec l'association sportive qu'il est proposé d'approuver.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est

recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

Par ailleurs, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 50% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature par les deux parties de la convention comprenant le plan de financement et dès production de la déclaration de commencement du projet d'investissement (devis...), le cas échéant.

- le solde, sur demande du bénéficiaire, dès la réalisation de l'investissement et après la production :

- du compte rendu financier du projet d'investissement incluant les dépenses et les recettes signé par le Président de l'association ou toute personne habilitée,
- de l'ensemble des factures de l'opération,
- de l'attestation d'achèvement du projet d'investissement et du paiement complet de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'investissement de 3.150 € (GU n°2021/00087) au titre de l'exercice 2021 à l'association Le Poulpe pour l'achat de petits matériels de plongée sous-marine.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention annuelle d'investissement ci-annexée à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association «Le Poulpe».

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162750, Nature 4581, Fonction 325, Autorisation de Programme DI750AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 290**

**PRODAS 2021 – Attribution de subventions à l'association Objectif Plus Emploi pour le développement de l'emploi et la formation d'éducateurs sportifs spécialisés en contrat d'apprentissage – Approbation de deux conventions d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place

du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes Communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif PRODAS a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif PRODAS a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quartiers ou des villes des quatre Communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec plusieurs associations.

En 2019, ce dispositif a été lauréat de la 16ème édition du concours « Fais-nous rêver » organisé par l'Agence Pour l'Education par Le Sport (APELS) de Provence-Alpes-Côte d'Azur permettant de reconnaître des projets labellisés d'éducation par le sport.

L'APELS est une association loi 1901 nationale et indépendante. Depuis 20 ans, l'APELS est un acteur de l'innovation sociale qui construit des programmes pour insérer et éduquer les jeunes par le sport. Grâce à un réseau de 1.000 associations repérées sur l'ensemble du territoire français, elle a accompagné plus de 100.000 jeunes talents éloignés de l'emploi ou décrocheurs scolaires.

Outre le développement des animations sportives dans les quartiers sensibles, la mise en œuvre du PRODAS s'articule également autour du dispositif des Contrats d'apprentissage.

Le dispositif PRODAS s'engage à participer à la création d'emplois dans le cadre du soutien à la professionnalisation et à la qualification des intervenants sportifs au profit des associations sportives et de proximité du Pays d'Aix permettant de soutenir en 2021 la création de huit emplois.

L'association « Objectif Plus Emploi » (groupement d'employeurs) crée et développe l'emploi dans le

champ du sport, de l'animation, des loisirs et du tourisme depuis 2008.

Depuis 2018, ce groupement d'employeurs a bénéficié du soutien du Territoire du Pays d'Aix afin de développer une action d'insertion professionnelle pour des jeunes en contrat d'apprentissage dans le cadre du dispositif PRODAS à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix.

En 2021, l'objectif visé par cette action doit correspondre à :

- la formation et la qualification de 8 jeunes de moins de 26 ans dans le champ du sport, par le biais de 8 contrats d'apprentissage sur une durée d'un an, entre septembre 2021 et août 2022 ;
- la mise à disposition des apprentis en faveur des clubs implantés dans les quartiers prioritaires de la ville ;
- la mise en œuvre d'animations sportives dans les quartiers en faveur des publics défavorisés.

Le soutien du Pays d'Aix doit permettre la création d'emplois de jeunes éducateurs sportifs à l'issue d'une des formations qualifiantes suivantes :

- BPJEPS ( Brevet Professionnel Jeunesse Éducation Populaire et Sports)
- APC ( Activités Physique pour tous)

Le groupement d'employeurs Objectif Plus Emploi estime le coût d'un contrat à 24.012,20 € et sollicite un financement du Pays d'Aix de 11.187,50 € soit une subvention de 89.500 € pour 8 nouveaux contrats, le budget total de l'action étant de 192.100 €.

Une convention d'objectifs sera conclue entre le groupement d'employeurs Objectif Plus Emploi, le Territoire du Pays d'Aix et l'association tutrice de chacun des apprentis afin de préciser que sur les 1.450 heures annuelles que représente l'activité d'un contrat d'apprentissage, 600 heures seront dévolues à la formation, 450 heures au développement de l'association et 400 heures au projet PRODAS.

Les 400 heures dont bénéficiera le dispositif PRODAS représenteront une présence de l'apprenti sur le terrain, à charge pour le Président de l'association de fournir un calendrier et un projet des actions programmées sur les quartiers des Communes concernées.

Le groupement d'employeurs Objectif Plus Emploi déploiera les missions suivantes :

- repérage des clubs sportifs relevant de la politique de la ville en Territoire du Pays d'Aix,
- recueil des besoins des dirigeants des clubs retenus,
- recherche et recrutement de 8 candidats pour intégrer la formation qualifiante BPJEPS Activité Physique pour Tous et suivre la totalité du parcours proposé en contrat d'apprentissage,
- portage de l'emploi, gestion de la partie administrative de l'emploi et de la formation,

- coordination générale des différents partenaires du projet : Métropole Aix-Marseille-Provence, CFA Futur O Sud, UFA Prepa-Sports, clubs sportifs et jeunes,
- suivi des jeunes et accompagnement des clubs.

Concernant les modalités de versement de chaque subvention de 11.187,50 € relative à la mise en œuvre et à la coordination administrative et financière de 8 nouveaux contrats d'apprentissage, un acompte de 80% du montant de chaque contrat est versé à « Objectif Plus Emploi » dès la signature de chaque convention d'objectifs tripartite.

Le solde de 20% est versé sur présentation d'un budget réalisé provisoire ou définitif de l'opération signé du Président et du Trésorier d'Objectif Plus Emploi.

Compte tenu de ce qui précède, une convention d'objectifs sera conclue entre le Territoire du Pays d'Aix et le groupement d'employeurs Objectif Plus Emploi aux fins de fixer les conditions et modalités d'attribution de ces subventions en 2021 dont le montant total s'élève à 89.500 € sur un budget total de 192.100 €.

Il convient de noter que l'intégralité des subventions (guichet unique n°2021\_00308) sera versée sous réserve d'une part, de la réalisation des engagements de l'association Objectif Plus Emploi à savoir la finalisation et la coordination des 8 contrats d'apprentissage démarrés en 2021 et d'autre part, que le montant du budget réalisé de l'action soit au minimum égal à celui de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 89.500 € au groupement d'employeurs « Objectif Plus Emploi » pour la coordination administrative et financière, et la finalisation de 8 contrats d'apprentissage dans le cadre du PRODAS (guichet unique n°2021\_00308).

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs type relative à la mise en place des Contrats d'Apprentissage à conclure avec le groupement d'employeurs « Objectif Plus emploi » et l'association tutrice de chaque apprenti.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention d'objectifs relative aux conditions et modalités d'attribution de chaque subvention correspondant à un montant total de 89.500 € à conclure avec le groupement d'employeurs « Objectif Plus emploi ».

**Article 4 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65, Fonction 326, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 291**

**Soutien au sport de haut niveau individuel (saison 2021) - Attribution d'une subvention au club Vitrolles Triathlon**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix, dans la continuité de la politique sportive initiée par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix depuis 2002, s'attache à développer une politique sportive globale permettant de promouvoir la pratique pour tous, de loisirs ou de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien au sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

Cette politique de soutien à certaines disciplines de sports individuels évoluant en niveau national vise à mettre en valeur leur pratique et à valoriser les résultats obtenus par les clubs.

Au regard du niveau où le club Vitrolles Triathlon évolue pour la saison 2021, il peut être éligible en 2021 à une subvention de fonctionnement de 5.000 € telle que décrite dans le tableau ci-dessous :

Club/Niveau Guichet unique	BP 2021	Subvention solicitée	Subvention n-1	Subvention attribuée	Total	Convention
Vitrolles Triathlon DNI 2021/00065	147.500 €	15.000 €	0 €	5.000 €	5.000 €	Non
TOTAL					5.000 €	

Il convient de rappeler que, conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au club dès la notification d'attribution de la subvention.

- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2021 d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année N-1, signés du Président et du Trésorier de l'association, s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

#### **Rappel des dispositions du Code du sport :**

La délibération cadre modificative de la politique sportive de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix au titre du sport de haut niveau présentée en séance de Conseil communautaire du 11 décembre 2014 a rappelé les conditions et critères du Code du sport relatifs à l'attribution de subventions ou d'achat de prestations de services aux clubs sportifs selon qu'ils étaient gérés sous la forme d'associations ou de sociétés professionnelles :

- Concernant l'attribution de subventions, l'article L.113-2 du Code du sport dispose que les associations sportives, ou les sociétés qu'elles constituent, peuvent recevoir des subventions publiques pour des missions d'intérêt général. Ces subventions font l'objet de conventions conclues, d'une part, entre les collectivités territoriales et leurs groupements et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent. Le montant maximum des subventions versées par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'association sportive et à la société qu'elle constitue ne peuvent excéder 2,3 millions d'euros pour chaque saison sportive de la discipline concernée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005\_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;
- La délibération cadre n°2012\_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 juin 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 5.000 € au club de haut niveau individuel, Vitrolles Triathlon, au titre de la saison sportive 2021 (GU n°2021/00065).

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2021 en section de fonctionnement : Chapitre 65, Fonction 30, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 292**

**Équipements aquatiques – Approbation de la convention d'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) du domaine public pour**

**l'exploitation du snack/buvette du centre aqualudique à Gardanne**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La présente délibération est destinée à autoriser par voie de convention l'occupation et l'exploitation de l'espace restauration du Centre Aqualudique à Gardanne à la société SARL DAG représentée par ses gérants Messieurs Patrick PASTOR et Laurent CARPENZANO.

Le Centre Aqualudique à Gardanne, équipement géré par le Territoire du Pays d'Aix depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 est un équipement aquatique découvert dit « estival » ouvert de juin à septembre avec une fréquentation saisonnière oscillant entre 35 000 et 45 000 usagers en période de fonctionnement normal, hors période de crise sanitaire.

Cet établissement est composé de :

- Un bassin de 50 m / 6 couloirs ;
- Un bassin d'apprentissage de 225 m<sup>2</sup> ;
- Un bassin multi-activités de 80 m<sup>2</sup> ;
- Une pataugeoire avec jets d'eau et mini toboggan ;
- Un pentagloss et un toboggan ;
- Une aire de détente extérieure.

Il est également équipé d'un espace restauration type snack/ buvette d'une superficie couverte d'environ 90 m<sup>2</sup> et d'une terrasse.

Le local est équipé du matériel nécessaire à la conservation et la cuisson des aliments et permet de proposer un service de petite restauration légère principalement destinée aux baigneurs. Il fait l'objet d'une convention d'occupation du domaine public autorisant son titulaire à occuper le snack et la buvette en vue d'une exploitation économique. Le titulaire de cette autorisation a également la possibilité, s'il le souhaite, d'exploiter son activité pendant la période de fermeture de la piscine puisque l'emplacement prévu possède aussi un comptoir en accès direct sur la voie publique.

Ce local était exploité par voie de convention par Monsieur Pierre CHRISTEN qui a signifié en décembre 2019 sa volonté de cesser son exploitation.

La Direction des Équipements Aquatiques du Territoire du Pays d'Aix a lancé le 06 avril 2021, une consultation relative à l'espace restauration du Centre Aqualudique à Gardanne dans le cadre d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT).

Une publicité a été lancée sur les supports suivants :

- Site Internet du Pays d'Aix ;
- Page FaceBook du Pays d'Aix ;
- Site Internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence rubrique « appels d'offres » ;
- Site de la ville de Gardanne ;

- Page Facebook de Gardanne.

La date de clôture de remise des offres était fixée au lundi 26 avril 2021 à midi. Deux dossiers de candidatures ont été déposés.

Les 2 candidats ont été auditionnés par le jury d'attribution le lundi 31 mai 2021 après-midi. Après délibération du jury, la société DAG représentée par les gérants, Messieurs Patrick PASTOR et Laurent CARPENZANO, a été désignée lauréate à l'unanimité.

A l'instar des autres établissements aquatiques équipés d'espaces de restauration il est proposé la signature d'une convention pluriannuelle d'AOT du domaine public dont les principales dispositions sont :

- Durée de la convention : 4 ans avec reconduction expresse ;
- Une redevance composée d'une part fixe de 250 € par mois soit un total annuel de 3 000 €, et d'une part variable représentant 5 % du chiffre d'affaires annuel hors taxe ;
- Une résiliation possible à l'initiative du Territoire du Pays d'Aix sans octroi d'indemnités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public et d'exploitation du snack / buvette du Centre

Aqualudique à Gardanne à conclure avec la société DAG représentée par ses gérants, Messieurs Patrick PASTOR et Laurent CARPENZANO.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : Chapitre 70, Nature 70323, Fonction 323.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive - Culture**

#### **2021 CT2 293**

**Attribution d'une subvention en investissement à l'association Festival International d'Art Lyrique et l'académie européenne de musique d'Aix-en-Provence - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux

liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

La Communauté du Pays d'Aix a défini ensuite sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003\_A080) qui poursuit les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du Territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Pour mémoire, il est rappelé que par délibération n°2003\_A285 le Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2003 a décidé de l'intérêt communautaire du projet du Festival international d'Art Lyrique et de l'Académie Européenne de Musique (FIAL/AEM).

Chaque année, une subvention d'investissement est versée au FIAL afin de permettre le renouvellement du parc de matériel scénique et le financement des travaux d'aménagement des lieux qui font l'objet d'une mise à disposition permanente. Cette disposition figure dans la convention d'objectifs pluriannuelle en cours de renouvellement signée par l'État, la Région Sud, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, la Ville d'Aix-en-Provence, et qui précise : « L'État, la Région, le Département, la Communauté du Pays d'Aix et la Commune d'Aix-en-Provence contribueront au financement de l'acquisition et du renouvellement des équipements nécessaires à l'accomplissement du projet et, pour les partenaires que cela concerne, au financement des travaux d'aménagement des lieux qui font l'objet d'une mise à disposition permanente ou qui sont loués par le Festival ».

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé d'apporter une aide en investissement au Festival International d'Art Lyrique et à l'Académie Européenne de Musique pour améliorer, compléter ou remplacer le matériel d'exploitation technique notamment aux ateliers du Festival à Venelles et dans les bureaux de l'Archevêché.

De manière détaillée, il s'agit de : Aspirateur, ponceuse, scie plongeante, meuleuse, perceuse-visseuse - servante, perceuse à percussion - Matériel vidéo son et lumières - Equipement Vidéo projecteur Solahybeam - Matériel atelier couture - planche de repassage, jeanette chauffante - autre matériel et outillage divers, chariot élévateur, frise (rideaux) en velours noir.

La convention conclue pour cette opération d'investissement précise en particulier les objets du

financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement. Elle est conclue pour une durée de 2 ans et pourra être prolongée par voie d'avenant.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération d'investissement est le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT	Recettes en €	% Financement du HT
TOTAUX	100 562,89 €	100 %
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix	80 000 €	79,55 %
Fonds propres	20 562,89 €	20,45 %

#### *Base de calcul - Art 54.3 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF)*

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

Le Festival International d'Art Lyrique et de l'Académie Européenne de Musique est assujéti à la TVA.

#### *Modalités de versement- Art 55 du RBF*

#### **Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:**

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels du projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

#### *Révision du montant subventionné - Art 55.4 du RBF*

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévu. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

A titre d'information, par délibération n°2021\_CT2\_018 le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

du 11 février 2021 a voté une subvention de 930 000 € en fonctionnement au Festival international d'Art Lyrique et de l'Académie Européenne de Musique pour l'exercice 2021.

Il est donc proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant total de 80 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention afférente annexée au présent rapport avec le Festival d'Art Lyrique et l'académie européenne de musique d'Aix-en-Provence pour améliorer, compléter ou remplacer le matériel d'exploitation technique notamment aux ateliers du Festival à Venelles et dans les bureaux de l'Archevêché (N° GU : 2021\_00768).

Sont également annexés au présent rapport: Le projet d'investissement 2021 - Le plan de financement 2021

N° G U	Nom Association	Manifestation	Lieu de l'action	Date Projet	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Montant proposé	Pourcentage montant proposé	Convention	Date com	CT
20 21 07 68	FIAL	Investissement Acquisition de matériel	Aix-en-Provence	Année 2021	100 542,89 € HT	80 000,00 € HT	80 000,00 €	79,55%	OUI	23 juin	08 juil

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après:

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

#### **Délibère**

##### **Article 1:**

Est attribuée une subvention en investissement à l'association Festival d'Art Lyrique et l'académie européenne de musique d'Aix-en-Provence, telle que présentée dans le présent rapport pour un montant total de 80 000,00 €.

##### **Article 2:**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Festival d'Art Lyrique et l'académie européenne de musique d'Aix-en-Provence.

##### **Article 3:**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 4:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162445, Nature 4581, Fonction 311, Autorisation de Programme DI445AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 294**

### **Attribution de subventions en investissement aux associations culturelles - Approbation de conventions**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003\_A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du Territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement. Celui-ci est encadré par le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) et précise :

#### *Base de calcul - Art 54.3 du RBF*

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

#### *Modalités de versement - Art 55 du RBF*

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes :

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à

la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

#### *Révision du montant subventionné - Art 55.4 du RBF*

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévu. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

Le dispositif de soutien aux associations pour l'investissement est sollicité ici par les opérateurs suivants :

N° G U	Nom Association	Manifestation	Lieu de l'action	Décl. Projet	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Montant proposé	% montant proposé	Cos vents on	Date commission	Date CT
20 21 0 10 20 20	Gaming generation	Investissement : Acquisition de matériel	Cardonne	Année 2021	2 430,00 €	1 000,00 €	1 000 €	41,15%	OUI	23-jun	08-jul
20 21 0 10 20 20	Mistigai	Investissement : Acquisition de matériel	Pays d'Aix	Dés que possible, pas de date de fin	20 564,26 € TTC	15 000,00 €	15 000 €	63,66%	OUI	23-jun	08-jul
20 21 0 10 20 20	Théâtre du Négus	Investissement : Acquisition de matériel	Aix-en-Provence	23/09/21 au 30/09/21	15 327,86 € HT	8 000,00 €	8 000 €	52,19%	OUI	23-jun	08-jul
20 21 0 10 20 20	Café Musiques-La Fondre	Investissement : Acquisition de matériel	Aix-en-Provence	juillet 2021 à juillet 2025	13 564 € HT	10 173 €	10 173 €	75%	OUI	23-jun	08-jul

**TOTAL : 34 173 €**

Il est donc aujourd'hui proposé sur la base du tableau ci-dessus de procéder à l'attribution de 4 subventions en investissement pour un montant total 34 173 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les quatre conventions respectives annexées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 24 juin 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.
- Que 4 opérateurs ont sollicité le Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du dispositif de soutien à l'investissement.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont attribuées les subventions en investissement aux associations culturelles, telles que présentées dans le tableau annexé, pour un montant total de 34 173 €.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les 4 conventions à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les associations suivantes : « Gaming generation », « Mistigri », « le Théâtre du Maquis » et « Café musiques La Fonderie ».

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162445, Nature 4581, Fonction 311, Autorisation de Programme DI445AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures**

#### **2021 CT2 295**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention de co-financement entre l'Etat, la Commune d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant l'aménagement de l'échangeur A51/RD8n dit des "Trois Pigeons"**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les déplacements domicile-travail sont le facteur principal de congestion routière aux abords du pôle d'activités d'Aix-en-Provence (près de 30 000 emplois). L'échangeur A51/RD8n dit des « Trois Pigeons » constitue l'accès Sud-Ouest au pôle d'activités. Il est fortement perturbé le matin par des remontées de files sur la bande d'arrêt d'urgence de l'A51, dans le sens Marseille → Aix. Ces dysfonctionnements constituent d'une part un risque en matière de sécurité routière et d'autre part, une

perte économique importante liée au temps considérable perdu par les actifs dans les transports.

La voiture individuelle reste le mode de transport très largement dominant pour les échanges à destination du pôle d'activités, y compris en provenance des pôles urbains les plus densément peuplés. La part modale des transports collectifs (TC ci-après) ne dépasse pas 10 % pour les échanges entre le pôle d'activités et Marseille. Ainsi, l'aménagement de l'échangeur A51/RD8n constitue une opportunité unique pour développer la compétitivité de l'offre TC, et engager ainsi, en parallèle des aménagements destinés à assurer la sécurité des usagers de la route, une véritable stratégie de diminution de la demande de déplacements en voitures individuelles au niveau de cet échangeur autoroutier.

En 2015, l'Etat, l'ex-Communauté du Pays d'Aix et la Commune d'Aix-en-Provence, ont conclu une convention qui s'inscrivait dans le cadre de la réalisation du Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2015-2020 et qui concernait le financement des études et des travaux relatifs à l'aménagement de l'échangeur A51/RD8n dit des « Trois-Pigeons ». L'Etat assure la maîtrise d'ouvrage de cette opération, hors shunt RD59/A51 en direction de Marseille, réalisé et mise en service depuis par le Département.

Le Comité de pilotage réuni le 9 octobre 2015 avait émis un avis préférentiel sur la variante d'aménagement (dite « V3bis adaptée ») qui réunit :

- un carrefour à feux adaptatifs à l'extrémité de la bretelle de sortie existante en provenance de A51-Marseille et en direction de Luynes et du Pôle d'Activités,
- un carrefour à feux à îlot central entre la RD8n et la RD59,
- un shunt reliant la RD59 à la bretelle d'accès à l'autoroute A51 en direction de Marseille,
- une voie réservée aux bus aménagée sur la bretelle de sortie existante en provenance de A51-Sud (Marseille) et en direction de Luynes et du Pôle d'Activités,
- une voie réservée aux bus aménagée sur la RD8n entre le carrefour à feux adaptatifs et le carrefour à feux à îlot central,
- une voie réservée aux bus aménagée sur la bretelle de sortie existante en provenance de A51-Nord (Aix), en direction de Luynes et du Pôle d'Activités,

La ville d'Aix-en-Provence s'est engagée, dans la convention initiale, à prendre à sa charge l'exploitation, l'entretien et la réparation des feux de circulation qui seront créés dans le cadre de l'aménagement de l'échangeur A51/RD8n dit des « Trois-Pigeons ». La ville d'Aix-en-Provence ne contribue pas en revanche aux dépenses d'investissement.

Initialement, le coût plafond de cette opération, prévu par la convention de co-financement de l'opération « Aménagement de l'échangeur A51/RD8n dit des Trois Pigeons » du 31 décembre, s'élevait à 3 M€. Le présent avenant a pour objet de porter le coût plafond de cette opération à 4 M€.

Le dépassement du coût plafond initial de l'opération résulte :

- du choix de mettre en œuvre un dispositif de traitement qualitatif des eaux pluviales en concertation avec les services du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ;
- de la réalisation d'évaluations complémentaires pendant la phase des études de trafic ;
- du choix réalisé en matière d'aménagements paysagers du carrefour des Trois-Pigeons, visant à en faire la porte d'entrée du pôle d'activités d'Aix-en-Provence, cohérent avec son environnement, respectueux des usagers et visiteurs (ARENA, Nécropole...), tout en restant compatible avec les contraintes des gestionnaires de voirie. Ce choix qui implique un surcoût estimé à 255 k€ a obtenu l'approbation du Comité de pilotage de l'opération du 5 novembre 2020 ;
- de la prise en compte de l'éclairage public dans le programme de l'opération, non prévu initialement.

En accord avec les principes d'aménagements paysagers, les usages de la voie, et avec le souci de la sécurité des piétons et cyclistes, le Comité de pilotage du 5 novembre 2020 a également témoigné de la nécessité d'un tel équipement. La maîtrise d'ouvrage a présenté deux propositions d'éclairage dont le coût est évalué entre 45 k€ et 285 k€ mais dont le choix n'est pas encore arrêté.

La prise en compte de l'ensemble de ces éléments aboutit à un dépassement du coût plafond estimé entre 700 k€ et 950 k€ selon le choix de la solution d'éclairage qui sera réalisé.

Le présent avenant doit aussi permettre d'acter que la gestion de l'éclairage public sera prise en charge par la ville d'Aix-en-Provence, qui s'était déjà engagée pour la gestion des feux de signalisation dans la convention initiale en 2015.

Il convient de noter que s'agissant de la mise en place d'une voie réservée aux transports collectifs (VRTC) sur la sortie nord de l'A51 depuis Aix-en-Provence, au niveau de cet échangeur, le Comité de pilotage du 5 novembre 2020 a acté la modification du périmètre de financement de la présente convention. La VRTC sera ainsi réalisée dans le cadre de la convention de financement « VRTC sur autoroutes », conclue entre l'Etat, la Région, le Département et la Métropole.

Sans préjudice du coût plafond mentionné dans le présent avenant, la préoccupation partagée de maîtrise des coûts a conduit les membres du Comité de pilotage à demander au maître d'ouvrage de poursuivre les études et de conduire les travaux en visant un coût d'objectif de 3,6 M€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La décision du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix n°2015-B585 en date du 26 novembre 2015 approuvant la convention de financement de l'aménagement de l'échangeur A51/RD59, dit « des Trois-Pigeons » ;
- Les décisions du Comité de pilotage de cette opération du 5 novembre 2020 en Sous-Préfecture ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du 17 mai 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La révision du périmètre de financement de l'opération d'aménagement de l'échangeur des Trois-Pigeons acté par le Comité de pilotage du 5 novembre 2020.
- La nécessité de prendre en compte la gestion du dispositif d'éclairage public par la ville d'Aix-en-Provence.
- La prise en charge du financement de la voie réservée aux transports en commun sur l'A51 nord depuis Aix-en-Provence par la convention « VRTC sur autoroutes », conclue entre l'Etat, la Région, le Département et la Métropole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de financement de l'aménagement de l'échangeur A51-RD59, dit des Trois-Pigeons, portant le coût prévisionnel de l'opération de 3 M€ à 4 M€ et portant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Territoire du Pays d'Aix de 1 M€ à 1.333 M€.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162554, Nature 4581, Fonction 510, Autorisation de Programme DI554AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité - Entrées de ville et voiries communautaires**

### **2021 CT2 296**

**Approbation des programmes de travaux d'aménagement d'entrées de villes**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « Entrées de villes », le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à mettre en œuvre les aménagements visant à assurer la cohérence des entrées de ville et de village sur son territoire.

Depuis 2015, les études de faisabilité réalisées conjointement avec les communes ont permis d'établir les diagnostics des infrastructures existantes, de déterminer les solutions d'aménagements adaptées et d'aboutir aux propositions de programme des travaux des deux entrées de villes suivantes : Cabriès – RD60d le Verger, et Gréasque - RD46 Route de Fuveau.

La présente délibération a pour objet la validation des programmes de ces deux opérations.

### **Gréasque – RD46 Route de Fuveau / Estimation 1 140 000 € TTC**

Le projet est situé au Nord Est de la Commune de Gréasque sur les emprises actuelles du boulevard Salvador Allende. Il se développe sur une section d'environ 500 mètres de la RD46 située en agglomération, depuis le rond-point des Pierrassons jusqu'aux abords du n°705 du boulevard. Le giratoire

des Pierrassons n'est pas compris dans le périmètre de l'opération.

Cette opération de requalification d'entrée de ville répond à plusieurs enjeux. Il s'agit de proposer un aménagement cohérent avec la volonté de réduction de la vitesse et d'intégration sécurisée des modes actifs (cycles et piétons). L'aménagement doit aussi permettre d'accompagner la mutation urbaine de ce secteur de la Commune en proposant un travail plus qualitatif et paysager pour une meilleure identification de ce tronçon actuellement très routier comme entrée de ville.

Ainsi, le programme de l'opération se définit comme suit :

- L'adaptation du profil de voirie aux vitesses réglementaires attendues en agglomération ;
- La création d'un cheminement piétons sur l'ensemble du linéaire ;
- La création de pistes cyclables protégées dans les deux sens de circulation ;
- La création d'une chicane pour réduire la vitesse des véhicules motorisés ;
- La création de deux plateaux traversants permettant de maintenir une vitesse réglementaire, d'assurer les traversées piétonnes nécessaires et de sécuriser les flux et usages aux deux principaux chemins d'accès ;
- L'adaptation des accès riverains privés à la voie publique ;
- La création d'une bande végétalisée avec un alignement d'arbres côté nord du projet pour séparer les modes actifs de la circulation ;
- L'adaptation du réseau pluvial avec le busage partiel du fossé nord ;
- La mise en place d'un éclairage public aux normes et de la signalisation routière.

Le coût des travaux est estimé à 880 000 € HT.

L'estimation globale de cette opération s'élève à 950 000 € HT, soit 1 140 000 € TTC.



#### **Cabriès – RD60d Le Verger / Estimation 1 701 600 € TTC**

Le projet est situé au Sud-Est de la commune de Cabriès au niveau du hameau Le Verger, limitrophe de la Commune de Bouc-Bel-Air. Son périmètre

s'étend sur environ 450 mètres de la route de Rans (RD60d) depuis la limite de commune à l'intersection avec le chemin d'Emmaüs (non comprise) jusqu'au chemin des Bolles (vers le village).

Cette opération a fait l'objet d'une première phase d'études de faisabilité de 2017 à 2019 ayant abouti à l'approbation d'un programme de travaux, par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

L'aménagement prévu en 2019 avait pour objectif de sécuriser l'ensemble des modes de déplacement (modes actifs, transports en commun et automobiles) tout en intégrant l'expansion du secteur et la requalification de l'entrée du village.

Ainsi, le programme de l'opération consistait en :

- l'adaptation et la requalification des voies avec création d'un tourne à gauche ;
- la mise en œuvre de murs ou murets de soutènement ;
- l'aménagement de cheminements piétons sur l'ensemble du projet ;
- la création d'une piste cyclable pour la moitié Nord du projet et d'arrêts de bus ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la requalification paysagère de l'esplanade existante impactée et des espaces résiduels avec création d'un réseau d'arrosage ;
- le traitement du pluvial de la voie intégrant une rétention liée à l'imperméabilisation supplémentaire ;
- la mise en place d'un éclairage public aux normes et de la signalisation routière.

Le coût de l'opération était alors évalué à 880 000 € HT soit 1 056 000 € TTC.

La loi d'orientation sur les mobilités du 24 décembre 2019 a, depuis lors, imposé la création d'itinéraires piétons et cycles continus en agglomération.

Ainsi, en application de cette loi, de nouvelles études de faisabilité ont été réalisées de 2020 à 2021 afin d'intégrer des itinéraires cycles et piétons continus sur l'ensemble du projet.

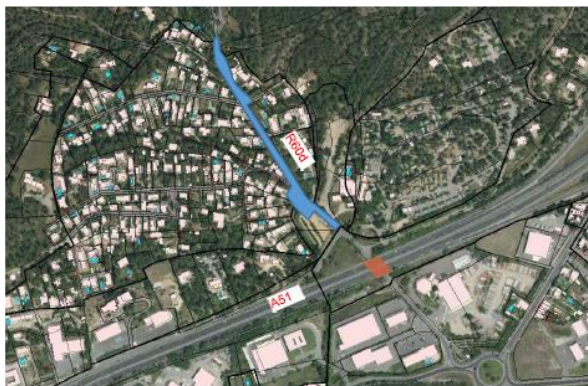
Le programme des travaux modifié comprend :

- l'adaptation et la requalification des voies avec création d'un carrefour en T ;
- la mise en œuvre de murs ou murets de soutènement ;
- la création d'une voie verte cheminement piétons et cycles ;
- l'aménagement de cheminements piétons sur la moitié Nord du projet ;
- la création d'arrêts de bus ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la requalification paysagère de l'esplanade existante impactée et des espaces résiduels avec création d'un réseau d'arrosage ;
- le traitement du pluvial de la voie intégrant une rétention liée à l'imperméabilisation supplémentaire ;
- l'adaptation des ouvrages hydrauliques du cours d'eau existant ;

- la mise en place d'un éclairage public aux normes et de la signalisation routière.

Le coût des travaux est désormais estimé à 1 350 000 € HT.

L'estimation globale de cette opération s'élève à 1 418 000 € HT, soit 1 701 600 € TTC.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 concernant l'intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence et validant le montant de l'AP globale d'entrée de ville à 76 000 000 € ;
- La délibération n°2019\_CT2\_388 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019 approuvant les programmes d'opérations d'entrées de ville dont l'opération Cabriès - RD60d le Verger ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du 17 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de valider les programmes d'opérations d'entrées de villes établis sur les bases des études de faisabilité réalisées préalablement afin de permettre le lancement des études de maîtrise d'œuvre.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de l'opération d'entrée de ville de Gréasque RD46 Route de Fuveau pour un coût global estimé à 950 000 € HT soit 1 140 000 € TTC.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la modification de programme de l'opération d'entrée de ville de Cabriès RD60d le Verger pour un coût global estimé à 1 418 000 € HT soit 1 701 600 € TTC.

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et signer les différentes pièces afférentes à ces dossiers.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 458116250, Nature 4581, Fonction 518, Autorisation de Programme DI 50 AP 12.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 297**

#### **Dénomination du Pont Colonel Arnaud Beltrame sur la Commune d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération 2014\_A045 du 15 janvier 2014, le Conseil de la Communauté du Pays d'Aix a déclaré l'intérêt communautaire de différentes voies nouvelles pour le contournement Sud d'Aix-en-Provence dont la liaison entre la route des Milles (RD9) et l'avenue du Club Hippique (RD65).

Les travaux d'aménagement ont été réalisés en 2018 et 2020. Ils consistaient à réaménager la section de la rue de l'Hippodrome comprise entre la RD9 et les berges de l'Arc ainsi qu'à créer une voirie nouvelle reliant la rue de l'Hippodrome à la RD65. Pour la réalisation de cette voie, il a été nécessaire de créer deux ouvrages de franchissement, l'un au-dessus du bassin de rétention et l'autre au-dessus de la rivière de l'Arc.

Le 25 novembre 2019, le Conseil municipal de la Commune d'Aix-en-Provence dénommait cette voirie nouvelle « Rue Arnaud Beltrame ».

Le Colonel Arnaud Beltrame, officier supérieur de gendarmerie, est né le 18 avril 1973 à Étampes (Essonne) et mort en service le 24 mars 2018 à Carcassonne (Aude). Il a succombé aux blessures par balle dont il a été victime lors de l'attaque terroriste du 23 mars 2018 à Trèbes. Lors de cet événement, il a accompli un acte d'héroïsme et de bravoure exceptionnel en se substituant volontairement à un otage. Son sacrifice a eu un grand retentissement en France et à l'étranger, et lui a valu un hommage national.

La dénomination des ouvrages relève de la compétence de leur gestionnaire à savoir le Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence. A ce titre, le Territoire souhaite dénommer l'ouvrage global « Pont Colonel Arnaud Beltrame », pour honorer la mémoire du Colonel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération 2014\_A045 du 15 janvier 2014 du Conseil de la Communauté du Pays d'Aix portant déclaration de l'intérêt communautaire de l'opération de contournement Sud d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du 12 mai 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de dénommer le pont passant sur la rivière de l'Arc.

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est dénommé « Pont Colonel Arnaud Beltrame » le pont passant sur l'Arc entre la route des Milles (RD9) et l'avenue du Club Hippique (RD65).

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# Habitat et aménagement du territoire – Habitat

## 2021 CT2 298

### Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Territoire du Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Une aide directe à la personne**  
D'un montant de 2 500 € dans le neuf ou 4 000 € dans l'ancien (logements de plus de 5 ans), cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.
- **Un prêt « bonifié »**  
Aujourd'hui, mis en œuvre par la CEPAC, partenaire bancaire du Pays d'Aix, ce prêt, d'une durée de 20 ans, s'élève à 28 000 € pour une acquisition dans le neuf et à 47 000 € pour une acquisition dans l'ancien. Ce prêt complète un (ou des) crédit(s) immobilier(s) principal(aux) : le prêt à l'accession sociale (si le ménage est éligible) ou un prêt classique dans le cadre d'une offre globale de financement.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 Communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;

- Être issu en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer 23 aides à la personne, soit un montant total de 66 500 euros pour :

- Aides directes :
  - 15 aides dans le neuf, soit 37 500 euros
  - 5 aides dans l'ancien, soit 20 000 euros
- Prêts bonifiés CEPAC :
  - 2 achat dans le neuf soit un montant maximum de 5 000 euros
  - 1 achat dans l'ancien soit un montant maximum de 4 000 euros

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2019\_CT2\_582 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à la définition de nouvelles modalités et approbation d'une convention avec la CEPAC ;
- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 29 juin 2021.

### Où le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

**Délibère,**

**Article 1 :**

Est approuvé dans le cadre des aides à la personne, le versement de subventions d'un montant total de **57 500 euros** aux primo-accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

**Article 2 :**

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec la CEPAC, le versement d'une subvention maximale de 9 000 euros pour la mise en œuvre de 3 prêts bonifiés correspondant au projet d'acquisition des accédants cités dans le tableau ci-annexé.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182735, Nature 4581, Fonction 553, Autorisation de Programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 299**

**Attribution d'aides pour la production de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de soutenir la production de logement social sur son territoire, le Conseil communautaire de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire les modalités de soutien à la production de logements sociaux sous forme de forfaits selon le type de financement de l'opération et sa surface utile. Ces forfaits sont majorés en fonction des niveaux de performance énergétique atteints (délibération n°2013\_A031 du 28 mars 2013).

En complément de ces aides forfaitaires, le Conseil communautaire de la CPA s'est prononcé en faveur de la prise en charge de l'aide pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS, selon les dispositions du Code de la construction et de l'habitation (délibération n°2014\_A217 du 14 octobre 2014).

Les aides se déclinent de la façon suivante :

• **En construction et VEFA :**

Subvention forfaitaire de 70 à 180 € par m<sup>2</sup> de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les labels de performances énergétiques (majoration de 5 à 10 %).

La subvention est plafonnée à 12 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

• **En acquisition-amélioration**

Subvention forfaitaire de 160 à 250 € par m<sup>2</sup> de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les performances énergétiques (majoration jusqu'à 10 %).

La subvention est plafonnée à 15 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé, dans ce rapport, d'attribuer une aide pour l'opération Maison Castioni, située à Coudoux et réalisée par l'opérateur Famille et Provence. Ce projet est une opération d'acquisition-amélioration souhaitée par la Commune, en vue de réhabiliter et conventionner deux logements en centre ancien.

Le foncier fait l'objet d'une acquisition par le bailleur social compensée par une subvention versée par la Commune d'un montant de 105 000 €.

Le coût de travaux, très élevé sur cette opération, s'explique par l'état de vétusté du bâtiment et la nature des travaux projetés (démolitions diverses, plancher, ouvertures façades, extension, charpente et toiture...). De plus, la position du bâti, en centre-village et construit entre deux maisons mitoyennes, rend plus complexe l'exécution des travaux et va nécessiter la réalisation de référés préventifs dans les logements voisins, ainsi que le savoir-faire particulier d'une entreprise spécialisée.

Afin de soutenir la Commune et le bailleur social dans la réalisation de cette opération d'acquisition-amélioration, il est proposé de verser une subvention exceptionnelle complémentaire d'un montant de 70 000 €.

La répartition des financements est la suivante :

**Coût opération : 480 901 €**

Prêt :	154 866 € (32%)
Fonds propres :	50 000 € (10%)
Subvention Etat :	23 400 € (5%)
Subvention Commune :	105 000 € (22%)
Subvention Action Logement :	5 500 € (1%)
Subvention Pays d'Aix :	142 135 € (30%)
- Forfait LLS :	19 184 €
- Forfait surcharge foncière :	52 951 €
- Subvention exceptionnelle :	70 000 €

L'aide sollicitée auprès du Territoire s'élève ainsi à 142 135 €, dont 52 951 € au titre du surcoût foncier et 70 000 € de subvention exceptionnelle, pour une 1 opération d'acquisition amélioration représentant 2 logements locatifs sociaux dont 1 PLUS et 1 PLAI.

En contrepartie de la subvention versée, le Pays d'Aix bénéficiera d'1 logement réservé concernant ladite opération.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la programmation 2021 des logements locatifs sociaux du Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014\_A217 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 confirmant la prise en charge des subventions pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS ;
- La délibération n° 2019\_CT2\_491 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 28 novembre 2019 modifiant les principes d'intervention du Territoire du Pays d'Aix pour la construction et l'acquisition-amélioration des logements locatifs sociaux ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier;

- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 29 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la production du logement locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention pour un montant total de 142 135 € en faveur de la production de logements sociaux pour l'opération décrite ci-dessus.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et le bailleur social concerné.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581182736, Nature 4581, Fonction 552, Autorisation de Programme DI736AP.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

## Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Habitat et aménagement du territoire – Politique de la ville / Cohésion sociale

### 2021 CT2 300

#### **Attribution d'une subvention à l'association DUNES pour l'action de médiation sociale urbaine dans les quartiers prioritaires d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, la Ville d'Aix-en-Provence et les bailleurs sociaux du Territoire ont souhaité s'engager, dès 2019, dans un dispositif de médiation sociale partenarial et inter-bailleurs.

Un diagnostic partagé avait fait apparaître un besoin de médiation sur une partie du parc social et de l'espace public en complément des dispositifs de médiation existants, notamment aux abords des établissements scolaires secondaires (collège, lycée). Fort de ce diagnostic commun, la Ville, les bailleurs sociaux et l'État ont collectivement élaboré un cahier des charges de la « médiation sociale urbaine, tranquillité et paisibilité dans les quartiers d'habitat social » pour la Commune d'Aix-en-Provence, définissant les missions, les territoires, les modalités d'intervention des médiateurs et les moyens alloués au dispositif.

Les objectifs généraux de la médiation sociale sont les suivants :

- Contribuer à réduire les situations de tension en intervenant sur les problématiques relevant du champ d'action du médiateur ;
- Contribuer à restaurer le lien social sur les quartiers concernés, dans l'objectif d'aller vers un mieux-vivre ensemble ;
- Identifier et analyser les situations d'atteinte à la tranquillité publique ;
- Répondre au sentiment d'insécurité de la population par une présence visible et active sur l'espace public aux heures de grande fréquentation et au sein des espaces privés des résidences appartenant aux bailleurs ;
- Rassurer et améliorer les relations entre les individus et les groupes ;
- Réguler l'utilisation de l'espace public et ouvert au public en agissant en cas d'appropriation problématique d'un espace et en intervenant sur des comportements incivils ;
- Faire de la médiation un outil de résolution privilégié des difficultés de tranquillité publique ;

- Accompagner les médiateurs en parcours d'insertion (Parcours Emplois Compétences, adultes relais).

Le 24 juillet 2019, une convention entre l'association Développement Urbain de Nouveaux Espaces Sociaux (ci-après DUNES) et l'ensemble des partenaires a été signée afin de mettre en place un dispositif de médiation sociale au sein des parcs d'habitat social des quartiers prioritaires d'Encagnane et du Jas de Bouffan d'Aix-en-Provence.

Le comité de pilotage de février 2020 a validé la reconduction du dispositif de médiation sociale et son extension sur d'autres parcs d'habitat social sensibles, nécessitant un renforcement de l'équipe de médiation pour permettre de couvrir ces nouvelles zones.

Le 8 octobre 2020, un avenant à la convention entre l'association DUNES et l'ensemble des partenaires a été signé afin d'étendre le dispositif de médiation sociale sur les quartiers de Corsy, Beisson et Pinette dans les mêmes conditions et suivant les mêmes objectifs que ceux définis initialement. Pour le quartier d'Encagnane déjà couvert, l'association a intégré dans son périmètre d'action la copropriété des facultés.

L'association DUNES a étoffé ses équipes par l'affectation de 3 médiateurs supplémentaires et comprend désormais une équipe de 9 « Médiateurs » ainsi qu'une équipe d'encadrement équivalente à un Emploi Temps Plein.

#### **Financement du projet**

Le coût total du dispositif de médiation s'élève à **355 818 €** (N° du GU 2021\_01133) **pour l'année 2021**. La répartition des financements est la suivante :

- Commune d'Aix-en-Provence : 49 820 €
- Territoire du Pays d'Aix : 52 365 € répartis de la manière suivante :

Participation prévue dans la convention initiale	30 000 € (du 1/01 au 31/12)
Participation complémentaire affectée pour la participation institutionnelle à l'extension	7 365 € (du 1/01 au 31/12)
Participation exceptionnelle pour l'intervention sur la copropriété des facultés	15 000 € (calcul défini dans la partie participation bailleur)
<b>Total participation Territoire du Pays d'Aix</b>	<b>52 365€</b>

- Bailleurs sociaux : 130 130 € répartis de la manière suivante :

	Montant de participation annuelle
Pays d'Aix Habitat Métropole	92 250 €
13 Habitat	20 280 €
LOGIREM	17 600 €
<b>TOTAL</b>	<b>130 130 €</b>

- La participation de l'Etat sera sollicitée sur le Fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation ainsi que sur des postes d'adultes relais.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention et celles comprises entre 5 000 € et 23 000 €, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention et le paiement du solde sera versé l'année suivante au regard de la production des éléments suivants, au plus tard le 30 juin 2022 :

- Les derniers bilans et comptes de résultat connus de l'association certifiés par le Président et le trésorier de l'association ;
- Un bilan qualitatif et quantitatif de l'action ;
- Le compte de résultat final de l'action, signé et certifié par le Président et le trésorier de l'association ;
- Un état définitif des factures acquittées pourra être demandé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la CPA du 22 juin 2006 ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°2020\_CT2\_161 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 approuvant l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs relative à l'action de médiation sociale urbaine dans les quartiers prioritaires d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 29 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que ce projet fait l'objet d'une convention pluriannuelle pour un financement du Territoire du Pays d'Aix au motif qu'il s'inscrit dans le champ d'intervention du Territoire en matière de prévention de la délinquance tel que défini par la délibération cadre n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la CPA du 22 juin 2006.
- Que la participation du Territoire au projet pour l'année 2021 est de 52 365 € et que ce montant est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 52 365 € à l'opérateur DUNES pour son action de médiation sociale sur les quartiers prioritaires de la ville d'Aix-en-Provence et approuvée la convention afférente à conclure avec l'opérateur DUNES.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 420.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	46
Majorité absolue	24
Pour	46
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

HUBERT Claudie - KLEIN Philippe - PENA Marc - PETEL Anne-Laurence

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 301**

**Complément à la délibération n°2021\_CT2\_207 relative à l'attribution de subventions aux**

## **opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de la Prévention de la Délinquance – Approbation d'une convention d'objectif avec l'association CDAD 13**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la Délinquance.

A ce titre, 15 structures ont sollicité, la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à soutenir les actions qui s'inscrivent, soit dans le contrat de ville du Territoire, pour les Communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Pertuis et Vitrolles, soit dans les dispositifs de soutien à la programmation des Comités Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), ou dans d'autres dispositifs non contractuels sur des Communes dont les actions ont besoin d'être soutenues.

Le Conseil du Territoire du Pays d'Aix, par délibération n°2021\_CT2\_207, a attribué des subventions à ces opérateurs et approuvé des conventions à conclure avec certains d'entre eux.

Ce rapport permet de compléter la délibération n°2021\_CT2\_207 et d'intégrer la convention non jointe à cette dernière, à savoir celle à conclure avec l'association du Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône.

Pour rappel, il a été ainsi proposé de soutenir financièrement cette association selon la répartition suivante :

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	BUDGET ACTION	SUBVENTION VOTÉE	CONV OUI/NON
2021_00468	CDAD 13	Consultations juridiques gratuites – Accès aux droits des jeunes – Aix-en-Provence	59 217 €	17 500 €	OUI
2021_00465	CDAD 13	Consultations juridiques gratuites – Bouc-Bel-Air	4 834 €	1 900 €	OUI
2021_00466	CDAD 13	Consultations juridiques gratuites – Gardanne	12 810 €	5 000 €	OUI
2021_00469	CDAD 13	Consultations juridiques gratuites – les Pennes-Mirabeau	2 417 €	950 €	OUI
2021_00467	CDAD 13	Consultations juridiques gratuites – Vitrolles	20 786 €	5 000 €	OUI

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la CPA du 22 juin 2006 ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021\_CT2\_207 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Aménagement et Urbanisme du 29 juin 2021.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix a voté favorablement lors du Conseil de Territoire du 27 mai 2021 une délibération portant le numéro 2021\_CT2\_207 au titre de sa compétence en matière de prévention de la délinquance.
- Que l'association Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône a fait l'objet d'un avis favorable pour un financement du Territoire du Pays d'Aix au motif qu'elle s'inscrit dans le champ d'intervention du territoire en matière de prévention de la délinquance tel que défini par la délibération cadre n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la CPA du 22 juin 2006.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône pour la mise en œuvre de son projet consultations juridiques gratuites, ci-annexée.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement**

### **2021 CT2 302**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pays d'Aix accompagne et soutient la Ville de Pertuis depuis 2003 dans la rénovation de son cœur de ville. Une première convention publique d'aménagement s'est achevée le 31 décembre 2010. Elle a permis de réhabiliter des immeubles anciens, d'améliorer le fonctionnement urbain et la qualité de l'espace public, mais aussi de préparer, grâce aux acquisitions foncières réalisées, le traitement futur des îlots très dégradés situés dans le périmètre de la convention.

Depuis 2011, l'action engagée dans le centre historique de Pertuis s'est poursuivie sous la forme d'une nouvelle opération d'aménagement, dénommée « concession d'aménagement pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis ».

Cette opération a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour une durée initiale de quatre ans, prorogée jusqu'au 31 décembre 2020, puis à nouveau prorogée de trois années jusqu'en 2023 par un troisième avenant au traité.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Assurer la maîtrise foncière et la libération des terrains inclus dans le périmètre opérationnel et nécessaires à la réalisation de l'opération,

- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la commercialisation,
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération et mobiliser les financements appropriés.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni à plusieurs reprises durant l'exercice écoulé, notamment sur des réunions de chantiers et du comité de pilotage qui s'est réuni deux fois en 2020.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 25 mars 2021 présente le CRAC 2020.

## **Compte rendu de l'année 2020**

Dans le cadre du projet d'aménagement de la place de la Diane, en prolongement de la médiathèque des Carmes, un accord amiable pour le relogement du commerce d'électroménager situé dans l'îlot Murette a été finalisé en 2020 pour l'acquisition du local. Le foncier de l'îlot Murette sera entièrement maîtrisé, il sera voué à la démolition pour la réalisation de la place.

Sur l'îlot Durance, une étude technique et financière a été engagée avec la société HLM UNICIL pour la création de 30 logements très sociaux. L'immeuble au 59 rue Durance a été intégré à l'opération.

Sur les immeubles situés aux 53 et 83 rue Notre-Dame, les permis de construire ont été déposés. La commercialisation de la deuxième tranche de l'îlot de l'Ange (ensemble de 3 immeubles) s'est poursuivie pour la réalisation de 8 logements.

Par ailleurs, le concessionnaire a poursuivi l'entretien courant des immeubles présentant des problèmes de vétusté ou à sécuriser.

Les dépenses en 2020 ont concerné les frais d'éviction du local commercial îlot murette, le solde des travaux et honoraires de l'aménagement de l'esplanade de la Dévalade et la mise en valeur des remparts, des travaux de grosses réparations sur le patrimoine immobilier de la concession et la rémunération de l'aménageur ; ci qui représente un montant actualisé de :

- Acquisitions et frais liés pour 65 283 € correspondant aux frais d'éviction du local commercial situé dans l'îlot Murette,
- Travaux de l'esplanade de la Dévalade pour 70 308 €,
- Travaux sur des bâtiments pour 42 110 €,
- Honoraires divers pour 38 034 €,
- Frais divers pour 15 424 €,
- Rémunération de la SPLA pour 197 167 € HT.

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2020 s'élevait à 725 657 € pour un montant réalisé de 428 325 €. Ce différentiel s'explique par :

- le report de l'acquisition du local commercial dans l'îlot Murette en janvier 2021 au prix de 116 500 €,
- les travaux rue François Morel/place des Barres et ceux rues Colbert/Danton n'ont pu être soldés en 2020 pour cause de reprises sur garantie,
- la pandémie liée au covid-19 a contribué également au report des premières études sur la Butte du Barry et la place Mirabeau.

Les recettes perçues en 2020 s'élèvent à 1 531 682 € et se détaillent de la façon suivante :

- La participation de la Métropole pour 1 393 300 €,
- La participation de la Commune pour 100 000 €,
- Les loyers perçus pour 4 522€,
- Les produits financiers pour 33 861€.

Le montant prévisionnel des recettes s'élevait à 1 789 173 € dans le précédent CRAC, pour un montant perçu de 1 531 682 €, qui s'explique par le report en 2021 des cessions des 3 immeubles rue de l'Ange (tranche 2) et des immeubles 53 et 83 rue Notre Dame. La pandémie liée au covid-19 a contribué à ces reports.

## **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan prévisionnel, d'un montant de 18,432 millions€ reste stable par rapport au bilan approuvé dans le CRAC 2019 (18,411 millions) soit une augmentation de 20 932 €. La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2021 s'élève à 50 000 € et sera versée à la SPLA après l'adoption du présent CRAC.

## **Perspectives 2021**

Conformément au bilan présenté, en 2021 les actions suivantes se poursuivront :

Sur le bâti :

- Acquisition du local commercial de l'îlot Murette afin de réaliser l'aménagement d'une esplanade dans le prolongement de la médiathèque et relogement du commerçant,
- Sur l'îlot Durance, poursuite des études techniques et financières avec la société HLM UNICIL en vue de lui céder l'immeuble 75 rue Durance à l'euro symbolique pour la réalisation d'environ 30 logements locatifs très sociaux,
- Fin de la commercialisation de la tranche 2 de l'îlot de l'Ange, sis 53 rue Notre-Dame et 83 rue Notre-Dame,

Sur l'espace public :

- Poursuite des études techniques et obtention du permis d'aménager pour la place Mirabeau et la Butte du Barry,
- Lancement des études techniques pour la démolition de l'îlot Murette et l'aménagement des places Diane/Parmentier/Murette,
- Travaux de confortement des équipements place des Barres (jardin public).

Sont joints au présent rapport les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Ce CRAC intervient durant la crise sanitaire liée à la COVID-19. Dès lors, les perspectives qui sont présentées doivent être prises avec précaution, les

éventuels impacts de la crise sanitaire actuelle étant encore à ce stade difficilement appréciables dans ces prévisions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010-A194 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 déclarant d'intérêt communautaire la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La délibération n°2013-A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 adoptant l'avenant n°2 à la concession, apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération ;
- La délibération n°DEVT 001-4663/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme, et aménagement du 29 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 25 mars 2021 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 de la concession de l'opération rénovation du cœur de ville de Pertuis.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2020) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis.

##### **Article 2 :**

Sera versée après l'approbation du présent CRAC 2020, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont le montant pour l'année 2021 s'élève à 50.000 €.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section investissement : Opération Budgétaire 4581162716, Nature 4581, Fonction 515, Autorisation de Programme DI716AP2.

##### **Article 4 :**

Madame le Président ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 303**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à l'opération de rénovation du centre ancien de Trets**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du centre ancien de Trets, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2013, poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'une opération d'aménagement antérieure.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- la maîtrise foncière ;
- les formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération ;
- la réalisation des études ;
- la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements prévus dans le programme ;
- la commercialisation du stock foncier ;
- la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération et du comité de pilotage qui, compte tenu des impacts de la crise sanitaire n'ont pas pu se réunir durant l'exercice écoulé.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 31 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 25 mars 2021 présente le CRAC 2020.

### **Compte rendu de l'année 2020**

Durant l'année 2020, les travaux d'ouverture du passage sous l'immeuble de la rue Borde vers les Jardins des Remparts ont été réalisés.

Des études et négociations pour la cession de la Maison Seigneuriale ont été engagées.

Les dépenses réalisées en 2020 sont très inférieures aux prévisions, et s'élèvent à environ 85 000 € pour un prévisionnel de 373 000 €. Cet écart s'explique par le report des travaux prévus sur la Maison Seigneuriale dans l'attente d'une décision sur le projet. En effet, la Commune de Trets ne souhaite plus d'opérations de logements sur ce bâti, inscrit au registre des bâtiments de France. Des réflexions sur le devenir de l'immeuble sont en cours, et notamment la réorientation de sa destination vers un usage public, patrimonial et touristique, par la Commune de Trets.

Les recettes prévisionnelles s'élevaient à 123 300 € et correspondaient aux dernières cessions du stock foncier. Or, la cession des immeubles à Grand Delta habitat ayant été retardée, et la cession de la Maison Seigneuriale ayant été suspendue, aucune recette n'a été perçue en 2020. Seuls des produits financiers ont été perçus en recette pour un montant de 3 000 €.

### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan de l'opération est inférieur par rapport au bilan approuvé lors du CRAC 2019. Un résultat d'exploitation d'un montant de 515 678 € est dégagé.

En effet, les dépenses ont diminué de 395 672 € HT ce qui correspond essentiellement à l'ajustement du poste travaux aux montants réels, les derniers travaux de la concession sur les espaces publics ayant été livrés en 2020. Par ailleurs, les travaux de confortement prévus sur la Maison Seigneuriale ne seront pas réalisés.

Les recettes diminuent également, mais dans des proportions moins importantes (- 80 000 € HT). Ce montant correspond essentiellement à la recette de cession de la Maison Seigneuriale qui ne sera pas cédée à un opérateur.

Le montant de la participation de la Métropole reste inchangé et a déjà été versé entre 2011 et 2017.

### **Perspectives 2021**

En 2021, l'objectif est de finaliser la cession du stock, et notamment l'immeuble rue Borde. Il s'agira également de déterminer la vocation de la Maison Seigneuriale avec la Commune de Trets et les conditions de sa cession.

La concession se terminant le 31 décembre 2021, il sera également nécessaire de procéder à la rétrocession de emprises foncières des espaces publics à la Commune de Trets.

Sont joints au présent rapport les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2020, le prévisionnel pour l'année à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Ce CRAC intervient durant la crise sanitaire liée au COVID-19. Dès lors, les perspectives qui sont présentées doivent être prises avec précaution, les éventuels impacts de la crise sanitaire actuelle étant encore à ce stade difficilement appréciables dans ces prévisions

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013-A168 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération centre ancien de Trets ;
- La délibération n°2013-A169 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 concédant l'opération centre ancien à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B351 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°005-6110/19/BM du 20 juin 2019 du Bureau de la Métropole approuvant l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération centre ancien de Trets ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le compte rendu annuel à la Collectivité 2020 de l'opération d'aménagement du centre ancien de Trets ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme, et aménagement du 29 juin 2021.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 25 mars 2021 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 de la concession de l'opération d'aménagement du centre ancien de Trets.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2020) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement du centre ancien de Trets.

##### **Article 2 :**

Madame le Président ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 304**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à l'opération de rénovation urbaine d'Encagnane à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence a été retenu au titre des projets de renouvellement urbain et s'inscrit dans les programmes d'intérêt Régionaux. Conformément à la Loi Lamy, les premières orientations du projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane ont été proposées dans le Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles, validé par délibération n°2015\_A255 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 novembre 2015 et signé par les partenaires le 17 décembre 2015.

Le protocole de préfiguration ANRU sur le quartier d'Encagnane a conduit la Métropole, compétente en

la matière, à conclure une convention avec son aménageur public la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la coordination et la mise en œuvre des aménagements publics qui seront réalisés dans le cadre du renouvellement urbain du quartier d'Encagnane.

Cette opération a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour une durée de dix ans, conformément à la concession d'aménagement notifiée à la SPLA le 4 février 2019.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Assurer la gestion et l'entretien des biens, la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération, des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination de la maîtrise foncière, la libération des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération, la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et des équipements, la commercialisation, la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires ainsi que les démarches inhérentes et déjà engagées sur l'opération et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération ;
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession ;
- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- Participer aux comités techniques et de pilotage liés à la convention du NPNRU d'Encagnane.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des réunions de travail ont été mises en place avec les partenaires, qui ont permis d'aborder les questions foncières liées à l'opération et de poursuivre le travail engagé sur la copropriété les Facultés afin de permettre l'élaboration du plan de sauvegarde.

Le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel à la collectivité (ci-après CRAC) conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- Le bilan prévisionnel actualisé ;
- Le plan de trésorerie actualisé ;
- Un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé ;

- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagées et leur état d'avancement, les incidents éventuels (contentieux...) ;
- Un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- Le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances prévues ;
- Le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues ;
- Un planning d'opération actualisé.

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 25 mars 2021 présente le CRAC 2020.

### **Compte rendu de l'année 2020**

- Elaboration de la convention NPRU opérationnelle avec l'ensemble de partenaires (Etat, ANRU, Collectivités, bailleurs) et maquette financière suite à l'évolution de la programmation sur Phares et Balises ; Validation en comité de pilotage du NPNRU de décembre 2020,
- Etudes générales : Rendu de l'étude stationnement pour mise en œuvre par la Ville d'Aix et de l'étude de programmation économique et commerciale ; Adaptation du schéma directeur,
- Secteurs de projet :
  - Aménagement du parc public (secteur du boulodrome) : adaptation du projet (local ERP)
  - Opération « Phares et Balises » :
    - Programmation urbaine :
      - Définition d'une nouvelle programmation urbaine
      - Définition du programme de la couveuse d'entreprises, du pôle santé ; programmation de l'équipement public numérique à revoir en lien avec les projets de la Ville d'Aix
    - Promenade paysagère (merlon planté) : avant-projet réalisé,
    - Travaux de démolition des bâtiments : CAO pour attribution en 2020,

- Etudes réalisées : études acoustiques, étude circulation et étude sécurité publique,
- Etudes lancées en 2020 : étude d'impact, hydraulique, air santé, faune flore,
- Procédures réglementaires : Permis d'aménager, élaboration dossier loi sur l'Eau,
- Foncier : protocole foncier avec les opérateurs Pays d'Aix Habitat Métropole, Action Logement, ESCOTA, DIRMED...

➤ Plan de sauvegarde des Facultés :

- Foncier : veille foncière (examen de 70 DIA) et acquisitions dans le cadre de l'exercice du DPUR ; Assistance au syndic pour négociations foncières auprès de 70 copropriétaires et SACOGIVA ; suivi convention de portage CDC Habitat/Métropole,
- Pilotage des commissions thématiques : Sécurité en 01/2020,
- Accompagnement de la copropriété : sur toutes les décisions liées au plan de sauvegarde (travaux d'urgence...), élaboration de la convention du plan de sauvegarde, médiation sociale avec l'association DUNES, Étude de faisabilité (Rue Le Corbusier).

Il était prévu un montant global de dépenses pour 2020 de 5 321 939 € HT pour un total réalisé en 2020 de 790 695 € HT (soit -4 531 244 € HT). Cet écart s'explique essentiellement par le report en 2021 des acquisitions prévues auprès de la Ville d'Aix du terrain CETMEF et de l'ancienne école Giono. En revanche, des acquisitions supplémentaires de lots de la copropriété ont été réalisées, du fait de l'exercice par la SPLA du droit de préemption urbain. Par ailleurs, les travaux prévus pour environ 1 Md'€ n'ont pas été réalisés, du fait de l'occupation illicite des locaux à démolir, et de la non acquisition par la Ville des terrains CETMEF.

Concernant les recettes, il était prévu un montant global de recettes pour 2020 de 5 681 171 € HT. En 2020, les recettes totales se sont finalement élevées à 2 005 355 € HT (soit -3 675 816 € HT), seule la participation du Territoire du Pays d'Aix a été versée (pas de mobilisation de l'emprunt).

#### Evolution du bilan

Le bilan prévisionnel de l'opération a évolué en dépenses et en recettes pour être porté à 36 372 453 €, soit de + 5.401.615 €. En effet, la convention opérationnelle du PRU d'Encagnane devrait être finalisée en 2021 avec une nouvelle programmation urbaine sur « Phares et Balises » : équipement public (couveuse d'entreprises), aménagements publics, et un montage foncier revu. Certains coûts d'achats de terrains, travaux et honoraires sont réévalués à la hausse, compensés partiellement par les hausses de charge foncière.

Concernant le plan de sauvegarde des facultés, la poursuite des acquisitions en 2021 et 2022 génère des frais de gestion non prévus initialement, ainsi que le lancement de l'étude stratégique.

Plus précisément, les dépenses liées aux études, acquisitions, travaux et honoraires ont été ajustées :

Études : sont portées à 880 475 € ; elles ont augmenté de 97 853 €, afin de mener une étude spécifique sur la Résidence des facultés, non prévue initialement.

Acquisitions : sont portées à 7 993 178 € ; soit une augmentation de 2 827 538 €, du fait :

- du nouveau montage de l'opération Phares et Balises (Action Logement et PAHM)
- de l'augmentation des acquisitions sur la Résidence des facultés

Travaux et Honoraires : sont portés à 24 760 136 € ; ils ont augmenté de 2 680 573 €, du fait des aménagements du secteur Phares et Balises et du parc public.

Sur le secteur Phares et Balises, le comité de pilotage du NPNRU de décembre 2020 a ainsi validé une nouvelle programmation avec :

- un nouvel équipement à destination des entreprises (couveuse numérique),
- de nouveaux aménagements publics (voirie, cheminements piétons...) à réaliser.

Concernant le parc public, le comité de pilotage de 2020 a validé la construction d'un local ERP pour accueillir des locaux associatifs, non prévus initialement, entraînant un surcoût de 125 000 €.

Le montant prévisionnel des recettes est porté à 36 372 453 €, soit une augmentation de 5 401 617 €, correspondant à la fois à une hausse des cessions en lien avec le nouveau montage de l'opération Phares et Balises, et la cession des lots de la Résidence des Facultés acquis par la SPLA, à un opérateur public dans le cadre d'un partenariat à définir.

Le poste « Subventions » a également été ajusté : le montant des subventions est porté à 6 853 421 €, soit une réduction de 904 218 €. En effet, la convention opérationnelle du PRU d'Encagnane devrait être réajustée en 2021, avec une nouvelle programmation urbaine et la réalisation d'un nouvel équipement public (couveuse d'entreprises), de nouveaux aménagements publics, et un montage foncier revu.

De fait, certaines subventions des partenaires du PRU ont été revues à la baisse car elles restent encore incertaines à ce jour.

Concernant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence, elle est portée à 23 000 000 €, soit une augmentation de 1 300 000 €, mais reste inférieure au montant figurant dans la convention initiale qui est de 27 600 000 €.

Enfin, les besoins en financement sont réajustés avec une baisse de 6 000 000 €, du fait des besoins

de financement qui ont été revus en fonction du planning prévisionnel des travaux, et de l'échéancier de versement de la participation de la Métropole.

Pour assurer la trésorerie de l'opération, il est prévu de mobiliser en 2023 un emprunt d'un montant de 1 500 000 € pour lequel une garantie du concédant à hauteur de 80 % sera demandée.

#### **PERSPECTIVES pour l'année 2021 :**

Le planning prévisionnel de réalisation des aménagements publics programmés sur le quartier sera validé par la Métropole et la Ville. Il est prévu en 2021 de :

- Réaliser les travaux d'aménagement du nouveau parc public sur le secteur du bouldrome. L'aménagement est conditionné par la libération du local associatif existant.
- Phares et Balises : La démolition des bâtiments de l'ancienne école Giono et du bâtiment CETMEF, ces démolitions étant conditionnées par la libération des locaux.
- Plan de Sauvegarde des Facultés :
  - Accompagner la copropriété pour permettre le démarrage des travaux d'urgence,
  - Action foncière : négociation foncière pour l'acquisition des lots, partenariat CDC habitat,
  - Finaliser la convention du plan de sauvegarde et la soumettre à la Commission du PDS,
  - Réaliser l'audit financier et l'étude stratégique sur l'évolution de la copropriété à moyen et long terme pour favoriser son intégration urbaine au quartier d'Encagnane dans le cadre du PRU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEVT 012-6158/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la convention de concession d'aménagement relative au renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence ;

- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 de l'opération de renouvellement urbain d'Encagnane à Aix-en-Provence ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 29 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires de 25 mars 2021 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 de la concession de l'opération de renouvellement urbain d'Encagnane à Aix-en-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2020) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence.

#### **Article 2 :**

Sera versée après l'approbation du présent CRAC 2020, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont le montant s'élève à 2.200.000 € pour l'année 2021.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire de Pays d'Aix, en section investissement : Opération Budgétaire 4581162714, Nature 4581, Fonction 515, Autorisation de Programme DI714AP2

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26

Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 305**

**Agrément d'acquéreur dans le cadre de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Une concession d'aménagement a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis en décembre 2010. Les priorités de l'opération sont d'une part de réhabiliter des îlots dégradés et d'autre part, de requalifier l'espace public du centre ancien.

Dans le cadre de cette concession, la SPLA a mené des acquisitions d'immeubles par préemption ou à l'amiable afin de réaliser des opérations de réhabilitation de logements.

Ainsi, en 2002/2003 puis en 2012, la SPLA est devenue propriétaire des immeubles sis 30,38, et 40 rue de l'Ange (parcelles BV199, BV636, BV197, BV673 et BV 635) dans le cadre des objectifs fixés dans la concession d'aménagement. Il s'agit d'un ensemble de 3 immeubles très vétustes totalisant 572 m² de surface utile et une cour de 80 m², dont la description est détaillée ci-dessous :

- 30 rue de l'Ange (BV 199) : immeuble en R+3 de 215 m² soit 11 petites pièces dont 2 remises
- 38 rue de l'Ange (BV 636) : immeuble en R+4 de 123 m² soit 1 remise + 1 logement triplex + terrasse niveau 4
- 40 rue de l'Ange (197/673/635): immeuble en R+4 de 234 m² soit 2 remises + 3 T2
- Cour de 80 m² sur la parcelle BV 697/207

Les surfaces indiquées sont les surfaces existantes et comprennent les remises et parties communes.

Cette réhabilitation totale permettra de créer 8 logements maximum et de les mettre en vente à destination de propriétaires occupants au prix minimum de 1 461 € HT/m² de surface habitable, avec un plafond à 2 900 € TTC/m², conformément au cahier des charges annexé à la convention d'aménagement. L'article 7 du Cahier des charges stipule que sera inscrit dans l'acte de cession une clause anti-spéculative afin d'interdire toute spéculation au titre des aides à l'accession mises en place par le concédant et/ou la Commune de Pertuis.

Le compromis sera passé sous condition suspensive d'obtention du permis de construire.

Ce bien est cédé au prix de 135 000 € HT soit 162 000 € TTC.

Le futur acquéreur déposera en son nom un permis de construire conformément au règlement du PLU et des prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France inscrites dans la ZPPAUP, afin de réaliser le programme immobilier.

En conséquence, conformément à l'article 24 de l'avenant n°3 du traité de concession et à la décision du Comité de pilotage qui s'est tenu le 5 février 2021, il est proposé d'agréer la société RE-HA représentée par Monsieur Pierre SIKALY, domiciliée 228 Cd 43 D le Thouron 13360 Roquevaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007-A252 du Conseil communautaire de la CPA du 20 juin 2007 déclarant d'intérêt communautaire les objectifs habitat du contrat urbain de cohésion sociale de Pertuis ;
- Le traité de concession de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis notifié le 12 janvier 2011 ;
- La délibération n° 2013-A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 adoptant l'avenant n°2 à la concession apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération ;
- La délibération n°DEVT 001-4663/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 adoptant l'avenant n°3 à la concession apportant des modifications au programme et à la durée de l'opération ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre

2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 29 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la réalisation de cette opération de réhabilitation entre dans les objectifs du contrat de concession.
- L'avis du comité de pilotage de l'opération en date du 5 février 2021 favorable à la cession des immeubles sis 30, 38 et 40 rue de l'Ange à Pertuis au profit de la société RE-HA.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est agréé en qualité d'acquéreur des immeubles sis 30, 38 et 40 rue de l'Ange à Pertuis pour la somme de 135 000 € HT, soit 162 000 € TTC, la société RE-HA représentée par Monsieur Pierre SIKALY, demeurant au 228 Cd 43 D le Thouron 13360 Roquevaire.

**Article 2 :**

Madame le Président ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 306**

**Agrément d'acquéreur dans le cadre de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation du centre ancien de Trets**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du centre ancien de Trets, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2013, poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opérations d'aménagement antérieures.

Dans le cadre de cette concession, la SPLA a mené des acquisitions d'immeubles afin de réaliser des opérations de réhabilitation d'îlots dégradés ou insalubres dans un objectif de création de logements. Le stock foncier ainsi généré a été cédé à des bailleurs sociaux, dont notamment SACOGIVA et GRAND DELTA HABITAT. Le stock restant est composé de deux immeubles :

- Immeuble 10 Rue Borde, qui doit être vendu à Grand Delta Habitat dans le courant de l'année 2021 ;
- La Maison Seigneuriale. Il s'agit d'un bâtiment inscrit à l'inventaire des Bâtiments de France, avec une qualité architecturale et patrimoniale à conserver.

Cet immeuble devait être cédé à un opérateur pour la réalisation d'un programme de 8 logements en LLS. Le rez-de-chaussée de 78 m², dont les voûtes doivent être conservées et qui ne peut donc pas être transformé en logements, devait accueillir un équipement public. L'immeuble est très dégradé, et la SPLA avait programmé des travaux de confortement pour faciliter sa cession. De plus, au vu de l'ampleur des travaux à réaliser par l'acquéreur pour la rénovation complète du bâti, le montant de la vente était évalué à 80 000 €.

Aujourd'hui la Commune de Trets souhaite valoriser la dimension historique et patrimoniale de ce bâtiment et ne souhaite plus la réalisation d'un programme de logements. En effet, dans le cadre de la revitalisation du centre ancien, la Commune a pour projet d'y développer un lieu culturel et touristique. La Ville de Trets a ainsi sollicité le Territoire du Pays d'Aix afin que l'immeuble lui soit cédé en l'état à titre gratuit. Le Comité de Pilotage, réuni le 7 mai 2021, a agréé cette cession à la Commune afin qu'elle puisse y réaliser un équipement public. Cette cession à titre gratuit n'implique pas de participations supplémentaires à la SPLA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013-A168 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération centre ancien de Trets ;
- La délibération n°2013-A169 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 concédant l'opération Centre Ancien à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B351 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°005-6110/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération centre ancien de Trets ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Comité de pilotage du 7 mai 2021 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme, et aménagement du 29 juin 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avis favorable du comité de pilotage en date du 7 mai 2021.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est agréée la Commune de Trets en qualité d'acquéreur de la Maison Seigneuriale à titre gratuit.

**Article 2 :**

Madame le Président ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 307**

**Définition des objectifs et des modalités de la concertation pour l'opération d'aménagement « Encagnane Ouest » à Aix en Provence**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier d'Encagnane a été retenu comme opération d'intérêt régional par le Conseil d'Administration de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ci-après l'ANRU) du 21 avril 2015. La contractualisation des projets de renouvellement urbain au titre du Contrat de ville intercommunal a été approuvée le 30 juin 2015 par le Conseil communautaire puis le protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain intercommunaux a été approuvé le 12 novembre 2015.

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (ci-après NPNRU), l'opération d'aménagement du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence a été déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole du 19 novembre 2020.

Cette opération d'aménagement a été concédée fin 2018 à la SPLA Pays d'Aix Territoires qui s'est ainsi vu confier les missions d'aménageur sur le périmètre du quartier politique de la Ville, notamment les travaux d'aménagement et d'équipement des espaces publics, de superstructures ainsi que la coordination du plan de sauvegarde de la résidence Les Facultés.

Le quartier d'Encagnane apparaît dans les documents de planification, comme une centralité de proximité à conforter et est classé comme zone urbaine d'intensification maîtrisée. A ce titre, il doit contribuer à la production et à la diversification de l'offre d'habitat ainsi qu'au développement de l'activité économique et commerciale de proximité. Il profite d'une bonne situation entre le centre ancien, les quartiers Ouest du Jas-de-Bouffan et le futur quartier de la Constance. Il constitue une porte d'entrée sur la ville et un territoire au fort potentiel de diversification.

Le projet urbain s'articule autour de 4 axes d'intervention :

- Réaffirmer la lisibilité urbaine et la trame viaire et rendre l'espace public aux habitants,
- Désenclaver le quartier et le connecter aux quartiers limitrophes,
- Diversifier l'habitat et répondre aux besoins en logement,
- Renforcer le rayonnement du quartier et le rendre attractif.

Actuellement, Encagnane se caractérise par une partition Nord-Sud très marquée. Alors que la partie Nord présente des enjeux de centralité et de liaison vers le centre-ancien, la partie Sud fait face à des enjeux de requalification de l'espace et de désenclavement. La requalification de l'Avenue du 8 Mai, trait d'union du quartier, aura pour objectif de dynamiser et de connecter le quartier dans une logique de modes doux (piétons / vélos).

Le secteur de projet « Encagnane Ouest » incarne le renouveau du quartier. Projet majeur du renouvellement urbain, il est situé dans une zone urbaine comprise entre l'autoroute A51 à l'Ouest et les boulevards Schweitzer et Kennedy à l'Est, sur un tènement foncier de plus de 47 000 m<sup>2</sup>, constitué actuellement de 254 logements sociaux (bâtiments Calendal et Méjanès), et d'une friche urbaine (ancienne école Giono et bâtiment CETMEF).

Les futurs aménagements de ce secteur devront améliorer qualitativement le cadre de vie des habitants, et le rendre plus attractif et permettront d'améliorer l'image du quartier par la création d'une dynamique résidentielle renouvelée. Le projet prévoit le traitement qualitatif des 20 000 m<sup>2</sup> d'espaces et parcs publics en renforçant la trame verte du quartier (merlon planté, végétalisation des trottoirs, des cours d'îlots). De plus, l'objectif est de limiter l'impact des pollutions mais aussi de prendre en compte les contraintes liées au réchauffement climatique en traitant les îlots de chaleur. Il s'agira de réaliser des aménagements paysagers pérennes, sur le traitement de la perméabilité des sols (circulations pluviales), le traitement des eaux et sa capacité à rafraîchir les espaces publics.

A ceci, se grefferont des opérations connexes telles que :

- Le parc urbain, qui apportera un environnement paysager qualitatif et des lieux de convivialité,
- Le Pôle éducatif Giono, livré en 2018, projet d'ensemble qui regroupe les équipements scolaires.

Le processus de mobilisation et d'association des habitants à l'échelle du quartier d'Encagnane est à l'œuvre depuis 2015. Il a été mis en place dans le cadre des études pré-opérationnelles antérieures au protocole de préfiguration avec une équipe pluridisciplinaire mandatée durant 18 mois pour réaliser une série d'ateliers participatifs. Ainsi, plus d'une soixantaine de personnes ont contribué à la

rédaction du protocole de préfiguration. A l'issue de la signature du protocole, les ateliers se sont poursuivis associant habitants, acteurs associatifs et personnel de proximité des bailleurs et collectivités. Au total l'équipe a animé 6 ateliers sur le quartier d'Encagnane :

1. Qualité et fonctionnement des espaces extérieurs - Cadre de vie.
2. Logements et habitat.
3. Vivre ensemble.
4. Équipements et activités économiques.
5. Intégration de la démarche participative dans le cadre du PRU.  
(Présentation des hypothèses retenues).
6. Comment poursuivre la participation des habitants dans la co-production et la mise en œuvre du projet ? Analyse partagée des hypothèses d'aménagement.

Ce processus de mobilisation et de participation avait pour objectifs :

- Alimenter et **co-construire** le diagnostic : Les habitants ont été amenés à exprimer les enjeux sur lesquels il était prioritaire d'intervenir.
- **Construire le cadre des démarches participatives** lors de la mise en œuvre opérationnelle du projet : Ces ateliers en phase de protocole ont permis d'inscrire le cadre participatif.
- **Des réunions publiques de présentation**, à chaque phase de l'étude.
- L'atelier 5 a permis l'appropriation par les habitants des modalités des démarches participatives pour qu'elles soient efficaces dans la phase opérationnelle.

Par ailleurs, ce processus s'est poursuivi pour accompagner le projet : une charte de la participation habitante a été validée lors du COPIL ANRU du 9 décembre 2020, elle engage dans une démarche globale l'ensemble des partenaires signataires du NPRU : la Ville, La Métropole, la SPLA, les bailleurs sociaux et autres partenaires du projet qui devront se saisir de cet outil pour intégrer la participation des habitants à chaque strate opérationnelle.

Le 1<sup>er</sup> mars 2019, une réunion publique a été organisée pour présenter les objectifs du projet NPRU d'Encagnane ainsi que le programme urbain et ses secteurs de projet. Cette réunion a convié les habitants pour les informer du calendrier, des échéances à venir et de leurs participations aux échanges futurs.

Depuis, la Ville et la Métropole ont rencontré en mars 2021 les membres du CIQ, lors d'un échange organisé à l'Hôtel de Ville, et le Territoire a vu les visites de la Préfète Déléguée à l'Égalité des Chances (Mme AUBERT) et de la Ministre de la Ville (Mme HAI) en mai 2021.

Aujourd'hui, le projet d'Encagnane se précise. Le secteur « Encagnane Ouest » va entrer dans sa phase opérationnelle. Ce projet est soumis à la

réalisation d'une concertation du public au titre du 4° de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme. En application de l'article L. 103-3 du même Code, il convient de préciser les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation.

Cette concertation doit permettre d'associer les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées par le projet et notamment :

- Donner au public une information claire et précise sur le projet,
- Diffuser et vulgariser les informations à propos du projet de Renouvellement Urbain à l'ensemble des habitants d'Encagnane,
- Sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet,
- Permettre au public de formuler des observations et propositions sur ce dernier.

Il est donc proposé d'organiser la concertation selon les modalités énumérées ci-après :

- Affichage de la présente délibération au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et en Mairie d'Aix-en-Provence,
- Mise en place d'une exposition permanente comprenant des panneaux de présentation du projet, accompagnée d'un registre permettant à la population d'y consigner ses observations et ses propositions pendant la durée de la procédure de concertation,
- Organisation d'une réunion publique de concertation présentant les ambitions pour ce secteur si les conditions sanitaires et si aucune restriction réglementaire ne viennent l'empêcher.

L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et affichage.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, à l'issue de cette phase de concertation, le bilan sera présenté et arrêté.

Néanmoins, le dispositif d'association des habitants mis en place depuis l'origine du projet de renouvellement urbain perdurera conformément à la Charte de participation habitante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- Le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 103-2 à L. 103-6, et L.300-1 et suivants,

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_B249 du Bureau communautaire de la CPA relative à l'approbation du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n°2015\_A255 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative à l'approbation du protocole de préfiguration des opérations de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles ;
- La délibération n°URBA 008-8859/20/CM du Conseil de la Métropole du 19 novembre 2020 déclarant d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 29 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de mettre en œuvre une procédure de concertation du public au titre du Code de l'urbanisme.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation du projet de renouvellement urbain « d'Encagnane Ouest » à Aix-en-Provence.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire au déroulement de la procédure de concertation.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Zones d'activités**

### **2021 CT2 308**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à la Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence**

Le Président du Conseil de Territoire soumet le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de Lenfant à Aix-en-Provence est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2010 pour son aménagement et sa commercialisation. Pour rappel, la ZAC de Lenfant est une opération de 36ha au total qui a permis de viabiliser 13ha de surfaces cessibles. Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé de :

- la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- les formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- la commercialisation des lots ;
- la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni une fois

durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni une fois en 2020.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel à la collectivité (ci-après CRAC) conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 25 mars 2021 présente le CRAC 2020.

#### **Compte rendu de l'année 2020**

Durant l'année 2020, les actions suivantes ont été menées :

- Poursuite des études concernant l'aménagement d'un espace vert d'agrément et de rencontre devant les « Carrés de Lenfant »
- Rétrocession des espaces publics restant à la Métropole.
- Suivi des derniers Permis de Construire en cours d'instruction.

Les dépenses 2020 sont inférieures aux prévisions du CRAC 2019. En effet, le montant total des charges s'élève à 54 153 € HT, pour un prévisionnel de 854 121 € HT. Cet écart provient notamment du report dans le temps de l'acquisition éventuelle de terrains résiduels situés dans le périmètre de ZAC, mais aussi du report en 2021 de certains travaux de reprises et de valorisation des espaces verts initialement prévus en 2020.

Les recettes sont également inférieures aux prévisions, le montant total des recettes pour l'année 2020 s'élevant à 468 893 € HT au lieu des 1 024 626 € HT prévus lors du CRAC 2019. Cela s'explique par

le décalage en 2021 de la cession d'un lot en raison de la crise sanitaire.

#### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan prévisionnel a légèrement évolué par rapport au CRAC 2019, avec une hausse prévisionnelle des recettes de 40 504 € HT liée principalement à l'augmentation des produits financiers de l'opération. Le résultat d'exploitation s'élève en 2020 à 7 325 545 €.

#### **Perspectives 2021**

En 2021, la commercialisation devrait être achevée avec la signature du dernier acte de vente. Une étude concernant la réalisation d'une voie douce entre la rue Berton et la route de Lenfant sera menée par la SPLA.

Par ailleurs, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône doit finaliser le rachat de la voie douce située le long du mail planté au Sud de la ZAC afin de l'intégrer à sa politique de développement de pistes cyclables.

Sont joints au présent rapport les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Ce CRAC intervient durant la crise sanitaire liée au COVID-19. Dès lors, les perspectives qui sont présentées doivent être prises avec précaution, les éventuels impacts de la crise sanitaire actuelle étant encore à ce stade difficilement appréciables dans ces prévisions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2005-A320 du 8 décembre 2005 ;
- Les délibérations du Conseil communautaire de la CPA n°2001-A046 du 20 juillet 2001 déclarant d'intérêt communautaire l'aménagement du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence et n°2006-A167 du 22 juin 2006 décidant le lancement de la procédure de ZAC ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2009-A221 du 11 décembre 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010-A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février

2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;

- La délibération n°2010\_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 concédant la réalisation de la ZAC du Quartier de Lenfant à la SPLA ;
- La délibération n°URB 034-7405/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant l'avenant n°1 prolongeant la durée de la concession ;
- La délibération n°HN 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 de la ZAC du Quartier de Lenfant ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 25 mars 2021 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2020 de la ZAC du Quartier de Lenfant.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2020) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 309**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à la Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La réalisation de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par le biais d'une concession d'aménagement notifiée en novembre 2013. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques de 6 hectares qui permettra la commercialisation d'environ 19 lots allant de 1 400 à 4000 m<sup>2</sup> pour un programme d'environ 27 000m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Les travaux d'aménagement et de viabilisation ont commencé en juin 2017 et sont terminés depuis juillet 2018. La commercialisation des terrains a commencé en 2018 ; la demande est relativement soutenue sur cette opération.

La SPLA s'est engagée aux côtés de la Commune et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en œuvre d'une démarche HQE-Aménagement. Cette labellisation inscrit l'opération dans une démarche d'exemplarité sur le plan environnemental, de sa conception à la réalisation des travaux d'aménagement et surtout en phase d'exploitation.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC des Vergeras, le concessionnaire est chargé :

- d'assurer la gestion et l'entretien des biens,
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération,
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif,
- de la commercialisation des lots,
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le

concedant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni également deux fois en 2020. La réception des ouvrages s'est déroulée en mai 2018 mais la remise des ouvrages à la Métropole n'est pas encore réalisée.

Par ailleurs, le concedant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel à la collectivité (ci-après CRAC) conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

**Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

**Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 25 mars 2021 a présenté le CRAC 2020.**

**La démarche HQE – Aménagement :**

La ZAC des Vergeras est inscrite depuis 2015 dans la démarche « HQE- Aménagement », démarche certifiée par Certivéa. Cette certification garantit une intégration optimale de l'environnement dans les principes d'aménagement de l'opération. Un travail de définition des thématiques de développement durable à retenir pour l'opération a été réalisé dès la conception du projet. La traduction technique et opérationnelle de ces cibles fait l'objet d'un suivi par l'organisme certificateur de la démarche, qui contrôle la mise en œuvre réelle jusqu'à la réalisation de l'opération et également après son achèvement.

Depuis 2015, chaque année, un audit de suivi a lieu. L'audit sur site a eu lieu le 18 décembre 2020, il a consisté à confirmer et renouveler la certification de la phase 5, en examinant les premiers dossiers de permis de construire, de façon à valider leur cohérence avec les objectifs de développement durable arrêtés dans le cadre de cette certification. La dernière étape consistera en un audit de clôture en phase d'exploitation de la ZAC lorsque plus de 50 % des terrains seront commercialisés.

Les principales cibles retenues traduites sous forme d'objectifs de développement durable dans la ZAC des Vergeras sont les suivantes :

- Maîtriser l'équilibre des déblais-remblais sur ce secteur en pente,
- Assurer une continuité entre la ZAC des Vergeras et le tissu urbain à proximité, en intégrant l'histoire paysagère du site et la topographie au cœur de la conception du projet,
- Prise en charge par le maître d'ouvrage du pré verdissement des lots,
- Proposer une mixité programmatique des lots pour renforcer l'offre proposée aux entreprises,
- Intégrer une gestion alternative des eaux pluviales sur l'opération, en déclinant cet objectif sur les espaces publics et les lots privatifs, et utiliser l'eau brute du canal de Peyrolles pour l'arrosage des espaces verts,
- Intégrer des principes de sobriété énergétique afin de réduire les besoins et les consommations d'énergie fossile sur les lots privatifs et les espaces publics,
- Encadrer la gestion des déchets en phase chantier par une charte de chantier vert pour l'aménagement des espaces publics de la ZAC,
- Proposer des espaces publics agréables et confortables pour les usagers.

### **Compte rendu de l'année 2020**

Durant l'année 2020, les actions suivantes ont été menées et ont généré les dépenses suivantes :

Au niveau technique :

- La REPA en tant que nouveau concessionnaire sur la Commune depuis 2018 a demandé des travaux complémentaires, représentant un coût de 18 400 €,
- Arrosage manuel des espaces verts durant l'été 2020 et débroussaillage de la totalité des terrains enherbés. Les interventions se sont élevées à 30 794 €,
- Lancement d'étude pour la remise aux normes du système de Défense Incendie (DECI) de l'ensemble de la ZAC conformément au Règlement Départemental approuvé en 2017. Deux citernes de 120m<sup>3</sup> chacune seront installées sur le domaine public.

Les travaux auront lieu au dernier trimestre 2021.

Au niveau administratif :

- Constitution du dossier pour la démarche « HQE- Aménagement » avec l'assistance du bureau d'étude EODD Environnement en vue de l'audit sur site qui a eu lieu en décembre 2020 pour le renouvellement de la labellisation sous l'égide de Certivéa,
- Les ouvrages (extension et modification du réseau du canal de Peyrolles) ont été remis à l'ASA (Association Syndicale Autorisée) le 25 juin 2019,
- Des frais financiers sur emprunts et honoraires pour un montant respectif de 14 000 € et 16 743 €,
- La rémunération de l'aménageur pour 14 229 €.

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2020 s'élevait à 212 379 € dans le CRAC 2019 et le montant réalisé est de 95 461 €. Cet écart s'explique essentiellement par le report des travaux de DECI et de replantation sur 2021.

Les recettes pour l'année 2020 s'élèvent à 274 136 €, elles sont constituées de :

- la participation du concédant à l'opération de 40 000 €,
- des cessions de lots pour 231 345 €,
- des produits financiers pour 1 547 € et du remboursement des frais de clôture pour 1 244 €.

L'écart de recettes entre le prévisionnel du CRAC 2019 de 599 528 € et le montant réalisé de 274 136 € s'explique par une diminution des recettes de cession de certains lots qui ne seront perçues qu'en 2021. En effet, la commercialisation a dû être temporisée en attendant la définition précise des travaux pour la DECI.

La commercialisation sur l'année 2020 s'est traduite par la signature de deux actes définitifs et deux nouvelles promesses de vente. Au total trois permis de construire ont été déposés.

### **Evolution du bilan**

Le bilan actualisé est à l'équilibre avec un montant de dépenses et de recettes à hauteur de 2,911M d'€ HT. Le montant des dépenses a légèrement augmenté de 52 270 € par rapport au bilan approuvé au CRAC 2019. Cet écart s'explique par l'ajustement du montant des travaux sur la DECI et la replantation des végétaux. Les recettes prévisionnelles sont stables par rapport au CRAC 2019.

## **Perspectives 2021**

- Poursuite de la commercialisation des terrains et signature de deux actes de vente définitifs,
- Suivi des dépôts de permis de construire et des chantiers,
- Cession gratuite du terrain non commercialisable à l'ASA du canal de Peyrolles qui facilitera l'accès au canal pour les services d'entretien de l'ASA.
- Travaux de replantation d'une partie des végétaux,
- Travaux de renforcement du dispositif de défense incendie avec l'installation de deux citernes de 120 m<sup>3</sup> chacune sur l'espace public,
- Remise des ouvrages à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au vu des travaux à réaliser pour la Défense incendie d'une part et d'autre part, de la poursuite de la commercialisation après le terme de la concession, un avenant financier et de prolongation de la concession pourrait être nécessaire en fin d'année.

Le CRAC, les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints au présent rapport.

Ce CRAC intervient durant la crise sanitaire liée au COVID-19. Dès lors, les perspectives qui sont présentées doivent être prises avec précaution, les éventuels impacts de la crise sanitaire actuelle étant encore à ce stade difficilement appréciables dans ces prévisions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2005-A073 du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013-B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B354 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015

approuvant l'avenant n° 1 au traité de concession avec la SPLA ;

- La délibération n°008-935/16/BM du Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n°007-1191/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n° 3 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2000-A164 du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 de la ZAC des Vergeras ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 25 mars 2021 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 de la concession d'aménagement de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2020) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC des Vergeras à St Estève-Janson.

#### **Article 2 :**

Sera versée après l'approbation du présent CRAC 2020, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont le montant pour l'année 2020 s'élève à 40 000 €.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162320, Nature 4581, Fonction 515, Autorisation de Programme DI3203AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2021 CT2 310**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à la Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets**

Madame le Président du Conseil de Territoire soumet le rapport suivant :

Depuis la fin de l'année 2013, la SPLA est concessionnaire de la totalité de la ZAC de la Burlière. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques en prolongement de la zone commerciale existante. L'opération s'étend sur 23 ha et permet la commercialisation de 12,5 ha de terrains. Sa vocation est en partie commerciale, en renforcement de l'offre déjà existante, et en partie industrielle et artisanale. Ces terrains offrent également une solution aux entreprises locales implantées en centre-ville et qui souhaitent déplacer leur activité sur un site plus adapté.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC de la Burlière, le concessionnaire est chargé de :

- la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- les formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;

- la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- la commercialisation des lots ;
- la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

Il est également demandé au concessionnaire de mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération et du comité de pilotage qui se sont réunis tous deux une seule fois compte tenu du contexte sanitaire, durant l'année écoulée.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel à la collectivité (ci-après CRAC) conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

#### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 25 mars 2021 présente le CRAC 2020.

#### **Compte rendu de l'année 2020**

Durant l'année 2020, les actions suivantes ont été menées :

- Achèvement de la réalisation de la tranche 3 permettant de viabiliser 7 lots.
- Poursuite de la DUP afin d'acquérir un délaissé de terrain permettant de finaliser le bouclage de l'opération.

- Poursuite de la commercialisation de la zone avec la signature d'une promesse de vente et de cinq actes authentiques.
- Lancement d'une étude de faisabilité pour la viabilisation de deux fonciers privés.

Les dépenses 2020, qui s'élèvent à 779 077 € HT, sont inférieures aux prévisions du CRAC 2019 évaluées à 895 322 € HT. Cet écart provient essentiellement du coût des travaux de la phase 3 légèrement inférieur aux prévisions et au décalage à 2021 de l'acquisition des terrains nécessaires à la réalisation de la voirie de bouclage de la ZAC.

Les recettes sont également inférieures aux prévisions avec un réalisé 2020 de 2 008 567 € HT au lieu des 4 217 452 € HT prévus. Il s'agit notamment du décalage en 2021 de cessions prévues en 2020. En effet, la vente de deux tènements fonciers importants a été reportée d'une part, à cause de la situation sanitaire et d'autre part, du fait de plusieurs recours contre les Permis de Construire déposés par des enseignes commerciales.

#### **Evolution du bilan :**

Le bilan présenté reste stable par rapport aux prévisions du CRAC 2019. Seule une légère diminution des charges financières est à noter.

Le versement de la participation d'équilibre du concédant a pris fin en 2020, il n'y aura donc pas de contribution à la concession en 2021.

#### **Perspectives 2021 :**

En 2021, la procédure de DUP permettant l'acquisition du foncier nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage de la ZAC se poursuivra. La commercialisation de la ZAC devrait s'achever par la signature des dernières promesses et actes de vente et par la remise des ouvrages réalisés. Enfin, les modalités d'aménagement de nouveaux terrains situés dans le périmètre de ZAC seront étudiées.

Ce CRAC intervient durant la crise sanitaire liée à la COVID-19. Dès lors, les perspectives qui sont présentées doivent être prises avec précaution, les éventuels impacts de la crise sanitaire actuelle étant encore à ce stade difficilement appréciables dans ces prévisions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004-A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la création d'une zone d'activité économique à Trets et l'extension de la Burlière ;
- La délibération n°2009-A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n° 2010\_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 concédant l'aménagement de la première tranche de la ZAC de la Burlière à la SPLA ;
- La délibération n°2013\_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 qui étend le périmètre de concession au périmètre de la ZAC ;
- La délibération n°2013\_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le Dossier de Réalisation de la ZAC et le Programme des Équipements publics ;
- La délibération n°2015\_B353 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 de la ZAC de la Burlière ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 25 mars 2021 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2020 de la concession d'aménagement de la ZAC de la Burlière à Trets.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2020) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière.

## **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 311**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à la Zone d'Aménagement Concerté Bertoire 2 à Lambesc**

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix soumet le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à Lambesc est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2011 pour son aménagement et sa commercialisation. Il s'agit d'une opération de 17ha au total, dont la première tranche a permis de viabiliser 20 lots, soit 5 ha de surfaces cessibles. Elle vise à accueillir notamment des entreprises artisanales et de la petite industrie.

Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé de :

- la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique,
- les formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau),
- la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif,

- la commercialisation des lots,
- la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : Il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni deux fois en 2020.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel à la collectivité (ci-après CRAC) conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

## **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 25 mars 2021 présente le CRAC 2020.

### **Compte rendu de l'année 2020**

Durant l'année 2020, les actions suivantes ont été menées :

- Poursuite des études opérationnelles pour la réalisation de la tranche 2.
- Mise en sécurité du site pour lutter contre les occupations illégales.
- Règlement du contentieux avec un riverain par la réalisation des travaux de clôture conformément au jugement du Tribunal Administratif.
- Poursuite de la commercialisation de la zone avec la signature de deux promesses de vente et d'un acte de cession.

Les dépenses 2020 sont largement en deçà des prévisions. En effet, la réalisation de la tranche 2 prévue en partie pour 2020 a été décalée à fin 2021, début 2022 compte tenu de la crise sanitaire et des négociations en cours avec un prospect qui souhaiterait acquérir une emprise foncière importante, ce qui impacte fortement le programme d'aménagement imaginé. Par ailleurs, l'acquisition des deux terrains nécessaires à la réalisation complète de la tranche 2 est maintenant décalée à 2021. Aussi, le montant total des charges s'élève à 68 633 € HT, pour un prévisionnel de 421 483 € HT. Les recettes sont également moins importantes que planifiées. En effet, la situation sanitaire a retardé la signature de certains actes de vente prévus pour 2020. Le montant total des recettes s'élève pour 2020 à 139 603 € HT au lieu des 472 040 € HT prévus.

### **Evolution du bilan**

Le bilan présenté reste inchangé par rapport aux prévisions du CRAC 2019.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2020 s'élève à 34 500 €. Elle sera versée à la SPLA après l'approbation du présent CRAC.

### **Perspectives 2021**

En 2021, la commercialisation de la première tranche devrait s'achever avec la signature des derniers actes authentiques.

Les études de maîtrise d'œuvre de la tranche 2 se poursuivront en vue d'un démarrage des travaux début d'année 2022 en fonction des négociations avec un prospect souhaitant acquérir plus de 15 000m<sup>2</sup> et qui conditionnent certains choix d'aménagement.

Enfin, la SPLA devrait procéder à l'acquisition des deux derniers terrains non encore maîtrisés situés dans l'emprise de la ZAC nécessaires à la réalisation de la totalité de la tranche 2.

Le CRAC ci-joint présente les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Ce CRAC intervient durant la crise sanitaire liée au COVID-19. Dès lors, les perspectives qui sont présentées doivent être prises avec précaution, les éventuels impacts de la crise sanitaire actuelle étant encore à ce stade difficilement appréciables dans ces prévisions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2005-A320 du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de la Bertoire à Lambesc ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2006-A296 du 20 octobre 2006 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2008-A077 du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération du Bureau communautaire de la CPA n° 2011-B010 du 21 janvier 2011 concédant l'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA ;
- La délibération du Bureau communautaire de la CPA n°2013\_B466 du 7 novembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n°ECO 006-151216BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°URB 027-3989/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2020 de la ZAC Bertoire 2 ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix

Territoires du 25 mars 2021 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2020 de la ZAC de Bertoire 2 à Lambesc.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de Bertoire 2 à Lambesc pour l'année 2020.

### Article 2 :

Sera versée après l'approbation du présent CRAC 2020, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont le montant pour l'année 2020 s'élève à 34 500 €.

### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162322, Nature 4581, Fonction 515, Autorisation de Programme DI322AP2.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2021 CT2 312

**Cession à titre gracieux d'une emprise foncière sur la Zone d'Aménagement Concerté de Lenfant à Aix-en-Provence au profit du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation d'une piste cyclable Arena Les Milles sur la RD59**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) de Lenfant a été créée en 2009 sur la Commune d'Aix en Provence et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en février 2010 pour son aménagement et sa commercialisation.

Les travaux et la commercialisation de ZAC étant achevés, l'emprise foncière des ouvrages dont la Métropole a la charge ont été, en février 2021, rétrocédés en pleine propriété à titre gratuit conformément au traité de concession.

Le Département des Bouches-du-Rhône envisage aujourd'hui la création d'une piste cyclable entre le rond-point de l'Arena et le rond-point d'entrée de la zone d'activités des Milles le long de la RD 59 sur la Commune d'Aix-en Provence.

Cet aménagement cyclable départemental, dit « Voie Verte », doit venir prendre la place d'un cheminement piéton existant, réalisé dans le cadre de la ZAC de l'Enfant et établi sur les parcelles HP 766, HP 825 et HL 105, aujourd'hui propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour réaliser cet aménagement, le Département des Bouches-du-Rhône sollicite une cession gratuite d'une emprise d'environ 3 mètres de large, sur toute la longueur des parcelles HP 766, HP 825 et HL 105, représentant une superficie approximative avant bornage de 2 071 m<sup>2</sup> à détacher d'une superficie totale de 16 752m<sup>2</sup>.

Commune	Références cadastrales		Superficie totale en m <sup>2</sup>	Emprise en m <sup>2</sup>
AIX-EN PROVENCE	SECTION	N° DE PARCELLE		
	HP	766	5 442	856
	HL	105	8 680	788
	HP	825	2 630	427

Cette cession gratuite est motivée par l'affectation expresse des propriétés concernées à une mission de service public du Département des Bouches-du-Rhône.

Toute cession d'immeubles ou de droit réels immobiliers donne lieu à délibération motivée portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles, au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État.

En l'espèce, l'avis de la Direction Régionale des Finances Publiques n°2021-13001-10990 en date du 30 mars 2021 estime la valeur vénale des biens à 1035 €, soit 0,49 €/m<sup>2</sup>.

Néanmoins, il est proposé de consentir cette cession à titre gracieux, en raison de l'affectation expresse des propriétés concernées à une mission de service public.

Par ailleurs, il est convenu entre les parties, que la cession interviendra après la réalisation des travaux, afin de permettre la cession de l'exacte emprise affectée à la voie verte. Ainsi une autorisation de prise de possession anticipée doit également être consentie au profit du Département des Bouches-du-Rhône afin de lui permettre de commencer à jouir du bien avant le transfert de propriété.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil communautaire de la CPA n°2001-A046 du 20 juillet 2001 déclarant d'intérêt communautaire l'aménagement du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence et n°2006-A167 du 22 juin 2006 décidant le lancement de la procédure de ZAC ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2009-A221 du 11 décembre 2009 créant la ZAC de Lenfant ;
- La délibération n°2010\_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 concédant la réalisation de la ZAC du Quartier de Lenfant à la SPLA ;
- La délibération n°2010-A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'État n°2021-13001-10990 en date du 30 mars 2021 estimant les biens à 1035 € ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi, et agriculture du 22 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,  
Considérant**

- La politique de développement de l'offre de pistes cyclables portée par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.
- Le projet de piste cyclable sur la RD59 et longeant la ZAC de Lenfant.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession à titre gracieux au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône d'une emprise, d'une superficie estimée avant bornage à 2071 m<sup>2</sup> à détacher des parcelles cadastrées HP 766, HP 825 et HL 105, propriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sises quartier de Lenfant Ouest sur la Commune d'Aix-en-Provence, conformément au plan d'impact parcellaire ci-joint.

**Article 2 :**

Est approuvée la signature d'une autorisation de prise de possession anticipée de l'emprise définie à l'article 1, dans l'attente de la régularisation de la cession par acte authentique après la réalisation des travaux, telle que cette autorisation apparaît ci-jointe.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette cession et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Sont pris en charge les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique et les frais de division par le Département des Bouches-du-Rhône.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 313**

**Exonération de deux mois de loyer pour le restaurant "Le Bouche à Oreille" sur la Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) du Carreau de la Mine à Meyreuil est une opération d'aménagement aujourd'hui achevée. La totalité des terrains est commercialisée et les dernières entreprises devraient finaliser leur implantation début 2022.

L'intégration de la zone dans son environnement et la valorisation de sa façade Nord le long de la RD 6 étaient des objectifs essentiels de cette opération d'aménagement. Aussi, la Métropole a

acquis par voie de préemption 3631m<sup>2</sup> de terrains situés dans le périmètre de ZAC qui marquent l'entrée de la Zone d'activités.

Ces terrains sont composés d'une part, d'une ancienne bâtisse et ses annexes qui seront démolies afin de viabiliser notamment un lot pour accueillir une nouvelle entreprise qui viendra valoriser l'entrée du site, et d'autre part d'un restaurant, dénommé « Le Bouche à Oreille » historiquement implanté sur le secteur.

Celui-ci a poursuivi son exploitation et la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette acquisition en est donc devenue propriétaire bailleur. Elle perçoit ainsi les loyers, d'un montant mensuel de 1 100 euros, au titre du bail commercial qui la lie à l'exploitant du restaurant.

La rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans notre pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit à ordonner une série de mesures extrêmement fermes et étendues. Si ces mesures étaient indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, certaines d'entre elles se sont traduites par un arrêt quasi-total des activités économiques, impactant fortement les entreprises et associations.

L'exploitation du restaurant « Le Bouche à Oreille » a été durement impactée par :

- L'interdiction complète d'accueil du public entre le 15 mars et le 2 juin 2020 puis entre le 30 octobre 2020 et le 18 mai 2021 ;
- L'interdiction d'accueil du public en salle du 18 mai 2021 au 9 juin 2021.

Compte tenu des difficultés rencontrées par cet établissement dans ce cadre particulier, le gérant a soumis au Territoire du Pays d'Aix une demande d'exonération portant sur deux mois de loyer afin d'assurer la pérennité de son activité qui est par ailleurs essentielle pour les employés de la Zone d'activités et des alentours. Il faut rappeler que le Ministre de l'Économie a appelé dès le 15 avril 2020 les propriétaires à annuler, et non simplement suspendre, les loyers pour les très petites et petites entreprises qui ont été obligées de fermer pendant le confinement.

Recevant cet appel et dans une démarche de protection du tissu économique de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a exonéré de deux mois de loyers les entreprises accueillies en pépinières et couveuses d'entreprises. Hors de ce cadre, la Métropole a également approuvé, par délibération n°URBA 001-8351/20/CM du 31 juillet 2020, l'exonération de deux mois de loyers d'entreprises occupantes de locaux de la Métropole ayant été conduites à interrompre leur activité pendant le confinement.

Dès lors, après analyse des conséquences sévères des restrictions d'activités imposées durant la crise sanitaire sur l'activité du restaurant « Le Bouche à Oreille », et en application des dispositions de

l'article 1722 du Code civil, dans la mesure où cette situation peut s'assimiler à la perte juridique de la chose louée, il est proposé d'approuver une exonération de loyer de deux mois au bénéfice de l'exploitant titulaire du bail, équivalent à un effort financier de 2 200 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L300-4 et suivants ;
- Le Code civil et notamment son article 1722 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2006\_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n° 2007\_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- La demande d'exonération de deux mois de loyer formée par le gérant du restaurant « Le Bouche à Oreille », sis ZAC du Carreau de la Mise à Meyreuil.
- L'impact très important des restrictions d'accueil du public liées à la crise sanitaire COVID-19 sur l'activité de l'établissement.

- La demande opérée par le Ministre de l'Economie et des Finances auprès des bailleurs professionnels et commerciaux en vue d'une exonération de loyers des preneurs dont l'activité a été fortement impactée par la crise sanitaire.
- Que la fermeture administrative a entraîné la perte juridique de jouissance de la chose louée, justifiant une exonération temporaire du loyer.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le principe d'une exonération de loyer couvrant les mois de mai et juin 2021 du restaurant « Le Bouche à Oreille » situé sur la ZAC du Carreau de la Mine, soit un montant total de 2 200€.

### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 314**

**Autorisation de lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique au bénéfice de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur en vue de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté du Val de Durance 2 à Peyrolles-en-Provence**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Val de Durance est un territoire à enjeux en raison de sa situation charnière entre l'aire métropolitaine

d'Aix-Marseille et les Alpes, de la présence du CEA Cadarache, de l'installation du projet ITER et de la Cité des Énergies. Parallèlement à ces grands projets, des besoins intrinsèques existent en Pays d'Aix et notamment dans le Val de Durance : il s'agit principalement de petites et moyennes entreprises de production et de service ainsi que des activités artisanales qui sont déjà implantées sur le secteur et qui cherchent à s'agrandir.

La zone d'activités économiques du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence d'une superficie d'environ 11,2 hectares, déclarée d'intérêt communautaire par délibération du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) du 22 octobre 2004, est entièrement commercialisée. Ainsi, face à la nécessité de poursuivre le développement économique local et conformément aux documents d'orientation et d'urbanisme, l'extension de la zone d'activités de Peyrolles-en-Provence sur un périmètre d'environ 8,5 hectares a été déclarée d'intérêt communautaire par délibération du Conseil communautaire de la CPA du 21 décembre 2015.

Sur le plan opérationnel, suite à une procédure de concertation publique dont le bilan a été tiré par délibération du Conseil de la Métropole 19 décembre 2019, une zone d'aménagement concerté a été créée le même jour.

Sur le plan foncier, la structure foncière du secteur d'extension apparaît contrainte par un parcellaire très morcelé et une typologie en lanières. Face à ce constat et dans un contexte de pénurie foncière pour des terrains d'activités, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Peyrolles-en-Provence ont confié à l'établissement public foncier PACA (EPF PACA) une mission de maîtrise foncière au travers de la mise en place d'une convention d'intervention foncière tripartite sur un périmètre d'environ 20 hectares.

Dans le même temps, une zone d'aménagement différé a été instituée par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019 sur le secteur dans la perspective d'acquérir le foncier à un coût maîtrisé, compatible avec les équilibres financiers du projet et avec les capacités financières des entreprises.

Toutefois, compte-tenu de la dureté foncière du secteur et afin d'assurer une maîtrise foncière certaine des tènements nécessaires à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement, une procédure de déclaration d'utilité publique s'avère nécessaire, dont il est envisagé que le bénéficiaire soit l'Etablissement Public Foncier PACA.

Le périmètre retenu pour la mise en œuvre de la procédure de déclaration d'utilité publique représente une superficie d'environ 8,10 hectares.

Selon les premières estimations issues des éléments préparatoires du dossier de déclaration d'utilité publique, le montant global nécessaire pour acquérir le foncier par voie d'expropriation s'élève à 1 627 000,00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.321-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A332 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- La délibération n°URB 027-4645/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant le lancement de la procédure de zone d'aménagement concerté dans le cadre du projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- La délibération n°URB 008-6113/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la convention d'intervention foncière avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Peyrolles-en-Provence - Secteur de la zone d'activités du Val de Durance ;
- La délibération n°URB 007-6429/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 créant une zone d'aménagement différé sur la Commune de Peyrolles-en-Provence – Secteur extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- La délibération n°URB 037-7929/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le bilan de la concertation préalable du projet d'extension de la Zone d'Activités Economiques du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération n°URB 038-7930/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le dossier de création de la Zone d'Activités Economiques du Val de Durance 2 à Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le périmètre de DUP ci-annexé ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- La compatibilité du projet avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Aix qui identifie l'extension de la zone d'activités de Peyrolles-en-Provence parmi les espaces d'activités à développer afin de conserver le dynamisme économique du Pays d'Aix et de participer au développement de la filière énergie.
- La nécessité de permettre la commercialisation d'une offre foncière destinée aux entreprises de l'économie productive.
- La volonté de l'ensemble des partenaires de mener une politique de maîtrise foncière des tènements nécessaires à la mise en œuvre de l'opération.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) pour la réalisation de la ZAC Val de Durance 2 à Peyrolles-en-Provence au bénéfice de l'Établissement Public Foncier PACA.

**Article 2 :**

L'EPF PACA est autorisé à solliciter du Préfet du Département des Bouches-du-Rhône l'ouverture d'une enquête publique conjointe, préalable à la déclaration d'utilité publique et à l'arrêté de cessibilité, sur le périmètre de 8,10 hectares ci-annexé pour le projet de création de la ZAC Val de Durance 2 à Peyrolles-en-Provence.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document se rapportant à la mise en œuvre de la procédure dans son ensemble.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 315**

**Agréments d'acquéreurs dans le cadre de la commercialisation de la Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC des Vergeras située sur la Commune de Saint-Estève-Janson et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour donner son agrément quant à la cession de cinq lots à cinq entreprises.

La ZAC des Vergeras d'une superficie totale de 6 ha est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2013 pour son aménagement. Les travaux d'aménagement et de viabilisation du site sont terminés depuis le mois de septembre 2018. La commercialisation des 19 lots disponibles à la vente est d'ores et déjà engagée. A ce jour, une dizaine d'acquéreurs ont été agréés par le Conseil de Territoire.

La SPLA est chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 24 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Le Comité de pilotage de la ZAC s'est réuni le 2 avril 2021 pour analyser des demandes d'entreprises et donner un avis sur ces projets d'implantation. Ce comité a donné un avis favorable concernant les cinq demandes suivantes :

- La société LES COUVREURS DE PROXIMITE est une entreprise de travaux de couverture et de travaux de grande hauteur. Elle compte aujourd'hui 9 emplois et projette une création de 2 emplois à terme. La société a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 16 de 2 778 m<sup>2</sup> au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>;
- La société PHENICIA INTERNATIONAL est une entreprise de conditionnement de produits alimentaires bio et de vente en ligne de produits en vrac. Elle compte aujourd'hui 3 emplois et prévoit d'en créer 4 nouveaux. La société a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 8 de 2 805 m<sup>2</sup> au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>;

- La société LES GRANULES DE BOIS est une entreprise de vente et installation d'appareils de chauffage à bois et à granulés. Elle compte un emploi et en développera un à court terme. Elle a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 15 de 1 545 m<sup>2</sup> au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>;
- La société KALIA est une entreprise de menuiseries extérieures en aluminium et pvc qui souhaite implanter son siège social sur la ZAC, elle compte 27 emplois et prévoit la création de 10 nouveaux emplois. La société a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 2 de 2 234 m<sup>2</sup> au prix de 50 € HT/m<sup>2</sup>;
- La société ATELIER RENAISSANCE est une entreprise de restauration de monuments historiques ; elle a déjà reçu un agrément le 21 juin 2018 puis a abandonné son projet d'acquisition. Cette entreprise compte 6 emplois et table sur une création de 6 emplois supplémentaires. Elle a confirmé sa volonté d'acquérir le lot 7 de 2 103 m<sup>2</sup> au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>;

Les prix de cession des lots sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC. Tous les lots sont commercialisés au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>, à l'exception des lots 1 et 2 du fait de leur position en façade de l'opération vendus au prix de 50 € HT/m<sup>2</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment son article L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2000-A164 du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2005-A073 du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;

- La délibération du Bureau communautaire de la CPA n°2013-B406 du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2015-A210 du 8 octobre 2015 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires notifié le 20 novembre 2013 et notamment son article 24 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Comité de pilotage du 2 avril 2021 a donné un avis favorable à ces cinq projets conformément aux critères de sélection de la ZAC des Vergeras.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est agréée la société LES COUVREURS DE PROXIMITE, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit-bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 16 au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>, sur la ZAC des Vergeras.

**Article 2 :**

Est agréée la société PHENICIA INTERNATIONAL, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit-bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 8 au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>, sur la ZAC des Vergeras.

**Article 3 :**

Est agréée la société LES GRANULES DE BOIS, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit-bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 15 au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>, sur la ZAC des Vergeras.

**Article 4 :**

Est agréée la société KALIA, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit-bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 2 au prix de 50 € HT/m<sup>2</sup>, sur la ZAC des Vergeras.

**Article 5 :**

Est agréée la société ATELIER RENAISSANCE, toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit-bailleur désigné par celle-ci, en qualité d'acquéreur du lot 7 au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>, sur la ZAC des Vergeras.

**Article 6 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 316**

**Réhabilitation du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence - Validation du programme de travaux pour l'entrée Est du Pôle et du secteur de l'Aréna - Approbation d'une convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation de l'opération**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence est l'un des secteurs d'activités les plus attractifs de la région avec ses 426 hectares et plus de 26 000 emplois. Il est situé sur le secteur des Milles sur la Commune d'Aix-en-Provence, entre la RD9 et l'A51 qui représentent ses deux accès principaux.

Les conditions d'accès à ce Pôle ne sont pas toujours aisées et les difficultés qui peuvent être rencontrées ne font que s'accroître avec le développement et la densification du secteur.

L'entrée Est qui relie l'A51 au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, fait l'objet depuis plusieurs années de beaucoup d'attention et d'investissement de la part de l'ensemble des gestionnaires concernés que sont la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville d'Aix-en-Provence, le Conseil Départemental ainsi que l'État.

Dans ce même périmètre a été implanté en 2017 l'Aréna du Pays d'Aix, qui aujourd'hui augmente l'attractivité du secteur et génère de nouveaux besoins.

Face aux difficultés rencontrées, des études d'avant-projet menées en 2020 et 2021 ont permis de définir un programme d'aménagement.

Il est prévu la mise à 4 voies de la RD 59 sur 650 m entre le giratoire des 3 Pigeons et le carrefour giratoire avec le chemin Barthélémy Véra afin de fluidifier la circulation en sortie du Pôle d'activités aux heures de pointe du soir et éviter la rétention en amont du carrefour Véra (la mise à 2 voies dans ce sens démarrera 60 m en amont du giratoire Véra). Cela permet également de répondre à la demande de la DIRMED d'avoir 2 voies en sortie du futur carrefour à feux des 3 pigeons et d'améliorer l'accès des Transports en Commun au Pôle d'Echanges de l'Aréna les jours de manifestation.

Une voie verte côté Aréna accueillera l'ensemble des modes de déplacement actifs. La reprise de l'éclairage public et l'assainissement pluvial du secteur seront également pris en compte dans le cadre de cette opération.

Le programme de travaux est le suivant :

- Doublement de la voie dans le sens sortant du Pôle d'activités, entre le rond-point Véra et le rond-point des 3 pigeons ;
- Création d'une voie supplémentaire dédiée aux transports en commun entre le rond-point des 3 Pigeons et l'entrée du Pôle d'Echanges de l'Aréna ;
- Création d'une bretelle de sortie pour l'insertion des bus en sortie du Pôle d'Echanges ;
- Création d'un arrêt de bus sur voirie dans le sens sortant du Pôle d'Activités ;
- Création d'une voie verte côté Aréna entre le carrefour des 3 pigeons et le giratoire Véra ;
- Création d'un trottoir au sud à proximité du giratoire Véra avec l'aménagement de l'intersection entre la RD59 et le chemin des quatre noix ;
- Reprise de la géométrie du giratoire Véra afin de permettre la circulation à deux véhicules de front dans l'anneau du giratoire, avec la mise à deux voies de la RD59, 60 mètres en amont du giratoire Véra dans le sens "sortie du pôle d'activités" ;
- Traitement urbain du profil de voirie ;
- Assainissement pluvial du tronçon ;
- Renforcement de l'éclairage public du tronçon.

L'ensemble de ces travaux devra être réalisé en coordination avec le projet de la DREAL de création d'une place à feux en remplacement du rond-point des 3 Pigeons.

Le montant des études et des travaux relatifs à cette opération s'élève à 2 500 000 € HT, soit 3 000 000 € TTC

#### Convention :

La SPLA Pays d'Aix Territoires connaît bien les problématiques de la zone pour avoir récemment réalisé l'Aréna ainsi que l'aménagement de la ZAC de Lenfant. Elle travaille également sur un schéma d'accessibilité au Pôle d'activités dans ce périmètre. Il est donc aujourd'hui proposé de valider une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la SPLA pour la réalisation de ce projet de requalification de voirie.

Pour l'exercice de la mission, la rémunération ferme et forfaitaire de la SPLA, s'élève 120 000 € H.T. soit 144 000 € TTC. Cette somme correspond à un pourcentage d'environ 5 % appliqué au montant estimé de l'opération, non compris le montant de la rémunération du Mandataire. Ce montant est compris dans le coût des études.

Le montant total de la convention s'élève à 2 500 000 € HT, soit 3 000 000 € TTC y compris les honoraires de la SPLA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ECOR 001-10122/21/CM du Conseil de la Métropole du 04 juin 2021, validant la révision du montant de l'AP d'investissement « Toutes Zones Etudes et Travaux » à 10 000 000 € ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Qu'il convient d'aménager l'entrée Est du pôle d'activité, RD59 dans le secteur de l'Aréna sur la Commune d'Aix-en-Provence.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le programme de la requalification de la RD 59 entre le giratoire des 3 pigeons et le giratoire Véra pour un montant global d'opération d'études et de travaux de 2 500 000 € HT, soit 3 000 000 € TTC.

### Article 2 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à conclure avec la SPLA Pays d'Aix Territoires jointe en annexe, pour un montant de 3 000 000 € TTC y compris la rémunération de la SPLA s'élevant à 120 000 € HT, soit 144 000 € TTC.

### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162331, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme DI331AP « Toutes Zones Etudes et Travaux ».

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2021 CT2 317

**Réhabilitation du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence - Réalisation d'une voie réservée aux transports en commun sur la RD59 - Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches du Rhône**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence est l'un des secteurs d'activités les plus attractifs de la région avec ses 426 hectares et plus de 26 000 emplois. Il est situé sur le secteur des Milles sur la Commune d'Aix-en-Provence, entre la RD9 et l'A51 qui représentent ses deux accès principaux.

Les conditions d'accès à ce Pôle ne sont pas toujours aisées et les difficultés qui peuvent être rencontrées ne font que s'accroître avec le développement et la densification du secteur.

L'entrée Est qui relie l'A51 au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, fait l'objet depuis plusieurs années de beaucoup d'attention et d'investissement de la part de l'ensemble des gestionnaires concernés que sont la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville d'Aix-en-Provence, le Conseil Départemental ainsi que l'État.

Dans ce même périmètre a été implanté en 2017 l'Aréna du Pays d'Aix, qui aujourd'hui augmente l'attractivité du secteur et génère de nouveaux besoins de desserte.

Par délibération du Conseil de Territoire du 21 mars 2019, la Métropole approuvait le projet d'aménagement d'une voie réservée aux transports en commun sur le tronçon de RD 59, compris entre le giratoire Véra et le giratoire de Saboulin (850 ml), en sortie du pôle d'activité d'Aix afin d'améliorer les conditions de circulation des transports en commun et fluidifier la circulation.

Depuis, les études d'avant-projet et de projet ont été réalisées et la consultation des travaux devrait se faire au troisième trimestre 2021.

Ce projet, relevant des compétences de la Métropole en matière d'infrastructures de mobilité et gestion des zones d'activités, se développe sur la voirie départementale, dont la gestion relève du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et sa réalisation nécessite à ce titre la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin d'autoriser la Métropole à intervenir sur le domaine public routier départemental, d'encadrer les échanges financiers entre les deux parties et de définir les modalités d'entretien et d'exploitation des équipements créés hors agglomération.

A cette fin, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence projettent de confier à la Métropole la maîtrise d'ouvrage unique des travaux consistant en :

- la mise en œuvre d'un profil en travers avec 3 voies : 1 voie en entrée et deux voies en sortie du pôle d'activités (dont une réservée aux transports en commun à l'exception des 60 derniers mètres avant le giratoire dit Barthélémy Véra),
- la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales afin de compenser la surface imperméabilisée générée par ce projet,
- la signalisation horizontale et verticale de police et directionnelle,
- la plantation de nouveaux arbres sur le linéaire de l'aménagement, depuis le carrefour giratoire dit De Saboulin jusqu'au carrefour giratoire dit Barthélémy Véra, en remplacement de ceux abattus.

Par souci de coordination, les travaux de resurfacement de la portion de voirie réaménagée seront effectués par la Conseil Départemental, au titre d'une opération de rénovation de la bande de roulement mise en œuvre sur une emprise plus vaste de la RD59, en contrepartie d'une contribution forfaitaire maximale de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix de 20 000 euros HT.

Aucune acquisition foncière n'est à ce stade prévue pour les besoins de la réalisation de ces travaux.

Le coût estimatif de l'ensemble de ces travaux, tel qu'approuvé par délibération 2019\_CT2\_103 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 21 mars 2019, est de 1 350 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L 2422-1 et L 2422-2 du Code de la commande publique ;
- La délibération n°2019\_CT2\_103 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019, approuvant le programme d'aménagement de l'entrée Est du Pôle d'activités sur la RD59 ;
- La délibération n°ECO-007-6399/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 réévaluant le montant de l'autorisation de programme « Pôle d'activités d'Aix-en-Provence Entrée Est – RD59 » à 2 000 000 € ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre

2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la réalisation d'une voie réservée aux transports en commun sur la portion de RD 59 desservant le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence nécessite la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône pour l'aménagement de l'entrée Est du Pôle d'activités, RD59.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la participation financière de la Métropole aux travaux de réfection de la couche de roulement de la voie bus pour un montant de 20 000 € HT.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer ladite convention ainsi que toutes les pièces afférentes au dossier.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 305, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme DI305AP11 « Pôle d'activité d'Aix-en-Provence Entrée Est – RD59 ».

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021\_CT2\_318**

**Réhabilitation de la Zone d'activités La Palun à Gardanne - Approbation du programme de travaux pour la deuxième phase**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite réaliser la deuxième phase de travaux de réhabilitation de la rue Emmanuel Vitria située dans la Zone d'activités (ci-après ZA) La Palun sur la Commune de Gardanne.

Une première phase de travaux de réhabilitation, via une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la Commune de Gardanne, avait été décidée en juillet 2020 afin de traiter en urgence une courte section de la rue Emmanuel Vitria présentant des risques pour la sécurité des usagers et nécessitant l'abattage d'arbres morts. Parallèlement à l'approbation de cette première phase, il a également été décidé de réaliser une étude de faisabilité pour la réalisation d'une deuxième phase de travaux de réhabilitation correspondant au traitement global de la ZA la Palun.

Constituée de 3 tronçons de longueur respective de 100m, 400m et 350m et d'une place située à leur intersection, la rue Emmanuel Vitria dessert des activités industrielles et commerciales et le club de tennis communal.

L'état dégradé de la voirie et des cheminements piétons, l'absence d'itinéraire cycle, la possibilité de stationner sur trottoir et de circuler à vitesse élevée rendent nécessaire le réaménagement de cette rue (voir plan annexé).

Suite à la réalisation d'une étude de faisabilité globale en vue de déterminer les solutions d'aménagements garantissant la sécurité de l'ensemble des usagers de la voirie, le programme de travaux proposé est le suivant :

**Programme des travaux :**

- Voirie – tronçon 1 :
  - Maintien de la circulation à double sens,
  - Réduction de la largeur de la chaussée afin de limiter la vitesse,
  - Aménagement d'un trottoir piéton,

- Aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle.

- Voirie – tronçons 2 et 3 :

- Calibrage de la chaussée en axe unidirectionnelle,
- Aménagement de trottoirs de part et d'autre de la chaussée,
- Aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle,
- Création de places de stationnement longitudinales implantées en alternance avec des espaces végétalisés.

- Réseaux :

- Réfection totale de l'éclairage public,
- Suppression des caniveaux existants, mise en place d'avaloirs sur chaussée, raccordement des avaloirs et des exutoires privés au réseau principal.

- Espaces verts :

- Création d'espaces végétalisés et plantations d'arbres sur les tronçons 2 et 3 et le carrefour.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 1 428 000 € HT soit 1 713 600 € TTC.

Le coût global de l'opération, y compris études et travaux, s'élève à 1 600 000 € HT soit 1 920 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECOR 016-8136/20/BM du Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la Commune de Gardanne pour la première phase de réhabilitation de la Zone Industrielle la Palun ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021\_CT2\_227 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021 validant le montant de l'autorisation de programme de l'opération d'investissement n°2021\_2\_004\_00 « Réhabilitation des zones d'activités » à 11 M€ ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de procéder à la réhabilitation de la Zone d'Activités La Palun – Phase II à Gardanne.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme de réhabilitation de la Zone d'Activités. La Palun – Phase II sur la Commune de Gardanne pour un coût global d'opération de 1 600 000 € HT soit 1 920 000 € TTC.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 2021200400, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme 212141BP04.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 319**

**Réhabilitation de la Zone commerciale de Plan de Campagne - Approbation du programme de travaux pour l'augmentation de la capacité circulaire du chemin de la Grande Campagne**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite réaliser des travaux de réhabilitation dans la Zone commerciale de Plan de Campagne sur la Commune de Cabriès, et plus précisément sur le chemin de la Grande Campagne.

Des études de trafic réalisées en 2020 ont mis en évidence la nécessité de modifier plusieurs intersections sur le tracé du chemin de la Grande Campagne afin d'améliorer les conditions de trafic de la zone et de limiter les retenues de véhicules sur ce secteur.

Suite à l'étude de faisabilité réalisée en 2020 et 2021 ayant pour objectif de déterminer les solutions d'aménagements garantissant une amélioration de l'accessibilité et des conditions de circulation dans la Zone commerciale de Plan de Campagne, le programme de travaux proposé est le suivant :

**Programme des travaux :**

L'aménagement est découpé en 3 secteurs (voir plan annexé)

Secteur 1 : Tourne-à-gauche Pierrel / Giratoire Manoukian – 260 000 € TTC de travaux

- Voirie :

- Création d'une voie de tourne à gauche d'une longueur 30 mètres sur le chemin de la Grande Campagne vers la rue Pierre Pierrel permettant le stockage des véhicules effectuant ce mouvement et fluidifiant la circulation sur le chemin de la Grande Campagne en limitant la remontée de file vers la RD6 côté Sud.
- Modification de la géométrie du raccordement de la rue Pierre Pierrel sur le chemin de la Grande Campagne permettant de maintenir les possibilités de giration des poids lourds circulant sur cette voie.
- Mise à deux voies du chemin de la Grande Campagne en entrée Sud du giratoire Manoukian permettant de fluidifier la circulation en entrée du giratoire et de réduire la remontée de file vers le Sud sur le chemin de la grande Campagne.

- Réseaux

- Adaptation du réseau d'éclairage impacté par les aménagements.
- Création de nouveaux avaloirs et leur raccordement sur le réseau d'assainissement pluvial existant.

Secteur 2 : doublement de la voie d'entrée sur le giratoire RD6 en provenance de Bouc Bel Air, 85 000 € TTC de travaux

- Voirie :
  - Mise à deux voies de la RD6 en entrée Est du giratoire entre la RD6 et la RD543 du chemin de la Grande Campagne, permettant de fluidifier la circulation en entrée du giratoire et de limiter la remontée de file vers l'Est sur la RD6.
  - Aménagement des cheminements piétons conformes aux normes d'accessibilité PMR aux abords de tous les aménagements.

Secteur 3 : doublement des voies d'entrées sur le giratoire intermédiaire du chemin de Grande Campagne - 260 000 € TTC de travaux.

- Voirie :
  - Mise à deux voies du chemin de la Grande Campagne en entrée Ouest du giratoire avec décalage vers le Nord de la voie de sortie et du trottoir Nord permettant de fluidifier la circulation en entrée Ouest du giratoire.
  - Mise à deux voies du chemin de la Grande Campagne en entrée Est du giratoire permettant de fluidifier la circulation en entrée Est du giratoire et de limiter la remontée de file vers l'Est sur le chemin de la Grande Campagne.
- Réseaux
  - Réfection complète de l'éclairage public impacté par les aménagements.
  - Création de nouveaux avaloirs et leur raccordement sur le réseau d'assainissement pluvial existant.
- Foncier
  - Acquisition des emprises foncières au Nord de l'Entrée ouest du giratoire (parcelles BX0033 et BX0035) Ces acquisitions doivent permettre la mise à deux voies du chemin de la Grande Campagne en entrée Est du giratoire. L'estimation des acquisitions foncières s'élève à 21 000 € TTC.

Le coût prévisionnel de l'opération, y compris études et travaux, s'élève à 660 000 € HT soit 792 000 € TTC.

#### **Phasage des travaux :**

Un phasage des travaux par secteur est envisagé afin de pouvoir lancer distinctement les travaux de réhabilitation sur ces différentes zones dès que les acquisitions foncières éventuelles et autorisations administratives auront été obtenues.

Les phases 1, 2 et 3 concernent respectivement les secteurs 1,2 et 3 du programme décrit ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021\_CT2\_227 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021 portant approbation de la révision de l'opération d'investissement n°2021 2 004 00 « Réhabilitation des Zones d'activités » à 11 M€ et de son affectation ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

##### **Où il rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaménager ponctuellement le chemin de la Grande Campagne dans la Zone commerciale de Plan de Campagne sur la Commune de Cabriès.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le programme d'augmentation des capacités circulatoires du chemin de la Grande Campagne dans la Zone commerciale de Plan de Campagne sur la Commune de Cabriès pour un coût global de 660 000 € HT soit 792 000 € TTC, études et travaux.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ce dossier.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme n°2021 2 004 00.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2021 CT2 320**

**Réhabilitation de la Zone d'activités Terre du Fort à Pertuis - Approbation de la révision du programme de travaux et de l'avenant n°2 à la convention avec la Commune de Pertuis**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA), aujourd'hui la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'est engagée dans la réhabilitation de la Zone d'activités Terre du Fort sur la Commune de Pertuis.

Par délibération n°2015-A335 du 17 décembre 2015, le Conseil communautaire de la CPA a validé le programme de travaux initial relatif à la requalification complète des rues Philippe de Girard, Jean-Marie Jacquard, Louis Lumière, Denis Papin et Roberval.

A l'issue du schéma directeur des eaux pluviales diligenté par la Commune de Pertuis, celle-ci a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de modifier le programme de travaux initial en intégrant les préconisations du schéma directeur. Par ailleurs, la Commune souhaitait exécuter les travaux via une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage.

Par délibération n°2017-CT2-031 du 2 février 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a validé le programme de travaux modificatif et a approuvé la signature de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Commune de Pertuis, et ce pour un coût global d'opération de 4 500 000 € TTC.

Aujourd'hui, la réhabilitation de la Zone d'activités Terre du Fort est réalisée en grande partie, mais la Commune de Pertuis sollicite le Territoire pour une modification de programme et une augmentation de l'enveloppe de l'opération afin de pouvoir terminer la réhabilitation.

### **Révision du programme de travaux :**

La Commune de Pertuis a fait part au Territoire des modifications intervenues et il est aujourd'hui proposé d'intégrer au programme les évolutions suivantes :

- Doublement des réseaux pluviaux afin de conserver certains canaux de l'ASA qui devaient initialement être abandonnés et qu'il s'avère nécessaire de maintenir pour assurer la continuité des eaux d'irrigation (coût de 100 000 € TTC).
- Création d'un pluvial en traversée de la rue d'Aix pour prolonger le réseau pluvial de la rue Bajac et le raccorder sur la rue du Gourre d'Aure. En effet le raccordement était initialement prévu sur une traversée existante mais il s'avère que les fils d'eaux ne permettent pas de faire ce raccordement. Par ailleurs à la suite de la réalisation de la traversée du giratoire, il est apparu nécessaire de reprendre le revêtement de celui-ci (coût de 80 000 € TTC).
- L'opportunité de faire des acquisitions foncières à l'angle de la rue Lumière va permettre de réaliser un itinéraire cyclable complet, alors que jusqu'à présent l'emprise disponible était insuffisante (surcoût de 130 000€TTC).
- La modification du carrefour Girard/Jacquard était prévue initialement en carrefour en T. Cependant, au vu des vitesses constatées sur le secteur il est proposé de transformer ce carrefour en mini giratoire (surcoût de 40 000 €TTC).

A ces éléments s'ajoute la révision des prix qui est à ce jour estimée à 50 000 €.

Toutes ces modifications représentent un surcoût global de 400 000 € TTC.

Il est donc proposé d'augmenter l'enveloppe financière du programme de 400 000 € et de la porter à 4 900 000 € TTC.

### **Avenant 2 :**

Pour prendre en compte ces modifications du programme et de l'enveloppe financière, il est nécessaire de contractualiser un avenant n°2 à la convention initiale de TTMO avec la Commune de Pertuis.

Il est proposé d'approuver le projet d'avenant n°2 annexé au présent rapport.

### Financement :

Pour cette opération, une autorisation de programme de 5 M€ avait été validée par le Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

Cette autorisation de programme permet d'inclure l'augmentation du montant de la convention de TTMO sollicitée par la Commune de Pertuis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-A335 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le programme de travaux ;
- La délibération n°FAG 057-1337/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 validant l'autorisation de programme Pertuis ZA Terre du Fort à 5M€ ;
- La délibération n°2017\_CT2\_031 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 2 février 2017 validant la modification du programme de travaux, ainsi que la signature d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la Commune de Pertuis ;
- La délibération n°2019\_CT2\_183 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019 approuvant la modification n°2 du programme de travaux ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de clôturer la réhabilitation de la Zone d'activités Terre du Fort.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la révision du programme de travaux relatif à la requalification de la Zone d'activités Terre du Fort sur la Commune de Pertuis pour un coût global d'opération de 4 900 000 € TTC.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la Commune de Pertuis ci-annexé modifiant le programme de travaux.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°2 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la Commune de Pertuis, ainsi que les différentes pièces afférentes à ce dossier.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162317, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme DI317AP4.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# Développement économique et emploi – Emploi et formation

## 2021 CT2 321

### **Cotisation au Comité de Bassin d'Emploi Sud Luberon**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Créé en 1982, le Comité de Bassin d'Emploi (ci-après CBE) Sud Luberon est une structure associative loi 1901, reconnue par agrément préfectoral. Son conseil d'administration est constitué de 5 collèges rassemblant les acteurs locaux du développement et de l'emploi (élus, entreprises, syndicats, associations, membres associés).

La création et l'animation d'un CBE répondent à la volonté commune d'acteurs socio-économiques locaux. Cette expression de la démocratie locale garantit l'efficacité et la pertinence des actions menées territorialement.

En 2017, le CBE a obtenu un nouvel agrément préfectoral lui permettant d'étendre son action aux Communes du Val de Durance (Jouques, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Meyrargues, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Saint-Estève-Janson, Saint-Paul-Lez-Durance et Venelles). Cette extension géographique porte désormais le périmètre d'intervention à 22 communes pour 91.855 habitants.

Le CBE Sud Luberon a pour vocation de favoriser l'emploi (maintien et développement) en suscitant et en soutenant les initiatives locales privées ou publiques, individuelles ou collectives. Il s'efforce d'articuler les logiques liées aux activités économiques, à l'aménagement du territoire et au potentiel humain sur lesquels se fonde l'identité du Sud Luberon.

Le CBE intervient donc dans le champ de la création et de la reprise d'entreprises, de l'aide à la recherche de financement, mais aussi sur des projets de développement de l'économie circulaire dans le cadre des financements mobilisables au titre des fonds européens (transition écologique, développement du recyclage, limitation de l'impact environnemental).

En 2021, deux actions conduites par le CBE Sud Luberon seront financées au titre de l'Insertion et de l'Emploi :

- « Un pas vers l'emploi Senior » action intensive d'accompagnement de deux mois des demandeurs d'emploi Senior à Pertuis. Elle permet à travers un programme dynamique, une action de coaching vers l'emploi. La mise en œuvre d'actions collectives sur cette période et les échanges entre les participants permettent de produire des résultats significatifs en terme de retour à l'emploi.

- « Animation du dialogue social territorial et actions pour l'emploi », qui concerne tout le programme d'actions en faveur de l'emploi déployé en 2021 sur le territoire : forums emploi, rencontres et échanges portant sur les questions liées à la création et à la reprise d'entreprises, actions en faveur de l'emploi.

Compte tenu de l'intérêt du dispositif, il est proposé de renouveler la cotisation à cet organisme dans le cadre de l'adhésion 2021 pour un montant de 6.000 € afin d'assurer une offre de service de qualité en Pays d'Aix à travers la diversité des actions proposées par cette structure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt du renouvellement de l'adhésion au CBE Sud Luberon dont la cotisation 2021 s'élève à 6 000 €.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion au Comité de Bassin d'Emploi Sud Luberon, œuvrant dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le Territoire du Pays d'Aix et le paiement de la cotisation 2021 pour un montant total de 6.000 €.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix est autorisé à prendre toutes les dispositions

concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 011, Nature 6281, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2021 CT2 322**

**Protocole d'accueil, d'orientation et d'accompagnement Pôle d'Insertion Aix Gardanne / dispositif PLIE**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Département des Bouches-du-Rhône, en tant que chef de file en matière de politiques d'insertion a pour obligation de définir sa politique départementale d'accompagnement social et professionnel des bénéficiaires du RSA dans un document unique, le Programme Départemental d'Insertion. Les programmes départementaux d'insertion (ci-après PDI) successifs affirment le principe de mobilisation prioritaire des publics et de mutualisation des compétences de chacun des partenaires impliqués dans le dispositif d'insertion.

Le 24 juillet 2020, le Département a adopté le Programme Départemental d'Insertion 2020-2022.

Le Département a conclu avec ses partenaires un Pacte Territorial pour l'Insertion (ci-après PTI), déclinaison locale du PDI qui contribue à sa mise en œuvre et permet de prendre en considération des spécificités locales. Le PTI est un outil d'animation dont l'enjeu principal est d'optimiser la mise en œuvre coordonnée des missions de chacune des

parties signataires en faveur des parcours d'insertion des bénéficiaires du RSA.

Le cadre départemental se doit de répondre aux objectifs fixés par l'Etat au travers du Plan Pauvreté dont l'axe 3 concerne l'insertion des bénéficiaires du RSA. A ce titre de nouvelles modalités sont définies :

- Orientation systématique vers un dispositif de remobilisation de l'ensemble des allocataires entrant dans le dispositif RSA sous un mois.
- Démarrage d'un accompagnement socio professionnel sous 2 semaines après cette orientation.

Ces nouvelles modalités sont prises en compte et détaillées dans le cadre des protocoles Territoriaux.

Au regard de ce nouveau contexte réglementaire, le Département a apporté des modifications au Protocole d'accueil, d'orientation et d'accompagnement du Pôle d'insertion du territoire d'Aix-en-Provence - Gardanne qui a été voté en Commission permanente du Département le 12 février 2021.

Compte tenu que le PLIE du Pays d'Aix assure, pour le compte du Département, l'accompagnement des bénéficiaires du RSA dans le cadre de leur parcours d'insertion socio-professionnelle, le Département soumet pour signature au Territoire du Pays d'Aix le Protocole d'accueil, d'orientation et d'accompagnement afin que les règles énoncées soient bien prises en compte dans l'exécution de la mission d'accompagnement de ces publics. Pour rappel, le Département octroie une subvention de 470.000 € au Territoire du Pays d'Aix qui porte l'animation et la gestion du dispositif du PLIE.

En conséquence, il convient d'approuver les termes du nouveau Protocole d'accueil, d'orientation et d'accompagnement du Pôle d'insertion du Territoire d'Aix en Provence – Gardanne, document sans incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole

- au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture » du 22 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'engagement financier du Département dans le cadre de la gestion du dispositif PLIE.
- L'intérêt d'approuver les modalités de suivi des bénéficiaires du RSA dans une logique de dynamisation des parcours d'insertion.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Protocole d'accueil, d'orientation et d'accompagnement relatif aux modalités de suivi des publics bénéficiaires du RSA.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix est autorisé à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2021 CT2 323**

**Attribution d'une participation financière au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'engagement du Conseil de Territoire du Pays d'Aix dans la lutte contre les exclusions, à travers le PLIE, nécessite l'implication et la collaboration des acteurs locaux afin que les personnes ciblées par son action puissent en bénéficier.

Le travail de repérage des participants, effectué à l'occasion de l'accueil et/ou de l'orientation du public est essentiel. La qualité de la prescription est une condition à la réalisation des objectifs poursuivis dans le cadre du PLIE.

Cela nécessite de donner des moyens de fonctionnement appropriés aux structures volontaires qui sont en capacité d'assurer cette fonction. Les 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi du Territoire du Pays d'Aix représentent une opportunité pour agir au plus près des populations et remplir efficacement ce rôle de prescripteur du PLIE.

Ce partenariat se formalise au travers d'une participation financière octroyée aux Communes volontaires dont les Bureaux Municipaux de l'Emploi assurent la mission de prescripteurs et acceptent le principe :

- de mettre en œuvre sur leur territoire l'ensemble des moyens relatifs à l'accueil des participants du PLIE du Pays d'Aix, par la mise à disposition, notamment, des moyens matériels (locaux, accès Internet, ...) à l'attention des accompagnateurs à l'emploi du territoire,
- de favoriser une participation active des agents aux réunions territoriales du dispositif,
- de favoriser le travail en binôme avec les accompagnateurs à l'emploi de leur territoire pour diagnostiquer les difficultés des publics, l'opportunité d'une orientation,

- de mettre à la disposition des demandeurs d'emploi tous les outils favorisant le travail sur le projet professionnel, le transfert de compétences et les techniques de recherche d'emploi, notamment via des logiciels spécifiques « PASS'AVENIR » (logiciel de travail sur le projet professionnel) et « TRANSFERENCE » (logiciel sur l'analyse et le transfert de compétences) ;

- de mettre en place et/ou de participer à des actions en faveur des demandeurs d'emploi, pour favoriser et développer une offre de travail et assurer un rôle stratégique (accès au site de Pôle Emploi, organisation de forums et événements...).

Chaque BME peut prétendre à une aide forfaitaire de 2.000 € qui peut être revue à la hausse en fonction des actions conduites sur les territoires et au bénéfice des participants (organisation de forum, Job Dating, petits déjeuners, rencontres entreprises...).

Afin de permettre le versement des subventions, il est précisé qu'il sera préalablement demandé à chaque Commune de délibérer, afin d'autoriser la signature et la mise en œuvre d'une convention de partenariat avec le Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du PLIE, décrivant les missions conduites sur les territoires. Une convention cadre est annexée au présent rapport.

Il convient de préciser qu'en ce qui concerne les Communes de Pertuis, Vitrolles et Gardanne des conventions spécifiques de partenariat sont proposées et jointes au présent rapport compte tenu des actions particulières mises en œuvre sur leur territoire.

Dans le cadre de leur rôle d'accueil et de prescription des publics vers le dispositif PLIE et compte tenu des moyens mobilisés, le Territoire du Pays d'Aix propose d'apporter un soutien financier au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi des Communes volontaires.

A ce titre, 15 Bureaux Municipaux de l'Emploi ont sollicité la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à conforter les missions d'accueil, d'information et d'orientation du public des demandeurs d'emploi.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 94 300 € au titre de l'année 2021.

Bénéficiaire	Participation financière de fonctionnement proposée
Commune de Bouc-Bel-Air - BME	2.700 €
Commune de Coudoux - BME	3 000 €
Commune de Gardanne - BME	3.000 €
Commune de Jouques - BME	3.000 €
Commune de La Roque d'Anthéron - BME	3 000 €
Commune de Lambesc - BME	5 100 €
Commune de Le Tholonet - BME	2.000 €
Commune de Les Pennes-Mirabeau - BME	7 800 €
Commune de Meyreuil - BME	2.400 €
Commune de Pertuis - BME	20.000 €
Commune de Peyrolles-en-Provence - BME	4 700 €
Commune de Rousset - BME	5 200 €
Commune de Venelles - BME	2.400 €
Commune de Ventabren - BME	2.000 €
Commune de Vitrolles - BME	28.000 €
<b>Total</b>	<b>94 300 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

#### Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Le rôle d'accueil et de prescription des publics vers le dispositif PLIE assuré par les 15 Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) des Communes volontaires.
- L'intérêt de soutenir financièrement leur fonctionnement pour conforter ces missions.

#### Délibère

#### Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une participation financière aux 15 Communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix pour le fonctionnement de leurs Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) pour un montant total de 94 300 € aux bénéficiaires suivants :

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Bouc-Bel-Air

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Coudoux

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Gardanne

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Jouques

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de La Roque-d'Anthéron

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Lambesc

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Le Tholonet

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune des Pennes-Mirabeau

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Meyreuil

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Pertuis

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Peyrolles-en-Provence

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Rousset

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Venelles

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Ventabren

– Bureau Municipal de l'Emploi de la Commune de Vitrolles

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

#### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 657341, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Agriculture**

### **2021 CT2 324**

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur les Communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Saint-Cannat et Ventabren**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1er janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des Communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux Communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 4 ventes de parcelles avec révision de prix sur les Communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Saint-Cannat et Ventabren.

- **Aix-en-Provence**

- Parcelle(s) : Section NE N°142 ; Surface : 09 ares 89 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 38 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 450,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat (ci-après DIE), que la SAFER demande à la Métropole

de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Coudoux

- Parcelle(s) : Section AL N°55 ; Surface : 89 ares 90 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 40 455,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 25 550,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Cannat

- Parcelle(s) : Section C N°526 ; Surface : 03 ares 35 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 9 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 910,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Ventabren

- Parcelle(s) : Section BL N°191 ; Surface : 4 hectares 97 ares 87 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 149 361,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 124 054,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la DIE, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) avec la SAFER ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention en vue de préempter avec révision de prix les 4 ventes de parcelles sur les Communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Saint-Cannat et Ventabren.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée l'intervention de la SAFER consistant en 4 préemptions en révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Saint-Cannat et Ventabren, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

### **Article 2 :**

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour chacune de ces préemptions au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, en cas de notification par la SAFER du retrait de la vente du bien par le propriétaire concerné.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 011, Nature 611, Fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire**

### **2021 CT2 325**

**Attribution d'une subvention à la Fédération des caves coopératives des Bouches-du-Rhône pour la promotion et le développement de l'oenotourisme et les Loisirs de Pleine Nature**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du développement des sentiers vigneron, la Fédération des caves coopératives des Bouches-du-Rhône (ci-après FDCC13) – sise Maison des Agricultures, 22 avenue Henri Pontier – 13626 Aix-en-Provence cedex 01, souhaite relancer l'économie vinicole suite à la crise sanitaire, en développant son réseau de sentiers vigneron (randonnées pédestres familiales) dont l'objectif de

fond est d'améliorer la notoriété des caves coopératives du Pays d'Aix. Le présent rapport porte particulièrement sur le sentier vigneron de Rognes.

Pour rappel, la filière viticole est la principale filière agricole du Territoire du Pays d'Aix avec près de 1000 vignerons et plus de 50 % de la valeur de la production agricole de notre Territoire.

La FDCC13 s'est fait reconnaître en France pour ses travaux en œnotourisme, et en particulier pour le réseau des sentiers vigneron, qu'elle développe depuis plus de dix ans. Elle est en charge de la défense des 17 caves coopératives des Bouches-du-Rhône sur l'aspect réglementaire et juridique. Elle informe réglementairement et techniquement les caves coopératives vinicoles du département et favorise l'essor de ces caves.

Ses principales activités sont ainsi décrites :

- Office de renseignements auprès des caves, organisation de rencontres et suivi de la réglementation ;
- Appui aux caves dans les nouvelles règles sur l'eau, l'environnement et les évolutions sociales ;
- Observatoire économique (récolte, stocks, tableau de bord économique) ;
- Animation Route des vins de Provence ;
- Mise en place et animation de Sentiers vigneron, et des Balades vigneronnes en Provence ;
- Suivi des déclarations de récolte sur logiciel « Tracing-coop » ;
- Actualisation et dynamisation du site Internet de la Fédération ;
- Réflexions, conseils et projets pour une transition écologique des vignerons coopérateurs et des caves coopératives ;
- Animation de la section Jeunes Vignerons Coopérateurs des Bouches-du-Rhône ;
- Accompagnement des Caves Coopératives dans la mise en place de la nouvelle réglementation OCM ;
- Animation Programme de Développement de l'Oenotourisme Coopératif et de Solidarité Territoriale (demande spécifique auprès du Conseil Départemental 13) ;
- Animation du Comité de la Fête de la Vigne et du Vin du 13 ;
- Flavescence dorée ;
- Elaboration des dossiers de restructuration du vignoble pour les coopérateurs ;
- Echanges et actions avec les institutions en charge de la viticulture ;
- Coordination avec Coop de France Méditerranée ;
- Tâches de secrétariat général, statistiques sur la récolte, sur le marché, implication dans les différents concours de vins pour les caves adhérentes, gestion comptable, relations élus, organisations de réunions.

Son développement se concrétise par la mise en place de projets permettant la promotion de ces caves et en particulier sur le Territoire du Pays d'Aix. La crise sanitaire amplifie ce mouvement et avec l'Hostellerie des Vins de Rognes, la FDCC13 modernise et réactualise l'itinérance et la communication du Sentier Vigneron de Rognes, afin de lui octroyer des outils performants.

L'objectif est de renforcer les liens de proximité entre les vignerons coopérateurs et les locaux, de conforter l'image territoriale du mouvement coopératif, et de cultiver un Territoire du Pays d'Aix patrimonial, résolument tourné vers le futur avec le développement des circuits courts et qualitatifs. Également, pour la Commune, il est noté un besoin touristique fort (visiteurs, randonneurs et amateurs de vin), de fidéliser les clients et ainsi augmenter le nombre de paniers par la vente directe.

Le cahier des charges du projet détermine ainsi les actions suivantes :

- Suivi de dossiers spécifiques : animation, suivi, conception du développement du Sentier Vigneron de Rognes ;
- Rédaction, suivi maquette, mise à impression et diffusion d'un guide de découverte de 15 pages (version quadri papier recyclé en 21\*10 pour tenir dans la poche des randonneurs) ;
- Optimisation du balisage en augmentant les lames directionnelles ;
- Affichage du panneau d'entrée simple, clair, accessible à tous ;
- Animation du projet et inauguration du projet ;
- Questionnaire qui permettra d'apprécier le nombre de visiteurs, les paniers, le panier moyen, l'appréciation du paysage.

Ce besoin répond à la demande de développement de l'économie locale dont les caves coopératives sont un élément fort et constructif mais aussi à un souhait de défendre une culture paysagère, patrimoniale et structurante.

Pour mener à bien ce programme, la Fédération sollicite le soutien financier du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 4 900 € (dossier GU n° 2021-00882). La Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture réunie le 22 juin 2021 propose d'attribuer une subvention d'un montant de 4 000 € soit 40% du montant de l'action.

N° GU	Association	Action	Budget prévisionnel 2021	Montant sollicité	Montant Proposé	Taux de couverture
2021-00882	Fédération des caves coopératives des Bouches du Rhône	Sentier vignerons ROGNES	9980 €	4 900 €	4 000 €	40%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 juin 2021.

**Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt que représente l'action de la FDCC13 pour la promotion de l'oénotourisme et de l'itinérance douce et l'amélioration de la notoriété des caves coopératives du Pays d'Aix.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 4 000 € à la Fédération des caves coopératives des Bouches-du-Rhône (FDCC13) sise à Aix-en-Provence pour l'année 2021.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 633.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Cycle de l'eau et assainissement

### 2021 CT2 326

**Approbation d'une convention d'achat d'eau avec la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour le soutien d'alimentation en eau de la Commune de Meyreuil**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Meyreuil a lancé un Projet Urbain Partenarial de plus de 500 logements avec commerces, services et une école primaire, le PUP Ballon. Les premiers logements ont déjà été livrés, la fin de l'opération est prévue en 2023. Les besoins en eau potable générés par ce nouveau quartier seront à terme de 300 m<sup>3</sup>/j en période estivale.

Les besoins actuels de la Commune sont de 2.200 m<sup>3</sup>/j en été. L'eau provient du Canal de Provence, elle est traitée par ultrafiltration avant distribution. Cette ressource permet juste de subvenir au besoin estival actuel de la Commune ; elle est limitée par le débit nominal de la station. La Société du Canal de Provence (ci-après SCP) peut augmenter la dotation d'eau brute, en revanche, les travaux de modification de la station pour augmenter son débit d'eau potable sont à la fois contraints par l'espace disponible sur le site et coûteux, s'agissant d'ultrafiltration.

N'ayant pas d'autre point d'adduction sur la Commune, une alimentation complémentaire en eau potable à partir de la station Ballon, exploitée par la Régie des Eaux du Pays d'Aix (ci-après REPA) a été étudiée. La station Ballon produit de l'eau potable pour la Commune de Gardanne ; elle est approvisionnée en eau brute par SCP. Une réserve de 6 litres/s, correspondant au besoin complémentaire pour Meyreuil, est disponible sur cette station. La station Ballon est implantée sur le territoire de la Commune de Meyreuil et son réseau d'adduction qui conduit l'eau produite à Gardanne est à proximité immédiate du réseau de distribution sur la Commune de Meyreuil. Après vérifications techniques, la création d'un point de livraison est possible pour alimenter le secteur du plan de Meyreuil, le long de la D6.

Les conditions de raccordement, de livraison et de tarification de vente d'eau ont été formalisées dans un projet de convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité compétente en matière d'adduction d'eau potable, la SAUR, son délégataire sur la Commune de Meyreuil, et la REPA, Régie personnalisée de la Métropole Aix-Marseille-Provence intervenant à titre de fournisseur.

Le projet de convention prévoit une durée d'exécution d'une année, renouvelable par tacite reconduction, dans la limite de la durée du contrat de délégation de service public de l'eau potable pour la Commune de Meyreuil dont le titulaire est la société SAUR.

Les conditions tarifaires de fourniture prévue par le projet de convention sont les suivantes : Tarifs pour la première année d'exécution de la convention de vente d'eau.

La part fixe est de 179,66 euros HT (compteur diamètre 60 mm).

Tranches pour les tarifs de vente en gros d'eau traitée.	Prix (€ HT / m <sup>3</sup> )
0 à 60 m <sup>3</sup>	0,697
De 61 à 130 m <sup>3</sup>	0,8277
De 131 à 250 m <sup>3</sup>	1,32
Au-delà de 250 m <sup>3</sup>	1,41

Ces tarifs sont identiques aux tarifs du contrat de délégation de service public de l'eau potable pour la Commune.

636 abonnés de la Commune seront desservis par l'eau potable fournie par la REPA. La facturation annuelle de la vente d'eau tiendra compte de ce nombre d'abonnés pour répartir les tranches de facturation.

Ainsi, tous les abonnés de la Commune continueront à payer un tarif de fourniture d'eau potable identique, celui prévu par le contrat de délégation de service public en vigueur

Le règlement de la fourniture d'eau auprès de la REPA sera à la charge du délégataire, qui se

rémunérera selon une tarification identique sur les abonnés desservis.  
Cette convention est donc sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le contrat de délégation par affermage du service public de l'eau potable sur la Commune de Meyreuil notifié le 1er décembre 2017.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- La nécessité d'assurer la continuité du service public de l'eau potable sur la Commune de Meyreuil.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvés les termes de la convention d'achat d'eau entre la Régie des Eaux du Pays d'Aix, la Métropole Aix-Marseille-Provence et son délégataire SAUR.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisé à signer la convention ci-annexée à la présente délibération.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2021 CT2 327**

**Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°Z 21 0097 COV pour la réalisation par la Commune de Meyrargues du réseau pluvial avenue de la République**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (ci-après EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°MET 20/16813/BM du 17 décembre 2020, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Commune de Meyrargues portant sur la création d'un réseau d'eaux pluviales sur un linéaire de 130 m dans le cadre de travaux d'aménagement de surface de l'avenue de la République.

Le coût prévisionnel de cette opération est arrêté à 80.000,00 € HT soit 96.000,00 € TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'un avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la Commune de Meyrargues.

En effet, la Commune s'est dotée d'un maître d'œuvre spécifique réseaux et d'un coordonnateur SPS pour mener à bien ce projet qui s'est avéré plus complexe techniquement. Les réponses des gestionnaires de réseaux ont montré un sous-sol fortement occupé par des réseaux secs et humides ce qui a contraint la Commune à réaliser d'une part des sondages de reconnaissance pour préciser leur position exacte et à mener d'autre part plusieurs calages avant d'aboutir à la solution retenue. De plus le réseau à créer est plus étendu qu'initialement.

Le montant de l'opération est ainsi porté de 80.000,00 € HT à 125.000,00 € HT, soit une augmentation de 56%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°MET 20/16813/BM du Bureau de la Métropole du 17 décembre

2020 portant sur l'approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la Commune de Meyrargues du réseau pluvial avenue de la République.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver un avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° Z210097COV pour la réalisation par la Commune de Meyrargues du réseau pluvial avenue de la République.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexé, pour la réalisation, par la Commune de Meyrargues, du réseau pluvial avenue de la République.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° Z210097COV et à prendre toutes dispositions y concourant.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182909, Nature 4581, Autorisation de Programme DI909, Fonction 734.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive - Sports**

### **2021 CT2 328**

#### **Motion relative à l'opposition à la fermeture des piscines du Pays d'Aix au mois d'août 2021**

Considérant que les piscines du Pays d'Aix ont subi la crise sanitaire depuis le mois de mars 2020 avec plusieurs périodes de fermeture ou ouvertures dégradées au profit de certains publics uniquement, Considérant l'objet à vocation sociale, de loisir, et sportif des équipements aquatiques du Pays d'Aix et notamment pendant la période estivale alors que le Territoire n'a pas accès à la mer,

Considérant que lorsque la Métropole a délibéré sur les moyens en saisonniers à mettre en œuvre dans les Territoires cet été, la situation sanitaire actuelle n'était pas connue et qu'il convient de revoir les besoins votés, Considérant que la délibération votée en début d'année 2021, attribuant des quotas de saisonniers par Territoire en référence à l'année 2020, n'a pas pris en compte dans l'assiette, des piscines fermées en 2020 pour cause de travaux, pourtant ouvertes en 2021,

Considérant le besoin de 147 agents saisonniers au mois d'août pour permettre de maintenir ouvertes toutes les piscines cet été,

Considérant les risques de fermeture des équipements sportifs à la rentrée avec la multiplication des nouveaux variants,

Considérant que les piscines des autres Métropoles comme Montpellier, le Grand Paris, le Grand Lyon et d'autres restent ouvertes cet été,

Considérant que les 12 piscines du Pays d'Aix qui ont été autorisées à rouvrir au mois de mai 2021 au titre de la situation sanitaire, ne peuvent pas rester fermées au mois d'août refusant ainsi l'accès aux différents publics notamment en quartiers prioritaires, Considérant que le sujet d'ouverture des équipements publics et notamment des équipements sportifs, partie intégrante de la politique sportive, devra être traité dans le cadre de la Commission Réforme,

Considérant la demande de plusieurs membres du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de solliciter la Présidente de la Métropole de ce risque catastrophique de fermeture et de son impact sur les populations et notamment les plus fragiles,

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix sollicite la Présidente de la Métropole aux fins de non fermeture des piscines sur le Territoire du Pays d'Aix au mois d'août 2021 en maintenant les effectifs permettant d'ouvrir ces équipements.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité la motion ci-jointe et la transforme en délibération.**